



# La voix de l'opposition de gauche

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*



## Causeries août 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 août 2015

### CAUSERIE

Pondichéry 20h32.

On a ajouté une douzaine d'articles dans la rubrique politique et le dossier Grèce.

La causerie du matin.

On ajoutera plus tard quelques articles, notamment sur la Grèce en relation avec ce qui suit.

Les mésaventures de l'ex-ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, font l'objet d'un certain nombre d'articles, qui comme d'habitude passent à côté de l'essentiel, à savoir qu'il est victime du refus du gouvernement de s'attaquer aux institutions en place qui maintenant menacent de le traduire en justice pour haute trahison. Cela n'arriverait pas si au lieu de se fondre dedans comme l'avait fait le Pasok avant Syriza, ce dernier les avait abolies.

Au passage sans le vouloir Syriza valide le marxisme auquel sont étrangers ses dirigeants, y compris Yanis Varoufakis, qui prône comme une nécessité la destruction de fond en comble de l'Etat bourgeois ou des capitalistes au profit d'un Etat ouvrier ou une République sociale ou socialiste, en observant ce qui se passe en Grèce on comprend immédiatement pourquoi cette décision s'impose pour avancer sur la voie de la rupture avec le capitalisme ou du socialisme.

Encore un aspect de la situation ou un enseignement de la lutte des classes à côté duquel sont passés tous les partis, qui rechignent ou refusent l'idée de devoir affronter directement la classe dominante, alors que c'est indispensable pour changer la société, de nos jours on devrait peut-être dire changer de société, tant celle dans laquelle nous vivons est nauséabonde et incarne le contraire de nos aspirations (une grenouille passe sous la table...)

Certains ont mis l'accent sur l'euro, plus timidement sur l'UE, moins encore sur la nationalisation de la banque centrale grecque et de toutes les banques, aucun sur l'Etat grec ou les institutions devant lesquelles ils se prosternent tous au lieu d'envisager de les renverser. Ils ne sont pas socialistes voilà tout. Ils sont quoi alors ? L'inverse ou le contraire.

### Vidéos.

Maastricht mensonges et propagande

<https://www.youtube.com/watch?v=DZaiDLbVjxo>

Puissante et incontrôlée - La Troïka

<https://www.youtube.com/watch?v=wXurytR1IAk>

L'enquête « Puissante et incontrôlée : la troïka » du journaliste allemand Harald Shuman dissèque l'organisme le plus puissant en Europe, bien que constitué de hauts fonctionnaires non élus : la Troïka. Celle-ci a imposé des mesures d'austérité partout en Europe, jusqu'à provoquer de véritables catastrophes socio-économiques et sanitaires, comme en Grèce. Fruit d'un an d'investigation, le reportage dresse un bilan de ces politiques sur les peuples et mène une enquête sur les prises de décisions arbitraires et le fonctionnement anti-démocratique de la Troïka.

[Bravo, objectif atteint ! Ils s'y seront tous mis de l'extrême droite à l'extrême gauche.](#)

- L'immigration, principale préoccupation des Européens, selon un sondage de l'UE - 20minutes.fr

Quand tu vis dans un pays, celui où tu es né, si les conditions que tu rencontres ne te conviennent pas, tu as le choix entre les subir et t'en accommoder et résister, te rebeller contre ceux qui en sont responsables, l'Etat et les capitalistes, pour les améliorer ou les changer, tout en assumant tes responsabilités.

Tu as donc le choix entre deux comportements, l'un qui consistera à essayer de t'en sortir par tes propres moyens en recourant à des solutions individuelles, l'autre qui consistera à tenter de t'en sortir sur un terrain de classe. Dans le premier cas tu tourneras le dos au mouvement ouvrier, dans le second tu le rejoindras.

Le mouvement ouvrier a pour mission de défendre les droits collectifs des travailleurs comme classe sociale et non comme individus atomisés dans la société. Il agit dans le cadre de la lutte des classes sur la base de la reconnaissance de l'antagonisme qui existe entre les classes, et en organisant les travailleurs il contrarie la concurrence à laquelle ils sont livrés et qui entrave ou constitue un handicap à leur combat. Il n'a pas à chercher ou à proposer des solutions individuelles aux difficultés que rencontrent chaque travailleur qui découlent de la condition que lui a réservée le régime.

Le mouvement ouvrier part du constat que ce sont les conditions sociales collectives imposées par la classe des capitalistes à la classe ouvrière, qui détermine la condition individuelle de chacun de ses membres, d'où sont engagement sur le plan collectif et non individuel qui dénote une absence totale de conscience de classe.

Le mouvement ouvrier n'a pas vocation à prendre en charge la situation individuelle de chaque travailleur qui ne concerne qu'eux-mêmes.

Le mouvement ouvrier incarne la prise de conscience des travailleurs au stade élémentaire et parfois à un niveau supérieur de l'antagonisme qui existe entre les classes, dont l'issue repose sur le rassemblement ou l'unité de la classe des exploités contre celle des exploités, son existence constitue donc un progrès politique. Et pour s'affirmer, déboucher sur des réalisations pratiques ou atteindre ses objectifs, il doit convaincre de le rejoindre le plus grand nombre possible de travailleurs qui rompent avec leur isolement ou cesseront de chercher des réponses individuelles à des questions qui sont en réalité d'ordre collectif. Quand malgré tout des travailleurs s'enferment dans un schéma suicidaire qui consiste à tenter de d'en sortir par eux-mêmes sur le plan individuel, le mouvement ouvrier ne pourra rien pour eux sur ce plan-là. Cela vaut pour les travailleurs d'un pays comme pour ceux qui choisissent le chemin de l'immigration que le mouvement ouvrier n'encouragera en aucun cas.

Par contre il interviendra lorsque ces immigrés se retrouveront confronter à la répression de la part de l'Etat du pays où ils ont atterri, le considérant responsable du sort indigne qui leur est souvent réservé, car étant engagé dans le pillage des richesses de leur pays natal et soutenant son régime, deux facteurs qui combinés sont à l'origine de leur immigration sans qu'on ait à en rechercher les motivations individuelles qui passent dans ce cas-là au second plan.

Maintenant, dans un pays confronté à un chômage de masse et où sévit une grave crise du logement ou sociale en générale, il sera complètement irresponsable de favoriser l'immigration légale ou illégale, qui conduira à une situation périlleuse ou dramatique pour ces immigrés, inextricable en général, sans parler des tensions qu'elles créeront au sein de la classe ouvrière en alimentant ses préjugés racistes ou xénophobes qui feront l'objet d'une récupération par l'extrême droite.

Constatant que l'immigration illégale a été favorisée par la politique des puissances occidentales ou les mesures prises par la classe dominante qui en tire profit sur les plan économique et politique, la réponse à cette question doit prendre en compte l'ensemble des facteurs ou acteurs en présence sur le plan politique, et non répondre à des motivations d'ordre individuel, émotif ou sentimental, ce qui contribuerait davantage à la décomposition du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière compte tenu qu'une telle réponse conduirait à un affrontement entre les différentes couches d'exploiter ou alimenterait le communautarisme contre lequel la majorité de la population se dresserait aboutissant à une atmosphère insupportable de pogrom. Cette question doit donc être traitée à différents niveaux

Dans ces conditions, s'agissant en général du sort des immigrés illégaux, le mouvement ouvrier n'a pas à statuer sur une question qui est du ressort strictement individuel de chaque immigré. Il ne peut pas ou il ne doit pas se substituer à l'Etat défaillant en règle générale avec ses propres citoyens ou s'engager à satisfaire leurs besoins alors que ce n'est pas de son ressort et qu'il n'en a pas les moyens. Il n'y a aucune raison de privilégier les besoins d'un immigré par rapport à ceux d'un travailleur indigène qui ne le comprendrait pas ou qui estimerait être victime d'une injustice.

En temps qu'immigré depuis près de 20 ans en Inde, lorsqu'en vertu de mon statut d'étranger on m'accorde un privilège par rapport à un Indien je le refuse. C'est une question de principe et de respect. Quand on m'a expliqué il y a quelques années qu'il n'y aurait plus de postes de prof de français à l'Alliance française pour des Français, car il y avait suffisamment d'Indiens formés pour occuper ces postes, j'ai répondu que c'était très bien ainsi sans exprimer la moindre amertume ou le moindre ressentiment. J'étais le dernier Français en poste et ils m'ont viré peu de temps après.

Contrairement à bien des militants et particulièrement les tiers-mondistes ou gauchistes qui traitent cette question sur le plan individuel et émotif, emboîtant ainsi le pas aux représentants de la classe dominante qui préfèrent de loin ce plan-là à celui de la lutte de classes, j'ai toujours refusé de faire passer en premier mes intérêts individuels, et encore moins de les faire prendre en charge par quiconque, j'en assume les conséquences, je ne vois donc pas pourquoi j'agirais autrement envers des gens qui ont privilégié leurs intérêts individuels à leurs risques et périls qu'ils connaissaient parfaitement.

Et s'ils sont expulsés dans leur pays d'origine, ils n'en mourront pas pour autant, ils se retrouveront seulement confrontés à nouveau aux mêmes difficultés que les membres de leur classe subissent quotidiennement, dont certains résistent, s'organisent, combattent, tandis que d'autres s'en remettent à des solutions individuelles sans pour autant être épargnés par la politique du gouvernement de leur pays.

On nous dira que c'est affreux, il y a bien pire en réalité, qu'on nous épargne ce discours pitoyable et populisme, qui ne sert qu'à couvrir la soumission à l'ordre établi de leurs auteurs, leur refus hypocrite de l'affronter ou leur incurie politique qui consiste à réduire la situation à un de ses aspects uniquement.

Je vis dans un pays où il est extrêmement difficile de se faire une place dans la société, et pourtant l'immense majorité des Indiens y parviennent, et bien les immigrés qui seront expulsés n'auront qu'à faire de même que le restant de leur classe, ils trouveront bien les moyens de survivre, après tout ils y étaient bien parvenus avant d'immigrer, non ?

Le mouvement ouvrier n'est pas une auberge espagnole, un club de rencontre, une paroisse ou encore moins une ONG, il semble qu'ils y en aient beaucoup qui les confondent, et quand ils ne se situent pas sur le terrain de la morale qui a les faveurs de la classe dominante, c'est très maladroitement qu'ils tentent en vain de se situer sur le terrain politique après avoir soutenu les guerres de rapine menées par les gouvernements successifs contre la Libye par exemple ou avoir soutenu la candidature de Hollande, qui a poursuivi la même politique impérialiste à l'origine d'un afflux massif et continu d'immigrés vers la France et l'Europe, au final leur opportunisme se double d'une inconsistance des plus cynique que nous condamnons. Ils instrumentalisent cette question pour se faire passer pour des gens de gauche ou d'extrême gauche afin de faire oublier leur incurie politique, leurs trahisons. Il y a quelque chose d'indécent dans leur attitude qui nous dégoûte profondément. Qu'ensuite ils pensent le plus mal de nous ou nous calomnient en déformant ou tronquant nos propos nous laissera totalement indifférent.

Le propre du petit bourgeois, c'est d'estimer qu'à partir du moment où il a formulé un besoin, il doit être satisfait sans tenir compte du contexte économique, social ou politique, il s'en fout, cela ne l'intéresse pas ou alors il le détournera à son profit sans tenir compte des conséquences éventuelles qui en découleront, il s'en tape complètement, surtout il évitera toutes les questions que nous nous posons ici, il les balayera du bras en se contentant d'éructer qu'elles sont secondaires, inappropriées ou hors sujet, c'est un adepte forcené du 49.3, tels maîtres, tels disciples !

Au fait, l'antiracisme, le PS y avait pensé avant vous pour se faire passer de gauche. Vous croyez que cela les aurait fait réfléchir, pensez-vous, à croire qu'ils en sont devenus incapables, en tous cas ils s'efforcent de le démontrer.

En guise d'épilogue.

Le problème ce n'est pas l'homophobie, le racisme ou la xénophobie, ce sont l'idéologie et les rapports sociaux qui sont à l'origine des préjugés des masses. Cela le devient quand on est incapable ou lorsqu'on refuse de combattre l'idéologie de la classe dominante et les rapports sociaux existant, on en vient à s'en prendre aux masses au lieu de s'en prendre à la classe dominante et son Etat. Cette confusion qui conduit à se tromper d'ennemi et qu'entretiennent les représentants de la classe dominante réjouit cette dernière qui en tire profit sur le plan politique.

Ne cherchez pas ce genre d'explications dans la littérature des partis ouvriers, un militant m'a écrit que ce n'était pas de leur ressort, franchement on se demande alors à quoi ils peuvent bien servir.

En complément. Ils sont cossus, repus et amers : A la mer!

- Paris : haro sur les barbecues du dimanche à la Muette - LeParisien.fr

Les pique-niques familiaux, d'accord, les « regroupements de plus en plus nombreux », avec sono géante et rôtisseries, ça non. Le coup de colère du maire du XVIe, Claude Goasguen (LR) suffira-t-il à apaiser les dimanches de l'été sur la pelouse de la Muette ? L'élu vient de saisir le préfet de police, et compte sur son intervention rapide contre des nuisances qui rendent amers les habitants du cossu boulevard Suchet. LeParisien.fr 01.08

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Concours de réacs.

- Après Hollande, Manuel Valls tente de rassurer les entrepreneurs - Reuters
- Reconnaissance des langues régionales: Taubira présente un projet de révision constitutionnelle - AFP
- Ile-de-France: Wallerand de Saint-Just (FN) veut baisser le budget de la culture de 35 millions d'euros - AFP

### Heureusement encore qu'il y a des ratés.

- OMC: nouvelle échéance manquée pour avancer dans le Cycle de Doha AFP
- La chute du pétrole sabre les profits des pétroliers américains - Reuters

### Sur fond de lutte de classes.

- Tunisie: l'état d'urgence prolongé au nom de la "guerre contre le terrorisme" - AFP

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Projet de Partenariat transpacifique.

- Pas d'accord sur le projet de Partenariat transpacifique - Reuters

Un nouveau cycle de discussions sur le projet d'accord de libre-échange transpacifique a échoué vendredi en raison notamment d'un blocage entre le Japon et l'Amérique du Nord sur le secteur de l'automobile et de l'insistance de la Nouvelle-Zélande sur le commerce des produits laitiers.

La protection des brevets dans le domaine pharmaceutique est aussi à l'origine de difficultés entre les pays impliqués.

Le Partenariat transpacifique (TPP) que négocient douze nations irait du Japon jusqu'au Chili et représenterait 40% de l'économie mondiale.

En dépit de l'échec des discussions qui se sont tenues pendant quatre jours sur l'île de Maui, à Hawaï, les ministres du Commerce des pays concernés se sont dits confiants sur la possibilité de parvenir à un accord.

"Nous avons au cours de cette réunion déblayé le terrain bien plus que lors de tout autre de nos précédentes réunions ministérielles", a déclaré le ministre néo-zélandais Tim Groser. "Il apparaît clairement qu'il existe un ou deux sujets vraiment difficiles, et l'un d'eux porte sur les produits laitiers", a-t-il ajouté.

La Nouvelle-Zélande refuse d'entériner un accord qui n'ouvrirait pas significativement les marchés des produits laitiers.

Selon le ministre australien du Commerce, Andrew Robb, 98% de l'accord est réglé mais le problème tient aux quatre grandes économies du futur bloc commercial : Etats-Unis, Canada, Japon et Mexique.

Le TPP, s'il est conclu, sera le plus important traité de libre-échange depuis une génération, d'une portée comparable à l'Alena qui lie les Etats-Unis, le Canada et le Mexique depuis vingt ans.

Vu de Washington, il doit être l'incarnation économique de la stratégie du "pivot", ou rééquilibrage géopolitique vers l'Asie-Pacifique, et une occasion de contrebalancer l'influence qu'exerce la Chine sur cette région du globe.

Les discussions d'Hawaï, auxquelles 650 négociateurs ont pris part, étaient présentées comme la dernière chance de conclure un accord à temps pour qu'il soit adopté cette année par le Congrès des Etats-Unis.

A partir de janvier prochain, alors que débiteront les primaires en vue de l'élection présidentielle de novembre 2016, la pré-campagne électorale risque de compliquer la donne.

Mais le ministre japonais de l'Economie, Akira Amari, a estimé qu'une seule réunion supplémentaire pourrait permettre de débloquer la situation. Il a ajouté qu'elle pourrait se tenir d'ici la fin du mois. Reuters 01.08

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Turquie

1.1- La Haye examine les crimes de guerre d'Erdogan - french.irib.ir La Haye amorce l'examen du dossier des crimes de guerre du gouvernement Erdogan en Syrie.

Les magistrats de la Cour pénale internationale, CPI, ont commencé à examiner un dossier qui accuse Recep Tayyip Erdogan, président turc, Ahmet Davutoglu, Premier ministre, Efkan Ala, ancien ministre de l'Intérieur, et Hakan Fidan, ancien directeur des services spéciaux turcs, d'avoir commis des crimes de guerre en Syrie.

Cette plainte a été soumise à La Haye par le Parti démocratique du peuple (HDP). Recep Tayyip Erdogan est accusé d'avoir alimenté les terroristes en fonds et en armements, de les avoir incités indirectement à la guerre contre la Syrie, et d'avoir été impliqué dans le commerce illégitime du pétrole syrien, vendu par les groupes terroristes. Erdogan est également accusé d'avoir fermé les yeux sur la circulation des terroristes via les frontières de la Turquie. french.irib.ir 31.07

1.2- Turquie: la rébellion kurde pilonnée par l'aviation et indésirable en Irak - AFP

La Turquie a affirmé samedi avoir infligé un coup sévère à la guérilla kurde du PKK en pilonnant pendant une semaine ses bases du nord de l'Irak et va poursuivre les raids, poussant les autorités du Kurdistan irakien à demander aux rebelles de partir pour épargner les civils.

Depuis les premières frappes des F-16 turcs le 24 juillet, 260 combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués et près de 400 blessés, a indiqué l'agence gouvernementale de presse Anatolie.

Selon Anatolie, le frère du leader du parti prokurde de Turquie Selahattin Demirtas, devenu la cible politique numéro un du président Recep Tayyip Erdogan, a été blessé dans ces attaques.

L'enrôlement de Nurettin Demirtas dans les rangs de la guérilla est régulièrement dénoncé par le pouvoir comme étant un signe supplémentaire de la "collusion" entre le PKK et le parti prokurde HDP. Le pouvoir turc poursuit de son côté une offensive judiciaire contre les leaders kurdes, M. Demirtas étant notamment visé par une enquête pour "troubles à l'ordre public" et "incitation à la violence". Il a estimé samedi que son parti était désormais menacé d'interdiction.

M. Demirtas a accusé le président Erdogan de "déstabiliser" la Turquie dans le seul but d'organiser des législatives anticipées destinées à effacer le scrutin du 7 juin, qui avait privé le parti AKP au pouvoir de la majorité absolue en raison notamment du bon score du HDP. AFP 01.08

#### 2- Irak

- Irak : 1.332 morts, dans des attentats terroristes, en juillet (ONU) - french.irib.ir



Le bureau de représentation de l'ONU, à Bagdad, a annoncé, samedi, qu'au mois de juillet, 1.332 Irakiens ont été tués, dans des violences et des attentats terroristes, dans tout le pays. Selon l'Associated Press, au moins, 844 civils, figurent, sur la liste des morts, tandis que le nombre des forces de sécurité, de soldats et des membres des forces populaires, tués dans les violences ou les attentats terroristes s'élève à 488. Selon un premier bilan de l'ONU, le nombre des victimes était de 2.108, en juillet.

Le plus grand nombre de victimes appartient à Bagdad, la capitale, où 335 personnes ont été tuées, dans les violences et les attentats. Au mois de juin, 1.466 personnes ont été tuées, en Irak, dans les violences et les attentats terroristes, selon la représentation des Nations unies, à Bagdad. french.trib.ir 01.08

### 3- Syrie

- Syrie: Riyad s'insurge contre Washington - french.trib.ir

Les miliciens du Front Al-Nosra, branche d'Al-Qaïda, en Syrie, ont lancé, vendredi, à l'aube, une attaque contre le siège du nouveau groupuscule syrien de miliciens, formés par les Etats-Unis, dans le Nord du pays, suivie de heurts, qui ont fait 11 morts.

Cette attaque intervient, au lendemain du rapt de huit d'entre eux, dont leur chef Nadil al-Hassan, revendiqué par le Front Al-Nosra, mais démenti par le ministère américain de la Défense. "Al-Nosra a attaqué, à l'aube, le siège de la Division 30, aux environs de la ville d'Aazaz, dans le Nord de la province septentrionale d'Alep", a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, (OSDH). Cinq miliciens d'Al-Nosra et de formations alliées, ainsi que six autres aidant les membres de la Division 30 à défendre le siège, ont été tués, dans les affrontements ayant suivi l'attaque, a précisé cette ONG. Selon l'OSDH, les combats se poursuivaient, sans que les assaillants n'aient pu, jusqu'à présent, s'emparer du QG. "Al-Nosra veut prendre les armes données, par Washington, aux rebelles". Selon l'AFP, au moins, 54 membres de la Division 30, sont entrés, en Syrie, à la mi-juillet, équipés de 30 véhicules tout-terrain, d'armes et de munitions, de fabrication américaine. Huit d'entre eux, dont un commandant, ont été enlevés par Al-Nosra, dans un village de la province d'Alep, selon l'OSDH.

Sur sa page Facebook, la Division a dénoncé l'enlèvement du colonel Nadim Hassan et de ses compagnons, et demandé "aux frères du Front Al-Nosra de les libérer, immédiatement". Le ministère américain de la Défense a démenti le rapt. "Je peux vous confirmer qu'aucun membre de la Nouvelle Force Syrienne n'a été enlevé". Par "Nouvelle Force Syrienne" (New Syrian Force, en anglais), les autorités américaines désignent les miliciens qu'ils ont entrepris de former, pour lutter contre la milice wahhabite takfiriste Daech, (Etat islamique -EI). Le groupe devrait atteindre le nombre de 5.400, pour la première année du programme, financé à hauteur de 500 millions de dollars. french.trib.ir 31.07

### 4- Palestine occupée

- Cisjordanie : les braises du conflit attisées par les colons - Libération.fr

- Un bébé palestinien brûlé vif dans une attaque d'extrémistes israéliens - AFP

- Un jeune Palestinien tué par des tirs de l'armée israélienne - Reuters

En colère, des milliers de personnes ont participé ce vendredi aux funérailles du petit garçon palestinien d'un an et demi brûlé vif dans l'incendie de sa maison à Douma, en Cisjordanie. L'incendie a bien été allumé par des colons israéliens, ont confirmé la police et le gouvernement de l'Etat hébreu.

"C'est un crime de guerre et un crime contre l'humanité, a déclaré le président palestinien Mahmoud Abbas. Nous ne nous taisons pas tant que la colonisation continuera. Tant que l'occupation se poursuivra, il y aura de tel crimes. Nous préparons un dossier sur ce crime et d'autres crimes que nous voulons porter devant la Cour pénale internationale et personne ne nous en empêchera." euronews.com 31.07

- Echauffourées après une journée meurtrière dans les Territoires palestiniens - AFP

Vendredi, traditionnelle journée de mobilisation chez les Palestiniens, des manifestations ont rendu hommage au bébé devenu symbole de la violence des colons, responsables de 11.000 attaques ces 10 dernières années selon l'Autorité palestinienne.

Ces défilés ont ensuite dégénéré en affrontements avec les forces israéliennes.

Un autre adolescent a été tué par l'armée israélienne, cette fois à Gaza, l'armée expliquant qu'il s'était approché trop près du mur séparant Israël de l'enclave palestinienne. AFP 01.08

## Arabie saoudite

### 5.1- L'Arabie saoudite menace d'occuper le Koweït - french.irib.ir

Le ministre saoudien de la Défense, le Prince Mohammed Ben Salman, a menacé d'occuper le Koweït, disant que, non seulement, le puits de pétrole de «Khafji», mais encore, le Koweït, tout entier, faisait partie du territoire saoudien. Selon le site d'information Panorama Ash-Sharq al-Awsat, des sources, dans les pays arabes du golfe Persique, ont tenu à faire allusion à la réaction vive de Mohammed Ben Salman aux allégations du Koweït, selon lesquelles il rattraperait les dégâts, dus à l'arrêt de l'exploitation du gisement pétrolier de Khafji, par l'Arabie saoudite, avant d'ajouter : «Mohammed Ben Salman a dit lors d'une réunion : "Nous avons sauvé le Koweït du joug de Saddam, et, maintenant, qui est-ce qui osera le libérer de nos mains ? Le Koweït n'a aucune raison de se considérer supérieur à nous. C'est un pays, dont la superficie est un quart de la celle de Riyad».

Par ailleurs, le journal koweïtien «Al-Ray» a écrit : «La divergence pétrolière entre le Koweït et l'Arabie saoudite est entrée dans une nouvelle phase». La réponse catégorique du ministre koweïtien du Pétrole à la lettre de son homologue saoudien, dans laquelle il a attribué à Riyad la responsabilité de tout dégât matériel, dû à la fermeture du gisement pétrolier de Khafji, est à l'origine de la recrudescence des dissensions entre ces deux pays arabes. french.irib.ir 01.08

### 5.2- Arabie: le QG de la garde frontalière de Najran attaqué - french.irib.ir

L'armée et les forces populaires yéménites ont attaqué par missile le centre de commandement de la garde frontalière de Najran en Arabie.

Les comités populaires yéménites ont tiré 11 missiles sur le centre militaire Al-Qaem et 6 autres sur le centre militaire de Jallah à Jazan, a-t-on appris de Farsnews, citant l'agence officielle yéménite Saba.

Selon cette information les roquettes Katioucha tirées par l'armée et les forces populaire sur Al-Khouba à Jazan ont causé la coupure d'électricité dans cette localité.

Dans ce droit fil, le centre de commandement de la garde frontalière saoudienne et la base militaire Aaleb à Zahran Assir ainsi qu'une cimenterie dans la localité de Hajar ont été la cible des attaques aux missiles et à l'artillerie de l'armée et des forces populaires yéménites. french.irib.ir 31.07

## 6- Yémen

- Yémen : Al-Qaïda attaque l'armée yéménite - french.irib.ir

Au Yémen, des dizaines de militaires de l'armée ont perdu la vie dans un assaut des groupes terroristes contre l'Est.

Vendredi, les éléments d'Al-Qaïda ont fait exploser une bombe au passage des militaires de l'armée yéménite dans la province de Hadramaout. Six personnes ont été tuées et 36 autres blessées.

Dans le même temps, les avions de combat de l'Arabie saoudite ont bombardé, à plusieurs reprises, les localités d'Al-Achraf et de Sarouh, situées dans la province de Maareb et la localité de Radeh, dans la province de Saada. En représailles à ces frappes aériennes, l'armée régulière et les comités populaires yéménites ont pris pour cible de leurs roquettes la base militaire d'Al-Khoubeh, située dans une zone frontalière d'Arabie saoudite. Aucune nouvelle sur le bilan des éventuelles pertes de cette attaque ne nous est encore parvenu.

Par ailleurs, des membres des tribus de la province de Damar sont descendus dans la rue, afin de condamner les crimes des Ale Saoud contre les civils yéménites. Ils ont également annoncé leur disponibilité à faire face aux agresseurs saoudiens. Les manifestants ont exprimé leur soutien aux décisions d'Abdelmalek Badreddine, un responsable du mouvement d'Ansarallah face aux agressions étrangères. french.irib.ir 31.07

---

## ECONOMIE

### 1- Ukraine

- Le FMI verse un nouveau prêt à l'Ukraine malgré les doutes sur la dette - AFP

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé vendredi le versement à l'Ukraine d'un nouveau prêt massif en dépit des incertitudes sur la "soutenabilité" de la dette du pays et du conflit persistant dans l'Est séparatiste.

Le conseil d'administration du Fonds, qui représente ses 188 Etats-membres, a donné son feu vert au déblocage immédiat de 1,7 milliard de dollars dans le cadre d'un plan d'aide accordé en mars à Kiev et qui avait fait grincer des dents au sein de l'institution.

Au total, le Fonds s'était engagé à prêter à Kiev 17,5 milliards de dollars sur quatre ans en contrepartie de mesures drastiques visant à redresser les finances ukrainiennes, plombées par la récession et la perte d'une partie du territoire au profit des séparatistes pro-russes.

Le nouveau versement, après le déblocage en mars d'un premier prêt de 5 milliards de dollars, vise à "remettre l'économie sur le chemin du rétablissement", a assuré le FMI.

"La nouvelle tranche (d'aide, ndlr) va promouvoir la croissance de l'économie et rassurer les marchés financiers dans le pays et sur le globe", s'est félicité le ministère ukrainien des Finances dans un communiqué.

Mais la tâche s'annonce herculéenne. "D'importantes réformes structurelles et institutionnelles restent nécessaires pour corriger les déséquilibres économiques" en Ukraine, a commenté le numéro 2 du FMI David Lipton.

Privé de ses poumons industriels dans l'est, le pays est en plein marasme: son produit intérieur brut devrait plonger à nouveau cette année (-9,5% selon le gouvernement ukrainien) et sa dette s'envoler à près de 135% de son PIB, selon des économistes.

Or le FMI l'a répété pour justifier sa réticence à continuer de renflouer la Grèce: il ne peut prêter à un pays que s'il juge sa dette "soutenable avec une très forte probabilité".

Pour résoudre ce casse-tête et satisfaire les Etats-Unis --son principal actionnaire--, le FMI a sommé l'Ukraine d'engager une discussion avec ses créanciers privés afin d'obtenir une réduction de sa dette d'environ 15 milliards de dollars.

Mais les difficiles tractations se sont pour l'heure révélées infructueuses et font peser la menace d'un défaut de paiement ukrainien, qui risquerait de faire fuir encore davantage les investisseurs.

Tout en saluant le prêt du FMI, les Etats-Unis ont d'ailleurs vendredi "exhorté les créanciers (...) à parvenir à un compromis en temps utile avec les autorités ukrainiennes", a déclaré le secrétaire américain au Trésor Jacob Lew.

Menés par le fonds d'investissement américain Franklin Templeton, ces créanciers trainent toutefois des pieds et ne sont pour l'heure prêts qu'à accepter une décote de 10% quand Kiev en attend 40%.

"C'est un dialogue difficile", avait reconnu mercredi la patronne du FMI Christine Lagarde tout en affirmant que son institution serait prête à continuer à aider le pays même en cas de défaut.

Aux termes de ses règles internes, le FMI peut ainsi continuer à assister financièrement un pays qui a fait défaut vis-à-vis de créanciers privés, à condition notamment qu'il applique les réformes exigées de lui.

C'est ce dernier point qui, selon le Fonds, justifie l'apparente mansuétude dont l'Ukraine bénéficierait par rapport à la Grèce.

Récusant tout "deux poids deux mesures", le FMI a ainsi relevé qu'il s'agissait de pays et "de circonstances très différentes" et insisté sur les "engagements" de Kiev, pointant en creux le manque de coopération des autorités d'Athènes.

Depuis l'éviction de l'ancien président Viktor Ianoukovitch au début 2014, le FMI peut, à Kiev, s'appuyer sur un gouvernement pro-occidental (néonazi - LVOG) bien plus enclin à appliquer de douloureuses réformes, dont une hausse des prix du gaz.

L'institution peut notamment compter sur la ministre ukrainienne des Finances, Natalie Jaresko, une ancienne membre du département d'Etat américain qui a reçu la nationalité ukrainienne la veille de sa prise de fonctions à Kiev.

"L'Ukraine est un cas incroyablement encourageant", avait également estimé Mme Lagarde, relevant la détermination des autorités à "changer le visage" du pays en dépit d'une situation sécuritaire très compliquée. AFP 31.07

No comment, c'est suffisamment clair!

2- Israël



- Le régime sioniste et ses revenus astronomiques du trafic d'armes - french.irib.ir

Les actes inhumains d'Israël ne se résument pas en ses crimes de guerre car ce régime n'hésite pas à fouler aux pieds les règles internationales sur l'interdiction de la vente d'armements aux régimes et aux miliciens répressifs et criminels. Selon les chiffres, Israël se trouve en tête de la liste des régimes qui envoient des armements aux zones en conflit et aux pays en proie à une guerre civile.

Le régime sioniste vend généralement ses armes aux organisations criminelles qui les emploient pour la répression des civils. Israël compte parmi les plus grands initiateurs de crimes de guerre et de crimes contre humanité. Le régime sioniste envoie des armements en République d'Azerbaïdjan, au Sud-Soudan et au Rwanda et donne des formations militaires aux militaires de la Garde présidentielle au Cameroun, au Togo et en Guinée Equatoriale, ayant des régimes apartheid et non-démocratiques à leur tête. Israël donne aussi des leçons de massacre, de répression et de pillage aux régimes dictatoriaux. Certaines grandes compagnies israéliennes dont Rafael s'occupent des activités toutes particulières dans ce domaine. Plus de 100 compagnies et 300 instituts du régime sioniste sont impliqués dans aide et assistance aux régimes despotiques qui veulent étouffer la voix de protestation de leur peuple. Ce soutien porte de grands intérêts à ces compagnies qui sont travaillent toutes sous la supervision du ministère de la Sécurité d'Israël.

Le régime sioniste, qui s'abstenait durant de longues années, de révéler des informations sur l'exportation de ses produits militaires, a été récemment contraint, par un magistrat, de s'exprimer sur les réalités. Il n'est donc plus caché à personne que le ministère de la Sécurité du régime sioniste reconnaît 360 sources, 150 compagnies et cinq pays impliqués dans l'exportation d'armes. Les industries militaires du régime sioniste exploitent les évolutions en cours en Palestine, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza afin d'accroître son trafic d'armes destinées aux régimes despotiques et aux groupes criminels et séparatistes. A présent, 130 pays, dont le nom n'a jamais été annoncé, sont les destinations d'armements israéliens. Selon les chiffres, les exportations en armements du régime sioniste a dépassé les trois milliards de dollars en 2008 pour atteindre les huit milliards de dollars en 2015. french.irib.ir 01.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 3 août 2015

## CAUSERIE

L'antidote à parkinson et alzheimer, à la lobotomie, à la sclérose qui menace tout militant (parfois très jeunes, hélas!), c'est ici ! Et dire qu'il y en a qui nous le reproche ! Vous aurez compris pourquoi ! C'est abominable, on est incurable, on l'assume.

Allez les neurones, au boulot, non pas de vacances !

## Défense du marxisme. Extraits de lectures commentés.

Socialisme de juristes. - F. Engels et K. Kautsky - Novembre-Décembre 1886

Extrait.

*"La lutte de cette classe ascendante (la bourgeoisie - ndlr) contre les seigneurs féodaux et la monarchie absolue qui les protégeait alors, devait nécessairement, comme toute lutte de classes, être une lutte politique, une lutte pour la possession de l'Etat, et c'était nécessairement une lutte pour la satisfaction de revendications juridiques : ce fait contribua à consolider la conception juridique du monde.*

*Mais la bourgeoisie engendra son double négatif, le prolétariat, et avec lui une nouvelle lutte de classes, qui éclatée avant même que la bourgeoisie eût entièrement conquis le pouvoir politique. De même que, naguère, la bourgeoisie dans sa lutte contre la noblesse avait, par tradition, traîné la conception théologie du monde pendant un certain temps encore, de même au début le prolétariat a repris de son adversaire les conceptions juridiques et a cherché à y puiser des armes contre la bourgeoisie. Les premières formations politiques prolétariennes comme leurs théoriciens, demeurent absolument sur le « terrain juridique » à la seule différence que leur terrain juridique n'était pas le même que celui de la bourgeoisie. D'une part la revendication de l'égalité était étendue : l'égalité juridique devait être complétée par l'égalité sociale ; d'autre part, des propositions d'Adam Smith — selon qui, le travail est la source de toute richesse, mais le produit du travail est la source de toute richesse, mais le produit du travail doit être partagé par le travailleur avec le propriétaire foncier et le capitaliste —, on tirait la conclusion que ce partage était injuste et devait être soit aboli, soit au moins modifié au profit des travailleurs. Mais le sentiment qu'en laissant cette question sur le seul terrain « du droit » on ne pourrait nullement éliminer les méfaits engendrés par le mode de production du*

*capitalisme bourgeois et surtout par la grande industrie moderne, conduisit déjà les plus importants esprits, chez les premiers socialistes — Saint-Simon, Fourier et Owen — à délaisser complètement le terrain juridico-politique et à déclarer que toute lutte politique était stérile.*

*Ni l'une, ni l'autre de ces conceptions ne suffisait à exprimer de façon satisfaisante ni à résumer totalement les aspirations de la classe ouvrière à l'émancipation qu'avaient engendrées la situation économique. La revendication de l'égalité, tout comme la revendication du produit total du travail, se perdaient dans d'inextricables contradictions dès qu'on cherchait à les formuler en détail sur le terrain juridique et ne touchaient pas ou peu au nœud du problème, la transformation du mode de production. Refusant la lutte politique, les grands utopistes refusaient du même coup la lutte de classes et par là refusaient du même coup la lutte de classes et par là refusaient le seul mode d'action possible pour la classe dont ils défendaient les intérêts. Ces deux conceptions faisaient abstraction de l'arrière-plan historique à qui elles étaient redevables de leur existence ; elles faisaient appel toutes les deux au sentiment ; l'une faisait appel au sentiment du droit, l'autre au sentiment d'humanité. Elles donnaient toutes les deux à leurs exigences la forme de vœux pieux dont il était impossible de dire pourquoi ils se seraient réalisés juste à ce moment et non mille ans plus tôt ou plus tard.*

*Pour la classe ouvrière dépouillée, par la transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste, de toute propriété sur les moyens de production, et constamment reproduite par le mécanisme du système de production capitaliste dans cet état héréditaire de prolétarisation, l'illusion juridique de la bourgeoisie ne peut suffire à exprimer totalement la situation où elle se trouve. Elle ne peut prendre elle-même une connaissance complète de cette situation que si elle regarde les choses dans leur réalité, sans lunettes teintées de couleurs juridiques. C'est à cela que l'aida Marx avec sa conception matérialiste de l'histoire, en démontrant que toutes les représentations juridiques, politiques, philosophiques, religieuses, etc. des hommes dérivent en dernière instance de leurs conditions de vie économiques, de leur manière de produire et d'échanger les produits. Il fournissait là au prolétariat la conception du monde correspondant à ses conditions de vie et de lutte ; à l'absence de propriété des travailleurs ne pouvait correspondre que l'absence d'illusions dans leur tête. Et cette conception prolétarienne du monde fait maintenant le tour du monde...".*

Elle a arrêté de faire "le tour du monde" depuis longtemps et on se demande quand elle redémarrera enfin.

La force de travail se développe inconsciemment et engendre sa négation dès lors qu'elle échappe à celui qui la produit, elle s'aliène et lui devient étranger au point de s'opposer à lui, et il ne se la réapproprie qu'en l'arrachant à celui qui lui avait confisqué par sa lutte de classe et la conscience qu'il acquiert de l'ensemble de ce processus dialectique ainsi mené à son terme.

L'homme comme composante de la nature y trouve à l'état naturel de quoi assurer sa subsistance de façon aléatoire, alors que ses besoins sont quotidiens ou permanents. En baignant tout entier dans la nature, à son contact il va se livrer à une multitude d'observations et d'expériences dont il va se servir pour la transformer afin de pouvoir satisfaire ses besoins ou garantir sa subsistance ainsi que celle de son espèce. Avant l'homme, c'est la nature qui fut le premier producteur selon un processus matérialiste et dialectique et non céleste ou livré au hasard des caprices de forces obscures bienfaitrices ou malveillantes qui lui seraient extérieures (d'où sont issues les religions).

L'homme n'a fait qu'imiter la nature, et partant de là tout son développement historique devait emprunter la même conception matérialiste que découvrit Marx qui demeure valable de nos jours. Dit autrement, l'homme n'a fait qu'imiter la nature en ignorant les lois auxquelles elle était soumise et qui devaient s'appliquer à son développement historique jusqu'à nos jours. Il aura fallu attendre que cycle historique parvienne à maturité pour que les hommes en prennent conscience.

Ce processus matérialiste et dialectique pourrait se résumer en des lois naturelles et logiques qui déterminent le comportement d'un ensemble de facteurs ou de forces, qui mis en rapport entretiennent des relations contradictoires dont l'issue (ou le produit) détermine à son tour leur devenir.

La mise en oeuvre de ses facteurs ou forces ainsi que leurs effets, conséquences ou produits précèdera la prise de conscience qu'en auront les hommes graduellement au fur et à mesure de leur développement et non l'inverse. Il en prendra conscience partiellement quand leurs contradictions auront atteint un niveau au-delà duquel tout nouveau développement serait impossible et nécessitait l'intervention consciente de l'homme, afin de leur fournir un cadre plus vaste dans lequel elles pourraient continuer de s'exprimer.

A chaque étape de ce développement historique, l'homme ne prendra conscience que des conditions correspondant au stade où ces contradictions étaient parvenues, à aucun moment il ne sera en mesure d'acquérir une claire compréhension de l'ensemble de ce processus historique et de son évolution passée et future, il faudra attendre que ces contradictions aient produit tous les effets qu'on pouvait en attendre ou qu'elles aient atteint le stade ultime de leur développement pour qu'elles parviennent à la conscience des hommes dans leur totalité ou que la conception matérialiste de l'histoire soit découverte par Marx, au stade du capitalisme qui contenait en germe son ultime développement, l'impérialisme sous la domination de l'oligarchie financière, au-delà duquel aucun nouveau développement ne serait envisageable sans à nouveau briser le cadre (mode de production) dans lequel ses forces (productives) finiraient par étouffer et s'auto-détruire. Il faudrait dès lors que la force qui a assuré le développement du capitalisme ou de l'humanité, la classe ouvrière et la paysannerie, réalisent les conditions permettant de faire sauter les obstacles qui s'opposent à l'avènement de ce nouveau cadre permettant un développement illimité des forces qu'il

contenait une fois libérées des entraves ou des contradictions qui en dictaient inconsciemment la marche jusqu'alors, conditions qui coïncident avec la lutte de classe du prolétariat ayant elle-même atteint sa maturité ou ayant acquis un niveau de conscience supérieur à toutes les autres classes dans le passé, englobant l'ensemble du processus historique pour en assurer le devenir, à défaut de le voir périr.

On aura constaté que ce fut toujours une minorité des hommes qui se saisirent du développement économique pour le porter à un niveau supérieur ou firent le droit, détenaient le pouvoir politique et l'Etat, tandis que la majorité des hommes s'y soumettaient ou le subissait sans en avoir conscience. Une fois rendu au stade de l'impérialisme dominé de nos jours par l'oligarchie financière, qui témoigne un peu plus chaque jour que la bourgeoisie a épuisé son rôle historique, c'est à la classe la plus nombreuse de la société que revient la tâche historique d'assurer consciemment le développement économique futur de l'humanité, et sachant que l'ensemble ou la majorité de cette classe n'atteindra jamais le niveau de conscience correspondant à cette tâche, il revient à ses éléments les plus avancés et conscients de la guider pour qu'elle la réalise et en prenne conscience au cours du processus révolutionnaire, d'où la nécessité de constituer un puissant parti ouvrier révolutionnaire rassemblant l'ensemble de ces forces les plus conscientes.

Nous n'avons jamais dit autre chose, contrairement aux idées ou propos qu'on nous impute qui relevaient d'une lecture partisane ou du procès d'intention. Vous aurez compris qu'une telle analyse ne s'improvise pas et qu'elle n'est pas donnée à tout le monde. Elle fait partie du combat idéologique que nous menons contre la classe dominante, afin d'aider à élever le niveau de conscience des travailleurs et des militants à la hauteur des tâches historiques que le prolétariat doit accomplir.

J'ai reçu un courriel dans lequel son auteur estimait que le combat idéologique n'était pas vraiment indispensable, encore moins le combat contre la guerre psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs et qu'il doit mépriser sans doute, c'est à croire que les trotskystes ignoreront toujours comment fonctionnent un ouvrier, apparemment cela ne les intéresse pas, et on se demande avec qui et avec quoi ils comptaient faire la révolution une fois délaissés des pans entiers de la situation capable d'influencer l'orientation politique des travailleurs et des militants, y compris les trotskystes si on en juge par les résultats auxquels ils sont parvenus.

On peut douter sérieusement du niveau de conscience des trotskystes si j'en juge par le courriel que j'avais reçu un jour d'un vieux militant du courant communiste internationaliste (CCI), qui m'avait écrit qu'au bout de 40 ans de militantisme il était toujours incapable de penser par lui-même et que c'était uniquement depuis qu'il lisait mes causeries ou articles qu'il avait l'impression d'avoir réalisé des progrès dans ce domaine, j'imagine qu'il est loin d'être un cas isolé au CCI.

Contrairement à ces militants qui ne cessent de répéter les mêmes formules ou se gargarisent de citations apprises par coeur qui leur servent de point de repères sans jamais développer leur contenu, de telle sorte que ceux qui les adopteront les répèteront à leur tour sans se poser de questions et auront l'impression d'avoir progressé, alors qu'en réalité ils en seront restés au même point, nous rejetons cette pratique en mettant en oeuvre la méthode du marxisme afin que chacun puisse se l'approprier et véritablement progresser, sans que nous prétendions la maîtriser au point de l'appliquer dans tous les domaines. Au moins nous faisons cet effort, qui à notre avis n'est pas inutile. On nous le reproche, c'est un comble franchement !

On n'a pas parodié Marx et Engels, on a présenté les conclusions de leurs travaux sous un angle très personnel à partir de notre propre expérience de la vie comme dirait Trotsky (à propos du degré de conscience atteint par Lénine alors qu'il était en exil et relativement isolé). On déteste par dessus tout qu'on nous impose de quelle manière on doit penser sans qu'on sache ni pourquoi ni comment; ce qui relève d'un état d'esprit bureaucratique, autoritaire ou limité. Ce qui caractérise ce genre de militants, c'est l'absence de toute personnalité et partant de là d'esprit critique aiguisé. C'est aussi ce genre de militants qui vous fera un procès pour avoir employé une expression plutôt qu'une autre et qui déterminera le jugement qu'ils porteront sur vos analyses comme si elles se réduisaient à un seul terme.

Marx et Engels précisait que le développement économique s'était toujours frayé un chemin quelle que soit l'interprétation qu'avaient pu en donner les hommes ou les formes qu'ils lui avaient donné à travers les superstructures de la société qui en étaient le reflet déformé et inconscient, et donc que le niveau de conscience de la classe qui détenait le pouvoir ou qui aspirait au pouvoir, en réalité leur absence de conscience du processus historique à l'oeuvre, ne constituait pas un obstacle décisif au développement économique, ce facteur pouvait en ralentir la marche ou le contrarier temporairement sans pouvoir l'entraver en dernière analyse compte tenu qu'il s'imposait à eux et qu'ils avaient tout intérêt à s'en saisir pour en tirer un maximum de profit et consolider leur pouvoir.

Qu'en est-il de nos jours, voilà ce qui intéresse les travailleurs et les militants. Sous l'égide de l'oligarchie financière et de sa stratégie politique néolibérale, le développement économique (et la lutte des classes qui y est liée) a pris une toute autre tournure que celle qui prévalait jusqu'au début des années 80, dans la mesure où il est devenu synonyme de régression sociale généralisée et d'un état de guerre permanent contre la classe ouvrière sur toute la surface de la terre, au point de saper l'idée même que le capitalisme pourrait être porteur dans le futur d'un nouveau développement économique, autrement dit il est en train de saper les bases sociales sur lesquelles il reposait entraînant dans sa course folle à l'abîme ou au chaos l'ensemble de l'humanité, processus avec lequel il s'identifie et qui signifie que le rôle historique de la bourgeoisie est totalement et définitivement achevé.

Sauf que les travailleurs et la plupart des militants n'en ont absolument pas conscience, nous y reviendrons plus loin. En

attendant, comme autrefois ou sous les régimes précédents, on constate que le développement économique se poursuit sans qu'aucun des acteurs au pouvoir ou en situation de revendiquer le pouvoir (les partis dits ouvriers institutionnels) en aient conscience.

Et si on s'interroge sur le contenu de ce développement économique et ses contradictions, on s'aperçoit qu'ils n'engendrent pas un nouveau cadre (mode de production) dans lequel les forces (productives) citées plus haut pourraient se développer, le développement de l'agriculture et de l'élevage avait donné naissance à la classe des marchands des villes qui allaient former la bourgeoisie, favoriser l'expansion de la manufacture ou donner naissance au mode de production capitaliste sur lequel la bourgeoisie s'appuiera pour s'emparer du pouvoir politique. Pour être plus précis, ce sont les capitalistes qui à travers la concentration du capital et la rationalisation poussée à l'extrême de la production réalisent eux-mêmes partiellement le nouveau mode de production que la classe ouvrière devrait adopter, et non cette dernière qui ne dispose d'aucun pouvoir sur le plan économique ou politique, de telle sorte qu'elle ne peut pas en prendre le contrôle et le transformer conformément à ses besoins ou pour les satisfaire. Les capitalistes réalisent les conditions favorisant l'émergence d'un nouveau mode de production au détriment des travailleurs qui n'en ont pas conscience, et ne peuvent pas en prendre conscience en luttant uniquement sur le plan économique ou social.

Car si la classe des capitalistes tire son pouvoir de la place qu'elle occupe au sein du mode de production, c'est le pouvoir politique qui en est le garant en dernier lieu. C'est lui qui à travers l'Etat, la Constitution et ses institutions assure par le biais du droit (et l'appareil répressif judiciaire, policier et militaire de l'Etat) la pérennité du mode de production en vigueur ou justifie son existence, lui donne une base légale que chacun est sommé de respecter. Le pouvoir politique ne sert aux capitalistes qu'à conserver leur pouvoir économique ou l'accroître, c'est la raison pour laquelle c'est sur le plan politique que l'on doit combattre pour renverser le capitalisme en lui otant ainsi toute légitimité, toute justification d'ordre juridique.

Le pouvoir politique des capitalistes se trouve concentré dans l'Etat, la Constitution et ses institutions. Il a pour tâche de permettre au développement économique de se poursuivre, donc de lever les obstacles à son développement qui se traduit de nos jours par la dérégulation généralisée de tous les rapports établis précédemment entre les différentes classes et parfois même au sein de ses classes dans tous les domaines ou touchant toutes les superstructures de la société et pas seulement sur le plan économique ou financier, entraînant une régression sans précédent de la civilisation humaine dans son ensemble. C'est l'Etat ou les représentants de l'oligarchie financière au pouvoir qui sont les exécutants dociles et zélés de cette politique, qui a pour unique objectif de permettre la poursuite du développement économique sous l'égide de la finance quelles qu'en soient les conséquences sociales dramatiques pour les travailleurs. C'est donc contre l'Etat et ses institutions, sa Constitution qu'il faut concentrer notre combat politique, car il cristallise toutes les contradictions du capitalisme, au lieu de s'en tenir à des revendications sociales dépourvues de toute orientation politique.

Ceux qui privilégient le militantisme dans les syndicats (organisant moins de 5% des travailleurs sans parler que l'immense majorité de leurs adhérents n'ont absolument aucune conscience de classe.) au détriment du combat politique, n'ont manifestement pas compris grand chose ou rien du tout aux rapports existant entre l'économie et la politique, de quelle manière leurs pouvoirs sont liés et s'articulent pour permettre à la classe dominante de conserver son hégémonie sur la société.

De l'Etat et du droit

Friedrich Engels : Lettre à Conrad Schmidt (27 octobre 1890)

*- "Dans un Etat moderne, il faut non seulement que le droit corresponde à la situation économique générale et soit son expression, mais qu'il soit aussi une expression systématique qui ne se frappe pas elle-même au visage, du fait de ses contradictions internes."*

Aux abrutis de gauchistes et à ceux qui osent se réclamer du marxisme, qui exigent que tel ou tel pays sous-développé adopte le droit ayant cours dans les pays développés... au nom de la morale, de la démocratie, du socialisme s'il vous plaît ! On sent qu'Obama le tyran en redemande quand il s'adresse aux Africains...

Refuser le combat sur le plan idéologique, c'est abdiquer!

Friedrich Engels : Lettre à Conrad Schmidt (27 octobre 1890)

*- "En ce qui concerne les régions idéologiques qui planent plus haut encore dans les airs, la religion, la philosophie, etc., elles sont composées d'un reliquat — remontant à la préhistoire et que la période historique a trouvé avant elle et recueilli — de... ce que nous appellerions aujourd'hui stupidité. A la base de ces diverses représentations fausses de la nature, de la constitution de l'homme lui-même, des esprits, des puissances magiques, etc..., il n'y a le plus souvent qu'un élément économique négatif ; le faible développement économique de la période préhistorique a comme complément, mais aussi ça et là pour condition et même pour cause, les représentations fausses de la nature. Et bien que le besoin économique ait été le ressort principal du progrès dans la connaissance de la nature et qu'il le soit devenu de plus en plus, ce n'en serait pas moins du pédantisme de vouloir chercher des causes économiques à toute cette stupidité primitive. L'histoire des sciences est l'histoire de*



*l'élimination progressive de cette stupidité, ou bien encore de son remplacement par une stupidité nouvelle, mais de moins en moins absurde. Les gens qui s'en chargent font partie à leur tour de sphères particulières de la division du travail et ils s'imaginent qu'ils travaillent sur un terrain indépendant.*

*Et, dans la mesure où ils constituent un groupe indépendant au sein de la division sociale du travail, leurs productions, y compris leurs erreurs, réagissent sur tout le développement social, même sur le développement économique. Mais avec tout cela ils n'en sont pas moins eux-mêmes à leur tour sous l'influence dominante du développement économique."*

Stupidité primitive qui est parvenue jusqu'à nous sous la forme de philosophes, historiens, économistes, scientifiques ou chercheurs en tous genres, enseignants, bref les intellectuels en général... Stupidité nouvelle ou moins absurde à son époque seulement, car depuis leur état n'a fait qu'empirer ! Il faudrait compléter en précisant : plus absurde jusqu'au caricatural puisqu'ils en viennent à justifier un régime synonyme de chaos, guerre et barbarie. Mais bon, cela ne les empêche pas de vivre relativement confortablement, c'est l'essentiel pour eux...

On a trouvé au moins un défenseur de la dialectique.

Friedrich Engels : Lettre à Conrad Schmidt (27 octobre 1890)

*"Ce qui manque à tous ces messieurs, c'est la dialectique. Ils ne voient toujours ici que la cause, là que l'effet. Que c'est une abstraction vide, que dans le monde réel pareils antagonismes polaires métaphysiques n'existent que dans les crises, mais que tout le grand cours des choses se produit sous la forme d'action et de réaction de forces, sans doute, très inégales, — dont le mouvement économique est de beaucoup la force la plus puissante, la plus initiale, la plus décisive, qu'il n'y a rien ici d'absolu et que tout est relatif, tout cela, que voulez-vous, ils ne le voient pas ; pour eux Hegel n'a pas existé..."*

Etes-vous susceptible ? Si oui cela tombe bien, le passage suivant vous concerne.

Friedrich Engels - Lettre à Borgius - Londres, 25 janvier 1894.

*"Je vous prie enfin de ne pas prendre, dans ce qui précède, les mots au pied de la lettre, mais de considérer l'ensemble de ma réponse"*

Cela s'adresse à nos lecteurs en général. Très souvent, à la fin de ses correspondances Engels ajoutait ce genre de mises en garde ou conseils. Il devait craindre d'être incompris ou qu'on lui prête des intentions qui lui étaient étrangères.

Il avait au moins l'avantage de savoir à qui il s'adressait, ce qui n'est pas mon cas, d'où l'absence de cette précaution chez moi qui ne servirait à rien, je sais que la plupart de nos lecteurs sont hyper susceptibles, mais j'ignore pourquoi au juste, donc je n'en tiens pas compte, je dis ce que je pense, après cela passe ou cela casse, ce n'est pas mon affaire. Je ne tiens pas à me faire des relations sur des bases faussées ou hypocrites, ce n'est pas vraiment mon genre.

J'ai déjà suffisamment de mal, non pas pour mettre de l'ordre dans mes idées, mais pour les exprimer clairement, pour ne pas me préoccuper outre mesure de la manière dont elles seront perçues, disons qu'en dehors des rares fois où j'y mets la forme pour ne pas heurter inutilement la sensibilité à fleur de peau des lecteurs, le reste du temps je me laisse aller volontiers, c'est plus naturel, et puis je ne suis pas un intellectuel, c'est pratique comme argument, je plaisante évidemment, vous ne me croyez pas, vous avez tort car en réalité je dois tout à des intellectuels et je leur serais éternellement reconnaissant.

Et vous aurez remarqué, le tout dans la bonne humeur.

[Ils le disent eux-mêmes. Alors, rupture ou soumission?](#)

"Les marges de manœuvre d'un gouvernement national sur le plan de la politique économique et sociale sont considérablement amoindries, sinon réduites à néant aux marges de l'UE et de l'Eurozone." slate.fr 02.08

La gauche (de la gauche ou dite radicale) qui refuse de rompre avec l'euro et l'UE est morte, cela dit il ne faut pas l'enterrer trop vite, son cadavre bouge encore, alors faisons en sorte qu'il cesse de remuer...

Les représentants de la classe dominante en jouissent chaque fois qu'ils y pensent, ils le peuvent en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Vous savez pourquoi on est dans cette merde ? Parce qu'à plusieurs reprises au cours des 70 dernières années on a eu l'occasion d'assurer la relève de tous ces partis dits de gauche, autrefois le PS et le PCF, maintenant le Front de gauche, et chaque fois on ne s'y était pas préparé. Autant dire que tous les partis qui devaient assurer la relève ont fait lamentablement



faillite, POI, NPA, LO.

### Ils le disent eux-mêmes. Sous le règne de l'oligarchie, la démocratie est un leurre.

- Les Etats-Unis, un système oligarchique - french.irib.ir

Plus se rapprochent les élections présidentielles américaines, plus s'impose la question de l'argent et son influence sur la vie politique aux Etats-Unis.

"Le système de gouvernement aux Etats-Unis est oligarchique, corrompu et non-démocratique.", ce sont les termes utilisés par le 39ème président américain, Jimmy Carter au sujet du rôle que joue l'argent dans les élections américaines. Selon Carter qui critique cette situation, les pots-de-vin politiques, sans limites, ont porté préjudice à l'ordre politique américain.

Les sondages montrent qu'aux élections américaines, ce ne sont pas les électeurs qui décident mais les riches qui sont les principaux preneurs de décision. A titre d'exemple, aux Présidentielles 2012, les deux candidats républicain et démocrate ont dépensé un trillion 161 milliards de dollars. Et parmi eux, Barack Obama a remporté les élections grâce aux 269 milliards de dollars qu'il avait dépensé plus que son rival Mitt Romney. Aux élections présidentielles, du Congrès, des gouverneurs et des postes d'états, les candidats de ces deux partis ont dépensé des centaines de millions de dollars, assurés par les grandes compagnies américaines, 67% pour les Démocrates et 82% pour les Républicains. On prévoit d'ailleurs plus d'aide financière aux QG électoraux en 2016. Ainsi, les nantis et les grandes compagnies et lobbies pourront investir, aussi immense qu'ils veulent, en les partis et candidats qu'ils souhaitent pour obtenir, plus tard, des concessions envisagées aux gagnants des élections, qui se sentent, bien sûr, redevables envers ces derniers.

Rappelons, par exemple, d'innombrables cas où les premiers fournisseurs d'argent des candidats à la Présidentielle, ont été désignés en tant que ministre ou ambassadeur, bien qu'ils aient été, pour la plupart, dépourvus d'expérience et de compétence nécessaire. Or, les pots-de-vin offerts aux hommes politiques, ne se limitent pas seulement au temps des élections. Il n'est pas rare aux Etats-Unis de voir un lobby qui, en dépensant des frais colossaux aux congressistes ou à des responsables du gouvernement, a changé leur vote en faveur de leurs clients qui sont en effet les grandes compagnies et les nantis américains qui comptent quelques 400 familles qui détiennent, à elles seules, autant de richesse que la moitié de la population américaine estimée à 315 millions. Ce sont les mêmes, qui en dépensant des sommes colossales, influent les hommes politiques aux Etats-Unis dont l'ordre politique aurait dû être démocratique, selon le vœu des leaders de la révolution de 1776.

Le système oligarchique qui règne actuellement ce pays a remplacé le principe du "règne du peuple au peuple et pour le peuple" par le principe du "règne des aristocrates au peuple et pour les aristocrates". C'est la réalité évidente qui a même fait réagir l'un des présidents de ce même pays. french.irib.ir 02.08

### A chacun son Mélenchon, Tsipras, Iglesias... et leurs cercueils !

- Jeremy Corbyn fait souffler un vent de gauche -et de panique- sur le Parti travailliste - AFP

Soutenu par les principaux syndicats britanniques dans la course à la direction du Labour, donné gagnant par les sondages, Jeremy Corbyn fait souffler un vent de gauche mais aussi de panique sur un parti traumatisé par sa déroute aux législatives de mai.

Il y a quelques semaines encore, le politicien de 66 ans, réputé discret, faisait figure de candidat fantoche, uniquement autorisé à concourir pour illustrer la variété des courants au sein du Parti travailliste.

Mais sa popularité inattendue, qui éclipse largement celle de ses trois concurrents quadragénaires, donne désormais des sueurs froides aux dirigeants du Labour qui voient en lui, s'il est finalement désigné le 12 septembre, un épouvantail à électeurs en raison de ses idées jugées extrémistes.

Pour la presse britannique, le député de Islington-Nord (Londres) depuis 1983 est ce que le Royaume-Uni compte de plus proche de Syriza, le parti d'extrême gauche grec. (Syriza de gauche, de la gauche de la gauche, d'extrême gauche, il va finir par être marxiste-léniniste-trotskyiste ma foi ! On aura compris que si vous en avez après le régime ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut vous pencher mais de l'autre côté. Lequel, mais l'extrême droite voyons ! - LVOG)

"Vous ne gagnez pas avec un programme à gauche de la gauche", a mis pour sa part en garde la semaine dernière l'ancien Premier ministre travailliste Tony Blair, principal artisan du recentrage du parti dans les années 1990. Sortant de sa réserve coutumière, il a même suggéré que ceux dont le cœur battait pour Corbyn devaient envisager "une transplantation cardiaque". (On ne lui suggèrera rien, car même une transplantation cérébrale ne servirait à rien dans son cas. - LVOG)

Mais pour les jeunes et les syndicats, le socialisme sans compromis de l'ancien militant anti-apartheid est au contraire ce qui peut arriver de mieux à un parti dont ils jugent que le discours actuel diffère peu de celui des conservateurs de David Cameron. (Et

la politique de Tsipras diffère peu de celle de Samara son prédécesseur. - LVOG)

"Nous pensons que le temps du changement est arrivé", a déclaré Dave Ward, secrétaire général du syndicat CWU qui vient de lui apporter son soutien après Unite et Unison, les deux principales organisations du pays. Selon lui, Corbyn constitue "l'antidote (...) au virus" du blairisme. (Puisqu'il en est ainsi, essayez-le, ensuite vous passerez peut-être à quelque chose de plus sérieux, c'est tout le mal qu'on peut leur souhaiter, renouer véritablement avec le socialisme. - LVOG)

Premier surpris par l'ampleur de son succès, Jeremy Corbyn, silhouette longiligne et cheveux et barbe poivre et sel, l'endosse désormais sans complexe.

Son premier rassemblement, le 9 juillet, avait attiré 350 personnes tandis que 800 étaient attendues ce week-end à Liverpool.

"Qu'il gagne ou perde, Corbyn a apporté de l'enthousiasme dans cette campagne, sinon très ennuyeuse", estime le quotidien The Guardian.

"Les autres candidats sont de second plan, pour être honnête aucun n'est vraiment inspirant", estime Iain Begg, professeur de sciences politiques à la London School of Economics, tout en soulignant lui aussi que le Labour n'a aucune chance aux législatives de 2020 avec Corbyn à sa tête. "Il a un discours qui date d'il y a 30 ans". (Le capitalisme date bien du XVIIIe siècle en Grande-Bretagne... - LVOG)

L'homme ne cache pas lorgner sur ce qui se passe dans le sud de l'Europe. (Jeremy Corbyn le militant et l'élu a régressé d'un cran pour n'être plus qu'un homme, c'est tout l'AFP. - LVOG)

"J'ai été en Grèce, j'ai été en Espagne. C'est très intéressant de voir que les partis sociaux-démocrates qui ont accepté l'austérité et l'ont appliquée finissent par perdre de nombreux membres et soutiens", a-t-il déclaré au Daily Mirror. (Encore un qui lorgne dans la mauvaise direction. - LVOG)

Ce qu'il veut lui: mettre fin à l'austérité, faire payer davantage d'impôts aux entreprises et aux plus riches, renationaliser le rail et l'énergie, réinstaurer la gratuité des universités, démanteler les sous-marins nucléaires Trident... (Sans mobiliser les masses ? La classe dominante lui interdira et puis c'est incompatible avec l'appartenance à l'UE et l'Otan avec lesquelles cela nous étonnerait qu'il envisage de rompre. - LVOG)

"Stéréotype du gauchiste nord-londonien", selon l'hebdomadaire de gauche New Statesman, il est végétarien, ne boit pas d'alcool, cultive son propre jardin et se déplace à vélo. La légende veut qu'il ait divorcé de la deuxième de ses trois épouses car elle voulait envoyer leurs enfants dans une école privée et pas publique. (Bref, ils le dépeignent déjà comme un fanatique, un excentrique pour le déconsidérer auprès des masses. - LVOG)

Né en 1949 à Chippenham, dans le Wiltshire, d'un père ingénieur électricien et d'une mère professeur de mathématiques, tous deux militants pacifistes, Jeremy Corbyn a été journaliste et représentant syndical avant d'être élu pour la première fois à la Chambre des Communes en 1983 où il s'est montré particulièrement rebelle face aux consignes de vote de son parti. (Issu d'une couche supérieure de la classe ouvrière et intellectuelle, il a fait carrière dans le même parti que l'abjecte Blair pendant plus de 32 ans, un Mélenchon en perspective ou je me trompe, à suivre. - LVOG)

"Je représente ma circonscription depuis 32 ans, et j'y ai été élu huit fois par des gens très divers", dit-il pour faire taire les sceptiques. AFP 02.08 (C'est quoi "des gens très divers", cela inclut-il de bons bourgeois ? Un type qui vous sort ce genre d'arguments sera suspect au premier abord. Pourquoi ? Mais parce qu'il en tire sa légitimité. - LVOG)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 5 août 2015

## CAUSERIE

On ajoutera quelques articles demain.

Si l'actualité reste aussi calme les jours suivants, on en profitera pour faire les travaux chez moi, et dire qu'un abruti m'a écrit que je devais m'emmerder pour écrire autant de conneries, alors que ces travaux attendent depuis le mois de janvier dernier, il y a vraiment des militants dégueulasses avec le mal de chien que je me donne, cela ne vous étonnera pas, le monde est à leur image, hideux.

Savez-vous pourquoi la plupart des gens et des militants ont l'esprit aussi obtus ou borné ? Parce qu'ils ne réfléchissent pas par eux-mêmes ou si peu, ils n'ont jamais appris, même à l'université, ce sont des primates qui pensent par procuration, on pense à leur place et ils ne s'en rendent même pas compte. Ici, chacun est encouragé à penser librement par lui-même, c'est le meilleur service qu'on puisse rendre à quelqu'un. Et non qu'il pense comme nous, vous saisissez la différence, n'est-ce pas ?

C'est peut-être un peu compliqué au départ, il suffit de se demander pourquoi je pense ceci ou cela et de se le répéter jusqu'à temps de trouver une réponse satisfaisante, après un bon entraînement on progresse très vite. Faut-il encore y trouver un intérêt ou en avoir la volonté. Vous pouvez aussi avaler un livre en quelques heures ou vous arrêter à chaque phrase pour réfléchir, ce sera plus long, vous pourrez aussi vous arrêter à la première page et lire la suite plus tard à un rythme plus soutenu... si vous voulez en achever la lecture, mais ce n'est pas toujours obligatoire, surtout en cas de relecture.

On croit que l'essentiel consisterait à lire un tas de livres, c'est une méprise, car on peut en avoir lu des milliers et n'avoir jamais progressé ou n'avoir rien retenu qui mériterait d'être mis en pratique, or c'est le but, c'est hélas le cas de la plupart des intellectuels.

Vous aurez remarqué que petit à petit nous avons réorienté le portail en direction des travailleurs, alors qu'initialement il était dédié aux militants.

Autre chose.

Au fait, les Américains n'ont plus de fric pour financer leurs guerres, vous avez lu cela dans un tas d'articles, n'est-ce pas ? Et même qu'ils auraient réduit l'effectif de l'armée américaine. En voilà une affaire !

Et pourtant on avait l'impression qu'ils n'avaient jamais été aussi omniprésents partout dans le monde. Comment font-ils alors ? Nous aurait-on raconté des blagues ? Il faut croire si on s'en tient à une simple observation. Comment font-ils, ils recourent à des armées privées telle Blackwaters, des supplétifs tels Al-Qaïda ou l'Emirat islamique. Et pour les finances ? C'est simple ils font casquer leurs obligés bourrés de pétro-dollars en échange de leur protection et de l'impunité de leurs crimes et le tour est joué, fastoche ! Ils mettent aussi à contribution les pays de l'OTAN, desquels ils exigent qu'ils augmentent leur budget consacré à l'OTAN.

Et les auteurs de ces articles, ils ne le savent pas, ils ne le voient pas ?

Que voulez-vous que je vous réponde. Ils s'en foutent, ils écrivent tout et son contraire, apparemment leur objectif n'est pas de vous aider à comprendre comment fonctionne la société ou le monde pour les changer, quand ils n'en tirent pas directement leurs moyens de subsistance, ils ont les yeux rivés sur leur nombril et ils n'en décrochent pas.

Autre chose.

Je ne publierai plus et je ne répondrai plus aux courriels qui me sont adressés et qui sont du domaine de la propagande, émaillés de calomnies ou qui relèvent du procès d'intention, cela ne présente un intérêt pour personne et nous ferait perdre notre temps déjà si limité.

L'éditorial du journal d'un parti est censé incarner et transmettre sa ligne politique. Nous allons expliquer pourquoi nous ne pouvons pas adopter celle du POI.

La tendance trotskyste la plus droitière qui incarne la continuité de la stratégie de P. Lambert a pris le pouvoir au sein du POI. Et cela se reflète immédiatement dans le contenu du n°362 d'*Informations ouvrières* qui s'adresse à la petite bourgeoisie ou classes moyennes ainsi qu'à l'aristocratie ouvrière, et où est exclue l'immense majorité des travailleurs dont ses couches les plus défavorisées, ce qui a pour conséquence de tourner le dos résolument au combat politique et idéologique contre l'Etat qui cristallise toutes les contradictions du régime ou la crise du capitalisme

Apparemment depuis le début juillet les trois secrétaires nationaux du POI n'ont plus le droit de citer dans *Informations ouvrières*, c'est le principe démocratique du droit de tendance qui est ainsi bafoué, recourant aux mêmes méthodes que les staliniens, ce qui n'étonnera aucun ex-militant de l'OCI-PCI-PT dont je fais partie.

"*Les éleveurs, eux, aspirent à des rémunérations dignes*" une fin en soi pour tout démocrate petit-bourgeois qui ne concerne pas les quelque 10 millions de travailleurs pauvres auxquels il faut ajouter les 5 ou 6 millions de chômeurs et près de la moitié des 14 millions de retraités, une masse négligeable pour le POI, dont la dignité est incompatible avec le maintien du régime en place et exige l'instauration d'une République sociale, orientation politique qui est à l'opposé de celle du POI.

Ensuite "le refus des élus pousse leurs organisations traditionnelles à s'y opposer" à la contre-réforme territoriale, là encore une fin

en soi, comprenez, pour ses nostalgiques d'un temps révolu on vivait si bien sous la Ve République avant toutes ces contre-réformes, on comprendra dès lors pourquoi la politique du POI n'est pas axée contre l'Etat ou le régime qu'ils s'emploient à épargner, qu'ils craignent d'affronter en réalité, ce n'est pas leur objectif politique. Pour le camoufler ils vont s'en prendre au gouvernement

Dès lors il est normal qu'ils s'adressent à Hollande, Laurent, Mélenchon et les « frondeurs » et qu'ils leur fassent la leçon, autrement dit il faudrait en attendre autre chose. Ainsi ils s'emploient à distiller des illusions criminelles dans les ennemis de la classe ouvrière, c'est une manière comme une autre de soutenir le régime sans en avoir l'air.

Hollande, le malheureux, il n'aurait pas toute sa tête, il "*oublie les malheurs et les efforts du peuple grec*", entendez par là que son excellence devrait les prendre en compte, n'est-il pas toujours de gauche comme le PS pour le POI, tout se tient décidément.

Le POI donne un coup de barre à droite en recadrant sa ligne politique en direction de l'Union européenne qui "*viole la démocratie*", sans blague, elle est depuis sa naissance l'expression de sa négation, tout comme la Ve République qui en revanche a totalement disparu des tablettes du POI, en dehors de ses méfaits d'hier passés en revue ici ou là à la manière d'un historien dans des articles à caractère descriptif et non argumentatif ou militant ou d'un commentateur de la presse bourgeoise, et qui n'ont aucune valeur d'analyse.

Vous n'y trouverez plus depuis le n°360 d'*Informations ouvrières* "*qu'il n'y a aucun changement de politique à attendre dans le cadre des institutions de la Ve République et de l'Union européenne — auxquelles ont prêté allégeance tous les dirigeants de tous les partis institutionnels, de droite comme de gauche.*" (IO n°352, éditorial de D. Gluckstein) ou encore, que « *la défense des intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie, (...) exige le démantèlement des institutions de la Ve République et de l'Union européenne, qui sont là pour garantir le système de la propriété privée des moyens de production* » (IO n°352, page 8, Bulletin du comité départemental de Meurthe-et-Moselle du POI).

L'orientation politique impulsée par Gluckstein et son courant était déjà plus correcte, d'où notre retenu les mois précédents à la critiquer, à ceci près qu'elle ne se traduisait pas dans les fait, car elle aurait nécessité de réorienter les tâches politiques du POI en direction de la classe ouvrière au lieu de s'adresser à ses couches supérieures ou privilégiées, aux syndicalistes et aux élus, à une élite intellectuelle en somme.

Réorientation posant de nombreux problèmes au sein du POI, au point qu'elle soit impossible à réaliser dont Gluckstein et son courant porte la responsabilité pour la raison qui vient d'être évoquée, autrement dit il a été avec son courant victime de ses propres faiblesses, contradictions et errements, qui ont favorisé la résistance de ses adversaires au sein du POI, et si ceux-ci l'ont finalement emporté, c'est parce que leur orientation droitiste faisait justement l'économie du combat politique, qui pour être mené sérieusement nécessitait que l'ensemble ou la majorité des militants du POI partagent la même conception de la société et les mêmes objectifs politiques, ce qui n'était manifestement pas le cas, la leur étant issue du réformisme bourgeois et non du marxisme.

Sur le plan économique cela ne vaut guère mieux ou c'est pire encore, normal puisque c'est ce qui conditionne la lutte des classes.

On nous dit que "*l'euro n'est pas qu'une monnaie, mais aussi une politique économique d'austérité*", comme le franc sous Barre ou Mitterrand

C'est tout ce qu'on veut, sauf une stratégie politique dictée par l'oligarchie financière pour asservir et exploiter davantage les masses laborieuses

La chute ou la conclusion est à l'avenant

- "*Militons pour la vitale rupture avec les institutions de l'Union européenne, source d'ennuis pour Hollande, Merkel et autres...*", comme si la rupture avec l'UE (et avec l'euro) pourrait suffire pour appliquer une politique conforme aux besoins des travailleurs, quelle illusion monstrueuse ! surtout dans le cadre de la Ve République dont il n'est nullement question ici.

- "*Pour aider le peuple grec, les travailleurs d'Europe agissent dans leurs propres nations, contre leurs propres gouvernements*" comme si le problème était le gouvernement et non le régime en place qu'incarnent les institutions de la Ve République, l'Etat. En Grèce, les travailleurs ne devraient-ils pas être comblés, ils ont élu une nouvelle majorité et les voilà flanqués d'un nouveau gouvernement, non ? Non, pas vraiment, ah ben ça alors comme c'est étrange, à croire que leur problème se situait ailleurs, pas de bol, ils avaient eux aussi des opportunistes comme dirigeants. Et vous croyez qu'au POI ils en tireraient un enseignement, pensez-vous, pas plus qu'au PCF :

PKK: Laurent (PCF) demande à Hollande d'agir - AFP 04.08

Après qu'il eut enterré vivant les Grecs... et que Laurent s'en soit félicité.



*Informations ouvrières* a consacré trois pages dont sa couverture aux agriculteurs, sept autres pages aux fonctionnaires (enseignants, hospitaliers, EDF), et à des élus, aucune aux dizaines de millions de travailleurs et leurs familles du secteurs privés, aucune au combat contre la guerre idéologique et psychologique que mènent les représentants du régime contre l'ensemble des travailleurs, aucune en défense du marxisme, aucune sur le socialisme, bref, en tant qu'ouvrier ou militant ouvrier pour le socialisme il ne nous concernait pas.

- "Il est vrai que jusqu'ici tous les marxistes estimaient, et des milliers de faits le confirment, que les petits patrons sont les plus dénués de scrupules, les pires exploiters des ouvriers salariés..." (Lénine : la révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky)

Cela n'a pas changé depuis, ils sont même prêts à nous faire bouffer de la merde pour s'en sortir, chut !

Comme tout parti réformiste petit bourgeois, le POI se penche à propos des agriculteurs sur les méfaits qui accompagnent la concentration du capital ou de la production sans mentionner que ce processus fait partie de l'évolution du capitalisme et qu'il est impossible d'y échapper autrement qu'en le renversant. Tout au plus en régime capitaliste on peut lutter pour en atténuer les effets en attendant la prochaine offensive de la réaction sans jamais en voir le bout, tandis que votre condition continuera de se dégrader invariablement.

Autrement dit, cette orientation politique droitière ne consiste qu'à retarder les échéances auxquelles les travailleurs n'échapperont pas les uns après les autres un jour ou l'autre, au lieu de leur ôter toute illusion en la matière en inscrivant leur combat dans une perspective révolutionnaire incluant la chute du régime ou la prise du pouvoir politique par les travailleurs de manière à résoudre définitivement leurs difficultés, objectif qui manifestement n'est pas celui du POI.

Il ne faut jamais oublier que le POI est censé construire le parti dont la classe ouvrière aura besoin pour prendre le pouvoir, et organiser les éléments les plus conscients parmi les travailleurs, ce qui ne semble pas vraiment être le cas à la lecture de cet éditorial rédigé par un transfuge du PCF, si je ne trompe pas.

Les trotskystes n'avaient déjà plus de tête depuis que Trotsky était mort, maintenant il semblerait que la gangrène menace ce qui reste du tronc sous les coups de butoir du néolibéralisme pour nier ou refuser de prendre en compte sa stratégie politique, qui en rapport avec la crise du capitalisme bouleverse tous les rapports sociaux établis jusqu'à menacer les fondements du capitalisme auxquels elle nous ramène ainsi que chaque mouvement sociaux, on doit ajouter la question de l'Etat qui est omniprésente du fait qu'il représente les intérêts des capitalistes, à notre époque ceux spécifiques de l'oligarchie financière.

On en veut pour preuve que c'est l'Etat qui met en oeuvre la politique de l'UE dictée par les besoins de l'oligarchie financière, que c'est l'Etat qui s'attaque aux droits sociaux des travailleurs, que c'est l'Etat qui prive les travailleurs de tout droit politique, que c'est l'Etat qui les réprime, les gouvernements qui se succèdent n'étant que les exécutants temporaires et serviles de cette politique réactionnaire.

Aider les travailleurs à prendre conscience du rôle de l'Etat pour les dresser contre, en particulier les fonctionnaires dont il est le patron ou l'employeur, pour l'abattre et le remplacer par un Etat ouvrier ou une République social ou socialiste, devrait être la priorité d'un parti ouvrier réellement indépendant de l'Etat et déterminer son orientation politique.

Le POI et avant lui le PT ont recruté des milliers de militants sur l'orientation politique actuelle opportuniste du POI, qui a conduit au succès que l'on sait, sans rire, dont ses militants et sympathisants se raccrochent désespérément ou se gargarisent. Peu importe quel que soit le courant du CCI (courant communiste internationaliste ou trotskyste du POI qu'ils soutiennent, partant du constat que les deux courants qui s'affrontent incarnent en réalité la même politique que leurs dirigeants ont mis en oeuvre ensemble au cours des décennies précédentes, en fait depuis 1945, les plus droitières souhaitant l'amplifier jusqu'à la caricature en direction des syndicalistes dont dépendraient le sort de la classe ouvrière, du socialisme ou de la révolution socialiste mondiale, sans rire encore une fois, ils voudraient les enterrer qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, tandis que l'autre courant (minoritaire) se débat dans des contradictions inextricables pour refuser d'admettre ou assumer ses erreurs du passé afin de revoir sa copie, l'un n'allant pas sans l'autre évidemment, il est logiquement réduit à l'impuissance ou à colporter des mots d'ordre stériles, autant dire qu'il n'y a rien à attendre de l'un comme de l'autre dans ces conditions.

On poursuivra une autre fois. Terminons en ajoutant qu'après avoir soutenu la thèse foireuse de l'imminence de la révolution pendant des décennies jusqu'au début des années 80, puis avoir admis 28 ans plus tard que les conditions objectives n'étaient pas remplies pour une révolution, tout en continuant de proclamer que tout était possible, à part le pire on se demande bien à quoi devaient s'attendre sérieusement les travailleurs, question que ces dirigeants ne se sont sans doute jamais posés, on comprend qu'à l'arrivée leurs militants ne sachent plus très bien où ils en sont ou se fassent bernier une fois de plus par ces aventuriers.

[L'AFP fer de lance de la désinformation ou la propagande de guerre des Etats-Unis et de l'OTAN](#)

L'Arabie saoudite.



- ...l'Arabie saoudite dirige une coalition arabe qui mène depuis fin mars au Yémen des frappes aériennes contre les rebelles chiites Houthis, afin d'empêcher cette rébellion soutenue par l'Iran de s'emparer de tout le pays.

Depuis quand le Yémen serait-il une province de l'Arabie saoudite ? Pourquoi l'Arabie saoudite serait-elle plus légitime qu'un autre Etat pour s'immiscer dans les affaires intérieures d'un Etat indépendant et souverain, le Yémen dans le cas présent ?

- Dimanche au Caire, John Kerry avait une nouvelle fois accusé "l'Iran (d'être) engagé dans des activités déstabilisatrices dans la région".

Ce qui n'est pas le cas des Etats-Unis et d'Israël qui en réalité en sont à l'origine.

La Syrie.

Comment l'Agence Française de Propagande de l'Otan interprète la situation en Syrie en la falsifiant.

- En Syrie, l'Iran est le principal allié régional du régime du président Bachar al-Assad, alors que l'Arabie saoudite soutient l'opposition.

L'Arabie saoudite soutient qui au juste dès lors que l'immense majorité des Syriens soutient Bachar al-Assad qui incarne la souveraineté de la Syrie ? Depuis quand un régime dictatorial soutiendrait-il un peuple ?

- Déclenché par la répression par le régime d'un mouvement de contestation pacifique en mars 2011, le conflit opposait à l'origine l'armée aux rebelles syriens. Mais il est devenu complexe avec l'implication d'autres groupes rebelles, des forces kurdes et des jihadistes comme Al-Qaïda et le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

En réalité le gouvernement syrien n'a jamais réprimé le "mouvement de contestation pacifique" en 2011, il a employé la force contre des éléments armés qui s'étaient infiltrés dans ce mouvement et qui avaient mitraillé policiers et militaires syriens faisant de nombreux morts et blessés parmi eux, réaction qu'aurait eu n'importe quel gouvernement dans le monde.

Pourquoi l'AFP maintient-elle cette version frauduleuse des faits ? Pour faire porter à Assad la responsabilité de la suite des événements en Syrie, après l'avoir fait passer pour un tyran sanguinaire qu'il faut absolument éliminer conformément à l'objectif déclaré des Américains, car il serait le principale obstacle au rétablissement de la paix civile en Syrie, et non les Américains et leurs alliés qui soutiennent les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique qui massacrent la population civile et détruisent le pays.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Vive l'anarchie qui ne profite qu'au marché !](#)

- Bertrand (LR): les Français "en ont marre de la réglementation matin, midi et soir" - AFP

[En famille. Quand les vassaux flattent leur empereur ou un déferlement de bassesses.](#)

- Obama lance son plan contre la «grande menace» du changement climatique - Libération.fr

- Barack Obama dévoile un plan ambitieux pour le climat - Reuters

- L'UE salue le plan Obama et ses «efforts sincères» pour réduire les émissions de carbone - 20minutes.fr

- Plan climat: Le «courage» d'Obama salué par la classe politique française - 20minutes.fr

- Climat: Hollande salue le plan Obama "contribution majeure" à la COP21 - AFP

- Changement climatique: Cambadélis (PS) salue le plan Obama - AFP

Le questionnaire Yahoo :

Faites-vous confiance aux États-Unis pour lutter contre le réchauffement climatique ?

Résultat : 81% (6561 votes) répondent non.

Question en option qu'on rajoute et qui va de soi : Faites-vous confiance à ceux qui ont confiance dans la volonté des États-Unis de lutter contre le réchauffement climatique ?

Résultat prévisible: 81% (6561 votes) répondent non.

On est bien en présence de deux camps antagoniques qui n'ont rien en commun, sinon de se livrer à une lutte à mort.

[Après le chômage et le terrorisme, les incendies sont aussi appelées à "durer"](#).

Le développement durable du chaos et de la guerre tout azimut. A croire qu'ils sont liés par la même logique ou poursuivent le même objectif politique.

- Incendies en Californie : "c'est parti pour durer" - Francetv info

On est bien en présence de psychopathes hystériques.

[Tout le monde n'est pas vraiment logé à la même enseigne](#)

- Les croisières se démocratisent - Francetv info

L'année dernière, les Français ont été 593 000 à embarquer pour un séjour en croisière.

Les croisières représentent un marché colossal, près de 40 milliards d'euros. "C'est en plein boom", nous explique Laurent Desbonnets. "Dans les années 80, c'était encore réservé à une élite, moins de 50 000 croisiéristes. La démocratisation est toute récente, à partir des années 2000". Francetv info 04.08

- Avec "Août Secours Alimentaire", les plus démunis ne sont pas oubliés pendant l'été - Francetv info

[Dans tous les pays ils trafiquent les chiffres du chômage.](#)

- Le nombre de chômeurs baisse pour le 6e mois de suite en Espagne - Reuters

Le nombre d'Espagnols inscrits au chômage a reculé en juillet pour le sixième mois consécutif, mais comme l'écrasante majorité des embauches a été le fait de contrats temporaires, il est prématuré de dire que le marché du travail de la quatrième puissance économique de la zone euro est réellement en voie d'amélioration.

Selon des données publiées mardi par le ministère du Travail, 93% des quelque 1,8 million de contrats de travail établis en juillet sont temporaires. Reuters 04.08

[Un objectif qui n'a rien d'a nodin.](#)

- Irak : 1 500 écoles détruites dans la province d'al-Anbar - LeMonde.fr

Selon les derniers chiffres des Nations unies, plus de 70 % des enfants déplacés à cause des combats en Irak n'ont plus accès à l'éducation. LeMonde.fr 03.08

Ils ne se sont pas contentés de remettre en cause l'existence de tout un peuple par les bombes, ils se sont employés minutieusement à détruire celui des générations à venir pour qu'il ne s'en remette jamais.

---

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Quand un disciple devance les vœux de son maître.](#)

- L'UE espère un accord avec les USA en 2016 sur le TTIP - Reuters

Les négociateurs de l'Union européenne espèrent conclure en 2016 "dans un scénario optimiste" un nouvel accord de libre-échange avec les Etats-Unis, a déclaré mardi la commissaire au Commerce, Cecilia Malmström.

Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), au centre de discussions complexes entre les deux rives de l'Atlantique, engloberait un tiers du commerce mondial et serait le plus important accord de ce type jamais conclu.

Dans la foulée de la dixième session de pourparlers qui a eu lieu le mois dernier, la commissaire européenne doit rencontrer en septembre à Washington le représentant américain au Commerce, Michael Froman, pour préparer de nouvelles négociations prévues pour octobre et décembre.

Le Parlement européen a formellement accordé le mois dernier à Cecilia Malmström un mandat lui permettant de poursuivre ces négociations, après un compromis prévoyant la création d'un nouveau tribunal européen appelé à trancher d'éventuels différends liés au TTIP.

Certains des nombreux opposants européens au TTIP voient dans ce projet une menace pour l'indépendance juridique de l'UE et disent craindre de voir des multinationales multiplier les recours contre les règles communautaires, notamment en matière d'alimentation et de protection de l'environnement.

Cecilia Malmström a déclaré que l'objectif était désormais d'élaborer une nouvelle procédure de règlement des conflits.

"Nous allons nous écarter des tribunaux privés pour aller vers des juges pré-désignés et présélectionnés, afin d'améliorer la transparence et de nous doter d'un système d'appel", a-t-elle précisé. Reuters 04.08

Des "*juges pré-désignés et présélectionnés*" par qui, des Etats totalement soumis aux multinationales et aux banquiers ? Ils nous prennent pour des demeurés.

Peu importe en réalité, puisque la règle du jeu sera faussée à la base. Comment cela ? Cette juridiction d'exception aura à statuer dans le cadre de ce traité qui délimitera les droits des différents protagonistes, au profit des multinationales et au détriment des Etats ou des citoyens, elle aura donc à juger si les règles établies par ce traité ont bien été respectées et en aucun cas elle n'aura la possibilité de les remettre en cause, d'où le seul mot d'ordre correct : Retrait du TTIP !

Que "*rayonne*" le pouvoir discrétionnaire des riches.

- L'Arabie saoudite doit 3,7 M€ aux Hôpitaux de Paris - LeParisien.fr

L'Arabie saoudite est donc débitrice d'une dette de 3,7 M€ auprès de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Le chiffre a été confirmé hier après-midi au « Parisien » - « Aujourd'hui en France » par l'AP-HP.

Réclamer auprès d'un Etat étranger « implique de passer par le Quai d'Orsay, décrypte un spécialiste des grands contrats d'armement. C'est prendre le risque de froisser des susceptibilités... et de s'asseoir sur des accords à plusieurs milliards d'euros ». Bref, les comptables de l'AP-HP ne doivent pas trop compter sur les politiques pour taper du poing sur la table. Exemple récent de juteux accords ? Fin juin, Paris et Riyad ont signé des contrats d'une valeur de 10,8 Mds € ! Comparativement, les 3,7 millions dus par l'Arabie sont une goutte d'eau.

Comme indiqué dans nos éditions du 17 juillet, la dette cumulée (sur l'ensemble des années) des pays étrangers à l'égard de l'AP-HP culminait à 118,6 M€ fin 2014. L'AP-HP entend réagir. « Maintenant que nous avons recensé toutes les dettes, nous allons revoir les conventions de dispenses d'avances de frais avec certains pays et exiger des prépaiements », expliquait-on hier à l'AP-HP. Car les riches patients étrangers peuvent aussi permettre de renflouer les caisses des hôpitaux. Depuis 2012, l'AP-HP a décidé de surfacturer de 30 % les soins programmés auprès des non-résidents, ce qui lui a rapporté l'an dernier 10 M€ de recettes supplémentaires.

L'Arabie saoudite n'est pas le seul mauvais payeur auprès de l'AP-HP. Sur le podium : l'Algérie (31,6 M€ d'impayés), le Maroc (11 M€) et, plus surprenant... les Etats-Unis (5,7 M€). Viennent ensuite la Belgique (4,9 millions), la Tunisie (4,7 millions) et l'Italie (4,1 millions). Dans ce classement, l'Arabie saoudite (3,7 M€) n'arrive qu'en 7e position. Suivent ensuite (pour des montants compris entre 1 et 3 M€) le Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal, le Koweït, le Cameroun, le Gabon et le Sénégal.

L'AP-HP, fleuron de la médecine française, n'est pas le seul établissement tricolore confronté à ces pratiques. Les Hospices de Lyon, l'Assistance publique des hôpitaux de Marseille ou encore le CHU de Nice... ont également leurs lots d'impayés, selon la Fédération hospitalière de France. Un problème à gérer avec doigté. « L'objectif est que la médecine française continue de

rayonner à l'international, souligne-t-on à l'AP-HP. Pas de dissuader des patients de venir se faire soigner en France. » LeParisien. fr 04.08

Et pendant ce temps-là, ils font la chasse aux fraudeurs parmi les travailleurs qui n'ont pas les moyens de se soigner normalement.

### La politique américaine dictée par les marchands d'arme.

Comment créer les conditions favorables au juteux commerce des armes ? En multipliant les guerres et les menaces de guerre.

- John Kerry tente de rassurer les pays du Moyen-Orient inquiets de l'accord iranien - LeFigaro.fr

- Washington va "accélérer" ses ventes d'armes aux pays du Golfe face à l'Iran - AFP

Les Etats-Unis vont "accélérer" leurs ventes d'armes aux pays arabes du Golfe, a annoncé lundi le secrétaire d'Etat John Kerry, les monarchies sunnites s'inquiétant des ambitions régionales de leur rival iranien chiite et de l'accord sur le nucléaire.

"Nous sommes tombés d'accord pour accélérer certaines ventes d'armes qui sont nécessaires et qui ont pris trop de temps par le passé", a déclaré M. Kerry lors d'une conférence de presse au Qatar.

"Nous sommes tombés d'accord pour engager des formations très particulières (...) pour échanger et partager des renseignements", a poursuivi le chef de la diplomatie américaine.

Il a également évoqué une poursuite des discussions entre les Etats-Unis et leurs alliés du Golfe, engagées à Camp David en mai, sur l'intégration des systèmes de missiles balistiques des pays de la région, ainsi que "l'augmentation du nombre d'exercices" militaires conjoints.

"Ce sont quelques exemples de la manière dont nous pensons que la sécurité de la région peut être renforcée et la coopération améliorée", a plaidé John Kerry au côté du ministre des Affaires étrangères du Qatar Khaled al-Attiya. AFP 04.08

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Syrie

##### 1.1 - Lavrov condamne le projet américain de nouveaux bombardements en Syrie - AFP

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergei Lavrov a dénoncé comme "contre-productives" les mesures supplémentaires annoncées par Washington pour défendre ses alliés combattant en Syrie.

"Il est contreproductif d'annoncer publiquement que des groupes armés entraînés aux Etats-Unis (...) seront sous la protection de l'aviation de la coalition" internationale qui intervient en Syrie sous la houlette de Washington, a déclaré M. Lavrov lors d'une conférence de presse au Qatar.

Il a également critiqué le fait que "pour protéger ces groupes, cette aviation serait autorisée à frapper n'importe quelle force qui pourrait - je dis bien pourrait -- être considérée comme une entrave à l'action de ces groupes".

M. Lavrov a indiqué avoir évoqué la question lors d'une réunion inédite avec ses homologues américain et saoudien, John Kerry et Adel al-Jubeir, organisée lundi à Doha pour parler essentiellement du conflit syrien.

Un peu plus tôt, le porte-parole de la Maison Blanche Josh Earnest avait indiqué que la Syrie "ne doit pas interférer" avec les actions des forces formées par les Américains pour combattre le groupe Etat islamique. A défaut de quoi, "des mesures supplémentaires" pourraient être prises pour les protéger, a-t-il ajouté laissant planer la menace de frappes aériennes contre les forces du président Bachar al-Assad.

M. Lavrov s'est également dit "très inquiet au sujet (...) du désastre humanitaire" en Syrie, ajoutant être "en faveur d'une cessation immédiate de toute intervention extérieure dans la crise syrienne", une critique qui semble également destinée

à Washington. AFP 03.08

## 1.2- Syrie:Riyad jette l'éponge - french.trib.ir

Selon le journal al Qods al Arabi, Riyad vient de décider de dissoudre la milice "Jay al l'd la ma" faute de résultats sensibles.

La milice en question n'a pas été à même de réaliser les objectifs saoudiens sur le terrain en Syrie, d'où la décision du chef de cette milice d'annoncer un cessez le feu avec l'armée syrienne. french.trib.ir 02.08

## 1.3- L'armée syrienne a déjoué les complots - french.trib.ir

Le complot israélo-américain a été déjoué avec l'endurance et le dévouement du peuple et de l'armée syrienne, a indiqué le ministre syrien de la Défense.

Le général de division, Fahad Jassem al-Farij, ministre syrien de la Défense a rappelé, samedi, lors d'une intervention à l'occasion du 70ème anniversaire de la fondation de l'armée syrienne : « L'armée syrienne a prouvé être en mesure de la tâche et de la mission qui lui ont été confiées. » « Les événements auxquels sont engagés la Syrie et toute la région s'inscrivent dans le cadre des anciens et nouveaux complots israélo-américains, qui visent, tous, à démembrer les pays de la région et à y semer le chaos et la violence, et cela en soutenant les terroristes takfiris quels qu'ils soient Daech ou al-Nosra ou n'importe quel autre groupe terroriste. », a averti le ministre syrien de la Défense. french.trib.ir 02.08

## 1.4- Syrie : les victoires de l'armée et les échecs répétés de Jaish al-Fath - french.trib.ir

Les opérations de l'armée syrienne, dans la banlieue d'Idlib, continuent, dans la banlieue d'Idlib, avec les victoires consécutives des forces militaires syriennes et les échecs répétitifs de la coalition «Jaish Al-Fath», dirigée par le Front Al-Nosra.

Selon Farsnews, dans ce droit fil, l'armée syrienne a réussi de libérer la cité de Fourou, au Sud de la région d'Al-Sarmaniya, de la mainmise de la coalition terroriste de Jaish Al-Fath, dirigée par le Front Al-Nosra, et à en reprendre le contrôle. Dans le même temps, les forces de l'armée syrienne poursuivent leurs opérations militaires, dans la banlieue d'Idlib, et leurs avancées vers les trois cités d'Al-Alman, de Kanab et d'Al-Sarmaniya, situées près de Fourou.

A en croire une source, sur le terrain, en Syrie, l'attaque contre la citée de Fourou s'est effectuée, depuis 3 axes, avec l'appui logistique de l'aviation et de l'artillerie syriennes, et au cours de laquelle des dizaines de terroristes takfiris ont été tués ou blessés, tandis que d'autres prenaient la fuite. - french.trib.ir 03.08

## 2- Yémen

- Yémen: les forces blindées saoudiennes, en débandade - french.trib.ir

Selon la chaîne Al-Massira, les unités blindées de l'armée saoudienne se sont retirées des régions frontalières avec le Yémen, suite aux attaques aux missiles de ces derniers jours de l'armée Yémenite et d'Ansarallah. Dimanche, une vingtaine de missiles ont été tirés contre une importante base militaire, à Jazan.

Le retrait des unités blindées des bases saoudiennes confirme les informations, selon lesquelles les bases militaires saoudiennes tombent les unes après les autres entre les mains des forces yémenites, et le commandement saoudien s'avère incapable d'empêcher les désertions de masse. french.trib.ir 03.08

## 3- Irak

- Les plus importantes installations de Daech, détruites à Mossoul - french.trib.ir

L'armée irakienne a fait part de l'anéantissement des installations appartenant au groupe terroriste Daech, à Mossoul.

La Chaîne Al-Mayadeen, citant l'armée irakienne, a annoncé la destruction des plus importantes installations de Daech, dans des raids aériens, sur le Sud de Mossoul. En outre, le comité sécuritaire du Conseil provincial de Diyala a déclaré que le chef des groupuscules clandestins, liés à Daech, avait été capturé, à Baaqouba. french.trib.ir 03.08

## 4- Qatar

- Qatar: le conseiller de l'émir, enlevé - french.trib.ir



L'armée libre qatarie vient de proclamer son existence!!

Sur sa page twitter, l'ALQ revendique l'enlèvement du conseiller de l'émir qatari Tamim. "Notre objectif consiste à expurger le Qatar de la sale occupation des Américains". Le conseiller de Tamim serait un ex-député de la Knesset, Azmi Bachara. Le général Salem Fahad al-Mari, qui se dit le porte-parole de cette armée, affirme : "Notre armée est une force composée d'officiers et de soldats qataris. Nous nous félicitons de l'adhésion de chaque Qatari à notre armée, pour expurger le Qatar de la sale présence des Américains". "J'appelle tous mes cousins, dans les pays du Golfe, à nous venir en aide". - french.irib.ir 03.08

## 5- Algérie

- Que fait le Mossad, en Algérie? - french.irib.ir

Un haut officier du Mossad vient de l'annoncer: Israël oeuvre, depuis 2011, pour embringuer l'Algérie dans le tourbillon du "Printemps arabe". Selon le quotidien algérien, "Fajr", citant le livre d'un haut officier du Mossad, Yuchi Allor, Israël cherche de nouveaux alliés.

"Les éléments liés au Mossad sont présents, dans la région des tribus. Leur chef s'appelle Farhat Mohani. Cet agent israélien a pour mission de "séparer" la région tribale de l'Algérie et d'y ouvrir l'ambassade israélienne. Une autre mission consisterait à espionner les pays de la région, dans le sens des intérêts d'Israël. french.irib.ir 02.08

## 6- Mexique

- Des milliers de Mexicains dans la rue après l'assassinat d'un journaliste - euronews.com

Des milliers de personnes ont manifesté hier dans plusieurs grandes villes du Mexique pour exiger que justice soit rendue après la mort de Ruben Espinosa. Le corps de ce photographe a été retrouvé vendredi dans la capitale mexicaine aux côtés de ceux de quatre femmes, dont la militante des droits de l'Homme Nadia Vera.

"Plus de 100 journalistes ont été tués ici, c'est pour cela que le Mexique est devenu le deuxième ou le troisième pays le plus dangereux au monde pour les journalistes. Et malheureusement, c'est dans l'État de Veracruz que l'on trouve le plus de cas", souligne Jose Reveles, journaliste.

"Si vous dites la vérité, ils vous tuent. Ceux qui n'ont pas été achetés sont tués. Ils nous font disparaître. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Dites-moi ? Je n'en sais rien", se lamente Cristina Guerrero, elle aussi journaliste.

Plusieurs manifestants accusent le gouverneur de Veracruz, où travaillait Ruben Espinosa, d'être responsable des violences qui ont causé la mort de 13 journalistes depuis 2010 dans son seul État. euronews.com 03.08

---

## ECONOMIE

### Grèce

- La Bourse d'Athènes plonge de 16% après 5 semaines de fermeture forcée - latribune.fr

Aussitôt rouverte, la place grecque encaissait d'importantes pertes et s'enfonçait de 23% - la plus importante baisse depuis 1987. Les investisseurs s'attendaient à cette pénible remise en route.

La Bourse d'Athènes a terminé lundi en baisse de 16,23%, une chute historique selon l'opérateur boursier, pour sa réouverture après cinq semaines de fermeture liée à l'instauration d'un contrôle des capitaux en Grèce.

L'indice ATHEX a clos à 668,06 points, récupérant légèrement, au fil de la journée, de son ouverture par un plongeon de 22,82%. Selon l'opérateur boursier grec, la dernière chute d'une telle ampleur remonte à décembre 1987 avec des pertes de 15,3% sur une séance.

Les valeurs bancaires amputées du tiers de leur valeur

Les valeurs bancaires ont été particulièrement pénalisées avec un plongeon d'environ 30%, qui traduit la grande vulnérabilité

du secteur en attente urgente de recapitalisation après des retraits de plus de 40 milliards d'euros depuis décembre.

Les acteurs du marché prévoient cette remise en route difficile après une interruption des opérations boursières depuis le 26 juin sur fond d'impasse dans les négociations entre la Grèce et ses créanciers, UE et FMI, sur la reprise du financement du pays.

Dans la nuit du 26 au 27 juin, le Premier ministre grec de gauche radicale Alexis Tsipras avait procédé à l'annonce surprise d'un référendum sur les nouvelles mesures d'austérité proposées à son pays. Des échanges limités pour les locaux

Devant le risque de panique bancaire prolongée et d'un effondrement des banques, le gouvernement avait décrété le 29 juin un contrôle des capitaux et la fermeture à la fois des banques, qui ont finalement rouvert le 20 juillet, et de la Bourse.

Les échanges ont repris lundi avec des limitations pour les investisseurs locaux. Ces derniers ne peuvent pas financer l'achat de titres avec l'argent de leurs comptes bancaires en Grèce, restant ainsi soumis au contrôle des capitaux encore en vigueur dans ce pays. Ils peuvent en revanche se servir de comptes à l'étranger ou effectuer des transactions en liquide. Une interdiction des ventes à découvert pour limiter la spéculation à la baisse était également en vigueur lundi.

Les investisseurs étrangers -qui détiennent environ 60% de la capitalisation boursière sur le marché grec- ne sont pas concernés par ces restrictions.

Sur le front macroéconomique, l'enquête mensuelle de l'institut Markit sur le secteur manufacturier, publiée lundi, montre que l'activité industrielle a atteint en juillet son plus bas niveau historique avec l'effondrement des carnets de commandes, conséquence de trois semaines de fermeture totale des banques. Bruxelles estime que l'économie grecque devrait se contracter de 2% à 4% cette année. latribune.fr 03.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 6 août 2015

## CAUSERIE

La causerie de juillet est disponible au format pdf, 241 pages, pas vraiment des vacances et pas vraiment de quoi se faire chier pour répondre à un courriel. Après il s'étonne que je ne lui réponde pas...

J'écoute des sonates de Beethoven en formatant la causerie du jour, cela me change de Steve Vai ou Satriani, et je tiens à rester de bonne humeur, il fait 40°C, temps splendide comme d'habitude, je suis seul, au calme, on entend le chant des oiseaux perchés dans les tamariniers immenses en fleur, dès que je décroche les yeux de l'écran je me retrouve en pleine nature et je dirais même que parfois j'envie ceux qui ont la chance de pouvoir en profiter.

Hier on a récolté le troisième concombre, qu'est-ce qu'on s'emmerde franchement ! Avant-hier après-midi j'ai mis pas moins de 3 heures pour creuser cinq trous ridicules (de 40 cms de coté et 60 de profondeur) dans le jardin pour y planter des hibiscus et des oeilletts d'Inde, en plein soleil à la barre à mine de deux mètres de long qui doit bien peser pas loin de 20 kilos pour entailler les 40 centimètres de cailloux compressés qui recouvrent le terrain avant d'atteindre la terre composée d'argile, bordel, qu'est-ce qu'on s'emmerde ! Surtout que j'ai encore une trentaine de plantes ou arbres à replanter, mais bon il n'y a que la petite partie du jardin située derrière la maison qui soit aussi rocailleuse.

Je dois encore mastiquer les 10 fenêtres de la maison, car chaque fois qu'il pleut on est inondés, c'est chouette pour une maison neuve ! Il faut aussi isoler les deux auvents, car lorsqu'il pleut la pluie ruisselle le long des murs, rebondit sur le rebord en ciment des fenêtres (en aluminium) et pénètre dans la maison, au point qu'on se retrouve à patauger dans la flotte, et puis on est obligé de fermer toutes les fenêtres, du coup on crève de chaud ! Il faut aussi remettre un coup de peinture sur les murs extérieurs de la maison, finir de peindre le mur qui entoure le jardin, la grille d'entrée en train de rouiller. Il faut aussi installer une tuyauterie pour amener l'eau directement dans les différentes parties du jardin, 40 mètres de tuyau à raccorder et 4 vannes à installer. Et surtout je dois couvrir la terrasse de la maison, un boulot monstre. J'ai tout le matériel, reste à trouver le temps pour faire le boulot. J'allais oublier la moto qui commence à tomber en ruine, je n'ai pas encore réussi à trouver une chaîne, je vais encore perdre du temps à chercher le magasin qui en aurait une en stock. Je dois aller au consulat de France pour renouveler ma carte de Français résident en Inde. Et puis le dentiste, car de ce côté-là aussi cela tombe en ruine. Et j'en oublie encore...

Qu'est-ce qu'on s'emmerde décidément ! Je voudrais bien trouver le temps de lire aussi, de me reposer un peu, juste un tout petit peu.

Il est 13h, je vais préparer ma salade de crudités.

On ajoutera de nombreux articles plus tard ou demain, je m'emmerde tellement que je n'ai pas le temps de tout faire.

### Conditionnement et déconstruction antisociale du savoir. Les abstentionnistes doivent être des transsexuels !

- Existe-t-il un gène du vote de gauche ou du vote de droite? - AFP

De gauche, de droite, conservateur, libéral: et si tout ça nous était transmis par nos parents? Une étude réalisée par Richard P. Ebstein, de l'Université de Singapour, publiée mardi dans la revue de la Royal Society britannique met en évidence un lien entre génétique et préférences politiques.

Depuis plusieurs années, l'idée que des facteurs biologiques comme les gènes puissent en partie influencer nos idées politiques fait son chemin et passionne autant politologues, psychologues et grand public qu'il ne les divise.

La plupart de nos caractères, comme la couleur de la peau, la taille, dépendent de notre génome. Et s'il existait un gène du vote de gauche ou du vote de droite ?

Pour les chercheurs, le gène DRD4, qui joue un rôle dans la transmission de la dopamine, pourrait intervenir dans nos choix politiques et ce, en particulier chez les femmes. La dopamine influe sur des fonctions neurologiques comme la mémoire, l'apprentissage, la créativité.

Nos affinités politiques pourraient ainsi être liées à la variante de ce gène dont on est porteur.

L'étude tempère toutefois ces résultats, soulignant que les tendances politiques de chacun dépendent aussi de facteurs conjoncturels et éducatifs. "Tous ces facteurs doivent être pris en compte pour comprendre les différentes sensibilités politiques", soulignent les chercheurs, tout en notant que "la biologie ne peut être ignorée". AFP 05.08

A croire qu'ils sont aux abois et qu'ils ne savent plus quoi inventer pour assurer la pérennité du régime capitaliste ou se persuader qu'il aurait encore un avenir. Cette opération relève de la guerre idéologique que mène sans répit et dans absolument tous les domaines la classe dominante pour soumettre la majorité de la population à son idéologie ou la légitimer, donner un vernis démocratique au règne du despotisme.

Etre de droite ou de gauche ne serait pas déterminé par votre condition sociale et l'interprétation que vous en faites, ce serait inné chez vous, vous seriez biologiquement programmé pour être de gauche ou de droite de manière héréditaire, et comme c'est l'idéologie de droite qui est dominante et qu'être de gauche de nos jours est très confus ou plutôt vidé de sa substance au profit d'idées de droite, il est légitime qu'elle s'impose.

Allons plus loin.

A quoi bon tenter de prendre conscience de votre condition, à quoi bon se rebeller contre l'interprétation majoritaire qu'en font ceux qui la partagent et qui par ignorance sont de droite ou véhiculent des idées de droite, si vous êtes voué génétiquement à être de droite vous ne pouvez pas aller contre votre nature. On pourrait appeler cela un hymne à la droite, au néolibéralisme.

Comment procèdent-ils ? Par amalgame interposé, entre le caractère qui se façonne au cours des toutes premières années de notre existence au contact du monde extérieur, et qui pourra évoluer plus tard en fonction de nos expériences et l'interprétation qu'on en fera, et la couleur de la peau ou la taille d'une personne qui dépend de critères génétiques transmis d'une génération à l'autre mais qui peuvent aussi dépendre de facteurs aléatoires, tous nos gènes n'étant pas forcément une copie conforme de ceux de nos parents.

Le caractère intègre des facteurs sociaux contrairement à la couleur de la peau ou la taille d'une personne. Ce sont ces facteurs sociaux que les auteurs de cette "étude" se sont employés à effacer ou à réduire à la portion congrue de "facteurs conjoncturels et éducatifs" sur lesquels il était préférable de ne pas s'attarder, car en prendre conscience présente une menace pour l'ordre établi.

La crise du capitalisme ou plutôt ses conséquences qui accablent les travailleurs, seraient une fatalité contre laquelle il serait inutile de lutter, de même si vous êtes né dans une famille de droite (pour faire bref), vous êtes condamné à être de droite et à le demeurer le restant de vos jours, autant dire que cette soi-disant étude n'a absolument rien de scientifique ou n'a aucun rapport avec la réalité, sinon pour la torturer afin de justifier une thèse frauduleuse inavouable, mais cependant trop grossière pour être pris au sérieux, sauf par l'AFP, l'agence de propagande du régime, normal.

Dans un registre similaire dans lequel ils poursuivent le même objectif.

La nature vous a attribué un sexe à votre naissance, et plus tard vous serez naturellement porté à être attiré par le sexe opposé afin qu'ils s'accouplent, disons que c'est le schéma général qui prévaut parmi la population des deux sexes et garantit sa reproduction. Mais comme il arrive que des membres des deux sexes se livrent à des pratiques sexuelles qui s'écartent de ce schéma, ce qui apparaissait jusqu'à présent comme une fatalité doit disparaître au profit d'une thèse ne consistant pas à intégrer ces pratiques homosexuelles dans la nature de chaque sexe ou qui pourraient se développer en réaction à certains facteurs d'ordre social, mais à décréter qu'elles figureraient sur un plan d'égalité avec des rapports hétérosexuels, de telle sorte que la norme qui prévalait au sein de la population et qui privilégiait des rapports sexuels entre les deux sexes ne soit plus qu'une option comme une autre dès la naissance, ce qui revient à surévaluer ce qui au départ relèvait de l'exception ou n'existait qu'à l'état potentiel, c'est un peu comme si on attribuait arbitrairement à des exceptions la même valeur qu'à une règle qui dès lors perdrait toute signification.

On retrouve ici la même négation précédente, qui consistait à évacuer les rapports sociaux qui dans la majorité des cas sont à l'origine du développement de l'homosexualité ou le fait de voter à droite ou à gauche pour reprendre les termes de cet article.

Etrangement, pour ceux qui le découvrent seulement, on retrouve la même tentation de la réaction qui consiste à présenter les exploités et les exploités sur un même pied d'égalité ou oeuvrant au bien-être de la communauté ou encore, qui seraient liés par des intérêts communs au point qu'on pourrait les confondre, pour en conclure qu'ils seraient inséparables, ce qui correspond à la définition de la collaboration de classes qui conduit au corporatisme.

On s'aperçoit ainsi que toutes leurs campagnes et leur propagande en faveur de droits nouveaux pour telle ou telle communauté, l'intérêt qu'ils prétendaient accorder au comportement social ou politique de la population, correspondaient en réalité à un seul et unique objectif : Faire passer à la trappe les rapports sociaux qui sont à l'origine du mode de pensée et du comportement des membres des différentes classes sociales afin d'effacer les frontières qui les séparent et neutraliser la lutte des classes.

### L'anti-sexisme : Une entreprise antisociale.

- Climatisation : pourquoi les femmes ont si froid - LePoint.fr

La polémique commence lorsqu'une journaliste du Washington Post se demande, dans un article publié la semaine dernière, si la climatisation n'est pas sexiste. En effet, les femmes ajustent leurs tenues à la saison estivale là où les hommes continuent à porter leurs fidèles costumes-cravates.

Une étude néerlandaise, réalisée par Boris Kingma et Wouter van Marken Lichtenbelt et reprise par le New York Times , révèle que la climatisation est basée sur plusieurs facteurs comme la température ambiante, l'humidité, mais aussi... la chaleur produite par l'homme.

Une femme se sentira à l'aise dans un environnement à environ 25 °C là où un homme préférera les températures avoisinant 21 °C.

« Les modèles de confort thermique doivent être ajustés au métabolisme de base actuel en incluant les valeurs pour les femmes », rappelle Boris Kingma. Au-delà de la problématique féminine, l'étude, initialement publiée dans le journal Nature Climate Change , rappelle qu'il y a aussi une véritable préoccupation écologique. LePoint.fr 05.08

Rien d'étonnant à ce que ce soit le Washington Post et le New York Times qui répercutent une "étude" encore destinée à opposer les deux sexes. Quel acharnement, vous ne trouvez pas ?

Et dire qu'il y en a qui estiment qu'il ne faudrait leur accorder aucune importance, on se demandera alors pourquoi la classe dominante se donnerait autant de mal pour disloquer tous les rapports sociaux qui prévalaient jusqu'à nos jours si elle n'y trouvait pas un intérêt politique.

Tout doit être un prétexte à l'accusation de sexisme afin de dresser les deux sexes l'un contre l'autre, au moins pendant ce temps-là les travailleurs ne penseront pas à se dresser contre la classe des exploités, encore faut-il disposer d'arguments pour alimenter les griefs que chacune des communautés des deux sexes pourrait opposer à l'autre, voilà à quoi ils s'emploient en permanence puisque c'est devenu une obsession chez eux.

Créer un climat d'affrontement permanent nauséabond à l'intérieur de la classe des exploités (ou même de chaque classe pour mieux les contrôler) à partir des conditions particulières propres à chacun de ses membres, de manière à leur interdire de se rassembler sur la base des conditions sociales qu'ils partagent, voilà leur objectif.

On pourra nous rétorquer que ces tentatives sont finalement désuètes et vouées à l'échec, pas tant que cela si on en juge par la dislocation du mouvement ouvrier ou la multiplication des organisations ou associations sur lesquelles elles ont débouché

dans lesquels s'investissent des millions de travailleurs, alors qu'ils désertent syndicats et partis ouvriers, pendant que dans chaque pays les inégalités sociales atteignent un niveau record sans que les masses trouvent la voie de la mobilisation générale pour s'y opposer, simple constat.

On ne peut comprendre les véritables intentions qui se cachent derrière ces opérations ou leur finalité, qu'à partir du moment où on prend en compte l'ensemble des facteurs qui composent la situation, ainsi que la stratégie politique adoptée par la classe dominante puisqu'elles ont vocation à servir ses intérêts.

C'est la raison pour laquelle nous ne participons pas à ces campagnes, et nous dénonçons, nous combattons ces entreprises de déstabilisation et de dislocation de notre classe, en démontant les mécanismes auxquels ils recourent pour mieux l'asservir. Que la pseudo-gauche et extrême gauche y participent, témoigne que leur faillite politique s'est mue en collaboration de classes pour en arriver à se tromper d'ennemi.

### Vivre toujours plus mal pour travailler toujours plus.

- Une boisson pour s'alimenter en perdant moins de temps à manger - Slate.fr

Soylent, la boisson nutritive censée remplacer nos repas, va désormais être vendue sous une nouvelle forme: des petites bouteilles de liquide beige, visant à économiser encore plus de temps et d'énergie.

Soylent est une boisson nutritive visant à remplacer les repas et à économiser temps, argent et énergie, en éliminant un certain nombre de plaisirs de la table jugés bien trop encombrants et chronophages. Ce liquide, selon les points de vue absolument terrifiant ou génial, nourrit beaucoup de travailleurs de la Silicon Valley n'ayant pas le temps de s'arrêter pour un vrai déjeuner...

«Bientôt, vous n'aurez même pas à quitter votre bureau pour mélanger la poudre avec de l'eau. Vous n'aurez qu'à siroter cette boue beige et continuer à travailler.» Slate.fr 05.08

Le néolibéralisme ou la dégénérescence de la civilisation humaine...

---

### ACTUALITE EN TITRES

#### Parole d'une vichyste.

- Nadine Morano sur les migrants qui fuient leur pays : "Heureusement qu'on n'a pas fait pareil en 39-45 !" - Francetv info

En soutenant le régime néonazi de Kiev, elle démontre qu'elle aurait fait pire encore !

Après la chasse aux sorcières, les appels à la délation des opposants au régime, voici venu le temps des justiciers.

- Plus de 200.000 personnes demandent "justice" pour la chienne enterrée vivante - 20minutes.fr

---

### INFOS EN BREF

#### POLITIQUE

1- Russie

1.1- La force aéroportée russe prête à coopérer avec l'armée syrienne - french.irib.ir

« La force aéroportée russe est prête à aider l'armée syrienne », a annoncé le commandant de la Force aéroportée russe, Vladimir Shamanov.



Au cours d'une conférence de presse tenue à Moscou capitale russe, Vladimir Shamanov a souligné : « Si la force aéroportée russe reçoit un ordre du gouvernement afin de coopérer avec l'armée syrienne elle l'exécutera et accomplira sa mission ».

« La Russie et la Syrie entretiennent des relations amicales et un grand nombre d'experts syriens ont passé des formations militaires en ex-Union soviétique et l'actuelle Fédération de la Russie », a-t-il ajouté.

« Les Etats-Unis en connivence avec leurs alliés ont formé le groupe terroriste « la nouvelle Syrie » et annoncent que si l'armée syrienne attaque ce groupe terroriste ils y interviendront manu militari et lui accorderont un soutien par air», a-t-il conclu. french.irib.ir 05.08

### 1.2- "Moscou menace l'Occident. - french.irib.ir

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a déclaré qu'en représailles aux pays, qui imposent des sanctions contre la Russie, le gouvernement russe pourra allonger sa liste de sanctions contre ces pays.

Selon l'agence Itar-Tass, lors de la réunion du Conseil des ministres, mardi, à Moscou, Dmitri Medvedev a demandé aux responsables du gouvernement russe d'étudier la possibilité de l'intensification des sanctions contre les pays qui imposent des sanctions à la Russie, en soulignant que les noms d'autres pays pourront être intégrés, dans la liste des représailles de Moscou, selon un décret présidentiel de Vladimir Poutine.

En réaction aux sanctions occidentales, la Russie a interdit l'importation des produits agro-alimentaires de plusieurs pays. La tension est montée entre l'Occident et la Russie, depuis le début de la crise, en Ukraine, et les deux parties ont subi d'importants dommages économiques et commerciaux, en raison de leurs sanctions bilatérales. french.irib.ir 04.08

### 1.3- Quand Poutine tempête contre Erdogan - french.irib.ir

La Russie a stigmatisé la politique de deux poids deux mesures de la Turquie envers certains pays dont la Syrie et l'Egypte, mettant en garde le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Selon Moscou Times, après avoir convoqué l'ambassadeur d'Ankara à Moscou, Ümit Yardim, le président russe, Vladimir Poutine s'est adressé à lui en ces termes : « Dites à votre président dictateur qu'il ira en enfer avec ses bien aimés terroristes de Daech et que je vais transformer la Syrie en la Stalingrad de Recep Tayyip Erdogan ». Vladimir Poutine, négligeant les protocoles diplomatiques en convoquant, en personne, Ümit Yardim, l'avertit que Moscou romprait toutes ses relations diplomatiques avec Ankara si ce dernier continuerait de soutenir les terroristes de Daech.

Vladimir Poutine a ensuite stigmatisé la politique étrangère d'Ankara et son rôle dévastateur en Syrie, en Irak et au Yémen en soutenant les terroristes d'Al-Qaïda et les miliciens pro-saoudiens. Lors de ce tête-à-tête électrique, Poutine s'est mis en colère en disant que Recep Tayyip Erdogan condamne le coup d'état militaire en Egypte sous prétexte de la démocratie alors qu'en même temps, il ferme les yeux sur les activités terroristes visant à renverser le président syrien.

« La Russie ne lâchera jamais le gouvernement légitime de la Syrie et elle coopérera avec les alliés de la Syrie, c'est-à-dire l'Iran et la Chine, afin de trouver une solution politique censée mettre fin à la crise en Syrie », a-t-il affirmé. french.irib.ir 05.08

## 2- Ukraine

- Ukraine : le chef d'état-major russe placé sur la liste des fugitifs à arrêter - euronews.com

Valery Gerasimov et dix autres militaires russes sont accusés par les services de sécurité ukrainiens "d'avoir organisé un conflit armé dans le pays en particulier l'été dernier dans la région d'Ilovaysk". Selon Kiev, plus de 360 soldats ont été tués et 180 autres sont portés disparus dans cette opération. Une enquête pénale a été ouverte dès l'an dernier.

"Du 8 au 23 août 2014, sous les ordres de Gerasimov, les positions de l'armée ukrainienne ont été systématiquement attaquées avec des missiles et des lances-roquettes Grad, Smerch et Ouragan en provenance du territoire de la Fédération de Russie. Et cela a été confirmé par des preuves", affirme Anatoliy Matios, le procureur militaire en chef de l'Ukraine.

Gerasimov est par ailleurs sur la liste des personnalités russes sanctionnées par l'Union européenne.

Le Ministère russe de la Défense a immédiatement réagi en dénonçant "des accusations de Kiev qui ne sont pas fondées et qui ne sont que des allégations, car il n'y pas de troupes russes dans le sud-est de l'Ukraine".

"Le bureau du Procureur général de l'Ukraine est déterminé à tout faire pour commencer dès que possible le procès par contumace du chef d'État-major de la Russie. Mais cela pourrait être problématique, car il n'y a pas de précédent en Ukraine pour ce type de procès par contumace et pour crimes de guerre", précise notre correspondante, Maria Korenyuk. euronews.com 05.08

### 3- Yémen

- Yémen : l'armée contrôle la base d'Al-Anad - french.irib.ir

« La base aérienne d'Al-Anad est sous le contrôle de l'armée yéménite », a déclaré le porte-parole de l'armée. Selon la chaîne de télévision Al-Mayadeen, le général de brigade Sharaf Ghaleb Luqman, porte-parole de l'armée yéménite, a démenti, lundi soir, la chute de la base aérienne d'Al-Anad, située dans la province de Lahij. « Les agresseurs tentent de suggérer que la base aérienne serait tombée entre les mains des miliciens pro-Hadi tandis que les militaires de l'armée yéménite contrôlent la base Al-Anad », a-t-il ajouté.

« Les intérêts des agresseurs sont les mêmes que ceux du groupe terroriste d'Al-Qaïda; l'objectif de l'Arabie en attaquant la base d'Al-Anad est de soutenir les terroristes », a expliqué le porte-parole de l'armée yéménite. Lundi, des dizaines de terroristes ont été tués et blessés lors de violents combats entre l'armée et les comités populaires d'une part et les terroristes d'Al-Qaïda et les miliciens pro-Hadi de l'autre. Les affrontements se poursuivent toujours aux alentours de cette base stratégique. french.irib.ir 04.08

### 4- Arabie saoudite

- L'Arabie, complice d'Al-Qaïda. - french.irib.ir

Mue par des visées impérialistes, l'Arabie sème le chaos au Moyen-Orient, dans le but de faire éclater des guerres civiles dans d'autres pays, selon le journal américain, "The National Interest".

L'analyse, reprise par la chaîne Al-Alam, affirme que l'Arabie et ses alliés ont commis d'innombrables crimes au Yémen, en ciblant les civils et qu'elles ont créé ainsi une crise humanitaire aussi bien au Yémen que dans tout le Moyen-Orient afin de réaliser leurs vœux, la crise qui a poussé la Communauté mondiale à réagir pour en réduire les impacts tragiques.

L'Arabie s'était engagée d'allouer une aide de 274 millions de dollars au Yémen alors qu'elle n'a même pas donné un seul centime. Par contre, elle continue à soutenir et financer les groupes terroristes actifs au Yémen, poursuivant en même temps les bombardements des zones civiles. Plus regrettable : le blocus du Yémen a pratiquement rendu impossible les opérations de secours et l'acheminement des aides humanitaires aux populations sinistrées. «Le blocus du Yémen et la rupture des communications avec le monde extérieur ont exposé à la mort les civils. Voilà le résultat de l'intervention militaire saoudienne au Yémen dont plus de 80% de la population ont un besoin des aides humanitaires.», déplore "The National Interest".

Le point qui mérite réflexion, c'est le fait que l'Hadramout, la seule province contrôlée entièrement par Al-Qaïda, n'a pas été la cible des attaques saoudiennes ! Pourquoi ? Pourquoi l'Arabie a-t-elle laissé tranquille l'Hadramout ? s'interroge justement "The National Interest" dans son analyse. La réponse est évidente: Riyad se sert d'Al-Qaïda en tant qu'outil et base de ses opérations à l'Hadramout. Donc, pas une seule attaque contre l'Hadramout ! Les terroristes d'Al-Qaïda peuvent en toute liberté mener leurs opérations et attentats, grâce à l'appui et le soutien de leurs protecteurs dont l'Arabie. Le journal américain déduit ainsi que le bombardement du Yémen par l'aviation saoudienne n'a eu d'autre résultat que le renforcement des groupes extrémistes et terroristes. french.irib.ir 05.08

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

### 1- Grèce

- Grèce : nouvelle manifestation anti-austérité sur fond de négociations intensifiées avec les créanciers - euronews.com

Des centaines de personnes ont défilé dans les rues du centre d'Athènes à l'appel des communistes pour dénoncer l'austérité renforcée qui se prépare pour Septembre alors que des "élections anticipées" sont évoquées pour l'automne.

"Il est plus qu'évident, qu'à la rentrée, ceux qui auront eu la chance de partir en vacances, se retrouveront avec de nouvelles taxes, de nouvelles réductions de salaires, de nouvelles mesures contre les ouvriers. Et il est évident que le peuple doit dire un Non tonitruant", estime ce manifestant.

Une manifestation qui intervient alors que les discussions entre le gouvernement Tsipras et ses créanciers FMI-BCE-Union européenne s'accroissent. Le ministre grec de l'Économie, George Stathakis s'est dit confiant quant à la conclusion d'un accord dans les dix prochains jours. Ligne similaire à son Premier ministre Alexis Tsipras.

Athènes et ses créanciers doivent aboutir au plus tard le 20 août à un compromis sur un nouveau plan d'aide de plus de 80 milliards d'euros afin que la Grèce rembourse ses futures échéances.

En attendant, certaines professions maintiennent la pression sur le gouvernement. En pleine saison touristique, les contrôleurs aériens ont cessé le travail pendant quelques heures pour exiger la mise en place d'une autorité indépendante aux standards européens. euronews.com 05.08

## 2- Italie

- Italie : les poubelles envahissent les rues de Rome - francetvinfo.fr

À Rome, le dysfonctionnement ne touche pas seulement le ramassage des ordures. La voirie est également très mal entretenue. Les transports en commun, souvent bondés, accumulent les retards. Quant à l'aéroport international de Fiumicino, deux incendies se sont déclenchés ces dernières semaines provoquant une pagaille monstre. francetvinfo.fr 05.08

L'Italie, c'est l'Inde de l'Europe ! Les points de comparaison sont nombreux, je n'ai pas le temps de m'y attarder ici.

## 3- Irak

- Manifestations monstres contre le gouvernement irakien sur fond de canicule - euronews.com

Des milliers d'Irakiens manifestent depuis plusieurs jours dans les grandes villes du pays pour dénoncer la corruption qui mine, selon eux, le gouvernement de Haïder al-Abadi.

Hier encore plusieurs d'entre eux sont descendus, notamment, dans les rues d'Amara pour exprimer leur colère. Les coupures d'électricité à répétition et le manque de fiabilité dans la distribution de l'eau potable inquiètent particulièrement la population alors que les températures atteignent, la semaine dernière encore, les 50 degrés.

Les manifestants cherchent à comprendre à qui profite les ventes du pétrole en Irak, second pays importateur de l'OPEP derrière l'Arabie Saoudite. euronews.com 04.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 7 août 2015

## CAUSERIE

On n'a eu le temps d'ajouter de nouveaux articles (rien de bien passionnant en réalité), ce sera pour demain.

Dorénavant le soir je lis ou je me détends en regardant un film sur Internet ou en visionnant un concert de hard rock, je suis obligé de me coucher tôt à cause de Selvi qui prend son coulot à 7h30, sauf le dimanche, loving you Sunday morning, loving la grasse matinée jusqu'à... 8h au lieu de 5 plombes.

## C'est le genre de sujet qu'on aurait abordé avec Trotsky

Où va la France ? - L. Trotsky (Recueil de textes d'octobre 1934 à novembre 1938)

1- "Le document le plus autorisé sur la question des "revendications immédiates" est la résolution programmatique du Comité central du Parti communiste. (Voir l'Humanité du 24 février:) Nous nous arrêterons à ce document. L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.

*La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout. Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale.*

*Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment.*

*C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir."*

2- *"A la grève générale du 12 février, qui ne poursuivait aucune "revendication immédiate", participèrent des millions d'ouvriers et d'employés. Cependant, à la défense contre l'offensive du capital n'a participé jusqu'à maintenant qu'une fraction infime de ce même chiffre."*

3- *"Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses: elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire."*

4- *"Mais même dans le cas d'une lutte gréviste étendue il serait criminel de se borner à des revendications économiques partielles."*

5- *"Au moment du premier mouvement gréviste impétueux en Russie, il y eut une seule fraction de la social-démocratie russe qui tenta de se borner à des revendications économiques partielles: ce fut ceux qu'on appela les "économistes". Selon leur opinion, il fallait repousser le mot d'ordre: "A bas l'autocratie!" jusqu'à l'apparition d'une "situation révolutionnaire". Lénine jugea les "économistes" comme de misérables opportunistes. Il montra qu'il fallait préparer activement une situation révolutionnaire même en période de mouvement gréviste."*

6- *"A l'école de Lénine, il faut apprendre la méthode d'action et non pas changer le léninisme en citations et en recettes, bonnes pour tous les cas de la vie."*

7- *"La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat, en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'Etat. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes: la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation."*

Trotsky témoigna le 18 décembre 1938 un doute qu'il aurait pu formuler deux ans plus tôt, sans toutefois l'assumer entièrement. Ce que l'on peut comprendre dans la mesure où il était davantage imputable à la situation qui présentait une terrible faiblesse sur laquelle il ne s'attardera pas, celle de l'avant-garde révolutionnaire ou l'absence d'un véritable parti communiste, qui devait déterminer finalement l'issue inévitable du mouvement révolutionnaire des masses initié en 1934 et qui s'était amplifié en mai-juin 1936.

La classe ouvrière et ses éléments les plus avancés qui se reconnaissaient à cette époque dans la SFIO (dégénérés) et le PC (stalinisé), ne seraient pas en mesure de se débarrasser dans un laps de temps aussi court des illusions qu'elles avaient placées dans ces partis (et le Front populaire) compte tenu de la faiblesse des effectifs de l'avant-garde et les errements de ses dirigeants

8- *"Le 9 juin 1936, nous écrivions: "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée."*

9- *"La bourgeoisie a-t-elle raison dans son diagnostic ? Le danger immédiat est-il réellement passé pour elle ? Autrement dit, la révolution est-elle réellement remise à un avenir indéterminé, c'est-à-dire plus lointain? Ce n'est nullement démontré."*

Alors qu'en réalité cela ressortait de la situation, ce que Trotsky se refusera à admettre. On connaît la suite.

On retrouvera comme une constante jusqu'à nos jours cette tendance chez les trotskystes à ce genre d'optimisme béat ou



jusqu'au-boutiste ou irrationnel contredit par la situation, qui se répercutera sur leur comportement, qui consistera à accorder davantage d'importance à des arguments théoriques tirées d'enseignement de la lutte de classes du passé qu'ils plaqueront sur la réalité ou qu'ils substitueront à la situation et aux rapports entre les classes ou au sein de celles-ci, généralisant la situation à partir de leurs propres expériences ou de celles de quelques pans isolés de la classe ouvrière.

Inutile de s'apesantir ici sur la manière dont cela s'est répercuté en pratique. Disons que ce déni de la réalité ne pouvait que renforcer les tendances au dogmatisme et au culte de la personnalité parmi les trotskystes et leur interdire de construire le parti au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours.

On comprend le dilemme ou l'embarras dans lequel Trotsky a dû se trouver à cette époque, entre la nécessité de développer une perspective révolutionnaire tout en sachant qu'elle n'avait aucune chance d'aboutir du fait que les conditions subjectives n'étaient manifestement pas mûres, et la tentation de se rabattre sur une stratégie purement défensive qui aurait eu des relents de capitulation ou plutôt aurait pu être interprétée de la sorte, alors qu'adopter une stratégie offensive en 1936 devait forcément s'accompagner d'illusions dans la capacité des masses (et de l'avant-garde) à accomplir certaines tâches politiques auxquelles elles n'étaient pas préparées.

Trotsky avait tranché ce dilemme en optant pour une stratégie offensive qui correspondait aux tâches que le prolétariat devait accomplir et nous la partageons entièrement, cela dit il faut convenir qu'il arrive que l'histoire nous joue un vilain tour et qu'il soit impossible d'adopter une autre stratégie sachant qu'elle est vouée à l'échec temporairement ou pour une durée indéterminée.

Ce qu'on lui reprochera en revanche, c'est de n'avoir pas été suffisamment explicite sur cette question précisément, faiblesse ou erreur que ses "héritiers" ne cesseront de reproduire par la suite, pire, qu'ils théoriseront jusqu'à en faire un principe de fonctionnement de leur parti auquel tous leurs militants devront se plier en s'abstenant de toute critique sous peine d'expulsion.

C'était un peu comme si on avait prétendu qu'un unijambiste pourrait courir le 100 mètres en moins de 10 secondes à condition de lui fournir une chaussure adaptée à son pied. Il parviendrait certes à les parcourir un jour, mais certainement pas en moins de 10 secondes. Il serait plus prudent et juste d'affirmer qu'il aurait les moyens de parcourir ces 100 mètres pour peu qu'il s'entraîne sans lui fixer un temps à réaliser, l'essentiel étant qu'à partir de sa condition il se donne les moyens d'y parvenir.

Depuis ils n'ont pas changé, ils ont décrété qu'il fallait "préparer la grève générale dès septembre" 2015, et malheur à ceux qui oseraient émettre des doutes sur la réalisation de cet objectif, qui pour eux serait acquis d'avance, alors que rien n'indique que les masses y seraient prêtes ou que les conditions subjectives pour qu'elle ait une chance d'aboutir soient réunies, précision qu'ils refuseront d'aborder pour adopter une sorte de fuite en avant désespérée des plus aventuriste prétendant qu'elle pourrait aboutir à un "gouvernement ouvrier, un nouveau gouvernement de la Commune", rien de moins, vaut mieux en rire qu'en pleurer.

Dans la fable du lièvre et la tortue, lequel partait vraiment avec un handicap, la tortue que rien ne pouvait dévier de son objectif bien qu'apparemment désavantagée par sa condition, ou le lièvre qui allait présumer de ses chances légitimes de l'emporter pour finalement être battu ?

Nous n'adopterons pas la méthode de nos détracteurs qui consiste à mépriser les propositions qui leur sont soumises et qui incluent des arguments ou des facteurs qu'ils n'ont pas pris en compte, au contraire, nous incluons dans notre analyse que la situation sociale et politique en France puisse conduire à poser la question de la grève générale, des comités d'action, du gouvernement ouvrier ou de la République sociale ou de l'Etat, du pouvoir politique, mais nous nous refusons de prétendre que les conditions seront remplies demain ou après-demain pour atteindre ces objectifs, au regard de la faiblesse du niveau d'organisation et de conscience des masses exploitées que reflète l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays ou l'absence tout court de direction, mais aussi des conditions objectives ou matérielles dans lesquelles se trouvent la majorité des travailleurs qui font obstacles à leur rassemblement ou unité pour se dresser contre le régime, autant de facteurs qui nous interdisent d'avoir la moindre illusion dans la réalisation de ces objectifs, qui toutefois ne sont pas sans intérêt dans l'immédiat, dans la mesure où ils préfigurent la voie que devra emprunter un jour ou l'autre le prolétariat pour s'emparer du pouvoir politique, à condition qu'ils soient présentés comme tels pour construire le parti, ce qui implique que cette stratégie ne s'inscrive pas dans le but d'atteindre un objectif immédiat ou réalisable à court terme, auquel cas elle serait porteuse d'illusions et conduirait à la démoralisation et à la démobilisation des travailleurs ou militants qui auraient pu y adhérer ou la partager, mais incarne les tâches historiques que le prolétariat doit impérativement accomplir pour se libérer du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, abattre le capitalisme et ses institutions, comme un idéal qu'on épousera et qu'on n'abandonnera sous aucun prétexte, ce qui permettra de résoudre la question du parti passoire, l'objectif à terme étant de disposer d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire intervenant dans la lutte de classes et ancré dans toutes les couches exploitées et même au-delà, condition à remplir impérativement pour avoir une chance de vaincre notre ennemi, puisque c'est notre but et non de lui infliger des reculs ou de stopper provisoirement son offensive, reste à savoir si nous sommes réellement d'accord sur l'objectif à atteindre et la manière de l'atteindre, rien n'est moins sûr en l'état actuel des choses semble-t-il, puisqu'aucun parti ne partage cette stratégie.

Il faut préciser que ces citations de Trotsky et la stratégie qu'il avait définie à l'adresse de l'avant-garde et du prolétariat, s'inscrivaient dans le cadre de la situation qui prévalait en France en 1936 et qu'il avait caractérisée de pré-révolutionnaire, puis révolutionnaire.



Mes contradicteurs reprenant à leur compte la même stratégie, il faut en déduire qu'ils estiment que la situation serait pré-révolutionnaire en France au mois d'août 2015, ce dont on peut douter fortement, ils ont peut-être raison sur ce point, peu importe.

Et si j'ai reproduit ces passages de Trotsky sans avoir eu le temps de relire entièrement *Où va la France ?*, c'était juste pour montrer qu'ils comportaient de multiples contradictions avec la politique développée par le POI que mes détracteurs partagent apparemment. A ma connaissance, ces militants n'étant pas organisés au POI ni dans aucune structure, on se demandera comment ils comptent faire pour mettre en pratique cette stratégie et quel parti ils comptent construire, surtout sachant que le courant qui incarnait cette stratégie recentrée sur la question de la construction du parti a été évincé de la direction du POI, autrement dit la direction actuelle du POI loin d'avoir adopté cette stratégie la combat. De là à penser que le POI ne peut pas incarner cette stratégie, on est légitimement en droit de le penser, non, sauf une fois de plus à nier ces contradictions ou à se réfugier dans un déni de la réalité.

Vous aurez remarqué que j'ai employé un ton mesuré, je me suis fait violence en vérité. Car que faut-il penser de militants, qui dès lors qu'on ne partage pas leurs positions ou qu'on les critique se permettent de déformer vos propos ou vous calomnient, en adoptant de pareille méthode ne démontrent-ils pas qu'ils sont incapables de défendre loyalement leurs positions, quel crédit leur accorder ? Ces bac +10 se croient-ils tout permis ? Le dernier en date m'a envoyé deux fois le même courriel en me reprochant de ne pas l'avoir mis en ligne, j'y ai fait référence plus haut, qu'il s'estime heureux. Comme on est de bonne humeur et parfaitement détendu, comme d'habitude, on n'en dira pas plus.

En aparté, ces derniers jours, en relation avec cette polémique j'ai relu la correspondance et plusieurs ouvrages des marxistes dont j'ai extrait des passages significatifs que je reproduirai dans une prochaine causerie si je trouve le temps de les commenter, ils apportent des précisions précieuses sur les questions que nous venons d'aborder qui vont toutes dans le même sens que Trotsky.

### [En oligarchie, la critique et la démocratie doivent être muselées.](#)

- Sournoise comme une féministe - Slate.fr

De plus en plus de critiques de livres, de films, de séries, qualifient ces œuvres «d'insidieusement» féministes. Une tendance qui, explicitement, ne sert pas la cause des femmes.

La culture grand public s'est enfin rendu compte que le féminisme était savoureux, et nous ferions mieux de nous en réjouir plutôt que de regarder avec suspicion et en plissant les yeux le glorieux soleil levant de l'égalité des genres. Slate.fr 06.08

Le portail Slate.fr est tout à fait dans son rôle de chien de garde de l'idéologie néolibérale, lorsqu'il dénonce les journalistes américains qui égratignent des "oeuvres" - un grand mot pour des scripts ou scénarios d'une médiocrité accablante, qui pour être au goût du jour de la propagande officielle et être diffusées recourent à un féministe caricatural ou de bas étage, avec lequel ils se sentent obligés de prendre leur distance pour ne pas se ridiculer eux-mêmes semble-t-il tellement l'entreprise est grotesque.

Le féminisme n'a rien à voir avec les droits des femmes travailleuses qui se situent sur le terrain de la lutte des classe et dont il entend les détourner. C'est la véritable raison d'être de ce "glorieux soleil" à l'époque de la réaction sur toute la ligne ou du déchaînement de barbarie par l'impérialisme américain.

### [Dossier sur la Grèce](#)

Assurément, il n'y en aura pas pour tout le monde.

- La Grèce rembourse 186 millions d'euros au FMI - AFP

La Grèce a remboursé jeudi 186,3 millions d'euros au FMI et évité ainsi un nouveau défaut de paiement vis-à-vis de l'institution, en pleine négociation sur un troisième plan d'aide au pays. AFP 06.08

Ouf !

- La Bourse d'Athènes gagne à la clôture 3,65%, après le plongeon du début de semaine - AFP

- Grèce : pourquoi le nouveau plan d'aide est déjà un échec - latribune.fr

Les négociations sur le troisième mémorandum ont débuté ce mardi à Athènes entre le gouvernement grec et ses créanciers. Mais la logique du plan dessinée le 13 juillet apparaît déjà comme caduque en raison de l'effondrement de l'économie grecque.

Les discussions entre le gouvernement grec et ses créanciers commencent ce mardi 4 août. Au menu : le programme de privatisation et la recapitalisation des banques. Le gouvernement grec semble désireux d'aller assez vite. Selon sa porte-parole Olga Gerovasili, la rédaction du futur troisième mémorandum devrait débuter mercredi et être achevée avant le 18 août, date à laquelle il devrait être soumis au parlement. Cette date sera le dernier délai possible pour pouvoir débloquer un nouveau prêt d'urgence de l'UE qui permettra à la Grèce de rembourser les 3,2 milliards d'euros qu'elle doit le 20 août à la BCE. Il faut donc aller vite.

### Situation économique catastrophique

Or, rien n'est simple. Car un nouvel élément vient désormais rendre les négociations encore plus périlleuses. La situation économique grecque est désormais clairement catastrophique. L'indice PMI d'activité manufacturière pour juillet est passé de 46,9 à 30,2, un niveau dramatiquement faible qui annonce une forte récession. La fermeture des banques, le contrôle des capitaux et le quasi-isolement du pays du reste de la zone euro, conséquence du gel le 28 juin des liquidités d'urgence accordées par la BCE au système financier grec sont autant de raisons de cet effondrement. Selon une étude de l'association des PME grecques, les pertes de recettes de ces dernières ont atteint 48 % durant les trois premières semaines de juillet. Près d'un tiers des PME interrogées ont vu leurs recettes reculer de plus de 70 %. La consommation a été réduite de moitié. Le pire demeure que cette situation risque de ne pas être simplement temporaire.

### Les banques encore sous pression

Ce mois de juillet risque en effet de peser lourd durablement. D'abord, une telle chute de l'indice PMI présage d'une explosion du nombre de faillites, donc d'une progression des prêts non remboursés aux banques, les « non performing loans » (NPL) ou créances douteuses. Les analystes de RBS estiment que les NPL vont progresser de 20 % au deuxième trimestre, mais ceci ne prend pas en compte la situation de juillet. Cette situation va encore peser sur le bilan de banques déjà très fragilisées par les 40 milliards d'euros de retraits effectués depuis décembre dernier. Une telle situation ne va, du reste, guère inciter les déposants à replacer leurs fonds dans les banques grecques, bien au contraire, on pourrait même avoir une poursuite du phénomène de retrait. Autrement dit, les banques vont encore dépendre largement de la liquidité d'urgence de la BCE, le programme ELA et cela pour un temps encore considérable.

Et le besoin de recapitalisation des banques va encore grimper.

### Quels besoins de recapitalisation ?

Or, ceci va avoir des conséquences importantes. Cette recapitalisation se fera par deux moyens : la participation des créanciers et des actionnaires, puis un prêt du Mécanisme européen de Stabilité (MES), prêt qui sera garanti, puis remboursé par le produit des privatisations logés dans un « fonds indépendant. » Une enveloppe de 10 à 25 milliards d'euros est prévue par le MES. Si cette enveloppe est insuffisante, il n'y aura pas d'autres options que de faire payer les déposants, comme à Chypre en avril 2013. Les analystes de RBS et de Fitch estiment que l'enveloppe prévue sera suffisante. Mais il y a un risque certain que la dégradation conjoncturelle continue à alimenter la crainte d'une ponction sur les dépôts, alimentant ainsi les retraits et donc les besoins de recapitalisation... Bref, l'option d'un scénario « à la chypriote », devenu officiel avec l'union bancaire européenne, va faire peser un risque non seulement sur les banques grecques, mais sur la conjoncture grecque. La Grèce va rester durablement une économie de « cash » et une économie dominée par la peur. La recapitalisation des banques ne pourra, au mieux, que freiner le phénomène, pas l'inverser.

### De nouvelles exigences inévitables des créanciers

Mais, même sans scénario « à la chypriote », l'augmentation certaine du besoin de recapitalisation des banques grecques va naturellement aiguïser les appétits de privatisation des créanciers afin de venir couvrir le prêt du MES. Le gouvernement grec n'échappera pas à une finalisation rapide des ventes en cours (les aéroports régionaux, convoités par l'allemands Fraport, le Port du Pirée, lorgné par un groupe chinois ou encore l'ancien aéroport d'Athènes d'Elliniko, objet d'un vaste et ambitieux projet immobilier), mais les créanciers vont sans doute exiger le lancement accéléré de nouvelles privatisations. Compte tenu de la situation, Athènes n'est guère en mesure de discuter. Mais la dégradation de la conjoncture va encore réduire la valeur des biens vendus. Et donc, immanquablement, il faudra prévoir où trouver d'autres sources de revenus pour le « fonds indépendant. » La réponse sera soit de nouvelles ventes bradées, soit de nouvelles taxes. Deux mauvaises solutions, évidemment. La logique de l'accord du 13 juillet est donc déjà en difficulté et les négociateurs ne manqueront pas de s'apercevoir rapidement qu'ils discutent sur des hypothèses erronées.

### Une économie sous pression

En réalité, tout dépendra de l'évolution conjoncturelle du pays. Mais les perspectives sont sombres. Le contrôle des capitaux est là pour longtemps à la fois pour assurer les recettes fiscales et préserver les banques. Un tel contrôle limite naturellement les investissements étrangers. Les seules ressources dont il pourra disposer dans ce cadre seront les 35 milliards d'euros de fonds européens bloqués jusqu'ici par la Commission. Une somme sur le papier rondelette, près de 20 % du PIB, mais il

reste beaucoup d'incertitudes sur son utilisation et le rythme de cette utilisation. Donc sur son impact macro-économique. D'autant qu'il s'agit d'argent qui aurait dû être injecté déjà depuis plusieurs mois. On compensera donc en partie un triple manque à gagner : celui créé par le contrôle des capitaux, celui créé par le blocage précédent de ces fonds et celui de l'impact macroéconomique des mesures exigées par les créanciers (hausse de la TVA, relèvement de la cotisation santé pour les retraités et de la cotisation retraite pour les salariés) sur la demande intérieure. Dans de telles conditions, l'économie grecque devrait se contracter cette année et l'an prochain. Eric Dor, directeur des Etudes économiques de l'IESEG, prévoit une contraction de 1,37 % en 2015 et 0,92 % en 2016. Certains prévoient une récession plus profonde. Il est vrai que la chute du PMI manufacturier en juillet laisse présager d'une destruction encore plus sévère d'un outil industriel grec déjà peu dense.

### Objectifs caducs et aveuglement des créanciers

D'ores et déjà tout est en place pour que le scénario des années 2010-2014 se reproduise. Comme le souligne Eric Dor, les objectifs fixés par les créanciers en termes d'excédent budgétaire primaire (hors service de la dette) de 1 % du PIB cette année et de 2 % l'an prochain sont absolument caducs. La contraction du PIB rend les recettes moins fortes et les dépenses plus élevées. C'est l'effet multiplicateur qui a été et est encore sous-estimé par les créanciers de la Grèce qui n'y voient qu'une stratégie pour éviter de réduire les dépenses publiques. Et comme les créanciers ne croient pas à cet effet, ils verront dans la non-réalisation des objectifs de la Grèce de la mauvaise volonté et réclameront de « nouveaux efforts » qui conduiront à de nouveaux effets négatifs. Sans compter que, dans une économie dominée par le cash, face à un Etat qui va se retirer encore davantage, face à une baisse des revenus, construire une administration fiscale efficace et faire rentrer l'impôt seront de vraies gageures pour l'Etat. Inévitablement, en 2016, on se retrouvera avec de nouveaux besoins de financement non couverts de l'Etat grec, notamment le remboursement de la BCE en 2017 de 5,3 milliards d'euros.

### Un plan politique, punitif et ignorant les erreurs du passé

Compte tenu de la situation macro-économique de la Grèce, le plan imposé par les créanciers semble donc d'ores et déjà voué à l'échec. Certes, les 35 milliards d'euros européens viendront en atténuer les effets négatifs dans des proportions inconnues, mais le risque majeur est celui d'une spirale négative s'autoalimentant. L'idée d'une rapide correction après la conclusion du mémorandum semble exclue. Le contrôle des capitaux, l'état des banques et l'austérité rendent ce scénario peu probable. En réalité, ce plan apparaît plus que jamais pour ce qu'il est : une décision politique, punitive, loin de toute réalité économique, ignorant les erreurs du passé. Les négociations hâtives qui vont construire le troisième mémorandum ne sauraient corriger ces défauts structurels. On comprend les hésitations du FMI à participer à un tel plan.

### Que peut Alexis Tsipras ?

Dans ces conditions, que peut espérer le gouvernement d'Alexis Tsipras dans sa nouvelle logique « coopérative » ? Le temps réduit de la négociation, l'état de l'économie et ses besoins pressants de financement ne lui laissent guère de marge de manœuvre dans l'immédiat. Il faudra sans doute accepter l'essentiel des conditions des créanciers, même si la question des privatisations peut donner lieu à quelques tensions. L'ambition principale du gouvernement ne peut, dans ce cadre, que porter sur le fardeau futur de la dette. Toute renégociation de la dette due à court terme est exclue, mais Athènes peut espérer que les prêts de ce nouveau paquet aient une maturité de 30 ans avec une période de grâce de 10 ans pour le paiement des intérêts, comme l'a proposé Georges Stathakis, le ministre grec de l'Economie. Ceci pourrait s'accompagner d'un rééchelonnement de la dette déjà due à partir de 2020 qui sera négocié à partir de novembre. La valeur actualisée de la dette en serait réduite. RBS estime qu'une maturité de 30 ans appliquée à tous les prêts permettrait de réduire la valeur présente nette de la dette de 28 %. Il n'est pas sûr que cela suffise cependant à rendre la dette soutenable sans vraie stratégie de croissance, surtout s'il faut un nouveau plan d'aide dans quelques années. Rappelons que la restructuration de 2012 a été rendue inutile par la même politique exigée par ce troisième plan aujourd'hui. Plus que jamais, les créanciers jouent d'abord contre eux-mêmes en jouant contre la Grèce. [latribune.fr](http://latribune.fr) 04.08

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Parole du parrain des cimetières de Srebrenica, Kaboul, Bagdad, Tripoli...](#)

- Kouchner : « La France doit être généreuse » pour les migrants - [LeParisien.fr](#)

[Slendeur et décadence de la civilisation humaine. Quand l'exhibitionnisme les exite.](#)

- Facebook: Les couples qui s'affichent tiennent plus longtemps - [20minutes.fr](#)

[Qu'on se le dise.](#)

- Marseille: un quinquagénaire lié au grand banditisme abattu par balles - AFP

La délinquance a changé de braquet.

- Baisse spectaculaire de la délinquance à Marseille - Francetv info

La permissivité, qui est le pendant de la corruption au niveau des institutions et du système financier mafieux qui tous deux bénéficient de l'impunité, doit y être pour quelque chose.

A moins que...

- Marseille: Un détenu se suicide à la prison des Baumettes - 20minutes.fr

- Jeune abattu à Nanterre: «Avant, ça tirait dans les jambes. Hier, c'était dans la tête» - 20minutes.fr

[L'UE ou le mouroir social.](#)

- Migrants : plus de 200.000 arrivées en Europe via la Méditerranée depuis janvier - LeFigaro.fr

- Peut-être plus de 200 morts dans un naufrage en Méditerranée - Reuters

[Voilà ce qui les exaspère : Leur impuissance.](#)

- Où Poutine est-il encore populaire? - Slate.fr

En Russie, Vladimir Poutine est plus populaire que jamais: 87% de taux de satisfaction en août, le plus haut niveau relevé depuis six ans, selon un sondage du centre indépendant Levada. Slate.fr 06.08

Il ne lâche pas le morceau pour autant, le harcèlement est permanent.

- Des hackers russes attaquent des courriels du Pentagone - AFP

Un coup les Chinois, un coup les Coréens du Nord, un coup les Russes, il ne manque plus que les Vénézuéliens, les Boliviens, les Cubains...

---

## [INFOS EN BREF](#)

### [POLITIQUE](#)

#### 1- Syrie

##### 1.1 - Le Pentagone autorise des frappes contre l'armée syrienne - french.irib.ir

Selon le quotidien britannique « Times », le département américain de la Défense a donné l'ordre d'attaquer les forces de l'armée syrienne aux pilotes américains.

C'est la première fois que le Pentagone a donné l'ordre à ses pilotes de guerres de prendre pour cibles les forces de l'armée syrienne, lors de leurs opérations.

Le Pentagone a précisé qu'au cas d'une attaque de la part des forces de l'armée syrienne contre les terroristes formés et armés par les Etats-Unis, les pilotes de guerre américains devront attaquer les forces de l'armée syrienne. Le quotidien britannique rappelle que malgré cet ordre, le gouvernement américain prétend toujours qu'il n'est pas en guerre contre le gouvernement de Damas.

Les terroristes formés et armés par les Etats-Unis ont formé un nouveau groupe de 60 guerriers. Après l'attaque de vendredi des terroristes du Front al-Nosra contre ce groupe, les Etats-Unis ont décidé d'offrir à ce groupe leur soutien aérien. Ce

nouveau groupe terroriste se situe actuellement au centre de la stratégie du président des Etats-Unis Barack Obama qui prétend vouloir renforcer la position de ce nouveau groupe face aux terroristes de Daech en Syrie. french.irib.ir 05.08

## 1.2- Syrie : les combats s'intensifient, à Zabadani - french.irib.ir

Les combats s'intensifient, à Zabadani, dans la province de Damas, entre l'armée et les groupes terroristes. Jeudi, les forces de l'armée syrienne et les combattants de la Résistance ont progressé, à l'intérieur de la ville de Zabadani. Après de violents affrontements, 15 membres du groupe terroriste du Front Al-Nosra se sont rendus aux soldats syriens, qui ont pris en main le contrôle d'un quartier de la ville.

Dans le même temps, les avions de l'armée syrienne ont bombardé les centres de rassemblement des terroristes, dans la banlieue de Damas. Des dizaines de terroristes, dont l'un de leur chef, Abou Ali Kharita, ont été tués, dans ces bombardements, selon des sources locales. Les unités de l'armée et les forces de la défense populaires ont repoussé l'attaque massive des terroristes de Daech contre la cité d'Al-Qurateyn, dans l'Est de la province de Homs. Les avions de la coalition internationale anti-Daech ont bombardé, pour leur part, les positions des terroristes, à Raqqa, à Deir ez-Zor et à Hassaka. 51 terroristes de Daech auraient été tués, dans ces raids aériens.

Et, enfin, à Al-Rabiyeh, au Nord de Lattaquié, l'armée syrienne a pris pour cible plusieurs véhicules des terroristes transportant des armes et des munitions. Des dizaines de terroristes de Daech ont été tués et blessés, lors de cette attaque. french.irib.ir 06.08

## 2- Arabie saoudite

- Arabie saoudite : attentat, dans une mosquée, 17 morts - french.irib.ir

Un attentat-suicide, dans une mosquée, fréquentée par les forces de sécurité, en Arabie saoudite, dans la ville d'Abha, dans la province d'Assir, dans le Sud de l'Arabie saoudite, a fait 17 morts.

Les victimes seraient des membres des forces de l'ordre. L'attentat est l'une des attaques les plus meurtrières ayant visé, ces dernières années, les forces de sécurité saoudiennes.

Auparavant, les observateurs avaient mis en garde contre l'insécurité et l'instabilité, à l'intérieur du royaume saoudien, suite aux interventions de Riyad, dans les affaires intérieures de plusieurs pays de la région, notamment, après les raids aériens du régime saoudien contre le Yémen, et la complicité de Riyad avec des éléments douteux, à l'intérieur de ce pays. french.irib.ir 06.08

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

### Grande-Bretagne

L'AFP briseur de grève.

- Privés de métro, Londoniens et touristes face au chaos pour se déplacer - AFP

Des millions d'usagers ont affronté d'interminables files d'attente jeudi à Londres pour tenter de prendre un bus ou un train alors que le métro affichait portes closes en raison d'un mouvement de grève lié à l'introduction d'un service de nuit le weekend.

Malgré les 250 bus supplémentaires mis en service par la régie des transports en commun de la capitale britannique, Transport for London (TfL), le réseau de bus était débordé et bloqué par les embouteillages.

Avec 800 kilomètres de bouchons enregistrés à l'heure de pointe jeudi soir, l'impact était cependant moins important que lors de la précédente grève, avant les vacances scolaires, où plus de 1.200 kilomètres de bouchons avaient été recensés.

De nombreux Londoniens ont opté pour la marche, comme le prouvaient les trottoirs bondés du centre de Londres.

Cette deuxième grève en un mois porte sur la mise en place d'un service de nuit les vendredi et samedi soirs, dont les syndicats craignent qu'il mette en péril l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle ainsi que la sécurité du réseau.

Vieille promesse du maire de Londres Boris Johnson, le service nocturne doit démarrer le 12 septembre pour coïncider avec l'ouverture de la Coupe du monde de rugby qui aura lieu du 18 septembre au 31 octobre en Angleterre.



Alors que les syndicats réclament désormais le report pur et simple du lancement du service, Boris Johnson a déclaré jeudi qu'il n'était pas arc-bouté sur la date du 12 septembre.

"Je veux que cela commence à l'automne", a-t-il dit. Mais "je ne vais pas autoriser plus d'argent. La plupart des gens reconnaîtrait que l'offre (faite aux salariés du métro) est très généreuse", a-t-il ajouté.

Le gestionnaire du métro de la capitale britannique London Underground propose une hausse de salaire de 2% cette année puis de 1% (ou équivalente de l'inflation si celle-ci est plus élevée) pour 2016 et 2017, ainsi qu'un bonus exceptionnel de 500 livres (environ 700 euros) à l'ensemble du personnel travaillant la nuit.

"Nos membres ont rejeté la dernière offre car ils sont forcés d'accepter les nouveaux emplois du temps sans accord et sans engagement ferme sur l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle pour les conducteurs", a expliqué le secrétaire général du syndicat Aslef, Mick Whelan.

Les syndicats doivent se réunir la semaine prochaine pour décider de la poursuite du mouvement, avec la possibilité d'une nouvelle grève, de 48 heures cette fois. AFP 06.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 8 août 2015

## CAUSERIE

Pondichéry 17h45.

On a ajouté 35 articles, reste ceux d'Arrêt sur info que je dois formater en pdf, et surtout lire en diagonal, car ils publient de nombreux articles sans intérêt ou qui relèvent davantage de la propagande pure plutôt que de l'information, or on n'a pas besoin de leur propagande de petit bourgeois soumis au capitaliste, comme dans tous les portails du même genre d'ailleurs, on est déjà sevré à en avoir la nausée avec les articles que l'on publie.

Méfiez-vous particulièrement de ces gens qui se veulent soudainement radicaux, Attac et Cie. (par exemple, Eric Toussaint, porte-parole du CADTM international), qui vous veulent du bien et vous induiront systématiquement en erreur, ne leur accorder absolument aucun crédit, aucun de ces portails et aucun des auteurs qu'ils publient n'incarne le socialisme à l'heure actuelle, certains semblent évoluer à gauche, mais dès qu'ils sont mis aux pieds du mur, ils se remettent à ramper devant le capitalisme avec lequel décidément ils ne parviennent pas à rompre, la question grecque est révélatrice de ce point de vue là. Je ne joue pas au professeur qui distribue les bons et les mauvais points, on vous met en garde simplement en présence de démagogues qui s'ignorent ou non, certains en font même profession comme Sapir, Piketty, etc. ensuite libre à vous d'en penser ce que vous voulez ou de vous faire manipuler, vous aurez été prévenu.

Ici, contrairement à eux, on ne tient qu'un seul et unique langage et il est parfaitement clair et identifié... Mieux encore on vous fournit la méthode pour le vérifier vous-même, vous pourrez difficilement espérer mieux et trouver mieux, mais si toutefois cela arrivait, informez-nous qu'on en fasse profiter tous nos lecteurs, nous n'avons aucun intérêt distinct des vôtres, en 10 ans vous avez dû vous en convaincre ou alors je serais un piètre pédagogue

Bon dimanche, et n'oubliez pas *loving you Sunday morning* à glisser tendrement dans l'oreille de votre conjoint ou conjointe pour passer un bon dimanche et plus... Et si la vie ou la mort vous avait séparés, ayez une pensée pour lui ou pour elle pour tout le bien qu'il ou elle vous a procuré.

La causerie du matin

On ajoutera des dizaines de nouveaux articles dans quelques heures.

Hier soir, je me suis contenté de télécharger quelques articles, ensuite j'étais crevé et je me suis un peu détendu.

Décapant, magistral, phénoménal, *I just wanna rock* en ouverture du concert parisien de Joe Satriani en 2010. Quel virtuose, quel génie, quelle imagination, quelle maîtrise de la guitare et du son... Quelle grâce aussi, quelle envolée mélodieuse, quel rythme endiablé, on touche là à la perfection, c'est l'idéal réalisé. Cela nous attire, nous séduit, nous donne forcément envie quand on est socialiste, on adhère à 100%. On se dit que l'homme recèle des facultés qu'on ignore, sublimes, c'est dans cet homme-là

que l'on croit quand on est socialiste, dans lequel on a la foi comme disait Marx, passer à côté, c'est passer à côté de l'essentiel dans la vie, et peut-être parfois se montrer injuste envers nos semblables qui n'ont pas eu la chance de découvrir et développer ces facultés.

Nous non plus et il est trop tard maintenant, ce n'est pas un drame en soi, on en profite par procuration pour peu qu'on sente vibrer en nous cette fibre qui nous porte toujours plus haut pour avoir tout de même adopté un idéal, car sans idéal on est moins que rien ou la vie n'a aucun sens. Partager cet idéal, voilà ce qui nous stimule au plus haut point.

Ma compagne Selvi qui est illettrée et profondément arriérée adore Joe Satriani, Steve Vai, Michael Angelo Batio, Stevie Ray Vaughan, Slash, encore des génies, etc. Mon père, qui était à peine moins arriéré, avait un faible pour la musique classique et particulièrement pour les grands opéras qui lui procuraient un peu de bonheur dans sa vie terne et routinière de menuisier en bâtiment. Il l'écoutait religieusement le dimanche matin, il était transporté ailleurs et oubliait les multiples difficultés dues à sa condition misérable qui l'accablait le reste du temps. Il en avait parfois la larme à l'oeil, ne comprenant pas pourquoi le destin s'acharnait ainsi sur lui, alors qu'il ne l'avait pas mérité. A la fin il lui arrivait de sourire sans savoir à qui ou à quoi, peut-être éprouvait-il un peu de bonheur, aussi désuet que cela puisse apparaître, cela lui faisait du bien et ne faisait de mal à personne, paix à son âme de païen puisqu'il n'était pas croyant.

Il y en a qui déteste la jeunesse, je me demande comment ils font quand on la voit rassemblée et unie dans une salle de spectacle ou un stade immense à Paris, Los Angeles, Rio, Séoul ou n'importe quel coin du monde, debout, chantant, hurlant, dansant les bras en l'air ou frappant dans ses mains, les yeux pétillant de bonheur, je me dis qu'elle vaut mille fois mieux que la société pourrie qui la juge sans cesse et la méprise. Vive la jeunesse, la classe ouvrière et le socialisme ! Ces jeunes (et moins jeunes) qui aux quatre coins du monde s'enflamment pour cette musique, prouvent qu'elle est une et indivisible, internationaliste, éprises des mêmes valeurs universelles. Quand je trépasserai, je demanderai qu'on passe l'Internationale et November Rain de Guns N Roses.

I just wanna rock and socialism !

Je vous laisse, je vais déjeuner dans la bonne humeur en me repassant ce concert génial.

Passons à la politique.

Qu'il y ait des syndicalistes qui défendent les droits ou acquis des travailleurs, c'est un fait que personne ne peut contester et ne doit négliger, cela ne signifie pas pour autant qu'ils mèneraient leur combat dans une perspective politique correcte, ceux-ci sont ultra minoritaires au sein des syndicats, dans le cas contraire ceux qui détiennent les appareils des syndicats ne seraient pas ce qu'ils sont, des agents du capital, ou ils auraient déjà été délogés.

Il y a surtout des syndicalistes qui conçoivent leur mission dans le cadre des rapports établis entre le capital et le travail qu'ils n'entendent pas modifier ou avec lesquels ils s'identifient, au point d'être devenus au fil du temps des bureaucrates gestionnaires de ces rapports au côté du patronat ou de l'administration.

En cumulant tous les mandats possibles qui leur permettent de s'absenter de leur poste de travail, ils ne travaillent plus qu'à mi-temps ou moins encore, si on compte les heures de réunions avec le représentant de la direction de l'entreprise ou de l'administration qui ne sont pas décomptés des heures de délégations, sans parler des dépassements des horaires de délégations que le patron tolère lorsqu'il est en présence de syndicalistes plutôt dociles. Il suffit aussi que votre supérieur hiérarchique, qui est censé contrôler vos absences, vous ait à la bonne pour que vous lui foutiez la paix, pour qu'il ne soit pas trop regardant sur la manière dont vous lui rendez compte de vos départs et de vos arrivées à votre poste de travail et j'en passe.

J'en ai fait l'expérience au point que je n'étais même plus compté dans l'effectif du service où j'étais censé travailler ou plutôt, on ne m'affectait plus de charge de travail, car ne sachant pas à l'avance si j'aurais le temps de l'assumer. Autrement dit pour moi le travail était devenu une occupation optionnelle, et je n'étais soumis à aucun rendement, j'avais acquis un statut privilégié de travailleur détaché... de son poste de travail, ce dont je ne me rendis pas compte immédiatement, c'est en m'apercevant que je ne travaillais pour ainsi dire plus que j'ai réalisé quel privilège bénéficiait un délégué syndical cumulant tous les mandats et les horaires de délégations qui allaient avec. Je ne m'en étais pas aperçu, parce que j'étais totalement investi dans mes mandats au côté des travailleurs et je ne voyais pas le temps passé ni comment je le remplissais, j'avais l'impression de fournir un travail car ne quittant que très rarement l'entreprise, mais pas pour mon employeur.

Et il faut bien avouer qu'à la longue on s'y habitue, on y prend goût comme toutes les bonnes choses, on n'a pas vraiment envie de revenir à la situation antérieure. Si je m'appliquais à user de ce statut privilégié pour accomplir ma mission dans le respect de mon mandat envers les travailleurs, j'imagine aisément que ce n'est pas le cas de nombreux syndicalistes, qui ayant pris conscience de ce privilège, y tiennent plus qu'à leur mission ou leur mandat, au point de devenir un facteur de corruption. A ce stade, le syndicalisme n'est plus au service des travailleurs, il l'est davantage au service de notre intérêt individuel avec lequel il finit par se confondre, au point qu'on fera tout pour conserver notre statut. Qu'il soit menacé d'une manière ou d'une autre nous portera à réagir.

Or, on nous dit que des syndicalistes qui hier refusaient l'unité et faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour minimiser la mobilisation des travailleurs, y seraient favorables et monteraient en première ligne, comme si soudainement la situation sociale se serait dégradée, alors qu'en réalité elle n'a cessé de se détériorer depuis plus de 30 ans, d'où notre scepticisme sur leurs véritables motivations.

N'aurait-il pas plutôt senti le vent tourné à la faveur de la criminalisation et de la répression croissante des mouvements sociaux et des syndicalistes en France et en Espagne notamment, des graves atteintes portées au droit de grève en Grande-Bretagne et ailleurs, de la remise en cause des institutions représentatives des travailleurs en France, ensemble de mesures ou lois qui finalement porte atteinte à leur statut et remet en cause leurs existences ou les privilèges auxquels ils sont tant attachés ? C'est la question qu'on est en droit de se poser, non ?

Qu'ils se radicalisent ou se gauchissent, c'est une chose, reste à savoir pourquoi et pour quoi. Vous me direz que cette question est secondaire au regard de l'effet d'entraînement que peut avoir l'unité des syndicats auprès des travailleurs, dont elle favorisera la mobilisation, encore faut-il se demander compte tenu de leurs arrières-pensées ou de leurs antécédents qui les portaient plutôt jusqu'à présent à collaborer avec le gouvernement ou le patronat, si une fois de plus ils ne désertent pas ou ne trahiront pas au moment décisif laissant travailleurs et syndicalistes de base désemparés de telle sorte qu'ils n'en tireront aucun profit, tandis que le gouvernement et le patronat s'en réjouiront, autrement dit tout cela n'aura servi strictement à rien une fois de plus, car il existe une multitude d'expériences similaires dans le passé qui ont toutes abouti au même résultat, que la mobilisation des travailleurs ait été couronnée de succès ou non important peu puisqu'elle s'inscrivait dans aucune perspective politique.

Ceci pourrait conforter l'idée ou le principe, que l'on a aucune concession à faire en tant que militant ouvrier révolutionnaire au cours de notre intervention dans la lutte de classes sur la stratégie politique que l'on a adoptée. A savoir, que le combat pour des revendications sociales immédiates devait se situer dans une perspective politique ouvrant la voie à une solution politique à la crise du capitalisme conforme aux intérêts fondamentaux et collectifs de la classe ouvrière, dont les travailleurs devaient se saisir pour se dresser contre le régime ou dans la perspective de l'émancipation du salariat que préfigure la prise du pouvoir, partant du constat que l'ensemble des besoins ou aspirations des travailleurs ne seront jamais satisfaits sous un régime capitaliste, et que par conséquent toute lutte sur des revendications partielles devait s'inscrire dans cette perspective politique, ce qui permet de recruter des travailleurs au parti lors de ces batailles sur une ligne politique correcte et non sur des illusions réformistes.

Elever le niveau de conscience politique des travailleurs et des militants n'a pas d'autre signification que les aider à combiner revendications sociales et politiques, sachant qu'au cours de leur mobilisation et de leur affrontement avec le régime, ils seront portés à mettre au premier plan ces revendications politiques, condition indispensable pour entrevoir sa chute et la prise du pouvoir par les masses exploitées, avancer sur la voie du socialisme.

C'est pour avoir réalisé la dichotomie ou la séparation entre le combat syndical et le combat politique au tout début du XXe siècle (Le congrès d'Amiens de la CGT en 1906 dont le n°363 Informations ouvrières à la page II de son complément vient de chanter les louanges, les syndiqués s'engageant à "ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors" comme si les appareils vendus allaient se gêner, double langage, quelle duperie !) que le mouvement ouvrier se retrouvera finalement privé de toute perspective politique et était voué à la dégénérescence que chacun peut constater. Car en réalité c'est à partir de ce congrès que les syndicats, à l'époque la CGT, cesseront de combattre dans la perspective d'abattre le capitalisme, se contentant de lutter pour l'amélioration de la condition ouvrière dans le cadre du régime en place, et quand plus tard le capitalisme entrera dans une phase de crises sans fins incompatibles avec toute réforme sociale, on découvrira ou on feindra de découvrir hypocritement que les syndicats en étaient arrivés au fil du temps à s'accommoder du capitalisme et qu'ils ne manifesteraient plus jamais l'intention de mobiliser les masses en vue du renversement de l'ordre établi auquel ils se sont adaptés ou intégrés au point d'en être devenus des piliers, des garants, contrairement à leur engagement ou leur déclaration de principe qui demeurera lettre morte, qu'ils renieront en pratique pour être plus précis.

Notre propos ne consiste pas à nier l'autonomie des syndicats et des partis, mais à mettre en lumière comment et pourquoi les syndicats en sont arrivés à abandonner l'objectif du combat du mouvement ouvrier que partage théoriquement les partis ouvriers, à savoir liquider le capitalisme, ce qui figurait ainsi dans la Charte d'Amiens, le syndicalisme "prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste", en introduisant une clause disons apolitique ou contre-révolutionnaire dans le syndicalisme qui permettra notamment à l'appareil stalinien de la CGT de mener la chasse aux sorcières contre les syndicalistes fidèles au socialisme ou au communisme, plus tard à l'ensemble des appareils des syndicats se réclamant ou non de la Charte d'Amiens, tandis qu'ils étaient liés à des partis subordonnés au régime, de renforcer l'emprise de ces partis sur les syndicats, les militants combattant ces partis seront chassés des syndicats ou marginalisés, lorsqu'ils ne succomberont pas à leur tour au réformisme qui est la négation du socialisme, pour y demeurer ou même grimper dans la hiérarchie des syndicats.

Depuis des lustres la Charte d'Amiens ne sert plus que de caution morale à des appareils totalement corrompus et acquis au capitalisme pour camoufler leur véritable nature d'agents du régime. La remettre au goût du jour revient à servir la soupe à ces appareils ou à camoufler leur véritable rôle d'obstacle au développement de la lutte de classe des travailleurs au profit du régime en place, tout en prétendant accessoirement les combattre pour qu'on ne vienne pas les accuser d'en être les complices.

On pourrait terminer en revenant aux appréciations ou avertissements que nous portions au début de cet article.

Si j'ai bien compris, il faudrait se fier les yeux fermés au comportement de syndicalistes acquis soudainement aux bienfaits de l'unité d'action, alors qu'ils la combattaient encore la veille, sous les yeux attendris des appareils qui demeurent impassibles ou qui n'y voient pas d'inconvénients à ce stade, puisqu'ils conservent le contrôle de leurs syndicats et comptent bien le conserver ; cela pourrait même leur rendre un fier service dans la mesure où ils redoutent ainsi leur blason à moindre coût, ce qui leur servira ensuite à briser plus facilement la mobilisation des travailleurs si elle devenait une menace pour le régime en mettant au pas ces syndicalistes, si c'est nécessaire ou si ces derniers n'ont pas déjà capitulé entre temps pour conserver leur mandat de délégué syndical.

Nous ne sommes pas contre la réalisation de l'unité, y compris avec de tels "syndicalistes", encore faut-il être lucide et savoir dans quelles conditions et sur quelle ligne politique, dans quel objectif politique, qu'est-ce qu'on est en droit d'en attendre sans se faire la moindre illusion, si c'est uniquement pour faire reculer le gouvernement, cela n'aura aucune valeur et cela aura été en pure perte de temps et d'énergie une fois de plus, si c'est pour dresser les travailleurs contre l'Etat et se donner les moyens de construire le parti, cette démarche sera constructive ou positive, il ne semble pas à l'heure qu'il est que ce soit celle adoptée par le POI (ou un autre parti ouvrier), il semblerait même qu'il la combatte au sein de leur propre parti.

Depuis que la chimie moderne a identifié les différents matériaux qui composaient l'univers, l'alchimie a été reléguée au musée de la préhistoire des sciences primitives ou en devenir, ce qui n'empêche pas certains de croire encore en la transmutation du plomb en or qui viole les lois de la dialectique de la nature, auxquelles les hommes sont également soumis, ce qui leur joue de bien vilains tours pour les ignorer.

Il est à craindre qu'en adoptant une stratégie dont on ne contrôle pas certains facteurs décisifs, on s'embarque encore dans une aventure sans lendemain ou qui sera grosse en désillusions. On nous rétorquera que dans certaines circonstances on n'a pas le choix, argument qui peut être retenu dans certaines occasions mais qu'on ne retiendra pas ici, car on a toujours le choix d'adopter une stratégie politique indépendante des facteurs qui s'y opposent justement ou qui s'opposent à l'objectif politique qu'on s'est fixé, et l'ignorer ou ne pas en tenir compte peut conduire à favoriser une stratégie contraire à nos intérêts.

Alors que jusqu'à présent l'économie des pays dits développés reposait en grande partie (autour de 70%) sur la consommation interne qui correspondait à un certain niveau de vie, désormais elle dépend davantage des exportations, ce qui a été rendu possible par la réduction du coût du travail et une multitude d'avantages fiscaux consentis aux entreprises, phénomène amplifié par la dévaluation de l'euro par rapport au dollar.

Ce qu'ils appellent la nouvelle croissance a pour origine et conséquence la paupérisation de couches entières du prolétariat réduites à l'état de précarité sociale ou d'indigence.

La Tribune - La politique de dévaluation interne, en ravageant les structures de l'économie portugaise, a davantage ouvert l'économie portugaise et les exportations représentent désormais 40 % du PIB contre 27 % avant la crise. Le retour de la croissance chez le voisin espagnol, notamment, tire donc les exportations et la croissance. La faiblesse de l'euro favorise les ventes de produits portugais désormais fort bon marché en dehors de la zone euro. latribune.fr 07.08

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Hymne au populisme le plus crasse, criminel et cynique.](#)

- Bernard-Henri Lévy est "sincère", selon le journaliste Jean-François Kahn - Francetv info

[Et en prime la France bombarde le Yémen...](#)

- François Hollande : "La France peut s'honorer d'avoir une citoyenne comme Isabelle Prime" - Francetv info

[Peoplisation de la politique ou la politique au-dessous du niveau du caniveau.](#)

- Placé, Mélenchon, NKM: Pourquoi les politiques se livrent-ils à «Closer»? - 20minutes.fr

[La démocratisation pour les riches... passe par la délinquance fiscale.](#)

- En France, les expatriations ont augmenté de 40% en 2013 - Francetv info

De plus en plus de contribuables dont le revenu annuel dépasse 100 000 euros quittent la France. Ils étaient 3 744 en 2013, c'est

40% de plus que l'année précédente. Un record.

Les foyers soumis à l'impôt de solidarité sur la fortune sont aussi de plus en plus nombreux à partir. 714 départs ont été recensés en 2013, soit 15% de plus qu'en 2012. Ces exilés gagnent en moyenne 266 000 euros par an. Francetv info 07.08

...et la démocratisation pour les pauvres... passe par l'autobus !

- Les voyages à petits prix se démocratisent - Francetv info

Autobus, trains low cost, covoiturages... Les prix sont imbattables, mais pour quel confort ? Francetv info 07.08

[Quand les droits de l'homme riment avec la dictature du marché](#)

- John Kerry conditionne le rythme du rapprochement avec le Vietnam aux droits de l'Homme - euronews.com

[Etats-Unis. En oligarchie vous êtes prié d'aller "vous faire foutre".](#)

- Débat républicain: Pourquoi la stratégie «I don't give a fuck» de Donald Trump a fonctionné - 20minutes.fr

Traduction. I don't give a fuck : Je n'en ai rien à foutre.

[Leur vieux monde](#)

- Bangladesh : un blogueur défenseur de la laïcité assassiné à coups de machettes - euronews.com

- Un journaliste brésilien tué par balle dans un studio de radio - LeMonde.fr

- L'EI aurait exécuté 2.000 Irakiens dans la province de Ninive - Reuters

- Kaboul ensanglanté par les attentats: 35 morts en 24 heures - AFP

- Prise d'otages dans un hôtel au Mali, six morts - Reuters

---

## [INFOS EN BREF](#)

### [POLITIQUE](#)

Syrie

- Syrie : l'armée est à l'offensive - french.irib.ir

L'armée syrienne est passée à l'offensive, sur plusieurs fronts, mettant en déroute les groupes terroristes, coalisés, sous la houlette de la Turquie, du Qatar et de l'Arabie saoudite.

Selon la chaîne libanaise, Al-Manar, en lançant une offensive fulgurante, dans la région de Sahl al-Ghab, une région stratégique, au Nord de la province de Hama, Sahl al-Ghab, Palmyre, Zabadani, l'armée syrienne est à l'offensive.

Elle montre une grande capacité à manœuvrer et à attaquer. En quelques heures, seulement, «l'armée de la conquête», formée autour du groupe terroriste du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, et des ultra-salafistes d'Ahrar al-Cham, a perdu presque toutes les positions qu'elle avait occupées, la semaine dernière. Sahl al-Ghab est une région, hautement, stratégique, car elle commande l'accès à la province de Lattaquié et ouvre la voie vers Hama.

D'après la chaîne libanaise, avançant sur plusieurs axes, sous une intense couverture assurée par l'aviation, l'artillerie et les lance-roquettes multitubes, des milliers de soldats syriens, appuyés par des unités de l'Armée de défense nationale et les comités populaires, formés d'habitants d'Idleb et de Hama, ont repris la quinzaine de collines occupées par les extrémistes. Elle s'est, également, emparée des villages de Ziyadiyé, Kherbet Naqous et Mansoura, ainsi que de la centrale électrique de Zeyzoun.



L'avant-garde de l'armée syrienne est arrivée aux abords de la localité de Sermaniyé, à 7 kilomètres, seulement de la ville stratégique de Jisr al-Choughour, dont la prise, par les terroristes, en mai, avait alimenté tous les pronostics, sur la chute prochaine du régime syrien. french.irib.ir 06.08

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

### 1- Uruguay

- Uruguay : les raisons d'une grève générale - latribune.fr

Ce petit pays d'Amérique latine a connu une journée de grève générale le 6 août. Un défi pour le gouvernement de gauche qui doit faire face à un net ralentissement économique.

Des magasins fermés, des taxis à l'arrêt, des transports publics inexistants. Ce sont quelques-unes des scènes qui ont marqué la grève générale du 6 août qui a touché l'ensemble du territoire uruguayen. Le syndicat à l'appel de qui avait été lancé le mouvement, PIT-CNT a évoqué un « succès », tandis que les centrales patronales se lamentaient sur le coût de cet arrêt de travail généralisé, le premier depuis sept ans dans ce petit pays d'Amérique du sud de quelques 3,42 millions d'habitants, coincé entre les deux géants argentins et brésiliens.

L'Uruguay a une longue tradition de grève générale. La plus longue et la plus mythique fut celle de juin 1973 qui, lors de l'instauration du régime militaire, dura deux semaines et se solda par l'arrestation des principaux leaders syndicaux. C'est aussi une grande grève générale qui décida, onze ans plus tard, la junte à organiser la transition vers la démocratie.

### Révolte syndicale

Mais la situation actuelle n'a pas grand-chose à voir avec ces épisodes historiques. A la suite de la très grave crise bancaire de 2002, c'est la gauche qui est arrivée au pouvoir en Uruguay en 2005 avec la coalition Frente Amplio (FA). L'an passé, l'ancien président du Frente Amplio de 2005 à 2010 Tabaré Vázquez, a été réélu à la présidence en remplacement du président José Mujica, ancien guérillero du mouvement de guerrilla urbaine Tupamaros, élu en 2010. En théorie, donc, le gouvernement de Montevideo est assez proche de la principale centrale syndicale qui, du reste, par la voix de son leader Fernando Pereira, a eu soin de préciser que son mouvement ne « portait pas contre le gouvernement, mais des mesures que le gouvernement a prises et qui nous semblent aller dans un sens opposé aux avancées démocratiques défendues par le gouvernement. »

### La belle décennie de l'Uruguay

Une rhétorique qui, cependant, ne résiste guère aux faits. Le gouvernement de Tabaré Vázquez est confronté à des choix douloureux face au ralentissement économique qui touche l'ensemble des pays émergents et, particulièrement, le sud-est de l'Amérique du sud. Le bilan de la gauche au pouvoir entre 2005 et 2015 est pourtant très flatteur. Après la crise de 2002, le pays a rapidement repris son envol. Sa croissance a atteint en moyenne 5 %, atteignant 8,4 % en 2010 et 7,3 % en 2011. Le pays a bénéficié d'un contexte très favorable : la hausse du prix des matières premières agricoles, sa première source d'exportation et de revenus et l'appétit des investisseurs étrangers pour les pays émergents. A cela s'est ajoutée une politique de redistribution très active des gouvernements du FA, ce qui a soutenu la consommation des ménages. En conséquence, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat du pays a plus que doublé depuis 2002, passant de 9.174 dollars à 20.556 dollars, selon le FMI. C'est aujourd'hui le troisième pays le plus riche d'Amérique latine derrière l'Argentine et le Chili.

### Dégradation conjoncturelle

Mais, comme partout ailleurs dans la région, la situation s'est dégradée depuis 2012. Le tarissement du commerce mondial, la baisse des prix des matières premières, puis du flux de capitaux a réduit la croissance qui, en 2014 n'était plus « que » de 3,3 % et ne sera, avec la récession du voisin brésilien et la stagnation du voisin argentin, que de 2,8 % cette année, toujours selon les projections du FMI. Certes, ces chiffres de croissance ont de quoi faire pâlir d'envie plus d'un pays, y compris dans la région (le Chili ou l'Equateur feront moins bien), mais c'est un ralentissement très sensible pour l'Uruguay. Et surtout pour le budget de l'Etat.

### Maîtriser le déficit

Depuis 2010, les dépenses de l'Etat progressent plus vite que les recettes. Ces dernières sont passées de 28,7 % à 30,1 % du PIB, alors que les recettes progressaient de 29,6 % à 33,5 % du PIB. Or, l'Uruguay est encore un pays relativement très endetté

pour la région avec une dette publique qui va représenter 64,8 % du PIB cette année. Le gouvernement qui, jusqu'en 2011, était parvenu à réduire cette dette en dégagant des excédents primaires (hors services de la dette) qui avaient atteint jusqu'à 2 % du PIB, est désormais revenu en déficit primaire en 2014 à hauteur de 0,5 % du PIB. Rien de très alarmant, mais l'administration de Tabaré Vázquez entend maîtriser le mouvement et revenir à l'équilibre primaire, sans cependant se jeter dans une austérité féroce.

## La baisse du peso

A ceci s'ajoute une inquiétude, elle bien plus préoccupante : l'inflation. Comme la plupart des autres pays émergents, l'Uruguay subit le retrait des investisseurs des monnaies locales. Et comme le pays affiche une balance des paiements encore très déficitaires (4,3 % du PIB en 2014), le peso uruguayen a beaucoup reculé face au dollar étatsunien. Le 17 mai 2013, il fallait 18,9 pesos pour un dollar. Le 3 décembre dernier, il en fallait 23,3, soit 23,2 % de plus. Ce 7 août, le dollar s'échangeait contre 28,4 pesos uruguayens. La dépréciation de la monnaie de la République orientale (nom officiel de l'Uruguay) a donc atteint 50,2 % par rapport à mai 2013 et de 19,5 % par rapport à décembre dernier.

## L'inflation s'enflamme

L'impact sur l'inflation a été important. L'objectif de la banque centrale d'une croissance des prix de 3 à 7 % n'est plus tenu depuis 2012. Depuis avril, le taux d'inflation annuel est reparti au-dessus de 8 % et a atteint en juillet 9 %, ce qui a défavorablement surpris les analystes. Le gouvernement entend donc maîtriser la croissance des salaires afin de mettre fin aux « effets de second tour » qui font perdre une partie de la compétitivité gagnée par les exportateurs par la dépréciation monétaire. Aussi reste-t-il fort discret sur ses intentions concernant le salaire des fonctionnaires dans ses projets budgétaires qui seront présentés le 31 août prochain. Le gouvernement soutient aussi les revendications patronales dans le cadre des négociations salariales annuelles : des hausses de 6 à 10 % des salaires sur trois ans.

## Conflits sociaux généralisés

Le risque est évidemment de comprimer le pouvoir d'achat et de devoir encore ralentir la croissance, sans compter, évidemment, les effets politiques pour un gouvernement du Frente Amplio. Et c'est en réalité ce message qu'a voulu envoyer le syndicat PIT-CNT au gouvernement. Fernando Pereira réclame une indexation des salaires sur l'inflation et désormais attend la réaction du gouvernement. Mais le ministre des Finances Danilo Astori, a indiqué qu'il n'entendait pas modifier ses positions. Si les partenaires sociaux ne se mettent pas d'accord, le gouvernement appliquera sa proposition de hausses des salaires. Les conflits risquent donc de se poursuivre et Fernando Pereira a promis une année entière de conflit social. Selon l'Université catholique d'Uruguay citée par Bloomberg, le pays a déjà perdu 504.000 jours de travail au premier semestre, du jamais vu depuis les années 1990.

## Défi pour les gauches latino-américaines

Le conflit uruguayen met en avant les difficultés auxquelles les gouvernements de la gauche latino-américaine vont devoir faire face dans le contexte du ralentissement de l'activité et de la baisse des monnaies face au dollar. Comment maintenir une politique de soutien aux ménages sans revenir aux risques inflationnistes et d'endettement du passé ? Car, si en Uruguay comme ailleurs en Amérique latine, on se méfie des remèdes « libéraux », on reste traumatisé par les crises de 2002 et par l'hyperinflation des années 1980. Ce défi est particulièrement intéressant dans un pays où l'expérience du Frente Amplio a été un succès permettant d'allier une croissance équilibrée et une redistribution des revenus. Mais le contexte actuel pourrait mettre à mal l'unité et la politique du parti du président Tabaré Vázquez. latribune.fr 07.08

## 2- Irak

- Des milliers d'Irakiens manifestent contre la corruption - AFP

Des milliers d'Irakiens ont manifesté vendredi à Bagdad et dans le sud du pays contre la corruption et la vétusté des services publics dont celui de l'électricité fréquemment coupée.

"Nous mettrons les corrompus dehors", ont scandé les protestataires sur la place Tahrir dans la capitale irakienne, alors que des manifestations similaires ont eu lieu ces dernières semaines dans le pays.

"Vous tous, tous ensemble, au tribunal, vous êtes tous des voleurs", "Vendredi après vendredi, nous mettrons les corrompus dehors", a crié la foule en agitant des drapeaux irakiens.

Des manifestants étaient venus avec un cercueil recouvert de tissu noir symbolisant ce qu'ils considèrent comme la "mort" de la conscience du Parlement et des hommes politiques, et le "décès" des services publics.

Des manifestations ont également eu lieu à Nassiriyah, Bassora, dans le sud du pays, ainsi qu'à Najaf, Kerbala et Hilla dans le

centre, pour réclamer les mêmes exigences, selon des journalistes de l'AFP sur place.

A Bassora, des milliers de personnes se sont rassemblées, criant "Non aux partis". Sur une pancarte on pouvait lire: "Il est temps pour vous de partir, vous les corrompus".

Ces manifestations dans le sud chiite irakien, la base électorale de nombreux partis, portent en elles un sérieux défi pour le gouvernement, majoritairement chiite.

Depuis plusieurs semaines, à Bagdad et dans d'autres villes, de telles manifestations sont organisées contre la mauvaise qualité des services publics, et particulièrement les coupures d'électricité, qui laissent les Irakiens sans courant plusieurs heures par jour par des températures dépassant les 50° Celsius.

Les manifestants, majoritairement des Irakiens laïcs, accusent la corruption et l'incompétence de la classe politique d'être la cause de la vétusté des services publics. latribune.fr 07.08

---

## ECONOMIE

### 1- Portugal

- L'économie portugaise reste très vulnérable - latribune.fr

Un rapport du FMI s'inquiète des fragilités de l'économie du Portugal. Le poids de la dette, la faiblesse de la croissance et le secteur bancaire sont au coeur de ces inquiétudes. Mais il propose après les élections la poursuite de l'austérité.

Pendant les six mois de crise qui ont opposé la Grèce à ses créanciers européens, le Portugal a souvent été présenté comme un « modèle », un « anti-Grèce », ayant mené de « courageuses réformes » et récoltant aujourd'hui les fruits abondants de ses efforts. L'argument avait été présenté, notamment par le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, à l'appui de la méfiance vis-à-vis de tout gouvernement grec.

#### Les raisons de la croissance

Ce jeudi 6 août, le FMI est venu, dans son rapport de contrôle « post-programme » sur le Portugal, jeter un seau d'eau froide sur ceux qui se sont livrés à de telles célébrations. Certes, le Portugal va mieux qu'au cœur de la crise. Après 0,9 % de croissance en 2014, son économie devrait progresser de 1,6 % en 2015. En réalité, ce phénomène n'est pas propre au Portugal et est aisément explicable.

Comme ailleurs dans la périphérie de la zone euro, l'austérité s'y est adoucie, notamment après la déroute des partis de gouvernement aux municipales de 2013 qui avait failli provoquer l'éclatement de la coalition entre les Sociaux-démocrates du PSD (centre-droit) et le Parti populaire (droite). Mécaniquement, une pression budgétaire moindre conduit à soulager la croissance. Le FMI s'en désole, du reste, regrettant que « l'ajustement budgétaire a ralenti » et prévoyant un déficit de 3,2 % du PIB cette année contre un objectif de 2,8 % du PIB.

D'autres phénomènes expliquent ce retour de la croissance. La politique de dévaluation interne, en ravageant les structures de l'économie portugaise, a davantage ouvert l'économie portugaise et les exportations représentent désormais 40 % du PIB contre 27 % avant la crise. Le retour de la croissance chez le voisin espagnol, notamment, tire donc les exportations et la croissance. La faiblesse de l'euro favorise les ventes de produits portugais désormais fort bon marché en dehors de la zone euro.

Enfin, la politique de la BCE a permis une forte baisse des taux et une amélioration de la distribution de crédit au secteur privé non financier. En mai, ces crédits n'étaient inférieur que de 0,8 % à leur niveau d'il y a un an contre une baisse de 3,8 % en janvier. Tout ceci a permis une reprise de l'investissement qui devrait progresser de 4,5 % cette année. On le voit cependant, cette croissance est d'abord supportée par des facteurs cycliques et est donc d'une grande fragilité.

#### Une croissance insuffisante

Du reste, au regard des efforts consentis par les Portugais depuis 2010, le bilan final semble particulièrement décevant. Malgré ses « réformes », le Portugal est incapable de générer une croissance structurelle forte. Et c'est un réel échec pour la politique du gouvernement et de la troïka que le FMI reconnaît implicitement en prédisant que la croissance va s'affaiblir à partir de 2016, faute de vraie dynamique interne. Les prévisions de l'institution de Washington ne font guère rêver : 1,5 % en 2016, 1,4 % en 2017... A ce rythme, le pays n'aura retrouvé son niveau de richesse de 2009 qu'en... 2020.

Une véritable décennie perdue pour une des pays les plus pauvres d'Europe occidentale. Le Portugal est en effet, à l'exclusion de la Grèce, le pays le plus pauvre de l'UE avant l'élargissement de 2005. Selon Eurostat, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat est inférieur de 22 % à la moyenne de l'UE, contre 28 % en Grèce. En 2009, cet écart était de 19 %. Dans la zone euro, le Portugal affiche un PIB par habitant supérieur aux Pays baltes et à la Slovaquie, mais inférieur à Chypre ou à la Slovaquie. A un tel niveau de richesse, une croissance de 1,6 % semble bien insuffisante.

### Une dette publique intenable

Mais la faiblesse de la croissance portugaise pose surtout un problème de dette. Et c'est ce qui inquiète le plus le FMI. « Le poids de la dette publique et privé va probablement réduire les perspectives de croissance à moyen terme lorsque les effets du cycle vont s'affaiblir », souligne le rapport. C'est que l'économie portugaise est prise dans un double étau. D'abord, la dette publique. Comme la Grèce, Chypre, l'Espagne ou l'Irlande, le Portugal est victime de la stratégie européenne de « sauvetage. »

Pour éviter la faillite au pays, on a ajouté de la dette à la dette en réclamant une politique austéraitre qui a réduit le PIB. La dette publique portugaise s'est donc alourdie, passant de 83,6 % du PIB en 2009 à 130,2 % en 2014. Un niveau évidemment intenable et qui plonge le pays dans un « péonage » de la dette, autrement dit dans une obligation de ponctionner une partie insoutenable de sa production de richesse pour le remboursement de sa dette publique.

Pour illustrer ce phénomène, il suffit de rappeler qu'en 2015, le FMI prévoit un excédent primaire du budget portugais, hors service de la dette, de 1,6 % du PIB, mais un déficit public de 3,2 % du PIB. Près de 5 % du PIB auront donc été « perdus. » Dans de telles conditions, la croissance ne peut être que réduite. Or, plus elle est faible, plus le poids de la dette est intenable. En 2017, le FMI prévoit encore un ratio de dette de 122 % du PIB. Croire que le Portugal peut sortir de ce cercle vicieux sans réfléchir à sa dette est évidemment un doux rêve (auquel se livre du reste le FMI).

### Le poids de la dette privée et la faiblesse du secteur bancaire

Mais le Portugal a un autre problème d'endettement, celui de la dette privée qui demeure considérable. « L'ajustement » austéraitre, en comprimant la demande, n'a pas réellement permis un désendettement rapide des agents privés, notamment en raison de la réduction de leurs bases de recettes. Les procédures sont plus souples que pour le secteur public et la dette privée, selon la Banque du Portugal, a un peu reculé entre 2011 et 2015 en rapport avec le PIB, mais elle s'élève encore au montant considérable de 237 % du PIB. En ajoutant la dette publique et celle des sociétés publiques, on atteint un niveau d'endettement vertigineux pour l'économie portugaise : 402,2 % du PIB en mars 2015. Là encore, ce niveau est intenable à moyen terme, surtout avec une croissance moyenne de 1,5 % du PIB.

Or, cette question renvoie à une autre : la faiblesse du secteur bancaire portugais. On se souvient que l'an passé, Lisbonne a dû venir en aide à Banco Espírito Santo à hauteur de 5 milliards d'euros. Et le taux de créances douteuses (Non Performing Loans, NPL) du système bancaire portugais atteint le niveau très élevé de 12,3 % et, selon le FMI, « il grandit. » Rien d'étonnant à cela compte tenu du poids de la dette privé. Bref, les banques sont fragiles et, en cas de problème, l'Etat ne peut guère leur venir en aide en reprenant à son compte une partie de ces immenses créances. Mais tout ceci signifie que le Portugal est en équilibre instable. Il est un pays vulnérable à un choc externe ou à un ralentissement de la croissance, mais aussi sur un chemin qui, à moyen terme, est intenable par ses propres forces.

### Une baisse du chômage fragile

Le meilleur succès du pays est sans doute la réduction du chômage. Au deuxième trimestre 2015, le taux de chômage a reculé de deux points par rapport à la même période de 2014 à 11,9 %. Cependant, outre l'effet cyclique, cette baisse s'explique aussi par un recul de la population active, de 0,8 % sur un an, alimenté par l'émigration et le vieillissement de la population, qui amplifie le mouvement. Surtout, cette progression de l'emploi s'explique par des emplois temporaires, donc bel et bien liés à la cyclicité de la reprise. Sur les 66.200 nouveaux emplois créés par le Portugal en un an, 58.700 sont des emplois temporaires, soit 88,7 % du total ! L'embellie sur l'emploi est donc aussi précaire que ces contrats.

### La dangereuse recette du FMI : poursuivre l'austérité

Au final, le Portugal reste donc une économie très vulnérable et très faible. Le FMI le reconnaît, mais, comme dans le cas grec, il propose encore d'amplifier l'austérité. L'institution de Washington propose au gouvernement qui sortira des urnes de continuer à garantir son accès au marché par une politique qui assure la confiance des investisseurs, autrement dit par des mesures supplémentaires de consolidation budgétaire. « Il sera essentiel de reprendre la course des réformes structurelles quand un nouveau gouvernement sera formé », explique le FMI. Et d'ajouter qu'il faudra des « mesures crédibles pour réaliser l'ajustement budgétaire. »

Une conclusion logique du point de vue d'un FMI qui refuse d'envisager pour le Portugal une restructuration de sa dette, mais qui est des plus contestables. Le Portugal peut-il se permettre d'affaiblir à nouveau sa croissance alors même que la « reprise »



est insuffisante ? Le pays a sans doute besoin de « réformes » qui ne soient pas négatives pour la croissance, mais il a aussi besoin, comme la Grèce, de reconstruire ses structures économiques et, surtout, d'en finir avec le poids d'une dette intenable. Ce que le FMI propose, c'est une nouvelle fuite en avant dans l'illusion de la soutenabilité de la dette portugaise.

L'enjeu des élections du 4 octobre

Que choisiront les Portugais en octobre ? La crise n'a pas fait émerger au Portugal de mouvement fort de contestation comme en Espagne ou en Grèce. L'actuelle coalition de centre-droit semble profiter de l'amélioration de la conjoncture et de la capitulation de Syriza en Grèce. Selon le dernier sondage Aximage, du 17 juillet, l'écart entre l'alliance PSD-PP et le Parti socialiste (PS) d'Antonio Costa, qui prétend adoucir l'austérité, s'est fortement réduit à 0,2 point en faveur du PS (38 % contre 37,8 %). Rien n'est donc joué, mais il faut souligner deux éléments.

D'abord, la coalition PSD-PP est, malgré sa remontée, en chute libre par rapport aux 49 % de 2011. Ensuite, trouver une majorité absolue sera très difficile. Mais le blocage pourrait profiter au PS qui pourrait ainsi s'appuyer sur la « tolérance » de la coalition CDU formée autour du parti communiste, le PCP. Cette coalition enregistre dans ce sondage une forte baisse à 7,5 % des intentions de vote contre plus de 10 % dans les précédentes enquêtes (sans doute un effet Syriza), mais il pourrait néanmoins être l'arbitre du duel PSD-PS. Dans ce cas, le Portugal osera-t-il prendre franchement une autre voie ? Le pourra-t-il sans poser la question du poids de sa dette ? On pourrait alors entendre parler du Portugal cette automne. [latribune.fr](http://latribune.fr) 07.08

2- Brésil

- Brésil : l'inflation ralentit en juillet mais reste à un niveau élevé de 9,56% sur 12 mois - AFP

L'inflation au Brésil a ralenti un peu en juillet par rapport à juin mais continue sur un rythme élevé de 9,56% sur 12 mois, selon des données officielles publiées vendredi.

La hausse de l'inflation est due en particulier à l'escalade des coûts de l'énergie électrique, qui ont grimpé de 4,17% en juillet en raison d'un réajustement des tarifs dans quelques unes des plus grandes agglomérations du géant émergent d'Amérique latine. Le prix de l'énergie a augmenté de 57,83% sur 12 mois et de 47,65% depuis le début de l'année.

Après quatre années de faible croissance, le Brésil est frappé de plein fouet par une crise économique qui devrait se traduire par une contraction du Produit intérieur brut (PIB) de 1,49%, selon une estimation officielle, alors que l'inflation continue de grimper.

Le gouvernement a adopté depuis le début de l'année des mesures d'austérité pour tenter d'enrayer la dégradation des comptes publics.

La Banque centrale a relevé sept fois de suite son taux directeur, actuellement à 14,25% l'an, pour lutter contre l'inflation. AFP 07.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 9 août 2015

## CAUSERIE

[Pas Charlie ? Normal, il dénonçait la corruption...](#)

Brésil : un journaliste abattu en studio, deux suspects arrêtés - [euronews.com](http://euronews.com)

Au Brésil, la police a arrêté 2 hommes soupçonnés d'être impliqués dans le meurtre d'un journaliste. Gleydson Carvalho a été abattu jeudi à bout portant dans son studio de radio dans le nord du pays. Les médias brésiliens affirment que le journaliste avait reçu des menaces en raison de ses prises de position politique, notamment contre la corruption. [euronews.com](http://euronews.com) 09.08

[Que craignent-ils ? La révolution prolétarienne.](#)

Donald Tusk, le président européen, a déclaré au Monde : « À mon avis, l'atmosphère aujourd'hui est très similaire à 1968 en Europe. Je sens un état d'esprit, peut-être pas révolutionnaire, mais d'impatience. Mais quand l'impatience devient un sentiment collectif, elle peut conduire à une révolution. Le chômage massif des jeunes est peut-être la raison la plus claire et visible. » Le Monde 13.07



## ACTUALITE EN TITRES

### [Monarchisme et sionisme vont si bien ensemble.](#)

Le PS ne sait plus quoi inventer pour manifester son soutien à l'Etat génocidaire d'Israël. Un mur vaut bien une plage. Une famille brûlée vive dont un bébé de 18 mois ne méritait que le mépris de la part de ces salopards immondes.

Le 7 juin 2014, Anne Hidalgo, la maire PS de Paris en présence de Hollande honorait la monarchie britannique en rebaptisant le Marché aux fleurs Elizabeth II sur l'île de la Cité.

Un peu plus d'un an après elle récidivait cette fois en mettant à l'honneur l'Etat sioniste venant une nouvelle fois d'illustrer la barbarie qui le caractérise depuis sa naissance.

- Des milliers de Palestiniens aux funérailles du père du bébé brûlé vif - AFP

Et au même moment la maire PS de Paris annonçait : «Tel-Aviv sur Seine», le 13 août dans le cadre de l'opération Paris Plages, alors que Paris est jumelé avec 33 villes dans le monde, mais pas Tel-Aviv, c'est donc un choix idéologique que les auteurs ne peuvent pas assumer tellement il est naturel chez eux. Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas, c'est conforme à la nature du PS.

«Tel-Aviv sur Seine» devrait faire l'objet de manifestations culturelles et autres célébrant la bonne entente entre la France et Israël, mais "aucun échange avec des Israéliens humanistes n'y est prévu, encore moins un débat sur la situation du peuple palestinien" selon la conseillère de Paris Danielle Simonnet (Parti de Gauche) qui a réclamé l'annulation de cette initiative.

Le premier adjoint de la mairie de Paris Bruno Julliard a répondu à la polémique, appelant notamment à ne pas faire "l'amalgame entre la politique brutale du gouvernement israélien et Tel Aviv". (source : AFP 09.08)

Tel Aviv incarne la bonne conscience des petits bourgeois de la gauche israélienne, tout comme Paris celle de ses homologues, qui tous tiennent avant tout à profiter du mode de vie confortable que leur accorde généreusement les régimes en place en Israël et en France conquis à la sueur et au sang de leurs victimes innocentes sans que cela ne les embarrasse plus que cela.

### [Leur vieux monde décomposé. Cela tire dans tous les coins !](#)

- Ferguson : des coups de feu en marge d'un rassemblement pour Michael Brown - lefigaro.fr

- Un étudiant noir non armé tué par la police près de Dallas - Reuters

- Haïti: violents incidents et retards lors des élections législatives - AFP

- Un journaliste azéri battu à mort pour avoir critiqué le comportement d'un footballeur - LeMonde.fr

- Burundi: intenses échanges de tirs dimanche soir à Bujumbura - AFP

- Un activiste recherchant les 43 étudiants disparus au Mexique abattu près d'Acapulco - LeMonde.fr

- Cisjordanie : Tsahal tue un Palestinien après une attaque contre un Israélien - LeMonde.fr

- Hôtel attaqué au Mali: 13 morts dont 5 contractuels de l'ONU et 4 soldats maliens - AFP

- Attentats en série à Kaboul: plus d'une quarantaine de morts - euronews.com

### [L'Empire à l'offensive. Déstabilisation de gouvernements et manipulation des masses.](#)

- Venezuela : pénuries, pillages, manifestations politiques - euronews.com

- Brésil : Dilma Rousseff boit le bouillon, au son des casseroles - euronews.com

- Les soutiens-gorge manifestent à Hong Kong - euronews.com

- Manifestations monstres contre le gouvernement irakien sur fond de canicule - euronews.com

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Grèce

- Que cherche Tsipras à Moscou? - french.irib.ir

Les Premiers ministres russe et grec ont discuté des coopérations bilatérales dans divers domaines dont l'énergie et l'économie.

Jeudi, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration du nouveau canal de Suez, Dimitri Medvedev et Alexis Tsipras se sont entretenus et décidé d'augmenter leurs contacts pour lancer les préparatifs de la 9e commission conjointe des deux pays en novembre 2015. Cette rencontre est dans le sens de la consolidation des relations entre les deux pays. La Russie et la Grèce ont traditionnellement de bonnes relations. La Grèce n'a jamais soutenu les sanctions économiques que l'UE a imposées à la Russie.

Le premier ministre grec, Alexis Tsipras, n'a pas suivi l'approche de l'UE face à Moscou suite à la crise ukrainienne. L'UE a imposé des sanctions politique, économique et militaire à la Russie. Mais Athènes a continué ses bonnes relations avec ce pays. En avril 2015 le Premier ministre grec a visité la Russie où il a exprimé son intérêt pour participer à la construction du gazoduc liant la Russie à l'Europe via la Turquie. Cette proposition a reçu le bon accueil du président russe, Vladimir Poutine. Etant donné les tensions entre l'Europe et la Russie, l'initiative de Tsipras a gêné l'UE dont les hautes autorités ont critiqué Athènes.

Par ailleurs les Russes ont tenté ces dernières années de rompre la position unie de l'UE dans l'espoir de briser le régime des sanctions. C'est dans ce cadre que Moscou a mis à son ordre du jour l'élargissement des relations avec certains membres de l'UE dont la Grèce.

Contrairement à l'approche générale de l'Europe, Alexis Tsipras souhaite développer ses relations avec la Russie, ce qui déplaît au reste du continent vert.

Alors que l'UE tente de s'éloigner de la Russie, le Premier ministre grec se rapproche des Russes. Il demande la fin des sanctions contre la Russie et l'essor des relations sur divers plans.

On s'attend à ce que la Grèce se dirige de plus en plus vers la Russie, du fait des tensions avec la Troïka internationale sur la base des conditions aides financières, et Moscou a déjà ouvert les bras. french.irib.ir 08.08

#### 2- Russie

2.1- USA/UE n'ont aucune volonté d'éradiquer Daech(Tchurkin) - french.irib.ir

Le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU, Vitaly Tchurkin a annoncé que l'absence de volonté chez les Etats-Unis et les pays occidentaux pour coopérer avec le gouvernement syrien dans la guerre contre Daech, affaiblit les efforts déployés dans le sens de la lutte contre le terrorisme.

Cité par Sputnik News, Tchurkin a rappelé : "Nos alliés occidentaux ne voient aucune nécessité de se focaliser sur la menace que représente le terrorisme en Irak et en Syrie, ni sur une action commune anti-Daech." Tchurkin a rappelé que l'idée de la formation d'un "Front de la lutte contre le terrorisme" avait été avancé par son pays, mais qu'aucun effort commun de la part de la Communauté mondiale n'a été constaté dans ce sens, étant donné que les Etats-Unis et les pays occidentaux n'ont pas l'intention de collaborer avec le gouvernement syrien pour éradiquer Daech.

Le représentant de la Russie à l'ONU a formulé ses déclarations après la prise de votes au Conseil de sécurité sur le mécanisme, permettant de déterminer la partie qui a utilisé des matières chimiques en Syrie. french.irib.ir 09.08

2.2- Russie: des missiles S-400, déployés au Kamtchatka - french.irib.ir

Les S-400 sont déployés, près des villes de Petropavlovsk-Kamtchatski, Elizovo et Vilioutchinsk. «Des missiles sol-air russes S-400 seront, prochainement, mis en état opérationnel, au Kamtchatka», a annoncé, mardi, à Vladivostok, le Porte-parole de la région militaire de l'Est, Roman Martov.

"Les équipes de service et le poste de commandement des missiles sol-air S-400 seront mis en état opérationnel et protégeront l'espace aérien russe, dans le Nord-Est du pays", a indiqué M. Martov.

Le S-400 Triumph, (code OTAN: SA-21 Growler), est un système de missiles sol-air de longue et moyenne portée, destiné à abattre tout type de cible aérienne: avions, drones et missiles de croisière hypersoniques. Le système est capable de tirer, simultanément, 72 missiles, sur 36 cibles, à une distance de 400 km. french.irib.ir 07.08

### 3- Syrie

#### 3.1- Syrie : Zabadani nettoyé par Armée/Hezbollah - french.irib.ir

En Syrie, les militaires de l'armée et les combattants de la Résistance libanaise ont progressé à l'intérieur de la ville de Zabadani, à l'issue de violents combats les opposant aux terroristes. Selon les sources militaires syriennes, l'armée et les forces de la Résistance ont repris le contrôle de la place Al-Kournish, après avoir récupéré le quartier où se trouvait la mosquée de Bardi, dans le sud-ouest de Zabadani. Les forces syriennes et les combattants de la Résistance ont ensuite progressé à partir de deux directions : Al-Zatout et Bardi.

Les combattants du Hezbollah libanais ont fait prisonniers trois éléments du groupe terroriste des Ahrar Al-Cham, au cours des affrontements ayant eu lieu près de la place d'Al-Mahta, située dans l'est de Zabadani. L'armée syrienne est également arrivée à reprendre le contrôle de nouveaux secteurs du quartier Salmane Al-Halabi, appartenant à Alep. Par ailleurs, un certain nombre de terroristes ont été tués et blessés lors d'une attaque de l'armée contre leurs positions en banlieue-ouest de Hama. A Daria, les militaires de l'armée ont réussi à faire des progressions près de la place de Sharida après avoir repris le contrôle d'une série d'importants bâtiments. french.irib.ir 09.08

#### 3.2- Syrie: le plan de 4 pays arabes, pour "aider" Assad. - french.irib.ir

Un activiste saoudien a fait part, sur son compte twitter, du plan conjoint de l'Egypte, des Emirats arabes unis, de la Jordanie et d'Oman, pour aider le gouvernement syrien, dans sa lutte contre le terrorisme. Mojtahaed, activiste saoudien, connu, pour ses révélations sur les réalités cachées par les Al-e Saoud, a précisé que l'Arabie s'est opposée à ce plan. Selon le cyberactiviste, la récente rencontre entre le chef du bureau de la sécurité nationale syrienne et le ministre saoudien de la Défense visait, en effet, à convaincre Mohammad ben Salman du bien fondé de ce plan. Damas aurait recommandé à son chef de sécurité de se comporter, avec une grande flexibilité, face à Ben Salman. Selon Mojtahed, Ben Salman aurait promis de ne pas compromettre le plan précité, même en cas d'une adhésion tardive de Riyad. L'hésitation de Ben Salman s'expliquerait, surtout, par des rapports des renseignements turcs et américains, qui prédisent, constamment, la chute d'Assad.

«Alors que l'Egypte, les Emirats, la Jordanie et Oman envisagent d'aider le gouvernement syrien, l'Arabie, la Turquie, le Qatar et les Etats-Unis s'acharnent, toujours, sur la formation d'hommes armés, prétendument, "modérés", en Syrie», a ajouté Mojtahaed, en allusion à la divergence entre les pays arabes, à propos du dossier syrien. Le plan en question est mis en avant, dans le contexte, où une rencontre tripartite entre Moscou, Riyad et Washington, a eu lieu, à Doha, et que les informations font état des efforts d'Oman, pour s'entremettre entre l'Arabie et la Syrie. french.irib.ir 08.08

### 4- Israël

#### - Israël menace les savants atomistes iraniens - french.irib.ir

Le ministre de la Guerre du régime sioniste, Moshe Yaalon a menacé les savants atomistes de la RII. Lors d'une interview avec le quotidien allemand "Der Spiegel", le ministre de la Guerre du régime sioniste, en menaçant les savants iraniens, a prétendu qu'il est tout à fait évident que le programme nucléaire de l'Iran doit être, finalement, gelé, de n'importe quelle façon. Répétant les allégations des autres responsables du régime sioniste au sujet de l'accord nucléaire Iran/5+1, Moshe Yaalon a qualifié d'erreur historique, cet accord avec l'Iran.

A la question du journaliste allemand qui voulait savoir s'il y aura davantage d'attentats à la vie des savants atomistes iraniens, Moshe Yaalon a répondu : "Israël n'est pas responsable de la durée de la vie des savants atomistes de l'Iran." Le régime sioniste est déjà impliqué dans l'assassinat des savants iraniens. Quatre savants atomistes de l'Iran sont tombés en martyre ces dernières années, tués par les éléments du groupuscule terroriste des Monafeghin, en collaboration avec les services d'espionnage de la région et de l'Occident dont celui du régime sioniste, le Mossad. french.irib.ir 07.08

### 5- Irak

- Daech et ses alliés seront éliminés bientôt (G. Firouzabadi) - french.irib.ir

Le groupe terroriste de Daech et ses alliés seront éliminés dans les évolutions à venir, a averti le chef d'état-major des forces armées iraniennes.

Le général de division Seyyed Hassan Firouzabadi, le chef d'état-major des forces armées de la RII a brossé un tableau clair des développements en cours de la région et des politiques et scénarios déjoués des ennemis de l'islam pour dire: " Le gouvernement central irakien a obtenu d'importants acquis et victoires permettant la stabilisation de la souveraineté nationale et la sauvegarde de l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Irak, face à Daech et les ennemis du peuple irakien." Le général de division, Firouzabadi a ensuite averti le peuple irakien, faisant allusion aux agissements et sabotages exercés dans le pays: "Le peuple irakien, sunnite ou chiite, doit être vigilant car certaines manques et lacunes sont artificielles. L'appel lancé aux manifestations, qui est provoqué par certains groupes particuliers, et parfois non-musulmans, l'explosion des lignes de transfert d'électricité via l'Iran à l'Irak ainsi que des autres sabotages visent tous à suggérer que le gouvernement central irakien est incapable de gérer les affaires du pays."

Le chef d'état major de l'armée iranienne a poursuivi ses déclarations, en rappelant au peuple irakien que toute révolution réussie a connu de tels sabotages et tergiversations. " Le peuple révolutionnaire irakien doit faire preuve, de plus en plus, de la retenue et aider le gouvernement central à surmonter les problèmes, battre l'ennemi et parvenir au progrès." a-t-il fait savoir. french.irib.ir 09.08

On ignore si les manifestations actuelles dirigées contre le gouvernement irakien sont spontanées ou téléguidées par les Américains ou les deux à la fois, car il est insupportable de vivre sans électricité par 50°C.

6- Japon : des manifestations contre la réforme de l'armée - euronews.com

Des centaines de manifestants, dans les rues de Nagasaki, ont protesté contre la réforme de l'armée japonaise. Le premier Ministre Shinzo Abe veut renforcer le rôle des Forces d'auto-défense, sur la scène internationale, contrairement à la Constitution du pays, inchangée depuis 70 ans.

Un manifestant : "S'ils modifient la Constitution, alors le Japon sera en mesure de mener des guerres d'agression et de tuer des gens innocents. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire." euronews.com 09.08

---

## ECONOMIE

### Banques

- Les banques européennes affichent des profits au plus haut depuis 2011 - La Tribune

Les dix plus grandes banques du Vieux Continent ont dégagé un bénéfice net global de 11,4 milliards d'euros, au deuxième trimestre 2015. La politique monétaire accommodante de la BCE commence à se faire sentir sur la demande de crédits.

D'une crise grecque à l'autre, les banques européennes, qui viennent de clore leur "saison des trimestriels", ont bien changé. En 2011, marchés et régulateurs les exhortaient à réduire leur exposition aux pays à risque de la zone euro, alors en pleine crise des dettes souveraines. Sous peine, sinon, de déclencher une nouvelle crise bancaire. Quatre ans et moult réductions de leurs bilans plus tard, les dix plus grandes banques européennes, en termes d'actifs, ont dégagé un bénéfice net global de 11,4 milliards d'euros, au deuxième trimestre. Il faut remonter à 2011, précisément, pour retrouver pareil niveau de résultat, selon les données de l'agence Bloomberg.

La Société générale, avec un bénéfice net de 1,35 milliard d'euros, affiche même sa meilleure performance depuis 2007, avant l'éclatement de la crise financière. Et chacune des dix plus grandes banques européennes a enregistré au moins une croissance à deux chiffres de son résultat net. "Les résultats des banques européennes ont été bons, au deuxième trimestre. Certes, ils ont bénéficié de pas mal d'éléments exceptionnels, comme des cessions d'actifs, mais ils sont clairement à un bon niveau, en particulier grâce à un coût du risque [provisions pour risques d'impayés ; Ndlr] en forte baisse dans beaucoup de pays", confirme Jérôme Legras, responsable de la recherche au sein de la société de gestion Axiom Alternative Investments.

Une reprise progressive de la croissance en Europe

Si le coût du risque a autant diminué, c'est grâce à une amorce de reprise économique au sein de la zone euro. "Le climat économique s'améliore progressivement en Europe", a affirmé Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale, lors

d'une conférence téléphonique, le 5 août. "Après une stagnation de 2012 à 2014, l'activité économique est un peu meilleure en France, où nous prévoyons une hausse de 1,2% du PIB, cette année", renchérit François Pérol, président du directoire de BPCE (Banque Populaire Caisse d'Épargne). Conséquence de cette amélioration de la conjoncture économique, les crédits sont enfin repartis à la hausse depuis mars, après des mois de recul. Au 30 juin, les encours de crédit des Banques Populaires et des Caisses d'épargne affichaient ainsi une hausse de 2,7% par rapport à l'année précédente.

Une progression qui ressort à 2,2% pour le Crédit agricole, en France, et à 1,3% et à 0,8%, respectivement, pour les réseaux de la Société générale et de BNP Paribas dans l'Hexagone. Preuve que la politique monétaire ultra-accommodante de la BCE commence enfin à alimenter la demande de crédit. Moins chez les entreprises, cependant, que chez les ménages, comme le montrent le rebond du crédit à la consommation et l'accélération du crédit immobilier, la faiblesse des taux ayant entraîné une vague de renégociations de prêts à l'habitat. Une faiblesse des taux longs sur lesquelles les banques avaient alerté en début d'année, redoutant les conséquences de l'aplatissement de la courbe des taux sur la marge d'intérêt tirée de leur activité de transformation [les banques se financent à court terme et prêtent à long terme ; Ndlr].

La question de l'environnement de taux

"L'évolution des taux a des conséquences à long terme sur la rentabilité des banques. Sur un trimestre, cela ne va quasiment rien changer. Il y a ainsi eu un effet négligeable des taux sur les résultats opérationnels des banques, au deuxième trimestre", indique Jérôme Legras, chez Axiom. Mais quid des prochains mois ? "La remontée des taux longs (observée depuis début mai) aura un effet plutôt positif sur la marge d'intérêt des banques. Par ailleurs, elle ne devrait pas peser sur les volumes de crédit. D'abord, parce que les taux, comme les volumes, partent d'un niveau très bas. Ensuite, parce que la remontée des taux est plutôt le signe d'un redémarrage de l'économie", poursuit Jérôme Legras.

La banque de détail n'a pas été le seul moteur des résultats trimestriels des établissements européens. La banque de financement et d'investissement (BFI) en a été un autre, qui a notamment profité de la volatilité sur les marchés engendrée par la crise grecque. Enfin, les banques européennes doivent également leurs bons résultats au tour de vis donné à leurs frais de gestion. Lequel va se poursuivre, face à la hausse des coûts engendrée par la réglementation et par les litiges, sans oublier la nécessité d'une plus grande compétitivité face aux "pure players" de la finance digitale : la Société générale a annoncé un nouveau plan d'économies de 850 millions d'euros, et, d'après Bloomberg, BNP Paribas plancherait sur une réduction de 20% des coûts de sa BFI, d'ici à 2019. latribune.fr 09.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 10 août 2015

## CAUSERIE

Pourquoi rend-on compte quotidiennement de ce qui se passe sur le champ de bataille du Moyen et Proche-Orient ?

Pour que personne n'oublie que le confort et la paix dont il profite à un prix que paient très lourdement ou cruellement d'autres peuples, mais aussi pour que la bonne conscience du petit bourgeois qui sommeille en nous ne soit jamais épargnée ou en paix une seconde, car la guerre que notre ennemi mène à l'extérieur du pays n'est que le prolongement de celle qu'il conduit à l'intérieur contre son propre peuple, c'est la même guerre sur fond d'intérêts économiques et géostratégiques.

[Un aveu sans remords a autant de valeur qu'un mensonge assumé : Nul !](#)

- Europe : Mea Culpa - Jean Ortiz - legrandsoir.info 08.08

Au bout d'un demi-siècle de politique antisociale systématiquement dirigée contre les travailleurs, l'universitaire Jean Ortiz s'aperçoit soudain que l'UE n'était pas ce qu'il croyait. Quelle imposture de stalinien en mal de repères une fois ceux du réformisme avec ses illusions trompeuses et criminelles remisés au musée du capitalisme en putréfaction.

Cet aveu pour le moins tardif ou de circonstance qui s'accompagne d'un appel à rompre avec l'UE n'est qu'une simple posture sans conséquence pratique, le PCF n'envisageant pas pour autant de rompre avec le PS, son allié électoral privilégié, PS qui soutient à fond la politique néolibérale de l'UE.

Constatant que les derniers développements en Grèce ont abouti à ce que "le vernis « européiste » a craqué" et que "les masques sont tombés, on comprend que le soutien inconditionnel du PCF à l'UE devenait pour le moins embarrassant. Le discours d'Ortiz tient du double langage.



Il ne renie pas pour autant le soutien passé du PCF à l'UE depuis Maastricht en 1992 (notamment), soit 23 ans plus tôt lorsqu'il déclare : "Nous venons de souffrir un échec sur une stratégie qui atteint ses limites, qui s'avère inefficace et en porte-à-faux avec les besoins de progrès social, de démocratie participative, de souveraineté", tout comme il s'avèrera incapable de caractériser la nature de l'UE. Pendant plus d'un demi-siècle l'UE incarnera la régression sociale généralisée, la négation de la démocratie et de la souveraineté des peuples et c'est seulement maintenant qu'il s'en aperçoit ou feint de s'en rendre compte. On en veut pour preuve qu'en prônant la démocratie participative, il privilégie la collaboration de classes au détriment de la lutte des classes, la démocratie participative consistant en une forme de partage et d'exercice du pouvoir, fondée sur le renforcement de la participation des citoyens à la prise de décision politique" dans le cadre du régime en place, qui se traduit par la participation à la gestion de la crise du capitalisme et en faire porter les conséquences aux travailleurs, définition du corporatisme. Et quant à la souveraineté, de qui, de l'Etat ou du peuple ? Si c'est de l'Etat, Ortiz et le PCF ayant abandonné la dictature du prolétariat qui coïncide avec l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière, il ne peut s'agir ici que de l'Etat des capitalistes auquel il faudrait accorder plus de marge de manoeuvre pour mieux exploiter le peuple ou le maintenir en servitude, l'aristocratie à laquelle appartient Ortiz espérant en tirer un meilleur profit pour elle-même.

En répétant à deux reprises "longtemps j'ai cru que" l'UE était autre chose que ce qu'elle était véritablement sans aller jusqu'à préciser quoi au juste, on a là le cheminement intellectuel d'un démagogue professionnel qui voudrait nous faire croire qu'il en aurait pris soudainement conscience, alors qu'il va profiter de cette occasion pour détourner l'attention des lecteurs et militants de son parti vers l'Allemagne, au lieu de caractériser la nature systémique de la crise grecque qui révèle le niveau de putréfaction irréversible atteint par le système économique capitaliste.

Pendant des décennies l'UE était une "création à (ses) yeux artificielle" va-t-il jusqu'à affirmer, alors qu'elle fut avant tout politique, mais apparemment ce n'est pas sur ce terrain qu'il se situe, le malheureux a vécu le 13 janvier grec comme un "traumatisme ressenti" qui l'a "beaucoup secoué" et l'a fait beaucoup "souffrir", au point d'avoir "mal à la Grèce, gageons qu'il s'en remettra aussi bien que Tsipras qu'il ne condamnera pas précise-t-il, normal puisqu'ils sortent du même tonneau du populisme en vérité.

En dehors de lieux communs, on ne trouvera guère d'analyse de l'enjeu de la lutte de classes qui est en train de se jouer entre les représentants de l'oligarchie financière anglo-saxonne et le peuple grec soumis à son talon de fer ou sa stratégie de gouvernance mondiale.

C'est l'Allemagne qui serait le "coupable", pas la France de Hollande, on s'en doutait déjà un peu, c'est la "chancelière allemande" qui aurait orchestré "l'occupation de la Grèce", dorénavant ce pays se retrouverait "sous la botte allemande", sous l'emprise des "trusts allemands", de "cette "Europe allemande", tandis que "la BCE, le FMI, l'UE, l'OMC ... remplacent désormais les « marines », les « G's », l'armée allemande" toujours prête à assumer la relève au cas où, c'est nous qui le précisons tellement cela semble aller de soi en poussant son raisonnement à fond, disons que cela est fortement suggéré aux lecteurs pour les détourner du combat contre leurs propres institutions nationales, la Ve République à laquelle participe le PCF.

C'est l'Allemagne qui serait le "coupable", et non l'évolution et l'orientation inexorable du capitalisme en crise et ses contradictions dont tous les peuples subissent les conséquences dramatiques, capitalisme et ses partis ou institutions avec lequel il faudrait rompre pour changer la société, ce qui est évidemment inenvisageable sérieusement lorsqu'on milite au PCF.

De là à prendre son cas pour une généralité pour camoufler sa propre capitulation, c'est ce qu'il va s'employer à faire en affirmant que les déboires subits par les autorités grecques aurait été un "traumatisme ressenti par tous les militants de gauche", alors qu'ils étaient parfaitement prévisibles et qu'il avait fallu une certaine dose de complicité avec la troïka pour avoir imaginé un seul instant un traitement différent ou un traitement de faveur, on évitera de parler d'illusions tant la nature de la troïka et les intérêts qu'elle représente sont antinomiques avec ceux du peuple grec et en particulier sa classe ouvrière, ce qui ne devait avoir échappé à aucun militant, qui plus est à un professeur d'université en pleine crise de "conscience".

Un professeur d'université qui sait pertinemment ce qu'il dit et fait, et qui loin de faire preuve de modestie comme le laisserait penser cet aveu, termine en affirmant qu'il ne veut "être manipulé que par (sa) conscience" avec laquelle il s'entend finalement si bien.

[Ce qu'Ortiz et le PCF ont renié : La dictature du prolétariat, le pendant de la dictature du capital.](#)

Lénine : la révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky. Extraits.

1- "La question de la dictature du prolétariat est celle de l'attitude de l'État prolétarien à l'égard de l'État bourgeois, de la démocratie prolétarienne envers la démocratie bourgeoise. C'est clair comme le jour, n'est-il pas vrai ?"

Renier ou rejeter la dictature du prolétariat conduit forcément à s'accommoder de la dictature du capital.

2- "Que ce soit là le fond même de la doctrine de Marx, tout le monde le sait."

3- "... la formule : « dictature du prolétariat » n'est qu'une énonciation historiquement plus concrète et scientifiquement plus exacte

de cette tâche du prolétariat : « briser » la machine d'État bourgeoise, tâche dont Marx et Engels, compte tenu de l'expérience des révolutions de 1848 et plus encore de celle de 1871, ont parlé de 1852 à 1891, soit pendant quarante ans."

Le "socialisme du XXIe siècle" en est très loin, il en est même la négation.

4- "La dictature est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi.

La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi.

Et c'est cette vérité toute simple, claire comme le jour pour tout ouvrier conscient (représentant la masse, et non les couches supérieures de cette canaille petite-bourgeoise achetée par les capitalistes, que sont les social-impérialistes de tous les pays), c'est cette vérité évidente pour tout représentant des exploités en lutte pour leur affranchissement, et indiscutable pour tout marxiste, que nous sommes obligés de « conquérir de haute lutte » sur le savantissime M. Kautsky !"

Pourquoi l'Etat bourgeois renforce-t-il et perfectionne-t-il sans cesse son appareil répressif, sinon pour en faire usage contre la classe ouvrière, contre la révolution prolétarienne...

5- "...la dictature révolutionnaire du prolétariat, c'est la violence exercée contre la bourgeoisie; et cette violence est nécessitée surtout, comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus explicite (notamment dans la Guerre civile en France et dans la préface de cet ouvrage), par l'existence du militarisme et de la bureaucratie."

Bureaucratie qui inclut la dictature de la troïka de nos jours

6- "L'indice nécessaire, la condition expresse de la dictature, c'est la répression violente des exploités comme classe et par suite la violation de la « démocratie pure », c'est-à-dire de l'égalité et de la liberté à l'égard de cette classe.

C'est ainsi, et seulement ainsi, que la question peut être posée au point de vue théorique." Fin des extraits.

On ne peut poser cette question de cette façon-là sur le plan théorique, qu'à partir du moment où on a conscience de la manière dont les différentes classes (ou l'Etat) au pouvoir dans le passé ce sont servies de la violence pour conserver leur pouvoir contre le peuple ou parfois contre une classe minoritaire menaçant la classe dominante au pouvoir.

Cette question est liée au développement du capitalisme, des classes et des Etats qu'il faut étudier et intégrer dans la théorie qu'on adopte, donc à partir des faits ou de la réalité, et non à partir d'un vague sentiment sans consistance qui nous porterait à adopter ou rejeter aveuglément le recours à la violence au cours du processus révolutionnaire.

Demain on poursuivra avec la démocratie.

[Pas Charlie ? Normal, il dénonçait la corruption...](#)

Brésil : un journaliste abattu en studio, deux suspects arrêtés - euronews.com

Au Brésil, la police a arrêté 2 hommes soupçonnés d'être impliqués dans le meurtre d'un journaliste. Gleydson Carvalho a été abattu jeudi à bout portant dans son studio de radio dans le nord du pays. Les médias brésiliens affirment que le journaliste avait reçu des menaces en raison de ses prises de position politique, notamment contre la corruption. euronews.com 09.08

[Que craignent-ils ? La révolution prolétarienne.](#)

Donald Tusk, le président européen, a déclaré au Monde : « À mon avis, l'atmosphère aujourd'hui est très similaire à 1968 en Europe. Je sens un état d'esprit, peut-être pas révolutionnaire, mais d'impatience. Mais quand l'impatience devient un sentiment collectif, elle peut conduire à une révolution. Le chômage massif des jeunes est peut-être la raison la plus claire et visible. » Le Monde 13.07

Qu'en pensez-vous ?

---

[ACTUALITE EN TITRES](#)

## [Monarchisme et sionisme vont si bien ensemble.](#)

Le PS ne sait plus quoi inventer pour manifester son soutien à l'Etat génocidaire d'Israël. Un mur vaut bien une plage. Une famille brûlée vive dont un bébé de 18 mois ne méritait que le mépris de la part de ces salopards immondes.

Le 7 juin 2014, Anne Hidalgo, la maire PS de Paris en présence de Hollande honorait la monarchie britannique en rebaptisant le Marché aux fleurs Elizabeth II sur l'île de la Cité.

Un peu plus d'un an après elle récidivait cette fois en mettant à l'honneur l'Etat sioniste venant une nouvelle fois d'illustrer la barbarie qui le caractérise depuis sa naissance.

- Des milliers de Palestiniens aux funérailles du père du bébé brûlé vif - AFP

Et au même moment la maire PS de Paris annonçait : «Tel-Aviv sur Seine», le 13 août dans le cadre de l'opération Paris Plages, alors que Paris est jumelé avec 33 villes dans le monde, mais pas Tel-Aviv, c'est donc un choix idéologique que les auteurs ne peuvent pas assumer tellement il est naturel chez eux. Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas, c'est conforme à la nature du PS.

«Tel-Aviv sur Seine» devrait faire l'objet de manifestations culturelles et autres célébrant la bonne entente entre la France et Israël, mais "aucun échange avec des Israéliens humanistes n'y est prévu, encore moins un débat sur la situation du peuple palestinien" selon la conseillère de Paris Danielle Simonnet (Parti de Gauche) qui a réclamé l'annulation de cette initiative.

Le premier adjoint de la mairie de Paris Bruno Julliard a répondu à la polémique, appelant notamment à ne pas faire "l'amalgame entre la politique brutale du gouvernement israélien et Tel Aviv". (source : AFP 09.08)

Tel Aviv incarne la bonne conscience des petits bourgeois de la gauche israélienne, tout comme Paris celle de ses homologues, qui tous tiennent avant tout à profiter du mode de vie confortable que leur accorde généreusement les régimes en place en Israël et en France conquis à la sueur et au sang de leurs victimes innocentes sans que cela ne les embarrasse plus que cela.

## [Leur vieux monde décomposé. Cela tire dans tous les coins !](#)

- Ferguson : des coups de feu en marge d'un rassemblement pour Michael Brown - lefigaro.fr

- Un étudiant noir non armé tué par la police près de Dallas - Reuters

- Haïti: violents incidents et retards lors des élections législatives - AFP

- Un journaliste azéri battu à mort pour avoir critiqué le comportement d'un footballeur - LeMonde.f

- Burundi: intenses échanges de tirs dimanche soir à Bujumbura - AFP

- Un activiste recherchant les 43 étudiants disparus au Mexique abattu près d'Acapulco - LeMonde.fr

- Cisjordanie : Tsahal tue un Palestinien après une attaque contre un Israélien - LeMonde.fr

- Hôtel attaqué au Mali: 13 morts dont 5 contractuels de l'ONU et 4 soldats maliens - AFP

- Attentats en série à Kaboul: plus d'une quarantaine de morts - euronews.com

## [L'Empire à l'offensive. Déstabilisation de gouvernements et manipulation des masses.](#)

- Venezuela : pénuries, pillages, manifestations politiques - euronews.com

- Brésil : Dilma Rousseff boit le bouillon, au son des casseroles - euronews.com

- Les soutiens-gorge manifestent à Hong Kong - euronews.com

- Manifestations monstres contre le gouvernement irakien sur fond de canicule - euronews.com

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Grèce

- Que cherche Tsipras à Moscou? - french.trib.ir

Les Premiers ministres russe et grec ont discuté des coopérations bilatérales dans divers domaines dont l'énergie et l'économie.

Jeudi, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration du nouveau canal de Suez, Dimitri Medvedev et Alexis Tsipras se sont entretenus et décidé d'augmenter leurs contacts pour lancer les préparatifs de la 9e commission conjointe des deux pays en novembre 2015. Cette rencontre est dans le sens de la consolidation des relations entre les deux pays. La Russie et la Grèce ont traditionnellement de bonnes relations. La Grèce n'a jamais soutenu les sanctions économiques que l'UE a imposées à la Russie.

Le premier ministre grec, Alexis Tsipras, n'a pas suivi l'approche de l'UE face à Moscou suite à la crise ukrainienne. L'UE a imposé des sanctions politique, économique et militaire à la Russie. Mais Athènes a continué ses bonnes relations avec ce pays. En avril 2015 le Premier ministre grec a visité la Russie où il a exprimé son intérêt pour participer à la construction du gazoduc liant la Russie à l'Europe via la Turquie. Cette proposition a reçu le bon accueil du président russe, Vladimir Poutine. Etant donné les tensions entre l'Europe et la Russie, l'initiative de Tsipras a gêné l'UE dont les hautes autorités ont critiqué Athènes.

Par ailleurs les Russes ont tenté ces dernières années de rompre la position unie de l'UE dans l'espoir de briser le régime des sanctions. C'est dans ce cadre que Moscou a mis à son ordre du jour l'élargissement des relations avec certains membres de l'UE dont la Grèce.

Contrairement à l'approche générale de l'Europe, Alexis Tsipras souhaite développer ses relations avec la Russie, ce qui déplaît au reste du continent vert.

Alors que l'UE tente de s'éloigner de la Russie, le Premier ministre grec se rapproche des Russes. Il demande la fin des sanctions contre la Russie et l'essor des relations sur divers plans.

On s'attend à ce que la Grèce se dirige de plus en plus vers la Russie, du fait des tensions avec la Troïka internationale sur la base des conditions aides financières, et Moscou a déjà ouvert les bras. french.trib.ir 08.08

#### 2- Russie

##### 2.1- USA/UE n'ont aucune volonté d'éradiquer Daech(Tchurkin) - french.trib.ir

Le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU, Vitaly Tchurkin a annoncé que l'absence de volonté chez les Etats-Unis et les pays occidentaux pour coopérer avec le gouvernement syrien dans la guerre contre Daech, affaiblit les efforts déployés dans le sens de la lutte contre le terrorisme.

Cité par Sputnik News, Tchurkin a rappelé : "Nos alliés occidentaux ne voient aucune nécessité de se focaliser sur la menace que représente le terrorisme en Irak et en Syrie, ni sur une action commune anti-Daech." Tchurkin a rappelé que l'idée de la formation d'un "Front de la lutte contre le terrorisme" avait été avancé par son pays, mais qu'aucun effort commun de la part de la Communauté mondiale n'a été constaté dans ce sens, étant donné que les Etats-Unis et les pays occidentaux n'ont pas l'intention de collaborer avec le gouvernement syrien pour éradiquer Daech.

Le représentant de la Russie à l'ONU a formulé ses déclarations après la prise de votes au Conseil de sécurité sur le mécanisme, permettant de déterminer la partie qui a utilisé des matières chimiques en Syrie. french.trib.ir 09.08

##### 2.2- Russie: des missiles S-400, déployés au Kamtchatka - french.trib.ir

Les S-400 sont déployés, près des villes de Petropavlovsk-Kamtchatski, Elizovo et Vilioutchinsk. «Des missiles sol-air russes S-400 seront, prochainement, mis en état opérationnel, au Kamtchatka», a annoncé, mardi, à Vladivostok, le Porte-parole de la région militaire de l'Est, Roman Martov.

"Les équipes de service et le poste de commandement des missiles sol-air S-400 seront mis en état opérationnel et protégeront l'espace aérien russe, dans le Nord-Est du pays", a indiqué M. Martov.

Le S-400 Triumph, (code OTAN: SA-21 Growler), est un système de missiles sol-air de longue et moyenne portée, destiné à abattre tout type de cible aérienne: avions, drones et missiles de croisière hypersoniques. Le système est capable de tirer, simultanément, 72 missiles, sur 36 cibles, à une distance de 400 km. french.trib.ir 07.08

### 3- Syrie

#### 3.1- Syrie : Zabadani nettoyé par Armée/Hezbollah - french.trib.ir

En Syrie, les militaires de l'armée et les combattants de la Résistance libanaise ont progressé à l'intérieur de la ville de Zabadani, à l'issue de violents combats les opposant aux terroristes. Selon les sources militaires syriennes, l'armée et les forces de la Résistance ont repris le contrôle de la place Al-Kournish, après avoir récupéré le quartier où se trouvait la mosquée de Bardi, dans le sud-ouest de Zabadani. Les forces syriennes et les combattants de la Résistance ont ensuite progressé à partir de deux directions : Al-Zatout et Bardi.

Les combattants du Hezbollah libanais ont fait prisonniers trois éléments du groupe terroriste des Ahrar Al-Cham, au cours des affrontements ayant eu lieu près de la place d'Al-Mahta, située dans l'est de Zabadani. L'armée syrienne est également arrivée à reprendre le contrôle de nouveaux secteurs du quartier Salmane Al-Halabi, appartenant à Alep. Par ailleurs, un certain nombre de terroristes ont été tués et blessés lors d'une attaque de l'armée contre leurs positions en banlieue-ouest de Hama. A Daria, les militaires de l'armée ont réussi à faire des progressions près de la place de Sharida après avoir repris le contrôle d'une série d'importants bâtiments. french.trib.ir 09.08

#### 3.2- Syrie: le plan de 4 pays arabes, pour "aider" Assad. - french.trib.ir

Un activiste saoudien a fait part, sur son compte twitter, du plan conjoint de l'Egypte, des Emirats arabes unis, de la Jordanie et d'Oman, pour aider le gouvernement syrien, dans sa lutte contre le terrorisme. Mojtahaed, activiste saoudien, connu, pour ses révélations sur les réalités cachées par les Al-e Saoud, a précisé que l'Arabie s'est opposée à ce plan. Selon le cyberactiviste, la récente rencontre entre le chef du bureau de la sécurité nationale syrienne et le ministre saoudien de la Défense visait, en effet, à convaincre Mohammad ben Salman du bien fondé de ce plan. Damas aurait recommandé à son chef de sécurité de se comporter, avec une grande flexibilité, face à Ben Salman. Selon Mojtahed, Ben Salman aurait promis de ne pas compromettre le plan précité, même en cas d'une adhésion tardive de Riyad. L'hésitation de Ben Salman s'expliquerait, surtout, par des rapports des renseignements turcs et américains, qui prédisent, constamment, la chute d'Assad.

«Alors que l'Egypte, les Emirats, la Jordanie et Oman envisagent d'aider le gouvernement syrien, l'Arabie, la Turquie, le Qatar et les Etats-Unis s'acharnent, toujours, sur la formation d'hommes armés, prétendument, "modérés", en Syrie», a ajouté Mojtahaed, en allusion à la divergence entre les pays arabes, à propos du dossier syrien. Le plan en question est mis en avant, dans le contexte, où une rencontre tripartite entre Moscou, Riyad et Washington, a eu lieu, à Doha, et que les informations font état des efforts d'Oman, pour s'entremettre entre l'Arabie et la Syrie. french.trib.ir 08.08

### 4- Israël

#### - Israël menace les savants atomistes iraniens - french.trib.ir

Le ministre de la Guerre du régime sioniste, Moshe Yaalon a menacé les savants atomistes de la RII. Lors d'une interview avec le quotidien allemand "Der Spiegel", le ministre de la Guerre du régime sioniste, en menaçant les savants iraniens, a prétendu qu'il est tout à fait évident que le programme nucléaire de l'Iran doit être, finalement, gelé, de n'importe quelle façon. Répétant les allégations des autres responsables du régime sioniste au sujet de l'accord nucléaire Iran/5+1, Moshe Yaalon a qualifié d'erreur historique, cet accord avec l'Iran.

A la question du journaliste allemand qui voulait savoir s'il y aura davantage d'attentats à la vie des savants atomistes iraniens, Moshe Yaalon a répondu : "Israël n'est pas responsable de la durée de la vie des savants atomistes de l'Iran." Le régime sioniste est déjà impliqué dans l'assassinat des savants iraniens. Quatre savants atomistes de l'Iran sont tombés en martyre ces dernières années, tués par les éléments du groupuscule terroriste des Monafeghin, en collaboration avec les services d'espionnage de la région et de l'Occident dont celui du régime sioniste, le Mossad. french.trib.ir 07.08

### 5- Irak

#### - Daech et ses alliés seront éliminés bientôt (G. Firouzabadi) - french.trib.ir

Le groupe terroriste de Daech et ses alliés seront éliminés dans les évolutions à venir, a averti le chef d'état-major des forces interarmes iraniennes.



Le général de division Seyyed Hassan Firouzabadi, le chef d'état-major des forces armées de la RII a brossé un tableau clair des développements en cours de la région et des politiques et scénarios déjoués des ennemis de l'islam pour dire: " Le gouvernement central irakien a obtenu d'importants acquis et victoires permettant la stabilisation de la souveraineté nationale et la sauvegarde de l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Irak, face à Daech et les ennemis du peuple irakien." Le général de division, Firouzabadi a ensuite averti le peuple irakien, faisant allusion aux agissements et sabotages exercés dans le pays: "Le peuple irakien, sunnite ou chiite, doit être vigilant car certaines manques et lacunes sont artificielles. L'appel lancé aux manifestations, qui est provoqué par certains groupes particuliers, et parfois non-musulmans, l'explosion des lignes de transfert d'électricité via l'Iran à l'Irak ainsi que des autres sabotages visent tous à suggérer que le gouvernement central irakien est incapable de gérer les affaires du pays."

Le chef d'état major de l'armée iranienne a poursuivi ses déclarations, en rappelant au peuple irakien que toute révolution réussie a connu de tels sabotages et tergiversations. " Le peuple révolutionnaire irakien doit faire preuve, de plus en plus, de la retenue et aider le gouvernement central à surmonter les problèmes, battre l'ennemi et parvenir au progrès." a-t-il fait savoir. french.tribune 09.08

On ignore si les manifestations actuelles dirigées contre le gouvernement irakien sont spontanées ou téléguidées par les Américains ou les deux à la fois, car il est insupportable de vivre sans électricité par 50°C.

6- Japon : des manifestations contre la réforme de l'armée - euronews.com

Des centaines de manifestants, dans les rues de Nagasaki, ont protesté contre la réforme de l'armée japonaise. Le premier Ministre Shinzo Abe veut renforcer le rôle des Forces d'auto-défense, sur la scène internationale, contrairement à la Constitution du pays, inchangée depuis 70 ans.

Un manifestant : "S'ils modifient la Constitution, alors le Japon sera en mesure de mener des guerres d'agression et de tuer des gens innocents. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire." euronews.com 09.08

---

## ECONOMIE

### Banques

- Les banques européennes affichent des profits au plus haut depuis 2011 - La Tribune

Les dix plus grandes banques du Vieux Continent ont dégagé un bénéfice net global de 11,4 milliards d'euros, au deuxième trimestre 2015. La politique monétaire accommodante de la BCE commence à se faire sentir sur la demande de crédits.

D'une crise grecque à l'autre, les banques européennes, qui viennent de clore leur "saison des trimestriels", ont bien changé. En 2011, marchés et régulateurs les exhortaient à réduire leur exposition aux pays à risque de la zone euro, alors en pleine crise des dettes souveraines. Sous peine, sinon, de déclencher une nouvelle crise bancaire. Quatre ans et moult réductions de leurs bilans plus tard, les dix plus grandes banques européennes, en termes d'actifs, ont dégagé un bénéfice net global de 11,4 milliards d'euros, au deuxième trimestre. Il faut remonter à 2011, précisément, pour retrouver pareil niveau de résultat, selon les données de l'agence Bloomberg.

La Société générale, avec un bénéfice net de 1,35 milliard d'euros, affiche même sa meilleure performance depuis 2007, avant l'éclatement de la crise financière. Et chacune des dix plus grandes banques européennes a enregistré au moins une croissance à deux chiffres de son résultat net. "Les résultats des banques européennes ont été bons, au deuxième trimestre. Certes, ils ont bénéficié de pas mal d'éléments exceptionnels, comme des cessions d'actifs, mais ils sont clairement à un bon niveau, en particulier grâce à un coût du risque [provisions pour risques d'impayés ; Ndlr] en forte baisse dans beaucoup de pays", confirme Jérôme Legras, responsable de la recherche au sein de la société de gestion Axiom Alternative Investments.

Une reprise progressive de la croissance en Europe

Si le coût du risque a autant diminué, c'est grâce à une amorce de reprise économique au sein de la zone euro. "Le climat économique s'améliore progressivement en Europe", a affirmé Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale, lors d'une conférence téléphonique, le 5 août. "Après une stagnation de 2012 à 2014, l'activité économique est un peu meilleure en France, où nous prévoyons une hausse de 1,2% du PIB, cette année", renchérit François Pérol, président du directoire de BPCE (Banque Populaire Caisse d'Epargne). Conséquence de cette amélioration de la conjoncture économique, les crédits sont enfin repartis à la hausse depuis mars, après des mois de recul. Au 30 juin, les encours de crédit des Banques Populaires et des Caisses d'épargne affichaient ainsi une hausse de 2,7% par rapport à l'année précédente.

Une progression qui ressort à 2,2% pour le Crédit agricole, en France, et à 1,3% et à 0,8%, respectivement, pour les réseaux de la Société générale et de BNP Paribas dans l'Hexagone. Preuve que la politique monétaire ultra-accommodante de la BCE commence enfin à alimenter la demande de crédit. Moins chez les entreprises, cependant, que chez les ménages, comme le montrent le rebond du crédit à la consommation et l'accélération du crédit immobilier, la faiblesse des taux ayant entraîné une vague de renégociations de prêts à l'habitat. Une faiblesse des taux longs sur lesquelles les banques avaient alerté en début d'année, redoutant les conséquences de l'aplatissement de la courbe des taux sur la marge d'intérêt tirée de leur activité de transformation [les banques se financent à court terme et prêtent à long terme ; Ndlr].

#### La question de l'environnement de taux

"L'évolution des taux a des conséquences à long terme sur la rentabilité des banques. Sur un trimestre, cela ne va quasiment rien changer. Il y a ainsi eu un effet négligeable des taux sur les résultats opérationnels des banques, au deuxième trimestre", indique Jérôme Legras, chez Axiom. Mais quid des prochains mois ? "La remontée des taux longs (observée depuis début mai) aura un effet plutôt positif sur la marge d'intérêt des banques. Par ailleurs, elle ne devrait pas peser sur les volumes de crédit. D'abord, parce que les taux, comme les volumes, partent d'un niveau très bas. Ensuite, parce que la remontée des taux est plutôt le signe d'un redémarrage de l'économie", poursuit Jérôme Legras.

La banque de détail n'a pas été le seul moteur des résultats trimestriels des établissements européens. La banque de financement et d'investissement (BFI) en a été un autre, qui a notamment profité de la volatilité sur les marchés engendrée par la crise grecque. Enfin, les banques européennes doivent également leurs bons résultats au tour de vis donné à leurs frais de gestion. Lequel va se poursuivre, face à la hausse des coûts engendrée par la réglementation et par les litiges, sans oublier la nécessité d'une plus grande compétitivité face aux "pure players" de la finance digitale : la Société générale a annoncé un nouveau plan d'économies de 850 millions d'euros, et, d'après Bloomberg, BNP Paribas plancherait sur une réduction de 20% des coûts de sa BFI, d'ici à 2019. latribune.fr 09.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 11 août 2015

### CAUSERIE

Pondichéry 13h45.

Crise du POI (CCI). On a ajouté quelques pages des 4 derniers numéros d'Informations ouvrières dans la rubrique Tribune libre que l'on a réintroduite à cette occasion. Cela répond à un besoin exprimé par plusieurs militants.

Il est un fait que leur portail national n'est plus actualisé depuis plus d'un mois, et pour avoir été sur quelques portails locaux du POI, j'ai pu constater qu'ils n'étaient plus actualisés non plus, ils ont dû recevoir des consignes d'en haut ou sont au garde-à-vous, quelle ambiance ! Internet étant devenu le canal obligé par lequel chacun signale son existence et ses activités, par lequel passe l'information et la propagande, etc., c'est comme si le POI n'existait plus en somme.

Vous comprendrez qu'il ne serait pas correcte de mettre l'intégralité de leur journal en ligne quoiqu'on pense du POI. Je tiens à la disposition des militants les numéros antérieurs (3 derniers mois).

Actuellement le nombre de connexions journalières à la page d'accueil de notre portail tournent entre 120 et 258. Désormais on prend uniquement en compte ce critère qui est le plus sûr. Par contre j'ignore si ce sont les mêmes travailleurs ou militants qui s'y connectent et à quelle fréquence. Peu importe, on continue, avec votre soutien ce serait mieux encore car mes revenus déjà maigres vont encore diminuer.

Hier je suis allé à la banque pour renouveler le compte rémunéré sur lequel j'ai déposé mon petit capital (35.000 euros environ), et j'ai appris que les intérêts annuels étaient passés de 9,05% à 8%, autrement dit avec Selvi nous aurons encore 2.000 roupies (26 euros environ) de moins par mois pour survivre. En fait l'inflation en Inde n'a pas diminué, les prix continuent de flamber depuis des années, la Bourse à Mumbai (ex- Bombay) aussi, par contre ils ont baissé la rémunération des comptes bancaires, en revanche on voit de plus en plus de grosses cylindrées sur les routes, BMW, Audi, Mercedes et 4x4 en tous genres, normal !

Chaque mois Selvi verse une partie de son salaire à sa fille Kavida, 3.000 roupies, vivant au total à 7 ou 8 personnes dans une maison délabrée de moins de 25m<sup>2</sup> et qui prend l'eau, j'ai décidé de lui verser 100.000 roupies de mon capital pour qu'elle puisse avec son époux finir de construire leur nouvelle maison, qui sinon ne sera jamais terminée car ils ne pourront jamais disposer de cette somme, en échange de quoi Selvi ne leur versera plus que 2.000 roupies par mois pendant 8 ans, sans intérêt évidemment.

Les belles paroles ou les bonnes intentions c'est une chose, les mettre en pratique en est une autre, la preuve que c'est possible.

Faites comme moi, soyez solidaire, internationaliste, aidez-nous, ce sera pour la bonne cause !

La causerie du matin, il est 11h45 à Pondichéry.

On nettoiera la page d'accueil du portail dans quelques heures et on ajoutera de nouveaux articles. Pour bien faire je devrais tous les lire mais je n'en ai pas le temps malheureusement.

La situation politique étant dans une impasse du fait de l'absence d'une direction à la tête du mouvement ouvrier international, ces articles et leurs auteurs tournent en rond et se mordent la queue, ils s'épandent en lieux communs ou se répètent sans cesse et ne présentent souvent qu'un intérêt mineur.

Parfois j'en mets en ligne juste pour montrer l'inconsistance de ces intellectuels qui refusent obstinément de se situer sur le terrain du socialisme, et où cela les conduit, dans une impasse ou à se soumettre à ceux qu'ils dénoncent ou prétendent combattre. D'autres fois parce qu'ils comportaient une info intéressante susceptible de compléter nos connaissances ou notre argumentaire contenue dans une seule et unique phrase, le reste étant insignifiant ou à jeter. Les faits ou données étant tellement dilués ou difficilement accessibles, on n'a pas vraiment le choix et il faut faire avec ce qu'on trouve et la manière dont les choses nous sont présentées, même si cela ne nous convient pas, c'est cela ou se passer de ces données qui nous aident à comprendre la situation.

### Vidéo

Obama demande une autre guerre en Irak justifiée par des mensonges.

<https://www.youtube.com/watch?v=I36EsfNnUbM>

John Pilger - Les Nouveaux Maîtres du Monde (2001)

<https://www.youtube.com/watch?v=A-Hk-bQTGY8>

Dans ce documentaire John Pilger analyse le système économique dominant et le fossé qui se creuse entre les plus riches et les plus pauvres. Il s'intéresse particulièrement aux institutions qui dominent l'économie mondiale comme la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International ou encore l'Organisation Mondiale du Commerce, et aux millions de gens qui, sous leurs autorités et leur règlements, se retrouvent au chômage et à la rue.

Pour analyser les véritables conséquences de la mondialisation, John Pilger se rend en Indonésie – pays que la Banque mondiale qualifiait de modèle jusqu'à l'effondrement de son économie en 1998 – où des marques de renommée internationales comme Nike, Gap, Adidas ou Reebok font produire dans des usines et par une main d'œuvre sous-payée des produits qu'ils vendront 250 fois plus cher qu'ils ne payent un employé à le faire.

Il y rappelle aussi l'histoire trop souvent occultée du massacre d'un million de membres du parti communiste en 1965 en Indonésie, ordonné par le dictateur général Suharto, qui fut soutenu par nombre d'hommes d'affaires et de politiciens occidentaux. Un rapport de la CIA datant de 1968 affirme que ce massacre est « l'un des plus tragiques du XX<sup>e</sup> siècle, mais aussi l'un des plus ignorés ».

---

### ACTUALITE EN TITRES

[Mission accomplie : Le chômage de masse bat tous les records!](#)

- Chômage : en partance du gouvernement, François Rebsamen estime "avoir bien fait" son travail - Francetv info

[Acharnement des parrains du terrorisme.](#)

- Le parquet de Paris fait appel dans l'affaire Tarnac - Reuters

Le parquet de Paris fait appel de l'abandon par la juge d'instruction chargée du sabotage présumé de lignes TGV en 2008 de la qualification "terroriste". Reuters 10.08

[La surexploitation : C'est grandiose et quel bonheur!](#)

- Job d'été : travailler pour grandir et se faire plaisir - Francetv info

### [Mais où sont donc passés les Charlie ?](#)

- Plus aucun film de Gérard Depardieu ne sera diffusé en Ukraine - Le Huffington Post

... mais à Tel-Aviv-sur-Seine !

- Paris-Plages: La mairie de Tel Aviv salue le «courage» de la maire de Paris - 20minutes.fr

Le conseiller du maire de Tel-Aviv Eitan Schwartz a salué lundi le «courage» de la maire de Paris Anne Hidalgo, qui a refusé d'annuler une journée «Tel Aviv sur Seine» prévue jeudi à Paris sur les quais aménagés comme chaque été en plage. «Nous saluons le courage de Mme Hidalgo qui rejeté les pressions et tentatives de faire annuler cet événement», a déclaré Eitan Schwartz à l'AFP. «Nous nous réjouissons de la coopération avec la mairie de Paris qui reste aux côtés de ses amis», a-t-il ajouté.

Réagissant aux appels au boycott, Eitan Schwartz a estimé que «le modèle de la mairie de Paris de construire des ponts entre les peuples est le bon pour faire avancer la cause de la paix». «Tout appel à boycotter Israël est une forme d'antisémitisme», a-t-il conclu. 20minutes.fr 11.08

Commentaire d'un internaute.

- "On a boycotté l'Afrique du sud, personne n'appelait ça du racisme."

Vous n'avez pas compris semble-t-il : Quand ils réalisent un amalgame entre antisionisme et antisémitisme, c'est parce qu'ils sont sionistes et racistes ... sauf par exemple envers les riches ploutocrates du Golfe, ce qui démontre que ce principe répond avant tout à des préoccupations d'ordre financier ou économique. Ils ne sont racistes qu'envers les ennemis de l'Etat sioniste, ils n'étaient pas racistes envers les tenants de l'apartheid en Afrique du Sud qui entretenaient de bonnes relations avec les autorités israéliennes.

On pourrait aller plus loin et affirmer que le racisme est à la base du sionisme ou s'identifie avec lui. Raciste, ce que sont à des degrés divers tous ceux qui se disent juifs et entendent respecter à la lettre les préceptes du judaïsme qui proscrient tout mariage entre un juif et un membre d'une autre origine ou appartenant à une autre communauté sous peine de bannissement ou d'excommunication. Cela vaut également chez les musulmans dans une moindre mesure. Et chez les chrétiens évidemment.

Les trois monothéismes incarnent l'intolérance, et lorsque certains de leurs membres tombent sous l'influence du nationalisme, ils justifieront l'existence de régimes despotiques préservant soi-disant leurs intérêts ou tendront vers le fascisme dont ils assumeront également les crimes.

En Inde ou dans l'hindouisme, la discrimination se fait en premier par l'argent, ensuite par la couleur de la peau, et si au moins le premier principe est respecté le second n'a plus qu'une valeur secondaire dans toute combinaison matrimoniale, par contre il demeurera présent au quotidien entre ses membres, j'en sais quelque chose puisque ma compagne Selvi qui est très foncée de peau en a fait une fixation, un complexe depuis pratiquement sa naissance. Et la caste ? Elle passe généralement à la trappe, les intérêts économiques priment sur toute autre considération ou rapport.

### [Boycott !](#)

- Plus mauvaise audience de son histoire pour TF1 en juillet - AFP

- La télé américaine pas en forme - Liberation.fr

### [Stratégie de la guerre et du chaos.](#)

- Turquie : 5 policiers et 1 soldat tués dans des attaques, et attentat contre le consulat US d'Istanbul Stuart - AFP

- Près de 60 morts en Irak dans deux attaques à la bombe - Reuters

- Deux morts en Haïti durant la journée de vote de dimanche - LeMonde.fr

- Attentat suicide à l'aéroport de Kaboul : au moins 5 morts - euronews.com

## [En dictature oligarchique.](#)

- Les Etats-Unis "profondément inquiets" des arrestations de dissidents à Cuba - AFP
- Etats-Unis: l'état d'urgence décrété à Saint Louis après la fusillade de Ferguson - AFP
- Une famille de huit personnes massacrée dans le Texas - euronews.com

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### [En famille. Consensus en soutien à la fraude fiscale du CAC40.](#)

- Comment le Sénat a enterré un rapport gênant pour François Hollande sur le Crédit d'impôt recherche - 20minutes.fr

Le rapport préparé par la sénatrice (PCF) Brigitte Gonthier-Maurin sur le détournement du Crédit d'impôt recherche (CIR) ne verra jamais le jour.

Ce n'est pas un scoop : le Crédit d'impôt recherche (CIR), dispositif censé inciter les entreprises à accroître leurs dépenses en matière de recherche et développement (R & D), fait l'objet de fraudes et d'optimisation fiscale.

Mais de quel ordre exactement ? C'est ce qu'a cherché à savoir la sénatrice (PCF) Brigitte Gonthier-Maurin. Si elle a obtenu une réponse, celle-ci ne sera pas rendue publique : son rapport ne verra jamais le jour.

Comme le révélait Le Monde début juin, son enquête intitulée « La réalité du détournement du CIR » a été rejetée par les 21 membres de la commission d'enquête du Sénat, le mardi 9 juin. En prenant cette décision, ces sénateurs, qui appartiennent à plusieurs bords politiques (LR, UDI et PS), empêchent de facto la publication du rapport. Un fait que n'accepte pas Brigitte Gonthier-Maurin qui revient sur l'affaire ce lundi dans les colonnes du Parisien-Aujourd'hui en France.

Bien-sûr, la sénatrice savait le sujet délicat. « Le président de la République avait affirmé que le CIR serait sanctuarisé quoi qu'il arrive », explique-t-elle. Pas question donc de proposer sa suppression. Ce qui aurait aussi déplu à la droite. Car si le CIR a été créé en 1983 par le gouvernement de Pierre Mauroy, il a été remodelé en profondeur en 2008 sous le gouvernement de François Fillon.

C'est d'ailleurs depuis cette époque que son coût explose : en 2007, le gouvernement pensait que sa réforme allait doubler la dépense fiscale chaque année. Elle l'a en fait plus que tripler. Ainsi, en 2010, le CIR représentait une dépense fiscale de 5,5 milliards d'euros, contre 1,5 en 2008... Et la dépense atteindrait désormais 6 milliards d'euros.

Et pourtant, son impact est limité. Selon l'Inspection générale des finances, l'effet multiplicateur de ce dispositif est seulement de un. C'est-à-dire que lorsque le CIR offre 1 euro à une entreprise, celle-ci accorde 1 euro de dépenses supplémentaires à sa R & D, alors que le gouvernement Fillon tablait sur trois à quatre euros... Quant aux créations d'emplois de chercheurs, elles ne sont pas au rendez-vous. Un dispositif très peu surveillé

Dans ce contexte, le CIR devrait donc être très surveillé. Ce n'est pas le cas : « Moins de 2 % du CIR est contrôlé », assure Brigitte Gonthier-Maurin. Qui avait formulé plusieurs recommandations pour améliorer le dispositif.

Mais qui fraude le CIR et comment ? D'après la sénatrice, l'optimisation fiscale serait, et ce n'est pas une surprise, surtout le fait des grands groupes. Le CIR est un avantage fiscal qui permet aux entreprises de déduire de leurs impôts 30 % de leurs dépenses de R & D pour les premiers 100 millions d'euros de dépenses et 5 % pour les dépenses supplémentaires. Certains groupes créeraient donc des filiales pour contourner le plafond des 100 millions d'euros et bénéficier en permanence du taux de 30 %.

Pire, certaines de ces filiales seraient localisées dans des paradis fiscaux. Elles exploiteraient donc les brevets trouvés et les redevances qui en découlent, sans rien reverser à l'Etat français. « En clair, le brevet est issu du CIR français, mais l'argent qu'il rapporte ne revient pas en France », détaille Brigitte Gonthier-Maurin dans Le Parisien-Aujourd'hui en France. La sénatrice, qui est tenue au secret professionnel et ne peut donc révéler les noms des fraudeurs, assure toutefois que ce système permet à des cadors du CAC 40 de n'acquitter aucun impôt en France... 20minutes.fr10.08

### [A qui profite la crise ou comment ils la manipulent pour s'enrichir davantage encore.](#)



- Berlin a économisé 100 milliards grâce à la crise de la dette - Reuters

L'Allemagne a économisé 100 milliards d'euros depuis 2010 en raison de la baisse de ses coûts d'emprunt liée à la crise européenne de la dette, montre un rapport publié lundi.

L'instabilité en zone euro a conduit les investisseurs à se réfugier vers les obligations d'Etat allemandes, faisant baisser leurs rendements, lit-on dans le rapport de l'institut Leibniz pour la recherche économique.

Le fait de devoir payer moins d'intérêts a permis au gouvernement d'économiser plus de 3% de produit intérieur brut, faisant plus que compenser le coût de la crise de la dette pour la première économie d'Europe, selon le rapport.

L'étude établit clairement le lien entre les pics de la crise de la dette en zone euro et les fluctuations des rendements des Bunds allemands, qui ont par exemple chuté lorsque le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a décidé en juin d'organiser un référendum sur les réformes demandées par ses créanciers.

Les obligations d'Etat d'autres pays, dont la France, les Etats-Unis et les Pays-Bas, ont bénéficié du même phénomène mais dans des proportions moindres, indique le rapport. Reuters 10.08

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Allemagne

- Netzpolitik : le parquet allemand abandonne l'enquête pour trahison - euronews.com

Soulagement en Allemagne. Le parquet fédéral a annoncé ce lundi l'abandon de l'enquête pour trahison visant le site d'information Netzpolitik et deux de ses journalistes. Une enquête lancée après la publication des documents confidentiels sur un projet de renforcement de la surveillance des communications électroniques. Elle avait été ouverte puis suspendue par le procureur général Harald Range qui a été retiré de son poste la semaine dernière.

“Il reste beaucoup de questions, soulignait ce lundi Markus Beckedahl, l'un des deux journalistes initialement visés. Même si le procureur Range a été sacrifié, beaucoup de personnes ont dû prendre la décision de commencer cette enquête. Et nous, nous n'avons pas fini d'éclaircir cette affaire”.

Une affaire qui a provoqué un torrent de protestations notamment de la part des médias et de responsables politiques. Le soulagement était partiel ce lundi, le procureur ayant précisé que l'enquête se poursuivait pour violation du secret professionnel. euronews.com 10.08

#### 2- Etats-Unis -Syrie

- Washington a décidé d'attaquer les forces gouvernementales, en Syrie - french.irib.ir

La Maison Blanche a annoncé que les avions américains prendront pour cible les forces gouvernementales, en Syrie, pour soutenir les opposants armés, si elle le juge nécessaire.

Le gouvernement américain, qui se référait à une loi de 2001 du Congrès des Etats-Unis, pour la lutte contre le terrorisme, afin de justifier ses raids aériens contre les positions de Daech, en Syrie, annonce, maintenant, qu'en vertu de l'article 2 de la Constitution américaine, les forces américaines auraient le droit de bombarder les positions des forces gouvernementales syriennes, sur le territoire syrien, pour soutenir les groupes terroristes que Washington qualifie de «modérés».

La prise de cette décision, par la Maison Blanche, intervient, alors que les terroristes, formés par les Etats-Unis, entrent, progressivement, en territoire syrien, et que les affrontements entre eux et les forces gouvernementales semblent de plus en plus probables. french.irib.ir 09.08

#### 3- Russie

### 3.1- La Douma russe critique les Etats-Unis pour vouloir dominer le monde - french.irib.ir

Le président de la chambre basse du Parlement russe (Douma) a souligné que les Etats-Unis tentaient de dominer le monde et que leur politique étrangère avait été planifiée pour atteindre cet objectif.

Selon l'agence de presse IRNA, dans un entretien avec un journal russe Sergueï Narychkine président de la Douma russe a ajouté que les Etats-Unis espéraient que le dollar maintiendrait son statut en tant que seule devise mondiale et qu'ils auraient accès à d'autres ressources et richesses naturelles d'autres pays du monde. « C'est la raison pour laquelle, les Etats-Unis ont préparé et publié une nouvelle liste des organisations et des personnes juridiques russes, ordonnant à leurs banques de ne pas coopérer avec elles », a-t-il indiqué.

Sergueï Narychkine a tenu à faire allusion à la place fragilisée des Etats-Unis sur l'échiquier international, affirmant que le droit exclusif de son pays à imprimer des billets de dollar n'aiderait pas ce pays à surveiller la circulation monétaire mondiale, d'autant plus que le contrôle entier de l'Otan, les écoutes de hauts dirigeants étrangers et les pressions sur l'Union européenne, ne pourraient pas sauver les Etats-Unis. Le président de la Douma russe a jugé que les Etats-Unis étaient le colonisateur du 21<sup>e</sup> siècle qui ne ménageait sur aucun effort pour coloniser d'autres pays. french.irib.ir 10.08

### 3.2- Poutine menace Riyad. - french.irib.ir

Selon le site proche du renseignement de l'armée sioniste, la Russie aurait redoublé de pressions, sur Riyad, pour qu'il accepte son plan de paix, pour la Syrie. "Moscou userait, en ce moment, de menaces, pour faire fléchir Riyad", dit le site. "Selon les sources arabes, qui se réfèrent à la visite du 11 août du ministre saoudien des A.E, les Russes auraient engagé une véritable démonstration de force, pour convaincre les Américains et mettre au pas les saoudiens. La Russie irait présenter aux Saoudiens le dernier plan Russie/USA, et si Riyad refuse ce plan, Moscou remettra, tout bonnement, l'avant texte d'une résolution au Conseil de sécurité, condamnant la guerre contre le Yémen et appelant à un retrait saoudien de ce pays". french.irib.ir 09.08

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

### Inde

- En Inde, la police tente de contenir des manifestants en Inde sous une pluie violette - euronews.com

Des manifestants sont touchés, ce lundi, par une eau colorée à Srinagar, la capitale d'été de l'Etat indien du Jammu-et-Cachemire.

La police a fait usage d'un canon à eau pour disperser des fonctionnaires qui réclamaient leur dû alors qu'ils n'ont pas été payés depuis plusieurs mois. Ils demandaient aussi une régularisation des emplois temporaires. Des dizaines de personnes ont été arrêtées pendant la manifestation. euronews.com 10.08

---

## ECONOMIE

### 1- Etats-Unis

- Le milliardaire américain Warren Buffett s'offre sa plus grosse acquisition - AFP

Le milliardaire américain Warren Buffett lâche les cordons de la Bourse: il va s'offrir pour 37,2 milliards de dollars l'équipementier aéronautique Precision Castparts, fournisseur des avionneurs Boeing et Airbus, signant ainsi sa plus grosse acquisition.

C'est le prix le plus élevé (dette comprise) que M. Buffett, un des investisseurs les plus admirés et respectés de la planète, âgé de 84 ans, ait jamais eu à payer pour acquérir une entreprise via son holding Berkshire Hathaway.

Cette opération, qui doit être finalisée au premier trimestre 2016, renforce l'intérêt de Warren Buffett pour la vieille économie et éclipse, par sa valeur, le rachat pour quelque 26 milliards de dollars en 2009 de 77,4% de la compagnie ferroviaire Burlington Northern Sante Fe, rebaptisée BNSF Railway. Cette dernière transaction, qui était estimée à 36,7 milliards de dollars en y incluant la dette, était jusqu'ici la plus grosse prise de l'homme d'affaires.

"Ceci nous sort du marché des grosses proies pour douze mois et plus mais nous allons continuer à acheter des petites choses dans les six prochains mois", a déclaré Warren Buffett sur la chaîne de télévision financière américaine CNBC.

Fondée en 1953, Precision Castparts, basée à Portland (Oregon, nord-ouest), fabrique des pièces détachées pour l'aéronautique mais aussi l'énergie (conduites et tuyaux de canalisation) ainsi que des alliages métalliques. Ses plus gros clients sont le conglomérat General Electric (GE) et les avionneurs Boeing et Airbus.

Elle a réalisé, lors de son exercice 2014/15 clos fin mars, un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards de dollars pour un bénéfice net de 1,53 milliard.

L'aéronautique représente 70% des revenus du groupe, qui produit des pièces telles que boulons, écrous, attaches et tubes et comptait déjà Berkshire Hathaway comme actionnaire avec une participation de 3%.

A Wall Street, la transaction était saluée puisque le titre bondissait de plus de 19% vers 15H00 GMT lundi. Il avait perdu environ 20% depuis le début de l'année, Precision souffrant indirectement du plongeon des prix du pétrole qui affecte ses clients du secteur énergétique.

M. Buffett fait le pari que la demande des avions de ligne, dopée par le renouvellement et la modernisation de flottes des compagnies aériennes sur fond de prix bas du pétrole, va rester forte et pérenne.

Le trafic aérien devrait croître de 4 à 5% par an lors des vingt prochaines années, selon les estimations de la banque Sterne Agee.

Boeing et Airbus ont des carnets de commandes garnis leur garantissant des années de production ininterrompue et ont même augmenté récemment le rythme de production dans leurs usines.

"Precision Castparts profite des fortes barrières à l'entrée sur son segment", explique l'analyste Peter Arment chez Sterne Agee.

Ce positionnement lui assure de longs contrats, selon M. Arment, parce que sa maîtrise des alliages de nickel et titane, utilisés dans les disques-aubes des compresseurs de réacteurs d'avions, est appréciée.

Precision est "le fournisseur de choix de l'industrie mondiale de l'aéronautique, l'un des secteurs des Etats-Unis qui exporte le plus", souligne d'ailleurs Warren Buffet, qui a acquis ces dix dernières années de nombreuses entreprises dans le secteur industriel.

Il a mis la main sur l'équipementier Marmon Holdings, le fabricant israélien d'outillage Iscar et le groupe de chimie Lubrizol.

Son holding détient plus de 80 participations, avec un portefeuille d'actifs allant des assurances (Geico) à la restauration (Dairy Queen), en passant par des participations dans des marques devenues populaires comme Coca-Cola, IBM ou encore la banque californienne Wells Fargo.

Warren Buffett avait lui-même souligné en février que ses activités allaient "des sucettes aux avions".

Le milliardaire qui souhaite que son entreprise conserve un matelas de sécurité de 20 milliards de dollars va puiser dans le trésor de guerre de 66,59 milliards de dollars de Berkshire Hathaway pour financer l'acquisition de Precision Castparts.

Le holding a enregistré une baisse de 37% de son bénéfice net au 2e trimestre, selon ses résultats présentés vendredi dernier, en raison d'une baisse de la valeur de ses investissements et de pertes dans le secteur de l'assurance.

## 2- Argentine

- Dette: l'Argentine marque une victoire devant la justice américaine - AFP

Une cour d'appel américaine a renversé lundi un verdict d'instance permettant à des créanciers de l'Argentine de se regrouper pour attaquer en justice le pays afin de récupérer la totalité de leurs créances.

La haute juridiction rappelle avoir limité, dans une décision antérieure, le nombre de plaignants pouvant attaquer Buenos Aires pour récupérer leur mise.

De ce fait, elle a donné des "instructions spécifiques" au juge d'instance, qui semble ne pas les avoir suivies en accédant à la demande de détenteurs d'obligations argentines voulant constituer une action judiciaire en nom collectif contre le pays.

Concluant que le juge d'instance a commis une erreur en ne suivant pas ses instructions, la cour d'appel rejette les actions initiées par les plaignants.

Cette décision ne concerne pas les fonds spéculatifs NML Capital et Aurelius, rétifs depuis 13 ans à accorder toute remise de dette à l'Argentine. La bataille judiciaire entre les deux parties a entraîné en 2014 un défaut partiel du pays.

Une manche de ce bras de fer doit se jouer ce mercredi devant un tribunal new-yorkais: NML accuse Buenos Aires de ne pas dévoiler tous ses actifs à ses créanciers et réclame par conséquent des sanctions.

Les fonds spéculatifs, gros créanciers de l'Argentine, sont à la chasse des avoirs du pays dans le monde entier. En 2012, NML avait déjà obtenu la saisie d'une frégate de la Marine argentine par la justice ghanéenne.

L'Argentine, tombée en faillite en 2001, a restructuré sa dette en 2005 puis en 2010. Si 93% de ses créanciers avaient accepté l'offre de remboursement partiel de Buenos Aires, les 7% restants l'ont refusée, réclamant le remboursement de la totalité de leur dû, plus intérêts.

La justice new-yorkaise a fixé en juin à près de 7 milliards de dollars l'obligation de remboursement de l'Argentine à ces fonds, dits "vautours".

Les tribunaux américains ont qualité parce que certaines obligations émises par l'Argentine avaient des clauses stipulant que des disputes devaient être réglées en fonction des lois new-yorkaises en la matière.

### 3- Inde

- Le taiwanais Foxconn investit 5 milliards de dollars en Inde - latribune.fr

Hausse des salaires, contestation sociale... la Chine n'est plus la destination prioritaire de la production high-tech mondiale. Le géant mondial qui fabrique les produits Apple, Sony, Nokia, se tourne vers l'Inde, qui met en oeuvre une politique très volontariste pour attirer les entreprises étrangères sur son territoire.

Ce n'est pas la première fois que le taiwanais Foxconn cherche à réduire sa dépendance à la Chine où il emploie environ 1 million de personnes. En février 2014, il envisageait d'étendre son implantation en Indonésie. Mais, samedi 8 août, c'est l'Inde que le leader mondial de la sous-traitance électronique a désigné comme pays destinataire de ses investissements : 5 milliards de dollars sur cinq ans, dans l'Etat de Maharashtra (ouest du pays). Le fabricant de l'iPhone, de l'iPad (Apple) et autres Playstation (Sony) ou tablettes N1 (Nokia) ouvrira plusieurs usines spécialisées dans la fabrication de semi-conducteurs à destination du marché local et pour l'exportation. Il y établira aussi des unités dédiées à l'innovation et à la recherche. Selon Subash Desai, ministre de l'Industrie de Maharashtra, cité par le journal Time of India, ces nouvelles capacités d'assemblage emploieront plus de 50.000 personnes.

#### Faire face à la hausse des salaires chinois

La production de Foxconn était jusqu'alors principalement localisée à Shenzhen, hypercentre de la high-tech asiatique. Mais l'augmentation du coût de la main d'œuvre, couplée à de nombreux troubles sociaux dans les usines chinoises (un nouveau suicide a été enregistré la semaine dernière), ont décidé le constructeur taiwanais à s'implanter en Inde.

D'ailleurs, face à l'augmentation des salaires chinois, le fabricant a déjà initié un plan d'action : fin juin, le sous-traitant d'Apple annonçait un plan robotique industriel, le Foxbot, dont l'objectif est d'automatiser 30 % de sa production chinoise d'ici à 2020. Pour cela, le groupe s'est associé au géant de l'Empire du Milieu, Alibaba, à travers un fonds de 236 millions de dollars.

L'investissement de Foxconn en Inde répond également à l'émergence relative d'une classe moyenne dans un pays qui devrait devenir l'Etat le plus peuplé du monde d'ici à 2022 avec 1,4 milliard d'habitants. Ces prévisions ouvrent de nouvelles perspectives commerciales pour Foxconn et les marques internationales de mobiles et tablettes.

"Make in India", le programme pour attirer les investisseurs étrangers

Mais l'attrait de Foxconn pour l'Inde s'explique aussi par une politique volontariste du gouvernement local. Outre le prix du pétrole en baisse, les réformes déjà effectuées permettront au pays, selon le FMI, de dépasser la Chine en termes de croissance en 2015 et 2016 (7,5 %).

De plus, à l'approche des élections, le Premier ministre sortant Narendra Modi a lancé un nouveau programme intitulé « Make in India ». Celui-ci vise à attirer davantage d'investisseurs étrangers.

Ainsi, l'engagement de Foxconn ne devrait pas se limiter à cette unique opération. Le fabricant est en pourparlers avec d'autres Etats indiens pour mettre en place des unités de production et cherche également à forger des partenariats avec d'autres entreprises, dans le marché des smartphones le plus dynamique au monde, avec 952 millions de connexions mobiles.

1 million d'emplois créés à terme par Foxconn en Inde

Foxconn, l'un des plus grands employeurs privés au monde avec 1,3 million de personnes pendant les périodes de pointe, ambitionne donc, d'ici à 2020, de créer 1 million d'emplois en Inde. Il compte pour cela sur les nombreuses marques de smartphones travaillant avec lui, et notamment Nokia, qui vient d'annoncer son retour sur le marché mobile en 2016, une fois que le contrat de non-concurrence signé entre le Finlandais et Microsoft arrivera à échéance.

D'autres entreprises s'implantent progressivement en Inde. L'américain General Motors a annoncé un investissement de 1 milliard de dollars dans la construction d'usines automobiles à Maharashtra, tandis que le sidérurgiste sud-coréen Posco a précédemment engagé plus de 12 milliards de dollars pour construire une usine dans l'État d'Orissa.

Quant à Huawei, l'un des leaders mondiaux du marché des smartphones, il a récemment obtenu l'approbation du ministère des Affaires intérieures indien pour lancer la fabrication dans ce pays. [latribune.fr](http://latribune.fr) 10.08

Commentaire d'un internaute.

- "En France, un employé qui reçoit un Smic coute 2,4 Smic - Il faut être dingue pour ouvrir une société. Je me demande pourquoi il n'y a pas déjà 20 millions de chomeurs."

[Haut de page ↗](#)

---

Le 12 août 2015

## CAUSERIE

Pondichéry 17h02

On a ajouté 26 articles pour commencer, la suite plus tard ou demain matin.

En commençant à classer les articles de juillet, je me suis aperçu que j'avais commis une grosse connerie en effaçant par erreur les adresses des articles consacrés à la Grèce de septembre 2013 à juin 2015, je vais devoir les rechercher et y passer une heure ou plus !

### Qui a dit ?

- "*Ce n'est pas dans cette Europe que nous, ou Gonzales, ou Papandreou, ou Giscard d'Estaing, ou Helmut Schmidt etc, nous sommes engagés. Nous avons besoin de retrouver le sens de l'"être Européen " et de trouver des voies pour recréer le rêve démocratique de prospérité partagée.*" ? Il ne manquait plus que Delors ! Quel cauchemar en vérité, mais apparemment pas pour tout le monde !

Réponse : Yanis Varoufakis (Syriza), l'ex-ministre grec des Finances du gouvernement de Tsipras présenté par les médias comme un "*universitaire marxiste*", sans rire, histoire d'avilir le marxisme, il en a vu d'autres, c'est raté !

On ne mettra pas en ligne la retranscription de cet interview (C'est un programme voué à l'échec -Arrêt sur Info 04.08) car il n'en vaut pas la peine, on a là de quoi le caractériser politiquement si c'était encore nécessaire, ces gens-là sont des imposteurs, des petit bourgeoisagents du capital et rien d'autres.

La causerie du matin.

On ajoutera des articles plus tard. Il est 15h et je n'ai pas encore déjeuné.

Un autre camarade vient de m'envoyer un courriel pour me demander de lui adresser des numéros antérieurs d'Informations ouvrières, si vous êtes également intéressés faite-moi le savoir rapidement, je ferai un envoie groupé pour gagner du temps.



Vous aurez remarqué que notre ennemi ne s'embarrasse pas de scrupules pour passer les peuples au rouleau compresseur du néolibéralisme, ses porte-parole radicalisant leur discours et l'assumant. Il fait feu de tout bois dans sa propagande et soutient le fascisme en Ukraine, les barbares de l'Emirat islamique et d'Al-Qaïda qui sont ses créatures, le parrain turc du terrorisme international, l'état génocidaire d'Israël, etc. Et il estime parfaitement légitime le terrible traitement qu'il impose au peuple grec ainsi que les moyens qu'il a déployés pour y parvenir avec la complicité de Syriza et du gouvernement grec.

Bref, il déploie toute sa politique comme si en face il n'existait plus aucun ennemi pour s'y opposer (à part le prolétariat désarmé ou sans direction), tant ceux qui sont censés incarner les besoins des travailleurs sont corrompus ou sont acquis à sa cause ou refusent de le combattre sur tous les fronts préférant lui laisser le champ libre, cela inclus la ribambelle d'intellectuels qui se disent de gauche ou qui prétendent s'y opposer, alors qu'en réalité ils ne font que commenter sa politique ou l'accompagner en lui prodiguant des conseils ! Parler de leur part de résistance semble inapproprié ou indécent dans ces conditions-là.

Question : Doit-on les imiter ? Pour rien au monde ! Doit-on imiter notre ennemi ? Dans une certaine mesure assurément, nous devons développer toute notre politique car c'est la seule réponse sérieuse et efficace qu'on puisse lui opposer. Honte à ceux qui se camouflent derrière de faux prétextes pour refuser de défendre le socialisme, parce qu'ils n'osent pas avouer qu'ils n'y croient pas ou plus ou dans les masses exploitées ce qui revient au même.

Cela nous coûte très cher en sacrifice de continuer ce portail, cela m'a pris 7 heures pour actualiser le site aujourd'hui, et ce n'est pas terminé, je crois que la plupart de nos lecteurs n'en ont pas vraiment pris conscience, si nous le faisons malgré tout, c'est parce qu'on ne peut pas admettre que le socialisme devrait disparaître ou demeurer une utopie.

Le mouvement ouvrier et son avant-garde se sont remis dans le passé de bien des défaites dans des conditions encore plus difficiles qu'aujourd'hui, car chaque jour nous apporte son lot de défaites partout dans le monde sur fond de résistance héroïque des peuples qui refusent d'être réduit en esclavage. A nous d'avoir la volonté, la force, le courage et l'audace de relever ce défi, de démontrer que nous en avons la capacité, si nous en sommes capables, nous vaincrons tous les obstacles qui se dressent sur la route du socialisme et nous terrasserons notre ennemi, il n'existe pas d'autre alternative ou capituler.

L'article qui suit n'est pas vindicatif, au contraire il se veut constructif pour qui le lira entièrement, un message d'espoir aussi.

J'avais prédit que le POI exploserait au premier coup de canon puisqu'il était construit sur le modèle de la SFIO, qui avait scissionné après la révolution russe et dans la foulée de la fin de la Première guerre mondiale et la capitulation de sa direction pour donner naissance au PC au congrès de tour de 1920.

C'est l'échec de la stratégie mise en oeuvre pour construire le POI qui a servi de catalyseur à cette crise qui dépasse de loin le courant communiste internationaliste ou trotskyste, au point que décédé le secrétaire nationale du POI Claude Jenet (ex-PS) ne fera l'objet d'aucun hommage nécrologique dans Informations ouvrières, un simple oubli sans doute ou déjà l'expression de cette crise.

L'effondrement du trotskysme ne date pas d'hier, il remonte avant même la disparition de Trotsky, le 20 août 1940. La dislocation de la IVe Internationale en gestation au début des années 50 était dès lors prévisible sur des bases opportunistes sur fond de manoeuvres d'appareils dignes des méthodes stalinienne que Trotsky avait toujours condamnées et combattues. La faiblesse des sections de la IVe Internationale et leur dislocation à l'issue de la Seconde Guerre mondiale avaient été décrites et prédites par Trotsky qui connaissaient bien leurs dirigeants et qui ne se faisaient aucune illusion sur leur niveau théorique ou leur assimilation du marxisme qui présentait de graves lacunes, répondant à Zeller dans un entretien qu'il fallait bien faire avec ce qu'on avait sous la main à défaut de mieux. Partant de là, absolument personne n'aurait dû s'ériger en héritier de Trotsky ou alors cela déboucherait sur une ignoble et fatale forfaiture, et c'est malheureusement ce qui allait se produire.

Des dirigeants trotskystes de premier plan, qui sans être de la trempe de Trotsky ou Lénine disposaient de qualités indéniables, ils furent les uns après les autres exclus ou poussés à la démission du PCI à l'occasion de manoeuvres déloyales et sournoises orchestrées par P. Lambert, qui se considérait comme l'héritier naturel de Trotsky et le seul maître à bord, alors que manifestement il ne possédait pas et il ne possédera jamais les qualités requises pour diriger un tel parti, aussi bien sur le plan politique qu'humain.

Le POI devait coïncider avec l'achèvement de son oeuvre de liquidation du trotskysme. J'ai même écrit qu'il avait assassiné une seconde fois Trotsky, je persiste et signe.

Il s'y emploiera minutieusement et avec une persévérance remarquable, dès lors qu'il aura acquis le contrôle de son parti qu'il mettra au service de la social-démocratie dans un premier temps, ce qui à terme devait se traduire par un appel à voter Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1981, qui précédera de quatre ans la liquidation du PCI au profit du PT (en passant par le MPPT de 1985 à 1991) appelé à se substituer au PS en direction de la petite bourgeoisie, des classes et couches moyennes ou à reprendre le flambeau du réformisme, cette fois ouvertement. Ce que Lambert ira jusqu'à revendiquer en se déclarant favorable à des réformes sans aucune considération (ou réserves) sur le régime qui les appliquerait et s'en trouverait ainsi légitimé, surtout sans se soucier le moins du monde des conséquences que cela entraîneraient sur l'état d'esprit

des masses exploitées qui seraient de la sorte un peu plus amarrées au capitalisme et qui en revanche se détourneraient davantage du socialisme, partant de là compliquerait un peu plus la tâche de la construction du parti, dont nous avons estimé il y a dix ans qu'elle n'avait jamais été réellement son objectif (pas plus à Krivine ou à Laguiller notez bien).

On nous étonnera que les trotskystes étaient si faibles et marginaux qu'ils n'étaient pas en mesure d'influencer les masses dans un sens ou un autre et que c'est là leur faire un procès d'intention... Or la question n'est pas celle-ci mais ce que pouvait représenter le trotskysme au sein du mouvement ouvrier malgré la faiblesse de ses troupes et que l'orientation révisionniste de ses dirigeants allait contribuer à pourrir en s'adaptant à leur manière au régime ; le réformisme étant la négation du socialisme ou de la révolution socialiste pour laquelle ces trotskystes prétendaient combattre par ailleurs, en réalité, ils la mettront au service du régime.

En liquidant le PCI, Lambert ne rompait pas seulement avec le léninisme et le trotskysme, il rompait avec le marxisme, qui chez lui ne dépassera jamais le stade de formules lapidaires ou sorties de leurs contextes ou encore qu'il distillera sous la forme de vulgaires syllogismes inventés de toutes pièces, qui lui serviront à justifier son révisionnisme et à continuer de se faire passer pour un trotskyste auprès d'intellectuels brillants qui n'en demandaient pas davantage car eux-mêmes gangrenés par l'opportunisme.

Jamais Lambert et son parti ne seront en mesure de s'adresser aux couches les plus exploités du prolétariat, y préférant l'aristocratie ouvrière, les syndicalistes et les fonctionnaires, les intellectuels, le milieu étudiant composé essentiellement dans les années 60-70-80 de rejetons de la petite bourgeoisie et des classes moyennes, et pour finir par lorgner en direction des élus et cadres du PS et du PCF, sans oublier les libres penseurs et les francs-maçons, s'éloignant ou se coupant toujours plus des masses exploitées, ce fut une constante chez lui, mais pas seulement, chez tous les dirigeants de l'OCI-PCI dont aucun ne sera issu des rangs de la classe ouvrière du secteur privé.

La composition de ces partis successifs, PCI, puis OCI, PCI, MPTT, PT et enfin POI, devait déterminer finalement leur orientation politique de plus en plus droitère, allant jusqu'à adopter Jaurès qui était la négation de Marx, en passant par la réhabilitation de Bakounine sous l'influence des anarcho-syndicalistes dont A. Hébert, à la barbe de Marx et Engels qui l'avait expulsé de l'Association Internationale des travailleurs ou la Ière Internationale, ou encore en voyant dans des dirigeants de partis en Algérie (Messali Hadj) ou en Yougoslavie (Tito) des marxistes, pure invention qui sera ensuite démentie par les faits sans que Lambert s'en offusque ou que son statut ne soit remis en cause. De la même manière sa théorie foireuse de l'imminence de la révolution tiendra en haleine plusieurs générations de militants qui s'y épuiseront avant de lâcher prise et de disparaître dans la nature, sans que Lambert ne soit inquiet à son poste de dirigeant indéboulonnable pendant plus de 50 ans.

Et lors de l'oraison funèbre prononcée par D. Gluckstein après le décès de P. Lambert, Gluckstein déclarera que les conditions objectives n'étaient pas mûres, ce qui devait servir à l'exonérer de toute accusation d'aventurisme au cours des années précédentes plutôt que pour dédouaner Lambert de toute responsabilité puisque ce dernier n'était plus là pour en répondre devant leurs militants et cadres. Ce qui signifiait que le tandem Lambert-Gluckstein ainsi que tous les dirigeants qui les avaient suivis avaient failli, ils n'avaient pas été capables d'analyser la situation correctement pendant des décennies, et qu'à partir de là leur ligne politique et leur stratégie avaient été erronées sans qu'ils ne l'admettent évidemment puisqu'ils sont infaillible et refusent d'assumer leurs erreurs, en fait cet argument devait servir uniquement à justifier leur incapacité à construire le parti. D'un côté Gluckstein maintiendra que les forces productives avaient cessé de croître et que les conditions étaient plus que mûres pour passer au socialisme conformément au Programme de transition dont il se réclamait, pour d'un autre côté affirmer exactement le contraire, si cela ne s'appelle pas le double langage on se demande ce que c'est. Cet argument devait aussi lui servir à justifier l'orientation réformiste de son parti en direction des élus du PS et du PCF ainsi que les syndicalistes

C'est dans la foulée de cette imposture que Lambert nommera son dauphin, D. Gluckstein issu de la LCR, au grand dam des autres dirigeants trotskystes de son parti qui ne le digéreront jamais et prennent leur revanche aujourd'hui. Passons sur les exclusions ou désertions qui ont lieu dans ce parti tout au long de ces années de 1984 à nos jours, puisque finalement elles n'ont eu aucun impact sur son appareil totalement contrôlé par le tandem Lambert-Gluckstein.

Ils s'en accommoderont d'autant plus facilement que c'était semble-t-il un de leurs objectifs internes, faire en sorte que les militants restés fidèles au trotskysme ou plutôt qui entendaient rester fidèles au Programme de transition fondateur de la IVe Internationale tel qu'ils l'interprétaient et devenus trop encombrant ou posant trop de questions dégagent au profit de membres plus dociles et plus facilement manipulables issus du PS ou du PCF ou l'un de leurs satellites ou encore des syndicalistes ne possédant aucune base théorique du marxisme, de manière à pouvoir mener leur barque comme ils l'entendaient, une fois que Lambert avait décidé de transformer ouvertement son parti en un parti réformiste démocratique petit bourgeois, les références au marxisme devaient se faire de plus en plus rares ou n'être plus qu'anecdotiques, tandis que le léninisme et le trotskysme deviendraient tabous, était enterré.

Les militants, cadres et dirigeants du PT puis du POI du courant communiste internationaliste étaient priés de s'adapter à ces virages droitiers successifs ou d'aller voir ailleurs, mais comme ailleurs il n'existait aucun autre parti susceptible de faire leur affaire, une partie d'entre eux capituleront face au diktat de Lambert et sa cours, tandis que des milliers de militants démissionneront au fil du temps, au point selon les dires de Schivardi que ce courant trotskyste deviendra minoritaire au sein du POI, même si en terme de courant il demeurera celui qui organisera le plus de militants, quoique apparemment il fut supplanté par les militants issus du PS sans qu'ils soient forcément organisés dans le courant socialiste du POI, le CCI continuant de contrôler l'appareil, le journal et la caisse !

Des militants et ex-militants du CCI m'ont écrit tout cela dans des courriels au cours des dernières années, affirmant avoir avalé des couleuvres jusqu'à en avoir la nausée tout en étant impuissant à y changer quoi que ce soit, ce qui me désolait sincèrement pour eux. Je ne les ai jamais poussés à s'exprimer davantage car je déteste ce procédé, j'ai toujours privilégié les déclarations spontanées honnêtes et sincères, dont parfois la signification ou la portée échappaient à leurs auteurs, mais que l'on pouvait identifier et traduire facilement avec un peu d'entraînement en connaissant la boutique pour avoir milité à l'OCI à la fin des années 70.

Peut-on espérer sans se faire d'illusions, que la crise que traverse le POI-CCI prenne la même tournure que la scission de la SFIO en 1920 qui donna naissance au PC, pas vraiment encore un parti communiste selon Lénine et Trotsky, disons qui pouvait le devenir sous certaines conditions qui finalement ne seront jamais remplies, ainsi si cette scission intervenait elle pourrait donner naissance à une recomposition du mouvement ouvrier devenue plus qu'indispensable et urgente face aux tâches qui attendent le prolétariat et son avant-garde.

Dans plusieurs causeries j'avais exprimé le souhait que le POI éclate (le NPA et LO également), à l'époque pour certains militants j'ai dû passer pour un vulgaire agent du régime en place, leur pire ennemi, alors que je n'étais animé par aucune mauvaise intention envers les militants du CCI, bien au contraire, quelque part j'avais estimé que cet éclatement se produirait forcément un jour ou l'autre sous les coups de butoir du néolibéralisme qui ne laisserait intact aucun parti construit sur des bases opportunistes, j'ai peut-être eu le tort de le formuler un peu trop tôt ou ouvertement, donc je ne leur en veux pas.

J'avais dénoncé les méthodes de fonctionnement qui me semblaient malsaines au sein du PT pour en avoir fait aussi l'expérience, et je n'imaginai pas qu'elles ne pouvaient pas avoir une origine politique et qu'un jour ou l'autre elle remonterait inévitablement à la surface jusqu'à empoisonner totalement la vie de ce parti, c'était mon diagnostic, je n'ai jamais cru à la construction du PT ou du POI.

En écrivant ces lignes, il y a des trucs que j'ai vécus qui me reviennent à l'esprit et on terminera par là aujourd'hui. Quand j'ai rejoint l'OCI en 1978, en fait j'avais milité durant l'année 77 en étant hors parti, j'étais coursier en mobylette, je n'avais pas un revenu fixe et ma condition d'existence était misérable au point de ne pas toujours manger à ma faim. J'étais assurément le militant de l'OCI le plus démuné, le plus pauvre issu d'une famille d'ouvriers pauvres. Je me suis retrouvé entouré de militants qui ne partageaient pas vraiment ma condition. Je cumulais tous les handicaps, je vivais seul, sans diplôme et sans formation, avec un salaire aléatoire et misérable, logé dans le privé et connaissant des difficultés pour payer mon modeste loyer (à Clichy-sur-Seine), sans un sou, habillé au puce de Saint-Ouen ou Montreuil, ayant des parents trop pauvres pour me venir en aide, je ne pourrais même pas assister au concert de Frank Zappa quand il passera à Paris car je n'avais pas de quoi me payer un billet. Tandis que tous mes camarades de parti étaient fonctionnaires (Prof, Sécu, Alloc, SNCF, etc.), agents municipaux, cadres ou cadres supérieurs dans le privé, directeurs, ingénieurs, sans oublier deux permanents d'Informations ouvrières, etc. à l'exception d'un ou deux dont un maçon yougoslave, Milane, qui deviendra fou plus tard, bref, quelque part nous n'appartenions pas tout à fait au même monde ou nous n'avions pas vraiment les mêmes préoccupations quotidiennes, la mienne se résumait à tenter de survivre dans des conditions extrêmement pénibles.

Aussi n'abordions-nous jamais ce sujet ou ce genre de discussions, je gardais en moi toutes les frustrations qui m'étaient imposées par mon mode de vie que je n'avais pas choisi ou dont je n'étais pas responsable, je le subissais en silence que seule ma rage de jeune militant révolutionnaire soulageait, je me sentais plus seul que jamais en vérité et très vulnérable. Et si quelques camarades se sont employés à soulager en partie mes difficultés en m'invitant au restaurant, c'était parce que j'étais un activiste comme eux et j'avais été pris en charge par mon responsable de secteur qui avait besoin de quelqu'un pour porter ses valises comme l'ont dit, plutôt que par sympathie désintéressée, ce que j'ignorais à l'époque, il se montra particulièrement généreux envers moi jusqu'au jour où je démissionnerai de l'OCI et nos relations s'arrêteront aussi nettes le jour même, puisque finalement sur le plan personnel nous n'avions tissé aucun véritable rapport d'amitié, nos relations étaient pour ainsi dire purement professionnelles ou de circonstances, d'ailleurs il deviendra plus tard un zélé permanent du parti, un bien triste sort auquel j'ai échappé sans le savoir et dont je lui suis gré.

Je n'avais pas imaginé ce genre de rapports dans le parti où je militerai, en réalité je n'y avais jamais réfléchi, inconsciemment je m'attendais à mieux, à un franche esprit de camaraderie, à ce qu'on partage ensemble davantage de choses, à ce qu'on forme une véritable famille dont tous les membres seraient soudés, solidaires sans pour autant en attendre quelque chose sur le plan matériel, car cela ne faisait pas partie de mon éducation ou de mes principes à l'instar de mon père.

Maintenant je sais que les militants sont des hommes comme les autres avec leurs faiblesses et leurs défauts, mais aussi leurs qualités et leurs valeurs, et qu'il ne faut pas en attendre plus que ce qu'ils peuvent donner, toute ressemblance avec une jolie femme serait assurément d'un mauvais goût qui serait immédiatement condamnée par les féministes hystériques qui sévissent dans nos rangs. Cela dit plus sérieusement, il me semble qu'entre les deux attitudes on peut concevoir qu'il pourrait exister un juste milieu dès lors qu'on partage le même idéal et qu'on est censé y rester attaché, de sorte qu'on fasse tout ce qui est en notre pouvoir pour que chacun se sente bien dans le parti et progresse, ce qui implique qu'on accorde aussi de l'attention à ce que vit chaque militant quotidiennement au lieu de l'abandonner à son triste sort ou aux difficultés qui l'accablent et peuvent interférer avec son activité politique, qu'il abandonnera un jour ou l'autre s'il n'en tire rien sur le plan personnel ou pire si c'est devenu entre temps une source de tracas supplémentaires, d'autant plus que la révolution étant repoussée à une date



indéterminée, en attendant il faut faire preuve de beaucoup de patience et s'armer théoriquement pour tenir le coup jusqu'au bout, il faut se serrer les coudes entre militants du même parti. Lorsqu'on a l'impression que le parti est une substance vide ou creuse comparable à ce qu'est votre vie ou qui ne vous apporte rien, il arrivera forcément un moment où on claquera la porte. Il n'y a que les militants qui en tirent profit d'une manière ou d'une autre qui y resteront ou qui estiment que leurs convictions ou leur idéal leur commandent d'y rester, ce qui ne concernera qu'une minorité de militants dans l'état actuel des choses.

Je m'attendais à rencontrer des gens à l'esprit ouvert, et c'est tout le contraire qui s'est produit, en pire très souvent par crainte d'être jugé et de se ridiculiser de nombreux militants hésitaient à s'exprimer, car tout propos ou comportement était interprété et devait être justifié sur le champ. Et puis avant de commencer à militer j'étais extrêmement naïf, je n'aurais jamais imaginé devoir me battre un jour dans mon propre camp et rencontrer autant d'adversité et de haine (surtout de la part de militants d'autres partis). Ce fut pour moi une découverte fort désagréable pour ne pas dire terriblement choquante ou traumatisante, d'autant plus quand on est jeune et qu'on a vécu jusqu'alors des relations insouciantes avec des jeunes de notre âge dont on avait tiré beaucoup de satisfactions, inconsciemment on s'attendait à vivre le même genre de relations ou tout du moins en tirant une égale satisfaction, ce qui ne sera jamais le cas.

Je croyais que parce qu'on se battait contre le même ennemi, on chercherait toujours en cas de désaccord à se comprendre et qu'on y parviendrait par des moyens loyaux et honnêtes, qu'on aurait cette intelligence. J'ignorais à quel point le combat politique pourrait être dur sans aucune compensation en retour (tel qu'il était conçu dans ce parti), à vrai dire, lorsque je cesserais de militer soudainement après des années d'activisme effrené, ce fut un réel soulagement sans même que je me pose la question. C'était davantage comme si je m'étais délesté d'un coup d'un fardeau devenu de plus en plus insupportable, me posant plus de problèmes qu'il n'en résolvait, donc une décision salutaire sur laquelle je ne reviendrai pas pour avoir mal vécu cette expérience par ailleurs enrichissante, sans que j'ai progressé d'un pas sur le plan politique. En réalité je n'analyserai cette expérience que des décennies plus tard en renouant avec le militantisme, enrichi de l'expérience de la vie et de nombreuses lectures et études qui me permettront d'y voir plus clair.

C'est toute cette expérience et les enseignements que j'en ai tiré que j'essaie de partager à travers ces causeries. Je n'ai pas besoin de me raconter, je connais mon histoire par coeur ou presque pour l'avoir décortiquée à de multiples reprises. S'il m'arrive encore d'y revenir ce n'est ni par nostalgie ou parce que j'éprouverais des remords ou j'aurais l'impression d'être passé à côté de quelque chose, le passé est le passé, je me dis seulement qu'étant perfectible on peut encore espérer progresser ou s'améliorer en analysant cette histoire chaque fois sous un oeil différent après avoir vécu de nouvelles expériences.

Et ce n'est pas davantage une sorte de thérapie, car je n'ai pas besoin de revivre les émotions ou pulsions refoulées du passé pour les sublimer comme dirait un psychanalyste, afin de me délivrer de je ne sais quel complexe, quelle fixation ou quel blocage inconscient qui affecterait l'équilibre de mon comportement mental, j'ai eu l'occasion de m'en défaire si c'était nécessaire en ayant une vie amoureuse et sexuelle normale ou épanouie, je crois que ce sont des marqueurs qui témoignent suffisamment de mon état psychologique et mental que j'estime satisfaisant ou équilibré, sans qu'ils suffisent pour le définir, car il existe à côté des tendances à la névrose et à la psychose un autre état de conscience qui coïncide justement avec l'équilibre entre ces deux tendances, et il est admis ou déclaré normal qu'une de ces tendances l'emporte sur l'autre à différents moments de notre vie sans qu'il y ait à en conclure forcément en un penchant pour l'une ou pour l'autre, tout est une question de degré, c'est dialectique assurément, vous voyez que le marxisme peut aider à progresser dans bien d'autres domaines que la politique...

On ne se formalise pas pour un excès, mais on s'inquiète quand il devient la norme, là le penchant est avéré et peut devenir une menace pour soi ou pour les autres, selon que l'on développe une schizophrénie ou une paranoïa qui peuvent être hystériques ou obsessionnelles ou les deux à la fois, les quatre à la fois et là vous êtes totalement déconnecté de la réalité, vous tombez sous l'emprise de la folie. Vous ne trouvez pas que l'on retrouve tout cela dans la propagande néolibérale ? Ils veulent rendre folle la population pour qu'elle ait envie de s'étriper ou qu'elle se cloître chez elle à quatre tours par crainte d'être étripée, c'est terrible, c'est un mécanisme dévastateur qui broie tout sur son passage, d'où la réponse que nous apportons à leur guerre idéologique et psychologique contre le peuple.

On peut employer le substantif peuple, dans la mesure où il broie toutes les classes à l'exception de certains pans du capitalisme et de l'élite intellectuelle qui sert ses intérêts. Cela me semble justifier, sans jamais oublier les couches les plus défavorisées de la société contrairement à tous les partis. On n'agit pas ces couches les plus défavorisées comme un fétiche, elles sont dans le besoin quasi absolu, ce qui signifie qu'elles peuvent être très combattives et ne pas rechercher seulement des solutions individuelles à leurs difficultés.

Nous sommes le nombre, nous sommes la force, nous sommes le pouvoir, voilà ce que le prolétariat doit s'approprier dans la perspective de conquérir son émancipation sociale et ensuite atteindre la liberté. C'est une argumentation très simple à la portée de n'importe quel travailleur, c'est comme l'idée qu'il faut un changement de régime, elle sous-entend qu'il ne resterait plus deux pierres debout des institutions qui nous ont conduits au bord de l'abîme en nous engageant malgré nous dans des guerres, massacres, génocides, etc.

Je pense que ce mot d'ordre devrait être mis en avant car il cristallise l'ensemble des contradictions du capitalisme et la seule issue politique possible conforme aux besoins et aspirations des travailleurs, la tâche politique qu'ils doivent accomplir pour pouvoir les satisfaire. Changer de régime, c'est à la fois se débarrasser du capitalisme et l'ensemble de ses institutions

nationales, européennes et internationales, c'est avancer sur la voie du socialisme.

Un dernier mot.

Le passage où j'ai traité rapidement de mon expérience à l'OCI peut être incompréhensible ou choquant à bien des militants, pour avoir oublié de préciser qu'il ne suffisait pas d'adopter le socialisme, mais qu'il fallait être digne de le représenter, ce qui impliquait que chaque militant qui s'en réclamait prenait sur lui de s'améliorer ou d'avoir un comportement qui soit en conformité avec ses idées ou ses convictions, et qu'il s'engageait à faire les efforts nécessaires sur le plan personnel pour y parvenir, partant du constat que cela n'allait pas de soi ou que ce n'était pas inné ou un don de la nature, et que son attitude serait sans cesse jugée par les travailleurs et les autres militants.

Chaque militant incarnant le parti dans lequel il militait, il était indispensable qu'il fasse son éducation et que le parti l'aide à y parvenir, ce qui n'a rien à voir avec un lavage de cerveau ou un embrigadement particulier, bien au contraire puisqu'à la base il s'agit de l'aider à acquérir une méthode d'analyse et un esprit critique qu'il se forgera et qu'il appliquera à lui-même sans qu'on ait besoin de le faire rentrer de gré ou de force dans un moule, l'idée étant que chacun progresse librement en fonction de ses expériences et de ses connaissances sans y être contraint par une quelconque autorité, pas même celle du parti qui doit forger des militants conscients, et non des bénis oui-oui obéissant aveuglément aux ordres de ses nouveaux maîtres.

Bien peu de militants ont conscience de tout cela, même après des décennies de militantisme ou qui l'ont oublié, alors que cela devrait faire partie de la définition de fonction du militant ouvrier socialiste et révolutionnaire lorsqu'il rentre dans le parti.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Concentration de la production et baisse du coût du travail où l'évolution naturelle du capitalisme mondial

- Pourquoi le porc français est-il moins compétitif ? - Francetv info

Ce lundi 10 août, deux industriels majeurs de la filière porcine ont refusé d'acheter du porc français qu'ils estiment trop cher. Le cochon français est aujourd'hui boudé par les industriels. Depuis plus de 10 ans, la filière ne se porte plus très bien. Le problème réside principalement dans le fait que le porc français est l'un des plus chers d'Europe : 1,55 euro le kilo, contre 1,32 euro le kilo en Allemagne et même 1,23 euro au Danemark.

En France, les élevages sont beaucoup plus petits, et donc moins rentables que dans le reste de l'Europe, avec 200 truies en moyenne dans l'Hexagone, contre 560 au Danemark et plus de 1 200 Espagne. Il faut aussi faire avec une main-d'oeuvre plus chère. L'Allemagne emploie beaucoup d'étrangers. Ils sont payés en moyenne 10 euros de moins de l'heure que les travailleurs français. La France est à ce jour le troisième producteur européen, avec 24 millions de porcs élevés, soit deux fois moins que l'Espagne. Francetv info 11.08

Dans l'article plus loin sur la Chine on lira qu'"*endettement, inégalités, faiblesse de la consommation des ménages, surcapacités*" ont forcément des conséquences économiques (et sociales) et qu'il arrive forcément un moment où l'orientation de ces facteurs a une répercussion sur chacun d'entre eux et sur l'ensemble de l'économie, qui se retrouve étranglée ou à cours de marge de manoeuvre, tendant à ralentir, à stagner, à être paralysée et finalement exploser, pas forcément là où on l'attend d'ailleurs, ce sont les économies (et surtout les peuples) les plus faibles ou les plus corrompus qui en feront les frais en premier dans une économie mondialisée.

Nous ne sommes pas opposé à la mondialisation de l'économie par les capitalistes dans la mesure où elle précipite la fin de ce système économique, nous en combattons les conséquences dans la perspective d'une République sociale universelle, qui permettrait à tous les peuples de réorganiser la production à l'échelle mondiale sur la base de leurs besoins sociaux afin de pouvoir les satisfaire, vivre en harmonie et en paix.

Etre contre la mondialisation est réactionnaire, car cela reviendrait à interdire aux peuples des pays sous-développés ou en voie de développement d'atteindre le niveau de vie moyen des peuples des pays développés ou à ces pays de s'industrialiser, de développer leurs infrastructures, etc., sous prétexte que leur développement se ferait de manière anarchique entraînant de graves conséquences sur l'environnement ou qui ne profiterait pas vraiment à ces peuples, soucis qui apparemment ne préoccupent pas vraiment ces "opposants" à la mondialisation ou les adeptes de la décroissance lorsqu'il s'agit du peuple du pays où ils vivent, là ils ont su s'accommoder du capitalisme en fonction du profit qu'il pouvait en attendre sur le plan personnel, ce qui ne sera pas le cas de la majorité des travailleurs évidemment dont ils ne partagent pas la cause.

### En famille contre le peuple grec.



- Grèce : le peuple victime du nouveau plan d'aide ? - Francetv info

Ce mardi 11 août, la Grèce a trouvé un accord avec ses créanciers pour la mise en place d'un troisième plan d'aide à hauteur de 85 milliards d'euros. Mais cela ne se fera pas sans certains sacrifices. Pour la population, "c'est tout sauf une bonne nouvelle", témoigne Alexia Kefalas. "Le coup de massue est tombé le 12 juillet dernier quand Alexis Tsipras a dit 'oui' à un accord quelles que soient les conditions, alors que les Grecs venaient de voter 'non' à l'austérité. C'est la continuation de ce qu'ils appellent 'une trahison'", poursuit la journaliste en direct d'Athènes.

Grâce à cet accord, le spectre de la sortie de la zone euro s'éloigne, mais celui de l'austérité revient. Les promesses électorales d'Alexis Tsipras semblent désormais bien loin. Il s'était engagé par exemple à augmenter le salaire minimum à 751 euros par mois.

Aujourd'hui, les 85 milliards d'euros vont surtout servir "à rembourser les emprunts, à payer les fonctionnaires et payer les retraites", rapporte encore la journaliste.

Toutefois, le problème de la dette grecque est loin d'être réglé alors que son montant s'élève aujourd'hui à 320 milliards d'euros. Pour le FMI, il faudra, quoiqu'il arrive renégocier cette dette "qui va encore grimper, jusqu'à 200% du PIB".

Ce nouveau plan d'aide doit d'abord permettre à Athènes de payer une échéance de 3,4 milliards d'euros due à la Banque centrale européenne, le 20 août. Quant aux banques grecques, exsangues du fait de la dégradation économique et des retraits massifs des citoyens, elles ont un besoin urgent de recapitalisation.

C'est toute la question et les économistes sont plutôt sceptiques. "Il y a un certain nombre de pièges qui pourraient faire dérailler l'accord dans les prochains mois et relancer les craintes d'un 'Grexit'", une sortie de la Grèce de la zone euro, notent les analystes d'ABN Amro.

Beaucoup d'économistes prévoient une baisse du PIB grec de 3 à 4% cette année. Pour l'éviter, il va falloir une cure d'austérité qui pourrait "être contre-productive" pour la croissance. "Le plan repose sur des prévisions pour l'économie et les finances publiques qui relèvent quasiment du fantasme", assure Jonathan Loynes, de Capital Economics.

Selon lui, ce nouveau plan d'aide "ne permettra ni de régler les problèmes économiques et budgétaires profonds de la Grèce, ni d'assurer son avenir au sein de l'union monétaire". Francetv info 11.08

[Système financier mafieux. Délit d'initié généralisé par des pirates informatiques à la solde de l'oligarchie financière.](#)

- Etats-Unis: des traders empochent jusqu'à 100 millions de dollars grâce à des hackers ukrainiens - AFP

Les autorités américaines ont engagé des poursuites judiciaires mardi contre des traders sans scrupules, qui ont engrangé jusqu'à 100 millions de dollars en obtenant illégalement des informations confidentielles sur des entreprises comme Boeing et Netflix avec l'aide de hackers ukrainiens.

Le gendarme de la Bourse, la SEC, accuse deux hackers ukrainiens et une trentaine de courtiers américains et internationaux dont deux fonds parisiens, Omega 26 et Guibor, d'avoir engrangé 100 millions de dollars de gains illégaux.

"Les accusés ont perpétré une fraude internationale en "hackant" les serveurs d'au moins deux services de communiqués de presse et en volant (...) des informations portant sur les résultats d'un nombre d'entreprises cotées qui n'étaient pas encore disponibles pour le grand public", fustige la SEC dans sa plainte.

Dans une action parallèle, neuf personnes ont été inculpées par les antennes du New Jersey (est) et de Brooklyn (New York) du département de la Justice (DoJ), qui les accusent d'avoir empoché plus de 30 millions de dollars de gains illégaux, selon l'acte d'accusation consulté par l'AFP.

La fraude, mise en place en février 2010 jusqu'en mai 2015, était basée sur des cyberattaques contre trois sociétés américaines et canadienne de publication des communiqués d'entreprise: Business Wire, PR Newswire et Marketwired.

Les fraudeurs présumés ont ainsi pu obtenir avant tout le monde des informations sensibles sur des opérations de fusions-acquisitions et autres investissements des sociétés ciblées, affirme la justice américaine.

La liste des entreprises visées comprend des grands noms de la vieille et de la nouvelle économie américaine et des sociétés symboliques.

Parmi elles, on retrouve l'avionneur Boeing, le fabricant des engins de chantier Caterpillar, le conglomérat industriel Honeywell, le chimiste DuPont, le constructeur automobile Ford, la compagnie aérienne Delta Air Lines, le groupe informatique Hewlett Packard (HP), le groupe de vidéo en ligne Netflix, le fabricant d'armes Smith & Wesson ou encore Bank of America, deuxième banque américaine en termes d'actifs.

Le mécanisme était simple: les traders donnaient aux hackers une liste des entreprises qui les intéressaient en précisant le type d'informations recherchées.

Les hackers pénétraient le système informatique des sociétés de diffusion des communiqués, obtenaient ceux-ci et les transféraient aux courtiers.

Ces communiqués sont gardés secrets jusqu'à leur publication simultanée, pour donner -- du moins en théorie -- la même information en même temps à tous les investisseurs en Bourse.

Quelque 150.000 informations ont été volées, selon la justice américaine. Les fraudeurs présumés communiquaient par courriel et via des messageries instantanées.

Forts de leur avantage, les traders incriminés pouvaient alors parier à la baisse ou à la hausse sur les titres des sociétés ciblées bien avant que les informations ne soient publiques.

Cinq des neuf personnes inculpées ont été arrêtées mardi en Georgie (sud), en Pennsylvanie (est) et à New York, a indiqué à l'AFP un porte-parole du ministère de la Justice.

Les deux hackers vivent en Ukraine et sont âgés de 23 et 27 ans. Le plus jeune Oleksandr Ieremenko opère avec l'alias "Aleksander Eremenko", selon les régulateurs américains, tandis que le plus âgé Ivan Turchynov répond à "Turchynov".

Treize des courtiers mis en cause par le gendarme de la bourse vivent aux Etats-Unis et près de vingt sont basés en Russie, Ukraine, aux îles Vierges, îles Caïmans, Malte, Chypre et aux Bahamas.

Les deux fonds français, Omega 26 et Guibor S.A, ayant profité de ces vols illégaux de données sont basés à Paris. Ils ont spéculé pour leur propre compte et non au nom de leurs clients, précise la SEC.

Un des comptes de Guibor a été utilisé pour exécuter des opérations ayant rapporté 3,5 millions de dollars. Quant à Omega 26, un de ses comptes lui a rapporté 2,1 millions de dollars.

La SEC a obtenu le gel des actifs de certains des courtiers.

Les autorités américaines ont accentué récemment leurs contrôles, après une recrudescence d'attaques informatiques contre les entreprises. AFP 11.08

Commentaire d'un internaute

- "La fraude, mise en place en février 2010 jusqu'en mai 2015", la justice américaine est aussi rapide que la française.

Sûrement la partie émergée de l'iceberg des fraudes financières, comme si ces poursuites judiciaires allaient décourager les autres."

Les traders évoluent dans une banque ou une entreprise financière qui les a embauchés dans le cadre de la définition de fonction dont ils ont eu connaissance ou qu'ils ont approuvée, et qui détermine précisément le contenu de leur poste de travail ainsi que les tâches qu'ils doivent accomplir.

Ils travaillent comme tout salarié sous l'autorité de leur hiérarchie qui veille à ce que les moyens mis à leur disposition servent à atteindre les objectifs que leur a fixés la direction de l'entreprise.

On n'imagine pas un seul instant un trader ayant pris sur lui de se livrer à des pratiques frauduleuses qui pourraient porter atteinte à l'image de son entreprise et de ses dirigeants si elles venaient à être découvertes et à faire l'objet de poursuites judiciaires. C'est ce qu'on voudrait nous faire avaler, alors que des sommes colossales sont en jeu, c'est une fois de plus nous prendre pour des demeurés.

Maintenant, la population n'ayant en général aucune notion d'économie, on comprend à qui s'adresse ce genre d'artifices conçus

pour faire croire que les gangsters de la finance n'échapperaient finalement pas à la justice ou que le capitalisme serait un modèle d'impartialité en matière de justice, alors qu'aucun banquier dans le monde n'est à ce jour en prison, encore s'en trouverait-il un qu'il aurait tout simplement été éliminé par des concurrents plus puissants.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Haro sur le Brésil !

- Moody's abaisse la note du Brésil mais relève sa perspective - AFP

L'agence de notation financière américaine Moody's a abaissé mardi de Baa2 à Baa3 la note de la dette souveraine du Brésil mais relevé sa perspective à "stable". AFP 11.08

A lire : C'est le moment de dénoncer au monde le coup d'état en cours au Brésil (Blog da Cidadania) - legrandsoir.info 09.08 (On mettra cet article en ligne cet après-midi)

Ils ne sont pas à une provocation ou à un délire près.

- Kerry accuse la Chine et la Russie de lire "très probablement" ses emails - AFP

Kerry transformé en médium, ils nous auront tout faits !

Le procédé consiste ici à lancer en tête de proposition une accusation gratuite qui ne sera pas démentie par la suite, mais qui au contraire fera l'objet d'une réserve précédée par un superlatif (très) qui aura pour vertu d'accentuer cette accusation, histoire que ceux qui en prendront connaissance lui attribuent la valeur d'une vérité ou la substitue à la réalité, sans qu'ils aient connaissance des éléments qui leur permettraient de porter un jugement sur la validité de l'accusation portée par Kerry ou pouvoir déterminer si elle ne tenait pas de la fabulation, d'une supercherie pour les tromper et les amener à supporter les Etats-Unis.

Qu'on ne vienne jamais nous parler de l'indépendance de l'AFP, on deviendrait féroce !

- La Géorgie accuse la Russie de déplacer la frontière en Ossétie du sud - LeMonde.fr

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Syrie

1- Les USA démentent un accord sur une "zone de sécurité" en Syrie - Reuters

A peine deux heures plus tôt Reuters titrait : Accord Turquie-USA sur une zone de sécurité en Syrie.

La Turquie a annoncé mardi avoir conclu avec les Etats-Unis un accord sur la création d'une "zone de sécurité" dans le nord de la Syrie dans le cadre de leur campagne contre l'organisation Etat islamique (EI), mais le département d'Etat américain a démenti l'existence d'un tel accord.

Le ministère turc des Affaires étrangères a publié un communiqué dans lequel Feridun Sinirlioglu déclare: "Le contrôle et la protection de cette région débarrassée de (l'EI) seront assurés par les forces d'opposition syrienne et la défense aérienne et le soutien nécessaire pour ce faire (...) seront fournis par les Etats-Unis et la Turquie."

Interrogé sur ces informations, Mark Toner, porte-parole du département d'Etat américain, a répondu: "Il n'y a aucun accord sur quelque zone que ce soit."

Il a ajouté ne pas avoir eu connaissance des déclarations officielles turques et ne pas pouvoir les commenter.

"Nous avons été assez clairs en disant qu'il n'y avait aucune zone, aucun sanctuaire, ce n'est pas de cela que nous parlons. Ce dont nous parlons, c'est d'un effort soutenu pour chasser l'EI de la région", a-t-il poursuivi lors d'un point de presse. Reuters 11.08

Complétons : "chasser l'EI de la région" pour le remplacer par Al-Nosra, les terroristes "modérée" formés par les Américains, Britanniques, Français...

## 2- Le message d'Assad à Riyad - french.tribune.com

Selon Rai al Youm, Assad aurait transmis via le chef de son bureau de sécurité nationale un message aux dirigeants saoudiens. "Assad aurait demandé à Riyad des preuves concrètes de leur bonne foi. Il lui faut en effet renoncer au renversement d'Assad ainsi qu'au soutien aux terroristes. "Pour Assad" le soutien au terrorisme va à rebours de la lutte contre le terrorisme" une seconde rencontre devrait avoir lieu entre le responsable syrien et le ministre saoudien de la défense. french.tribune.com 10.08

## 3- Le président Bachar al-Assad, un partenaire fiable pour éradiquer Daech (Sergueï Lavrov) - french.tribune.com

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a dit que le président syrien, Bachar al-Assad est un partenaire fiable pour la communauté internationale pour éradiquer l'organisation terroriste de Daech.

Dans une interview télévisée, le chef de la diplomatie russe a critiqué la position ambiguë du gouvernement américain en ce qui concerne la lutte contre les terroristes de Daech, et a affirmé que le président Bachar al-Assad est un partenaire incontournable pour ceux qui voudraient se battre réellement et de manière sérieuse contre Daech, le terrorisme et l'extrémisme. Sergueï Lavrov a insisté sur l'importance de l'abandon des approches sélectives dans la lutte contre Daech, et a ajouté que ce groupe terroriste est un danger réel pour la communauté internationale.

En effet, avec les dernières opérations de Daech en Arabie saoudite et au Koweït, il est clair que le terrorisme extrémiste ne connaît plus aucune frontière, et qu'une action commune de la part de tous les pays serait le seul mécanisme concret qui reste pour éradiquer ce groupe terroriste dans la région. Au-delà des politiques douteuses de certains gouvernements arabes et occidentaux dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, les gouvernements syrien et irakien ont montré qu'ils sont le fer de lance de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, en s'appuyant sur le soutien populaire.

En Syrie, le gouvernement du président Bachar al-Assad et l'armée mènent la guerre contre les terroristes les plus dangereux du monde depuis plus de quatre ans. Cependant, les pays qui prétendent se battre contre Daech et qui forment une coalition internationale pour le combattre, se mettent devant les activités du gouvernement et de l'armée de la Syrie pour se battre contre les terroristes au lieu de les soutenir. C'est dans ce cadre que les Etats-Unis a décidé d'offrir sa couverture aérienne aux rebelles qu'ils qualifient de « modérés » et qu'ils ont formés eux-mêmes dans les camps d'entraînement en Jordanie et en Turquie.

Le gouvernement américain ne cesse de diviser les terroristes en deux groupes de bons et de méchants, afin de justifier ses aides de toutes sortes, à l'aide des pays comme la Turquie et l'Arabie saoudite, pour former et armer les groupes rebelles qui se battent contre le gouvernement du président Assad et non pas contre les terroristes. Ce comportement ambigu des Etats-Unis et de leurs alliés régionaux n'aident en rien la paix et la sécurité régionale voire internationale. L'infiltration des membres de Daech à l'intérieur du territoire saoudien en est un exemple. Comme l'a souligné le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, pour éradiquer le terrorisme, il faut une action collective, en accordant la place centrale au gouvernement syrien qui a prouvé qu'il est un partenaire fiable dans la lutte antiterroriste depuis plus de quatre ans. french.tribune.com 10.08

## 4- Syrie: Moscou réitère son soutien à Assad - french.tribune.com

Le ministre russe des Affaires étrangères a souligné que le président syrien était un partenaire important et fondamental, dans la lutte contre le terrorisme.

Selon la chaîne Al-Akhabariya, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, interviewé par une chaîne de télévision russe, a dénoncé, vigoureusement, les positions de l'administration américaine et ses critères ambivalents, dans la lutte contre le groupe takfiri-sioniste de Daech. "Le gouvernement de Damas est disposé à prendre part aux efforts internationaux, dans la lutte contre Daech", a-t-il affirmé. L

Le patron de la diplomatie russe a rappelé que la communauté internationale avait reconnu la Syrie, comme un partenaire fiable, lors du démantèlement des armes chimiques. Lavrov a condamné les positions et allégations de Washington, selon lesquelles des armes chimiques se trouvaient, toujours, sur le sol syrien. Il a invité les Etats-Unis à éviter de formuler des accusations, sans fondement, et à évoquer, exclusivement, les réalités.

Le premier diplomate russe a par ailleurs dénoncé la nouvelle campagne de Washington, et l'utilisation de chasseurs-bombardiers, pour soutenir les terroristes, formés et entraînés, en Turquie. french.irib.ir 10.08

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Pérou

- Pérou: un mort dans des affrontements entre police et ouvriers près d'une mine - AFP

Une personne a été tuée et une vingtaine d'autres blessées à La Oroya, au nord-est de Lima, dans des affrontements entre policiers et ouvriers de la mine de Doe Run Peru, qui ont entamé mardi une grève illimitée.

"Apparemment, la victime est décédée d'une blessure par balle à la poitrine", a indiqué à Canal N Martin Ordoñez, responsable de la Santé pour la région de Junin, où se trouve La Oroya.

La grève des mineurs a démarré mardi, des centaines d'employés bloquant les routes pour demander au gouvernement de réduire les exigences environnementales empêchant, selon eux, l'entreprise de fonctionner dans sa totalité et d'attirer de nouveaux investisseurs.

En raison de ce mouvement, plusieurs centaines de bus et de poids lourds étaient à l'arrêt sur l'autoroute "Central", qui relie la capitale péruvienne au centre du pays.

Doe Run Peru, propriété du groupe américain Renco, gère à La Oroya, dans les Andes centrales, un complexe métallurgique incluant une raffinerie de métaux, responsable de nombreux problèmes de pollution.

L'entreprise, qui produit notamment du cuivre, du plomb et du zinc, avait dû stopper son activité en juin 2009, car elle ne respectait pas les règles environnementales.

Egalement handicapée par des problèmes financiers, elle avait repris ses opérations, de manière partielle, en juillet 2012.

La ville de La Oroya, qui compte 30.000 habitants, vit de la mine depuis plus d'un siècle. Elle est considérée comme l'une des villes les plus polluées au monde par les gaz produits par le raffinement des métaux.

Le Pérou, qui possède un riche sous-sol, est le deuxième producteur de cuivre et le cinquième producteur d'or de la planète.

Son secteur minier est considéré comme l'un des plus dynamiques et constitue le pilier de son économie, mais il a été secoué par de nombreux conflits sociaux et environnementaux ces derniers mois. AFP 11.08

---

## ECONOMIE

1- Italie

- Rome lance l'introduction en Bourse de la Poste italienne - Reuters

Le Trésor italien a annoncé mardi la privatisation de 40% du capital de la Poste italienne dans le cadre d'une introduction en Bourse dont la procédure débutera mi-octobre.

Cette IPO sera achevée dans les deux semaines suivant son lancement, précise le Trésor dans un communiqué.

L'Etat italien espère récupérer jusqu'à 4 milliards d'euros de cette privatisation partielle de Poste Italiane, destinée au redressement des comptes publics du pays. Reuters 11.08

2- Chine



## - La Chine entre dans la guerre des monnaies - latribune.fr

Le cours pivot du yuan face au dollar a été abaissé de 2 %. Une dévaluation présentée comme technique par Pékin, mais qui traduit le manque d'alternative du pays pour relancer sa croissance.

La Chine a donc décidé de dévaluer le yuan ce 11 août de près de 2 % face au dollar des Etats-Unis. Le mouvement n'est pas anodin. C'est tout simplement la plus forte évolution quotidienne du renminbi (RMB, « monnaie du peuple », nom officiel de la monnaie chinoise) depuis 1994.

### Le régime de change du yuan

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut comprendre le régime de change du yuan. Entre 1994 et 2005, la Chine a adopté un système de taux de change fixe face au dollar étasunien, un « ancrage » (« peg » en anglais). La Banque centrale chinoise, la Banque populaire de Chine (connu sous son acronyme anglais de PBoC), assurait le taux officiel via un strict contrôle des changes. Lorsque le développement chinois s'est accéléré, au début des années 2000, ce système s'est révélé inadapté. Il a fallu s'ouvrir davantage pour attirer les investisseurs étrangers. En 2005, la Chine a donc décidé d'adopter le « flottement contrôlé » de sa monnaie. Désormais, le yuan peut évoluer dans une fourchette par rapport à un « cours central » défini lui-même sur un « panier » de grandes devises. Ce système a été suspendu pendant la crise entre 2008 et 2010. Mais en 2014, la fourchette de variation a été élargie de 1 % à 2 % quotidiens.

### Ajustement technique ?

L'ambition de Pékin est de faire du renminbi une devise internationale, de transaction, mais aussi de réserve. L'ambition est économique, mais aussi clairement géopolitique. Il s'agit de faire de l'ombre au maître dollar. Pour cela, la Chine a engagé une libéralisation progressive de l'accès au yuan. Et la dévaluation de ce 11 août est présentée comme un moyen de renforcer ce mouvement. En effet, cette nouvelle fixation du cours du yuan a pour but de permettre, à partir de ce jour, de favoriser un prix « dépendant de l'offre et de la demande et des mouvements des grandes monnaies. » Comme le cours central était de plus en plus éloigné du cours de marché, en raison de l'affaiblissement de l'économie chinoise et de la perspective d'une remontée des taux de la Fed, la PBoC ramène ce cours à sa valeur de marché pour permettre au nouveau système de bien fonctionner. C'est donc, officiellement, une mesure « exceptionnelle » visant à favoriser une nouvelle étape vers une évolution guidée par le marché du yuan.

Entrer dans le panier des DTS du FMI La Chine peut espérer que ce mouvement favorise une de ses obsessions : faire entrer le yuan dans le très restreint club des monnaies formant la « monnaie » du FMI, les droits de tirage spéciaux (DTS, en anglais SDR). Ce serait faire du « billet rouge » une monnaie de référence mondiale. Aujourd'hui, le cours du DTS est déterminé par quatre monnaies seulement : l'euro, le dollar des Etats-Unis, la livre sterling et le yen japonais. L'institution de Washington a promis de réviser le panier des DTS en septembre 2016. Pour entrer dans ce club fermé, il faut avoir une place importante dans les transactions internationales et être « librement utilisable. » La réforme pourrait donc aider, si cet ajustement est effectivement « unique. » Mais une autre réalité, bien moins réjouissante, pourrait se dissimuler derrière cet « ajustement » du renminbi.

### Marasme économique

La réalité, c'est que l'économie chinoise est en plein marasme. Certes, les chiffres officiels font encore rêver la planète entière avec une croissance de 7 % visée, mais beaucoup ne prennent guère au sérieux le niveau de cette croissance et préfèrent s'en tenir à la tendance. Laquelle est clairement à la baisse. Et le front des exportations est particulièrement inquiétant. En juillet, les exportations ont reculé de 8,3 % sur un an contre une baisse de 1,5 % attendue par les analystes. Dans un pays encore largement dépendant des exports, ce chiffre est plus qu'inquiétant. D'autant que le pays subit encore une baisse notable du crédit, du moins en ce qui concerne les crédits aux entreprises non-financières et aux particuliers. A cela s'ajoute la tourmente boursière qui a fait perdre à la Bourse de Shanghai près d'un tiers de sa valeur en trois mois.

### Où trouver de la croissance ?

La PBoC intervient activement depuis novembre pour relancer l'activité : elle a baissé son taux directeur de 5,6 % à 4,85 %, mais rien n'y fait. La Chine est en réalité prise en tenaille entre des injonctions contradictoires. Il lui faut de l'investissement et de la dette pour soutenir sa croissance, mais de nombreux secteurs comme la métallurgie, le secteur minier ou le secteur solaire sont déjà en surcapacité et, souvent, surendettés. Le même phénomène se produit avec les gouvernements locaux, avides consommateurs de grands projets sans réel intérêt économique et désormais croulant sous les dettes. Par ailleurs, pour favoriser le rééquilibrage de l'économie vers la consommation, l'inflation faible est une bonne nouvelle, mais elle pénalise l'activité industrielle et l'investissement, tout en rendant le poids de la dette plus lourd. Les prix à la production ont reculé en juillet de 5,4 %.

Bref, la solution la plus simple est de relancer l'économie par les exportations afin d'importer de la croissance qui permettra de créer un socle « sain » pour l'investissement tout en réduisant le poids de la dette par la reprise de l'inflation. Or, ceci était impossible avec un cours central du yuan particulièrement élevé par rapport aux grandes monnaies émergentes comme le

real brésilien, la roupie indienne ou le rand sud-africain, mais aussi par rapport aux monnaies asiatiques comme le won coréen et les dollars de Singapour et Taiwan.

### Le risque pris par la PBoC

On comprend donc mieux le mouvement de ce 11 août qui, comme le notent les équipes de RBS, « illustre les défis croissants de la Chine. » Car l'argument de la libéralisation ne tient pas réellement. Si la Chine n'avait pas bougé pendant si longtemps sur le front de sa monnaie, alors que l'on savait déjà que la Chine ralentissait et que la Fed pensait relever ses taux, c'est précisément parce qu'il voulait instiller dans l'esprit des investisseurs l'idée que le yuan était une monnaie stable et fiable. Le mouvement de dépréciation autoritaire de la monnaie chinoise remet précisément en cause ces efforts, même si la rhétorique officielle peut se montrer rassurante.

### La Chine se lance dans la guerre des monnaies

En réalité, la Chine se jette à son tour dans la guerre des monnaies et répond à la Banque du Japon, à la BCE et à la dépréciation rapide de plusieurs monnaies émergentes. Compte tenu de la place de la Chine dans l'économie mondiale, cette dévaluation accompagnée d'une évolution plus conforme à la situation du marché tend à favoriser une dépréciation continue de la monnaie. Les investisseurs sont, du reste, prévenus : si la situation ne s'améliore pas, la PBoC pourra toujours « ajuster » à nouveau le niveau du yuan. Car cette dévaluation de 2 % ne règle pas la question du fort taux de change réel du pays. Le marché va sans doute anticiper cette volonté chinoise d'avoir une monnaie faible, ce qui est précisément le but de la manœuvre.

### Impact sur les matières premières

Les conséquences de cette offensive chinoise sur l'économie mondiale risquent d'être importantes. Et négatives, dans l'ensemble. Cette dévaluation du yuan va d'abord peser sur les cours des matières premières libellées en dollars, déjà déprimés par le ralentissement chinois et la surcapacité dans l'empire du milieu. Les économies qui dépendent de ces matières premières vont en subir le choc direct. Ce sera notamment le cas de l'Australie, du Canada, des pays du Moyen-Orient et du Brésil. Ce dernier cas est particulièrement préoccupant, car la récession brésilienne emporte l'ensemble des économies d'Amérique latine, même les plus solides comme l'Uruguay, par exemple.

### Affaiblissement des marchés émergents

De plus, un peu plus compétitive, la Chine pourrait prendre des parts de marché à ses concurrents directs, émergents principalement. Bref, l'Asie émergente risque aussi de souffrir de cette décision qui, comme toute dévaluation, favorisera la production interne plutôt que la production extérieure. Il y a fort à parier que plusieurs pays réagissent en cherchant à déprécier à leur tour leur monnaie. Cette course risque, au final, d'affaiblir l'ensemble de la zone émergente, seule vraie ressource de croissance jusqu'en 2012 pour les économies avancées, particulièrement pour la zone euro dont la seule stratégie à long terme consiste dans l'amélioration de la compétitivité externe. Par ricochet, les croissance européennes et américaines risquent donc de pâtir de cette décision.

### Défi pour la zone euro

Du reste, pour la zone euro, cette dévaluation est un défi. Elle va accentuer la pression déflationniste, ce qui devrait fortement déplaire à une BCE qui tente de redonner de l'air inflationniste à l'économie de la région. Il va donc falloir maintenir, voire intensifier la politique de rachats d'actif pour faire encore baisser l'euro. La zone euro est donc à son tour contrainte de s'engager plus avant dans la guerre des monnaies.

Le plus inquiétant est sans doute que ce mouvement ne règlera pas entièrement les maux structurels (endettement, inégalités, faiblesse de la consommation des ménages, surcapacités) dont souffre l'économie chinoise. En réalité, tant que la Chine dépendra de sa demande extérieure pour sa croissance, elle ne sera pas un élément de stabilité pour la croissance mondiale.

Il y a donc fort à parier qu'il n'y aura pas de relance chinoise venant compenser les effets de la dévaluation sur le commerce mondial. Une fois terminé le rattrapage actuel de la demande intérieure de la zone euro, compter sur un moteur chinois et émergent sera décidément bien délicat. [latribune.fr](http://latribune.fr) 11.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 13 août 2015

## CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux articles.

### Réquisitoire sans appel contre les ONG : la "Cinquième colonne" du capital contre le mouvement ouvrier.

- La Cinquième colonne de Washington en Russie et en Chine - Paul Craig Roberts - Arrêt sur Info 12.08

Il a fallu deux décennies à la Russie et à la Chine pour comprendre que les organisations pour la démocratie et les droits humains opérant au sein de leurs pays étaient des organisations subversives fondées par le Département d'État et une collection d'institutions américaines privées organisées par Washington. Le but véritable de ces organisations non gouvernementales (ONG) est de faire progresser l'hégémonie de Washington en déstabilisant les deux pays capables de résister à l'hégémonie US. Arrêt sur Info

Cette caractérisation des ONG peut nous convenir car elle s'étend au-delà de ces ONG spécifiques et s'applique à toutes les ONG financées par des Etats occidentaux ou des fondations, instituts, etc. liées à l'oligarchie financière anglo-saxonne et ses alliés internationaux.

### A propos de la crise du POI et du trotskysme

- La Crise de l'Humanité...et La Crise du CCI-POI - demainlegrandsoir.org 06.08

Ce texte est le résultat d'une discussion collective. Les rédacteurs sont pour la plupart d'anciens militants de l'OCI. Naturellement, le club est prêt à publier d'autres contributions

Le CCI, héritier de l'OCI a explosé. Avec une minorité et une majorité. De nombreux camarades s'interrogent, au premier chef des anciens du mouvement lambertiste, quelles sont les divergences politiques ?

Un mot sur « l'état de l'union ».

Le CCI, sa projection le POI, est une organisation qui végète, la plupart des adhérents-militants sont des vieillards. Le CCI est devenu une maison de retraite. Il n'y a pas de jeunes, c'est d'ailleurs normal dans une organisation qui n'a plus d'orientation politique dans la jeunesse.

Voilà des années que le CCI n'a plus d'existence à l'université, dans les lycées, bref le CCI est une organisation fatiguée, qui ne recrute plus dont la plupart des militants actifs sont des cadres syndicaux. Essentiellement dans Force Ouvrière.

Et la plupart de ces cadres syndicaux s'alignent, grosso modo sur le bureau confédéral. Les rapports d'activités sont votés, sans état d'âmes...Récemment, IO a organisé une réunion nationale de syndicalistes essentiellement des militants du CCI plus quelques élus...900 militants réunis, pas de quoi crier victoire.

L'OCI n'a jamais atteint l'objectif des 10.000, à partir d'une base de 4 à 5000 militants dans les années 80.

Le CCI a officiellement 2000 militants. Lorsque la scission sera effective, définitive, dans chaque camp des dizaines de militants voteront avec leur pied en abandonnant la politique.

Des camarades étudient les textes produits par les uns et les autres, tentent de discerner les bases politiques de cette explosion.

En fait, l'origine de cette scission n'est pas dans les textes, mais dans les actes : un affrontement brutal, violent entre deux groupes de permanents. La bagarre est menée par les responsables de chaque côté de l'appareil.

Les arguments ?

Ils nous interdisent de créer une tendance clame les minoritaires, les « suspendus ». C'est vrai. La majorité applique à Sedjouk et ses camarades le traitement qu'en commun ils ont infligé à ceux qui voulaient créer une tendance : Stéphane Just, Broué, Langevin. Panthou, Pedro Carrasquedo, les militants du CRI, et tout ceux exclus qui n'ont pas eu le temps de s'exprimer. À partir de l'exclusion de Balazs Nagy, l'OCI est devenu progressivement mais irréversiblement une machine à exclure par les moyens de violences verbales et physiques. Comme les staliniens. Stéphane Just après son exclusion expliquait à qui voulait l'entendre, en se passant la main sur la nuque.

Heureusement que nous n'avons pas exercé le pouvoir...

Donc la minorité est dans la posture de la « victime ». Les « majoritaires » autour de Lacaze, Schapira, Dan etc sont les « méchants ». Ils refusent la démocratie ouvrière. Évidemment. Ils font circuler un texte d'attaques abominables contre Sedjouk (Gluckstein - LVOG), ce qui n'est pas très fraternel. Les haines de ceux qui ont « travaillé » dans les mêmes bureaux pendant 35, 40 ans sont terribles. Jusqu'alors, rien que de très banal. Un acte politique majeur mérite d'être souligné dans cette tragi-comédie. À peine la minorité était-elle « suspendue » que les dirigeants du CCI ont changés les serrures des locaux ! La « crise de l'humanité » et la ...serrurerie.

L'appareil contre l'appareil avec des méthodes d'appareil !

Brutalité, violence, calomnie...et protection du « capital » puisque les immeubles payés par les militants de l'AJS et de l'OCI valent un sacré magot ! Cet acte représente le véritable texte politique illustrant cette scission : la caisse, les locaux, les titres de journaux... Le débat n'aura pas lieu. D'aucune partie. Car le terreau de cette scission, c'est l'échec. L'échec du parti des 10.000. L'échec de l'appréciation des Fronts Populaires dernières ressources avec le fascisme.

L'échec de l'entrée massive des militants trotskystes dans FO puisque le mouvement ouvrier allait s'organiser sur un « nouvel axe » avec la crise fatale du stalinisme.

L'échec de la politique dans l'UNEF aboutissant au départ de tous les étudiants trotskystes offrant le syndicat étudiant sur un plateau à ...François Mitterrand.

Échec dans la lutte pour la reconstruction de la IVème Internationale. Par exemple le PT algérien lié au gouvernement négociant avec son ministre de l'intérieur les....résultats aux élections.

Échec de l'appréciation politique internationale des années 80, 90 selon laquelle nous étions entrés dans l'époque de l'imminence de la révolution alors que la mondialisation organisait l'une des plus importantes agressions historique contre la classe ouvrière en Europe et aux Etats-Unis. La mondialisation c'est la contre-révolution.

Échec de l'appréciation politique française depuis les années 70. « L'agonie de la Vème République s'approche du spasme mortel (...). Oui vraiment il faut être aveugle, ou ne pas vouloir voir, pour ne pas se rendre compte que l'agonie de la Vème république s'approche de son stade fatal et que s'avance la crise révolutionnaire etc etc » [La Vérité - Juin 1979 - Stéphane Just - Congrès de l'OCI]

C'est évidemment l'accumulation de ces échecs jamais discutés qui est à l'origine de cette scission. Au bout du bout, c'est l'absence de démocratie à l'intérieur de l'organisation qui explique l'actuelle scission. On discute de comment appliquer la ligne, jamais de la ligne elle-même. C'est le célèbre objectif – résultat. Et partout à l'étranger, la même structuration disciplinaire accordant les pleins pouvoirs à la direction au nom du centralisme démocratique aboutit au même résultat ! Scission, explosion...

Paranoïa et secret. Ces caractéristiques ne sont pas exagérées. La divergence lorsqu'elle s'affirme, lorsque les militants qui l'expriment ne veulent pas céder à la direction est immédiatement caractérisée, de la pire des manières : pression de la bourgeoisie, clique sans bases politiques, voire militants manipulés par l'Élysée quand ce n'est pas pire...

Secret. Quid par exemple de l'affaire Jospin ? Dans les années 70, un travail de fraction dans le PS avait été décidé. L'OCI pensant être en mesure de jeter les bases du PR directement. Inutile comme dans les années trente, préconisé par Trotsky, d'entrer drapeau déployé, dans la SFIO pour se lier aux meilleurs éléments prolétariens...

Non. Le nouveau PS ne valait pas cette politique. La direction décida, mis en œuvre un travail de fraction. Les militants qui ne pouvaient pas avoir d'activité publique et qui l'acceptaient entraient dans le PS pour s'y implanter. L'objectif était clair : au moment où les masses s'affronteraient au gouvernement du Front Populaire, les militants trotskystes formeraient un courant avec les socialistes qui résisteraient à cette politique et convergerait vers le PR en construction... C'est ainsi que Lionel Jospin comme plusieurs dizaines d'autres rejoignit le PS.

Les camarades pouvaient accepter des responsabilités, sauf bien sûr, celles qui pouvaient les amener à mettre en œuvre la politique d'un gouvernement bourgeois d'union de la gauche. Cette politique valait pour tous les militants en fraction au PS.

En 1981, coup de théâtre !

Le Bureau politique décide que Lionel Jospin acceptera la proposition de François Mitterrand, de devenir 1er secrétaire du Parti Socialiste. Concrètement, cela signifie que L. Jospin a mis en œuvre la politique de François Mitterrand contre les salariés !

Ainsi, l'orientation est battue en brèche. Le travail dans le PS se transforme en espionnage politique. Les militants en fraction sont désemparés.

Les militants de l'OCI n'en savent rien. Lorsqu'après une tribune libre de Jacques Kirsner et François Chesnais cet épisode sera rendu publique, l'OCI n'en dira mot. Jospin s'expliquera publiquement. A minima. Pas un mot de l'OCI pour les militants...

La politique du secret transforme les militants en soldats sourds, muets, aveugles chargés de tenir les objectifs sans disposer des informations, des explications possible. Le secret, c'est la négation de la démocratie ouvrière. Le CCI-POI est en crise. La presse publie des informations...Sauf IO ! Circulez il n'y a rien à voir !

La IVème Internationale fondée par Trotsky se fixait pour objectif de bâtir le parti mondial de la révolution ses sections. La lutte contre la bourgeoisie et le stalinisme fondait sa stratégie.

La révolution n'a jamais été à l'ordre du jour dans les pays industrialisés. À la libération pendant un bref moment on a put penser que la question du pouvoir serait posé (Italie). L'appareil stalinien est parvenu à maintenir l'ordre, rôle déterminant dans la reconstruction des états. La IVème Internationale n'a joué qu'un rôle mineur dans toute cette période. C'est sur le terrain de la lutte contre le stalinisme que le mouvement trotskyste a joué un rôle significatif. Le meilleur de l'action de l'OCI.

Mais nul part, malgré la mobilisation révolutionnaire des masses en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, la révolution politique ne l'a emporté. Pire, en URSS le prolétariat atomisé par les pertes colossales de la seconde guerre, la surexploitation et la terreur policière n'a joué aucun rôle dans la lutte contre l'appareil, accompagnant même la bureaucratie qui à la chute du mur s'unissait au capital étranger, expropriait les conquêtes d'octobre 17, privatisant à tout crin créant une nouvelle bourgeoisie de parvenus.

Une nouvelle période historique s'ouvrait. Le programme de la IVème rédigé par Trotsky n'était plus efficient. Pour reprendre une de ses formules - lorsqu'il envisageait un échec de la révolution mondiale – il faudra, disait-il, tout « recommencer ».

Repenser l'état du monde.

Il fallait engager un débat pour préciser la signification actuelle du socialisme après les terribles échecs historiques. En fait, la défaite de la révolution d'octobre pèse sur la conscience des masses : à l'échelle mondiale : quelle alternative opposer à la mondialisation ?

Sur ces questions, la plupart des organisations de la IVème Internationale sont restées muettes. L'OCI a refusé d'admettre les nouvelles conditions historiques à l'échelle internationale. Répétant les mêmes analyses.

Elle a, comme un disque usé, repassé en boucle le programme de Transition tout en menant une politique ultra opportuniste, sur les plans politiques et syndicaux.

Le lambertisme s'affirmera comme le molletisme du mouvement trotskyste.

Ce sont quelques uns de ces problèmes qu'il faut exposer, débattre. Le CCI a refusé de faire face à cette réalité se réduisant progressivement à un appareil occupé – comme tous les appareils – à défendre ses – petits – privilèges.

Le numérique va bouleverser les conditions de l'exploitation capitaliste... Le numérique et les nouvelles générations d'automates, va modifier les conditions de la production capitaliste provoquant de véritables saignées parmi les salariés. C'est l'huber-économie. Mais le numérique va également modifier les conditions de l'exercice du pouvoir politique. La révolution industrielle du 19ème et du 20ème siècle avait forgé le pouvoir centralisé du capital et du mouvement ouvrier. Les socialistes, les communistes s'étaient organisés dans cette verticalité (centralisme démocratique). Le numérique met à l'ordre du jour l'horizontalisme. La forme des regroupements politiques, des nouvelles formations révolutionnaires s'en trouvera radicalement métamorphosée.

Ni la minorité ni la majorité ne veulent de bilan politique, de véritable débat. Le plus probable c'est qu'il ne sortira rien de positif de cette crise peut-être fatale. Espérons que quelques militants chercheront à établir les véritables racines de cette situation.

Le CCI après l'OCI a vécu avec un corps de permanents énorme par rapport à sa puissance militante. Actuellement pour 2000 militants 20 à 30 permanents ! Ils sont en première ligne dans les affrontements actuels. Et cependant ils sont également d'une certaine manière des victimes de ce système. Qu'on imagine : la plupart d'entre eux ont 35 ans, 40 ans de « métier »...

Terrible. Totalement coupés de la réalité sociale ces ratés sont les dirigeants du mouvement. Ils vivent sur une autre planète que les salariés, les militants :



Papa, c'est quoi ton métier ?

Révolutionnaire professionnel...

La crise du CCI est l'une des manifestations de la décomposition des organisations léguées par l'histoire du mouvement ouvrier. Pour toutes ces raisons plus quelques autres, sa crise s'inscrit dans une fin de partie. « Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques ». En effet. [demainlegrandsoir.org](http://demainlegrandsoir.org)

Voilà qui confirme en grande partie l'appréciation politique que nous portions sur ce courant politique et son parti. Il manque toutefois la caractérisation du PS qui est déterminante. A suivre.

Dans la poubelle d'un média dit indépendant ou alternatif privé .

- Crise finale au POI, ou le lambertisme en voie d'extinction - Stéphane Alliès - [mediapart.fr](http://mediapart.fr) 18.07

Stéphane Alliès. Fan de sport (allez Montpellier!), admirateur du Tour de France et adorateur de ris de veau, je couvre l'actualité des partis de gauche pour Mediapart, après des passages à Libération, [lefigaro.fr](http://lefigaro.fr) et [20minutes.fr](http://20minutes.fr)... J'ai aussi co-écrit une biographie de Jean-Luc Mélenchon, parue en janvier 2012 (Le Plébéien, Robert Laffont)

En voilà un qui est bien placé pour parler de ce qu'il ne connaît pas.

Sa biographie sommaire est révélatrice d'un esprit assurément développé et tout à fait approprié pour traiter ce genre de sujet. Qu'il ait atterri chez Mediapart, qui lui accorde une rubrique où les ignares peuvent débiter à loisirs leurs niaiseries ou étaler leur talent de démagogue n'a rien d'étonnant, car on ne peut pas dire que cela corresponde à une promotion mais plutôt une tentative désespérée d'illustrer sa médiocrité dans un exercice où tous les coups sont permis d'autant plus qu'il ne risque pas d'être contredit par ceux qu'il mettra en cause.

Réflexion d'un ex-militant et cadre de l'OCI

Je suis retourné sur Mediapart pour lire les nouveaux commentaires qu'avaient ajoutés des militants à la suite de l'article de Vincent Présumey sur la crise du POI, et cela m'a rappelé de mauvais souvenirs.

Chaque fois que nous étions amenés à nous prononcer sur une question, on avait le choix entre adopter le point de vue de la direction ou le rejeter, mais en aucun cas de s'abstenir. Il était fortement recommandé de ne pas le rejeter sous peine d'être par la suite harcelé jusqu'à temps qu'on adopte la position de la direction ou qu'on soit conduit à démissionner dans une ambiance devenue exécrable. Donc en réalité, un seul point de vue ne pouvait s'exprimer réellement à l'OCI, celui de ses dirigeants.

Le problème, c'est que les militants ne disposaient pas de tous les éléments pour prendre position. Par exemple, on se prononça sur l'affaire Berg à partir du seul chef d'accusation de la direction de l'OCI, tandis qu'on n'aura pas la version de Berg qu'aucun militant ne connaissait, du coup en cellule plusieurs militants étaient gênés et ne sachant pas quoi en penser voulaient s'abstenir. Le responsable de secteur qui y participait leur répondit que c'était impossible, qu'ils devaient voter pour ou contre l'exclusion de Berg, leur faisant comprendre que s'ils votaient contre ils se retrouveraient pour ainsi dire les complices de Berg ou qu'ils mériteraient le même traitement, à l'arrivée tous les militants de ma cellule votèrent l'exclusion de Berg, disons sur parole.

J'ai déjà évoqué cet épisode dans une précédente causerie il y a déjà quelque temps, si je le cite à nouveau ce n'est pour y revenir, c'est parce qu'on retrouve cette méthode qui relève du diktat ou du centralisme bureaucratique dans la totalité du fonctionnement de ce parti, dans les rapports qui existent entre ses dirigeants et ses cadres ou militants de base, et qui transparaît jusque dans la manière dont ils présentent sa politique, il suffit de lire Informations ouvrières pour en être convaincu.

Si vous lisez attentivement ce journal, vous vous apercevrez que lorsque les dirigeants du POI rendent compte de la position qu'ils ont adoptée, leurs analyses relèvent en fait de la propagande pure et ne permettent pas de comprendre la situation, encore moins comment ils en sont arrivés à adopter de telles positions, qui ne sont étayées que par des arguments qu'ils ont soigneusement sélectionnés après avoir écarté un certain nombre de faits qui ne seront donc pas portés à la connaissance de leurs lecteurs ou qui pourraient contredire leurs analyses, de telle sorte que ces lecteurs ou militants seront amenés, soit à partager le point de vue qui était exprimé dans Informations ouvrières sans qu'ils sachent réellement pourquoi ou aveuglément, puisqu'il leur manquait un certain nombre d'éléments qui composaient la situation pour se faire librement leur propre idée ou satisfaire leur esprit critique, soit à le rejeter sans savoir davantage pourquoi hormis la fâcheuse impression qu'on cherchait peut-être à les manipuler ou qu'on ne leur avait pas réellement tout dit, un peu comme on reste sur sa faim sans pouvoir se prononcer ou préférant s'abstenir par crainte de se tromper, ce qui revient au même ou à perdre son temps.

Dit autrement, à partir d'une poignée de facteurs qu'ils retiennent, tous les autres sont systématiquement occultés, et comme la

plupart des lecteurs n'ont pas forcément ces facteurs en tête ou ne leur accordent pas la même importance, l'incompréhension entre les deux sera totale. Ce sont de piètres pédagogues, ce qui n'a rien d'étonnant puisque leur objectif n'est pas d'élever le niveau de conscience des travailleurs et des militants, ils le disent eux-mêmes, ils considèrent que c'est accessoire. En somme cela revient à dire : qui m'aime me suivre et merde à tous les autres !

A l'opposé, nous estimons qu'il est indispensable de développer devant les lecteurs le processus intellectuel ou dialectique qui nous a conduit à rejeter certaines positions et à en adopter certaines, de manière à ce qu'ils parviennent à adopter la méthode qui nous sert à interpréter la société ou le monde pour pouvoir s'en servir par la suite au cours de leur combat politique ou de leur existence tout simplement. Cela implique de partir des faits sans en retrancher qui auraient une certaine importance pour comprendre les rapports qu'ils entretiennent et leur évolution, ensuite d'évaluer les différentes hypothèses qui dès lors en découlent ou qui permettent de les expliquer, sachant qu'une seule sera retenue et les autres rejetées une fois qu'on aura pris la peine de les étudier sérieusement.

Ils interprètent la situation à partir de principes qu'ils ont gravé dans le marbre ce qui les amènent à répéter sans cesse les mêmes refrains de manière obsessionnelle sans même s'en apercevoir, par exemple à les entendre la Ve République serait à l'agonie depuis plus d'un demi-siècle en nous annonçant sa mort tous les quatre matins, exactement comme les charlatans qui prévoient la chute du dollar ou la Troisième Guerre mondiale. Ils ne prennent pas la peine d'expliquer la situation, cela non plus ne doit pas intéresser les travailleurs et les militants. On pourrait prendre l'exemple de l'intervention contre la Libye pour l'illustrer.

C'est par principe qu'ils avaient condamné le bombardement de la Libye de Khadafi sans jamais expliquer quelle était la situation réelle en Libye ni par quel subterfuge Sarkozy allait le justifier, de sorte que ceux qui ne connaissaient pas ce principe, ne le comprenait pas, ne le partageait pas ou ne l'adoptait pas étaient plutôt portés à soutenir le gouvernement français, c'est extrêmement grave, cela pour montrer à quoi peut mener des esprits aussi sclérosés ou l'opportunisme. Personnellement, ignorant ce qui se passait réellement en Libye, je m'étais dit au départ que ces bombardements permettraient peut-être aux Libyens de se débarrasser de Kadhafi ou à la lutte des classes de se développer en Libye, et lorsque j'eus pris connaissance de ce qui se tramait réellement en lisant des articles publiés par des médias dits alternatifs, je m'empressais de corriger mon erreur sur la base des faits, leurs tenants et leurs aboutissants qui ensuite me permettaient de faire le lien avec ces principes que je partage étant internationaliste.

En lisant Marx et Engels attentivement et en étudiant sérieusement leurs oeuvres, si les conditions sont favorables vous aurez toutes les chances de devenir marxiste ou socialiste, d'assimiler la méthode qui vous permettra d'interpréter le monde dans lequel nous vivons ou d'en comprendre le fonctionnement, ce qui ne sera pas le cas en lisant la littérature du POI (du NPA ou LO), encore moins de transmettre ou partager ces connaissances.

Quand la propagande, des slogans, des arguments à l'emporte-pièce ou des principes, un dogme (qui peut changer en fonction des besoins de leur appareil) tient lieu de méthode pour analyser la situation (et diriger un parti), non seulement vous serez incapable de la comprendre, mais vous ne progresserez jamais, vous vous leurrerez vous-même comme j'ai pu le faire autrefois.

J'ai l'avantage d'être passé par tous les stades pour en parler à mon aise, du jeune militant qui se leurrait sur son niveau de conscience politique, au petit cadre qui en imposait en répétant ce qu'il avait appris par coeur en demeurant incapable de réfléchir par lui-même, au militant parvenu à un âge avancé, qui après avoir cessé de militer pendant deux décennies est parvenu à renouer avec le marxisme et du même coup à acquérir un esprit critique qu'il s'emploie à cultiver ou améliorer, je dois avouer que ma situation actuelle est plus confortable et que pour rien au monde je ne retournerais en arrière car ce serait régresser au lieu de progresser toujours et encore, c'est une obsession.

L'article que nous avons reproduit plus haut résume assez bien ce qu'était ce courant trotskyste et rejoint en grande partie nos conclusions, à ceci près que je ne suis pas du tout convaincu que "le numérique met à l'ordre du jour l'horizontalisme" au détriment du type de parti qui avait permis la victoire de la révolution russe de 1917, j'y vois là une concession à la mode des réseaux sociaux qui passera aussi vite que le Front de gauche voué à végéter ou disparaître également. Qu'il faille adapter à notre époque les enseignements de la lutte des classes du passé, c'est évident et nous n'avons cessé de le répéter, à partir d'une analyse minutieuse de la composition de chaque classe et leurs rapports en fonction de notre objectif qui demeure inchangé : la prise du pouvoir politique par les masses exploitées. Cette analyse non plus vous ne l'aurez jamais trouvée dans Informations ouvrières, c'est pourquoi il était permis de se demander d'où ils sortaient leur politique, et je rejoins les auteurs de cet article quand ils affirment que le principe qui prévalait au CCI (à l'OCI-PCI) était : "On discute de comment appliquer la ligne, jamais de la ligne elle-même".

Leur réquisitoire accablant est malheureusement juste, pointant l'absence de discussions et de démocratie dans ce parti, l'inverse de ce que je prône, en vain, ne nous laissant pas le choix entre un suicide individuel ou collectif en présence d'intellectuels hautains ou imbus de leur petite personne pour ne pas dire pire encore.

Ce qui m'étonne toutefois, c'est que jusqu'à présent je n'avais jamais lu de telles analyses. Il semblerait que ces militants aient réalisé en grande partie l'inventaire de la lutte de classe des trotskystes du passé, ce qui est encourageant pour la suite.

C'est sur cette base politique que doit s'ouvrir la discussion entre nous, que l'on partage ou non la totalité de leurs analyses important peu à ce stade puisque nous en sommes réduit à tout recommencer de zéro ou presque.

Les fossoyeurs du trotskysme et leur fond de commerce cynique ou le WSWS en sauveur suprême des peuples... ou plutôt du capitalisme.

- Le discours d'Obama sur l'Iran et le spectre d'une troisième guerre mondiale - Par Bill Van Auken

Les dirigeants du WSWS utilisent la méthode qui relève de la manipulation psychologique des masses employée par les représentants du capital, qui consiste à jouer sur l'effet de psychose créé par la menace d'un danger imminent ou d'une guerre mondiale, pour que les masses ignorantes se rassemblent autour de leurs chefs qui trônent à la tête de l'Etat afin qu'ils les protègent, pendant qu'ils appliquent leur programme antisocial ou impérialiste et les capitalistes vaquent tranquillement à leurs affaires.

Dans le cas du WSWS, étant donné qu'il leur est impossible d'attirer vers eux les trotskystes auxquels cet article ne s'adressait pas particulièrement ou qui ne le liront pas, je parle des trotskystes ou des militants ouvriers qui n'appartiennent pas à leur mouvance, il faut donc en déduire qu'il s'adressait à leurs propres adhérents s'il en existe, aux intellectuels qui lisent leur prose ou encore aux travailleurs lambdas qui par hasard se connecteraient sur leur portail, et qu'il roule pour le compte de l'impérialisme américain dont la propagande de guerre (idéologique et psychologique) hystérique est devenue permanente.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Des prostitués juges et parties.](#)

- Amnesty International propose de décriminaliser la prostitution, y compris les proxénètes - Francetv info

Ces "proxénètes" sont les véritables patrons d'Amnesty International, les oligarques.

[Quand le "socialisme du XXIe siècle devient compatible avec l'Empire du chaos et de la guerre.](#)

- La Bolivie tend la mains aux États-Unis - euronews.com

Après Cuba, la Bolivie souhaite rétablir des relations diplomatiques à haut niveau avec les États-Unis. Le président bolivien, Evo Morales, a reçu hier le chargé d'affaires américain à La Paz, Peter Brenann. En 2008, la Bolivie avait expulsé l'ambassadeur des États-Unis qu'elle accusait de complot. euronews.com 12.08

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[Quand un Etat policier fait dans la provocation antisémite pour satisfaire son sionisme fanatique.](#)

- Valls apporte son "soutien total" à "Tel Aviv sur Seine" - AFP

- «Tel Aviv sur Seine» : 500 policiers mobilisés, la polémique continue - Liberation.fr

Le maire de Tel Aviv, Ron Huldai, a déclaré mercredi qu'il comptait sur la "sagesse" de son homologue parisienne, Anne Hidalgo, pour assurer le bon déroulement des festivités "Tel Aviv sur Seine", sources de polémique en France.

Bruno Julliard, adjoint chargé de la Culture, a souligné l'importance de donner la parole à une ville comme Tel Aviv.

"Il faut mettre en avant ceux qui défendent des valeurs qui sont proches des nôtres", a-t-il déclaré à Reuters TV.

Eytan Schwartz, conseiller pour les Affaires étrangères à la mairie de Tel Aviv, s'est déclaré pour sa part "touché" par la décision des autorités françaises de maintenir l'événement. "Nous avons des amis en France et il est inspirant de voir qu'ils sont à nos côtés", écrit-il sur son compte Facebook. Reuters 12.08

## En complément

- Paris : Paris: Les drones policiers serviraient pour de réelles interventions - 20minutes.fr

- La Garde Républicaine patrouille sur les plages de la Somme - Francetv info

## Ils se croyaient tout simplement chez eux aux Etats-Unis comme d'autres en Israël.

- McDonald's s'excuse d'une note interdisant à des salariés de nourrir des sans-abri - AFP

"Signée de "la direction", elle indique qu'il est "formellement interdit de procurer de la nourriture aux clochards", notamment les repas dont bénéficient gracieusement les salariés", poursuit 60 millions de consommateurs.

"Il s'agit d'un +avantage en nature personnel [qui] ne doit profiter qu'au salarié en question. McDonald's n'a pas vocation de nourrir tout (sic) les affamés du territoire", ajoute-t-elle, précisant que "le document se termine par une menace explicite de licenciement pour les salariés qui enfreindraient la consigne".

Selon la chaîne de restauration rapide, "suite à un incident grave avec deux sans-abri le soir du 25 juillet devant le McDonald's d'Hyères, le restaurant a affiché des consignes pour prévenir ces incidents et préserver la sécurité de ses clients".  
AFP 12.08

Chez eux, la haine des pauvres est idéologique.

Plusieurs municipalités aux Etats-Unis ont pris des arrêtés agrémentés de lourdes sanctions envers ceux qui ne les respecteraient pas interdisant de faire l'aumône aux clochards. Le gérant de ce McDonald's a dû se croire permis de les imiter.

Quand je travaillais comme magasinier chez Flow Laboratories S.A dans les années 70, une petite entreprise (ou une agence) qui tournait avec 5 ou 6 personnes seulement, j'avais des patrons américains. J'avais posé depuis longtemps mes vacances d'été au début du mois de juillet si je me souviens bien, mon épouse également où elle travaillait. La veille de partir en congés ils m'ont signifié que je devais reporter mes congés, j'ai refusé et j'ai été viré sur le champ !

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Grèce

- Grèce : la difficile équation politique d'Alexis Tsipras - latribune.fr

Alors que la Vouli votera vendredi 14 août sur l'accord technique trouvé concernant le 3e mémorandum, les questions de la dissolution et la rupture au sein de Syriza se posent ouvertement. Un casse-tête pour Alexis Tsipras.

L'accord « technique » trouvé mardi 11 août sur le troisième mémorandum grec ne résout pas l'impossible équation politique à laquelle est confronté le Premier ministre grec Alexis Tsipras. Non que le texte, soumis sans doute vendredi matin à la Vouli, la chambre unicamérale du parlement grec, soit menacé d'être repoussé. Bien au contraire, l'appui acquis d'avance des trois partis du centre et de droite (Potami, Pasok et Nouvelle Démocratie), toujours prompts à accepter les conditions des créanciers, lui assure une majorité. Mais précisément parce que ce texte, comme les mesures d'austérité adoptées en juillet, devront en passer par une alliance de fait avec ses partis.

La majorité d'Alexis Tsipras sur ces textes n'est pas sans rappeler celle des gouvernements précédents qu'il a tant dénoncés : c'est une majorité « d'union nationale » que les créanciers utilisent pour s'assurer un parlement docile.

#### Situation politique paradoxale

Depuis le 13 juillet et l'acceptation de la logique de la troïka, le Premier ministre hellénique est dans une situation politique paradoxale et inconfortable. Officiellement, le gouvernement est toujours soutenu par Syriza qui reste un parti uni disposant -avec ses alliés souverainistes de droite, les Grecs Indépendants (ANEL)- d'une majorité absolue au parlement. Mais cette situation

est désormais largement fictive. En effet, sur les questions relevant du mémorandum, le gouvernement dépend désormais du vote - acquis par principe - de l'opposition de centre et de droite.

### Opposition de la plateforme de gauche

Une partie des élus de Syriza, proche ou membre de la plateforme de gauche, qui regroupe l'opposition interne à la ligne définie par le Premier ministre ne soutient plus, sur ces questions, le gouvernement par son vote.

Le 15 juillet, 39 des 146 députés Syriza n'avaient pas voté en faveur des mesures d'austérité, dont 32 explicitement contre. Le 23 juillet, ce chiffre était de 36, lors d'un second vote sur de nouvelles mesures.

Néanmoins, la plateforme de gauche refuse de participer au renversement de ce gouvernement dont ses membres ont été écartés et dont elle rejette désormais l'essentiel du programme d'action. Quant à Alexis Tsipras, il ne cesse de critiquer cette opposition interne. Ce numéro d'équilibriste des deux parties ne saurait durer. Le troisième mémorandum peut-il réunifier Syriza ?

Les conditions du mémorandum, plus modérées que prévu, seront-ils en mesure de ramener une partie des élus de la plateforme de gauche dans le giron gouvernemental ou, du moins, dans une position plus « neutre », notamment par l'abstention ? C'est peu probable. Certes, Alexis Tsipras peut prétendre avoir arraché quelques concessions, comme l'adaptation des objectifs budgétaires pour 2015 et 2016, mais on voit mal les députés de la plateforme de gauche applaudir à ce résultat. Car ce mémorandum contraint le pays à s'engager dans des réformes de libéralisation et dans des privatisations et a été obtenu au prix de nouvelles mesures d'austérité.

Du reste, le mémorandum maintient le pays dans une logique récessive et dans ce « péonage » de la dette (autrement dit, la récolte des richesses du pays au bénéfice des créanciers) qui a été dénoncé par l'économiste et député de la plateforme de gauche Costas Lapavistas. Bref, la logique des « gains marginaux », désormais adoptés par le gouvernement, a peu de chance de séduire sur sa gauche.

### Le maintien de l'ambiguïté ?

En théorie, le gouvernement pourrait maintenir longtemps cette ambiguïté. D'une certaine façon, le maintien d'une opposition de gauche au sein de Syriza permet de maintenir une alternative au sein du parti. Pour Alexis Tsipras, l'avantage est double. Sans remettre en cause sa position à Maximou, le Maignon grec, cette opposition permet de continuer à conserver au sein du parti les mécontents. Elle permet aussi de disposer d'un moyen de pression pour Alexis Tsipras face aux créanciers. Si ces derniers demandent trop de concessions, le Premier ministre hellénique dispose toujours de la possibilité de revenir à la confrontation en s'appuyant sur l'existence d'une ligne pro-Grexit et anti-austérité au sein de Syriza.

### Utiliser la fenêtre de tir actuelle

En réalité, cette situation n'est pas tenable. Pour le moment, le gouvernement bénéficie d'un soutien encore important dans l'opinion qui est surtout soulagée de voir la perspective d'une accalmie à la crise bancaire et d'un coup d'arrêt à la dégradation de la conjoncture. Le gouvernement peut jouer sur ses acquis du mémorandum du 11 août pour convaincre de son utilité et de la pertinence de sa stratégie du « moindre mal. » Mais cette lune de miel, qui n'est pas sans rappeler celle du Pasok de 2010, ne saurait durer. Les effets des mesures d'austérité et de la reprise de la récession, qui devrait durer au moins pendant un an, vont rapidement se faire sentir. Dans l'état de légitime exaspération du peuple grec, il n'est pas certain que le discours d'un gouvernement Syriza « rempart contre les créanciers » tienne longtemps.

Le gouvernement devenu impopulaire prendra alors le risque de voir le parti lui échapper et la plateforme de gauche prendra de plus en plus d'importance au sein de Syriza et du groupe parlementaire. Le gouvernement a adopté la logique des créanciers : la reprise aura donc lieu « plus tard », à « moyen terme », après les « réformes. » Il lui faut donc du temps et de la stabilité pour tirer profit de sa politique et tenir durant les années difficiles. Dès lors, il convient d'utiliser rapidement la fenêtre de tir actuelle pour mettre au pas Syriza et acquérir une majorité parlementaire stable pour les cinq prochaines années.

### Les deux options d'Alexis Tsipras

Dans ce cas, Alexis Tsipras dispose de deux options. Soit il agit vite pour jouer sur le soulagement populaire, soit il attend novembre et les négociations sur la dette pour tenter de rallier une partie de la minorité de gauche en jouant sur un éventuel succès sur ce terrain. La première option est sans doute la plus probable, dans la mesure où Syriza tient un congrès début septembre et où, le 1er octobre, les retraités vont voir leurs retraites grevées de la hausse rétroactive sur trois mois des cotisations santé de deux points. En réalité, plus il attend, plus le gouvernement s'expose à la colère d'un peuple replongé dans la récession et l'austérité. Et il le sait. Les élections ont donc toutes les chances d'avoir lieu en septembre, sachant que la procédure légale pour les déclencher est complexe.



La chambre actuelle est en effet issue d'une chambre dissoute et ne peut être dissoute avant un an dans les conditions normales (article 41-4 de la constitution). Le seul moyen est que deux gouvernements aient démissionné (article 41-1). Alexis Tsipras devra alors démissionner et demander au président de la république la nomination d'un gouvernement de transition qui sera renversé ou qui démissionnera rapidement. Dans ce cas, l'élection devra se faire dans les 30 jours. Autrement dit, dans l'option rapide, les nouvelles élections auront lieu les 20 ou 27 septembre, au mieux.

#### Le scénario visé par le Premier ministre

Le scénario pourrait alors être le suivant : Alexis Tsipras provoque la dissolution de la Vouli, renforce son pouvoir au sein de Syriza lors du Congrès qui valide sa ligne et constitue des listes électorales composées de « fidèles. » Il mène sa campagne sur une thématique du « moindre mal » : un gouvernement Syriza permet de réformer le pays, de combattre le clientélisme et la corruption et de maintenir les exigences des créanciers. Il en apportera pour preuve l'accord du 11 août. Avec cette ligne, il espère pouvoir écarter la gauche, qui pourrait rejeter le pays dans la crise bancaire, et la droite, qui est incapable de résister aux créanciers, et finalement obtenir la majorité absolue.

#### Le dilemme de la plateforme de gauche

Face à un tel scénario, que fera la plateforme de gauche ? Rester dans Syriza serait accepter sa marginalisation. Il faudra donc songer à rompre et créer un nouveau parti. Une perspective qui ne semble guère les attirer pour le moment, malgré plusieurs démonstrations de force. Quitter le premier parti du pays n'est sans doute pas chose aisée. D'autant que, selon un sondage récent, 79 % des électeurs de Syriza jugent que la division au sein du parti est une mauvaise chose. Rassembler les opposants au gouvernement dans une démarche de rupture ne sera donc pas évident et beaucoup pourront choisir la marginalisation au sein de Syriza. Trouver un leader

Certes, la plateforme de gauche peut s'appuyer sur une organisation politique existante : Syriza est une coalition électorale à l'origine et les partis de gauche qui la forme existent encore, notamment le KOE (Organisation communiste grec) et le DEA (Gauche ouvrière internationaliste). Mais ces partis ne disposent pas de leaders populaires pour porter un nouveau parti et beaucoup de membres de la plateforme de gauche ne sont pas membre de ces partis. Ils sont membres de Synaspismos, l'organisation d'Alexis Tsipras au sein de Syriza. Rompre avec ce parti ne sera pas simple. Il faudra, de plus, trouver un leader pour faire face à la campagne d'Alexis Tsipras qui ne manquera pas de jouer sur la nécessité de la stabilité.

Deux personnes sont capables de jouer ce rôle : la présidente du parlement Zoé Kostantopoulou et l'ancien ministre des Finances Yanis Varoufakis.

Le deuxième choix serait sans doute le plus porteur pour le nouveau parti. Son « plan B » de mise en place d'une monnaie parallèle et sa démission le 6 juillet font de lui un leader naturel de l'opposition à la stratégie d'Alexis Tsipras.

Mais Yanis Varoufakis veut-il jouer ce rôle ? Rien n'est moins sûr. Depuis sa démission le 6 juillet dernier, il évite soigneusement de critiquer ouvertement la position d'Alexis Tsipras tout en publiant des textes critiques contre les créanciers et leur logique. Le 23 juillet, il avait voté pour les mesures proposées par le gouvernement après avoir voté contre le 15 juillet. De plus, il est certes très populaire en Grèce, mais assez peu au sein de la gauche de Syriza qui est méfiante face à son engagement européen affiché et son passé de conseiller de George Papandréou. Or, la gauche de Syriza va sans doute y regarder à deux fois avant de choisir un leader dont le profil est somme toute proche de celui d'Alexis Tsipras.

Quant à Zoé Kostantopoulou, sa position de présidente du parlement en fait aussi une chef naturelle de l'opposition de gauche. Sa mauvaise humeur affichée face au gouvernement depuis le 13 juillet et le rapport sur la légalité de la dette qu'elle a demandé à une commission « de la vérité sur la dette » lui donnent une légitimité. Elle n'est cependant pas appréciée de tous, notamment pour une tendance autoritaire. Elle peut néanmoins jouer un rôle de premier plan si Yanis Varoufakis ne saute pas le pas. Profiter du mécontentement ?

Reste à savoir si une opposition prônant la rupture et le Grexit sera capable non seulement de peser sur le prochain parlement. Aucun sondage n'a pour le moment testé cette option qui, il est vrai, est difficile à étudier dans la mesure où les contours d'un nouveau parti sont loin d'être définis.

Un récent sondage de la société Bridging Europe soulignait cependant le haut niveau de déception des électeurs grecs et des électeurs de Syriza vis-à-vis du choix d'Alexis Tsipras : 73% des Grecs rejette l'accord avec les créanciers. Surtout, 36% des Grecs interrogés étaient prêts à revenir à la drachme, contre 41% qui refusaient cette option et 23% d'indécis.

Une gauche anti-euro disposerait donc d'un potentiel de voix dans cette masse d'autant plus forte que plus aucun parti en Grèce ne réclame la sortie immédiate du pays de la zone euro, même le Parti communiste (KKE) et les néo-nazis d'Aube Dorée, estiment qu'il faut attendre. Il y a donc ici un potentiel important. Le scénario noir pour Alexis Tsipras

Et c'est ici que se situerait le scénario noir pour Alexis Tsipras. Que la gauche de Syriza finisse par s'organiser et par concentrer l'opposition au choix du 13 juillet de façon claire, par un positionnement en faveur du Grexit, défendu ouvertement par Costas Lapavistas.

Beaucoup d'électeurs n'étant pas dupes des effets du troisième mémorandum, ils choisiraient de rompre immédiatement avec sa logique. Dans ce cas, ce parti peut empêcher Alexis Tsipras d'obtenir la majorité absolue, le contraignant à aller chercher un allié du côté du centre et de la droite. Auquel cas, les nouvelles élections ne lui auront rien apporté. Ce sera un retour à la situation actuelle en pire puisqu'il devra compter avec une opposition de gauche amenée à profiter de l'échec du mémorandum et qu'il dépendra encore davantage du centre et de la droite pour se maintenir au pouvoir.

Dès lors, maintenir la plateforme de gauche au parlement pourrait apparaître comme un moindre mal. En réalité, ce dilemme d'Alexis Tsipras traduit la difficulté de son positionnement politique après le 13 juillet. [latribune.fr](http://latribune.fr) 12.08

## 2- Etats-Unis - Pakistan

- Les Etats-Unis interrompent leur aide financière au Pakistan - [french.tribune.fr](http://french.tribune.fr)

Le département américain à la Défense a annoncé qu'il interromprait à partir de 2015 ses aides financières au Pakistan en tant que l'un de ses alliés.

La question de l'aide financière au Pakistan a été examinée lors de la session spéciale des hautes autorités du département américain à la Défense et les participants sont arrivés à la conclusion que les aides financières de Washington ne devraient pas se poursuivre.

Depuis 2001, les Etats-Unis octroyaient une aide au Pakistan pour coopérer dans la guerre en Afghanistan. Jusqu'à présent 13 milliards de dollars ont été versés sous cette forme à Islamabad.

En 2014, après le retrait d'une partie des forces américaines de l'Afghanistan, il avait été convenu que les aides financières de ce pays au Pakistan soient interrompues, mais elles ont été renouvelées encore pour un an supplémentaire. [french.tribune.fr](http://french.tribune.fr) 12.08

## 3- Syrie

- Syrie : vers une trêve à l'initiative irano-turque - [french.tribune.fr](http://french.tribune.fr)

Un cessez-le-feu est mis en vigueur dans le nord-ouest de la Syrie, à l'initiative de l'Iran et de la Turquie, a fait état la chaîne Al-Mayadeen.

Un cessez-le-feu de 48 heures a débuté ce mercredi à Zabadani, Kefraya et Foua en Syrie, a-t-on appris de la chaîne Al-Mayadeen. Les pourparlers visant à trouver une issue censée mettre fin aux conflits, devront commencer dès que les éléments armés installés à Zabadani s'y retirent en contrepartie de l'évacuation des habitants de Kefraya et de Foua.

Le mouvement Ahrar al Cham, fait partie des groupes armés terroristes qui en tant que l'une des parties négociatrices envisage de retirer ses éléments de Zabadani. Cela dans des conditions où l'armée régulière syrienne et les forces de la Résistance contrôlant la région d'Al-Mohattah dans la ville de Zabadani, en ont pris le contrôle de onze bâtiments et poursuivent leur progression vers le centre de la ville. [french.tribune.fr](http://french.tribune.fr) 12.08

---

## ECONOMIE

### 1- Chine

1.1- "La dévaluation du yuan peut être une bonne nouvelle pour l'Europe" - [francetvinfo.fr](http://francetvinfo.fr)

La Chine a créé la surprise. Le pays a décidé, mardi 11 août, de dévaluer sa monnaie à hauteur de 2%. Une décision qui doit permettre de relancer l'économie chinoise. Le pays connaît en effet un ralentissement de sa croissance. Ses exportations ont même reculé de 8,3% en juillet 2015.

Une annonce qui a eu un effet négatif sur les Bourses mondiales. Mardi, à New York, le Dow Jones a cédé 1,21% et le Nasdaq 1,27%. Mercredi, la Bourse de Paris a terminé en baisse de 3,4% quand le Dax allemand a perdu 3,27% et le FTSE-100, à Londres,

a fini la journée sur une chute de 1,40%.

Pourtant, pour Jean-Joseph Boillot, conseiller du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), la dévaluation du yuan est une bonne nouvelle pour l'économie européenne.

Francetv info : Pourquoi la Chine a-t-elle pris la décision de dévaluer sa monnaie ?

Jean-Joseph Boillot : La dévaluation du yuan vise à empêcher le ralentissement trop rapide de la croissance du pays. Cette décision intervient alors que la conjoncture internationale se révèle plus dégradée que prévu. Ce contexte participe à la baisse des exportations chinoises, qui portent l'économie du pays depuis plus de trois décennies.

Par ailleurs, les autorités chinoises ont sous-estimé le ralentissement de leur économie. Elles sont donc dans l'obligation de réagir pour espérer atteindre leur objectif de 7% de croissance pour l'année 2015. Pour le moment, celle-ci est plutôt aux alentours de 5%. Une croissance insuffisante pour que la Chine puisse rattraper les pays développés.

Cette action peut-elle vraiment relancer l'économie chinoise ?

La décision des autorités chinoises de dévaluer la monnaie peut avoir des conséquences positives comme négatives. Le secteur des exportations chinoises devrait retrouver un peu d'optimisme. Cette décision va relancer le commerce extérieur du pays et faire diminuer les stocks qui sont devenus trop importants. La dévaluation de la monnaie chinoise va également favoriser les produits locaux car, de fait, les importations vont devenir plus chères pour les entreprises et les ménages chinois.

Mais il est difficile de savoir si les effets positifs espérés prendront le dessus. Car cette dévaluation monétaire peut aussi entraîner des phénomènes négatifs pour le pays. L'inquiétude pourrait grandir en Chine, et notamment au sein des entreprises. Il y a un risque de créer de l'attentisme. D'ailleurs, le choix de l'effet de surprise pour annoncer la dévaluation de la monnaie permet de limiter les réactions psychologiques négatives.

Les effets pourraient être positifs pour la Chine. Mais qu'en est-il pour les autres pays ?

Le principal risque est de créer des turbulences sur les marchés financiers. Les acteurs économiques peuvent se demander s'il s'agit d'un mouvement durable vers une guerre des monnaies ou s'il s'agit d'un ajustement ponctuel opéré par la Chine. Les entreprises étrangères qui travaillent sur le marché chinois pourraient connaître un ralentissement de leur activité. Le prix des composants qu'ils importent en Chine pour satisfaire leur production va augmenter. Peugeot et BMW semblent déjà être touchés.

L'Europe doit-elle s'inquiéter de cette dévaluation ?

Il ne faut pas céder à la sinistrose. La dévaluation du yuan est une bonne nouvelle pour l'Europe, si elle tire parti des signaux qui viennent de l'économie chinoise. Le ralentissement de l'économie chinoise est très lié au retournement du marché des matières premières, dont les prix ont chuté de moitié. Cette baisse importante va se traduire par une augmentation durable du pouvoir d'achat des ménages européens.

A noter que l'Europe se retrouve plus compétitive face à l'économie chinoise du fait du ralentissement de cette dernière. Mais encore faut-il qu'elle ne cède pas à l'inquiétude car cela pourrait freiner la reprise économique européenne. C'est un cercle vicieux. francetvinfo.fr 12.08

1.2- La Chine annonce une nouvelle dévaluation du yuan, le FMI applaudit - euronews.com

Shi, trader chinois:

“La dévaluation du yuan est bon pour nos exportations de marchandises. Mais les prix seront plus élevés quand nous voyagerons à l'étranger. C'est comme ça. Est-ce que c'est bon ou mauvais ? C'est bon et mauvais en même temps. En tout cas cela réduit la pression pour nos exportations. “

Les exportations chinoises se sont encore effondrées en juillet. Pour les autorités il s'agit de mieux tenir compte des fluctuations de l'offre et de la demande sur le marché.

Geoff Lewis, économiste indépendant et stratège du marché:

“ Le problème est que nous avons été habitués à voir le yuan comme une monnaie stable. Mais le taux de change restera fixe et encadré, malgré tous les discours sur l'élargissement et la libéralisation du marché des changes. La Chine a fixé son nouveau taux de change. Le dollar américain en sortira renforcé, et la Chine aussi alors qu'elle perd en compétitivité.”

Cette décision chinoise serait surtout liée aux efforts pour que le yuan devienne, auprès du FMI, l'une des grandes monnaies mondiales de référence. Il y en a pour l'instant 4. Le FMI a d'ailleurs salué cette nouvelle dévaluation. euronews.com 12.08

[Haut de page ↗](#)

Le 14 août 2015

## CAUSERIE

J'ai formaté les adresses d'une trentaine d'articles que je mettrai en ligne demain matin, j'ai pris le temps de les lire.

Ce matin j'ai dû aller faire des courses, car demain et après-demain ce sera férié ici pour cause d'Indépendance Day, le 15 dans toute l'Inde débarrassée du Raj britannique, le 16 dans le Territoire de Pondichéry débarrassée de l'impérialisme français.

En fait je ne suis pas sûr de bosser demain, car j'attends qu'on me prête une brouette pour transporter la terre et le fumier qui sont entreposés dans le jardin juste devant la porte d'entrée de la maison depuis des mois, dans la partie du jardin située derrière la maison où j'ai installé une petite pépinière. Il a fait 43°C aujourd'hui.

### A propos de l'article **La Crise de l'Humanité... et La Crise du CCI-POI.**

Je me suis réjoui de lire cet article sur les dirigeants trotskystes du CCI-POI qui finalement les décrivait comme de furieux mégalomanes, de vulgaires charlatans, des escrocs ou des manipulateurs professionnels, des individus particulièrement malfaisants, effectivement des ratés. Cela vaut également pour la LCR (NPA) et LO, mais les concernant c'était déjà largement admis ou ils étaient déjà parvenus à un niveau caricatural ou grotesque que chacun pouvait observer. On y reviendra car il y a matière à discussion dans cet article qui est le bienvenu, un soulagement même.

Je me suis retenu jusqu'à présent de dire tout le mal que je pensais réellement du soi-disant trotskysme après la disparition de Trotsky, dorénavant plus rien ne me retiendra, et je me contrefous d'avance des critiques et calomnies qui me seront adressées, je les balancerai à la poubelle systématiquement sans me donner la peine de les lire et encore moins d'y répondre. Comme dirait l'autre, on a été abusé par des gens sans scrupule, mais alors à un degré incroyable, ce qui montre à quel point on était vulnérable ou faible et on pouvait se leurrer soi-même.

Cela me fout hors de moi, je vais avoir 60 ans et jamais au cours de ma vie je n'ai agi de la sorte envers quelqu'un, sauf mes patrons bien entendus, mais là c'était légitime, on va les broyer. Vous êtes témoins que pendant longtemps on a espéré en attendre encore quelque chose, par faiblesse ou à défaut de mieux, alors qu'on n'en pensait pas moins à voix basse, j'ignore si c'était une erreur politique, en attendant vous aurez pu constater que je ne les ai pas épargnés non plus, en fait je les considérais comme des imposteurs agissant pour leur compte personnel et pas davantage, j'en étais absolument convaincu depuis dix ans. Quand on lit cet article il y a quelque chose qui saute aux yeux, vous vous dites que ce n'est pas possible de commettre autant d'erreurs, de les reproduire systématiquement, d'engranger autant d'échecs, de se livrer à de telles méthodes détestables et ne pas en avoir conscience, c'est impossible sauf à les prendre pour des arriérés ce qu'ils ne sont pas, des filous assurément.

Un moment donné je m'étais demandé si je n'étais pas le seul à le penser et si je n'exagérais pas, cela me mettait fort mal à l'aise je dois avouer, finalement le portrait et le bilan qu'en ont tracés ces ex-militants de l'OCI n'a fait que confirmer les conclusions politiques auxquelles j'étais parvenues.

Cela dit, les auteurs de cet article posent plus de questions qu'ils n'en résolvent, et le début de réponses qu'ils y apportent ne sont pas forcément les bonnes pour mal les poser à notre avis, par exemple sur la mondialisation quand ils affirment que c'est la contre-révolution, ce qui est plutôt léger ou incomplet, en fait c'est la forme que doit emprunter le développement du capitalisme au stade de l'impérialisme, et qui revêt un contenu idéologique et politique particulièrement réactionnaire ou incompatible avec l'exercice de la démocratie.

La mondialisation du capitalisme s'inscrit dans le prolongement d'un processus historique parvenu à son stade ultime et que Marx avait décrit dans *Le Capital*. Dit autrement, la contre-révolution est l'expression politique du contenu que revêt la mondialisation, et elle répond à des impératifs économiques engendrés par les contradictions et la crise du capitalisme. Si la mondialisation est bien de nos jours ou depuis les années 70 le produit du développement antérieur du capitalisme et obéit aux mêmes lois de fonctionnement du capitalisme, c'est dans un contexte économique et social différent de celui qui existait lors de l'avènement de ce mode de production et à un stade différent du développement des forces productives qui prévalait au début du XXe siècle.



La mondialisation du capitalisme à marche forcée depuis les années 70 comportait quatre volets, financier, social, politique et militaire.

Le premier coïncidait avec la nouvelle accumulation du capital depuis l'après-guerre qui avait conduit à la crise de la fin des années 60 et du début des années 70, elle se traduira par un transfert massif de capitaux principalement en Asie et l'émergence des quatre Dragons et des cinq Tigres asiatiques.

Le second coïncidera non seulement avec la délocalisation ou le transfert de pans entiers de secteurs industriels vers ces pays émergents, il s'accompagnera d'un transfert de technologie ou favorisera le développement de nouvelles forces productives dans des conditions plus favorables aux capitalistes qui pourront ainsi palier temporairement à la baisse du taux de profit dans les pays économiquement les plus développés, ce qui engendrera un chômage de masse et servira de moyen de pression pour faire baisser le coût du travail en occident.

Le troisième coïncidera avec la prise du pouvoir politique par l'oligarchie financière via l'Union européenne qui avec la BCE et l'euro disposera des leviers financiers suffisant pour décourager, étouffer ou briser toute velléité de résistance de la part d'un gouvernement occidental. La Grèce vient de l'illustrer à sa manière.

Le quatrième coïncidera avec la reprise de guerres incessantes à partir du début des années 90, puis une nette accélération et une amplification à partir du 11 septembre 2001 pour aboutir en 2015 au redéploiement militaire de l'OTAN et ses alliés sur tous les continents, alimentant le complexe militaro-industriel et permettant de réaliser de juteux profits sur fond d'enjeux géostratégiques ou géopolitiques, afin de préserver l'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain, et surtout permettre de franchir de nouvelles étapes vers l'établissement d'un gouvernement mondial conformément à la stratégie politique néolibérale adoptée par l'oligarchie financière anglo-saxonne qui domine le capitalisme mondial.

La mondialisation du capitalisme est le produit à la fois de son propre développement et de ses contradictions qui peuvent être analysés séparément, mais qui demeurent inséparables pour en comprendre l'évolution et les convulsions.

Et quant à la volonté des capitalistes qui l'ont adoptée, elle n'en est que le produit ou la conséquence pour préserver leurs privilèges ou leur domination de classe, dont dépend la survie de leur système économique ou plutôt le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme d'où ils tirent leur pouvoir.

Et si la lutte de classe que mènent les capitalistes est devenue ces derniers temps si âpre, féroce, cynique, cruelle, barbare, c'est parce que la mondialisation rendue à son terme doit coïncider avec l'abdication des masses laborieuses de tous leurs droits sociaux et politiques ou la neutralisation de leur lutte de classe, avec la défaite définitive du socialisme condamné à demeurer à jamais au stade d'utopie, conditions indispensables pour se défaire des oripeaux du vieux système capitalisme avant qu'il ne s'effondre sur lui-même, c'est la seule réponse qu'ils ont trouvée ou imaginée face à sa crise qui les menace, passer à un ordre dictatorial mondial qu'ils qualifient de nouvel ordre mondial, alors qu'il n'est que la caricature grotesque et poussée à l'extrême du vieil ordre mondial capitaliste dont ils peinent à se défaire et rien ne dit qu'ils y parviendront un jour, désolé monsieur Warren Buffett.

La mondialisation n'est que la traduction du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme dans lequel la finance joue le premier rôle et concentre le pouvoir économique et politique. Mais elle doit faire face à la résistance qu'offre le système capitaliste lui-même dont elle ne peut se séparer d'un coup, qu'elle ne peut pas régimenter ou contrôler entièrement, soumettre à des lois qui vont à l'encontre de l'existence même d'un grand nombre de capitalistes menacés de disparition, à la résistance des peuples qui aspirent à une vie meilleure, à leur lutte de classe qu'elle tente par tous les moyens de dévoyer, de disloquer pour parvenir à ses fins avec l'aide de ces agents infiltrés dans le mouvement ouvrier.

Depuis le début des années 70 et les années suivantes, la mondialisation n'incarne plus seulement le développement du capitalisme à l'échelle mondiale selon ses lois de fonctionnement bien que les rapports sociaux de production soient demeurés inchangés, elle a basculé dans le mondialisme qui caractérise le basculement dans une autre société et l'adoption d'un nouveau système économique entraînant un bouleversement idéologique, système mafieux qui parce qu'il défie les lois de l'économie capitaliste se traduit par un chaos généralisé broyant à des degrés divers tous les peuples qui y sont exposés, y compris par la guerre.

C'est assurément (notamment) ce tournant que les trotskystes n'ont pas été capables de discerner ou délibérément n'ont pas voulu prendre en compte, parce qu'il les aurait forcé à revoir entièrement leur copie et qu'ils n'y tenaient pas. A suivre.

Les jours suivants nous essayerons d'aborder les différentes questions abordées dans cet article, si j'en trouve le temps.

---

[ACTUALITE EN TITRES](#)



[Un criminel de guerre psychopathe et camé jusqu'à la gueule parmi les conseillers de Hollande et Sarkozy.](#)

Arielle Dombasle à propos de Bernard-Henri Lévy :

"Quand je vois son regard extraordinairement fixe comme ça, il y a une espèce de chose avec un horizon très lointain et dur... Je me dis : 'Ah, là, il y a de la chimie qui est passée par là'"

De là, le journaliste (Complément d'Enquête axé sur Bernard-Henri Lévy, France 2) demande dans détour si Bernard-Henri Lévy se drogue. Ce à quoi son épouse rétorque : "Il a recours, je vous le dis, à des armes", laissant entendre qu'il s'agit bel et bien de substances illicites. non-stop-people.com 08.08

J'ai trouvé ce lien dans un article publié par le portail suisse Arrêt sur Info.

[Il n'a pas la cote. Pas de problème on va procéder à l'alimentation forcée pour la faire remonter.](#)

- Crise du porc: nouvelle suspension de la cotation, les éleveurs en appellent à Valls - AFP

- Les cantines de Chalon-sur-Saône peuvent, pour l'instant, supprimer les menus sans porc - Liberation.fr

[Toujours plus réacs et antisociaux.](#)

- Péresse juge "scandaleuse" la polémique autour de "Tel-Aviv sur Seine" - Francetv info

- Nadine Morano s'est trouvée un point commun avec Barack Obama - Le Huffington Post

Vous savez quoi ? Ils sont gauchers, quel niveau de connerie et de bassesse !

- Vers un non-remboursement des médicaments jugés les moins indispensables - Liberation.fr

[A défaut de pouvoir changer de genre, essayez le changement de régime, de société.](#)

- Transidentité : «Nous sommes dans une société plus conservatrice qu'elle ne veut se l'avouer» - Liberation.fr

[Quel privilège!](#)

- Alcool : les Français boivent moins mais mieux - Francetv info

Selon une étude, les Français consomment moins d'alcool et attachent davantage d'importance à la qualité de leurs boissons. Francetv info 13.08

Ah ben voilà pourquoi les prolos n'ont plus assez de fric pour vivre, les profiteurs ont troqué la vinasse, vous savez le litron avec les petites étoiles, pour le Meursault, le Vosne Romanée, le Volnay !

Et dire qu'en Inde j'en suis réduit à la flotte, quelle misère ! Et dire que mes lecteurs n'ont même pas pitié, c'est dégueulasse, je plaisante, j'ai de quoi compenser sur place et gratos en plus, ah ben voilà, je suis un privilégié et merde alors ! Je ferai une folie le 11 septembre prochain pour fêter mes 60 balais, sans doute un vin australien à 10 ou 12 euros, le Dom Pérignon millésimé attendra ! Eh oui, j'ai aussi vécu cela autrefois, la grande vie ! Je n'en garde aucune nostalgie, sauf envers la femme que j'aimais mais c'est une autre histoire...

---

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Il faut bien que le complexe militaro-industriel allemand serve à quelque chose...](#)

- Berlin redouble ses ventes d'armes aux régimes despotiques du monde arabe - french.irib.ir

Les médias allemands et européens critiquent Berlin pour avoir redoublé ses exportations d'armes et d'équipements militaires vers

les pays arabes gouvernés par des régimes dictatoriaux.

Le quotidien autrichien « Courrier » a publié mardi un article intitulé « Le commerce macabre de l'Allemagne », consacré à l'augmentation de l'exportation d'armements allemands.

« En 2015, les industries militaires allemandes ont battu le record d'exportations, car Berlin leur a autorisé de vendre des armes et des équipements militaires aux pays arabes du sud du golfe Persique », peut-on lire dans cet article.

Dans une autre partie de cet article, l'auteur rappelle que l'Allemagne est le quatrième grand exportateur d'armes et d'équipements militaires dans le monde, derrière les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Mais il paraît qu'en 2015, l'Allemagne pourra même espérer d'améliorer sa place sur cette liste.

La politique officielle de Berlin consiste à limiter les exportations d'armements, mais cette année Berlin a déjà autorisé la vente d'armements jusqu'à 3.3 milliards d'euros, chiffre qui est égale à l'ensemble des ventes d'armements de l'Allemagne en 2014.

Si on y ajoute la vente d'armements aux pays membres de l'OTAN, ce chiffre s'élèvera en 2015 à près de 6.35 milliards d'euros.

Le quotidien autrichien « Courrier » ajoute : « La question n'est pas seulement celle de l'augmentation des exportations allemandes d'armements et d'équipements militaires, mais aussi celle des pays qui les achètent. Plus de la moitié de ces armements sont exportées vers les pays qui ne sont membres ni de l'Union européenne ni de l'OTAN, et ne sont pas les alliés de l'Allemagne. »

Ainsi, l'exportation d'armements allemands vers les pays instables du monde arabe et de l'Afrique du nord a doublé en 2015 par rapport à l'année précédente, pour se chiffrer à 587 millions d'euros. Les monarchies pétrolières du sud du golfe Persique dont le Qatar et l'Arabie saoudite se montrent très enthousiastes pour les armements allemands.

Après la Grande-Bretagne et Israël, l'Arabie saoudite est le troisième grand client des armements fabriqués en Allemagne. Or, les militants des droits de l'Homme mettent en doute les contrats d'armements avec Riyad, évoquant la complicité des Saoudiens dans la répression des mouvements démocratiques dans les pays voisins dont Bahreïn et le Yémen. En tout état de cause, Berlin rejette ces accusations et annonce qu'il n'autorisera pas la vente de chars d'assaut à l'armée saoudienne. Le gouvernement allemand prétend que tous les armements vendus aux pays arabes sont des armes défensives. french.trib.ir 13.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 15 août 2015

## CAUSERIE

Pondichéry 10h02.

On a ajouté 41 articles.

Il a beaucoup plu hier soir et je dois modifier mon emploi du temps. Je dois cuisiner, du poulet à la noix de coco et des pommes de terre au gingembre, une salade de concombre au yaourt, cumin et coriande fraîche, plus du riz évidemment ! Menu qu'on va se farcir à la mémoire de la fin de l'occupation britannique, Indépendance Day oblige ! C'est mieux qu'un vulgaire chemin de croix pour dévoyer les esprits, comme quoi parfois soigner son estomac a du bon !

En fait Selvi (ma compagne) a un appétit de moineau et je l'imite de plus en plus, pas par mesure d'économie mais parce que je deviens vieux semble-t-il. Il fait tellement chaud qu'on se remplit l'estomac de flotte et ensuite on n'a plus très faim.

J'arrête là, le fils de Selvi et deux de ses cousins viennent d'arriver pour faire un peu de peinture.

La suite demain ou lundi.

[Haut de page ↗](#)

Le 17 août 2015

## CAUSERIE

Le portail iranien d'où nous extrayons la plupart de nos infos sur le Moyen-Orient, a fait peau neuve et a changé d'adresse, french.irib.ir est devenu francophone.sahartv.ir. Apparemment ils ont procédé à un grand nettoyage dans la foulée de l'accord conclu avec les Américains.

### D'un dogmatisme à un autre.

De l'imminence de la révolution à l'imminence de la grève générale, on retrouve la même mégalomanie galopante, le même aventurisme à l'oeuvre sur fond de reniement assumé, dont il ne faudrait pas leur tenir grief, car à défaut de "*grand soir*" la lutte des classes continue, ouf nous voilà rassuré ou sauvé... à moins qu'ils ne tentent de se sauver eux-mêmes !

Voilà quel lieu commun leur sert d'analyse, car à aucun moment ils n'évoqueront l'orientation politique qui animait les mouvements sociaux qui ont eu lieu les derniers mois ou celle des syndicalistes qu'ils ont réunis le 6 juin dernier, il ne valait mieux pas puisqu'elle répondait à des préoccupations de type corporatiste à défaut de se situer dans une perspective politique qui romprait avec le régime, ce qu'on ne leur reprochera pas d'ailleurs (à ces travailleurs), mais qui constitue une faute politique pour un parti qui prétend organiser les travailleurs dans la perspective (en principe seulement) d'en finir avec le régime.

Vous aurez pu constater qu'aucun dirigeant du courant majoritaire le plus droitier du CCI-POI ne prenait le risque de se mettre en avant dans Informations ouvrières, ces manoeuvriers professionnels n'auront aucun mal à manipuler notamment par des flatteries des transfuges du PS ou du PCF ou des syndicalistes qui dorénavant rédigent l'éditorial d'Informations ou diffusent leur ligne politique qu'ils n'auront eu aucune difficulté à leur inculquer, puisqu'elle compatible avec le PS et le PCF au point d'être partagée au moins en parole par certains courants de ces partis liés au régime, ce qui n'est pas une contradiction puisque tous n'étaient en réalité des socialistes qu'en parole et des réformistes bourgeois en acte. Lambert a eu raison de liquider le PCI, car ils étaient faits pour s'entendre.

On baigne en pleine démagogie et hypocrisie, où à défaut de l'assumer la perfidie se fait sournoise et lâche, car vue de l'extérieur la crise du POI ne doit pas transparaître, la démocratie qui pendant si longtemps leur a servi de caution politique et morale doit impitoyablement être étouffée.

Tout au long de ces décennies les révisionnistes ou fossoyeurs du trotskysme n'ont fait que recourir à la méthode Coué ou d'auto-persuasion pour justifier leurs lieux communs qui leur tenaient lieu d'analyses, que le transfuge du PCF qui a rédigé le dernier éditorial d'Informations ouvrières a poussé jusqu'à la caricature en recourant à un syllogisme reposant sur un postulat tout droit sorti de son imagination afin de mieux embrouiller l'esprit des militants sur le thème de l'unité auquel aspirent tous les militants, mais pas dans n'importe quelle condition ou sur n'importe quelle orientation politique en ce qui nous concerne pour ne pas faire naître des illusions inutiles dans leurs têtes ou les tromper.

La ligne politique développée par le POI consiste à s'appuyer sur les contradictions qui existent entre les exigences du capitalisme et les difficultés que rencontrent ses représentants pour les satisfaire, faille du régime à partir de laquelle ils nourrissent des illusions dans le régime à défaut de vouloir l'affronter en espérant en retirer des miettes pour certaines catégories sociales qui constituent leur fond de commerce et qui coïncide avec celui de leur appareil.

Le syllogisme en question était le suivant : La réalité, c'est que la classe ouvrière sait créer l'unité dans ses organisations, elle est donc capable de continuer sur ces principes d'unité et d'indépendance. Leur ligne politique repose entièrement sur cette interprétation réductrice de la réalité, qui tient en fait du lieu commun et relève de la pure spéculation, dès lors qu'ils occultent les facteurs qui composent la réalité et s'y opposent, et qui pour cette raison doivent être occultés ou niés sous peine de dévoiler le caractère opportuniste.

Pour lancer ce mécanisme il fallait commencer par affirmer que l'unité était un phénomène nouveau qui ne serait apparu que ces tous derniers mois, pure invention, et qu'il faudrait favoriser coûte que coûte, et devait se justifier par le fait qu'il avait décrété que "le grand soir" était renvoyé aux calendes grecques après avoir martelé le contraire pendant des décennies sur fond d'agonie de la Ve République qui n'en finissait plus ravalée au second plan au profit du gouvernement, de même que la crise du capitalisme qui se retrouve réduite désormais au capital financier, simple pirouette ou tour de passe-passe pour justifier une ligne politique qui n'est pas axé contre le capitalisme et l'Etat qui auraient encore de beaux jours devant eux. C'est une manière comme une autre de s'aligner sur le mouvement spontané des masses bourré d'illusions ou d'adopter le réformisme en le justifiant par l'abandon du combat pour la révolution socialiste auquel il n'est plus question de se préparer et de préparer les travailleurs.

On comprend pourquoi il leur répugne d'analyser les rapports entre les classes et tout particulièrement ceux qui existent au sein du prolétariat, en tenant compte de l'évolution de sa composition qui n'a jamais été aussi hétérogène, atomisée ou disloquée, comme en Grèce où eurent lieu une multitude de grèves générales depuis cinq ou six ans qui ont toujours débouché sur une impasse politique ou un échec, Syriza et son gouvernement qui survit grâce à l'union nationale ou le soutien des partis officiels

de l'ordre, la Nouvelle Démocratie et le Pasok, en est le point d'orgue ou la traduction pour ne s'être jamais donné d'objectifs politiques ou n'avoir jamais été orientées contre les institutions nationales et la Constitution grecque que le peuple grec doit abattre, pire, pour les avoir ménagées en vue de d'y fondre ou de gouverner dans ce cadre conçu par la classe dominante pour servir ses intérêts, ce à quoi Tsipras s'applique avec persévérance. En réalité, il n'y a jamais vraiment eu de grève générale en Grèce, tout comme il n'y a jamais eu réellement de révolution en Tunisie ou en Egypte, peu importe pour eux, en tordant la réalité dans tous les sens on arrive toujours par lui faire dire ce qu'on en attendait.

Il existe deux méthodes pour résoudre un problème en général ou pour aborder la situation. Soit on remonte jusqu'à son origine pour en comprendre le mécanisme ou le fonctionnement dans la perspective d'agir dessus ou de renverser les rapports qui y président pour l'éradiquer ou inverser ces rapports, soit on se contente de traiter ses conséquences, auquel cas ce problème ne sera jamais réellement résolu ou cette situation réapparaîtra à la première occasion qui lui sera favorable.

La première correspond au marxisme, la seconde aux révisionnistes du marxisme ou aux fossoyeurs du socialisme qui ont adopté le réformisme. La première part des faits tels qu'ils se présentent à un moment donné ou qu'on a déterminés pour remonter à des faits plus anciens qui en sont la source, faits qui sont toujours imbriqués dans un ensemble de rapports qui ont évolué au cours du temps, tandis que la seconde s'en tient partiellement à des faits présents tels qu'ils se présentent à nous, mais dont on ignorera l'historique qui nous renseigne sur leur nature pour en comprendre la signification qui nous demeurera pour cette raison obscure.

Or le but de la lutte de classe du prolétariat, c'est justement de prendre conscience de ce processus historique pour l'influencer ou que la classe des exploités soit en mesure de réaliser les tâches historiques que le développement du capitalisme lui impose pour s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au lieu de s'adapter au capitalisme qui va la broyer ainsi que ses droits à un moment donné.

Ces deux méthodes correspondent à deux idéologies avec lesquelles s'identifient deux classes différentes, la classe ouvrière et celle des capitalistes ainsi que leurs besoins respectifs qui sont irrémédiablement antagoniques ou inconciliables.

L'objectif d'un parti ouvrier qui prétend combattre pour le socialisme n'est pas de rendre le capitalisme plus supportable aux travailleurs, auquel cas ils n'auraient évidemment aucune raison de passer un jour à l'action pour le renverser, mais de les aider à prendre conscience de leurs conditions afin de parvenir à briser les chaînes qui les ont forgées.

Ces deux méthodes correspondent donc également à deux orientations politiques contradictoires qui s'excluent mutuellement ou qui ne peuvent pas cohabiter dans le même parti, d'où la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur les bases du marxisme uniquement, aucun compromis n'est envisageable en la matière, avant même de devenir un principe non négociable. Seuls des démagogues ou des faussaires peuvent prétendre le contraire puisque les deux méthodes ne correspondent pas ou ne poursuivent pas le même objectif politique.

Alors que recouvre l'exercice qui consiste à prétendre le contraire ? Forcément il nécessite de camoufler ses véritables intentions qui sont inavouables, en recourant à une multitude d'artifices maladroits ou grossiers que l'on peut facilement identifier avec un peu d'expérience. Par exemple préparer un "congrès ouvert" qui se veut démocratique "en faisant vivre le « tous ensemble »" où l'éclectisme est de mise, le bouillon insipide des staliniens que la sémantique trahit, autrement dit où toutes les théories et orientations politiques se valent y compris les plus opportunistes qui seront forcément favorisées puisque les plus nombreuses et les plus répandues, ce sont celles qui requièrent le moins d'efforts et qui sont les plus économiquement avantageuses pour ceux qui les défendent, pour n'avoir pas acquis un niveau de conscience supérieure et dont ce n'est pas particulièrement l'objectif non plus. A un stade élémentaire, il faut ignorer la nature de l'homme et ses faiblesses pour croire un instant à un tel processus, surtout après qu'il eut échoué pendant plus de trente ans, ce qui signifie au passage n'en avoir tiré absolument aucun enseignement.

La crise du POI est le produit de la crise du capitalisme que ses dirigeants ont été incapables d'analyser à fond et qui se répercute à l'intérieur de leur parti, pire encore pour n'avoir cessé de se lamenter sur ses conséquences, affirmant que leur objectif était d'en minimiser l'impact sur les travailleurs, or c'est seulement lorsqu'ils sont durement frappés par les mesures adoptées par les représentants du capital qu'ils sont amenés à passer à l'action, à chercher une issue à la crise du capitalisme dont ils sont les principales victimes, autrement dit l'objectif du combat du POI était d'épargner aux travailleurs les conditions qui conduiraient à leur radicalisation et à leur soulèvement contre le régime afin finalement de garantir en échange de quelques concessions accordées à certains pans de la classe ouvrière, le maintien du rapport de forces existant entre les classes qui demeure favorable à la classe dominante.

A notre avis, la question qu'on devrait se poser et qu'on a déjà évoqué à de multiples reprises, serait de savoir si on doit adopter une conception de la lutte des classes uniquement axée sur les revendications sociales immédiates des travailleurs au détriment de tout objectif politique sous prétexte que la majorité d'entre eux ne seraient pas mûrs pour s'en saisir ou que la révolution ne serait pas à l'ordre du jour, ou si au contraire ces deux aspects de la lutte de classe doivent être liés et trouver leur expression concrète dans la construction du parti ou y être subordonnée, étant donné qu'il est le seul objectif stratégique à notre portée et dont nous sommes comptables ou responsables, pour incarner consciemment l'ensemble du processus incluant la question de l'Etat ou du pouvoir politique qui en est l'aboutissement.



Pour que cette question en vienne à être posée signifie que la place et le rôle du parti n'ont manifestement pas été assimilés par ces dirigeants ou ont été négligés, à moins qu'ils aient abandonné les enseignements de la révolution russe, alors que la réalité s'est chargée de les remettre à l'ordre du jour ou leur impose malgré eux, au point d'être incapable de la poser correctement dans des conditions pourtant favorables, mais qu'ils estiment au contraire difficile pour justifier de s'en détourner par avance ou l'enterrer définitivement, d'où la crise ouverte qui sévit dans leur parti qui quelque part les dépasse ou à laquelle ils ne comprennent pas vraiment l'origine, qu'ils demeureront incapables de résoudre favorablement pour refuser d'admettre qu'elle n'a jamais cessé de parcourir ou hanter leur courant politique ou le trotskysme depuis la mort de Trotsky (ou bien avant) ou qu'ils se sont fourvoyés durant tant de décennies ou toute leur vie, ce qui on peut le concevoir, est pratiquement et généralement impossible à assumer.

On ne pouvait pas analyser la situation sociale et politique et le développement de la crise du capitalisme et de ses institutions sans tenir compte qu'ils étaient profondément influencés par l'absence du parti ou que les masses étaient pratiquement totalement désarmées pour les affronter, sans direction politique, et que par conséquent quoiqu'on fasse il ne fallait pas s'attendre à autres choses qu'une suite interminables de défaites dévastatrices et démoralisatrices alimentant la dégénérescence du mouvement ouvrier et son avant-garde appelés à se recroqueviller sur eux-mêmes ou à se scléroser, au lieu de renouer avec le socialisme ou s'ouvrir en direction des millions de travailleurs les plus défavorisés qui n'ont rien à perdre et à espérer dans le régime en place, et dont les rudes conditions d'existence les poussaient irrésistiblement à rompre avec les partis et institutions du capital, préférant se tourner vers les couches les plus favorisées qui demeurent totalement subordonnées au capitalisme ou auxquelles leurs illusions les poussent à s'y adapter dans la mesure où elles y trouvent leur compte.

La question était que faire une fois acquis le constat que la révolution était renvoyée à une date indéterminée ou dans l'attente de jours meilleurs. Quelle stratégie adoptée ? Question qu'ils ont toujours refusé de poser, à croire qu'elle était déjà résolue. C'était une manière comme une autre de s'en débarrasser à bon compte, en tenant en parole un discours radical pendant des décennies pour sauver les apparences, pendant qu'en acte on s'adaptait au capitalisme en adoptant le réformisme, et c'est sur cette base pourrie qu'ils fondèrent le PT puis le POI qui était voué à connaître le même échec que tous les autres partis bâtis sur le même modèle, puisque cette stratégie allait entrer en contradiction violente avec les derniers développements de la crise du capitalisme qui exigeaient la liquidation systématique de tous nos droits ou acquis sociaux.

Seul un véritable coup de force pouvait donner naissance à un tel parti une fois liquidé le PCI. De la même manière qu'il n'y avait rien à en attendre, il n'y a rien à espérer de la crise actuelle du POI qui se réduit à une bataille de chiffonniers entre différentes fractions de son appareil pour en conserver le contrôle.

L'orientation droitière en direction des syndicats adoptée par la majorité du CCI-POI n'est pas le produit de leur analyse de la situation, mais des besoins de leur appareil soumis à l'érosion continue des effectifs de leur parti dont ils accusent d'être responsable le courant minoritaire du CCI-POI qui jusqu'à présent impulsait la politique du POI. En relisant les derniers éditoriaux publiés par D. Gluckstein et le communiqué des secrétaires nationaux (Gérard Schivardi, Jean Markun, Daniel Gluckstein) du POI du 31 mars 2015, et en les comparant aux derniers éditoriaux rédigés par des transfuges du PS ou du PCF ou des syndicalistes, on s'aperçoit qu'ils avaient adopté la même ligne politique trade-unioniste, épurée de tout objectif politique qui en filigrane figurait dans les éditoriaux de Gluckstein et dans ce communiqué qui mentionnaient "le rejet des institutions de la Ve République" ou "les institutions pourrissantes de la Ve République" ainsi que "la décomposition des partis qui, historiquement, plongent leurs racines dans le mouvement ouvrier", autant de facteurs qui on l'aura compris peuvent heurter des syndicalistes issus de ces partis ou qui ont conservé des liens avec eux et qui n'entendent pas rompre avec la Ve République.

Finalement le courant majoritaire du CCI-POI dans lequel doivent se reconnaître les autres courants du POI, ne fait que pousser à l'extrême la politique liquidatrice impulsée autrefois par le tandem Lambert-Gluckstein, d'où l'impossibilité du courant minoritaire du CCI-POI conduit par Gluckstein de se défendre puisqu'il se retrouve dépouiller de tout argument, hormis celui foireux d'incarner la continuité de la politique de Lambert qui a l'instar des autres partis ouvriers ne s'est jamais donné les moyens de sa politique pour construire le parti, politique qui ne dépassait pas le stade de l'incantation stérile à laquelle il avait réduit le combat pour le socialisme au profit de la défense de la république et de la démocratie, bref, cette querelle d'appareil revient à déterminer quel courant sera le mieux placé pour achever l'oeuvre de Lambert de liquidation du trotskysme, et le plus droitier semble logiquement le mieux placé pour finir la sale besogne.

Dès lors effectivement la direction du POI a raison, cette querelle de bureaucrates corrompus ne concerne pas les travailleurs, le mouvement ouvrier, les militants de l'avant-garde révolutionnaire qui entendent demeurer fidèle au marxisme et au socialisme, au léninisme et au trotskysme.

On ne pouvait pas terminer sans poser une dernière question incontournable en relation avec les précédentes.

Le socialisme repose sur deux facteurs objectif et subjectif, le processus historique auquel correspond le développement du capitalisme qui constitue la base matériel du socialisme, et le refus des masses exploitées de subir leur condition ou d'être ravalées à l'état d'esclave.

Faut-il attendre que les conditions de la majorité des travailleurs se dégrade au point de devenir insupportables pour qu'ils



se soulèvent contre le régime, auquel cas on risque d'attendre encore fort longtemps ou indéfiniment, ou bien sans attendre d'atteindre cette situation extrême qui ne constitue pas pour autant un gage de victoire, existe-t-il un moyen d'élever le niveau de conscience de pans entiers du prolétariat de telle sorte qu'il soit possible d'envisager sérieusement un changement de régime et de société, partant du constat que pas un travailleur n'est réellement épargné par la crise du capitalisme, et qu'à des degrés divers la décomposition de la société les affecte également ou les contraint à renier leurs propres principes ou valeurs au point qu'il est devenu impossible de donner un sens à leur vie, dont ils tirent finalement peu de satisfactions ou seulement éphémères, superficielles ?

La première condition n'est manifestement pas remplie, il faut aussi compter sur la faculté de l'homme à s'adapter à des situations extrêmes au-delà de ce qu'on peut imaginer en temps normal plutôt qu'à les combattre, quant à la seconde elle reste à prouver pour n'avoir jamais rien tenter pour la développer, pas à partir de rien ou de zéro puisque les masses n'ont jamais été aussi éduquées et instruites qu'aujourd'hui, à l'opposé elles disposent encore d'avantages qui leur permettent d'atténuer les coups que leur porte le capitalisme, reste savoir laquelle de ces deux tendances l'emportera, mais sachant que leur condition ne peut que se dégrader dans l'avenir et qu'il leur deviendra de plus en plus difficile de ne pas subir directement et violemment les conséquences de la crise du capitalisme qui n'épargnera personne, on peut raisonnablement penser qu'à un moment donné elles chercheront une issue politique à cette crise, ce qui est déjà le cas de nombreux travailleurs appartenant aux couches moyennes qui l'ont subie de plein fouet.

Mais pour recruter ces travailleurs, les gagner au socialisme et surtout les conserver, il faut cesser de leur faire miroiter des objectifs politiques qui ne pourront pas être atteints du jour au lendemain ou dans un avenir proche, il faut rompre avec la méthode qui consiste à se donner des tâches en vue de résultats immédiats sachant qu'on va forcément encore subir un tas de défaites qui pourraient avoir raison des éléments les plus déterminés ou les plus convaincus, il faut cesser de leur faire croire que tout serait possible, ce qu'ils prennent à la lettre inconsciemment bien souvent et se traduit par des illusions dévastatrices.

Non, il faut s'adresser honnêtement à ces travailleurs et leur dire en face où nous en sommes et où nous voulons aller, par quels moyens, en mettant en quelque sorte ce défi entre leurs mains, de manière à ce qu'ils aient parfaitement conscience de la situation. C'est le point de départ pour partir d'une base saine et construire un parti sur aucune méprise, aucune illusion, parti qui pour se développer doit reposer sur la prise de conscience de ses militants que le capitalisme n'a pas d'avenir hormis le chaos, la guerre et la barbarie et dont l'issue peut conduire au socialisme, objectif qui ne correspond pas à une lubie ou à une idée farfelue mais repose sur une analyse scientifique du développement historique du capitaliste qui porte en lui sa propre négation, objectif qui demeure tout à fait à notre portée du fait que nous sommes la majorité de la population, une force invincible dès lors qu'elle est rassemblée, organisée, en ordre de bataille, elle peut vaincre tous les obstacles qui se dressent sur le chemin menant à son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il faut mettre en avant l'argument selon lequel il n'existe pas de satisfaction supérieure à titre individuel dans la vie, à l'élévation de notre niveau de conscience du monde dans lequel nous vivons, dès lors qu'il se traduit par l'adoption d'un comportement qui en toute occasion respectera nos principes ou valeurs partagés universalement auxquels nous sommes profondément attachés, de telle sorte que quelle que soient les difficultés que l'on rencontrera au cours de notre existence, on disposera toujours d'un point de repère fiable sur lequel nous reposer, on demeurera toujours fidèle à nos idées, à nos convictions, à notre idéal qui donnera un sens à notre vie dont nous n'aurons jamais à rougir ou que nous ne regretterons jamais, avec lequel aucun concurrent ne peut rivaliser puisqu'il incarne la libération de l'humanité du joug de l'exploitation et de l'oppression, le bien-être et la paix universelle.

Ma compagne Selvi vient de commencer à apprendre à écrire et lire à 45 ans, c'est moi qui vais lui servir de professeur, quelle chance d'avoir un tel pédagogue, n'est-ce pas ? Je plaisante. Elle est très enthousiaste, je dirais même que cela la ravit, elle en éprouve d'avance un immense bonheur, une grande satisfaction, la vie lui en a peu offerte depuis sa naissance la malheureuse, au point que ce matin elle a profité des dix minutes de libre qu'il lui restait avant de partir travailler pour faire quelques lignes d'écriture qu'elle m'a soumises ensuite.

Si elle a toujours réussi à survivre en étant illettrée jusqu'à présent, elle l'a toujours ressenti comme une frustration au point d'en faire un complexe d'infériorité ajouté à bien d'autres dont elle a beaucoup de mal à se débarrasser. Vaincre un de ces complexes pourrait l'aider à envisager par la suite ces autres complexes sous un nouvel angle pour tenter de s'en débarrasser et ainsi de suite. N'ayant pas grand chose dans sa vie à quoi se raccrocher, alors se donner les moyens de pouvoir lire va remplir son existence et lui donner un nouveau sens, sans en attendre des miracles, mais c'est déjà un premier pas, essentiel vers d'autres évolutions.

Un enfant éprouve un plaisir immense quand il parvient à lire un mot ou à poser deux cubes l'un sur l'autre, et un adulte éprouve de la satisfaction lorsqu'il arrive par ses propres moyens (il faut insister particulièrement sur cet aspect) à réaliser quelque chose avec ses mains ou à comprendre quelque chose avec sa tête. Leur plaisir est d'autant plus grand quand ils le partagent avec quelqu'un. Dans mon cas, avec ma première épouse on l'a tellement partagé avec notre fille qu'elle est devenue institutrice.

Et lorsqu'on adhère à un parti, tout reste à faire, on peut se dire socialiste, communiste ou trotskyste ou tout ce qu'on veut, au départ cela ne correspond pas à grand chose, on découvre le marxisme, il faut ensuite l'étudier et c'est seulement plus tard qu'on commencera à le maîtriser plus ou moins, avant cela on se leurrera sur nos propres capacités à interpréter librement le monde. Cela dit, en accédant au marxisme on va adopter une interprétation du monde qui va révolutionner notre mode de pensée

et se répercuter sur notre mode de vie, car jamais plus on ne pensera comme avant pour peu qu'on fasse preuve de persévérance et de détermination. Et pour que la boucle soit bouclée il restera encore à l'appliquer à nos expériences passées pour en tirer des enseignements pratiques et cesser de reproduire les mêmes erreurs, ce qui sera une source de grande satisfaction personnelle.

Personnellement je n'ai jamais entendu un tel discours sur le marxisme ou le socialisme dans la bouche d'un de nos dirigeants qui en ont fait une théorie insipide, un dogme à jeter finalement aux chiens.

Je pense qu'un travailleur plus évolué que Selvi et qui a acquis des connaissances qui ne lui servent pas à grand chose, aura à coeur de les rassembler et de les mettre au service de l'idéal humaniste le plus élevé que l'homme peut se donner pour peu qu'on l'y encourage ou qu'on lui communique le bonheur qu'on en éprouve soi-même.

L'homme est capable du meilleur comme du pire dit-on, je ne suis pas certain que jusqu'à présent on lui ait offert réellement l'opportunité de prouver qu'il était capable du meilleur.

Mon article est un peu décousu comme très souvent, parce que je dois faire plusieurs choses à la fois et je dois m'y reprendre à plusieurs fois pour le rédiger, l'essentiel est d'en retenir la substance et l'orientation.

Pour revenir à l'éditorial du dernier numéro d'Informations ouvrières j'avais noté aussi ceci que je vous livre en vrac, cela ne vaut même pas le coup d'être mis en forme tellement c'est minable.

- "*d'Informations ouvrières, journal du POI*". Non, c'est uniquement le journal d'une clique de permanents-bureaucrates du CCI-POI et de ceux qui leur font allégeance.

- "*et tribune libre de la lutte des classes*." Tu parles, jamais de la vie, seuls des articles ayant franchi la censure instaurée par les dirigeants de l'appareil qui contrôlent le POI seront publiés, dès lors qu'ils ne contiennent aucun élément susceptible de contredire leur ligne politique. Contrairement à l'Humanité du début du XXe siècle ou de la Pravda du temps de Lénine qui publiaient des articles issus de différentes tendances, ils ne publieront jamais des articles défendant une autre ligne politique que la leur, encore moins la critiquant. Ces gens ont l'art de se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, ils en ont fait un métier et carrière.

- "*ce combat pour l'indépendance des organisations ouvrières*" leur sert de prétexte pour servir la soupe aux appareils pourris qui contrôlent les syndicats qui n'ont rien d'indépendant depuis plus d'un demi-siècle et qui leur rendent bien, en fait ce "combat" ne sert que les intérêts des permanents du POI qui ont fait carrière dans les syndicats.

- "*congrès ouvert*" "*l'unité jusqu'à la grève générale*", une aberration totale, une pure fiction, un os à ronger pour occuper leurs troupes désarmées face à la tournure critique que prend la situation. Sans rire, même les dirigeants corrompus des syndicats peuvent à un moment donné gauchir leur discours pour conserver le contrôle de leurs syndicats. Chaque fois lors des grèves auxquels ils font allusion (Radio France, les enseignants, les infirmières) les appareils ont fait voler en éclat l'unité au premier recul ou simulacre de recul de la part du gouvernement, comme chaque fois depuis, depuis quand déjà, 1936, 1968, bah c'est si loin qu'on peut remettre cela sans que personne ne s'aperçoive de quoi que ce soit !

- "*dans le respect des opinions de chacun*", alors qu'ils ne sont même pas foutus de respecter les "*opinions*" de leurs propres militants ou pire les calomnies.

Leur analyse de la situation est incomplète, tronquée donc forcément erronée, leur analyse des rapports existant entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière est inexistante, elle se réduit à quelques catégories professionnelles et ils ignorent toutes les autres qu'ils méconnaissent ou dont ils sont totalement coupés, du coup les tâches qu'ils lui assignent ne correspondent à rien de ce qu'elle peut vivre au quotidien, ils continuent d'ignorer la stratégie politique de l'oligarchie financière ainsi que les institutions qu'elle a créées, alors que c'est à partir de là que va être planifier et orchestrer son offensive contre le prolétariat mondial ou tous les peuples.

### Qui a dit ?

« *Il est vrai que contrairement aux salafistes, les Portugaises se sont bien intégrées en France. Très vite, elles ont appris à se raser* ».

Réponse : Le furieux sioniste Alain Finkielkraut a commis cette délicatesse.

### Dossier sur la Grèce

Le Front de gauche, c'est la mort lente par asphyxie... mais pas pour tout le monde.

- La Grèce plus que jamais sous la tutelle de ses créanciers - AFP

Le nouveau plan d'aide de 86 milliards d'euros à la Grèce, qui a obtenu vendredi le feu vert des ministres des Finances de la zone euro, ne laisse que très peu de marge de manoeuvre au gouvernement d'Alexis Tsipras. AFP 15.08

- Accord sur la Grèce : la dette n'est toujours "pas viable", selon le FMI Francetv info avec - AFP

- Grèce: Merkel salue le changement d'attitude du gouvernement Tsipras - AFP

Le gouvernement du Premier ministre de la gauche radicale, Alexis Tsipras, "a compris que le pays ne pouvait se redresser que si des réformes sont vraiment engagées", a-t-elle jugé.

Elle a néanmoins insisté sur "les nombreuses étapes" qui restent à passer pour la Grèce dans la mise en place du catalogue très pointilleux de réformes à engager pour bénéficier d'oxygène financier. Il s'étend notamment d'un vaste programme de privatisations, au prix du kilo de pain, en passant par la durée de vente du lait pasteurisé.

Il faut de nouvelles réformes difficiles si l'on "veut voir la lumière au bout du tunnel", a insisté la chancelière conservatrice alors que la population, déjà douloureusement touchée par six années de rigueur sans résultat tangible, va devoir consentir encore de lourds sacrifices. AFP 15.08

- Grèce: le 3e plan d'aide doit être "le bon", selon Sapin - AFP

- Accord de l'Eurogroupe: "Un aboutissement pour la Grèce qui a fait les efforts attendus" - AFP

L'accord obtenu vendredi soir par les ministres des Finances de la zone euro sur un troisième plan d'aide à la Grèce est "un aboutissement pour la Grèce qui a fait les efforts attendus", a estimé le président François Hollande. AFP 15.08

- Grèce : Alexis Tsipras accepte un nouveau "noeud coulant" - latribune.fr

Les conditions fixées par l'Eurogroupe et le nouveau mémorandum place le gouvernement grec dans une situation de surveillance renforcée.

Lors du prochain débat sur la question de confiance qu'il pose à la Vouli, le parlement hellénique, le premier ministre Alexis Tsipras pourra défendre quelques succès obtenus lors de la semaine qui s'achève ce 15 août.

Ce que Tsipras a obtenu

D'abord, l'ajustement des objectifs budgétaires fixés par le mémorandum. Au lieu de 1 % du PIB d'excédent primaire, hors service de la dette, fixé le 13 juillet, la Grèce a obtenu le droit de dégager un déficit primaire de 0,25 % du PIB. Dans un « non paper » (communiqué de presse non officiel) publié mardi 10 août, le ministère des Finances grec mettait en exergue le fait que ces objectifs étaient bien plus favorables que ceux négociés par le gouvernement précédent. Mais la croissance prévue est entretemps passée de 3 % à une contraction de 2,3 %, ce qui « neutralise » ce succès.

Ensuite, le gouvernement grec pourra s'appuyer sur des succès ponctuels, notamment l'abandon de l'idée de privatisations rapides ou le rétablissement du forfait hospitalier de 5 euros. Enfin, Alexis Tsipras ne manquera pas de souligner qu'en obtenant le feu vert de l'Eurogroupe le 14 août au soir, il a remporté un succès évident face à un Wolfgang Schäuble qui, ces derniers jours, proclamait qu'il voulait prendre son temps.

La logique de la troïka continue

Mais, progressivement, ces succès semblent bien minces, à mesure que l'on découvre à la fois le détail du mémorandum et du mode de fonctionnement de ce dernier. En réalité, les créanciers sont parvenus à obtenir ce qui était, un de leurs objectifs principaux : continuer à agir comme si l'élection du 25 janvier (et, désormais, le référendum du 5 juillet) n'avait pas eu lieu.

Ainsi, on a assisté ce vendredi 14 août à Bruxelles, à la répétition de l'axiome qui a présidé aux précédents mémorandums et aux « sauvetages » des autres pays périphériques de la zone euro : plus de dettes assure la soutenabilité de la dette si l'on fait des « réformes. » Le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a pu ainsi affirmer que « la soutenabilité de la dette peut être atteinte sans coupes dans le stock de dette par l'application d'un programme ambitieux. » Notons que les dirigeants européens semblent désormais les derniers à croire à leurs propres discours. Vendredi soir, le FMI a publié un communiqué d'une rare clarté qui précisait que la « soutenabilité de la dette grecque ne pouvait pas être atteinte par ses propres moyens. » Autrement dit, Jeroen Dijsselbloem rêve tout haut.

Reste que, du point de vue grec, l'acceptation de cette logique est fort dangereuse. Elle signifie que, si le programme dérape, notamment parce que la récession sera plus forte que prévu, ou parce que les réformes « structurelles » envisagées n'auront pas l'impact optimiste qui leur a été attribuée, il faudra prendre des « mesures additionnelles » allant dans le même sens. Autrement dit, malgré les apparences, la logique de l'ancienne troïka persiste. Or, le risque est réel : le projet de mémorandum souligne que, « sans les mesures prévues », le déficit structurel grec aurait été de 1,5 % du PIB en 2015. L'effort grec doit donc atteindre 1,25 point de PIB en moins de six mois avec un PIB en chute libre. Il est donc encore considérable.

#### Le « nœud coulant » replacé

En réalité, derrière les embrassades de l'Eurogroupe entre le ministre grec des Finances Euclide Tsakalotos et Jeroen Dijsselbloem, derrière les félicitations de Michel Sapin au gouvernement grec et les applaudissements des mesures prises depuis le 13 juillet par Alexis Tsipras dans le communiqué de l'Eurogroupe, se cache une nouvelle version du fameux « nœud coulant » jadis dénoncé par le premier ministre grec dans les négociations du premier semestre. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer le fonctionnement de la libération des fonds du mémorandum.

Officiellement, la première tranche libérée sera ainsi de 26 milliards d'euros sur les 86 prévus en tout. Mais en réalité, cette « première tranche » sera libérée au compte-goutte. 10 milliards d'euros seront mis à disposition immédiatement pour recapitaliser les banques. Un second versement de 13 milliards d'euros sera versé au 20 août. Il permettra de rembourser le prêt relais de juillet, les arriérés de paiement de l'Etat grec gelés ces derniers mois et la créance de la BCE. Cette somme disparaîtra donc immédiatement. Les 3 milliards d'euros restant seront, précise le communiqué de l'Eurogroupe, « versés en une ou plusieurs fois en fonction de la mise en œuvre des mesures clés » du mémorandum.

On voit que la confiance des créanciers envers la Grèce est extrêmement relative et qu'en réalité les créanciers maintiennent à chaque instant la capacité de bloquer le versement des sommes. En réalité, cela va plus loin. Si les objectifs ne sont pas atteints, les créanciers se réservent le droit de réviser la conditionnalité. Ce droit est inscrit noir sur blanc dans le projet de mémorandum dès le premier paragraphe : « la conditionnalité sera révisé sur une base trimestrielle en prenant en compte les progrès réalisés sur les trimestres précédents. Dans chaque revue, les mesures spécifiques de politique et d'autres instruments pour atteindre les grands objectifs fixés et le calendrier. » Cette phrase est essentielle, car elle donne aux créanciers la possibilité de demander aux Grecs de nouvelles mesures pour tenir « le calendrier » et atteindre les « objectifs. » La division des tranches versées en « sous tranche » et les revues permettront donc de maintenir la tutelle sur le gouvernement grec en le menaçant de défaut en permanence.

#### Le risque de « nouvelles mesures »

Le mémorandum assure donc non seulement le maintien d'un « nœud coulant » autour du cou d'Athènes, mais il maintient aussi le risque d'une « spirale infernale » de l'austérité dans laquelle le pays sous programme est contraint d'atteindre des objectifs trop ambitieux en prenant des mesures encore plus drastiques qui réduisent la richesse nationale et rendent les objectifs encore plus inatteignables. C'est ce qui s'est passé entre 2010 et 2014 en Grèce, mais les créanciers ont affirmé que c'est le manque de mise en œuvre des réformes qui a réduit la croissance grecque, pas le programme lui-même. Ils demeurent fidèles à cette logique que Syriza (mais pas seulement, le gouvernement Samaras y résistait aussi depuis l'été 2014) cherchait précisément à renverser. De ce point de vue, Alexis Tsipras prend donc un risque considérable : celui de devoir encore rajouter de l'austérité à l'austérité.

#### La question du Fonds de privatisation

On soulignera aussi un autre signe de défiance des créanciers : le Fonds de privatisation qu'Alexis Tsipras avait réussi le 13 juillet à « rapatrier » en Grèce alors que Wolfgang Schäuble voulait le placer au Luxembourg, sera sous étroite surveillance européenne. L'Eurogroupe l'a répété : ce Fonds sera certes géré par la Grèce, mais « sous la supervision des institutions européennes compétentes. » La nature de cette supervision sera donc à préciser dans les mois qui viennent, puisque ce Fonds sera installé en début d'année prochaine. On peut se douter qu'elle sera étroite puisque l'Eurogroupe a réclamé que « la législation pour établir le Fonds soit adopté en accord avec les institutions européennes. » L'autonomie grecque sera donc très faible. Or, une grande partie de la richesse de l'Etat grec sera transféré à ce fonds, notamment les participations dans les banques. Il y a donc fort à parier que ces actifs transférés échappent entièrement au contrôle autonome du gouvernement qui se contente de se concentrer sur des objectifs chiffrés. Si donc les « ventes rapides » ont bien été rejetées explicitement par l'Eurogroupe, la gestion de ce Fonds risque d'échapper au contrôle du gouvernement.

#### Pas de décote sur la Grèce

Reste qu'Alexis Tsipras peut prétendre que ces concessions auront pour but d'obtenir une restructuration de la dette hellénique, un des principaux objectifs de son parti. Mais, en réalité, il semble déjà avoir perdu sur ce plan également. En effet, l'Eurogroupe a, le 14 août, encore une fois exclu explicitement tout « haircut », c'est-à-dire toute décote nominale dans le stock de dettes. Or, le stock de dettes grec va encore augmenter avec ce troisième plan qui ajoute 86 milliards d'euros et les intérêts au stock existant. Rappelons que le deuxième mémorandum, alors même que le plan de participation du secteur privé avait annulé 105 milliards d'euros de dettes, a augmenté de près de 50 points de pourcentage de PIB le ratio d'endettement du pays. Cette fois,



le nouvel endettement est moins important, mais il n'y a pas de coupes dans le stock de dettes et l'effet récessif des mesures proposées est encore à constater. En 2012, cet effet avait été sous-évalué par les mêmes services que ceux qui ont travaillé cette fois à l'établissement de la soutenabilité de la dette.

Une restructuration a minima contre une obéissance parfaite

Bref, le FMI semble avoir raison de réclamer une décote « considérable » (dont il s'exclut lui-même cependant). Et Alexis Tsipras ne semble pas, comme on l'a vu, en mesure d'imposer cette décote. Vendredi 14 août, Jeroen Dijsselbloem n'a donc proposé qu'un nouvel étalement, comme en novembre 2012, du remboursement des intérêts et du principal. Ceci réduit certes, la valeur nette actualisée de la dette grecque, mais laisse une épée de Damoclès considérable sur l'économie du pays pendant des décennies. Mais c'est tout ce qu'Alexis Tsipras peut espérer pour l'instant.

Or, pour obtenir ce « cadeau », il va devoir faire montre d'une grande obéissance vis-à-vis des créanciers. C'est le sens de « l'attente » de la fin de la première revue. « Nous verrons si de nouvelles mesures sur la dette sont nécessaires en octobre », a affirmé Jeroen Dijsselbloem. Or, ce qui sera vrai sur la dette grecque en octobre l'est déjà en août. La réalité, c'est que ces mesures seront une « récompense » pour le bon comportement du gouvernement grec. Ce sera, en réalité, le signe de la tutelle du pays. Et de son maintien à moyen terme, puisque les mesures seront sans doute insuffisantes.

Dans ce cadre, quel pourra être le sens des prochaines élections grecques - si elles ont lieu ? Le gouvernement grec, quel qu'il soit, est tenu dans une telle dépendance, que son autonomie est extrêmement limitée. Reste le pari qui pourrait être celui d'Alexis Tsipras : un phénomène de rattrapage de l'économie après le coup d'arrêt de l'été qui masquerait les effets des mesures d'austérité et permettrait de dégager des marges de manoeuvre. [latribune.fr](http://latribune.fr) 15.08

- Grèce : la BCE s'est-elle comportée comme un "fond vautour" ? - [latribune.fr](http://latribune.fr)

La Grèce se démène encore pour pouvoir rembourser le 20 août 2015 son échéance vis-à-vis de l'Eurosystème. Une dette qui a pesé lourd dans les événements récents, mais dont la légitimité soulève beaucoup de questions.

Un des éléments déterminants de l'épilogue de la crise grecque a été la double épée de Damoclès de la dette due à la BCE les 20 juillet et 20 août. Encore à présent, l'échéance du 20 août représente un moyen de pression sur le gouvernement grec qui a contraint le parlement à débattre toute la nuit pour pouvoir obtenir un financement avant cette date.

Ces deux échéances, de 3,2 et 3,4 milliards d'euros représentaient un obstacle absolument infranchissable pour les finances publiques grecques. Mais, alors qu'un défaut sur le FMI était un phénomène connu et documenté (même si l'ampleur du défaut grec du 30 juin était inédite), un défaut sur la banque centrale européenne était un fait inconnu qui aurait posé un défi inédit à la zone euro. Et sans doute la BCE et les dirigeants européens sont heureux de pouvoir éviter un tel incident.

La BCE, créancier principal à moyen terme

Mais à quel prix ? Celui du troisième memorandum et d'un nouvel épisode de récession pour la Grèce. Car sur les 86 à 90 milliards d'euros prévus par le nouveau plan, près de 13,5 milliards d'euros sont destinés à rembourser le capital des dettes détenues par l'Eurosystème, le système des banques centrales de la zone euro d'ici à fin 2018. La BCE et les banques centrales nationales sont ainsi solidairement les premiers créanciers de la Grèce d'ici à 2020, devant le FMI. Le memorandum a donc d'abord pour vocation de permettre à Athènes de rembourser l'Eurosystème.

Doute sur sa légitimité

Cette dette est cependant particulière à plus d'un titre. Le comité sur la vérité de la dette publique convoqué par la présidente du parlement grec Zoé Kostantopoulou et dont le rapport préliminaire a été remis le 16 juin dernier, avait émis de sérieux doutes sur sa légitimité et sa légalité. Le coordinateur scientifique, le Belge Eric Toussaint, insiste encore aujourd'hui sur le caractère « illégitime » de cette dette. Il est vrai, que ces créances de la BCE sont très particulières.

Le programme SMP

Cette dette a été acquise sur le marché secondaire dans le cadre du programme SMP (Securities Market Programme) lancé en mai 2010, après la décision de lancer un premier plan de soutien à la Grèce par le conseil européen. Ce programme a duré plus de deux ans et a été stoppé en septembre 2012 avec l'annonce officielle du programme OMT par Mario Draghi. Dans le cadre du SMP, la BCE et les banques centrales nationales ont racheté près de 210 milliards d'euros de titres dont 55 milliards d'euros de titres grecs. Au 7 août 2015, l'Eurosystème détenait encore 130,6 milliards d'euros de titres achetés dans le cadre du SMP, dont 23,5 milliards d'euros de titres grecs.

Le but officiel du programme SMP et son échec



Selon le communiqué de la BCE du 10 mai 2010, alors dirigée par Jean-Claude Trichet, l'ambition de ce programme de rachat était de « faire face au mauvais fonctionnement du marché des titres en améliorant sa liquidité et sa profondeur » et de « restaurer la bonne transmission de la politique monétaire. » De ce point de vue, le programme SMP a lamentablement échoué. Il n'a aucunement empêché la crise de la dette souveraine en Europe qui s'est aggravée à l'été 2011, puis encore au printemps 2012. Ce programme peu ambitieux et peu clair n'a pas permis de contenir la contagion et n'a pas été capable de restaurer l'accès au marché des pays « sous programme », alors même que la condition de son application était une politique de rigueur budgétaire, comme le souligne le communiqué de mai 2010. L'échec du programme SMP - qui est aussi celui des plans mis en œuvre en zone euro à partir de 2010 - éclate au grand jour lorsque Mario Draghi doit le remplacer par une arme autrement plus dissuasive : l'OMT qui prévoit des rachats « illimités. »

### L'autre objectif du programme SMP

Pour autant, Eric Toussaint souligne que l'ambition de ce programme n'était peut-être pas celui affiché en mai 2010 par Jean-Claude Trichet : « le programme SMP a surtout permis aux grandes banques de la zone euro de vendre leur dette grecque à bon compte. » Selon lui, la BCE a permis aux banques qui se retrouvaient « coincées » avec des titres grecs sur un marché fermé de trouver preneurs et donc de réduire leur exposition au risque grec. Ceci est cohérent avec les informations parues à l'époque, selon lesquelles les banques avaient réclamé une telle intervention. Le SMP a donc été un des canaux privilégiés par lequel il y a eu un transfert du risque privé vers les institutions publiques. Ceci rendrait la dette détenue par la BCE sujette à caution pour Eric Toussaint. « Il y a un problème de légitimité dans la mesure où cette dette n'a pas été utilisée dans l'intérêt général européen par une institution chargée de la préserver, mais pour un intérêt particulier », souligne-t-il.

### L'utilisation du programme SMP pour imposer la politique d'austérité

Rappelons cependant que beaucoup estiment que le sauvetage des banques vis-à-vis du risque grec s'inscrit bien dans la sauvegarde de l'intérêt général. Ce qui, alors, cependant, est contestable, c'est que l'achat et la détention de ces titres a été une véritable arme pour la BCE pour faire pression sur la Grèce et contraindre ses gouvernements à appliquer une politique austéraitrice qui, in fine, a réduit le PIB et rendu insoutenable le poids de la dette publique. Ainsi, à plusieurs reprises, la BCE a utilisé la suspension du programme SMP pour faire pression sur l'exécutif grec et l'obliger à appliquer des mesures voulues par la troïka (dont la BCE était membre).

Autrement dit, en considérant même que le transfert de créances privées vers la BCE était légitime, son usage en a été plus que contestable. « On reste frappé par le lien direct entre les conditions du programme SMP et la politique adoptée par la Grèce entre 2010 et 2015 », souligne Eric Toussaint. Pour lui, du reste, la conditionnalité adoptée par la BCE dès le 10 mai dans le cadre du programme SMP est contraire à son principe d'indépendance, puisqu'il fait dépendre une action de la BCE d'une action politique d'un Etat membre. De ce point de vue, la légalité même de cette dette pourrait être discutée.

### Le refus de la BCE de participer au programme PSI

Mais cette dette détenue par la BCE est surtout contestable au regard du plan de contribution du secteur privé (appelé en anglais PSI), autrement dit de la restructuration de la dette grecque privée de mars 2012. Cette restructuration prévoyait l'échange des titres existants contre des titres ayant une valeur faciale 53,5 % plus faible. La BCE s'est toujours montrée opposée à cette restructuration et elle a obtenu de l'Eurogroupe qu'elle ne soit pas concernée. La position de la BCE a été d'affirmer qu'elle ne pouvait accepter une restructuration d'une dette souveraine d'un Etat membre qu'elle détient puisque ceci serait contraire à la fois à sa position d'indépendance et à son interdiction prévue par les traités de faire du financement monétaire de la dette publique. La BCE a donc été exemptée de participation au PSI en tant qu'agent « public. »

### Une position contestable

Reste que cette position, à l'époque unanimement approuvée ou presque, était fort contestable. En achetant des titres sur le marché secondaire, la BCE agit comme un agent privé : elle touche les intérêts et attend le remboursement du principal. Elle était détentrice de contrats qui ont été touchés par la restructuration lorsqu'ils étaient dans les mains d'investisseurs privés. Et même parfois dans les mains d'investisseurs publics, puisque le fonds de pension grec a été contraint d'apporter ses titres publics dans le cadre du PSI, et a perdu près de deux milliards d'euros dans l'opération. Autrement dit, la justification de la non-participation de la BCE au PSI est très hasardeuse.

### Le traitement des Holdouts

En réalité, la BCE s'est comportée comme un Holdout, autrement dit comme un de ces fonds qui refusent la restructuration des dettes publiques. Du reste, pour écarter tout danger de voir contester le comportement de la BCE, la Grèce n'a pas appliqué la menace qu'elle avait formulée avant l'opération PSI de contraindre les Holdouts à une conversion forcée. Selon le comité sur la vérité de la dette publique grecque, les investisseurs qui ont refusé le PSI ont « été remboursés sur la base du montant nominal. » Les fonds du deuxième mémorandum ont donc servi à rembourser les fonds qui ont refusé le PSI et, précise le rapport, «

dont beaucoup étaient connus pour être des fonds vautours », ces fonds qui rachètent à vil prix des dettes publiques pour en viser le remboursement au pair. Le rapport souligne qu'entre mai 2012 et la fin de cette année, pas moins de 3,615 milliards d'euros ont été remboursés à ces Holdouts par la Grèce. Du coup, nul ne peut contester l'exigence de la BCE de réclamer à présent le remboursement de sa dette. Pourquoi ne pas la payer lorsque l'on a payé les Holdouts ?

La BCE, un « fond vautour » ?

Faut-il en conclure, comme Eric Toussaint, que la BCE s'est comportée dans cette affaire comme un « fond vautour » ? Pour le coordinateur du comité de vérité sur la dette publique, la BCE a utilisé cette créance pour faire pression sur les gouvernements grecs. « A chaque étape de la crise grecque, la BCE a joué un rôle déterminant pour imposer les politiques d'austérité qui ont mené au caractère insoutenable de la dette grecque », explique-t-il. Autrement dit, comme les fonds vautours utilisent leurs titres pour exercer sur les pays émetteurs des pressions juridiques (comme on le constate par exemple avec l'Argentine), la BCE a utilisé les titres acquis dans le programme SMP pour exercer une pression politique sur la Grèce. Même si cette dette n'est qu'une partie des moyens de pression utilisés par la BCE (l'ELA est un moyen bien plus efficace), la dette due les 20 juillet et 20 août a été un élément important du dénouement de la crise actuelle.

La décision de reverser les bénéfices sur la détention des titres grecs

Sauf que, l'Eurosystème a accepté une forme de restructuration. En décembre 2012, la BCE a accepté de reverser les bénéfices réalisés sur la détention des dettes grecques au gouvernement grec. C'est une concession importante. La BCE a en effet racheté des titres dévalués sur le marché à des taux importants. Le remboursement au nominal avec le versement régulier des intérêts permet à l'Eurosystème d'encaisser d'importants bénéfices. Selon l'association Jubilee Debt Campaign, le total des bénéfices réalisés s'élèvera d'ici à 2028, date du dernier remboursement dû, à 22 milliards d'euros.

Un reversement « volontaire » et conditionnel

Cette décision a notamment permis de verser 2 milliards d'euros au budget grec en 2013. Mais cette magnanimité de la BCE a beaucoup de limites : elle est tout d'abord « volontaire », et donc n'est nullement contraignante pour l'Eurosystème, notamment pour les banques centrales nationales dont certaines estiment que ce retour n'est pas légitime. Ce système de reversement n'est donc pas très clair, ni très transparent et l'on ignore si l'ensemble des bénéfices sera reversé effectivement.

Mais surtout, la BCE, n'étant pas contrainte à ce reversement, elle utilise ce « cadeau » comme une autre forme de pression : elle n'a ainsi toujours pas reversé les 1,9 milliard d'euros de bénéfices réalisés sur l'exercice 2014 à Athènes, malgré le besoin criant qu'en avaient les autorités grecques. Bien au contraire, elle a utilisé ce versement comme un moyen de pression supplémentaire, ce qui semble valider le point de vue d'Eric Toussaint.

Une mauvaise affaire pour la Grèce

Enfin, ce système de reversement volontaire ne saurait remplacer pour la Grèce le bénéfice d'une restructuration qui aurait eu lieu en 2012. Ainsi, entre 2012 et 2015, la Grèce a remboursé 29 milliards d'euros à l'Eurosystème, tandis qu'elle « récupérait » 2 milliards d'euros (et peut-être d'ici la fin de l'année 3,9 milliards d'euros). Pour payer la différence, la Grèce a dû s'endetter via le FESF jusqu'en 2054. Il en sera de même à partir de cette année puisque les sommes versées à la BCE le seront grâce aux moyens versés par le MES dans le cadre du troisième mémorandum.

Du reste, la BCE détenait en mars 2012, selon les estimations les plus courantes, 56,2 milliards d'euros de titres grecs. Une participation au PSI aurait réduit la valeur nominale de cette dette de 30,22 milliards d'euros cette dette. On est déjà au-delà de la valeur estimée du reversement. Bref, la Grèce a clairement perdu, politiquement et financièrement, dans l'attitude de la BCE.

Sans doute inattaquable en droit, la position de l'Eurosystème vis-à-vis de cette dette acquise entre 2010 et 2012 est cependant très fortement contestable sur le plan des principes. Le refus de participer au PSI et l'utilisation de cette dette comme un moyen de pression pour mener une certaine politique économique mettent en lumière la très mauvaise volonté et l'approche très biaisée de la BCE dans cette affaire grecque. Autrement dit : loin d'être évidente, le remboursement de la dette due par la Grèce le 20 août était très contestable du point de vue de l'intérêt de la Grèce et de celui des créanciers publics. latribune.fr 14.08

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Pire que la tyrannie, Otan des barbares.](#)

- Libye: l'EI a "décapité" 12 personnes à Syrte - AFP

- Méditerranée: 40 migrants meurent asphyxiés dans la cale d'un bateau surchargé - AFP

[C'est tout ce qu'elle a retenu, c'est déjà pas mal !](#)

- Isabelle Balkany : "Je n'y suis pour rien si j'allais en Rolls à l'école !" - Francetv info

[Tout est dans l'ordre des choses.](#)

- Des riches plus nombreux et plus riches, au vu de leur ISF - Francetv info

Et ce n'est pas fini :

- EDF pourra bien demander à être indemnisé pour les fermetures de réacteurs - AFP

[Sur quelques dizaines de milliards, cela valait vraiment le coup.](#)

- BNP Paribas paiera 115 millions d'euros dans l'affaire de manipulation de changes - La Tribune

Et les banksters évitent la prison...

[La réaction pavoise.](#)

- Royaume-Uni : l'éclatante réussite - LePoint.fr

[Tout est bon pour vous surveiller et réprimer](#)

- Sécurité routière : "On assiste à un relâchement des comportements" - Francetv info

- Sur les routes, les gendarmes renforcent leurs contrôles - Francetv info

Face à la hausse du nombre de tués sur les routes et aux comportements dangereux des automobilistes, les gendarmes sévissent. Francetv info 14.08

- Téléphone au volant : bientôt la verbalisation par caméra ? - LePoint.fr

[Offensive de l'Empire du chaos et opération déstabilisation.](#)

- Pékin doit poursuivre les réformes pour éviter un ralentissement de l'économie, prévient le FMI - AFP

Les autorités chinoises doivent poursuivre les réformes pour orienter leur économie vers un plus grand rôle des marchés afin d'éviter un ralentissement plus prononcé de la croissance, a prévenu vendredi le Fonds monétaire international. AFP 15.08

- L'Equateur paralysé par une grève générale - euronews.com

- Manifestations dans tout le Brésil contre Dilma Rousseff - AFP

[Stratégie du chaos et de la guerre sans fin](#)

- 40 morts dans une nouvelle tragédie en Méditerranée - La Tribune

- Un Palestinien abattu après avoir attaqué un soldat israélien en Cisjordanie - AFP

- Brésil : 19 personnes assassinées dans une série de fusillades à Sao Paulo - Francetv info

- Affrontements à Syrte et Benghazi en Libye, 42 morts Reuters -

- Onze morts dans un attentat à la voiture piégée à Bagdad - LeMonde.fr

- Pakistan: un ministre provincial parmi les morts d'un attentat suicide - AFP

- Un attentat suicide fait au moins 3 morts au Nigeria - Reuters

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Grande-Bretagne

- Les militaires britanniques retournent en Afghanistan - francophone.sahartv.ir

Un journal britannique a annoncé le retour en Afghanistan des forces spéciales de l'armée de la Grande-Bretagne pour coopérer avec les forces américaines dans les opérations nocturnes et la lutte contre les Talibans et le groupe terroriste Daech.

« Les forces spéciales de l'armée britannique sont retournées en Afghanistan », a écrit le quotidien britannique Mirror.

« L'objectif de l'expédition de ces forces en Afghanistan est de lutter contre Daech et les Talibans », a poursuivi ce quotidien.

« Les forces spéciales de l'armée britannique sont chargées de planifier et de diriger les opérations anti-terroristes en Afghanistan », selon ce rapport. francophone.sahartv.ir 16.08

#### 2- Brésil

- Manifestations dans tout le Brésil contre Dilma Rousseff - AFP

Des milliers de Brésiliens manifestaient dimanche à travers le pays pour réclamer de nouvelles élections ou la destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff, embourbée dans une triple crise économique, politique et de corruption.

Les organisateurs - des mouvements citoyens de droite soutenus par une partie de l'opposition - ont appelé à manifester dans plus de 200 villes de ce grand pays émergent d'Amérique latine.

Les manifestants réclament la démission où l'ouverture d'un processus parlementaire de destitution de la présidente Rousseff, 64 ans, qui a entamé son deuxième mandat en janvier après une difficile réélection en novembre.

La présidente a vu en l'espace de quelques mois sa popularité chuter brutalement à un niveau historiquement bas de 8%.

Elle est confrontée à une triple tempête: la récession économique qui l'a conduite à adopter des mesures d'austérité impopulaires; les révélations dévastatrices du scandale de corruption autour du géant public pétrolier Petrobras qui éclabousse son Parti des travailleurs (PT) et d'autres partis alliés; enfin une crise politique aiguë qui menace de faire voler en éclats sa fragile majorité parlementaire.

"Nous allons protester jusqu'à la fin. Jusqu'à ce que la présidente tombe. Elle doit s'en aller définitivement et laisser ce pays en paix et libéré de cette mafia du PT", a déclaré à l'AFP Patricia Soares, une fonctionnaire de 43 ans qui défilait à Brasilia.

"Nous sommes dans la rue pour montrer notre indignation, notre insatisfaction avec la situation politique et économique du pays et contre la corruption du gouvernement", abondait à ses côtés Luana Alves, une fonctionnaire de l'administration judiciaire âgée de 38 ans. AFP 14.08

#### 3- Syrie

3.1- Plan anti syrien des USA après la mort de Daech - french.irib.ir

Selon la commission pour la sécurité et la défense du parlement irakien, " un plan terroriste se trame en ce moment contre l'Irak et la Syrie, un plan qui vise les intérêts de ces deux Etat une fois le dossier de Daech clos". Al Sumeiria News qui reprend le communiqué du parlement irakien, affirme : " de nouvelles pages devront s'ouvrir après que celle de Daech aura été

fermée. certaines parties ont formé près de 50000 jeunes et adolescents extrémistes pour les envoyer en Syrie et en Irak. ces jeunes ont été formés près des frontières algériennes pour que Daech ait effectivement un descendant " affirme cette source. french.trib.ir 13.08

### 3.2- Six MIG-31 russes livrés à Damas - francophone.sahartv.ir

La Russie vient de livrer six MIG-31 à l'Etat syrien. selon Al Mayadeen, ces appareils ont été livrés à Damas dans le cadre d'un contrat militaire signé il y a trois ans entre la Syrie et la Russie.

Ces MIG-31 sont déployés à l'aéroport de Meza dans le rif de Damas. le convoi militaire exporté à la Syrie contiendrait aussi des dizaines de missiles Kornet , des obus de 350 mm. Selon les analystes politiques, en livrant ce nouveua convoi d'armements à damas, la Russie riposte à la décision turco-américaine de créer une zone d'exclusion aérienne dans le nord syrien. francophone.sahartv.ir 16.08

### 3.3- Syrie: les terroristes pro Ankara s' entretuent - french.trib.ir

L'explosion de deux voitures piégées a visé la réunion des chefs de la milice terroriste de Ahrar al Chaam à rif d'Idleb. Cette attaque revendiquée par Daech a eu lieu moins de 48 heures après un communiqué de Ahrar al Chaam comme quoi cette milice s'était mise sous le commandement conjointAnkara/ Washington pour combatre Daech.

Il y a deux jours Ahrar al Chaam s'en est pris a l'aide de Lashgar de Sultan Morad , une milice pro turque et pro americaine, aux positions de Daech dans le nord d'Alep. les qaidistes et les nosratistes de Ahrar al Chaam a annoncé son soutien aux agissements de la Turquie dans le nord de la Syrie. la première explosions a tué quatre terroristes de Ahrar al Chaam à rif de Hama. La seconde explosion a coûté la vie aux six commandants de Ahrar al Chaam.

Ces explosions ont provoqué de très fortes divergences dans les rangs des terroristes pro Ankara qui s' accusent mutuellement de trahison. french.trib.ir 14.08

### 3.4- Israël veut soigner les Nosratistes sur le sol syrien - french.trib.ir

A la suite de la révélation faite par le secrétaire général du Mouvement de la Résistance islamique du Hezbollah sur le traitement dans les territoires occupés de la Palestine des terroristes du Front al-Nosra les sionistes ont fait part du changement de leur décision de vouloir soigner désormais les terroristes sur le sol syrien. Nous avons l'intention de renforcer les dispositifs de sécurité sur nos frontières et ensuite nous autoriserons seulement les civils à pénétrer en Israël et si les combattants (terroristes d'al-Nosra) seront soigné sur le sol syrien » a déclaré, un commandant militaire. « J'affirme que nous n'avons pas jamais donné même une balle aux membres du Front al-Nosra, et qu'il n'ont jamais joui de notre soutien militaire », a-t-il prétendu. french.trib.ir 13.08

## 4- Yémen

- L'Arabie envoie une grande quantité d'armements au Yémen - francophone.sahartv.ir

Le régime des Ale Saoud a acheminé des armes lourdes et des équipements militaires vers la province de Shabwa, dans le Sud-Est du Yémen, afin de soutenir les miliciens pro-Hadi.

Une nouvelle cargaison d'armes lourdes et une importante quantité de munitions et d'équipements militaires ont été envoyées par l'Arabie saoudite à la province yéménite de Shabwa dans l'objectif de renforcer les miliciens pro-Hadi.

En outre, un certain nombre de chars, de lance-roquettes, d'artilleries et de détecteurs de mines sont arrivés mardi dernier dans le port de Balhaf. Selon les sources militaires, près de 1500 guerriers yéménites ont récemment reçu des entraînements militaires en Arabie saoudite. francophone.sahartv.ir 16.08

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

### 1- Equateur

- L'Equateur paralysé par une grève générale - euronews.com

En Amérique du Sud, l'Equateur paralysé par une grève générale. La principale organisation indigène du pays a appelé à un "soulèvement" contre le Président Rafael Correa. Parti d'Amazonie, le cortège a parcouru 800 kilomètres à pied pour rallier Quito, la capitale.



Ils ont rejoint une grande manifestation organisée par une opposition hétéroclite, constituée de partis de droite, de syndicats de travailleurs, de retraités, de médecins et d'avocats. Des heurts ont éclaté avec les forces de l'ordre.

Les manifestants exigent le retrait d'une série d'amendements qui permettent à Rafael Correa de se présenter pour un nombre illimité de mandats. Ce ras-le-bol intervient alors que les droits fondamentaux des Équatoriens sont régulièrement bafoués : censure des médias, répression brutale des manifestations.

Au pouvoir depuis 2007, le président de l'Équateur a dénoncé une campagne de déstabilisation et une tentative de coup d'État. euronews.com 14.08

C'est évident.

2- Ghana

- Ghana : les médecins en grève deux semaines de plus - euronews.com

Les médecins ghanéens ont décidé de prolonger de deux semaines leur grève, alors que le président de leur syndicat (GMA) avait quelques heures plus tôt prédit la fin du mouvement. Ils réclament au gouvernement de meilleures conditions de travail, en particulier sur le plan financier. Le salaire de base d'un médecin est d'un peu plus de mille euros. Beaucoup prennent en complément des patients en privé, ce qu'une grande partie de la population ne peut pas s'offrir, ou exercent dans des institutions religieuses.

Le gouvernement est sous pression du Fonds monétaire international (FMI) et sa marge est par conséquent faible pour faire face à des revendications salariales, comme celles des médecins. euronews.com 15.08

---

## ECONOMIE

1- Arabie saoudite

- L'Arabie au seuil de la faillite - french.irib.ir

« L'Arabie au seuil de la faillite », a affirmé le célèbre expert arabe en examinant la situation politique et économique de l'Arabie.

« En raison de la mauvaise gestion des fonds, des dépenses non-ciblées, de la conclusion des lourds contrats d'armement pour des raisons politiques et du fait de ne pas prendre aucun engagement, l'Arabie est en train de plonger dans une situation économique désagréable qui semble-t-il pousser ce pays vers la faillite », a écrit, ce jeudi, Abdelbari Atwan, dans l'éditorial de Raialyoum.

« Les recherches occidentales montrent que dans le but de porter des coups à l'économie de l'Iran et d'affaiblir la Russie pour son soutien à la Syrie, l'Arabie s'est livrée en 2014 à un risque dangereux conduisant à la baisse de 55% du prix du pétrole mais ses résultats étaient inverses pour Riyad, a précisé Atwan.

« Cette année l'Arabie a accusé un déficit budgétaire de plus de 145 milliards de dollars. Les experts ont estimé le coût de la récente guerre contre le Yémen sans prendre en compte les dommages éventuels qu'elle infligera à l'avenir à ce pays, à 45 milliards de dollars. Environ 3 millions de chômeurs saoudiens reçoivent une allocation mensuelle. Pour ce qui est du règlement des questions du monde arabe, l'Arabie doit non seulement remonter de 45 ans à l'époque de la politique de non-ingérence de Malek al-Fayçal mais encore elle doit mettre en application des politiques d'austérité similaires à celles de l'époque de ce dernier, a souligné Atwan. french.irib.ir 13.08

2- Israël

- Le premier contrat d'armement d'Israël avec les régimes arabes - francophone.sahartv.ir

Le régime sioniste a signé son premier contrat d'armement avec un pays arabe.

Le régime sioniste vend 12 drones de type Heron TP et Skylark à l'armée jordanienne. Il s'agit du premier contrat d'armement signé par le régime sioniste avec un pays arabe. Les responsables jordaniens disent avoir décidé de signer ce contrat d'armement afin de renforcer les capacités militaires de l'armée de l'Air royale et de lutter contre le terrorisme. Le drone de type Heron TP est

d'une vitesse de 370 kilomètres et il est capable de voler dans une altitude de 14 kilomètres. Ce drone peut parcourir 7, 400 kilomètres en 70 heures. Le drone Skylark ne pèse que 7 kilogrammes et il sera remis aux services d'espionnage de la Jordanie. Ce type de drone est capable d'accomplir les opérations militaires et d'espionnage dans le même temps.

Le régime sioniste a assuré à la Jordanie que ces drones sont capables de s'infiltrer dans la profondeur de 200 kilomètres du territoire irakien. Les responsables sionistes et jordaniens se sont abstenus de se prononcer sur le montant de ce contrat. francophone.sahartv.ir 16.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 19 août 2015

## CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'ajouter de nouveaux articles, je dois finir d'installer la tuyauterie dans le jardin, car j'en ai marre de porter les seaux tous les soirs et Selvi est trop fatiguée.

### [A propos de la crise du POI-CCI.](#)

Après lecture de quelques documents internes au POI-CCI parvenus à notre connaissance, nous en concluons que les reproches adressés au courant minoritaire par le courant majoritaire sont justes, tout comme ceux adressés au courant majoritaire par le courant minoritaire, autrement dit ils ont faux tous les deux !

Le courant minoritaire reproche au courant majoritaire d'axer le combat du POI en direction des syndicats ou de faire une trop grande place au travail dans les syndicats, de substituer en fait les syndicats au parti ou de vouloir leur faire jouer le rôle qui revient au parti, ce qui est juste.

Et le courant majoritaire reproche au courant minoritaire d'axer le combat du POI sur le terrain politique à partir d'arguments dogmatiques plaqués sur la réalité ou n'en tenant pas compte, ce qui est juste également en grande partie.

En résumé la direction majoritaire est engagé dans, je cite : "la bataille pour construire « l'appareil politique de la lutte »" constitué de syndicalistes, tandis que la tendance minoritaire souhaite "le retour à une politique de construction du parti".

Quand on lit les documents de la direction majoritaire on s'aperçoit qu'elle tend à vouloir faire jouer aux syndicalistes un rôle dans la lutte de classe qui ne peut pas être le leur du fait même du terrain (économique) sur lequel ils interviennent.

Ainsi, comment un mouvement initié par des syndicats pourrait-il "porter le fer dans les fondements du système d'exploitation et de l'État bourgeois qui le garantit" (Résolution adoptée par la DN du 27 juin 2015), alors qu'ils correspondent à des objectifs politiques qui débordent du cadre étroit du syndicalisme ou qui ne font pas partie de leur mission ou du terrain sur lesquels interviennent les syndicats, place qui revient au parti qui lutte sur le terrain politique, contre les institutions et l'Etat.

De confusion en lieu commun ils véhiculent les pires illusion dans les syndicats en écrivant que "seul le développement de la lutte des classes, appuyé sur l'appropriation par les masses de leurs organisations de classe (...) était concrètement en mesure d'ouvrir la voie à une issue politique gouvernementale conforme aux exigences des masses.", comme si la question du pouvoir ou des conditions à remplir pour satisfaire les besoins sociaux des travailleurs se réduisait à un changement de gouvernement.

Ou encore " Sans écarter le moins du monde le nécessaire travail de propagande permettant l'appropriation par l'avant-garde en train de se dégager des enseignements du marxisme en la matière —, nous avons estimé que, pour libérer cette avant-garde du poids du chantage que les directions font peser sur elle, il fallait l'aider à forger pratiquement les outils qui permettent à la lutte des classes d'ouvrir des brèches dans le dispositif des directions inféodées." sans qu'elles soient subordonnées à des objectifs politiques qui relèveraient de la génération spontanée contrairement aux enseignements du marxisme. Ils ont manifestement "écarté" les leçons que les bolcheviks avaient tirées de la révolution de 1905.

En réalité l'unité et le soulèvement de la classe ne peuvent se réaliser qu'autour de mots d'ordre politique, sur la base d'objectifs politiques qui concentrent l'ensemble de la situation et ses contradictions. L'obstacle à l'unité ou au rassemblement de la classe et de son avant-garde repose justement sur l'absence d'objectifs politiques au-delà des difficultés ou situations particulières que rencontre le prolétariat plus hétérogène que jamais, qui sans orientation politique n'a aucune raison de se mobiliser ou d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme, de renouer avec l'espoir qu'il est possible de changer la société.

Ils font une fixation quasi névrotique sur les appareils des syndicats qui organisent une infime minorité de travailleurs, et ignore totalement l'état d'esprit des masses qui découle de l'absence de perspective politique au-delà du capitalisme, ce qui est pratique pour ne pas avoir à se poser la question d'où elle vient ou à quoi cela tient qu'elles reçoivent des coups sans réagir ou si peu, alors que les syndicats n'ont aucune influence sur elles, hormis les quelques pourcents qui militent dans les syndicats. Ces dirigeants sont à la base des fonctionnaires, ensuite ils ont fait carrière dans les syndicats et pour eux le reste de la classe ouvrière n'existe pour ainsi dire pas, en conséquence la lutte de classe se réduirait au milieu dans lequel ils ont toujours baigné et dont ils ne sont jamais sortis au cours de leur vie, et pour finir ils n'ont fait qu'y adapter leur combat politique réduit en pratique au trade-unionisme.

Et tout les militants de leur parti devraient comme un seul homme leur emboîter le pas.

On les imagine discuter avec des travailleurs sur la base de cette ligne politique, puisqu'ils n'ont rien d'autres à leur proposer, alors que plus de 95% d'entre eux ne sont pas concernés par "le combat pour abattre l'obstacle politique dressé sur la voie de la classe, incarné par la soumission des directions" des syndicats "au cadre des institutions réactionnaires de la Ve République et de l'Union européenne", on nage en plein délire... qu'ils reprochent à la tendance minoritaire !

Il y a pire encore, la « vie du parti » ne devrait plus être organisée par sa direction et autour de la politique qu'elle a définie, non, elle devrait être "organisée autour de l'animation des discussions sur les positions exprimées dans le journal par les cadres ouvriers qui ont les leviers entre les mains", autrement dit ce seraient ces syndicalistes extérieurs à leur parti qui se substitueraient à leurs dirigeants, mieux, et les militants du POI ne débattraient pas démocratiquement des "propositions" qui leur seraient proposées par leurs dirigeants auxquelles se substitueraient celles de ces syndicalistes véhiculant des tas d'illusions dans le régime et ses institutions qui incarneraient, sans rire " « l'authentique représentation politique de la classe ouvrière » en construction.".

Voilà " le « tournant » qu'il nous fallait impérativement opérer pour sortir le POI de la « stagnation » et réussir un Ve Congrès du POI véritablement « ouvert »." écrivent-ils, qui va assurément se solder par une nouvelle hémorragie au sein de leur parti, à croire que ce serait le but recherché après avoir perdu 50% de leurs adhérents (4.700 défections) depuis la fondation du POI.

Mais que ces militants se rassurent, ils continueront de trouver dans Informations ouvrières des rubriques consacrées "à la propagande pour les vieux idéaux auxquels nous refusons de renoncer et qui doivent trouver leur équilibre dans le « nouvel IO », propagande plaquée, inutilisable, déconnectée de la situation et du combat politique indispensable contre l'Etat, vieux réflexe de dogmatiques dont les "vieux idéaux" sont relégués au magasin des souvenirs de jeunesse auxquels ils ont cessé de croire depuis belle lurette.

Le socialisme est ainsi ravalé au rang des "vieux idéaux" que l'on casera ici ou là s'il lui reste de la place histoire de faire bonne figure ou entretenir l'illusion qu'on a encore à faire avec des trotskystes, quel mépris !

Maintenant, comme nous l'avons dit en préambule, les critiques ou reproches formulés par la direction majoritaire à l'encontre de la tendance créée par D. Gluckstein et une vingtaine de dirigeants du POI-CCI, nous semble justifiés, à ceci près qu'ils en profitent pour écarter toute perspective politique ou tout objectif politique que leur cher "avant-garde" syndicaliste refuse de se saisir. C'est ainsi qu'ils ont écrit à propos de Gluckstein que " ses appels à la Constituante, campagne contre l'Union européenne, développement du POI sont complètement en –dehors du temps. Est-ce cela qui correspond aux nécessités de la lutte des classes aujourd'hui ? Cela répond-t-il aux questions : Quoi faire, comment faire, que pouvons-nous faire ? Sa politique est de l'idéologie coupée des masses purement et simplement", ce qui n'est pas totalement faux répétons-le.

En réalité les deux types de revendications sociales et politiques devraient s'articuler au lieu de s'exclure, ce qu'ils confirme en prétendant que "nous ne pouvons formuler un mot d'ordre gouvernemental, ni encore la question du pouvoir. C'est un fait, le reste n'est que gesticulation.", ce qui relève du révisonnisme ou de la mauvaise volonté, car de tout temps il est possible de poser la question du pouvoir sans qu'il soit forcément agrément d'un "mot d'ordre gouvernemental", il suffit de relire les textes de Lénine datant de la fin du XIXe siècle pour en avoir confirmation si nécessaire.

Tout mauvais coup porté aux travailleurs par la classe dominante, toute revendication sociale insatisfaite, tout recul de nos droits ou acquis, toute répression d'un mouvement social conduit à poser la question du pouvoir pour peu qu'on ait acquis les bases de la dialectique qui préside au processus historique auquel participe la lutte des classes. C'est le b.a-ba du marxisme.

Quand on cherche à comprendre la situation en France, dans quel monde nous vivons, infailliblement cela nous mène à poser à la question du pouvoir, de l'Etat, des institutions du capital, même la discussion sur des questions les plus alimentaires de la vie quotidienne nous y conduit, toutes les questions dites sociétales, portant sur les thèmes de campagne développés par le PS notamment, le racisme, l'homophobie, la xénophobie, etc, et pour cause elles sont mises en avant par les représentants de l'Etat, tous les préjugés des masses portent l'empreinte de l'Etat, des rapports entre les classes...

Ils reprochent à Gluckstein (Seldjouk) de faire une fixation sur le parti : " Dans ces textes, Seldjouk parle « Aussi, aujourd'hui dépouiller de fait le POI de tous ses attributs de parti... » , « sans poser le problème de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et donc de la nécessité d'un parti ? » , « comment un parti ouvrier qui ne mène pas de campagne, sous des formes adaptées sur

la question du pouvoir serait-il un parti ? ».", il a raison sur ce point. On peut légitimement se poser la question de savoir quel parti on construit, sur quelle base politique il recrute en évacuant la question du pouvoir et la place et le rôle du parti qui parce qu'ils deviennent accessoires sont incompréhensibles et ne méritent finalement aucun intérêt, en dehors toutefois du rôle qu'il peut tenir dans les syndicats dont il est devenu un appendice, un courant que leurs dirigeants ne voient pas forcément d'un mauvais oeil pour accorder leur confiance et des postes de permanents aux dirigeants du POI-CCI qui leur servent à la fois de rabatteurs et de caution de gauche sans pouvoir pour autant s'emparer de leurs appareils ou les déstabiliser au point d'en perdre le contrôle.

On arrêtera là pour auourd'hui.

Derrière cette polémique d'appareil, ce qui est en cause à plusieurs origines, d'une part l'analyse de la situation et du développement de la crise du capitalisme, et d'autre part l'interprétation des enseignements du marxisme.

Vous n'avez pas trouvé curieux que tous les militants extérieurs au POI-CCI aient refusé de prendre partie ou de s'exprimer sur les origines politiques de cette crise ? Manque de courage ou ils n'y comprennent rien pour être issus de ce courant. Les réponses à ces questions figurent en plus étayées dans les critiques de ce parti et de sa politique que nous avons formulées lors de causeries précédentes.

On ne pouvait pas terminer sans une brève citation d'actualité pour flatter les fétichistes :

1- "Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique." (L. Trotsky - Où va la France ?)

### Et ils eurent même de zélés disciples...

Il y en a qui ont l'art de lire ce qu'ils veulent bien lire au point de lire ce qu'un auteur n'a jamais écrit. Pire, ils vont même jusqu'à lui imputer ce qu'il a dénoncé. Comment ? Ils ont l'art de trouver dans un texte ce qui n'y figure pas ou ils le déforment de manière à faire dire à son auteur le contraire de qu'il a exprimé. Une autre méthode consiste à ignorer les autres textes que l'auteur a produits sur le même thème en plus développé, donc plus difficile ou impossible à attaquer. C'est très facile d'attribuer à quelqu'un des intentions qui n'ont jamais été les siennes dès lors qu'on ne recule devant aucun moyen malhonnête.

Voici deux courriels que j'ai reçus il y a déjà quelques jours. Ils ont été rédigés par des trotskystes issus du PCI et qui se présentent comme des sympathisants du POI dont ils reprennent la ligne politique, et apparemment ils ignorent la crise qui ravage ce parti puisque cela la contrarierait.

Au départ le marxisme est une méthode pour interpréter l'existence dans toutes ses manifestations naturelles ou historiques conformément au processus matérialiste et dialectique qui les parcourent ou en sont à l'origine et que Marx a découvert. Le trotskyste qui s'inscrivait dans la continuité du léninisme correspondait à l'application de cette méthode à la société, au monde, au capitalisme, à la lutte des classes, etc.

Ainsi, à l'instar du socialisme qui en est le produit ou la projection appliqué à la lutte de classe du prolétariat, il n'a jamais été question de créer un nouveau système philosophique ou économique dans lequel la pensée ou l'histoire, l'évolution de l'humanité devrait s'ébattre et trouver ou prouver sa propre justification, sa légitimité, ce qui serait contraire aussi bien à la méthode qu'aux conclusions des travaux auxquelles Marx et Engels étaient parvenus, et qui consacrait un processus dynamique et ouvert qui devait se poursuivre indéfiniment sans obstacle impossible à surmonter, une fois débarrassé du système capitaliste qui constituait une entrave à la résolution des difficultés que la civilisation humaine rencontrait pour conquérir sa liberté ou passer au stade supérieur de son développement en faisant consciemment sa propre histoire.

Or, c'est ce qu'en ont fait les trotskystes auto-proclamés, un système de pensée, limité, fermé, monolithique, un dogme qui a créé ses propres lois de fonctionnement auxquelles la réalité doit impérativement s'adapter sous peine d'être torturée dans tous les sens ou déformée jusqu'à ce qu'elle s'y conforme.

Un système ne peut fonctionner que dès lors que les différents éléments qui le composent entretiennent des rapports dans des limites déterminées arbitrairement, ce qui signifie qu'en sont exclus tous les facteurs qui pourraient en perturber le fonctionnement ou rendre ce système caduc. Il peut fonctionner tant que l'évolution de ces éléments et leurs rapports n'ont pas atteint les limites inhérentes à leur constitution ou à leur nature, au-delà il explose, se désagrège et disparaît. Tout élément extérieur qui viendrait en perturber le fonctionnement pourra produire les mêmes effets ou le dénaturer, aussi doit-il demeurer aussi pur que possible pour assurer sa pérennité.



L'esprit de système implique donc que toute discussion ne prenne en compte que les éléments ou arguments qui y figurent, qu'un facteur parasite s'y introduise et la discussion tournera court afin de préserver ce système de pensée. D'où la tendance marquée à la névrose obsessionnelle, à la schizophrénie et à la paranoïa des tenants d'un système à court d'arguments qui se sentiront systématiquement ou en permanence menacés ou agressés. Cette tendance se transformera en penchant au fil du temps et prendra une tournure hystérique ou violente. Toute contradiction soulevée, critique énoncée, polémique ouverte, tournera systématiquement au mieux au déni, au mépris ou à l'indifférence, au pire au procès d'intention, à l'affrontement, à l'insulte ou à la calomnie en guise de rapports. C'est ainsi que la personnalité des tenants d'un système s'identifie avec lui, et plus il sera élaboré plus

Un courriel d'un militant issu du PCI.

Ci-dessous quelques éléments de réflexion:

1. L'explosion du capital financier n'est en aucun cas l'expression de la volonté d'une oligarchie mondiale désireuse de contourner les lois du capitalisme !! (Je n'ai jamais affirmé le contraire, il faudrait apprendre à lire, mais à mon avis il est un peu trop tard ! - LVOG)

Comme tout le monde elle les subit, et le monstrueux parasitisme financier, tout comme les guerres en permanence, le chômage et la précarité de masse... ne sont que l'expression de la barbarie de ce système en phase finale, barbarie qui ne pourra cesser qu'avec son expropriation. (Il ne suffit pas de nommer "le monstrueux parasitisme financier" qui relève du lieu commun, faudrait-il encore en définir la nature et la fonction précise qui n'a absolument rien à voir avec ce qu'on avait connu dans le passé. - LVOG)

2. Il ne sert à rien de répéter, en dehors d'une mobilisation révolutionnaire des masses, "à bas le capitalisme", "à bas l'Union européenne", "vive la révolution socialiste". (Ah ben alors : vive le capitalisme, vive l'Union européenne et à bas la révolution socialiste ! Cela vous ira comme cela ? - LVOG)

3. Il ne sert à rien de vouloir que le niveau de conscience des masses soit au niveau de celui du parti révolutionnaire... (Entre les deux il y a de la marge semble-t-il, non ? On se demandera pourquoi les bourgeois ont envoyé les gosses de prolétaires à l'école et qu'est-ce qu'ils ont bien pu apprendre. De quel "parti révolutionnaire" parle-t-il, il n'existe pas. - LVOG)

C'est justement pour ça qu'il faut un parti révolutionnaire qui ne peut-être que minoritaire puisque la grande masse exploitée est aliénée comme l'explique Marx et subit l'idéologie dominante de la classe capitaliste avec ses agents de droite ou de gauche et le parti n'a pas à s'épuiser dans un vain combat idéologique même si dans son journal il peut développer telle ou telle idée. (En fait il n'a jamais développé la moindre idée sur ce plan votre journal. Ensuite on se demande pourquoi les représentants de la classe dominante mènent quotidiennement le combat sur ce plan-là contre les masses s'il ne devait servir à rien. Et puis c'est le produit social issu de l'exploitation de sa force de travail qui est aliéné et non les masses, il y aurait là comme une confusion entre l'aliénation sociale et mentale. Attention, c'est à y perdre la tête ! - LVOG)

4. Pour en finir avec l'Union européenne, ses institutions et ses différents gouvernements, il faut CONCRETEMENT renverser sa propre bourgeoisie....

COMMENT ? en préparant dès septembre la grève générale, en forgeant les comités d'action dont parle Trotsky en 1936 pour briser l'action contre-révolutionnaire des appareils, pour mettre en place les comités de grève élus par les assemblées générales souveraines, intégrant, tout en les soumettant, les représentants syndicaux, pour leur fédération en un comité central de grève, comité central s'élevant en gouvernement ouvrier, nouveau gouvernement de la Commune, tendant la main aux autres classes ouvrières...pour les Etats-unis socialistes d'Europe. (Il n'a lu que les passages d'Où va la France ? de Trotsky de 1934 et 1936, s'il avait lu ceux de 1938 il se serait rendu compte que Trotsky avait surestimé la situation et la capacité des masses à accomplir ces tâches en l'absence du parti révolutionnaire. On croirait entendre un disque rayé. - LVOG)

5. Il faut considérer l'action des membres du parti (l'élément subjectif) comme partie intégrante de la situation objective (processus on ne peut plus dialectique!)... ainsi, les 1000 cadres syndicaux (CGT, CGT-FO, SUD, FSU) rassemblés lors de l'assemblée du 6 juin, organisée à l'initiative d'IO et dont la majorité ne sont pas membres du POI (On se demandera qu'est-ce qu'il en sait, il répète ce qu'en ont dit les dirigeants eux-mêmes du POI qu'il faudrait croire sur parole. - LVOG), débattant de la nécessité des comités de grève contre la tutelle des directions syndicales (A l'entendre on serait en présence de véritables syndicalistes révolutionnaires qui s'ignorent. - LVOG), ouvrent une telle perspective, notamment dans 2 des secteurs correspondant aux besoins fondamentaux des travailleurs: l'éducation et la santé (A ma connaissance le besoin fondamental des travailleurs c'est d'avoir un emploi avec un salaire décent, mais par décret on peut passer outre quand on n'a jamais eu cette préoccupation à l'esprit... et au ventre. Le secteur de l'enseignement n'a jamais cessé de rouler pour lui-même ou le régime à notre connaissance. Quant à celui de la santé, on entend parler uniquement lorsqu'il s'agit de défendre son statut, le reste du temps il est complètement absent de la lutte de classe. - LVOG), et vont réaliser le nécessaire (Au total cela représente quoi, moins de 5% des travailleurs de ce pays, impressionnant ! - LVOG) (bien que fonctionnaires et petits-bourgeois d'après vous alors que Trotsky considère les fonctionnaires comme partie intégrante de la classe ouvrière !!) ! (Je n'ai jamais dit le contraire, j'ai seulement précisé que leur statut privilégié ne les engageait pas à s'attaquer à l'employeur qui les nourrit, d'autant plus qu'ils n'ont pas conscience de la nature exacte de leur statut de serviteur d'un Etat capitaliste. - LVOG)



Un second courriel provenant d'un autre militant.

En voilà un manuel occupé à plein temps mais qui éprouve quand même le besoin de nous raconter à longueur de colonnes sa pauvre vie ! (Personne ne vous oblige à vous connecter sur ce portail. - LVOG)

Rien à voir avec Lénine, Trotsky, les dirigeants bolcheviques qui étaient d'affreux intellectuels, ou même, horreur, une sorte d'aristocratie ouvrière (par rapport à l'ensemble du peuple russe). (On retrouve ici la même méthode employée par les néolibéraux qui recourent à la calomnie pour dénigrer leurs opposants, cela vous honore ! - LVOG)

Quant à la grève générale, n'en parlons surtout pas alors qu'elle va être à l'ordre du jour et, c'est amusant, mais en 68 ce sont les étudiants, les intellectuels, les cadres syndicaux...qui vont avoir un rôle décisif, c'est à dire des catégories honnies par le sieur Tardieu !...Pauvre de lui! (Il est vrai qu'avec une telle référence, 68, vous ne pouviez viser plus loin ou tomber plus bas. Hier c'était la révolution qui était à l'ordre du jour, et voilà qu'il nous ressort le couvert avec la grève générale ! Vous avez là l'archéotype du trotskyste formaté à l'école de P. Lambert et qui ne s'en est jamais remis, qui ne supporte pas qu'on analyse la situation et le rôle de certaines couches sociales comme l'avaient fait avant nous Marx et Engels ou même Lénine dans des termes autrement plus crus et plus violents que ceux que j'ai employés pour justement ne pas choquer la susceptibilité de certains militants, sans pour autant prétendre qu'elles ne joueraient aucun rôle au cours de la révolution, à condition que le premier rôle soit rempli par la classe ouvrière, cela lui a échappé ce qui est révélateur. - LVOG)

Un second courriel provenant du même militant

Préparer la grève générale dès septembre car il n'y a pas d'autre voie pour renverser la bourgeoisie ! (Grand dieu, comme vous y allez, quel révolutionnaire ! - LVOG)

Maintenant, il n'y a pas d'automatisme (Ouf, quel soulagement ! - LVOG)... mais les conditions objectives sont plus que mûres, elles sont complètement pourrissantes. (Il récite sa leçon. Ah ben il faudrait savoir, un jour elles sont plus que mûres et un autre elles ne le sont pas encore, ce n'est pas moi qui l'aie affirmé mais Gluckstein à la suite de Lambert. - LVOG)

D'autre part, une grève générale peut se déclencher sans parti révolutionnaire ( cf 1905, 1936, 1968...); par contre c'est indispensable pour la victoire finale. (C'est très con comme truc en somme, cela ne sert à rien sans le parti, c'est bien cela ? Il y a même des grèves générales qui se produisent sur des objectifs purement politiques. Chut, personne ne doit le savoir ! L'extrême hétérogénéité de la classe ouvrière rend la grève générale sur la base de revendications sociales plutôt improbable à réaliser, voir l'exemple grec. - LVOG)

Enfin, les illusions d'alors sur le PCF, le PS, sont tombées depuis longtemps et toutes les positions syndicales que les trotskystes occupent, les milliers de cadres syndicaux disponibles...sont autant de points d'appui. (Une goutte d'eau insignifiante dans l'océan en réalité. - LVOG)

Tous les coups reçus par les masses sont autant de facteurs favorables à leur rassemblement et leur unité. (Mais voilà les dirigeants du POI ont toujours affirmé que leur combat devait servir à leur éviter ces coups, c'est la base de leur stratégie politique opportuniste et leur objectif affiché, alors il faudrait savoir. - LVOG)

On appelle cela de nos jours réaliser un copier/coller ! C'est pratique, c'est économique et cela évite de penser...

### [Dossier sur la Grèce](#)

- Plan d'aide à la Grèce : Merkel peut dormir tranquille - LePoint.fr

- La privatisation d'aéroports grecs bénéficie à un consortium allemand - Le Huffington Post

Le gouvernement grec a approuvé la concession des 14 aéroports régionaux du pays au consortium allemand Fraport-Slntel pour 1,23 milliard d'euros, dans un décret publié mardi 18 août au Journal officiel. La cession de la gestion des aéroports à l'entreprise allemande pour une durée de 40 à 50 ans, approuvée par le précédent gouvernement, avait été gelée après l'élection en janvier dernier du premier ministre Alexis Tsipras.

- Alexis Tsipras privatise 14 aéroports, la majorité au bord du crash - La Tribune

Après avoir suspendu le programme de privatisation de la législature précédente, Alexis Tsipras le relance sous la pression des créanciers avec qui il a fini par s'accorder... Avec le soutien des voix de l'opposition. Sa majorité, mais également de nombreux ministres estiment que des élections anticipées sont inéluctables...

C'est une question lancinante depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir en janvier dernier. Le programme de privatisations engagé par la majorité précédente, avait été suspendu par le nouveau gouvernement d'Alexis Tsipras. Celui-ci jurant tantôt que celui-ci ne serait pas remis en cause, tantôt voulant renégocier les termes d'un tel programme dans le cadre d'une renégociation de la dette. Six mois plus tard, le voici annonçant la privatisation de 14 aéroports régionaux dans les mêmes termes que ce qui avait été décidé par la précédente législature. Le gouvernement a beau préciser que les discussions sont toujours en cours. Il semblerait néanmoins que c'est le consortium Fraport-Slntel qui met la main sur cet ensemble pour la somme de 1,23 milliard d'euros. Il versera un loyer annuel de 22,9 millions d'euros. La durée de la concession est de quarante à cinquante ans.

### Les privatisations qualifiées de "crime" par Syriza

Pourtant, Syriza avait fait campagne sur ce programme de privatisations contre Antonis Samaras. Le précédent premier ministre grec avait lancé la vente de véritables bijoux de famille comme le port du Pirée, les compagnies d'électricité et de gaz, ou encore des mines d'or. En tout, c'est près de 28 privatisations d'un montant de 50 milliards d'euros qui étaient inscrites dans l'agenda. Pour le parti de gauche radical, ce programme était qualifié de "crime".

Mais à peine élu, Alexis Tsipras a soufflé le chaud et le froid sur ces privatisations tentant d'en faire une variable d'ajustement des exigences des créanciers. Dès le mois de mai, il revenait sur sa décision de suspendre la vente du port de Pirée, la première infrastructure portuaire du pays, en annonçant la cession de 51% de son capital par l'État. Certes, c'est moins que les 67% prévus précédemment. Il n'empêche, le gouvernement avait alors reconnu, par la voix de son porte-parole Gabriel Sakellariadis, que cette vente était une "concession" faite aux créanciers. Surtout, l'accord du 13 juillet avec les institutions (Europe, FMI), impliquait ces privatisations.

### Gagner du temps

Pourtant, les privatisations ont été au cœur des discussions avec les créanciers. Si Alexis Tsipras n'a pas réussi à obtenir une révision profonde du programme, il a néanmoins obtenu un délai plus large. Un gain de temps qui devrait lui permettre de ne pas brader ses actifs. Pour les 14 aéroports régionaux, il était déjà trop tard puisque la négociation était faite. L'organisme chargé des privatisations, Taiped, a ainsi recommandé au gouvernement d'officialiser la vente à Fraport-Slntel, qui avait remporté l'appel d'offres en 2014 contre le français Vinci.

Sauf qu'en procédant à ces privatisations, Alexis Tsipras se met en porte-à-faux avec sa propre majorité. Déjà, une partie de ses députés a dénoncé cette décision à travers un communiqué : "c'est la première action du mémorandum (plan d'aide) en vue d'une vente générale de la Grèce".

### Syriza au bord de l'explosion

Pour Alexis Tsipras, l'exercice du pouvoir est de plus en plus précaire. Vendredi, il avait eu, encore une fois, recours aux voix de l'opposition pour faire adopter le troisième plan d'aide qui doit rapporter 86 milliards d'euros à la Grèce. Sur 149 députés Syriza, 43 se sont abstenus ou ont voté contre. De plus en plus, la presse et même certains membres du gouvernement s'attendent à ce qu'Alexis Tsipras convoque un vote de confiance au Parlement.

"Des élections sont impératives pour des raisons de stabilité politique. Etant donné les problèmes dans la majorité (parlementaire) du gouvernement, la situation est tout sauf stable" actuellement, a considéré le ministre de l'Énergie, Panos Skourletis, sur Skai TV.

Un autre ministre, Alekos Flambouraris, a jugé possible des élections anticipées pour le 20 septembre prochain, dans le cas où un vote de confiance désapprouverait Alexis Tsipras la semaine prochaine. Des élections hautement périlleuses?

Plus pessimiste, la ministre de la santé a jugé que même, dans un souci de disciplinarité, si la majorité se rassemblait pour voter la confiance à Alexis Tsipras, les élections étaient inévitables puisque certains d'entre eux persisteraient à ne pas voter les mesures du gouvernement.

Le gouvernement redoute la réaction des marchés en cas de nouvelles élections anticipées dont l'issue sera incertaine. L'absence de majorité claire contreviendra à la poursuite des réformes exigées par les créanciers. Une nouvelle crise grecque en perspective ? La Tribune 18.08

- Grèce: vers des élections dès la mi-septembre? - La Tribune

Le Premier ministre Alexis Tsipras a largement perdu sa majorité parlementaire vendredi. Des élections pourraient avoir lieu à la mi-septembre.

Les élections anticipées en Grèce pourraient survenir avant le mois d'octobre. Alekos Flambouraris, ministre d'État, a expliqué

mardi 18 août sur la télé Mega que si le gouvernement n'obtient pas la confiance, "il va tomber à cause de députés de gauche, et des élections vont suivre".

Alekos Flambouraris a été très précis. Selon lui, en cas de rejet au vote de confiance, les élections seront tenues 25 jours plus tard. Un scénario possible serait un vote la semaine prochaine, et des élections le dimanche 20 septembre. À moins que tout ne se précipite dès mercredi 19 août, pour un vote le 13 septembre.

Une réunion ce mardi après-midi entre Alexis Tsipras et ses ministres en charge de l'Économie pourrait être déterminante, selon plusieurs quotidiens. Le journal Kathimerini estime pour sa part que c'est entre le 20 et le 22 août que pourraient avoir lieu "les prochains mouvements" pour décider ou non d'élections. Et laisse aussi entrevoir la possibilité d'élections repoussées à fin octobre, début novembre.

Obtenir le vote de confiance ne suffira pas forcément à Tsipras

Soulevant le risque que le chef du gouvernement obtienne le vote de confiance mais qu'ensuite les députés Syriza dissidents persistent à voter contre les mesures comprises dans le plan d'aide, le ministre de la santé Panagiotis Kouroumplis a estimé pour sa part sur Vima FM que "même si le gouvernement obtient le vote de confiance, les élections sont la seule solution pour faire face au problème avec Syriza".

Le Premier ministre Alexis Tsipras a en effet largement perdu sa majorité parlementaire vendredi dernier lors d'un vote au Parlement sur le troisième plan d'aide au pays en cinq ans, d'un montant de 86 milliards d'euros. Il l'a emporté grâce à l'opposition, mais, sur les 149 députés Syriza, 32 ont voté contre et 11 se sont abstenus. Les 13 députés du partenaire de Syriza dans la coalition (ANEL) ont voté pour. Mais si le soutien de ses troupes restait à ce niveau (119 députés sur 300) et que l'opposition cesse de le soutenir, Alexis Tsipras perdrait le pouvoir. Il devrait donc demander un vote de confiance dans les prochains jours.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Combien cela rapporte-t-il et à qui ?

- Gaspillage alimentaire : 7 millions de tonnes de nourriture gâchée chaque année - Francetv info

Après les consommateurs, les restaurants et les cantines sont les deuxièmes plus gros gaspilleurs avec une tonne par an. "Arrive ensuite la grande distribution responsable de la perte de 750 000 tonnes. Mais il y a aussi l'agriculture et l'industrie agroalimentaire", poursuit la journaliste de France 3. Le gaspillage alimentaire coûte entre 12 et 20 milliards d'euros en France. Francetv info 18.08

Rectifions : Rapporte à toute la filière alimentaire... mais pas forcément la même chose ou de la même manière.

Les petits producteurs sont voués à être broyés par l'agro-capitalisme tout comme les petites entreprises qui ont disparu au profit des grandes entreprises ou encore des pans entiers des couches moyennes ou de la petite bourgeoisie qui sont condamnées à se prolétarianiser.

On peut s'en émouvoir et verser une larme et souhaiter faire tourner la roue de l'histoire à l'envers pour revenir à une époque où les conditions objectives n'étaient pas réunies pour satisfaire les besoins alimentaires de la population mondiale ou passer au socialisme et souhaiter longue vie au capitalisme, un peu moins à ceux qui crèveront de faim.

On peut aussi à partir du constat que le développement historique du capitalisme conduit inévitablement à la concentration toujours plus grande de la production et du capital, envisager de l'abolir et planifier la production en fonction des besoins de la population à partir des forces productives existantes incluant les petites exploitations en leur donnant les moyens de pouvoir vivre décemment de leur travail, ce qui implique de s'émanciper de la tutelle des banques privées qui seraient nationalisées ou socialisées.

- Pétrole : une nouvelle baisse record - Francetv info

Le prix du baril de pétrole a atteint un nouveau record. À New York, le baril est tombé à 41 dollars, une chute spectaculaire de 60% en un peu plus d'un an. Une aubaine pour l'économie française. Compagnies aériennes, transporteurs routiers ou encore industrie chimique, la baisse du prix du pétrole va faire du bien à ces sociétés gourmandes en carburant. Francetv info 18.08

Le noeud coulant de la dette et de l'usure.

- Le marché obligataire en zone euro salue l'accord européen sur la Grèce - AFP

Les taux d'emprunt en zone euro se sont détendus lundi sur le marché obligataire, saluant le feu vert donné par la zone euro au troisième plan d'aide à la Grèce. AFP 17.08

Vraiment, pour qui ?

Le taux d'emprunt à 10 ans à 18H00 (16H00 GMT) le 17 août 2015 :

Grèce - 9,084%  
Espagne - 1,940%  
Italie - 1,762%  
Portugal - 2,379%  
France - 0,945%  
Allemagne - 0,627%

En oligarchie hors zone euro :

Grande-Bretagne - 1,817%  
Etats-Unis - 2,157%

Les grandes banques se voient allouer sous forme de prêts à des taux d'intérêt proches de zéro des centaines de milliards d'euros qui leur serviraient à acheter notamment des obligations grecques rémunérées à 9,084%, on comprend pourquoi ces prédateurs n'ont pas envie que le bal s'arrête.

- Londres accorde des permis pour l'exploration de gaz de schiste - Reuters

Le gouvernement britannique a annoncé mardi l'octroi d'une série de nouveaux permis d'exploration de gaz de schiste, une première en sept ans, au bénéfice, entre autres, du groupe français Engie et du britannique IGas.

Au total, les 27 sites d'exploration conventionnelle et de gaz de schiste proposés ont suscité 95 dossiers de candidature émanant de 47 entreprises, a précisé Londres.

Les licences correspondantes seront formellement attribuées à l'issue de nouvelles évaluations sur une deuxième liste de 132 sites qui pourraient être proposés d'ici la fin de l'année.

Après le rejet par les autorités locales de deux demandes d'autorisation de projets de fracturation hydraulique en juin dans le nord-ouest de l'Angleterre, le gouvernement a modifié la semaine dernière la procédure de validation de ces permis. Reuters 18.08

- Deauville : un poulain vendu 2,6 millions d'euros aux ventes de yearlings - Francetv info

- Doxa néolibérale. Pour **Le Monde** le succès n'a pas de prix, surtout pas humain.

- Difficiles conditions de travail chez Amazon, le prix du succès ? - LeMonde.fr

Doxa du grec doxa « opinion »

- Ensemble des opinions reçues sans discussion, comme une évidence naturelle, dans une civilisation donnée.

Doxologie du grec ecclési, doxologia « glorification », de doxa « gloire ».

- Parole, discours correspondant à l'opinion dominante, à la doxa.

La Doxa (mot qui va revenir souvent), c'est l'Opinion publique, l'Esprit majoritaire, le Consensus petit-bourgeois, la Voix du Naturel, la Violence du Préjugé. On peut appeler Doxologie (mot de Leibnitz) toute manière de parler adaptée à l'apparence, à l'opinion ou à la pratique. R. Barthes, Roland Barthes, p. 51.

## [Dérèglement sexuel et marchandisation du sexe.](#)

- L'Agence américaine des médicaments approuve le premier « Viagra pour femmes » - LeMonde.fr

La FDA a suivi les recommandations d'un comité consultatif d'experts favorable à la commercialisation du Flibanserin. LeMonde.fr 18.07

Question : Pourquoi tiennent-ils tant à ce que les hommes et les femmes qui avaient des difficultés à s'envoyer en l'air y parviennent artificiellement après avoir banalisé, encouragé la pornographie et la prostitution ? Serait-ce pour que les hommes et les femmes soient plus heureux ? On est en droit d'en douter fortement, n'est-ce pas ? Ne serait-ce pas plutôt parce que ce serait l'un des seuls plaisirs qu'il leur resterait accessible dans leur société décadente, un moyen de le livrer à la marchandisation puisqu'aucun acte ne devrait y échapper ?

## [En guerre économique... et politique.](#)

- Russie: la chute du PIB pourrait atteindre 4% en 2015 (conseiller du Kremlin) - AFP

- Brésil : l'économie reculera aussi en 2016, selon la Banque centrale - AFP

## [Stratégie du chaos et de la guerre.](#)

- Attentats à Bangkok : nouvelle explosion dans la capitale thaïlandaise - Francetv info

Ce mardi 18 août, une nouvelle explosion a frappé le centre-ville de Bangkok. Une grenade a explosé à la sortie d'un métro, devant des passants. Francetv info 18.08

- Nigeria: 150 personnes mortes dans une attaque de Boko Haram dans le nord-est - AFP

- Poutine impute l'intensification des combats en Ukraine à Kiev - Reuter

- La Minusma déployée dans le nord du Mali après des combats - Reuters

---

## [ACTUALITÉ DU JOUR](#)

### [Charlie ou la voix du terrorisme utile ou du Patriot Act.](#)

- Liberté de la presse : nouvelle loi controversée en Egypte - euronews.com

Nouveau durcissement sécuritaire en Egypte. En cas d'attentats, les journalistes qui contredisent les informations officielles pourront désormais être poursuivis.

C'est la mesure la plus polémique de la loi antiterroriste qui a été ratifiée dimanche par le président Al-Sissi. Au Caire, les avis sont partagés. "La critique journalistique est une critique légitime, explique le journaliste Ayman Fayed. Mais d'un autre côté, la nécessité pour l'État de faire des lois comme celle-ci est légitime aussi, afin de combattre le terrorisme." L'expert médias Omar Hosni n'est pas du même avis. "Le terrorisme, c'est un terme large qui permet de limiter énormément la liberté de la presse, affirme-t-il. Cette loi devrait donner une interprétation plus claire et plus précise du mot terrorisme, sans restreindre les libertés. "

S'ils sont condamnés, les journalistes, y compris étrangers, risquent une amende de près de 60 000 euros – une forte somme dans un pays où un reporter ne touche que 500 euros par mois en moyenne. "Les soutiens du gouvernement considèrent cette loi comme nécessaire pour lutter contre les activités terroristes et maintenir la sécurité dans le pays, conclut notre correspondant en Egypte, Mohamed Shaikhibrahim. Au contraire, ses détracteurs craignent qu'elle menace la liberté de la presse et les droits de l'homme." euronews.com 17.08

### [Comment ils orchestrent la déstabilisation politique de toute l'Europe pour la faire basculer vers l'extrême droite. Mode d'emploi.](#)



Plus de 100 000 migrants ont rejoint l'Europe au cours du mois de juillet - LeMonde.fr

Selon les chiffres de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (Frontex), 340 000 personnes ont traversé les frontières de l'Union sur les sept premiers mois de l'année : le chiffre total d'entrées en 2014 (280 000) est d'ores et déjà dépassé. En première ligne, l'Italie, la Hongrie, et la Grèce, pour laquelle le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a diffusé aussi mardi des chiffres record : entre le 8 et le 14 août, 20 843 migrants sont arrivés en Grèce, soit l'équivalent d'environ la moitié de ceux arrivés par la mer dans le pays au cours de toute l'année 2014.

L'agence Frontex confirme qu'environ la moitié de ces arrivées ont lieu en mer Egée, concernant essentiellement les îles grecques de Lesbos, Chios, Samos et Kos, où se pressent les réfugiés syriens et afghans. Dans le même temps, 20 000 Erythréens et Nigériens parvenaient en Italie au terme d'une périlleuse traversée en provenance des côtes libyennes. Aux frontières hongroises, 34 800 migrants étaient aussi détectés.

Le directeur exécutif de l'agence a appelé mardi les Etats membres de l'Union européenne à apporter leur soutien en matériel et en personnel à ces trois pays en première ligne de la crise. « C'est une situation d'urgence pour l'Europe », a-t-il déclaré. LeMonde.fr 18.08

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Syrie

##### 1.1- L'ONU soutient un plan "historique" pour la paix en Syrie - Francetv info

Quand l'ONU piétine le droit du peuple syrien à l'autodétermination.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a soutenu un nouveau plan pour la paix en Syrie, lundi 17 août. Ce texte a été adopté par la Russie – une première en deux ans – et par les 14 autres membres.

Il s'agit du premier plan politique sur la Syrie à obtenir l'accord de tous les membres du Conseil. Le représentant permanent adjoint de la France à l'ONU, Alexis Lamek, a d'ailleurs qualifié cette entente d'"historique", évoquant "un message en soutien au processus politique en Syrie".

Dans son communiqué, le Conseil appelle à mettre fin à la guerre en "lançant un processus politique mené par la Syrie vers une transition politique". Celle-ci passe par "l'établissement d'un corps dirigeant de transition inclusif avec les pleins pouvoirs", qui doit être "formé sur la base d'un consentement mutuel", sans interrompre le fonctionnement des institutions gouvernementales, précise encore le texte.

Prévue pour démarrer en septembre, cette initiative doit permettre la mise en place de quatre groupes de travail sur la sécurité et la protection, le contre-terrorisme, les questions politiques et légales ainsi que la reconstruction.

Le Venezuela émet des réserves sur le plan de transition

L'ambassadeur vénézuélien auprès de l'ONU, Rafael Ramirez, a toutefois estimé que ce texte établit "un précédent très dangereux", en soutenant une transition qui, dit-il, viole le droit des syriens à l'auto-détermination. Le Venezuela, qui entretient des relations amicales avec la Syrie, s'est donc dissocié de plusieurs parties du communiqué en 16 points du Conseil. Francetv info 17.08

##### 1.2- L'armée israélienne s'apprête à occuper la Syrie - francophone.sahartv.ir

Israël planifie d'occuper les villages druzes.

Le journal israélien "Yediot Aharonot" a fait part du plan de l'armée israélienne de débarquer sur le territoire syrien sous prétexte de la lutte contre les groupes actifs sur les hauteurs du Golan.

L'armée du régime sioniste a effectué, tout au long de ces deux dernières semaines, des exercices militaires, axés sur l'agression du territoire syrien. "Yediot Aharonot" prétend qu'il s'agit d'une réponse aux attaques éventuelles et dans le but de faire pénétrer

dans les villages frontaliers, des dizaines d'effectifs armés, équipés d'armements anti-chars et automatiques ainsi que de grenades et d'armes légères. francophone.sahartv.ir 17.08

### 1.3- Les terroristes se rendent à l'armée syrienne - francophone.sahartv.ir

Selon des sources syriennes, un groupe des terroristes, dans la région d'Al-Zabadani à Rif de Damas, se sont rendus à l'armée de la Syrie.

Selon l'Agence syrienne Sana, suite à l'avancée des opérations de l'armée dans la région d'Al-Zabadani, 5 membres terroristes d'Ahrar Al-Sham, ont été obligés de se rendre. Cependant Emad Khamiss, le ministre syrien de l'Energie, faisant allusion à la rentrée à la maison des réfugiés de la région Hosseiniyeh, dans la banlieue de Damas, dans le sud de la Syrie, après avoir rejoint le processus de la réconciliation nationale, a dit que le retour des réfugiés à leur maison, après trois ans, montre l'autorité du gouvernement syrien, face aux terroristes takfiris et sionistes. Khamiss qui été présent dans la région de Hosseiniyeh au moment du retour des réfugiés, a ajouté que suite au nettoyage de cette région de la présence des terroristes, la sécurité est revenue, et que la situation est désormais adéquate pour que les réfugiés reviennent à leur maison.

Aussi, il y a quelques heures, dans la région de Quneitra, dans les environs des hauteurs de Golan et à Daraa, proche de la frontière jordanienne, un certain nombre de takfiris, ont été tués dans des affrontements avec les forces de l'armée syrienne. francophone.sahartv.ir 17.08

## 2- Turquie

### 2.1- "Tous les efforts pour la formation d'un gouvernement de coalition ont échoué" (Davutoglu) - francophone.sahartv.ir

Davutoglu ne sait plus à quel saint se vouer!

«Tous les efforts, pour la formation d'un gouvernement de coalition, ont échoué», a déclaré le Premier ministre turc. Le Parti nationaliste, au Parlement turc, a, une nouvelle fois, refusé, lundi, une proposition d'alliance, selon Davutoglu, qui a dit ne plus voir de possibilité, pour la formation d'un gouvernement de coalition, à l'issue des législatives de juin. "Le chef du Parti de l'Action nationaliste (MHP, droite), Devlet Bahçeli, m'a, clairement, dit qu'il ne voyait pas de possibilité, pour la formation d'un gouvernement avec l'AKP", le Parti de la justice et du développement, au pouvoir, depuis 2002, a-t-il dit, lors d'une conférence de presse.

Lundi, Ahmet Davutoglu, le Premier ministre turc a annoncé: "J'ai tout fait, essayé toutes les formules possibles, mais il n'y pas de voie possible, pour une coalition", a reconnu M. Davutoglu, à l'issue d'une rencontre avec M. Bahçeli. "M. Bahçeli a bien spécifié qu'il refusait d'apporter son soutien à un gouvernement minoritaire (de l'AKP)", a précisé M. Davutoglu. Les négociations avaient, déjà, échoué, jeudi, avec le Parti républicain du peuple, (CHP, social-démocrate), deuxième force, au Parlement. francophone.sahartv.ir 18.08

### 2.2-Turquie: Washington retire ses missiles Patriot - francophone.sahartv.ir

Washington et Ankara ont annoncé dimanche le retrait des deux unités américaines de missiles Patriot déployés en Turquie depuis début 2013 sous le commandement de l'Otan.

« Ces unités vont être redéployées aux Etats-Unis pour des opérations cruciales de modernisation », selon un communiqué commun du gouvernement turc et du gouvernement américain diffusé notamment par le Pentagone.

Les deux batteries de Patriot étaient déployées à Gaziantep, au sud-est de la Turquie. Leur mission s'achèvera en octobre. Les Etats-Unis et la Turquie précisent que les batteries de Patriot et leur personnel pourront être redéployées sur place en l'espace d'une semaine, si nécessaire. « C'est une décision militaire américaine, dans un but de modernisation de l'équipement », a souligné un responsable du Pentagone sous couvert de l'anonymat.

L'Allemagne qui avait également deux batteries de missiles Patriot dans la région déployées sous commandement de l'Otan a annoncé samedi une décision similaire. Les missiles Patriot avaient été déployés en 2013 par l'Otan à la demande de la Turquie, prétextant la crise en Syrie. francophone.sahartv.ir 17.08

## 3- Yémen

- La sédition interconfessionnelle, arme de Riyad pour faire plier le Yémen - francophone.sahartv.ir

La destruction des lieux religieux au Yémen n'est qu'un complot de Riyad et de ses sbires pour semer des différends interconfessionnels.

Le porte-parole du ministère yéménite des Affaires pieuses évoque la destruction d'envergure des mosquées, des bureaux des affaires pieuses et des lieux religieux du Yémen par l'Arabie et ses mercenaires takfiris. «Se voyant incompétente sur les champs de bataille, l'Arabie a opté pour la politique qui consiste à détruire les mosquées et les lieux religieux dans le but de briser l'unité du peuple yéménite et semer discordes et différends claniques que confessionnels. », a fait remarquer ce porte-parole du ministère des Affaires pieuses, pour lequel la démarche de l'Arabie ressemble aux actes de Daech à Mossoul, Kirkuk et Taafar et les autres villes sous contrôle de ce groupe terroristes en Syrie. Cela intervient alors que les bureaux d'éminents oulémas yéménites ont condamné, il y a quelques temps, dans un communiqué, les attaques saoudiennes, appelant la Communauté internationale à faire arrêter ces agressions.

A noter que l'UNESCO a, à maintes reprises, condamné la destruction des sites religieux et historiques au Yémen, ce qui a en effet anéanti une partie importante des documents concernant la civilisation islamique, selon cette Organisation. Pourtant, l'Arabie bénéficie du soutien de l'ONU et de l'Occident dans toutes ses attaques. Après des frappes aériennes contre les zones d'habitation, les centres économiques et sécuritaires, l'Arabie s'est lancée, avec le soutien des groupes terroristes, dans une nouvelle guerre qui vise les centres culturels et religieux, cherchant ainsi faire pression sur les Yéménites et les faire reculer de leur endurance et leur résistance.

En tout état de cause, les répercussions des soutiens apportés à l'Arabie et ses mercenaires engagement, de plus en plus, tous les pays arabes de la région y compris l'Arabie, elle-même. Les attentats terroristes de ces derniers mois dans les mosquées en Arabie et au Koweït ainsi que des menaces proférées contre les mosquées à Bahreïn, constituent un seul exemple de cette extension du danger du terrorisme sur les territoires de ses protecteurs. Or, il s'avère plus que jamais nécessaire dans la situation actuelle, une action conjointe et unanime de l'ensemble des pays islamiques avec pour objectif de faire face aux démarches et mesures qui portent préjudice à l'image de l'Islam, des musulmans et de l'unité du monde de l'Islam, pour lutter contre le terrorisme au Yémen voire dans toute la région. francophone.sahartv.ir 18.08

---

## ECONOMIE

Chine

- Nouveau coup de tabac à la Bourse de Shanghai - lefigaro.fr

La Bourse de Shanghai a chuté de plus de 6 % ce mardi, sa baisse la plus importante depuis trois semaines, les investisseurs s'inquiétant d'efforts à leurs yeux insuffisants de la part du gouvernement pour soutenir l'économie chinoise et les marchés.

L'indice composite shanghaiën a enregistré sa plus forte baisse quotidienne depuis le 27 juillet, lorsque l'indice avait dégringolé de 8,48 %.

Pour soutenir l'activité, la banque centrale chinoise a annoncé mardi avoir procédé à l'injection de 120 milliards de yuans (16,94 milliards d'euros) sur le marché monétaire, la plus importante injection d'argent depuis janvier 2014, selon un média officiel. Début août, un quotidien économique chinois, le Jingji Cankao Bao, avait rapporté qu'un nouveau programme de relance de l'économie par l'investissement était en préparation, pour un montant au moins équivalent à 164 milliards de dollars. Un tel programme servirait notamment aux infrastructures. Mais le doute qui plane sur son ampleur et sa réalisation ont fragilisé mardi ce secteur. lefigaro.fr 18.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 20 août 2015

## CAUSERIE

J'ai terminé la plomberie.

On ajoutera de nouveaux articles demain si j'en ai le temps, en fait j'en ai marre aussi, c'est l'overdose, ils me donnent la nausée, pas vous ? Bon, il faut bien s'informer...

Quand on observe ce qui se passe dans le monde, je me dis que les questions que nous sommes amené à traiter ici me paraissent indécentes et font hontes au mouvement ouvrier. On peut comprendre ceux qui s'en détournent même si cela ne constitue pas une bonne excuse.

Voilà qui devrait décourager un peu plus les travailleurs de s'organiser dans une structure politique ou dégoûter les militants qui n'en peuvent plus d'être livrés à qui, je n'ose pas répondre, je crois que cela relève davantage de la compétence d'un psychothérapeute ou je ne m'y connais pas.

J'ai découvert ce matin que les militants de La Commune (exclus en 1992 du Parti des Travailleurs) avaient quitté le NPA et avait constitué une nouvelle organisation ou plutôt un nouveau groupe depuis quelques mois, dans la perspective de construire... un Parti des travailleurs, bienvenue au club !

Je suis désolé de ne pas pouvoir les prendre au sérieux et de ne pas pouvoir me retenir de me marrer en lisant leur littérature qui à bien des égards est un copier/coller du POI. En caricatural, et c'est justement ce qui est intéressant, car du coup sans le vouloir ils apportent de l'eau à notre moulin.

A les entendre on serait au bord de la grève générale, donc toutes affaire cessantes il faudrait s'y préparer dans la minute qui suit. Et sur quoi cela repose ce diagnostic ? Sur les mouvements sociaux qui se sont développés au deuxième semestre de l'année 2014 jusqu'en février 2015 parmi lesquels le "mouvement des « bonnets rouges », grève des cheminots, grève des pilotes de ligne et, tout dernièrement, grève des médecins s'ajoutant à la grève-surprise des salariés de Mory-Ducros et à de nombreuses grèves locales rarement recensées...", mêlant grèves en défense des emplois à des grèves purement corporatistes de l'aristocratie ouvrière ou de la petite bourgeoisie, ainsi qu'un mouvement de type régionaliste ou poujadiste. C'est tout ce qu'ils ont trouvé pour justifier leur orientation politique, à l'instar du POI avec les enseignants et les infirmières.

Le diagnostic de La Commune remontait à février 2015, nous sommes fin août et toujours pas de grève générale, mais avec un peu de chance elle pourrait se produire un jour ou l'autre tout comme la révolution, la Troisième guerre mondiale, la chute du dollar, l'effondrement de la Bourse, etc. j'allais oublier l'agonie de la Ve République... Et même qu'on va tous mourir un jour !

Comment voulez-vous prendre au sérieux des gens pareils, franchement ? C'est une maison de fous ou quoi ? Cela doit être terrible de finir sa vie ainsi, c'est quelque chose qu'on a du mal à s'expliquer provenant de gens aussi intelligents par ailleurs, c'est comme si un jour quelque chose avait cessé de fonctionner dans leur cerveau et qu'ils ne s'en seraient pas aperçus.

### [A propos du POI-CCI](#)

Pierre Lambert n'a jamais été autre chose qu'un cadavre politique dont aujourd'hui deux courants du POI-CCI se disputent l'héritage, dont à la base figurait sa collusion avec les appareils du PS et de FO, l'un appartenant à un parti politique, l'autre à un syndicat, d'où la ligne politique défendue par la tendance minoritaire représentée par D. Gluckstein en direction du PS et du PCF ou du Front de gauche, et celle de la direction majoritaire en direction des appareils des syndicats.

Comment s'attaquer à un cadavre ? Poser cette question permet de comprendre pourquoi il fut inattaquable ou plutôt, pourquoi cette mystification parfaitement planifiée le protégera, dès lors qu'il aura su s'entourer de théoriciens pour l'entretenir, ce qui ne l'empêchera pas de les virer comme des malpropres quand il n'en eut plus besoin...

Mais pour cette mystification fonctionne, il fallait scinder l'activité de son organisation en plusieurs secteurs d'intervention, de telle sorte que les militants l'ignorent ou ne se rencontrent pas ou n'échangent pas leurs expériences ou leurs impressions, surtout ne se posent pas de questions sur leurs activités réciproques une fois formatés par Informations ouvrières qui sera l'instrument de la perversion de son organisation et de ses militants qu'il mettra entièrement au service de l'appareil qu'il avait constitué, d'où la longévité de son règne sans partage à la direction de son organisation.

C'est ainsi que des militants de l'OCI-PCI croiront sincèrement se battre contre la Ve République, tandis que pendant ce temps-là d'autres à leur insu, des cadres et des dirigeants se mettaient au service du PS. Lambert pouvait tirer les ficelles des deux bouts, ce qui lui permettait de faire valoir sa popularité auprès des militants de base et de tenir ainsi l'appareil de son organisation. Au total des dizaines de milliers de militants passés par son organisation ou son parti seront victimes de ses manipulations ou abusés, dont je fais partie.

Les dirigeants de son organisation qui seront informés de ses manoeuvres et qui s'en feront les complices tout au long de ces décennies en gardant le silence, sont ceux qui aujourd'hui se disputent cette méthode antidémocratique qui a si bien fonctionné et dont Lambert sera si fier, ce sera en quelque sorte sa marque de fabrique et le seul héritage qu'il pouvait leur léguer, qui n'avait évidemment absolument aucun rapport avec le trotskysme.

La crise du POI-CCI incarne la faillite de cette méthode détestable mise à dure épreuve ou étant grippé, à l'heure où les travailleurs se détournent des partis ouvriers et cherchent à résister au rouleau compresseur du néolibéralisme sans toutefois se tourner vers

les syndicats, autrement dit les manoeuvres passées entre appareils ne suffisent plus ou ne peuvent plus fonctionner comme avant sans que les contradictions internes du POI apparaissent au grand jour et se traduisent par une hémorragie de ses effectifs réduits de moitié depuis sa fondation.

Ces méthodes d'appareil donnent un éclairage particulier sur la conception de la lutte de classe de Lambert et de ses dirigeants sans distinction, dont Lambert lui-même avait donné un aperçu dans un interview qu'il avait donné à L'Express le 4 octobre 2001. On pourrait le résumer ainsi : Si la social-démocratie était socialiste en parole et social-impérialiste en acte depuis (au moins) août 1914, la conception de la lutte de classe de Lambert était trotskyste en parole et social-démocrate en acte.

Et si la crise du POI-CCI éclate maintenant, c'est directement en rapport avec l'amplification de la crise du capitalisme qui a contraint le PS à la prendre ouvertement en charge, privant ainsi l'appareil du POI-CCI de la stratégie qu'il avait élaborée en direction du PS ou son soi-disant courant de gauche, un des éléments moteurs de la mystification dont il a été question plus haut, pire et sans que cela soit dit ouvertement et on comprendra immédiatement pourquoi, l'évolution néolibérale ou ultra droitiste du PS allait poser la question des rapports que les dirigeants du POI-CCI avaient tissés ou entretenus avec ce parti pendant plusieurs décennies comme s'ils en ignoraient la véritable nature contre-révolutionnaire, rapports dont est issu le POI qui a été conçu à la base pour permettre à des militants du PS (et du PCF) de le rejoindre, et qui pour cette raison ils ne peuvent pas renier, en revanche, face à l'échec qu'a incarné cette stratégie, la majorité des dirigeants du POI-CCI s'en sont saisis pour se débarrasser de celui qui l'avait impulsée après la mort de Lambert, D. Gluckstein, après n'avoir pas supporté qu'il ait été désigné par Lambert pour lui succéder à la direction de leur parti, alors qu'il venait de la LCR, crime de lèse-majesté qu'ils n'avaient jamais digéré et dont ils s'étaient jurés de se venger, l'affaire est en cours.

Lambert ayant toujours tenu un double discours ou mené un double jeu en tirant les ficelles de tous les côtés à la fois, à la faveur de l'offensive du capital qui devait se traduire par une régression sociale généralisée rendant inopérante ou neutralisant sa stratégie, pour sauver la mise ou leur peau les différents permanents composant l'appareil du POI-CCI qui allaient prendre sa succession, allaient à leur tour tirer sur ces ficelles au bout desquels finalement il ne restait plus rien à ronger ou à se partager qu'un vieil os dégarni correspondant à l'héritage défraîchi que Lambert leur avait cédé en guise de cadeau d'adieu ou sur lequel il avait lui-même tellement puisé avant de partir pour conserver son statut, qu'elles devaient finir par casser.

Parole, parole, parole... Qui a dit ?

- "Quels que soient les «chefs» qui montent sur les épaules des travailleurs pour parler en leur nom, s'ils se disent «pour la rupture avec le capitalisme», c'est positif. Dès lors, je suis prêt à les appuyer, indépendamment des désaccords que j'ai par ailleurs avec eux. C'est ce qui a guidé notre attitude à l'égard du PS dans les années 70, jusqu'à l'appel à voter François Mitterrand dès le premier tour en 1981. Mais, en 1982, quand le PS fait le tournant de la rigueur, je le condamne." (Jospin trotskiste: Lambert parle - L'Express 04.10.2001)

Réponse : feu Pierre Lambert.

Lambert assume avoir colporté des illusions criminelles dans le PS, précisons bien, au-delà de la période qu'il retiendra.

Lambert avait mis l'OCI au service du PS dès le congrès d'Epinay en 1971. Non pas sur la base du combat politique que le PS allait mené dans la perspective d'en finir avec capitalisme et la Ve République, mais sur la base d'intentions formulées dans un programme fourre-tout qui parce qu'il ne s'appuyait pas sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées pour réaliser son volet social n'était qu'un catalogue de bonnes intentions sans lendemain ou qui se prêtait à toutes les interprétations possibles, de telle sorte que les membres du PS et ceux qui avaient soutenu ce parti n'auraient pas à assumer les reniements de ses dirigeants pour des engagements auxquels en réalité ils n'avaient jamais réellement souscrits. C'est très tordu on en convient, mais on n'y est pour rien, c'était Lambert !

Précisons que Lambert répondait à la question : Qu'en est-il de votre stratégie d'entrisme, c'est-à-dire le fait d'avoir envoyé des militants trotskistes au sein du Parti socialiste fondé à Epinay, à partir de 1971 ?

Il assumera cette escroquerie politique et reconnaîtra sa collusion avec le PS pour la mettre en oeuvre en répondant à la question suivante de L'Express (Quel bilan pouvez-vous faire de votre aide au Parti socialiste dans les années 70-80) : "Si l'on veut tirer le bilan de cette période, cela ne se limite pas à une tactique dans le Parti socialiste.", après avoir évoqué cyniquement qu'entre 1971 et 2001 "Les travailleurs n'ont rien gagné et ont même perdu d'anciennes conquêtes. Et, dans cette évolution désastreuse, les dirigeants du PC et du PS portent une lourde responsabilité. Mais il y a eu aussi une résistance des salariés qui a contrecarré, freiné les attaques du patronat. Cela n'a pas empêché la dérive du Parti socialiste. Si nous n'avons pas gagné, ce que nous avons fait n'a-t-il pas été utile au combat de sauvegarde des intérêts de la classe ouvrière?"

Les millions de travailleurs qui n'avaient rien "gagné" ont dû apprécier ! Lambert s'en foutait, son seul objectif avait été de porter le PS au pouvoir et ensuite on verrait ce qui se passerait et ce qu'on ferait, telle était la stratégie de cet aventurier.

On s'aperçoit ici que Lambert était incapable d'analyser la situation et d'en prévoir l'évolution quand il évoque " la dérive du



Parti socialiste" qui était parfaitement prévisible au regard de sa nature de parti bourgeois, ce qu'il n'ignorait pas mais dont il n'a jamais tiré le moindre enseignement pour être demeuré fidèle au front unique ouvrier des années 20-30 élevé au rang de dogme, ce qui évitait d'avoir à définir une stratégie politique en rapport avec le développement de la situation et de la lutte des classes en France et à l'échelle mondiale et d'avoir à la défendre devant les cadres de son parti. Lambert demeurera toute sa vie un dogmatique à géométrie variable en fonction de ses propres intérêts. L'une des caractéristiques des trotskystes, partis, organisations, groupes, tendances, courants, fractions et mêmes militants inorganisés, c'est qu'ils sont incapables de caractériser le PS, ils s'y refusent catégoriquement, sinon pour conserver sa caractérisation tronquée qui date d'un siècle. Le PS à côté du PC a charpenté le mouvement ouvrier pour mieux le soumettre au capitalisme, le dénaturer ou le liquider, mais rien n'y fait, pour eux il ne figure toujours pas dans les rangs de nos ennemis. Même après avoir fusillé injustement des ouvriers.

Le PS, c'était la cinquième colonne, l'ennemi infiltrée dans les rangs du mouvement ouvrier pour mieux le pourrir de l'intérieur. C'était la voix de la petite bourgeoisie progressiste inféodée au capitalisme qui partageait les valeurs humanistes ou sociales que la bourgeoisie s'était appropriée au cours de la lutte des classes pour damer le pion au mouvement ouvrier. Le PS servira en permanence de rabatteur en se targuant de ces valeurs pour le compte du régime en place et non pour celui du socialisme qu'il combattait.

Le PS et ses dirigeants n'ont jamais été animés de bonnes intentions envers la classe ouvrière, et quand ils se placeront à ses côtés, ce sera toujours pour dévoyer son combat ou le récupérer, en tirer profit pour le compte du régime tout en redorant son blason à bon compte.

Lambert a délibérément marché dans la combine, car son intention n'était pas que les masses tournent le dos au PS et se radicalisent. Lambert s'emploiera sans cesse à ménager le PS qu'il considérait comme partie intégrante du mouvement ouvrier appelé à jouer un rôle futur au côté des travailleurs, en réalité de leurs ennemis.

A l'opposé, ayant conscience de la nature réactionnaire du PS et de ses dirigeants, à aucun moment nous n'accorderions le moindre soutien au PS (ou au PCF ou au Front de gauche ou encore à n'importe quel gouvernement de droite) parce qu'il prendrait une mesure favorable aux travailleurs, sachant qu'elle ne servirait qu'à faire passer d'autres mesures tournées contre les travailleurs, à les tromper, alors que notre devoir de militant ouvrier consiste notamment à démasquer les faux "amis" de la classe ouvrière qui constituent des obstacles à son combat politique.

Quand on prétendait que Lambert se prenait pour Trotsky, nous n'exagérons pas, la preuve.

L'Express - Ce qui signifie que votre travail «en fraction» au sein de la social-démocratie ne l'a pas empêchée de «capituler» devant le capitalisme?

Lambert - C'est vrai. Pas plus que Lénine et Trotski ne sont parvenus à empêcher le stalinisme.

A ceci près que contrairement à Lambert qui a capitulé devant la social-démocratie, Lénine et Trotski ne capituleront jamais face au stalinisme. Jospin, Cambadélis, etc. n'ont fait qu'appliquer à fond la logique de Lambert, en cela ils ont été plus honnêtes, même si ce sont de misérables crapules.

Lambert comparaisait donc la fraction de Staline dans le parti bolchevik qui aboutira à la destruction du parti bolchevik, à celle de l'OCI dans le PS qui aboutira plus tard à la liquidation de l'OCI devenu PCI au profit du PT puis du POI, c'est à croire que Lambert a fait le même boulot que Staline, non ? Il y en a qui vont hurler à la calomnie, écoutez, c'est Lambert qui s'en est vanter lui-même, soyez bon joueurs et admettez qu'il vous a bien roulés, moi aussi puisque j'ignorais ce qu'il manigeançait quand je militais à l'OCI, j'étais même un zélé admirateur de Lambert.

Lambert ne répondra pas à la question suivante

L'Express - Pourquoi Lionel Jospin refuse-t-il de dater sa rupture avec le trotskisme? Parce qu'il ne veut pas reconnaître qu'il était encore trotskiste lorsqu'il était le principal dirigeant du PS?

Lambert s'en tirera par une pirouette : Pourquoi me posez-vous cette question? C'est à lui qu'elle s'adresse.

Jospin demeurera à l'OCI encore plusieurs années après avoir adhéré au PS en 1971, selon certains ex-militants de l'OCI, il aurait cessé de payer ses phalanges (cotisations) en 1983 ou 1984, après être devenu premier secrétaire du PS en 1981 sur proposition de Mitterrand. Peu importe ce dernier point, on retiendra le manque de perspicacité de Lambert qui n'était pas à une manoeuvre près entre appareils.

On terminera en se remémorant les propos tenus par Schivardi qui avait déclaré qu'il était prêt à retirer sa candidature à l'élection présidentielle en faveur de Fabius si celui-ci se prononçait pour la rupture avec l'UE, que l'on peut mettre en parallèle avec une question similaire posée à Lambert à propos de Jospin.

L'Express - Appellerez-vous à voter Jospin au second tour de la présidentielle de 2002?

Lambert - Si Jospin dit: «Je renationalise, je retire les privatisations, plus de licenciements, confiscation des milliards de bénéfices de la spéculation», alors je vote pour lui.

Là on tombait dans la politique fiction qui n'avait pas d'autre objet que d'entretenir des illusions dans le PS, tout comme Schivardi.

Maintenant vous reliez cela à la déclaration d'hier de Cambadélis qui s'inscrit dans le même registre de l'imposture et plus rien ne vous étonnera de leur part.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Imposture. Et même que soutenir le régime néonazi de Kiev ou d'extrême droite israélien correspond aux "valeurs de la gauche".](#)

- Cambadélis (PS) appelle à "réactualiser" les valeurs de la gauche - AFP

[Parti à vendre aux plus offrants.](#)

- Les Verts: Pompili "ne sait pas" si le parti pourra échapper à une scission - AFP

- Cambadélis (PS): "la mélenchonisation n'est pas l'avenir de l'écologie" - AFP

- EELV: des cadres dénoncent les alliances avec le Front de gauche - AFP

[Guerre psychologique. Les pauvres vus par des nantis.](#)

- Faut-il renoncer aux meilleurs équipements tech quand on est pauvre ? - Rue89

- En voilà une question que doivent se poser les pauvres qui peinent à survivre au quotidien !

[Quelle attention digne d'intérêt. Là non plus les pauvres ne sont pas concernés.](#)

- Prendre l'avion trop souvent est mauvais pour la santé - slate.fr

- Ce malaise personnel est généralement vécu par une petite minorité qui fait partie de l'élite sociale, et qui a donc accès à de meilleurs soins que le reste de la population. En France 5% de la population concentre 50% de la distance voyagée par toute la population. slate.fr 20.08

[Guerre idéologique. Quand ils ont un sexe à la place du cerveau.](#)

- À l'écran, pour les lesbiennes, on est encore loin de la belle saison - Slate.fr

- En réalité, le sexe ne fait pas vendre - Slate.fr

- La Maison-Blanche embauche une employée transsexuelle - L'Express.fr

[Grotesque. Ah ben si c'est "prouvé" !](#)

- C'est prouvé, le mariage fait grossir... de deux kilos - M6info

[Quand ils instrumentalisent les enfants...](#)

- A neuf ans, une Nigériane écrit un livre contre le terrorisme - euronews.com

- Le bonheur, vu par les enfants de 15 pays - euronews.com
- Une application pour aider les enfants à méditer - LeFigaro.fr

### [Aurait-il décidé de sacrifier Erdogan devenu incontrôlable et trop encombrant ?](#)

- Istanbul: un jeune de 17 ans tué dans des affrontements avec la police - AFP
- Turquie: coups de feu entendus devant les bureaux du Premier ministre à Istanbul - AFP
- Turquie : 8 soldats tués dans une attaque du PKK dans le sud-est - AFP

### [Stratégie du chaos et de la guerre](#)

- Tensions à Saint Louis après la mort d'un Noir tué par la police lors d'une arrestation - LeMonde.fr
- Explosion au Caire près d'un bâtiment de la sécurité d'Etat égyptien - LeMonde.fr
- Crise des migrants : des policiers britanniques vont être déployés à Calais - LeMonde.fr
- Tunisie : un policier tué par deux hommes à moto à Sousse - LeMonde.fr

---

## [INFOS EN BREF](#)

### [POLITIQUE](#)

#### 1- Yémen

- Les commandos yéménites en Arabie saoudite - francophone.sahartv.ir

Des bases militaires saoudiennes tombent toujours

De très violents combats se poursuivent dans les provinces d'Aden, de Taëz et de Chabwa, toutes situées dans le sud du Yémen entre la coalition Al Qaida/Al Islah(Frères musulmans) d'une part et le front du sud pro Ansarallah alors que les forces d'Ansarallah et l'armée yéménite combattent l'armée saoudienne sur le sol saoudien.

Selon le journal libanais Al Akhbar, la localité de Al Barigha située à Aden est le théâtre de très violents affrontements entre les pro Hadi et leurs complices d'al Qaida et des Frères musulmans d'une part et les forces du front sud de l'autre.

Selon les sources locales, la présence des forces du front sud aux côtés d'Ansarallah a rendu les choses bien compliquées pour les pro Hadi. "Les deux parties se font âprement la guerre pour prendre le contrôle des côtes de Al Zit à Aden, seule voie de transit d'armements et d'aides à destination des forces militaires yéménites. Les médias yéménites évoquent en effet la saisie des dizaines de chars émiratis par les forces d'Ansarallah qui en ont également détruit plusieurs. L'armée et les forces populaires yéménites ont réussi à prendre le contrôle de la localité de Sara à Abyan. Les attaques aux missiles d'Ansarallah contre Jizan et Najran ont fait des pertes très lourdes dans les rangs des militaires saoudiens au point tel qu'un appel général au don du sang a été lancé. Des images mettant en scène des chars et des véhicules blindés qui sont incendiés ou encore des militaires saoudiens en fuite sont largement diffusés dans les médias. Les commandos yéménites se sont emparés de près de 300 bases militaires saoudiennes et plusieurs nouvelles bases sont tombées récemment à Nijran.

Selon la chaîne Al Massira, les soldats yéménites ont pour la première fois fait leur apparition dans des vidéos qui les montrent en train de s'infiltrer dans la ville de Najran. Ansarallah a très récemment annoncé être sur le point de mettre en application sa nouvelle stratégie, plus combative que défensive. francophone.sahartv.ir 19.08

#### 2- Syrie

- De nouveaux agents du Pentagone en Syrie? - francophone.sahartv.ir

## Le Pentagone retente sa chance en Syrie

Le département américain à la Défense (Pentagone) envisage d'entraîner un groupe spécial de terroristes en Syrie, par des frais colossaux. SyrieSelon Press TV, dans le cadre de ce plan, le Pentagone formera 54 terroristes syriens, avec une somme de 41 millions de dollars. Selon la CNN, ce groupe qui sera équipé des armes ultrasophistiquées et de nouveaux équipements, sera appelé

« Les nouvelles forces syriennes ». L'objectif annoncé de la formation et de l'entraînement de ce groupe spécial, opposé au président syrien Bachar al-Assad, est de vouloir combattre le groupe terroriste Daech. L'un des principaux objectifs de la formation de ce groupe est de pouvoir s'infiltrer dans les positions de Daech et les identifier, en vue d'y effectuer des raids aériens. Le secrétaire américain à la Défense avait déjà annoncé avoir l'intention de former, annuellement, 5400 terroristes, afin de lutter contre le groupe terroriste Daech et le gouvernement de Bachar al-Assad. francophone.sahartv.ir 19.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 21 août 2015

### CAUSERIE

Pondichéry 17h04

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter les infos de la veille, sachez toutefois que la CGT, FSU et Solidaires appellent à la mobilisation le 8 octobre (Reuters 20.08), à une journée d'action, quoi.

On a ajouté 45 articles.

Leur orientation ? Celle de petits bourgeois intellectuels qui doivent leur condition de vie privilégiée au capitalisme et qui lui en sont fort reconnaissant à défaut d'avoir la volonté de rompre avec lui, mais qui ne doutent de rien et se permettent de le reprocher aux représentants de la classe dominante, à la "gauche" ! Ce sont ces gens-là qui pendant des décennies ont soutenu le PS ou ses semblables dans le monde et qui ne le regrettent pas. Un conseil d'ami, prenez leurs infos et balancez le reste.

Méfiez-vous aussi des articles qui viennent de Russie (RT), s'y trouve mêlée de la propagande pro-impérialiste russe, parfois chinoise. Sans plaisanter, ils comptent sur eux pour que le capitalisme surmonte sa crise et qu'ils puissent en tirer profit ou la classe que représentent les auteurs de ces articles.

La causerie du matin

La causerie sera actualisée plus tard dans la journée.

J'ai reçu trois courriels de militants du POI. J'ai aussi observé qu'un militant du POI avait reproduit dans son blog l'intégralité de la causerie d'avant-hier, bref cela signifie qu'il y a tout de même des militants du POI qui se connectent sur notre portail et nous les saluons fraternellement.

Un autre camarade nous a informé que la tendance dirigée par D. Gluckstein avait publié le n°1 de la Tribune des travailleurs le 18/07/15, 12 pages à télécharger à l'adresse suivante :

[http://www.mediafire.com/view/270jdehfgbu7ocr/tribune\\_de\\_travailleurs\\_n\\_1\\_du\\_18\\_07\\_15.pdf](http://www.mediafire.com/view/270jdehfgbu7ocr/tribune_de_travailleurs_n_1_du_18_07_15.pdf)

Nous l'avons mis en ligne, mais nous n'avons pas eu le temps de le lire.

Revenons sur cette crise du POI-CCI qui pose de nombreuses questions politiques qu'apparemment aucun des acteurs concernés ne tient réellement à poser, encore moins à débattre devant les militants, un exercice de démocratie auquel ils n'ont pas vraiment été habitué ou qu'il leur répugne apparemment.

La question qu'on peut se poser est de savoir comment une ligne politique, qui à l'origine était destinée aux militants du POI intervenant dans les syndicats et qui aurait dû se cantonner à ce terrain d'intervention, a-t-elle pu devenir la ligne (majoritaire) de tout un parti ou s'imposer à tous les militants d'un parti dont les trois quart de ses membres ou plus encore je n'en sais rien exactement, n'ont aucune activité syndicale ou ne peuvent pas en avoir ou ne sont pas directement concernés, ne pourront pas

la mettre en oeuvre même avec la meilleure volonté du monde ?

La ligne d'intervention dans les syndicats est justifiée ou correcte, elle s'adresse à tous les syndicalistes de ce pays qui entendent se donner les moyens d'affronter le gouvernement et le patronat, tout comme celle politique davantage axée contre le gouvernement et les institutions de la Ve République dont l'ensemble des militants du POI peuvent se saisir ainsi que l'ensemble des travailleurs auxquels elle s'adresse.

A partir de là on ne comprend pas où se situe le problème au POI-CCI qui semble relever d'autres considérations que politiques ou de querelles de permanents d'un appareil incapable de trouver le discours adapté à la situation en direction de l'ensemble des travailleurs et particulièrement les plus avancés qu'il ne parvient pas à gagner, de même qu'il s'avère impuissant à stopper l'hémorragie qui ronge ses rangs ou à conserver les militants qu'ils avaient gagnés au cours des années antérieures.

Il y a certains aspects de la crise du POI-CCI qui n'ont pas encore été abordés. Par exemple, la majorité du POI-CCI fait mine de s'étonner de l'irruption de la tendance dirigée par D. Gluckstein auquel ils reprochent d'avoir préparé "son coup" à l'avance, etc. Pure hypocrisie de toute évidence, car pour réunir plus de 600 dirigeants, cadres et militants en 48 heures sur une déclaration aussi importante, il fallait que tout un travail ait été réalisé en amont depuis de nombreux mois ou même depuis plusieurs années, car on n'engage pas sa vie de militant à la légère ou sur un courriel, un SMS ou un coup de fil un dimanche matin, soyons sérieux, cet argument ne tient pas la route, il est déloyal.

Le problème, c'est qu'on ignore tout ou presque des rapports qu'entretenaient entre eux les différents dirigeants du CCI avant que cette question ne surgisse violemment, et aucun ne l'évoque ou ne tient vraiment à l'aborder comme s'ils auraient tous quelque chose à cacher ou à se reprocher, ce qu'on veut bien admettre sans le partager.

J'ai lu quelque part que Gluckstein était minoritaire dans le POI-CCI et qu'il se démenait pour gagner la majorité du CCI, jusque là rien d'anormal, n'importe qui à sa place en ferait autant semble-t-il, dans le respect des statuts qu'on a approuvés en entrant dans ce courant. Reste à savoir depuis quand il est minoritaire, à mon avis depuis qu'il a rejoint ce courant en 1981 à l'époque de l'OCI, bénéficiant de la protection de Lambert au départ, puis chapeauté par lui jusqu'à sa mort en 2008, c'est par la suite que les rapports entre les membres du CCI ont dû se détériorer rapidement, certains, dont Gauquelin n'ayant jamais digéré d'avoir été supplanté par un dirigeant provenant de la LCR et qui avaient juré d'avoir sa peau, décidèrent que l'heure de la revanche avait sonné et se saisirent des problèmes rencontrés par le POI pour les reporter sur Gluckstein, rien de plus facile et de plus efficace pour retourner la situation en leur faveur, encore fallait-il y mettre les formes pour que cette froide vengeance n'apparaisse pas au grand jour, pendant qu'en coulisses à l'insu des militants qui n'en sauront jamais rien, ils ne cesseraient de le harceler et s'employaient à lui poser des peaux de bananes pour qu'il trébuche et ramasser la mise à l'arrivée.

Donc cette crise n'est pas nouvelle. Pour bien montrer l'hypocrisie ou la malhonnêteté des dirigeants de la majorité du POI-CCI, il suffit de lire l'argument avancé par Langlade dans la lettre qu'il avait adressé à Forgue, selon lequel Gluckstein n'aurait été qu'un vulgaire arriviste qui aurait troqué son ralliement à l'OCI en 1981 en échange d'un poste de permanent, et qui aurait attendu patiemment pendant 35 ans pour réaliser un mauvais coup contre la section française de la IVe Internationale. Cet argument est minable, grotesque et indigne, car si tel avait été le cas, Lambert étant décédé en 2008, il aurait eu largement le temps en 30 ans de s'apercevoir que Gluckstein ne correspondait pas au dirigeant qu'il fallait pour assurer sa succession à la direction de son parti, et rien n'aurait été plus facile pour Lambert qui avait acquis une solide expérience en la matière de s'en débarrasser ou de lui réserver une autre fonction dans le parti, ce qu'il ne fit pas, au contraire, sans cesse il lui renouvela sa confiance, du coup on se demande comment les dirigeants de la majorité du POI-CCI peuvent encore se réclamer de Lambert dont ils n'ont jamais contesté (publiquement en tous cas) la ligne politique ou les décisions. En réalité, il semblerait que ce soit eux qui aient attendu pendant de longues années avant le décès de Lambert pour lancer leur offensive contre Gluckstein une fois Lambert trépassé.

Tout se tient en effet, sans que je prenne partie spécialement pour l'un ou l'autre des protagonistes, notez bien. L'attitude de la majorité du CCI relève du procès d'intention, qui sert aussi à couvrir le fait qu'ils partagent tous la responsabilité de l'échec du PT puis du POI, l'échec de la construction du parti pendant 70 ans, et qu'ils aient sans cesse soutenu Lambert et ses manoeuvres minables d'appareil auxquelles était subordonnée la politique de leur parti, ce qui explique pourquoi la ligne politique de leur parti et leur parti en général n'a jamais réellement été tournée vers l'ensemble des travailleurs dont leurs couches les plus défavorisées, car ces couches ou ces millions de travailleur ne pouvaient pas constituer un moyen de pression comparable à celui des appareils dont il aurait été possible de se servir à l'intérieur de leur parti.

Les liens tissés avec les appareils des syndicats et du PS, du PG et peut-être d'autres partis comme le PCF, le MRC, etc. devenaient un levier de pouvoir important à l'intérieur de leur parti pour ceux qui les contrôlaient face aux autres dirigeants qui faisaient davantage figure de figurants ou devaient leur faire allégeances pour conserver leurs postes de permanents. Cela relève d'un fonctionnement bureaucratique institutionnalisé qui tient lieu de démocratie, partant de là, non seulement il n'y a rien de bon à en attendre mais il ne peut être que source de crise et de dislocation du parti. Quand ce sont des rapports entre appareils et des rapports au sein même de l'appareil du parti qui se substitue à l'analyse de la situation pour déterminer la ligne politique d'un parti, autant dire qu'il demeurera à jamais impossible de le construire.

Et puis il y a un autre aspect de cette crise qui doit être insupportable pour bon nombre de militants du POI.



Ils ont dû être nombreux à tomber des nus pour s'être retrouvés devant le fait accompli, alors qu'à part quelques bribes ici ou là de désaccords qui avaient transparus timidement dans IO les mois précédents du fait de Markun et Schivardi séparément, rien ne permettait d'imaginer son ampleur et sa tournure. Bref, une fois encore les militants sont otages de dirigeants peu scrupuleux à leur égard ou qui les méprisent, alors que cette crise devait couvrir depuis la mort de Lambert comme nous l'avons souligné ailleurs, et que les contours de son explosion allaient se préciser et n'était plus qu'une question de quelques mois ou semaines depuis que le gouvernement avait recouru au 49.3, mais les militants seront tenus à l'écart comme si ses enjeux ne les concernaient pas, qu'un certain nombre les dépassent on veut bien l'admettre, cela étant il s'agit tout de même de leur engagement militant qui représente parfois toute une vie. A suivre

[Haut de page ↗](#)

Le 22 août 2015

## CAUSERIE

### [Le dernier éditorial d'Informations ouvrières \(n°365\) commenté.](#)

Cet éditorial est une caricature de ce que sont devenus les trotskystes du POI ou ce qu'ils étaient sans se l'avouer, eux seuls le savent. On touche le fond et on peut comprendre que certains militants, cadres ou mêmes dirigeants du POI-CCI s'en soient émus.

Le titre : Un gouvernement au service de l'Union européenne (Claude Billot-Zeller, membre du bureau national du POI)

(Européenne, c'est mieux !

Non, le gouvernement représente la classe des capitalistes, et son rôle consiste à servir leurs besoins, à les imposer aux travailleurs au nom de l'intérêt général. Et l'UE n'est qu'un instrument créé à l'instigation de l'oligarchie financière, une institution supranationale privée destinée à se substituer aux Etats, dont le fonctionnement ou les rapports qui les structurent ont été façonnés ou demeurent tributaires du développement antérieur du capitalisme jusqu'à nos jours qui a été influencé par la lutte des classes du passé et du présent, dont il s'agit de se débarrasser ou de neutraliser.

Ainsi, l'UE a pour objectif de se substituer aux Etats avec la complicité de leurs représentants sans forcément envisager de les détruire. Elle est un des maillons ou une des étapes au niveau européen fixées par l'oligarchie financière qui domine le capitalisme, conformément au plan qu'elle a élaboré et qui à terme devrait se traduire par l'instauration d'un gouvernement mondial disposant du pouvoir politique absolu.

L'UE est un contre-pouvoir de type absolutiste ou despotique aux mains de l'industrie financière, destinée à contourner la lutte des classes ou à s'émanciper de l'influence néfaste qu'elle pourrait avoir sur les gouvernements des différents Etats. Son rôle consiste à légiférer dans tous les domaines, à superviser les budgets de chaque Etat afin de leur dicter l'orientation économique qu'ils doivent adopter conformément aux besoins de l'oligarchie financière ou du marché, réduisant à néant leur marge de manoeuvre une fois qu'ils ont accepté de s'y soumettre, ce qui implique qu'à leur tour leurs représentants cessent de tenir compte de la lutte des classes ou ne cèdent pas à la pression qu'elle pourrait exercer sur eux.

Son objectif, une fois les travailleurs dépouillés de leurs droits politiques détournés au profit de cette institution inféodée à la finance sur laquelle les travailleurs n'exercent aucun contrôle, consiste à atomiser ou individualiser leurs droits sociaux au nom de l'égalité ou de l'équité ou encore de la solidarité ou de la fraternité, de telle sorte que disparaisse la notion de classe qui servait de référence à leur résistance et à leur regroupement au sein d'organisations syndicales pour exiger des droits nouveaux ou préserver ceux qu'ils avaient acquis précédemment, ou qu'ils soient impuissants à combattre la politique que leur impose la classe dominante ou qu'ils se résignent à s'y soumettre. Ce qu'ils visent, c'est la capitulation totale, l'abdication sans réserve et sans combat de la classe des exploités et des opprimés, qui doit cesser définitivement de revendiquer des droits afin de la décourager d'espérer un avenir meilleur dans le futur.

Ce processus politique se heurte en permanence à la résistance de toutes les classes, y compris celle des capitalistes qui craignent d'être broyés par le rouleau compresseur du néolibéralisme et de disparaître, et dont les représentants des Etats sont obligés de tenir compte dans une certaine mesure. Leur acharnement contre les Etats provient de cette contradiction qui les traverse et dont ils ne peuvent s'émanciper entièrement, sous peine de déclencher une crise sociale qui pourrait se transformer en soulèvement révolutionnaire contre l'ordre établi. Les Etats demeurent sensibles à la lutte des classes ou aux rapports de force entre les classes, une faiblesse historique incurable que dénoncent sans cesse les institutions financières du capital, FMI, Banque mondiale, OCDE, etc.

L'engrenage de la dette couplée à l'abandon de leur souveraineté monétaire devait en faire un formidable levier de pression pour obliger les Etats à mettre en oeuvre la politique qu'ils leur dictaient et qu'ils devaient tous finir par adopter, puisque l'intégralité de leurs représentants au sein de l'UE étaient acquis au capitalisme, et partant de ce constat il était impensable qu'ils s'y opposent ou mettent en oeuvre une autre politique qui serait forcément vouée à l'échec, du fait que l'oligarchie financière disposait du pouvoir de les démettre ou de les faire chuter en déstabilisant ou paralysant leur économie, ne leur laissant pas d'autre choix que se soumettre ou opter pour la rupture avec le capitalisme ou le socialisme, ce qui était inimaginable évidemment.

Ils ont même poussé leur avantage jusqu'à sélectionner les candidats qui devraient représenter leur stratégie politique au sein des différents partis institutionnels ou au sommet de l'Etat ou au sein des institutions nationales de chaque pays, en s'appuyant sur un réseau de médias, think tanks, personnalités et maintenant de réseaux sociaux à leurs bottes, qui auraient pour tâche d'en faire la promotion ou de vanter leurs mérites, de telle sorte qu'une fois désigné au sein de leur parti, élus ou promus à un poste ministériel ou autre au sein des institutions, ils appliquent à la lettre leur politique et l'imposent autour d'eux.

C'est ainsi qu'ils sont parvenus à imposer au sein de chaque Etat des hommes et des femmes qui leur étaient entièrement dévoués, et qui par le pouvoir dont ils disposent et le soutien qu'ils leur accordent sont pratiquement intouchables. Cela dit, à ce jeu ou du fait qu'ils s'exposent publiquement à prendre des coups et à se contredire, ils s'usent très vite et il faut sans cesse penser à leur trouver des successeurs à la hauteur des tâches qu'ils devront accomplir, exercice qui s'avèrera toujours plus compliqué au fil du temps car comportant des risques énormes, des pions qui possèdent une solide expérience et qui soient suffisamment disciplinés, dociles, manipulables et discrets, en échange de quoi une fois qu'ils auront rempli leur mission, ils leur assureront une rente à vie dans une institution ou ils les caseront au sein du conseil d'administration d'une de leurs grandes entreprises, quand ils ne les imposeront pas comme conférenciers rémunérés grassement, car ils ne sont pas ingrats envers l'élite politique qui continuera d'une manière ou d'une autre à servir leurs intérêts.

C'est ainsi que plus rien ne distingue les membres des différents gouvernements des Etats de l'UE des membres qui composent la Commission européenne, Moscovici l'illustre très bien si nécessaire et il est loin d'être le seul dans ce cas-là.

Pour conclure ce passage, c'est plus que le gouvernement qui est au service de l'UE, c'est l'Etat, l'ensemble des classes qui sont livrées pieds et mains liés pas seulement à l'UE, mais à l'oligarchie financière qui est à la survie du capitalisme, ce que l'avant-garde organisée du prolétariat est au destin de l'humanité.

- Ce gouvernement au service de l'Union européenne impose à toutes les catégories : salariés du privé ou du public, travailleurs de l'agriculture (viticulteurs, producteurs de fruits et légumes, éleveurs...), retraités, jeunesse, avec brutalité, l'austérité. Afin de toujours et de mieux servir le capital financier.

(Il faut aller plus loin. Qu'est-ce qu'incarne le capital financier ? A quoi correspond sa politique, d'où vient-elle ? Si on n'est pas en mesure de répondre à ces questions on ne peut pas comprendre la situation.

L'austérité est un moyen d'asservir les travailleurs, et elle est l'expression de la crise du capitalisme, qui en principe doit déboucher sur son effondrement et un affrontement direct entre les classes que les capitalistes préfèrent éviter, car ils redoutent autant ses conséquences incontrôlables que son issue incertaine qui est loin d'être jouée d'avance ; même si les travailleurs partent avec un lourd handicap, des pans entiers du mouvement ouvrier possèdent quand même une certaine expérience de la lutte des classes et les travailleurs en général, malgré la désinformation permanente à laquelle se livrent les différents représentants de la classe dominante, en ayant accès à un vaste réseau d'informations ils ont acquis des connaissances sur le fonctionnement du capitalisme et de la société, ainsi qu'un certain esprit critique qui ne demande qu'à être orienté dans la bonne direction pour que l'avenir du régime ne pèse pas bien lourd dans la balance à l'arrivée, et cela les oligarques le savent pertinemment et le craignent plus que tout.

C'est le développement du capitalisme et ses contradictions qui sont responsables de la politique antisociale que le gouvernement applique pour sauver la mise aux capitalistes. Le gouvernement n'est qu'un simple exécutant de la politique déterminée par l'oligarchie financière, et vouloir en changer sans rompre avec le capitalisme et ses institutions financières et politiques conduirait infailliblement à poursuivre la même politique, Tsipras vient d'en faire une éclatante démonstration.

Donc la question qui est posée à travers l'offensive généralisée du capital contre l'ensemble des droits ou acquis des travailleurs, c'est celle des rapports sociaux de production qu'incarne le capitalisme en crise, qui bénéficie du concours et de la protection juridique et policier de l'Etat qu'il faut abattre. - LVOG)

Chaque jour voit restriction des droits collectifs, disparition de services publics. Exemples : ici, en Charente- Maritime, un bureau de poste (Laleu, quartier de La Rochelle) va disparaître ; pourtant, un comité s'est organisé pour son maintien ; la lutte continue. Là, dans un village, Saint-Laurent-de-La Prée, un père de famille est mort, non pris en charge par le Samu ; les syndicats (FO et CGT) pointent l'organisation des secours ! (Ou quand l'éditorial d'un parti ouvrier se transforme en rubrique des chiens écrasés, alors qu'il est censé incarner l'orientation politique impulsée par sa direction, dont doivent se saisir travailleurs et militants. - LVOG)

La pauvreté et le chômage progressent : inégalité des droits au logement, à la santé, à l'éducation, insécurité de l'emploi,

stagnation des salaires et des retraites (allongement du temps de travail). (Une énumération de lieux communs - LVOG)  
La démocratie s'efface, la souveraineté nationale doit disparaître. (Quelle horreur, mais c'est qu'ils y tiennent à leur Etat, celui des capitalistes notez bien, à moins que nos lecteurs se reconnaissent dedans ? Quant à la démocratie, ouf on respire elle existe ! Voilà ce qui arrive lorsqu'on ne se demande pas pour qui. - LVOG) Toutes ces forfaitures émanent de traités. (Non, elles sont le produit de la crise du capitalisme prise en charge par les représentants de l'Etat, par l'Etat que vous refusez d'affronter. - LVOG) Lesquels traités ont été votés par nos ministres (Dites plutôt les vôtres si vous y tenez tant que cela, car de notre côté nous ne nous sommes jamais reconnu dans aucun ministre sous la Ve République. Voilà ce qui arrive quand on ne se pose pas la question de savoir de quelle république il s'agit. - LVOG) ; et, mieux encore, lorsque le peuple, par les urnes, dit non, la voie de la démocratie, c'est sans importance. (Il en est encore là le pauvre ! Il veut sauver la démocratie qui se confond avec la dictature du capital, bravo ! - LVOG) Il faut appliquer les traités. (Non, il faut se soumettre au capitalisme. - LVOG)

L'UE colonise ! (L'UE n'est qu'un intermédiaire qui n'existerait pas sans le soutien des Etats qui la compose. Donc l'UE ne colonise rien du tout, ce sont les Etats qui acceptent de se soumettre à l'UE, ce n'est pas du tout la même chose. - LVOG)

Nos acquis, gagnés au lendemain de la Libération (Cela se discute, ils ont l'objet d'un marchandage qu'il vaut mieux ne pas évoquer et on comprend pourquoi - LVOG), sont attaqués, et la liberté syndicale est en danger. (Admettons-le tant qu'on n'évoque pas le fonctionnement des syndicats. - LVOG)

L'UE n'est qu'un marché, avec un grand mépris des peuples et de la démocratie. (Encore un lieu commun. - LVOG)

L'UE veut réduire la classe ouvrière à l'état de servage, avec l'accord et l'appui de notre gouvernement. L'UE n'a jamais rien fait en faveur des classes laborieuses, sinon maintenir la pauvreté. (Comme elle est vilaine l'UE franchement ! - LVOG)

A nous d'éviter la misère. (Il doit exprimer une crainte personnelle ma foi ! C'est cela, faisons en sorte que le capitalisme soit plus supportable pour les masses et souhaitons-lui longue vie pendant que vous y êtes. - LVOG) Pourtant, les associations d'aide aux plus démunis (alimentaire et autres) doivent faire des prouesses pour répondre aux besoins. (Ouf, la pression sur le régime va être supportable ! - Eux aussi ils sont tombés sous le charme désuet de ces associations, ouvriérisme oblige. - LVOG) L'Etat s'est déchargé sur les associations, qui doivent maintenant rechercher les fonds nécessaires pour répondre à la demande : jusqu'à quand ? (Quelle préoccupation ! Camarades, vous pouvez leur faire un don si le coeur vous en dit. - LVOG)

Ce gouvernement livre notre République à l'UE, (Décidément après "nos ministres", c'est à croire qu'il s'identifie avec le régime en place qu'il prétend combattre, quelle cruelle confusion ! C'est qu'il y tient à la Ve République, encore bravo ! - LVOG) laisse faire et accélère son démantèlement. (C'est à croire qu'il aurait une autre mission à remplir. Ce militant est bourré d'illusions que le POI s'emploie à colporter. Excellent. Après que personne ne vienne nous reprocher que de nous acharner contre ce parti, ils s'emploient eux-mêmes à le démolir. - LVOG) Notre République n'est plus une, indivisible et laïque, (Il est en pleine crise d'identification. On comprend ensuite pourquoi toute discussion avec ce genre de militants est impossible puisqu'attaquer sa politique sera vécu comme une attaque personnelle. - LVOG) - afin de garantir nos droits collectifs. Nos trente-six mille communes et la démocratie communale doivent disparaître. (Il récite sa leçon apprise par coeur, on s'ennuie à la fin. - LVOG)

Politique de droite, politique de gauche : pas de différence, puisque les gouvernements successifs font voter des lois qui doivent donner satisfaction aux traités de l'UE. (Encore une chance que ce soit des partis de droite et de gauche qui se succèdent au gouvernement. Au moins on peut encore entretenir des illusions dans les partis de gauche. - LVOG) Et, lorsqu'il y a doute sur le résultat du vote, le 49-3 en permet l'application immédiate. Et la Confédération européenne des syndicats (CES), en accord, chante la même partition. L'UE protège le monde de la finance (avec ses institutions). (Non, elle en est l'émanation, c'est la finance au pouvoir. - LVOG)

Le POI est un parti nécessaire et indispensable à la classe ouvrière (Vous avez raison d'insister on pourrait en douter. - LVOG), aux plus modestes (Là vous causez de ce que vous ne connaissez pas au POI, il suffit de lire votre journal pour en être convaincu depuis plus de 50 ans. - LVOG) , pour toutes celles et tous ceux qui espèrent, attendent de pouvoir vivre dans la dignité et en finir avec le régime d'exploitation. (Pure illusion, inconsciente ou cynique, on ne devrait jamais rejoindre un tel parti en espérant que cela contribuera à améliorer notre condition personnelle. C'est exactement l'erreur qu'ont commis des dizaines de milliers de travailleurs qui avaient rejoints l'OCI (ou le PT-POI), la LCR (ou le NPA), en réalité ils ont été induits en erreur par leurs dirigeants. Le socialisme est un idéal qui découle d'une analyse scientifique du développement du capitalisme, qui ne pourra se réaliser que si et si seulement certaines conditions sont remplies sans qu'on sache quand elles le seront et si elles le seront de notre vivant, peu importe. Ravaler le socialisme à une revendication alimentaire, c'est n'y avoir rien compris, c'est l'avilir, c'est insupportable, c'est une insulte aux militants désintéressés, honnêtes et sincères qui se battent pour le socialisme. Le socialisme, c'est avant tout une méthode pour interpréter le monde ou l'ensemble des manifestations de la nature, qui lorsqu'on l'adopte bouleverse notre manière d'interpréter la société ou le regard que l'on porte sur le monde extérieur et nous-même, nous transforme à jamais et donne un sens à notre vie, je peux même affirmer que lorsqu'on ne milite pas ou plus, elle continue à structurer notre pensée, à influencer notre comportement quotidien pour en avoir fait l'expérience. La semaine dernière son collègue avait plaqué la même formule "marxisante" à la fin de son éditorial qui nous avait plutôt fait penser à un enterrement de première classe du socialisme. - LVOG) Ensemble, préparons le Ve Congrès ouvert. (Attention, car à force de s'ouvrir, c'est comme une huître, il arrive qu'elle absorbe n'importe quoi et qu'elle s'intoxique, parfois c'est même fatal ! - LVOG)

Soyez léniniste, ne dites pas nos ministres, notre président, notre république, nos écoles, nos routes, dites leur société, leurs ministres, leur parlement, leurs musées, etc. Depuis quand détiendrions-nous le pouvoir, depuis quand déciderions-nous de quoi que ce soit dans ce pays ou ailleurs ? Jamais, nulle part.

Sans jouer sur les mots ou s'adonner à des formules, c'est strictement la réalité et c'est cela aussi être socialiste, trotskyste, commencer par respecter la réalité, partir de la réalité. Cet éditorial est indigne de militants trotskystes, parole de trotskyste ! Cela va en faire chier plus d'un.

### Une information tronquée, manipulée, orientée idéologiquement.

Commentaires d'internautes à la suite d'un article du Figaro d'hier.

1- "Est il permis de rappeler qu'aux US la police a abattu beaucoup plus de blancs que de noirs, les chiffres sont clairs, il serait donc honnête de donner ces chiffres au lieu de faire croire que les policiers US n'abattent que des noirs."

2- "Statistiques du Ministère de la Justice US et du FBI: Aux USA, 93% des noirs tués, l'ont été par d'autres noirs.

En 2012, 123 noirs ont été tués par la police avec un révolver.

En 2012, 326 blancs ont été tués par la police avec un révolver."

Pourquoi ont-ils intérêt à faire passer les Américains pour des racistes ? Pour la même raison qu'en France ils ont intérêt à faire passer chaque musulman pour un terrorisme en puissance...

### Quel est le tartuffe qui a dit ?

- "*Malheureusement Mr Tsipras a oublié son programme*"

Réponse : Olivier Besancenot (NPA), hier soir sur Soir 3. (AFP 21.08)

Le crétin de service, quoi !

Des centaines de commentateurs en France et des milliers dans le monde ont qualifié Tsipras d'imposteur, mais Besancenot ne s'en est pas encore aperçu, à moins qu'il ne veuille pas faire de tort au Front de gauche vers lequel le NPA lorgne.

### Dossier grec

La troïka applaudit des deux mains, cherchez l'erreur. Non, il n'y en a pas, désolé pour Besancenot ! On n'a pas le temps d'analyser les derniers développements en Grèce.

- Démission de Tsipras : les Grecs fatigués et perdus - Francetv info

Hier, jeudi 20 août, le Premier ministre grec a annoncé sa démission ainsi que l'organisation de prochaines élections législatives d'ici un mois.

"La plupart des Grecs que j'ai rencontrés ne sont pas surpris, mais déçus, parce qu'après plusieurs semaines de turbulences économiques et politiques, ils comprennent que l'instabilité en Grèce va continuer", rapporte Elisa Perriguer, en direct d'Athènes.

Les Grecs sont fatigués et perdus. Certains sont en colère contre Syriza. "La seule chose qui est sûre pour le moment, c'est que la rentrée sera difficile avec l'application du nouveau memorandum", rapporte la journaliste de France 2.

Mais Alexis Tsipras conserve tout de même une partie de son électorat, qui ne voit pas du tout dans la signature de ce memorandum une trahison, mais au contraire une stratégie. Syriza est actuellement donné favori aux prochaines élections. De son côté, Bruxelles accepte la décision du Premier ministre. Francetv info 21.08

- Grèce : les députés contestataires créent un nouveau parti - Francetv info

L'annonce d'Alexis Tsipras a plutôt bien été accueillie par les créanciers européens. Ils considèrent qu'Alexis Tsipras renforcé peut aider à mettre en place des mesures douloureuses. L'ancien ministre de l'Énergie a pour sa part pris la tête des députés grecs contestataires. Il a immédiatement annoncé la création d'un nouveau parti qui se présentera aux élections prévues aux



alentours du 20 septembre. Francetv info 21.08

- Grèce : des députés de Syriza claquent la porte du parti - Francetv info

25. C'est le nombre de députés de Syriza qui ont décidé de faire scission et de créer un nouveau parti au lendemain de la démission du Premier ministre Alexis Tsipras. Une démission qui s'accompagne de nouvelles élections, prévues pour le 20 septembre. Francetv info 21.08

- Grèce : quelle majorité pour Alexis Tsipras ? - Francetv info

Ce vendredi, un nouveau parti a fait son apparition sur l'échiquier politique grec, il s'agit de l'Union populaire. "Un parti issu de gens déçus d'Alexis Tsipras. Si ce matin la victoire d'Alexis Tsipras semblait presque certaine, assez confortable, maintenant cette annonce change la donne. Il n'est pas exclu qu'Alexis Tsipras n'obtienne pas la majorité absolue à laquelle il aspirait (...)", souligne aussi Angélique Kourounis. Francetv info 21.08

- Grèce : Alexis Tsipras et sa stratégie du "partir pour mieux revenir" - Atlantico.fr

- Grèce : le nouveau coup de poker d'Alexis Tsipras - LeMonde.fr

- Tsipras demande des élections pour raffermir sa base - AFP

"Maintenant que la phase difficile (de négociations) est terminée", "je voudrais soumettre à votre jugement ce que nous avons accompli", a déclaré M. Tsipras lors d'une courte allocution télévisée vers 20h30 locales (17h00 GMT).

Disant avoir "la conscience tranquille", et assurant avoir "résisté aux pressions et aux chantages", il est ensuite allé présenter sa démission au président de la République, Prokopis Pavlopoulos.

Selon son entourage, M. Tsipras souhaiterait que le scrutin se tienne le 20 septembre.

Lors du vote de ce plan, le 14 août au Parlement, l'opposition l'a soutenu. Mais 43 des 149 députés de Syriza, son parti de gauche radicale, fidèles à leurs idées, et pour certains, favorables à un retour à la drachme, ne l'ont pas suivi, votant contre ou s'abstenant.

M. Tsipras, dont le nombre de soutiens (en comptant ceux de son allié ANEL) est ainsi tombé à 119 sur 300 députés, ne pouvait pas rester dans cette situation.

Populaire malgré ses revirements, auprès d'une population qui déteste généralement les deux principaux partis d'opposition, Nouvelle Démocratie (droite) et Pasok (socialistes), et lui accorde de ne guère avoir eu de solution de remplacement à ce qu'il a accepté des créanciers du pays, le Premier ministre espère bien ainsi rénover sa base.

Il dispose d'un atout-maître : pour cette deuxième élection en moins de 18 mois, la loi grecque dispose que les partis ne soumettent pas au vote des députés individuels, mais des listes par partis composés par les états-majors de ces derniers.

C'est ainsi que M. Tsipras pourra se débarrasser des plus virulents à sa gauche, sans aucun doute l'ancien ministre de l'Energie Panagiotis Lafazanis, leader des contestataires, et certainement la puissante et pointilleuse présidente du Parlement Zoé Konstantopoulou.

Dès jeudi soir, Iskra, le site de M. Lafazanis, peu avare de redondances, a accusé M. Tsipras d'être dans "la panique, la peur, l'embarras et l'inquiétude" pour agir ainsi.

En revanche, dès avant l'annonce officielle, le responsable du cabinet du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, Martin Selmayr, a tweeté : "des élections anticipées en Grèce peuvent être le moyen d'élargir le soutien" au plan d'aide.

Les créanciers ne cacheraient ainsi pas leur joie à la perspective de voir M. Tsipras allégé de ses anciens amis.

Marcel Fratzscher, économiste allemand qui conseille Sigmar Gabriel, le ministre de l'Economie allemand, a considéré également que ces élections sont "une bonne nouvelle économique". Selon lui "il y a de bonnes chances qu'elles amènent au pouvoir un gouvernement plus compétent et davantage pro-européen". Il a mis en garde toutefois contre les dangers "du vide politique à court terme".



L'agence Moody's craignait de son côté pour "la bonne mise en place du programme", voyant "un risque sur les prochains versements d'argent". Reuters 21.08

- Le chef de l'opposition grecque convoqué par le président - Reuters

Conséquence de la démission d'Alexis Tsipras, le président de la République grecque, Prokopis Pavlopoulos, rencontrera vendredi matin le chef de file de Nouvelle démocratie (ND, droite), principale formation de l'opposition, pour lui confier le mandat de former un nouveau gouvernement, a-t-on appris auprès de la direction du parti.

Mais la tâche qui attend Vangelis Meimarakis semble vouée à l'échec compte tenu des rapports de force au Parlement issu des élections du 25 janvier dernier et l'on se dirige plutôt vers de nouvelles élections autour du 20 septembre.

Sur les 300 sièges que compte la Vouli, Syriza, le parti de Tsipras, en détient 149 et ses alliés des Grecs indépendants (Anel, droite souverainiste) 13. Nouvelle démocratie dispose de 76 élus, les centristes de To Potami (La Rivière) en ont 17, comme la formation néo-nazie Aube dorée. Suivent le Parti communiste (KKE) avec 15 élus et le Pasok avec 13 députés.

La Constitution grecque prévoit une procédure relativement complexe pour l'organisation d'élections anticipées lorsque celles-ci doivent se tenir moins de douze mois après le scrutin précédent.

En théorie, le président de la République ne peut pas convoquer immédiatement un nouveau scrutin mais doit d'abord consulter les dirigeants des autres partis pour voir s'ils sont en mesure de former un gouvernement.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces consultations que des élections seront organisées.

Même si les chances sont minces de trouver une majorité dans un délai de quelques jours, le chef de file de Nouvelle démocratie s'est dit prêt à tenter de relever le défi. "Je considère qu'il relève de mes obligations politiques et de ma responsabilité d'épuiser toutes les options au cas où le Parlement pourrait offrir une solution", a déclaré Vangelis Meimarakis devant la presse. Reuters 21.08

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Enfin une bonne nouvelle.](#)

- Les perspectives pour l'économie mondiale s'assombrissent - Reuters

- Les inquiétudes relatives à la croissance mondiale font plonger les marchés - AFP

Les inquiétudes concernant la croissance mondiale ont lourdement pesé vendredi sur les marchés financiers avec l'essoufflement du moteur chinois qui se précise, une économie européenne encore hésitante et la perspective floue d'une remontée des taux

Le Dow Jones est tombé vendredi à son plus bas niveau de l'année à Wall Street, chutant de plus de 3,10% à la clôture, soit plus de 500 points, le Nasdaq cède 3,44%, face aux craintes pour l'économie mondiale. AFP 21.08

Quelle misère va s'écrier l'éditorialiste d'Informations ouvrières !

[A l'époque du fascisme à visage humain, démocratique...](#)

- Jean-Marie Le Pen, exclu du FN, continuera à se battre en justice - AFP

Il n'a pas compris pourquoi le régime néonazi de Kiev était qualifié de démocratique par l'OTAN et les gouvernements des puissances occidentales et bien au-delà...

[La corruption commence par là.](#)

- Juppé: "Il faut mettre le paquet" sur l'école primaire - AFP

- Alain Juppé veut augmenter de 10% les salaires des enseignants du primaire - Francetv info

## Un monde gouverné par des cinglés ou le cycle infernal de la dictature.

- Les radars pour vélos arrivent en ville - Francetv info

À Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), un radar pas comme les autres vient d'être installé. Il cible les cyclistes. "En vélo c'est compliqué de savoir à quelle allure on est", témoigne l'un d'eux au micro de France 3. Ici, la machine est préventive et non répressive. Le radar indique la vitesse. Au-delà de 20 km/h, il demande de ralentir.

La municipalité a décidé d'installer cet appareil, car cet été, sur le carrefour très fréquenté par les vacanciers, deux accidents impliquant des piétons et des cyclistes se sont produits. "Un moyen de ralentir les vélos avant d'arriver sur les passages piétons", explique Albert Calamuso, adjoint à la Tranquillité publique.

Les données récoltées, comme le nombre de passages et les vitesses seront collectés pour améliorer la tranquillité de tout le monde. Francetv info 20.08

Pour cautionner leur guerre idéologique tout azimut, quand ils n'instrumentalisent pas les préjugés archaïques de la population, ils se servent de son comportement individualiste dont la société telle qu'ils l'ont façonnée est responsable, pour justifier toujours plus sa mise sous surveillance et le recours à des lois toujours plus liberticides ou répressives.

Après avoir déstabilisé ou détruit tous les rapports qui existaient dans la société qui permettaient à ses membres hétérogènes de vivre ensemble en se respectant mutuellement, ils édictent de nouveaux règlements destinés à encadrer la moindre humaine tout en restreignant un peu plus les libertés individuelles soumises à un carcan permanent, de telle sorte qu'à l'arrivée la population perd toute indépendance du fait qu'elle doit se conformer à un règlement qui lui est imposé au lieu de réfléchir librement aux meilleurs moyens d'établir des rapports normaux entre citoyen, ainsi petit à petit, insidieusement ils dépossèdent la population de tout esprit critique qu'elle ne doit surtout pas développer, de crainte qu'elle s'en serve un jour pour remettre en cause l'ordre établi.

Ils infantilisent et culpabilisent la population, ils la considèrent incapable de gérer les rapports les plus élémentaires au profit du législateur qui concentre tous les pouvoirs, jusqu'à s'insérer dans les rapports qui ne sont pas de son domaine mais qu'il entend encadrer, formater, régimenter, imposer, tandis que ceux qui mènent l'humanité à l'abîme peuvent continuer d'agir en toute impunité, ceci étant fait pour cela.

## Capri, c'est fini !

- Le port de Capri est à vendre ! - LePoint.fr

## Crise politique ouverte en Turquie.

- La Turquie appelée le 1er novembre à des élections anticipées - La Tribune

## Opération déstabilisation des Etats.

- Plus de 2.000 réfugiés acheminés par ferry au port grec du Pirée - Reuters

- L'État d'urgence décrété en Macédoine - Francetv info

- Macédoine: grenades assourdissantes contre des migrants - AFP

Il y avait la dette et le dollar ou son clone l'euro pour soumettre les peuples ou liquider leur souveraineté, les soumettre au joug du néolibéralisme, ils viennent d'ajouter un facteur supplémentaire de déstabilisation politique destiné à diviser la population et faire en sorte que ses différentes couches s'affrontent pendant qu'ils appliquent leur politique ultra réactionnaire.

Ils instrumentalisent les conséquences de leur politique impérialiste néocoloniale en escomptant en tirer profit sur le plan politique en servant sur un plateau un argument à l'extrême droite ou ayant le don d'alimenter la xénophobie et le racisme, dont ils sont de la sorte les responsables. Et tous ceux qui prétendent combattre contre le racisme tout en refusant de rompre avec leurs institutions s'en font les complices consciemment ou non, consciemment s'agissant des dirigeants de la pseudo-gauche et extrême gauche.

## ACTUALITÉ DU JOUR

### En famille chez les imposteurs.

Grille de lecture.

Leurs véritables intentions ne sont guidées que par leur ambition ou des intérêts purement personnels qui coïncident avec leur soumission à l'ordre établi qui les a façonné, dont ils détiennent uniquement leur légitimité ou auquel ils sont redevables de leur mode de vie confortable à l'instar des représentants de la classe dominante dont finalement ils font partie sous des étiquettes diverses pour tromper les travailleurs et les tenir à distance du socialisme dont ils sont les fossoyeurs.

Rappelons que Varoufakis partagent la conception de l'Union européenne de Giscard ou des "pères fondateurs" de l'UE qui se trouvaient à Washington, c'est lui-même qui l'a déclaré lors d'un entretien que nous avons mentionné dans une précédente causerie. J'ai retrouvé l'interview en question, il a dit "Ce n'est pas dans cette Europe que nous, ou Gonzales, ou Papandreou, ou Giscard d'Estaing, ou Helmut Schmidt etc, nous sommes engagés. Nous avons besoin de retrouver le sens de l' "être Européen " et de trouver des voies pour recréer le rêve démocratique de prospérité partagée."

Varoufakis n'a pas voulu sauver le peuple grec, mais l'euro et l'UE, il n'a jamais dit autre chose.

- Mélenchon va rencontrer Varoufakis dimanche à Paris - AFP

- Montebourg-Varoufakis : le jeu des sept ressemblances - Rue89

En famille recomposée, pardon, décomposée.

- Régionales : EELV ne sait à quelle gauche s'allier - LeMonde.fr

- Régionales: Placé rejette des alliances "contre-nature" avec le Parti de gauche - AFP

Le sénateur écologiste Jean-Vincent Placé a réitéré vendredi ses attaques à l'encontre d'une éventuelle alliance "contre-nature" PG/EELV pour les régionales dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie.

"Je ne comprends pas du tout les ressorts", a déclaré Jean-Vincent Placé à son arrivée aux journées d'été des écologistes, qui se tiennent de jeudi à samedi près de Lille.

"On était déjà dans une division avec le PS et le PCF et, en plus, on va chercher une alliance contre-nature, incompréhensible", a-t-il dénoncé.

"Le pire n'est jamais absolument certain. On va voir ce qui se passe le 12 septembre dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie et en Paca", a-t-il dit.

Ce jour-là, les militants EELV de la région sont appelés à se prononcer sur une alliance avec le Parti de gauche.

"C'est vrai que si dans ces régions aussi essentielles pour la gauche et que nous gouvernons d'ailleurs -nous sommes dans les exécutifs sortants et nous y travaillons très bien depuis plusieurs mandats- on se retrouvait avec cette stratégie complètement suicidaire d'alliance avec l'extrême gauche qui fracture encore plus la gauche alors qu'elle a besoin d'unité et de rassemblement, nous aurions des conclusions à en tirer", a-t-il dit.

"Mais j'espère que la raison reprendra le dessus", a ajouté Jean-Vincent Placé.

Interrogé pour savoir si ces "conclusions" pourraient être une scission d'EELV comme il l'avait évoquée la veille sur le site lemonde.fr, Jean-Vincent Placé a éludé: "On verra ça le moment venu".

Les écologistes ont choisi de se présenter en autonomie vis-à-vis du PS dans toutes les régions. Dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie et en Paca où le FN pourrait être au second tour, les écologistes sont en discussion avec des composantes du Front de gauche dont le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon.

Une démarche contre laquelle se sont érigés plusieurs parlementaires, dont la députée de Picardie Barbara Pompili et le sénateur Jean-Vincent Placé.

"Je ne suis pas content. Ces journées d'été exclusivement tournées sur un affichage de relation d'accord avec l'extrême gauche ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux", a également dit le sénateur de l'Essonne.

"La priorité écologique est de plus en plus présente pour tout le monde (...) et je pensais qu'après les discussions qu'on avait eues avant l'été, on aurait des discussions" axées sur "l'écologie, l'environnement, la transition énergétique", a-t-il regretté.

- Mélenchon s'invite avec fracas dans les débats électoraux des écologistes - AFP

"Les Verts ont choisi de faire des listes autonomes mais, dans six régions sur 13, ils s'unissent à nous. Ils disent une chose et en font une autre! En plus, ils veulent partout avoir la tête de liste et compter le score pour EELV: c'est sectaire", a lâché M. Mélenchon dans un entretien à Sud-Ouest publié au deuxième jour de l'université d'été d'Europe Écologie-Les Verts.

Et d'aller jusqu'à demander "à (s)es amis de n'être dans aucune liste plutôt que de subir cette annexion".

"Jean-Luc le dit avec ses mots, mais il est vrai qu'il faut tout reconsidérer, repartir dans un climat plus respectueux", abonde Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, invité comme chaque année aux universités d'été des écologistes près de Lille.

"Il est bien évident que, quand on propose le rassemblement, il faut rappeler à EELV qu'il n'est pas obligé de reconstituer ce qu'il a reproché au PS : le rassemblement ne doit pas être un ralliement", glisse-t-il.

"Ce sont des accords de partis sur le fond!", rétorque Sandrine Rousseau, tête de liste EELV pour le Nord-Pas-de-Calais/Picardie, pour qui "on n'est pas du tout dans le "qui mange qui"".

La veille, le Parti de gauche avait d'ailleurs appelé ses alliés du Front de gauche et ses partenaires d'EELV et de Nouvelle donne à se "rencontrer dans les prochains jours" en vue des élections régionales de décembre.

"Nous pensons que ces rassemblements doivent se faire autour d'un label national commun", jugeaient Éric Coquerel et Danielle Simonnet, coordinateurs politiques du PG.

Vendredi, la secrétaire nationale d'EELV Emmanuelle Cosse leur a adressé une fin de non-recevoir, estimant qu'il n'y a pas de discussions nationales, parce qu'il n'y en a pas pour les régionales. Il n'y en a pas eu avec le PS. Il n'y (en) aura pas non plus (...) avec le Parti de gauche".

"Ce n'est pas moi qui prends la décision, ce n'est pas Jean-Vincent Placé non plus, ce sont les militants!" répond Sandrine Rousseau en rappelant que la veille, la ministre de la Santé Marisol Touraine invitée aux journées des écologistes et qui appelait à un rassemblement avec le PS dès le premier tour a été huée par la salle.

Laurent Fabius, invité à participer à une plénière sur la COP 21 a bénéficié d'un accueil plus serein. Peut-être parce qu'il n'a pas abordé la question des régionales.

"On travaille très bien ensemble" pour la préparation de la COP 21, a-t-il déclaré à la presse, soulignant le "rôle important" des écologistes qui, "depuis très longtemps, appellent notre attention sur les questions d'environnement et en particulier les questions de climat". AFP 21.08

### [Et c'est reparti avec une journée d'action.](#)

- CGT, FSU et Solidaires appellent à la mobilisation le 8 octobre - Reuters

La CGT, FSU et Solidaires ont appelé jeudi à une journée de mobilisation interprofessionnelle le 8 octobre et invité les autres syndicats et les organisations de jeunesse à travailler sur des initiatives communes lors d'une réunion fin août.

Les trois syndicats mettent au premier rang de leurs revendications une augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux et du point d'indice des fonctionnaires.

Ils demandent en outre une réduction du temps de travail, la pérennisation et l'amélioration de la protection sociale et la protection des services publics.

"Cédant aux pressions des puissances financières, au Medef, aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité", dénoncent les trois syndicats dans un communiqué.

"Accompagnées par une bataille idéologique inédite, des politiques pour l'emploi se traduisent trop souvent par des mesures de régression sociale qui vont impacter tous les salarié(e)s", ajoutent-ils. Reuters 21.08

En revendiquant le "modèle social" qui a permis au capitalisme d'assurer sa pérennité, ils témoignent leur totale soumission au régime en place.

Rompre avec les appareils corrompus des syndicats devrait figurer dans les statuts d'un véritable parti ouvrier pour en garantir au moins théoriquement l'indépendance, dans le cas contraire c'est laisser la porte ouverte à toutes sortes de manoeuvres d'appareils dans le dos des travailleurs et des syndicalistes ou des militants du parti ouvrier.

Quand on observe la conception de la lutte de classe adoptée par les différents partis dits ouvriers tout au long des 70 dernières années, on devrait se demander à qui elle a réellement profité et dans quelle perspective politique elle s'inscrivait, on s'apercevrait que tout au long de la seconde moitié du XXe siècle que des millions de travailleurs ont été sacrifiés sur l'autel du consensus passé entre les représentants de la classe dominante et ceux de la petite bourgeoisie, des classes moyennes, des couches supérieures de la classe ouvrière ou l'aristocratie ouvrière assurant ainsi la stabilité sociale et politique du régime, au lieu de prendre en compte en priorité les besoins des couches défavorisées abandonnées à leur triste sort et orienter leur combat vers l'émancipation du capital ou le renversement du capitalisme.

La collusion avec les appareils vendus des syndicats est incompatible avec une politique indépendante conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs, c'est les trahir et trahir en même temps le socialisme.

En gros on pourrait résumer la lutte des classes des partis ouvriers au cours de la seconde moitié du XXe siècle à un combat animé uniquement par le désir de voir les propres revendications immédiates de leurs membres satisfaites pour améliorer leur mode de vie ou de travail sans se soucier du reste, sans avoir développé la moindre conscience politique du processus historique dans lequel leur combat s'inscrivait, et on en veut pour preuve que quelques décennies plus tard, lorsque la réaction passa à l'offensive généralisée contre l'ensemble de nos acquis ou droits sociaux, surpris ou pris au dépourvu, ils furent totalement impuissants à la combattre et empêcher qu'ils soient remis en cause les uns après les autres, tout simplement parce que leurs dirigeants avaient fait en sorte que le niveau de conscience politique de leurs militants n'atteignent jamais ce niveau ce qui permettait de continuer de les manipuler comme cela avait toujours été le cas, tandis que ces dirigeants conservaient le contrôle de leurs appareils et de leurs troupes, ce qui pour eux constituait l'essentiel.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Syrie

##### 1.1- Syrie : des dizaines de militaires syriens tués - francophone.sahartv.ir

Attentats en série à la voiture piégée.

En Syrie, l'explosion d'une bombe, dans le Sud, a laissé une trentaine de morts. Une voiture piégée a explosé, mercredi, non loin d'un hôpital militaire, dans la ville de Harasta, à Rif-Damas, au Sud de la Syrie. Pas moins d'une trentaine de militaires syriens ont été tués, tandis que d'autres étaient blessés, dans cet attentat, a rapporté la chaîne d'information Sky News.

Une autre voiture piégée a explosé, hier, mercredi dans la ville de Kameshli, dans la province de Hassaka, au Nord-Est de la Syrie, incident qui s'est soldé par la mort de plus de 50 personnes, tandis que de 70 autres étaient blessées.

Le siège des forces de sécurité kurdes, situé à proximité de la place d'Al-Sanaa, était visée dans cette attaque. Le groupe terroriste Daech a revendiqué cet attentat terroriste. francophone.sahartv.ir 20.08

##### 1.2- Golan syrien bombardé par Israël: cinq civils tués - francophone.sahartv.ir

Le Golan syrien, cible des attaques sionistes.

Les chasseurs du régime sioniste ont pilonné des régions du Golan syrien, tuant, ainsi, pas moins de cinq civils. Selon le site d'information libanais, Al-Khabar Press, citant l'armée syrienne, les avions de combat du régime occupant Qods ont ouvert le feu sur une voiture particulière, entraînant la mort de civils.



Un responsable de l'armée israélienne a prétendu, pour sa part, que les individus tués étaient responsables de l'attaque au missile d'hier contre un village, dans les territoires occupés. La télévision officielle syrienne a, aussi, rapporté que les chasseurs-bombardiers du régime sioniste avaient attaqué, la nuit dernière, une base, dans la région de Quneitra. francophone.sahartv.ir 21.08

### 1.3- Aides militaires d'Ankara au Front al-Nosra en Syrie - francophone.sahartv.ir

Des sources d'information révèlent les aides militaires du gouvernement turc au groupe terroriste du Front al-Nosra en Syrie.

Des médias turcs ont révélé de nouveaux les aides militaires du gouvernement turc au Front al-Nosra, groupe terroriste qui est la branche syrienne d'al-Qaïda.

Selon la chaîne Al-Alam, les aides militaires et les armements sont envoyés en Syrie pour les terroristes du Front al-Nosra par l'intermédiaire du comité de secours, des droits de l'Homme et des libertés.

Ce comité qui dépend du gouvernement d'Ankara a envoyé récemment 14 camions en Syrie. Neuf de ces camions étaient accompagnés des journalistes qui ont couvert les nouvelles des aides humanitaires d'Ankara aux Syriens, tandis que 5 autres camions étaient surveillés, jusqu'à la destination finale par les agents du renseignement turc qui ont remis les camions et leurs cargaisons aux membres du groupe terroristes du Front al-Nosra.

Le quotidien britannique « Times » a écrit à son tour que le gouvernement d'Ankara a annoncé vouloir se battre contre les terroristes de Daech en Syrie, afin de pouvoir envoyer ses aides au groupe terroriste d'Ahrar al-Cham. Les membres de ce groupe terroriste reçoivent régulièrement des armes et des munitions que la Turquie leur envoie. « Times » a ajouté que la semaine dernière, les chefs d'Ahrar al-Cham ont émis une fatwa qui autorise la coopération de leurs effectifs avec les Etats-Unis et la Turquie. francophone.sahartv.ir 20.08

### 1.4- Syrie : l'ultime message de Poutine à Obama - francophone.sahartv.ir

Poutine ne laissera pas tomber Assad.

Debkafile, le site proche des milieux du renseignement de l'armée sioniste revient sur l'événement, qui constitue un message clair de Poutine à l'adresse d'Obama et d'Erdogan.

"Le déploiement des MIG-31 intercepteurs de la Russie, dans l'aéroport militaire de Mez, à Damas, constitue un message de Moscou, à l'adresse des Etats Unis et de la Turquie : "La Russie soutiendra, jusqu'au bout, Assad, et s'opposera, fermement, à la formation d'une zone d'exclusion aérienne ou toute implication directe des Américains et des Turcs, dans la guerre, en Syrie". Et Debka d'ajouter : "La Russie vient de livrer six MIG-31 à la Syrie, qui sont déployés, dans l'aéroport de Mez, situé près de Damas. C'est le signe de la ferme volonté de Moscou d'apporter son soutien à la Syrie et de mobiliser, si nécessaire, sa force militaire, pour défendre son allié".

Et Debka de poursuivre : " La décision de livrer des MIG-31 à Assad a été prise par la plus haute instance décisionnelle russe, à savoir, Vladimir Poutine, et ce, alors que les Etats Unis, la Turquie et l'Arabie saoudite et l'Iran semblent se diriger vers une solution politique de la crise syrienne; les MIG, des Antonov et des missiles, qui viennent de débarquer, cette semaine, en Syrie, ne sont pas, uniquement, un signe de soutien, mais font partie d'une opération de sauvetage d'Assad". "Les MIG-31 russes rivalisent, en effet, avec les F-16 américains, qui sont déployés sur la base aérienne turque d'Ingirlik, depuis le 9 août, et qui en décollent, à destination de la Syrie. Poutine veut faire comprendre à Obama qu'il est, parfaitement, prêt à déployer davantage de chasseurs, pour le contraindre, lui et Erdogan, et qu'il ne les laissera pas faire ce qu'ils veulent d'Assad et de son régime". francophone.sahartv.ir 20.08

### 1.5- Une seconde base militaire russe sur le sol syrien - francophone.sahartv.ir

Le journal "Al-Qods al-Arabi", citant des sources bien informées a écrit que Damas était d'accord avec une seconde base militaire russe, sur le territoire syrien.

Une source bien informée a déclaré dans un entretien avec "Al-Qods al-Arabi" que la Syrie avait demandé à la Russie de créer une nouvelle base militaire, dans la ville portuaire de Jabala. Ce sera, après la base de Tartous, la deuxième base militaire russe en Syrie. Selon cette source, Damas a donné son aval à la construction de cette deuxième base qui sera plus moderne et plus importante que la base de Tartous. "Al-Qods al-Arabi" a écrit que le président syrien Bachar al-Assad avait annoncé, dans un entretien avec une chaîne russe, en mars dernier, que les possibilités de la construction d'une base militaire russe en Syrie existaient.

Le chef de l'Etat syrien avait dit que son pays attendait une telle proposition et qu'il l'accepterait bien sûr. Le président syrien avait affirmé que vu le rôle important de la Russie dans le rétablissement de la stabilité mondiale, plus la présence de la Russie est renforcée dans la région, plus la stabilité régionale sera garantie. « La décision de Moscou de vouloir construire une nouvelle base en Syrie signifie le fait que la Russie respecte son engagement envers sa coalition stratégique avec Damas et qu'elle ne permettra jamais que le régime syrien soit renversé. Car son alliance avec la Syrie est liée à la nature militaire et politique actuelle de la Syrie, qui s'inscrit, à vrai dire, dans la lignée de l'ère de l'ancien président syrien Hafiz Assad », a conclu "Al-Qods Al-Arabi". francophone.sahartv.ir 21.08

## 2- Irak

2.1- Irak : Daech utilise des armes américaines, israéliennes, turques et saoudiennes. - francophone.sahartv.ir

Le porte-parole des forces populaires irakiennes a déclaré que les terroristes de Daech utilisent des armes en provenance des pays étrangers dont les Etats-Unis, Israël, la Turquie et l'Arabie saoudite.

Ahmad al-Assadi a déclaré que dans la province irakienne de Salaheddin, la progression des forces irakiennes est relativement lente en raison de la nécessité du nettoyage de toutes les cachettes des terroristes de Daech et de la présence des populations civiles dans de nombreuses zones.

« Notre stratégie consiste à infliger le maximum de dégâts aux ennemis et à réduire le taux des dégâts parmi nos forces », a-t-il ajouté. Al-Assadi a déclaré que Daech a utilisé un drone à la raffinerie de Baiji. Ce drone a été abattu par les forces populaires irakiennes.

Quant à l'opération de la libération de la province d'al-Anbar, Ahmad al-Assadi a déclaré que les forces militaires et les forces populaires sont arrivées à 5 Km de la ville de Ramadi, chef-lieu de la province d'al-Anbar, tandis que la ville de Faloudja est encerclée entièrement par les forces irakiennes. francophone.sahartv.ir 20.08

2.2- Irak : la Coalition internationale, complice de Daech - francophone.sahartv.ir

La Coalition anti-Daech, un obstacle devant la victoire des forces irakiennes.

Dans la conjoncture où les forces irakiennes poursuivent leurs opérations anti-Daech, un membre de la Commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien a accusé la Coalition internationale anti-Daech d'avoir fourni aux terroristes des armes sophistiquées.

Hassan Salem, un membre de la Coalition de la sécurité et de la défense du Parlement irakien, a déclaré : «Les forces de la Coalition internationale anti-Daech alimentent les terroristes takfiris en armes sophistiquées, dans différentes régions de l'Irak, et cela constitue le plus grand obstacle à la libération des zones occupées par Daech». Et d'ajouter : «Il revient à Bagdad de faire pression sur la Coalition internationale, pour qu'elle mette fin à la fourniture d'armements modernes aux terroristes de Daech, et, aussi, à ses tergiversations, qui sont à l'origine du ralentissement de la progression des forces irakiennes, dans les opérations de libération des zones occupées par Daech».

Les responsables irakiens qualifient de mensongère, la lutte de la soi-disant Coalition anti-Daech contre les terroristes, dénonçant la faible volonté de cette Coalition d'éradiquer les terroristes. Dans la foulée, Karim al-Nouri, le Porte-parole de la Force de la défense populaire, a déclaré : «Malgré les tergiversations intérieures et extérieures, dans la lutte contre les terroristes, les forces de la Défense populaire et les militaires de l'armée poursuivent leurs efforts, pour rétablir la paix et la sécurité, dans différentes régions de l'Irak, jusqu'à ce que ces dernières soient purifiées, entièrement, de la présence des terroristes takfiris. En ce qui concerne la situation, à Al-Anbar, Karim al-Nouri a expliqué : «Les forces irakiennes ont lancé des opérations d'envergure, sur divers fronts de la province d'Al-Anbar, afin de resserrer l'étau autour des terroristes. La province d'Al-Anbar sera, bientôt, émancipée de la main des terroristes».

Par ailleurs, Salim al-Jobouri, le Président du Parlement irakien, a réitéré l'impératif de la réalisation des réformes, au sein des systèmes militaires et sécuritaires, afin de pouvoir mieux lutter contre les terroristes. Il a, ensuite, fait part de l'adhésion de 3.000 forces volontaires aux rangs des combattants qui luttent contre Daech. «La victoire, face au groupe terroriste Daech, nécessite une faible unité politique et militaire. Sur le terrain, un drone appartenant au groupe terroriste Daech a été abattu, jeudi, dans la province d'Al-Anbar.

Evoquant le lourd bilan des morts, dans les rangs de Daech, Nouman Abd al-Zoubaï, un haut gradé de l'armée, a fait part des affrontements en cours, aux alentours de Ramadi, Chef-lieu de la province d'Al-Anbar, dans l'Ouest de l'Irak. Les forces irakiennes sont arrivées à abattre un drone de reconnaissance de Daech, dans la localité d'Al-Baghdadi, dépendant d'Al-Anbar. Moïn al-Khazemi, un commandant de haut rang de la Force de la défense populaire, a confirmé les lourds dégâts et pertes en

vie humaine infligés aux terroristes, à Al-Anbar et à Ramadi, en 24 heures. Il a, ensuite, déclaré que la phase finale de l'opération de libération de Ramadi serait lancée, dans un proche avenir. Du côté des terroristes, ils ont rendu publiques, sur les réseaux sociaux, des images montrant la destruction des objets antiques des musées de la province de Ninive, située dans le Nord d'Irak. francophone.sahartv.ir 21.08

### 3- Yémen

#### 3.1- Le premier aveu américain sur le Yémen - francophone.sahartv.ir

##### L'Arabie saoudite fait usage de bombes à fragmentation

Un responsable du ministère américain de la Défense a déclaré que l'Arabie saoudite s'était dérobée, jusqu'ici, à signer le traité de l'interdiction des armes à sous-munition, et qu'elle ne cessait de se servir de bombes à fragmentation "made in US", au Yémen.

Selon l'agence de presse Tasnim, le Département d'Etat américain n'a pas, encore, répondu aux questions, sur l'utilisation des bombes à fragmentation, dans l'agression contre le Yémen, mais un responsable du Pentagone, ayant requis l'anonymat, a annoncé, dans un entretien avec "USA News", que le régime des Al-e Saoud avait fait usage de bombes à fragmentation, dans ses raids aériens sur le Yémen. Le colonel Steve Warren, ancien porte-parole de l'armée américaine, avait souligné, dans une interview, réalisée en mai, que le Pentagone était en train d'examiner des rapports, selon lesquels l'Arabie saoudite aurait utilisé des bombes à sous-munition, dans son offensive contre le Yémen, appelant toutes les parties à respecter les lois internationales sur les droits de l'Homme, en vue de réduire, a minima, le nombre de victimes civiles.

Les bombes à fragmentation, dans des endroits où les civils sont dispersés, pourraient faire des victimes, des années plus tard, après les attaques. francophone.sahartv.ir 21.08

#### 3.2- Yémen: Un hélicoptère Apach saoudien abattu - francophone.sahartv.ir

Les forces de l'armée yéménite et des comités populaires ont abattu un hélicoptère saoudien à coup d'un missile sol-air.

Selon la chaîne yéménite Al Maseera, les forces nationales yéménites composées de l'armée et d'Ansarallah l'hélicoptère de type Apache a été abattu à al Khoya dans la province de Jizan. Le commandement des garde-frontières saoudiens à Jizan a également été pris pour cible des missiles Grad. Le poste frontalier se trouvait à Zahran Assir. Cinq autres missiles Grad ont été tirés contre la base de al Hajaz, dans cette même localité. francophone.sahartv.ir 21.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 23 août 2015

### CAUSERIE

Pondichéry 16h13.

Depuis une semaine, Selvi (45 ans, ma compagne) a commencé à apprendre à écrire sa langue maternelle, le tamoul. Elle maîtrise les 12 voyelles, dont les 5 accentuées dont la graphie est différente. Tous les matins et tous les soirs dès qu'elle a un moment elle fait des pages d'écriture et elle s'applique à écrire correctement. On vient de faire un test de mémorisation ou de reconnaissance de ces lettres qu'elle a passé avec succès.

Elle est enthousiaste comme une petite fille qui va à l'école pour apprendre quelque chose. C'est moi qui l'aie motivée à fond, je lui ai communiqué ma soif insatiable d'acquérir des connaissances pour penser librement. Je l'encourage, je lui donne des conseils, je la guide et surtout je lui impose une certaine discipline sans laquelle rien n'est possible.

Je suis un professeur implacable mais souple, pas d'ordres ou d'exercices dont elle n'aurait pas compris au préalable la logique ou le bienfondé, je ne suis pas un maton et je n'ai pas un esprit policier ou dominateur, d'opresseur ou encore de dictateur en herbe, j'ai en horreur les donneurs de leçons qui généralement sont de piètres pédagogues, mais plutôt des démagogues ou des dogmatiques, vous avez vu où cela nous a mené en politique, au désert théorique ou presque.

On nous dit qu'il ne sert à rien de vouloir élever le niveau de connaissance ou de conscience des masses exploitées et qu'on parviendra à prendre le pouvoir avec une armée de zombies, arriérés, décomposés, dégénérés. C'était sans doute valable jadis quand des barbares devaient succéder au pouvoir à des barbares, qu'un seul mot suffisait à soulever et à transformer en

hordes sanguinaires dévastant tout sur leur passage et massacrant tout ce qui bougeait, je ne crois pas que cela serait le meilleur moyen d'avancer sur la voie du socialisme.

Que cette réflexion vienne d'intellectuels, démontre simplement qu'ils n'ont jamais été capables de prendre du recul sur leur propre expérience de la vie ou qu'ils n'ont jamais su l'analyser.

Il fut une époque qui n'est pas très éloignée de la nôtre, où la société n'était pas saturée d'informations en tous genres, où il était beaucoup plus difficile ou impossible d'accéder à certaines connaissances, où élever son niveau de connaissance nécessitait beaucoup plus de volonté et d'efforts que de nos jours. Saturé d'informations du matin au soir, les masses ne peuvent y demeurer indifférentes, elles se les approprient en partie ou par bribes, elles en discutent, y réfléchissent parfois et se forgent des convictions justes ou erronées, polémiquent, se déchirent, bref il est impossible d'affirmer qu'elles n'auraient aucune influence sur elles (jusqu'à se faire manipuler) ou qu'elles s'en détourneraient, qu'elles y demeureraient insensibles.

Partant de là et en examinant notre propre parcours sachant qu'on vient de très très loin, il est clair que le niveau de conscience de l'immense majorité des masses peut progresser relativement vite, dès lors qu'on leur en donne les moyens sans attendre le déclenchement de la révolution ou qu'un processus révolutionnaire voie le jour auquel cas on pourrait attendre encore longtemps.

Si personnellement j'ai réussi à élever mon niveau intellectuel en partant pratiquement de zéro pour finalement arriver à lire et comprendre des articles de vulgarisation dédiés à la mécanique ou à la physique quantique par exemple, je n'ai jamais eu la prétention de rivaliser avec les physiciens. Donc lorsque mes détracteurs me reprochent de vouloir porter le niveau de consciences des masses au niveau du programme de la révolution socialiste, je me dis qu'ils me font un mauvais procès d'intention ou qu'ils détournent mes intentions, peut-être parce qu'ils ont une conception élitiste et archaïque de la lutte de classe, pour n'avoir pas intégré l'évolution de la société qui a eu lieu lors de la seconde moitié du XXe siècle qui a influencé le comportement des masses et plus particulièrement leur mode de pensée, qui à défaut de déboucher sur une claire vision de la société pour pouvoir la changer, les a soustrait malgré elles à l'ignorance profonde dans laquelle elles baignaient jusqu'alors, et qu'une fois enclenché ce processus, elles allaient s'avérer demandeur ou vouloir s'instruire davantage, d'où le nombre croissant de jeunes accédant aux études supérieures, la multiplication des bibliothèques municipales très fréquentées, etc.

Il ne faut pas grand chose pour stimuler ce processus et lui permettre de franchir de nouvelles étapes. Certes, cela peut apparaître comme une tâche ingrate pour celui qui ne sait pas comment s'y prendre. C'est la même chose avec l'éducation d'un enfant quand on tend à réfléchir à sa place au lieu de tenir compte des besoins qu'il exprime, il suffit de l'observer et d'avoir la patience de l'écouter pour l'aider à progresser, éveiller sa curiosité.

On oublie souvent que cette curiosité est pratiquement innée à la condition humaine et sans laquelle la civilisation humaine n'aurait jamais vu le jour. Elle fait partie de son patrimoine génétique qui doit l'élever de la plus profonde ignorance à la connaissance, puis à la maîtrise de sa condition, une fois qu'il en aura pris conscience pour s'émanciper du règne de la nécessité qui guide ses pas depuis sa naissance jusqu'à la conquête de sa liberté qui en sera l'ultime étape. Entre la découverte de ses doigts de pied qui remuent indépendamment de sa volonté et la complète maîtrise de sa condition, il existe de nombreuses étapes que l'homme peut franchir tout au long de son existence pour peu que les conditions lui soient favorables, et lorsque ce n'est pas le cas, c'est à nous de faire en sorte de créer les conditions qui lui permettraient de venir à bout de cet obstacle temporaire, non pas artificiellement mais en partant de ses propres expériences dont il n'a pas su jusqu'à présent tirer tous les enseignements qui auraient pu l'éclairer sur sa condition, autrement dit tous les matériaux nécessaires à son évolution existent, ils sont simplement enfouis sous un fatras d'idées préconçues et erronées ou encore de préjugés que la classe dominante lui a inculqués et dont il faut l'aider à se débarrasser.

On peut démonter un à un tous les arguments que nos détracteurs nous opposent, y compris celui que progresser n'intéresserait pas les travailleurs, que seules des questions d'ordre sociale ou politique les concerneraient. Quand Marx et Engels organisaient au milieu du XIXe siècle des réunions publiques auxquelles participaient des ouvriers (des menuisiers par exemple) sur le thème du travail, salaire, profit, et qu'ils leur expliquaient le fonctionnement du capitalisme, cela n'avait aucun rapport avec une question sociale ou politique particulière, encore moins avec celle d'une catégorie professionnelle donnée, et ces réunions rencontraient un fier succès parce que ces ouvriers avaient soif de connaissance, ils voulaient comprendre pourquoi leur condition d'existence était si terrible tandis que celle de leur maître était dorée pour mieux pouvoir les combattre par la suite ou faire valoir leurs droits légitimes. Prenons un exemple, je ne pense pas qu'une réunion sur le thème du fonctionnement de l'industrie financière ou de la monnaie aurait un rapport ou serait perçue comme telle par les infirmières qui se mobilisent pour défendre leurs conditions de travail. Et pourtant c'est la gageure qu'avait accompli Marx et Engels il y a un siècle et demi en arrière avec des ouvriers qui étaient loin d'avoir atteint le niveau de développement de nos infirmières. Et pourquoi organisaient-ils ces réunions ? Pardi, mais pour gagner ces ouvriers au socialisme, au parti ouvrier révolutionnaire !

Plus près de nous, bien que cela ne s'adresse pas forcément aux mêmes mêmes couches de travailleurs, le M'PEP et Onfray (qui n'est pas vraiment notre tasse de thé) rencontrent un certain succès en reprenant cette méthode. Sans parler des centaines de milliers de travailleurs et jeunes qui se connectent sur des portails ou des blogs d'informations pour essayer de comprendre dans quel monde ils vivent, ce qui témoigne de leur volonté à progresser.

Comme je le dis souvent, on peut nier tous ces arguments tirés de la réalité, on peut tout nier, mais dans ce cas-là je ne vois



pas vraiment comment on va aller de l'avant. Le déni n'a jamais constitué un argument, il est vain et puéril, infantile même, mais bon, il paraît qu'en vieillissant on retournerait en enfance à nos dépens. Il interdit de fait toute discussion sérieuse, cela va de soi.

Et décréter que la guerre idéologique et psychologique que mène en permanence, frénétiquement la classe dominante en direction des masses n'aurait aucune importance, aucun effet ou aucune influence sur son comportement et son mode de pensée est une aberration totale, une contrevérité qui exprime le refus obstiné de se tourner résolument vers elles. Elle sert à les conditionner pour les détourner de la lutte de classes, pour les empêcher de prendre conscience de leur condition et trouver la voie de leur émancipation. Elle influe donc directement sur la lutte des classes qu'on le veuille ou non. Elle est le ver qui va pourrir de l'intérieur le fruit qui ne demande qu'à mûrir, afin que celui qui en est porteur n'en profite jamais, elle participe à l'aliénation, à l'asservissement des masses et c'est pour cette raison que nous la combattons féroce.

On peut préférer s'adresser à des élus du PS ou du PCF qui assument le passé épouvantable de ces partis ou qui préfèrent l'ignorer ou encore s'abstiendront d'en faire état parce qu'ils le partagent ou le revendiquent, à des responsables syndicaux qui tiennent leur mandat de directions traitres ou corrompus et qui s'en accommodent fort bien, c'est peut-être plus valorisant pour un militant, mais jusqu'à preuve du contraire on ne voit pas très bien où cela peut nous mener à part une impasse politique, puisque c'est là que nous a conduit cette expérience qui dure depuis plus de 30 ans. Nous ne tirons pas la légitimité de notre combat d'éléments extérieurs au socialisme, nous la tenons des masses exploitées pour peu qu'on se tourne résolument vers elles... A suivre.

On a ajouté quelques nouveaux articles.

### [L'homo Sapir dans tous ses états ou le masque de l'imposture sans cesse renouvelée.](#)

Sapir : « *Varoufakis a prouvé qu'une autre politique est possible* ».

Vraiment, il a fallu qu'il recourt à la méthode Coué pour s'en convaincre.

*"Il est donc évident que Yanis Varoufakis cumule les caractéristiques qui devraient en faire un exemple pour une certaine gauche."*

Qu'il est préférable de ne pas caractériser si elle vous ressemble. Sapir est une caricature en soi. Il passe son temps à écrire des articles en sélectionnant certains facteurs qu'il met en scène et à commettre des analyses qui seront démentis par les faits avant que l'encre de son dernier ne soit sèche. Cela ne le gêne pas le moins du monde. La contradiction ou le ridicule n'ont aucune emprise sur lui apparemment, en voici un exemple.

Vous avez retenu ce qu'il avait dit précédemment, qui est infirmé par l'intéressé lui-même, Varoufakis, l'ex-ministre des Finances de Tsipras et membre de Syriza. Il persiste et signe à affirmer qu'il a toujours été contre la sortie de l'euro et qui plus est de l'UE, mais Sapir a lu le contraire, où, mystère !

- Varoufakis (Yanis Varoufakis : « Nous avons trahi la grande majorité du peuple grec ! » - Arrêt sur Info 21.08):

Propos recueillis à Athènes par Pavlos Kapantais.

Varoufakis – Je crois que nous avons trahi la grande majorité (62%) du peuple grec. En même temps, il est évident que ce résultat n'était pas un mandat de sortie de la zone euro. Comme Alexis Tsipras, j'ai toujours été opposé à ce scénario, même si je critique avec virulence l'architecture de l'eurozone. (C'est clair et sans équivoque. - LVOG)

Etiez-vous matériellement prêt à sortir de l'euro ?

Varoufakis – C'est une question intéressante pour la zone euro dans son ensemble. Le problème, c'est qu'on ne peut pas envisager sérieusement une éventuelle sortie d'un pays de la zone euro. Car dès que la discussion commence, le mécanisme est enclenché et aussitôt les banques du pays concerné s'écroulent. Par conséquent, il est tout simplement impossible d'avoir un plan B opérationnel. (C'est clair et sans équivoque. - LVOG)

Alexis Tsipras n'a donc jamais sérieusement envisagé ce scénario?

Varoufakis – Je crois que cela n'a jamais été envisagé, ni par Tsipras, ni par moi. " (C'est clair et sans équivoque. - LVOG)

Pensez-vous que l'administration et l'Etat grec sont capables de se réformer ?

Varoufakis – Evidemment ! Il ne faut pas être négatif. Depuis une vingtaine d'années, il y a eu de nombreux progrès. (C'est clair et sans équivoque. - LVOG)



Varoufakis, fils d'un grand industriel, est un petit bourgeois réactionnaire comme Tsipras et il s'emploie à le justifier, point barre. Quand on a flirté un jour avec le marxisme et qu'on lui a tourné le dos pour s'engager dans une autre voie politique, il est rare qu'il en soit autrement dans l'avenir, surtout quand personnellement on n'a aucun intérêt à renouer avec lui.

La causerie du matin.

Réaction à chaud sur un des aspects des derniers développements de la situation en Grèce. Vous pouvez nous envoyer tous les articles ou documents que vous trouvez sur la Grèce, merci de la part de nos lecteurs qui sont de plus en plus nombreux, il y a eu 328 connexions à la page d'accueil du portail avant-hier.

Le programme de la nouvelle plateforme de gauche grecque l'Unité populaire regroupant 13 ou 14 partis ou organisations dont nous avons eu un bref aperçu, pose plusieurs questions.

- Que représentent ces partis ou organisations ?
- Qui organisent-ils, sont-ils profondément ancrés dans toutes les couches des masses laborieuses ?
- Quelle est leur capacité de mobilisation dans la jeunesse ?
- Par quels moyens comptent-ils pouvoir appliquer leur programme ?

Il manque deux éléments capitaux dans leur programme :

- La rupture avec les institutions grecques conçues par et pour le capital, l'abrogation de la Constitution.
- L'appel à la mobilisation générale du prolétariat grec et sa jeunesse devant s'accompagner de la constitution de comités d'action ou d'assemblée populaire à travers tout le pays représentant toutes les couches de travailleurs et leurs organisations et partis luttant à leur côté pour le socialisme.

C'est la tâche la plus urgente à réaliser, regrouper, rassembler les travailleurs avec leurs organisations et partis, afin qu'ils se dotent d'une représentation politique indépendante de l'Etat des capitalistes dans la perspective de le renverser et de prendre le pouvoir.

Sans cette résolution clairement exprimée à marcher vers la rupture avec le capitalisme et ses institutions, vers le socialisme, il sera impossible de réaliser l'unité de la classe et d'atteindre ces objectifs politiques. Ces comités d'action doivent lier les principales revendications sociales urgentes des travailleurs aux moyens et objectifs politiques dont ils doivent se doter ou qu'ils doivent se fixer (la liquidation de l'ensemble des institutions grecques et la prise du pouvoir) pour les atteindre afin de pouvoir satisfaire ces revendications sociales.

Cela doit déboucher dans un premier temps sur une situation de double pouvoir. Ces comités d'action devront élire leurs délégués à l'Assemblée nationale populaire ou Assemblée constituante souveraine, qui constituera l'embryon du nouveau pouvoir, du nouvel Etat ouvrier. L'Assemblée nationale populaire aura pour mandat d'élire le gouvernement révolutionnaire et de définir le programme d'actions ainsi que les tâches ou les moyens à mettre en oeuvre pour le réaliser au niveau national.

Il est clair que sans la mobilisation des masses révolutionnaires et leur organisation, aucun de ces objectifs ne pourra être atteint.

La crise grecque devait déboucher à un moment ou un autre sur la recomposition du mouvement ouvrier et le rassemblement de son avant-garde sur la base du socialisme, bien qu'on puisse formuler de sérieuses réserves sur les intentions réelles des dirigeants des 13 ou 14 partis ou organisations qui ont constitué l'Unité Populaire. Syriza était voué à l'éclatement depuis que Tsipras avait bafoué les résultats du référendum du 5 juillet dernier.

Reste à savoir s'il existe en Grèce une organisation ou un parti qui incarne réellement le socialisme et qui pourrait se développer au cours du processus révolutionnaire qui vient de s'ouvrir pour en conquérir la direction avec les autres tendances ou courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier, car le chemin sera semé d'embûches avant de réunir les conditions politiques permettant le renversement du régime en place.

Je dois avouer à ce stade mon ignorance en la matière, je n'ai pas suffisamment d'éléments en ma possession pour m'avancer plus loin. Ce serait bien que des camarades nous fournissent des informations ou leurs avis que l'on partagerait avec nos lecteurs.

Dors et déjà, les derniers développements en Grèce vont alimenter la crise qui traverse tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier en France et dans tous les pays de l'UE.

J'ai relevé un commentaire d'un militant du PG qui en donne un premier aperçu (Du blog de Matthias De Lozzo sur Mediapart)

- " *Je milite au PG et concrètement, pour les rassemblements citoyens en vue des régionales. C'est le même mouvement.*

*Je soutenais Syriza, je me suis trompé (Xipetotec a en partie raison, nous n'avons pas seulement été "trahis", nous avons péché par aveuglement. Les indices existaient). Aujourd'hui, je soutiens UP."*

Mais il reste aveugle au fait que Mélenchon n'est rien d'autre que le Tsipras français, un imposteur, ce qu'il vient de démontrer en s'alliant avec des partis de droite pour les prochaines élections régionales, outre EELV, Nouvelle Donne, Cap 21 de Corinne Lepage issue de l'UMP.

La scission de Syriza pourrait entraîner celle du PG et la dislocation du Front de gauche, peut-être pas à ce stade, mais à terme en fonction des prochains développements si l'Unité Populaire obtenait le soutien de la majorité des masses populaires grecques.

La scission de Syriza va également alimenter la crise au sein du PCF dont les dirigeants continuent de soutenir l'UE et l'euro. Et elle pourrait se répercuter au sein du POI également en crise, sa direction auto-proclamée et la tendance du POI-CCI créée par D. Gluckstein ayant déjà publié des analyses divergentes sur l'interprétation de la situation en Grèce. Idem au NPA dont la direction avait porté la même appréciation sur la trahison de Tsipras que Mélenchon que contestent un grand nombre de ses militants.

Maintenant, si on peut se fier à l'évolution des positions adoptées par les militants de base de ces partis qui correspond à une réelle prise de conscience de la situation en Grèce et du rôle de chacun de ses protagonistes, on n'accordera aucun crédit aux revirements de position d'un Mélenchon ou d'un Laurent qui prennent le train en marche pour ne pas se couper de leur base ou se retrouver en minorité dans leur propre parti.

On terminera par une vidéo d'Eric Toussaint, qui est membre du Conseil scientifique d'ATTAC France et le porte-parole du CADTM International. Cette vidéo est intitulée *Eric Toussaint témoigne sur la capitulation du gouvernement Tsipras - Arrêt sur Infos 20.08*. (Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=SBJphlckEdg>)

Cette vidéo est un extrait de la conférence organisée le 13 août 2015 à Lasalle par le Collectif cévenol de solidarité avec le peuple grec. L'intégralité de cette conférence est disponible à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=ZAZHGwS0BZk&feature=youtu.be>

Ce qui est intéressant dans cet extrait, c'est qu'on y voit ATTAC capituler à son tour ou Toussaint se démentir pour convaincre les 130 participants à cette conférence, qu'il existe une solution à la crise grecque sans rompre avec l'UE et sans sortir de l'UE. On peut donc en déduire que les dirigeants d'ATTAC n'échapperont pas à la discussion entre leurs adhérents sur la plate-forme politique de l'Unité Populaire qui comporte la sortie de l'UE et la rupture avec l'euro.

En réalité, c'est l'intrégralité du mouvement ouvrier qui va se saisir de cette question, et les militants vont interpeller leurs dirigeants pour qu'ils prennent clairement position pour la rupture avec l'euro et la sortie de l'UE. On peut donc estimer que la recomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde en Grèce va se répandre à travers toute l'Europe, à des degrés et des rythmes divers en fonction de leur composition et des conditions sociales qui existent dans chacun des 29 pays de l'UE.

Un internaute avait posté ce commentaire à la suite de cette vidéo qui confirme ce que nous venons de dire :

- " *Toussaint aborde largement ce sujet dans sa dernière conférence. On y apprend même que Pierre Laurent lui-même était plutôt opposé à cet audit (public de la dette grecque - LVOG) car la position du PGE n'est pas (ou plus) l'annulation de la Dette.*

*La position de Toussaint est elle-même ambiguë puisque le CADTM ne propose pas a priori une annulation (sinon l'audit n'aurait aucun intérêt), mais de lier cet audit à un moratoire sur le paiement. Ce qui lui a valu les critiques du KKE et d'Antarsya. Bien entendu Varoufakis était absolument contre le moratoire car il considérait que les Grecs devaient payer le FMI rubis sur l'ongle, quitte à se "saigner" (Varoufakis a utilisé cette expression). Et c'est exactement la politique qui a été suivie jusqu'au bout par le gouvernement grec."*

Ces derniers développements ou la crise qui mûrit au sein du mouvement ouvrier grec, était prévisible et nous l'attendions depuis plus d'un an. Nous savions que la position de Syriza était intenable à terme et qu'il exploserait une fois placé aux pieds du mur, nous connaissions les réelles intentions de Tsipras depuis son voyage à Washington, nous avons relaté tout cela dans plusieurs causeries dans lesquelles nous n'avions manifesté aucune illusion dans Tsipras ou Syriza. Et dès le 13 juillet 2015, nous ne nous sommes pas contentés d'affirmer que Tsipras avait capitulé face à l'Eurogroupe ou la troïka, nous avons précisé qu'il n'avait jamais eu l'intention d'adopter une autre attitude.

Cependant, au regard de la composition de Syriza qui regroupait notamment différentes organisations d'extrême gauche se réclamant du trotskysme ou du maoïsme, nous nous sommes dits qu'il était préférable de ne pas tirer tout de suite à boulets rouges sur cette coalition hétéroclite, et que lorsque l'heure de vérité sonnerait les contradictions qui la traversaient finiraient par être intenable et seraient exposées au grand jour par ses différents acteurs, et que par conséquent il valait mieux le ménager temporairement en faisant preuve de patience sans pour autant taire nos désaccords évidemment. Puisque Syriza était sur la bonne voie pour se retrouver à la tête de l'Etat grec et qu'il était évident que cette expérience s'avèrerait dévastatrice pour sa direction ou son courant majoritaire, il valait mieux laisser les travailleurs grecs le porter au pouvoir puisque c'était le souhait qu'ils exprimaient ou cela correspondait à leur niveau de conscience politique.

En résumé, sans soutenir ouvertement Syriza au cours de l'année écoulée nous avons fait preuve de retenu, car nous savions que la crise grecque était vouée à s'amplifier du fait de l'absence de volonté de ses dirigeants de la résoudre conformément aux besoins des travailleurs, et que la conscience des masses était destinée à mûrir, ces deux facteurs devaient précipiter l'accélération des événements ou le dénouement de cette crise politique qui devait se transformer en crise révolutionnaire.

Et si nous n'avons pas fait la même analyse avec le Front de gauche, c'est parce que sa composition était totalement différente de celle de Syriza, placé essentiellement sous la tutelle de staliniens et de sociaux-démocrates corrompus, rien ne pourrait jamais en sortir qui soit favorable à la refondation du mouvement ouvrier ou à la recomposition ou au rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire du fait qu'elle en était absente. Nous nous étions posé la question de l'opportunité tactique de soutenir le Front de gauche lors des élections de 2012, puis au regard du constat précédent et ayant diagnostiqué que le PS pourrait gouverner en se passant du Front de gauche, nous avons décidé de ne pas le soutenir et de continuer de démasquer sa nature contre-révolutionnaire.

## [Dossier grec](#)

Unité populaire, nouveau parti de la gauche radicale grecque ! - agoravox.fr

Stathis Kouvelakis

25 députés de Syriza ont quitté le groupe parlementaire de leur parti pour créer un nouveau groupe sous le nom d'Unité Populaire. La plupart de ces députés sont affiliés à la Plateforme de gauche de Syriza C'est une évolution majeure dans la politique grecque, mais aussi pour la gauche radicale, en Grèce et au niveau international.

Athènes, le 21 août 2015

Tôt dans la matinée [le 21 août 2015], 25 députés (1) de Syriza ont quitté le groupe parlementaire de leur parti pour créer un nouveau groupe sous le nom d'Unité Populaire. La plupart de ces députés sont affiliés à la Plateforme de gauche [de Syriza], mais d'autres également se sont joints comme Vangelis Diamantopoulos ou Rachel Makri, une proche collaboratrice de Zoe Kostantopoulou. C'est une évolution majeure dans la politique grecque, mais aussi pour la gauche radicale, en Grèce et au niveau international.

Trois éléments doivent être soulignés.

- Le premier est que "Unité Populaire" est le nom du nouveau front politique qui regroupera les treize organisations de la gauche radicale qui ont signé le texte du 13 août appelant à la constitution du Front du Non. Ce Front est, par conséquent, le premier résultat concret d'une recomposition au sein de la gauche radicale grecque. Une recomposition qui tire les leçons de ces cinq dernières années et bien sûr, de l'expérience de Syriza au pouvoir et de la catastrophe qui en résulte. Mais le but du Front est plus large que ça, c'est de donner une expression à ces forces sociales qui ne se reconnaissent pas nécessairement comme faisant partie de la gauche mais veulent se battre contre l'austérité, les mémorandums et le retour de la Troïka via le nouveau mémorandum.

- Le deuxième est que l'objectif du front est de constituer l'expression politique du Non, comme il a été exprimé dans les élections de janvier et lors du référendum du 5 juillet. Les principales lignes programmatiques sont la rupture avec l'austérité et les mémorandums, le rejet de toutes les privatisations et la nationalisation sous contrôle social des secteurs stratégiques de l'économie, en commençant par le système bancaire, l'annulation de la majeure partie de la dette grecque (en commençant par l'arrêt immédiat du remboursement) et, plus largement, un ensemble de mesures radicales qui feront pencher l'équilibre des forces en faveur des travailleurs et des classes populaires et qui ouvrira le chemin de la reconstruction progressiste du pays, de son économie et de ses institutions.

Ces objectifs ne peuvent être réalisés sans sortir de la zone euro (2), comme la récente catastrophe l'a abondamment démontré, et sans rompre avec l'ensemble des politiques institutionnalisées par l'UE. Le Front luttera également pour un combat internationaliste unitaire autour d'objectifs communs à l'échelle européenne et internationale et appuiera la sortie de l'OTAN, la

rupture des accords existants entre la Grèce et Israël et l'opposition radicale aux guerres et interventions impérialistes. Ce programme de transition se place dans la perspective d'un socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle.

- Le troisième est que ce nouveau groupe parlementaire est maintenant le troisième en taille au parlement grec, devant Aube Dorée, le parti néonazi. Cela signifie que, dans les prochains jours, son dirigeant, Panagiotis Lafazanis, aura un mandat de constituer un gouvernement qui durera pendant trois jours, comme le stipule la Constitution grecque. Après la démission du gouvernement Tsipras ce mandat est maintenant entre les mains du deuxième parti du Parlement, la Nouvelle Démocratie, principal parti d'opposition de droite. Ce laps de temps sera utilisé par l'Unité Populaire pour déclencher un vaste débat et la mobilisation de toutes les forces sociales qui veulent combattre l'austérité et les mémorandums, les précédents ainsi que le nouveau.

Le programme du parti et l'ensemble de ses soutiens parmi lesquelles des personnalités de la gauche grecque, ce qui devrait être assez impressionnant, seront rendus publics en début de la semaine prochaine. [agoravox.fr](http://agoravox.fr) 21.08

## Notes

(1) - Les députés signataires sont : Panagiotis Lafazanis, Stathis Leoutsakos, Kostas Isichos, Rachel Makri, Kostas Lapavitsas, Dimitris Stratoulis, Evgenia Ouzounidou, Thanasis Petrakos, Stefanos Samoilis, Athanasios Skoumas, Yannis Stathas, Alexandra Tsanaka, Despina Charalambidou, Eleni Psarea, Thomas Kotsias, Aglaia Kyritsi, Vasilis Kyriakakis, Michalis Kritsotakis, Ioanna Gaitani, Litsa Amanatidou, Yannis Zerdelis, Kostas Delimitros, Ilias Ioannidis, Zisis Zannas and Vangelis Diamantopoulos. La presse grecque spéculé sur la possibilité que quatre autres député-e-s rejoignent les 25 premiers signataires.

(2) - Lors de la conférence de presse organisée le 21 août dans le Parlement, Panagiotis Lafazanis, ancien ministre de l'Energie du gouvernement a expliqué que « si pour annuler le mémorandum il s'avère nécessaire de nous orienter vers la sortie de l'euro, nous le ferons », ajoutant qu'une telle sortie sera « préparé ».

- Grèce : les « frondeurs » de la Syriza lancent leur propre parti - [lemonde.fr](http://lemonde.fr)

La Syriza a fait long feu. Après que les déchirements internes au parti ont provoqué la démission du premier ministre grec, Alexis Tsipras, la frange la plus à gauche de la Coalition de la gauche radicale (Syriza) a annoncé, vendredi 21 août, la création d'un nouveau parti indépendant, baptisé « Unité populaire », et la constitution d'un groupe parlementaire formé de vingt-cinq anciens députés du parti Syriza.

Cette nouvelle formation sera dirigée par l'ancien ministre de l'énergie Panagiotis Lafazanis, 63 ans. Celui-ci avait pris la tête de la fronde contre le troisième plan de renflouement financier de la Grèce négocié par Alexis Tsipras, assorti de nouvelles mesures d'austérité. L'adoption de ce plan contre l'avis d'une quarantaine des cent quarante-neuf députés Syriza avait fait perdre au premier ministre sa majorité.

Panagiotis Lafazanis a accusé Alexis Tsipras d'avoir décidé « l'organisation d'élections anticipées, ce qui est antidémocratique », et d'avoir cédé par peur aux pressions des créanciers, l'Union européenne et le Fonds monétaire international. « Qui gouverne la Grèce, Juncker [président de la Commission européenne] ou Merkel [la chancelière allemande] ? », a-t-il lancé vendredi lors d'une conférence de presse. L'ancien ministre a affirmé que son objectif était d'en finir avec l'austérité, quitte à faire sortir la Grèce de la zone euro.

« Le pays ne tolère pas d'autres mesures d'austérité, s'il le faut nous allons procéder à la sortie de la zone euro, ce qui n'est pas un désastre, d'autres pays en Europe sont hors de la zone euro, il ne faut pas avoir peur ou diaboliser. »

## Troisième parti au Parlement

Ni Yanis Varoufakis, ancien ministre des finances qui avait été poussé à la démission au début de juillet, ni Zoé Konstantopoulou, présidente du Parlement, ne figurent dans la liste des « frondeurs ». Tous deux avaient pourtant été très critiques envers l'attitude d'Alexis Tsipras lors du vote du troisième plan d'aide.

Avec son effectif de vingt-cinq députés, Unité populaire deviendra la troisième formation du Parlement, derrière Syriza, en l'état actuel des choses, et le parti de droite Nouvelle Démocratie, mais devant le parti centriste To Potami et le parti d'extrême droite Aube dorée, qui comptent dix-sept élus chacun.

Un scrutin probable le 20 septembre

Selon la Constitution, Unité populaire devrait donc être consulté pour former un gouvernement de coalition. En effet, la démission du premier ministre entraîne automatiquement la procédure dite des « mandats exploratoires » : les trois premiers partis en nombre

de députés sont appelés, l'un après l'autre, à tenter de trouver une solution politique dans un délai de trois jours. Le président Prokopis Pavlopoulos a déjà rencontré le président de Nouvelle Démocratie, Evangelos Meimarakis, pour lui confier cette mission.

Il n'y a que très peu de chance pour que ce processus aboutisse, tant le paysage politique grec est fragmenté. Plusieurs médias grecs indiquaient déjà que le scrutin pourrait avoir lieu dès dimanche 20 septembre, soit huit mois à peine après l'arrivée au pouvoir de Syriza. Pour l'électeur grec, il s'agira de la cinquième élection en six ans. [lemonde.fr 21.08](#)

---

## ACTUALITE EN TITRES

### [En famille à la mangeoire avec la vermine](#)

- Parti de gauche, Cap21, Nouvelle Donne...: Pourquoi se sont-ils alliés à EELV pour les régionales? - [20minutes.fr](#)

Aux côtés des membres d'EELV, on trouve sur ces listes des représentants du Parti de gauche, de Cap21, de Nouvelle Donne ou encore d'Ensemble, qui ont trouvé dans une alliance avec les écologistes le moyen de peser dans les élections locales.

Avec à la clé la possibilité d'avoir des mandats : « EELV est un poids lourd en Ile-de-France avec 52 conseillers régionaux sortants, explique François Damerval, membre de Cap21, le parti de Corinne Lepage, en tête de liste dans l'Essonne. Pour nous, le rassemblement représente une chance d'être élu. » [20minutes.fr 22.08](#)

### [Tirez la chasse !](#)

- Une appli de messagerie pour chasser l'ennui des toilettes - [Slate.fr](#)

Je n'ai pas précisé avec quel calibre !

### [L'OTAN orchestre la déstabilisation de tous les pays de l'UE...](#)

- En Allemagne, des heurts éclatent à l'ouverture d'un centre pour réfugiés - [LeMonde.fr](#)

- Plusieurs milliers de migrants pénètrent de force en Macédoine - [Reuters](#)

- Méditerranée: jusqu'à 3.000 migrants à la dérive sur 18 bateaux - [AFP](#)

### [Stratégie du chaos et de la guerre.](#)

- Afghanistan: un nouvel attentat suicide fait 12 morts à Kaboul, dont trois étrangers - [AFP](#)

- Plusieurs milliers de migrants pénètrent de force en Macédoine - [Reuters](#)

- Yémen: raids et combats font plusieurs dizaines de morts à Taëz - [AFP](#)

- Le jeune noir tué par la police à St. Louis touché dans le dos - [Reuters](#)

---

## INFOS EN BREF

### **POLITIQUE**

Irak

- Daech utilise des obus de mortier chimiques - [francophone.sahartv.ir](#)

Les inspecteurs spéciaux de l'armée américaine ont annoncé que les restes des obus de mortier tirés par le groupe terroriste



Daech, contenaient des matières chimiques.

Auparavant, de multiples rapports du gouvernement syrien avaient fait part de l'utilisation par le groupe takfiri Daech d'armes chimiques et ses rapports avaient été remis au Conseil de sécurité des Nations Unies. Selon une autre dépêche, la Maison Blanche a prétendu, vendredi que dans les raids aériens américains contre les positions de Daech, en Irak, Fadhil Ahmad al-Hayali, haut assistant du chef du groupe terroriste Daech, avait été tué.

Ces allégations interviennent alors que de hauts responsables irakiens ont affirmé à plusieurs reprises que la coalition internationale anti-Daech n'avait pas effectué d'opération considérable contre les terroristes et qu'elle acheminait ainsi ses aides en armement aux terroristes. francophone.sahartv.ir 22.08

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Valognes: près de 2.000 personnes manifestent contre la fermeture des urgences - AFP

Près de 2.000 personnes ont manifesté samedi matin à Valognes (Manche) pour exprimer leur opposition à la fermeture, depuis le 6 août, du service des urgences de l'hôpital de cette localité de Normandie, a constaté un correspondant de l'AFP.

Parmi les manifestants, au nombre de 2.500 selon les organisateurs, de 1.700 selon la police, figuraient environ 150 élus locaux, venus notamment des communes limitrophes de Valognes, elles aussi concernées par la fermeture. Les députés Philippe Gosselin (Les Républicains) et Stéphane Travert (PS) étaient également présents.

Après s'être rassemblés devant la mairie, les participants ont marché en silence dans les rues de la localité derrière la banderole de l'Association citoyenne de défense du centre hospitalier, coorganisatrice avec la municipalité de la manifestation.

Quelques drapeaux des syndicats qui s'opposent à la fermeture étaient également visibles dans le cortège.

Arrivés devant l'hôpital, les manifestants ont observé une minute de silence dédiée à "tous les usagers des urgences".

La mesure de fermeture, le 6 août, du service des urgences de Valognes, commune située à 30 km au nord de la célèbre plage du Débarquement Utah-Beach, a été prise, à titre temporaire, par l'Agence régionale de santé (ARS) qui la justifie par une pénurie de médecins empêchant, selon elle, un bon fonctionnement du service.

Mais les opposants, qui dénoncent un "manque de concertation", redoutent que cette fermeture soit définitive. Ils évoquent notamment un projet gouvernemental visant à fermer tous les services d'urgence accueillant moins de 15.000 patients par an. En 2013, ceui de Valognes en a accueilli 13.000.

Dans un courrier vendredi au maire (DVD) de Valognes Jacques Coquerel, transmis à l'AFP par l'ARS, la ministre de la Santé Marisol Touraine a assuré "qu'aucune considération budgétaire n'est entrée en ligne de compte dans les décisions de suspension d'activité", et qu'elle a demandé à l'ARS, en lien avec l'hôpital, de "garantir (la) réouverture (du service des urgences) dans les meilleures conditions, et ce dès le mois de septembre".

Même si le Service mobile d'urgences et de réanimation (SMUR) de l'hôpital a déjà repris son activité dès le 15 août, la mobilisation ne faiblit pas.

Une centaines d'élus, dont 65 maires et le député Philippe Gosselin, ont écrit à Mme Touraine pour pointer les dangers pour la population d'une telle mesure, obligeant les habitants concernés (60.000 au total) à se rendre aux urgences à Cherbourg, à 25 minutes en voiture de Valognes.

Ils y soulignent notamment que la zone concernée connaît en période estivale un afflux important de touristes, notamment sur les plages du Débarquement, et que c'est aussi à la gare de Valognes que sont déchargées les matières nucléaires retraitées par Areva dans son usine de la Hague, qui concentre, à 26 km de là, le plus de matière radioactive en Europe.

Par ailleurs, une pétition s'opposant à la fermeture a déjà recueilli 10.000 signatures. Ses initiateurs espèrent en rassembler le double d'ici sa remise à l'ARS à Caen le 11 septembre.

Enfin, six communes et le syndicat CGT ont déposé le 20 août, devant le tribunal administratif de Caen, un recours en référé contre la fermeture des urgences. La date d'audience n'est pas encore connue. AFP 21.08

[Haut de page ↗](#)

Le 24 août 2015

## CAUSERIE

On nous avait vendu M. Kadhafi, S. Hussein et B. Al-Assad comme d'horribles dictateurs, alors qu'en réalité il avait élevé le niveau de développement de leur pays et le niveau ou la qualité de vie de la population à un degré à faire palir d'envie la population de pays comme la France ou les Etats-Unis.

Cela paraît démentiel et c'est pourtant la vérité.

On a fait l'objet d'une falsification de la réalité ou de l'histoire de la part des dirigeants du mouvement ouvrier notamment, dont on ne cesse jour après jour de découvrir l'ampleur monstrueuse, et c'est uniquement par le biais de médias dits alternatifs présents sur le Web qui diffusent des informations qui ont pu paraître également dans des ouvrages ou des publications dans différentes langues et souvent non traduits en français, qu'on parvient à réunir tous les éléments et toutes les preuves matérielles qui nous permettent de comprendre comment fonctionne ce qu'on pourrait appeler sans exagérer un gigantesque complot contre les peuples destinés à les maintenir dans l'ignorance et à manipuler leur conscience, cela inclut absolument tous les partis ouvriers et leurs satellites ou les formations qui en sont issus, car on a pris la précaution de le vérifier avant de lancer une telle accusation.

Pour ne pas être soupçonnés d'en faire partie, de gré ou de force sous la pression des événements ou malgré tout lorsque certaines informations parviennent à filtrer ou à passer l'épreuve de la censure et à devenir publiques à l'occasion de la guerre de communication que se livrent différents protagonistes, ou encore au fil du temps bien que plus rarement, lorsque la divulgation d'une information ne présente plus aucun intérêt ou aucun risque politique, ils lâchent quelques bribes ou quelques vérités qui souvent passeront inaperçues ou auxquelles personne ne portera réellement attention au point de les relier à des événements appartenant dorénavant au passé et réputés sans portée, donc qui ne modifieront pas la signification qu'on avait pu en donner précédemment et s'avèreront pour ainsi dire inutile à celui qui en prendra connaissance.

C'est en observant (et en suivant attentivement) des événements et la manière dont ils ont été traités sur le champs ou au cours des jours suivants, puis semaines après semaines, mois après mois, années après années et qu'on les relie aux dernières informations qui sont parvenues jusqu'à nous, qu'on se forge l'intime conviction qu'on est en présence d'une formidable entreprise de désinformation généralisée que ne soupçonnent pas les travailleurs et les militants, et qui correspond à la définition d'une conspiration tournée contre eux. J'emploie volontairement ces termes avec énormément de précautions sachant l'instrumentalisation dont ils font l'objet pour ne pas passer pour un adepte de la théorie du complot qui sert à nous détourner de la réalité, ils correspondent hélas fidèlement à la signification qui en est donnée habituellement ou généralement admise.

C'est à peine croyable, c'est quelque chose qu'on a du mal à concevoir ou imaginer tellement elle est contraire à nos principes et elle nous est étrangère. Du coup, on se dit qu'il est impossible de partager la moindre interprétation d'un événement qui se serait produit il y a des dizaines d'années ou davantage sans rechercher d'autres sources d'information traitant du même sujet et recouper leurs contenus pour ne pas se faire manipuler, autrement il faut prendre ces informations au conditionnel ou ne leur donner qu'une valeur temporaire, relative, s'il arrive qu'on soit amené à y faire référence ou à s'en servir dans une démonstration ou une argumentation.

Personnellement, je considère que c'est le comble de la malhonnêteté de ne pas diffuser certaines informations capitales à la compréhension de la situation ou qui permettrait d'interpréter correctement un événement, parce que cela correspond à un choix délibéré destiné à tromper les travailleurs et les militants pour leur faire adopter une position finalement sans principe et qui ne servira que les intérêts de ceux qui auront recouru à cette méthode méprisable.

Partant de ce constat, on accordera une confiance zéro à absolument tous les partis sans exception. Certains parmi nous hurleront encore au scandale en lisant ces lignes, qu'ils s'en prennent à leurs dirigeants qui sont indignes de nous représenter, qu'ils les virent ou les mettent au pas, qu'ils se donnent les moyens de les contrôler car apparemment ils sont hors de tout contrôle, ce qui pour moi est quelque chose d'inimaginable dans un parti ouvrier ; qu'ils s'en accommodent est de leur unique responsabilité et non de la nôtre qui consiste à dire ce qui est et à dénoncer ceux qui passent leur temps à nous tromper, à nous mentir délibérément.

Que je puisse me tromper et cela m'arrive, c'est normal, je ne peux pas traiter seul les informations venant des quatre coins du

monde, je n'ai pas le temps de faire des recherches pour recouper chaque information, je m'étais planté sur la Libye, puis j'ai rectifié le tir, publiquement. S'agissant de l'actualité quotidienne j'essaie de trouver différentes sources d'information qui traitent d'un même sujet en faisant attention qu'elles ne relèvent pas de la propagande, ou je dois me demander qu'est-ce qui relève de l'information et qu'est-ce qui relève de la propagande, qui consiste à mettre en relief ou l'inverse certains facteurs plutôt que d'autres en fonction de son orientation politique, celle de son journal ou portail.

Mais la question qu'on a abordé est beaucoup plus grave que cela, puisqu'elle ne concernait pas l'interprétation des faits mais la rétention de l'information, le refus de porter à notre connaissance certains faits qui pourraient modifier notre appréciation de la situation ou nous aider à mieux la comprendre. On entend souvent dire que tout serait embrouillé et qu'il serait extrêmement difficile de s'y retrouver, etc. non seulement c'est fait exprès, mais ils en sont tous, chacun y met la main à la pâte, c'est cela qui est complètement dingue. Plus loin je reviens sur la Libye, mais prenez l'affaire grecque, depuis que Syriza avait le vent en poupe jusqu'à sa minable capitulation du 13 juillet dernier et les semaines qui ont suivies jusqu'à ce 24 août 2015, on aura eu le droit à absolument tout de la part de tous les partis, pour finalement que des médias alternatifs diffusent des informations sur ses principaux dirigeants qui ne laissaient aucun doute sur leur nature et leurs réelles intentions, mais même avant cela ils avaient publié certains faits (le voyage de Tsipras à Washington) qui permettaient de se forger une conviction inébranlable sur cette question précise, que les partis occulteront jusqu'à ce jour notez bien.

Il fallait donc analyser les développements de la situation en Grèce depuis janvier 2015, lorsque Syriza a remporté les élections législatives, en tenant compte de ces données précieuses pour diagnostiquer l'évolution probable de la situation sans colporter la moindre illusion dans Syriza ou sa volonté ou non de rompre avec la troïka, sur l'interprétation du référendum du 5 juillet dernier et ses résultats, etc. au contraire ils ont été jusqu'à occulter la lettre de capitulation que Tsipras avait envoyé à la troïka 10 jours avant, tout cela pour soutenir la tenue de ce référendum et ses résultats parce qu'ils en avaient décidé ainsi, faussant ainsi l'analyse qu'on pouvait en faire. Si vous prenez la Syrie, vous aboutirez au même constat en mille fois pire et ainsi de suite.

Et le plus dingue, car là cela dépasse l'entendement, c'est qu'ils n'ont même pas conscience que les militants disposent tous d'Internet et connaissent tous les principaux portails d'information alternatifs, donc qui peuvent vérifier eux-mêmes ce qu'on vient de dénoncer, qui peuvent s'apercevoir que leur parti ne joue pas le rôle qui devrait être le sien, que leurs dirigeants se foutent d'eux comme s'ils les ignoraient, à croire qu'ils en sont restés non pas au boulier comme me l'avait dit un jour Christian Eyschen (Kovacs pour les intimes du POI-CCI), mais à l'époque de l'ORTF de papa et maman ou grand-papa et grand-maman.

Au moment où la recomposition du mouvement ouvrier se précipite, on aurait préféré sa refondation, mais bon on est bien obligé de partir de la réalité ou de faire avec ce qui est, il nous a semblé qu'il était important d'insister sur cette question, l'honnêteté absolue de nos dirigeants sur lesquels les militants doivent avoir un moyen de contrôle, un peu dans l'esprit de ce qu'avait formulé Trotsky (en 1938 ou 39 dans un entretien avec des dirigeants américains si je ne me trompe pas) envers les intellectuels qui devraient être contrôlés par les ouvriers du parti, car ils avaient la fâcheuse tendance à s'écarter des intérêts fondamentaux des travailleurs et du marxisme.

Tout se sait un jour ou l'autre. Bon, d'accord, vous me direz que la vérité est révolutionnaire et qu'il n'existe pas ou plus de parti révolutionnaire donc tout le monde s'en fout, tout le monde peut se permettre de raconter tout et n'importe quoi sans que cela porte à conséquences. Détrompez-vous si vous le pensez, car même si c'est une pratique largement répandue, le jour où on s'aperçoit qu'on nous a trompé, généralement on le prend très mal, c'est un argument suffisant pour ne plus obéir à des ordres, refuser de se plier à une discipline, on peut estimer que cela revient à avoir violé les statuts du parti, dorénavant on ne se fierait plus à qui que ce soit, pas même à nos dirigeants qui ne le méritent pas, etc. donc c'est loin d'être sans conséquences pour la vie et le fonctionnement d'un parti.

Personnellement je pars du principe que dès lors qu'on m'a trompé une fois, c'est qu'on a déjà eu l'occasion de me tromper et qu'il n'y a aucune raison que cela cesse du jour au lendemain, je claque la porte ou je romps mes relations avec la personne en question, car non seulement j'ai été manipulé mais j'aurais manipulé d'autres travailleurs ou militants, rien que cette idée est totalement inadmissible, insupportable. On se trompe, on en a connaissance, on corrige, on s'excuse, cela fait partie de la vie, mais là il s'agit de tout à fait autre chose.

Deux commentaires d'internautes qui m'ont inspiré en partie pour rédiger l'article précédent.

- *"Ce qui est vraiment hallucinant avec internet c'est que celui qui cherche la vérité la trouve vraiment facilement. En multipliant les sources on peut vraiment se faire un tableau d'ensemble aisément, si on a l'esprit et les yeux ouverts. Ce qui m'hallucine personnellement c'est que cela intéresse très peu de gens..."*

La question est dès lors de savoir pourquoi. Parce que la population est habituée à ce qu'on pense et décide à sa place. Mais aussi parce qu'elle n'en ressent pas la nécessité, quelque part elle se satisfait de son sort. Et puis à quoi cela lui servirait-il, plus prosaïquement qu'est-ce qu'elle aurait à y gagner, je parle matériellement ou financièrement rien, or c'est la seule chose qui l'intéresse vraiment. Sans perspective politique, sans espoir de pouvoir changer la société, sans idéal, à quoi bon, non ?

- "C'est vrai ce n'est pas facile mais nous devons tous à un moment remettre en question notre conditionnement... Les égos se braquent à cette idée mais il y a l'égo et il y a la conscience !"

La conscience passe après des principes ou des facteurs individuels et rustres comme l'ambition, le statut social, les biens matériels. Et puis le conditionnement est pratique, car à la portée de la main, économique, puisqu'il ne nécessite aucun effort, confortable, car en terrain connu, rassurant, parce que partagé par le plus grand nombre.

Penser ne suffit pas contrairement à ce que pense la majorité des gens qui finalement se laissent vivre ou pensent par procuration, il faut apprendre à penser et cela ne s'improvise pas, cela nécessite d'être motivé par quelque chose, d'avoir un objectif à atteindre abstrait ou matériel, au mieux un idéal.

L'égo domine la conscience et témoigne qu'elle n'est pas parvenue à maturité...

### Quelques vidéos

1-Syrie : Fabriquer la contestation

[https://www.youtube.com/watch?v=84YzV9gTf\\_I](https://www.youtube.com/watch?v=84YzV9gTf_I)

Le documentaire «Fabriquer la contestation » décrit la guerre psychologique devant conduire au renversement du gouvernement syrien par des puissances étrangères. Il montre comment les médias ont contribué directement à l'effusion de sang en Syrie.

Réalisé en 2012 par les journalistes Lizzie Phelan et Mostafa Afzalzadeh ce documentaire comprend :

- La preuve de faux rapports diffusés / publiés par CNN, BBC, Al Jazeera et d'autres
- Des entretiens avec des Syriens: un acteur, un artisan, un journaliste, un résident de Homs et un militant qui ont tous été touchés par la crise.
- Il dé-construit les principales allégations présentées par divers acteurs, à savoir que le gouvernement syrien aurait systématiquement réprimé des manifestations pacifiques perdant ainsi sa légitimité
- Il montre comment de telles allégations sont étayées par des preuves insuffisantes et ne sont que de la propagande devant servir les intérêts de la politique étrangère des pays engagés dans la déstabilisation de la Syrie.

Manufacturing Dissent est un documentaire anglophone sur la guerre psychologique menée par les médias principaux pour faciliter le renversement du gouvernement syrien selon l'agenda occidental. Il montre comment les médias ont contribué directement à l'effusion de sang en Syrie.

Le documentaire dé-construit les principales allégations présentées par ces acteurs , à savoir que le gouvernement syrien aurait systématiquement réprimer des manifestations pacifiques perdant ainsi sa légitimité. Il montre comment de telles allégations sont étayées par des preuves insuffisantes et ne sont donc que de la propagande pour servir les intérêts de la politique étrangère de leur pays.

Ce documentaire comprend :

- La preuve de faux rapports diffusés / publiés par des gens comme CNN, BBC, Al Jazeera et d'autres
- Des entretiens avec un échantillon de la population syrienne : un acteur, un artisan, un journaliste, un résident de Homs et un militant qui ont tous été touchés par la crise.

Produit par les journalistes Lizzie Phelan et Mostafa Afzalzadeh.

2- Kadhafi, la vérité d'une journaliste qui se trouvait sur place

[https://www.youtube.com/watch?v=32AsOAEA\\_sc](https://www.youtube.com/watch?v=32AsOAEA_sc)

(Ce que la gauche et l'extrême gauche, la totalité des partis dits ouvriers sans exception ont honteusement censuré lors de bombardement de la Libye par l'OTAN, parce que cela ne cadrerait pas avec leur caractérisation de Kadhafi et le régime en place en 2011.

En fait, c'est un peu plus compliqué. On y viendra plus loin. - LVPG)

Et pour rappel avant la destruction du pays. Ce qu'offrait la politique sociale du Colonel Kadhafi au peuple libyen :

- 1- L'électricité à usage domestique est (était) gratuite !
- 2- L'eau à usage domestique est (était) gratuite !
- 3- Le prix d'un litre d'essence est de 0,08 EUROS !
- 4- Le coût de la vie en Libye est beaucoup moins élevé que celui qui prévaut en France. Par exemple, le prix d'une demi-baguette de pain en France est d'environ 0,40 Euros, tandis qu'en Libye il est de 0,11 Euros !
- 5- Les banques libyennes accordent des prêts sans intérêts !
- 6- Les citoyens n'ont pas d'impôts à payer, et la TVA n'existe pas !
- 7- La Libye est le dernier pays dans la liste des pays endetté ! La dette publique est à 3,3% du PIB ! En France, elle est à 84,5% ! Aux US, 88,9% ! Aux Japon à 225,8%
- 8 – Le prix pour l'achat d'une voiture (Chevrolet, Toyota, Nissan, Mitsubishi, Peugeot, Renault...) est au prix d'usine (voitures importées du Japon, Corée du sud, Chine, Etats-Unis...) !
- 9- Pour chaque étudiant voulant faire ses études à l'étranger, le « gouvernement » attribue une bourse de 1627, 11 Euros par mois !
- 10- Tout étudiant diplômé reçoit le salaire moyen de la profession du cursus choisi s'il ne trouve pas d'emploi !
- 11- Lorsqu'un couple se marie, l'« État » paie le premier appartement ou maison (150 mètres carrés) !
- 12- Chaque famille libyenne, sur présentation du livret de famille, reçoit une aide de 300 euros par mois !
- 13- Il existe des endroits nommés « Jamaiya », où on vend à moitié prix les produits d'alimentation pour toute famille nombreuse, sur présentation du livret de famille !
- 14- Pour tout employé dans la fonction publique, en cas de mobilité nécessaire à travers la Libye, l'« État » fournit une voiture et une maison gratuitement. Et quelque temps après, ces biens sont à lui.
- 15- Dans le service public, même si la personne s'absente un ou deux jours, pas de déduction de ces jours sur son salaire, et pas de justificatif de maladie.
- 16- Tout(e) citoyen(ne) libyen(ne) n'ayant pas de logement peut s'inscrire auprès d'un organisme d'« État », et il lui en sera attribué un sans qu'il ou elle n'avance aucuns frais, et sans crédit. Le droit au logement est fondamental, en Libye. Et un logement doit appartenir à celui qui l'occupe.
- 17- Tout citoyen libyen souhaitant faire des travaux dans sa maison peut s'inscrire auprès d'un organisme d'« État », et ces travaux seront effectués gratuitement par des entreprises de travaux publics choisies par l'« Etat ».
- 18- Le souci de l'égalité entre hommes et femmes prévaut, et les femmes ont accès à des fonctions importantes et à des postes de responsabilité.
- 19- Chaque citoyen(ne) libyen(ne) peut s'investir activement dans la vie politique et dans la gestion des affaires publiques, aux niveaux local, régional et national, dans le cadre d'un système de démocratie directe (cela va des Congrès populaires de base, permanents, jusqu'au Congrès général du peuple, le grand congrès national qui se réunit une fois par an) : sur 3,5 Millions d'adultes, 600 000 citoyens participent activement à la vie politique !
- 20- La Libye est la première réserve pétrolière d'Afrique !



21- La Libye contient 1800 km de côtes sur la méditerranée et a un des taux d'ensoleillement les plus élevés au monde !

22- Les soins médicaux sont gratuits !

23- L'éducation secondaire et universitaire est gratuite. Le taux d'alphabétisation est supérieur à 90% !

24- Il y a des subventions sur toutes les denrées alimentaires de bases (ex : un kg de pâtes acheté 1€ à un producteur tunisien, le gouvernement libyen le revend 0,50€ aux Libyens) !

25- La Libye participe ardemment au développement de l'Afrique, à son indépendance vis-à-vis des occidentaux et leur système monétaire dictatorial. C'est plus de 60 milliards de dollars que l'état libyen était prêt à investir dans 25 pays d'Afrique pour donner du travail à des millions d'Africains.

26- La Libye est le septième fond souverain financier dans le monde ! Les réserves fiduciaires sont supérieures à celle de la Russie, par exemple. Fin

Si on s'en tient à la ligne politique réformiste du mouvement ouvrier français et son avant-garde, la Libye de Kadhafi, c'était le socialisme réalisé ! Ne vous marrez pas je suis très sérieux, c'est peut-être pour cela qu'ils n'ont cessé de le présenter comme un tyran, vous saisissez le lien, n'est-ce pas ?

Passons à un petit exercice pratique.

Dialogue fictif entre un philosophe, un militant et un ouvrier.

Le philosophe - Kadhafi est un tyran qui martyrise son peuple.

Le militant - Parfaitement d'accord.

L'ouvrier - Je prends note que vous êtes d'accord, Kadhafi est un horrible dictateur.

Le philosophe - C'est pourquoi nous avons décidé de bombarder ce qui incarne son pouvoir pour le contraindre à quitter le pouvoir, afin qu'il cesse de nuire à son peuple et de menacer la communauté internationale.

Le militant - Non, c'est uniquement au peuple libyen d'en décider.

L'ouvrier - Ce serait préférable en effet, on n'a pas à interférer dans les affaires intérieures d'un pays qui ne concernent que sa population.

Le philosophe - Sauf que sous le régime policier du colonel Kadhafi c'est impossible, inimaginable.

L'ouvrier - Evidemment, vu sous cet angle cela se discute, ce serait en somme réaliser une oeuvre salutaire de le débarrasser de ce tyran.

Le philosophe - Tout à fait, au XXI<sup>e</sup> siècle on ne peut pas laisser un peuple se faire massacrer sans réagir, sinon à quoi bon avoir des principes humanistes ou se réclamer de la démocratie et de la liberté.

Le militant - Il n'en demeure pas moins que la Libye est un Etat indépendant et souverain et que c'est au peuple libyen de décider de son destin et du sort qu'il réserve à Kadhafi.

Le philosophe - Dites donc, vous semblez accorder plus d'importance au sort de ce tortionnaire qu'à celui de son peuple.

Le militant - Pas du tout, l'autodétermination des peuples est un principe que personne n'a le droit de violer.

Le philosophe - Donc selon vous Kadhafi devrait continuer de violer la démocratie et de tyranniser son peuple impunément et indéfiniment.

Le militant - Je n'ai jamais prétendu une chose pareille, vous déformez ma pensée.

Le philosophe - Pas du tout, vous vous méprenez, je ne fais qu'interpréter ce que signifierait le maintien de ce boucher au pouvoir

pour son peuple qui mérite mieux. Notre devoir de démocrate nous impose de venir en aide à ce peuple menacer d'extermination parce qu'il a commencé à se soulever contre son dictateur.

L'ouvrier - Si c'est le peuple qui veut s'en débarrasser et que cette menace est sérieuse, cela paraît logique qu'on se porte à son secours, car c'est respecter la volonté de ce peuple.

Le philosophe - Notre militant se fait bien silencieux tout d'un coup.

Le militant - Non, je réfléchissais. En réalité il s'agirait plutôt de mettre la main sur son pétrole ou de piller les richesses de la Libye.

Le philosophe - Je m'attendais à cette répartie, mais mon pauvre, ce sont déjà des multinationales étrangères qui exploitent le pétrole libyen.

Le militant - Effectivement, mais ce sont des multinationales occidentales qui l'exploitent et elles ne veulent pas être supplantées par des multinationales russes ou chinoises.

L'ouvrier - Je crois qu'on s'écarte de notre sujet et je ne comprends pas où vous voulez en venir.

Le militant - C'est pourtant simple à comprendre, c'est pour des raisons économiques qu'ils veulent faire cette guerre.

Le philosophe - Si c'était le cas, ils n'auraient pas attendu si longtemps, ils auraient pu prendre comme prétexte les actes terroristes de Kadhafi pour l'éliminer, ils auraient eu le soutien de la communauté internationale.

Le militant - Sauf que la situation internationale ne s'y prêtait pas. Et puis le peuple libyen n'était en rien concerné ou menacé d'un nouveau massacre.

Le philosophe - Vous avez en partie raison, sauf qu'aujourd'hui c'est du sort de ce peuple dont il s'agit et il y a urgence à intervenir pour éviter un bain de sang.

L'ouvrier - En résumé, vous faites le même constat et vous vous réclamez tous les deux de principes ou valeurs que vous partagez, mais vous n'êtes pas d'accord sur la manière de les appliquer tout en étant d'accord sur leurs objectifs.

Le philosophe - Vous avez tout compris ou presque. J'estime qu'on ne peut pas laisser un peuple se faire massacrer d'où la nécessité d'une intervention militaire, alors que monsieur estime que le peuple libyen a le chef d'Etat qu'il mérite et qu'il n'a qu'à s'en prendre qu'à lui-même s'il lui a réservé un sort aussi horrible, et s'il s'avère incapable de l'écarter du pouvoir, en attendant des jours meilleurs qu'il en subisse les conséquences, on ne peut rien pour lui.

L'ouvrier - Cette idée m'est insupportable, et au-delà de tous les arguments que j'ai entendus c'est celui qui emporte ma conviction, on ne peut pas laisser faire une chose aussi abominable sans réagir.

Le militant - Pour moi ce qui est insupportable, c'est qu'un Etat décide de bombarder un peuple...

Le philosophe - Je vous interromps, excusez-moi, personne n'a jamais dit qu'il fallait bombarder le peuple libyen, mais uniquement les forces loyalistes fidèles à Kadhafi ou ses infrastructures militaires, et si dans la bataille le bourreau y laissait sa tête ce serait un immense soulagement pour tous les Libyens.

L'ouvrier - Cela me semble pertinent, cela vaut le coup d'essayer, au mieux un tyran sera éliminé, au pire il en sortira affaibli, dans les deux cas c'est le peuple libyen qui sera gagnant. Ce scénario est mesuré et me va très bien.

Le philosophe - Mais où est donc passé notre militant ?

L'ouvrier - Il aura profité que nous allumions une cigarette pour disparaître discrètement.

Le philosophe - C'est qu'il devait être à court d'arguments.

L'ouvrier - Ce que je n'ai pas bien compris chez lui, c'est qu'il partageait votre constat, mais il pensait que la meilleure solution était encore d'abandonner le peuple libyen à son triste destin.

Le philosophe - Comme quoi il a des principes à géométrie variable ou manque singulièrement de cohérence.

L'ouvrier - J'ai eu l'occasion de constater à de multiples reprises au cours de ma vie, que c'était le principal défaut de la plupart des militants, et dès qu'ils sont coincés ils changent de sujet ou vous parlent d'économie, vous au moins vous savez ce que vous voulez et vous n'avez pas cherché à m'embrouiller, vos arguments se tiennent et je les partage.

Le philosophe - Tiens le revoilà. Mais où étiez-vous passé ?

Le militant - J'ai eu une envie pressante à soulager. Où en étions-nous déjà ?

Le philosophe - Je crois que nous avons épuisé notre sujet, non ?

Le militant - Et vous en concluez quoi ?

Le philosophe - Mais que votre principe d'autodétermination des peuples est purement idéologique, car une fois croulant sous les bombes de Kadhafi, je ne vois pas comment il pourrait trouver la force ou les moyens de le renverser, c'est une idée saugrenue, ridicule que d'ailleurs monsieur ne partage pas.

L'ouvrier - Assurément, il va se faire massacrer c'est tout, il n'y a rien à ajouter, alors il faut à tout prix empêcher cela.

Le philosophe - Vous voyez où mènent votre théorie, même un simple ouvrier ne peut y adhérer.

Le militant - C'est bien triste.

L'ouvrier - Comment cela, mais je ne suis pas triste du tout, je ne vous permets pas...

Le militant - Je voulais dire, c'est dommage.

Le philosophe - C'est dommage pour le colonel Kadhafi que vous voulez épargner ou pour le peuple libyen que vous voulez laisser massacrer, c'est à se demander quels intérêts vous représentez.

L'ouvrier - Ne vous chamaillez pas, vous avez sans doute tous les deux les meilleures intentions du monde, mais il y a forcément un moyen meilleur que l'autre de les mettre en pratique en fonction des circonstances, voilà tout. Et puis l'essentiel c'est que le peuple libyen en sorte gagnant, non ?

Le militant - Il en sortira perdant.

Le philosophe - Si ce dictateur se maintenait au pouvoir cela ne ferait aucun doute en effet.

L'ouvrier - Je crois qu'on n'avancera plus maintenant, vous vous répétez et cela me fatigue à la longue.

Morale de cette expérience.

Le philosophe est satisfait d'avoir pu convaincre notre ouvrier de partager ses idées criminelles sur la Libye, et le malheureux militant a le sentiment d'avoir été incompris pour avoir été impuissant à faire prévaloir un principe que ses deux interlocuteurs ne partageaient pas.

Pourquoi notre pauvre militant en est-il arrivé là ? Par pure dogmatisme, mais pas seulement, par ignorance.

En réalité son dogmatisme était le produit de l'ignorance dans laquelle l'avaient laissé ses dirigeants. Et pourquoi ses dirigeants ont-ils agi de la sorte avec lui ? Mais pardi parce qu'ils sont les dirigeants ! Pour conserver le pouvoir qu'ils exercent sur leurs militants ou en garder le contrôle, eux seuls doivent posséder les éléments pour analyser la situation, et en contre-partie ils leurs enseignent un certain nombre de principes élevés au rang de dogmes à partir desquels ils doivent défendre leur ligne politique. Et s'ils leur arrivent de recruter des travailleurs lors de batailles, ce sera sur la base de ces principes et non sur une claire compréhension de la situation puisqu'ils en sont incapables.

C'est ainsi que se constituent des partis composés de militants obéissants et disciplinés qui obéissent aux ordres de leurs chefs sans avoir conscience que c'est au détriment de leur liberté de pensée ou du développement de leur esprit critique qui ne leur servira à rien dans de tels partis, puisqu'on leur déconseillera de poser trop de questions qui seront jugées inutiles ou inopportunes pour ne pas dire qualifiées d'opportunistes pour n'avoir qu'à réciter les prières que leurs dirigeants ont concocté pour eux, jusqu'au jour où ils en auront marre ou s'en apercevront et iront voir ailleurs.

Notre militant a commis plusieurs erreurs dont finalement il n'est pas responsable.

La première a été de qualifier Kadhafi de tyran en ignorant la réalité de la Libye et ce qu'il avait fait pour son peuple.

En acceptant de partager ce constat avec le philosophe, il s'est placé lui-même sur son terrain qui ne pouvait que lui être défavorable par la suite. Car une fois qu'on a mis le doigt dans cet engrenage, on doit en assumer toutes les conséquences, et il est pratiquement impossible d'en sortir sans se contredire, d'en sortir indemne sans être broyé au passage par une argumentation qui repose somme toute sur une mystification qu'il n'aura pas pu dénoncer, puisqu'il était lui-même convaincu que Kadhafi était un horrible despote et que cet argument l'emportait sur tous les autres ou toutes ses réalisations. Erreur fatale, car les puissances occidentales visaient le peuple libyen et ses intérêts à travers Kadhafi.

Dès lors qu'il s'en tenait à l'argument selon lequel Kadhafi était un tyran qu'il avait mis en avant d'emblée, toute tentative de s'opposer par la suite à son renversement par n'importe quel moyen serait vouée à un échec, manquerait de pertinence, de cohérence, et ce n'était certainement pas en faisant référence à un principe fort juste au demeurant, qu'il pourrait inverser le cours de la discussion en sa faveur.

Sa seconde erreur aura été de ne pas avoir pu répondre à l'argument selon lequel une partie du peuple libyen tentait de se soulever contre Kadhafi, alors qu'il s'agissait d'une pure falsification des faits qu'il ignorait, une pure machination, c'est donc son ignorance qui lui a joué un vilain tour. Or c'est cet argument clé qui allait servir à enclencher cette guerre et à la légitimer, sans lequel elle n'aurait pas pu avoir lieu.

Sa troisième erreur, qui résulte des deux premières, consistera lorsque le philosophe lui fera remarquer qu'il ne s'agissait pas de bombarder le peuple libyen mais de le libérer d'un dictateur, à ne rien trouver d'autre à lui opposer que son principe internationaliste prolétarien particulièrement stérile compte tenu des considérations précédentes.

Alors pourquoi notre pauvre militant en est-il arrivé là demandions-nous au départ, mais parce qu'il ignorait que le soi-disant soulèvement en cours à Benghazi était une manipulation de l'OTAN et de la CIA allié aux barbares d'Al-Qaïda qui menaçait l'intégrité de la Libye. Ensuite, parce qu'il ignorait que bien que dirigée par une main de fer par Kadhafi, la Libye était le pays le plus développé de la région et une large partie de la rente pétrolière du pays avait profité aux développements des infrastructures de la Libye et au peuple libyen, qui était loin d'être le plus mal loti ou le plus malheureux d'Afrique.

En conclusion, parce qu'il ignorait pratiquement tout sur la Libye et son histoire, ainsi que la situation qui y prévalait en 2011, il ne lui restait plus qu'à s'en remettre à un principe, qui présenter de la sorte allait forcément apparaître spontanément inconsistant ou contre-productif, comme plaqué sur la réalité au point d'y sembler étranger ou relevant de l'inconscience caractérisant le drame ou l'impuissance dans laquelle se trouvait le peuple libyen pour se défendre lui-même contre la soi-disant menace à laquelle il était incapable de faire face donnant ainsi un argument à son détracteur qui n'avait plus qu'à s'enfoncer dans cette faille pour le présenter comme un ennemi du peuple libyen ou un complice de son bourreau perdant toute crédibilité auprès de notre ouvrier, qui préférera se ranger à la version du philosophe qui lui semblait plus cohérente ou convainquante, plus sérieuse.

En réalité, nos dirigeants n'estiment pas seulement inutile d'élever le niveau de conscience des travailleurs, ils appliquent ce principe à leurs militants qui de la sorte ne progresseront jamais à de rares exceptions près.

### 3- La situation en Ukraine à la fin août 2015

<https://www.youtube.com/watch?v=gqWgM6UIKNg>

Xavier Moreau est un analyste installé en Russie depuis 14 ans. Il est l'auteur de la « Nouvelle Grande Russie » et l'un des intervenants principaux du site d'analyses politico-stratégiques stratpol.com.

### 4- Négociations pour éliminer Poutine - Eugène Fedorov

[https://www.youtube.com/watch?v=torbT\\_XhS9w](https://www.youtube.com/watch?v=torbT_XhS9w)

Il ressort des discours officiels du gouvernement des États-Unis et de ceux d'oligarches russes que des négociations sont en cours en vue de l'extradition de Poutine et de la dissolution de la Fédération de Russie.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Quand l'OTAN submerge l'Europe pour mieux la soumettre au modèle américain.](#)

[- Les garde-côtes italiens ont secouru 4.400 migrants en 24 heures en Méditerranée - AFP](#)

- Plus de 7000 migrants sont arrivés en Serbie en une nuit . - LeParisien.fr

- Des milliers de migrants avancent vers l'UE, Berlin évoque "le plus grand défi européen" - AFP

[Politique fiction en deux actes ou comment "démocratiser" l'Union européenne.](#)

Acte I

- UE: Mélenchon et Varoufakis discutent d'"une conférence sur un plan B" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, cofondateur du Parti de gauche (PG), et Yanis Varoufakis, ex-ministre grec des Finances, ont discuté de l'organisation d'une conférence européenne "du plan B", c'est-à-dire d'une sortie de l'euro pour une politique anti-austérité, dimanche matin lors d'une rencontre à Paris.

Après un entretien d'une vingtaine de minutes, Yanis Varoufakis a déclaré à la presse avoir parlé avec M. Mélenchon "de l'importance de démocratiser l'Europe à nouveau". "C'est la priorité numéro un pour tous les européens", a souligné l'ancien ministre du gouvernement Syriza d'Alexis Tsipras. AFP 23.08

Les académiciens qui ont entrepris de toiletter le dictionnaire français il y a de cela de nombreuses décennies, n'en étaient même pas à la moitié de l'alphabet il y a une ou deux décennies si je me rappelle bien. Eux ils en sont arrivés à la lettre B, donc pour connaître des jours meilleurs vous pourrez attendre encore longtemps, et je ne parle même pas du socialisme dont ils n'ont rien à foutre, mais cela vous le saviez déjà.

Acte II et fin... prématurée comme leurs acteurs.

- Montebourg rêve d'un parti socialiste "bien différent" - AFP

L'ex-ministre de l'Economie Arnaud Montebourg a affirmé qu'il rêvait "que le parti socialiste soit bien différent", même s'il en est toujours membre, dimanche lors de la fête de la rose de Frangy-en-Bresse.

"Je suis toujours membre du PS, j'ai acquitté ma dernière cotisation, même si je rêverais que ce parti soit bien différent, ou autre", a déclaré M. Montebourg lors d'une conférence de presse au côté de son invité d'honneur Yanis Varoufakis, ex-ministre des finances du gouvernement grec d'Alexis Tsipras. AFP 23.08

"Différent, ou autre", quand je dis qu'ils n'en ont rien à foutre, je n'exagère vraiment pas.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 25 août 2015

[CAUSERIE](#)

[Offensive de la réaction ou hymne à l'Etat sioniste génocidaire.](#)

Grille de lecture.

Quand la propagande sert de trame à une analyse ou quand l'auteur manifeste un soutien sans borne au sionisme, lorsqu'il se livre à des amalgames grossiers qui transpirent la malhonnêteté intellectuelle ou son intention de manipuler ses lecteurs transparait, évidemment se lamente Slate.fr qui soutient farouchement Israël, cela ne fait pas "sérieux" et forcément il manque son objectif, pire il fournit des arguments aux ennemis de l'Etat sioniste pour le combattre.

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'on n'a même pas besoin d'établir le lien qui existe entre le néolibéralisme dont Pierre-André Taguieff est un idéologue ou un porte-parole et le sionisme, il s'en charge lui-même. Ensuite on ne pourra pas ou plus nous (et bien d'autres) accuser de l'avoir inventé.

- De l'antisionisme à l'antisémitisme - Slate.fr



## Une France antijuive ? Regards sur la nouvelle configuration judéophobe de Pierre-André Taguieff

Extraits. Après «Regards sur la nouvelle configuration judéophobe», le livre a un autre sous-titre, «antisionisme propalestinisme, islamisme». Comme il l'explique en introduction, l'envers de ce propalestinisme qui est apparu au grand jour en juillet 2014 pendant la dernière guerre à Gaza est «la diabolisation d'Israël». Pour les militants de cette cause, «les Juifs sont devenus les sionistes» et un sioniste est «tout individu soupçonné d'être un défenseur de l'État d'Israël». Peu importe que ces individus reconnaissent l'existence d'Israël dans les frontières d'avant 1967 et condamnent la colonisation en Cisjordanie et Jérusalem-Est, ils sont des sionistes et, le succès des thèses complotistes aidant, ces sionistes sont considérés comme tout puissants, infiltrés au plus haut niveau dans la plupart des pays occidentaux.

Si le premier chapitre décrit «l'antisionisme radical», ce n'est que bien plus tard, dans une section intitulée «clarifier le langage», que l'auteur explique que les antisionistes radicaux ont pour but «l'élimination de l'État juif». Pour eux, il ne s'agit pas de s'opposer au sionisme, vu historiquement comme émergence d'un nationalisme juif, mais bien plus de s'opposer à une «entité sioniste» imaginaire décrite dans le faux le plus célèbre, les Protocoles des Sages de Sion, rédigé en 1901-1902 et aujourd'hui encore largement diffusé sur les sites antisémites. Dans les dernières pages du livre, on lit encore qu'après le «judéocide» nazi, les antisionistes radicaux rêvent d'un «israélicide».

...l'intellectuel néoconservateur qui met des guillemets à «théorie du genre» reprend à son compte un vocabulaire politique assez marqué, notamment «gauchiste», pour discréditer les antiracistes de gauche et même «néo-gauchisme».

Sur les liens qui unissent les Juifs français avec Israël, Taguieff semble adopter un parti pris. Pour preuve de l'attrait d'Israël pour les Juifs français, il commente les chiffres sur le nombre de Français qui font leur alya –actuellement un peu plus de 1% des Juifs français, ce qui ne correspond pas vraiment, heureusement, à une vision d'exode– mais il omet d'évoquer les cas de «yerida», ceux qui rentrent en France (environ un tiers). S'il existe indubitablement une France antijuive issue d'un antisionisme radical, ce qui est la thèse centrale du livre, il serait honnête de reconnaître que cette vague antijuive est liée à l'importation du conflit israélo-palestinien et que le Crif a sa part de responsabilité, lorsque par exemple pendant la Guerre de Gaza de 2008/2009, son président déclare sans la moindre étude à ce sujet que 95% des Juifs de France soutenaient l'opération menée par l'armée israélienne.

Dans certains passages, le livre souffre d'approximations. Au sujet des incidents à proximité de la synagogue de la rue de la Roquette en juillet 2014, l'auteur considère qu'il s'agissait «d'une tentative d'intrusion violente», alors que la réalité est bien plus complexe, impliquant la Ligue de Défense Juive.

Le tableau qui est fait de la situation en Israël est lui aussi trompeur. Citant Eric Marty, Pierre-André Taguieff estime que les Arabes israéliens ont «les mêmes droits politiques, sociaux, sanitaires, économiques, éducatifs que les Juifs». Comment peut-on être si mal informé, par exemple, pour ce qui concerne le droit d'acheter des terres ou simplement d'obtenir des bourses d'étude? Sur ces sujets, l'auteur se fait plus polémiste que chercheur. Lorsqu'il répond aux propos haineux sur le «peuple élu» relayés par des antisionistes radicaux, il ajoute «Faut-il préciser qu'aujourd'hui, depuis la fin 2012, les Palestiniens sont le peuple élu par l'ONU?».

Lorsqu'il s'en prend à Tariq Ramadan, au «Parti des Indigènes de la République» ou au «BDS», ce mouvement appelant à boycotter et sanctionner Israël tout en retirant les investissements dans ce pays, il est également convaincant, même si ce dernier sujet, éminemment actuel, aurait pu donner lieu à de plus amples commentaires. Le BDS a trois principales revendications: le retour aux frontières d'avant 1967, la fin des discriminations et le droit au retour des réfugiés palestiniens en Israël ainsi que leurs descendants. Ce dernier objectif, d'ailleurs rejeté par l'Autorité palestinienne, est incompatible avec tout accord de paix.

Mélangant les genres, l'auteur utilise aussi son livre pour s'attaquer aux «gauchistes» et à «l'extrême gauche». Dans une même ligne, Noam Chomsky, Etienne Balibar, Norman Finkelstein et Dominique Vidal sont ainsi qualifiés de «Juifs antijuifs» ou antisémites participant tous à une «industrie antisioniste». Même chose pour Les Guignols de l'Info ou Nicolas Bedos: «large faisceau de provocateurs professionnels jouant les esprits libres, de Jean-Marie Le Pen à Robert Faurisson, en passant par Dieudonné, Alain Soral et Thierry Meyssan, sans oublier les versions édulcorées à goûter en famille (les Bedos père et fils, Les Guignols de l'Info, les néo-pétomanes de toutes obédiences, etc.)».

Le correspondant de France 2 à Jérusalem, Charles Enderlin, est aussi pris implicitement à parti lorsque Taguieff dénonce la «mise en scène médiatique de la «mort du petit Mohammed al-Durah»» et Stéphane Hessel n'est considéré que comme le «maître incontesté de l'indignation sélective» alors qu'il peut exister de bonnes raisons pour des Juifs français (dont l'auteur de ces lignes), de se sentir particulièrement attentifs à la politique menée par «l'État juif».

Une fois le livre refermé, on comprend mieux la haine antijuive qui déferle en France, et pour cela ce livre est salutaire, mais certains règlements de compte nuisent au sérieux de l'ensemble. Slate.fr 24.08

Causeries novembre 2014

- La diffusion de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme se réalise au début de la décennie 2000 par la publication du livre de Pierre-André-Taguieff, La nouvelle judéophobie. Selon lui « l'emploi euphémisé d' « antisionisme » implique la substitution de cette expression à cette autre qui, trop explicite ou « directe », serait disqualifiante : antisémitisme ».

La dénonciation des crimes israéliens ne serait rien d'autre que la réactivation des vieux mythes antisémites : « Dans la propagande « antisioniste », le peuple palestinien est transfiguré en peuple de « héros » et de « martyrs », jusqu'à être christifié en peuple d'enfants martyrs ce qui réactive le vieil imaginaire antijuif du meurtre rituel. » (michelcollon.info - 25.10.2014)

Voir aussi les causeries du 15 février et du 18 novembre 2013 ou le portail : <https://anticons.files.wordpress.com>

---

## ACTUALITE EN TITRES

[La Bourse ou la vie. Le casino perd patience et confiance.](#)

- Chute spectaculaire de l'ensemble des marchés boursiers - Francetv info

Une à une les bourses ont dévissé ce lundi 24 août. Shanghai jusqu'à -8%. Le mouvement est parti de Chine pour s'étendre à toute l'Asie puis l'Europe et les États-Unis. Le Dow Jones a perdu 3,55%, le Nasdaq 3,82% en fin de séance.

En Europe, après avoir cédé à la panique dans l'après-midi, perdant plus de 8% en séance, la Bourse de Paris a fini en baisse de 5,35%. Francfort a chuté de 4,70% tandis que Londres a dégringolé de 4,67%, Madrid de 5,01% et Milan de 5,96%.

A Tokyo, l'indice Nikkei a terminé la journée en baisse de 4,61%, à un plus bas de six mois.

Hong Kong a reculé de 5,17%, et Sydney de 4,09%, un plus bas en deux ans.

L'Eurostoxx 50 s'est pour sa part inscrit en repli de 5,35%.

À la clôture, le repli est partout de 5% en moyenne. Les marchés s'inquiètent du ralentissement de la consommation chinoise, de Londres à Séoul en passant par Francfort. Francetv info 24.08

En complément.

- La Bourse de Tokyo chute encore à l'ouverture - LeMonde.fr

L'indice Nikkei a reculé de plus de 3,5 % dans les premiers échanges de ce mardi. LeMonde.fr 25.08

[A court d'idées... mais pas de pétrole](#)

- Le pétrole sous les 40 dollars pour la première fois depuis 2009 - AFP

Le cours du baril de référence, le "light sweet crude" (WTI), pour livraison en octobre a perdu 2,21 dollars à 38,24 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), soit la première fois depuis février 2009 qu'un contrat de référence termine une séance à moins de 40 dollars. AFP 24.08

[Le terrorisme, la crise économique, le chômage de masse ou le chaos, la guerre civile, la guerre, planifiés pour durer.](#)

- L'afflux de migrants, une "situation exceptionnelle qui va durer", selon François Hollande - Francetv info

C'est le monde tel qu'ils le conçoivent ou l'avenir qu'ils réservent aux futures générations...

[Ils l'ont créé eux-mêmes en détruisant la Libye, la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan.](#)

- Allemagne : Hollande et Merkel dénoncent un climat anti-migrants - euronews.com

## [Gastronomie du condamné. Bush à la hollandaise ou la guerre de classe à tous les menus.](#)

Hollande en chef de "guerre des civilisations".

- Thalys: quand François Hollande reprend la rhétorique du "bien" et du "mal" - AFP

- «Héros» du Thalys : le discours très américanisé de Hollande - LeParisien.fr

«Votre héroïsme doit être pour nous une source d'inspiration. Face au mal qui est là, qui s'appelle le terrorisme, il y a le bien, celui de l'humanité. C'est celui que vous incarnez», a notamment déclaré le chef de l'Etat lors de son discours à l'Elysée.

Une rhétorique qui, quoique nettement plus mesurée, fait un lointain écho à «l'axe du mal» défini en 2002 par l'ancien président George W. Bush, dans lequel figuraient la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran. 20minutes.fr 24.08

Des GI's qui incarnent l'humanité, il fallait oser le dire, c'est fait. Et ils vont être décorés par Obama !

## [Psychose collective ou l'instrument d'un régime en crise, maintenu artificiellement en survie.](#)

- "La spirale anxiogène": vivre avec la menace d'attentats - AFP

---

## [ACTUALITÉ DU JOUR](#)

### [Le PS dans ses oeuvres.](#)

A droite toute vers un Etat toujours plus policier.

- Thalys: Alain Vidalies (PS) « préfère qu'on discrimine plutôt que de rester spectateur » - 20minutes.fr

Le secrétaire d'Etat aux Transports sur Europe 1 : «A chaque fois qu'on parle de fouille aléatoire, quelqu'un dit "oui, mais ça risque d'être discriminatoire". Eh bien, écoutez, moi, je préfère qu'on discrimine, effectivement, pour être efficace plutôt que de rester spectateur.» 20minutes.fr 24.08

Exagérions-nous en affirmant dans de précédentes causeries que le PS était le complément naturel de l'extrême droite, de la même manière que le Front populaire est l'antichambre ou fascisme si vous préférez ? A sa manière le député PS du Cher, Yann Galut, l'a confirmé hier sur les "réseaux sociaux" : «On ne peut accepter qu'un ministre se résigne à anticiper des discriminations». (libération.fr 24.08)

Sursaut de dignité de la part d'un dirigeant du PS croyez-vous ? Détrompez-vous, il continuait en demandant à Valls de «rétablir ce qu'est la République : égalité.» (id), qu'il n'a de cesse de piétiner. En conclusion on s'aperçoit qu'il ne s'agissait que d'une posture ou une imposture de plus, puisque c'est le seul registre dans lequel les membres du PS interviennent et qui les caractérise si bien.

Le PCF n'a pas été en reste. Par la voix de son porte-parole, Olivier Dartigolles, a dit : «Quand un ministre justifie la discrimination pour lutter contre le terrorisme, il ne parle plus au nom de la République.» (id) à laquelle il tient autant qu'au régime avec lequel elle se confond au point d'épouser les contours de l'idéologie dominante néolibérale, sans que cela le gêne le moins du monde le reste du temps puisqu'il le revendique.

Le tour de passe-passe de Dartigolles consistait ici à faire en sorte que les travailleurs croient que Hollande et ses ministres incarneraient la République et ses principes ou valeurs en temps normal, bref qu'ils étaient tout à fait respectables ou fréquentables, ce que l'on peut comprendre à quelques mois d'une nouvelle échéance électorale ou le PCF sera encore allié au PS. Ce ne sont pas des alliés naturels pour des prunes, il y en a qui ont tendance à l'oublier parmi nous ou ne tirent pas les conclusions politiques qui s'imposent malheureusement.

Chasse aux sorcières, appel à la délation, délit de sale gueule, restriction aux libertés individuelles, atteinte aux droits démocratiques, lois liberticides, surveillance généralisée, limitation du droit de grève, criminalisation du mouvement ouvrier, etc. quand on pense que cette politique nauséabonde est mise en oeuvre par un parti que le mouvement ouvrier et son avant-garde ont toujours soutenu, auquel ils étaient associés, liés, et qu'ils refusent toujours de caractériser de droite à l'exception de certaines tendances ou certains courants ultra minoritaires, on se dit que si les militants de ces partis ne ressentent pas un fort

malaise et ne condamnent pas la politique qui a été menée par leurs partis dans le passé, c'est qu'ils sont morts politiquement.

Leurs dirigeants ont eu une multitude d'occasions de rompre définitivement avec le PS depuis 2012 (pour ne pas remonter plus loin ici), de cesser de lorgner vers leurs élus ou militants, s'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils sont eux-mêmes corrompus par l'idéologie du régime, ce sont des traîtres ou des imposteurs.

Contrairement à l'idée reçue selon laquelle avoir un pied de chaque côté de la barricade profiterait à celui qui l'a érigée, en réalité seul le régime en bénéficiera. La preuve, il est toujours en place et l'avant-garde du mouvement ouvrier est décomposée, disloquée, totalement marginalisée.

Le PS, l'appendice ou l'aiguillon de l'extrême droite.

- Ciotti veut le renforcement de la sécurité dans les transports ferroviaires - AFP

Un fait divers élevé de fil en aiguille au rang d'acte terroriste par les représentants de l'Etat et le PS, qui exploitent ou instrumentalisent chaque fait divers susceptible de s'inscrire dans leur stratégie de "lutte contre le terrorisme " de manière à justifier petit à petit l'instauration d'un Etat policier destiné à mater le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, recevra le soutien du parti de l'ordre officiel (LR) ainsi que celui d'extrême droite (FN), dont finalement il sert les intérêts en cautionnant sa théorie raciste et xénophobe.

Le PS fer de lance du racisme et du communautarisme depuis plus de 40 ans.

- Au pouvoir, le FN expulserait «4 millions de Français musulmans», selon Jean-Christophe Cambadélis - 20minutes.fr

Cambadélis désigne aux masses arriérées et aux classes moyennes le bouc émissaire à tous leurs maux : Le musulman, l'Arabe ou l'Africain principalement.

Ce discours outrancier ne repose sur aucun autre élément que celui que Cambadélis crée de toutes pièces pour l'occasion, tout en sachant qu'en intervenant sur un média (RTL) destiné principalement aux couches populaires en manque de repères, il vise les couches les plus vulnérables de la société qui prendront au premier degré son discours en l'interprétant à leur manière, comme un appel à chasser «4 millions de Français musulmans» du pays ou à soutenir le FN dont ce serait l'objectif, en référence au principe de la "préférence nationale" mis sans cesse en avant par le parti d'extrême droite.

Cambadélis pourra toujours nier que telle n'avait pas été son intention, et qu'il n'était pas responsable de l'interprétation que les auditeurs auraient pu faire de son discours, et le tour est joué, il est blanc comme neige, fermer le banc.

L'opération consistait à mystifier les auditeurs de RTL pour mieux manipuler leur conscience dans une direction donnée ou faire monter le FN ou lui apporter des voix. Ensuite, quelques jours ou semaines plus tard, il dénoncera la montée de l'extrême droite en fustigeant ces masses arriérées qu'il accusera de verser dans le racisme.

Au-delà, il pourra entonner le même refrain qu'aux Etats-Unis, consistant à affirmer que le racisme est profondément ancré dans la société malgré tous les combats qu'ils ont menés pour l'enrayer, donc ils n'en sont pas responsables une fois encore, et qu'il faut continuer à lutter contre ce fléau et ainsi de suite, pour détourner les travailleurs de la lutte des classes ou faire en sorte que les différentes couches du prolétariat et des classes moyennes qui sont également visées s'entre-déchirent.

[Quand la grande famille de la "gauche" s'agrandit... à l'extrême droite.](#)

Grille de lecture.

- Et dire que la veille j'ai titré une info : *L'homo Sapir dans tous ses états ou le masque de l'imposture sans cesse renouvelée.*, à croire que j'ai le pif de plus en plus aiguisé, et je ne possède pas les dons d'un médium !Trotsky disait que parfois il fallait se fier à son "pif", ma foi, c'est que je dois être trotskyste ! Cela dit on a encore du boulot à faire...

- Sapir est dangereux et abjecte, c'est un populiste professionnel particulièrement apprécié par la pseudo-gauche et certains parmi la pseudo-extrême gauche décomposée. C'est sa marque de fabrique le populisme.

C'est le genre de type qui d'une semaine sur l'autre peut changer trois fois de position sans que cela le dérange le moins du monde, puisque finalement il demeure fidèle au capitalisme. Il participe à la dislocation du mouvement ouvrier, il est donc normal que Libération lui offre une tribune.

- Il revenait à la "gauche" de rendre le FN respectable, fréquentable. Autant dire qu'on baigne en pleine imposture.

- Jacques Sapir : «On ne peut plus nier que le FN ait changé» - Liberation.fr

Figure bien connue parmi les économistes «hétérodoxes», Jacques Sapir a jeté un pavé dans la mare en appelant vendredi à la constitution d'un «front de libération nationale» anti-euro. Pour cet ancien soutien du Front de gauche devenu une référence des milieux souverainistes, cette alliance devra dépasser le clivage gauche droite et ne pourra se dispenser d'un rapprochement avec le Front national.

Comprenez-vous les réactions troublées à votre proposition d'un «front de libération nationale» comprenant notamment le FN ?

Je trouve qu'il y a beaucoup de mauvaise foi dans les cris d'orfraie qui sont poussés. D'abord, je ne dis pas qu'il faut faire une alliance maintenant avec le Front national : j'évoque même un possible parti «issu du FN». Le Front national peut continuer à évoluer ou pas, c'est cela qui déterminera une éventuelle alliance. (Ce type là est un ignare ou une ordure d'après vous ou les deux à la fois ? - LVOG)

Vous revendiquez-vous toujours de gauche ?

Bien sûr, sans ambiguïté. Que des gens ne comprennent pas, c'est leur problème. Mais la situation politique a pivoté en raison de ce qui s'est passé en Grèce. La question de l'euro va imposer des alliances qui vont transcender la distinction entre gauche et droite. Je discute donc aussi avec des gens de l'UMP. Sur certains sujets, la position du Front de gauche me semble la plus intéressante. Sur la souveraineté, je suis en accord avec Debout la France [parti de Nicolas Dupont-Aignan, ndlr]. Liberation.fr 24.08

Commentaire d'un internaute

- "*Quel effondrement de la pensée et du sens éthique. Sapir, je me fous de savoir si vous vous pensez de gauche ou de droite. En revanche je sais que vous n'avez rien de gauche ni historiquement ni éthiquement ni politiquement. Bonne route avec les fafs!*"

Vous êtes encore trop bon !

[Quand Libération surinterprète les intentions de Mélenchon, c'est que ses patrons y ont intérêt.](#)

Grille de lecture.

La veille (le 23) dans un entretien donné au Journal du Dimanche, Yánis Varoufákis avait déclaré "*À Frangy, je lancerai un réseau européen de progressistes*", indiquant par là qu'il choisissait le PS et non le PG pour faire cette annonce, tout un symbole dont la signification politique ne pouvait échapper à personne, sauf à Mélenchon évidemment, qui en réalité n'y voyait aucune contradiction, il n'est plus à cela près notre carriériste.

Mieux encore, Varoufákis estimait "*qu'il y a de bonnes personnes dans le gouvernement français*", au hasard, Macron, Fabius, Le Drian, on se perd en conjecture, et il confirmait son attachement à l'UE dont les "*citoyens doivent se réapproprier le cours européen*" comme s'il pouvait être redressé ou l'UE avait servi un jour les intérêts des travailleurs ou pouvait être réformé, illusion criminelle s'il en est.

Plus fort encore, apparemment cette fois en direction de la troïka, il affirmait "*Il faut relancer le dialogue et rétablir ce qui a été complètement perdu : la démocratie.*", car il ne s'adressait pas au peuple qui lui n'a jamais perdu l'esprit de la démocratie ou y demeure attaché même s'il n'en a pas une notion aussi précise qu'il le faudrait.

- Grèce : Mélenchon rompt avec Alexis Tsípras - Libération.fr

La fin de l'idylle entre Tsípras et Mélenchon ? Depuis la signature de l'accord pour un troisième plan d'aide – et les mesures d'austérité qui vont avec – le chef de file du Parti de gauche prend ses distances avec le Premier ministre grec. Ce lundi après-midi, le député européen, en compagnie des deux coordinateurs politiques du PG (Eric Coquerel et Danielle Simonnet), a tenu une visio-conférence avec Panayótis Lafazánis, responsable du tout nouveau parti grec Unité populaire, composé de vingt-cinq anciens députés de l'aile gauche de Syriza qui ont fait scission. Issus de treize organisations de la gauche radicale grecque, ils sont opposés au troisième plan de renflouement financier de la Grèce approuvé par la Vouli (le Parlement grec), le 14 août dernier.

«Nous nous sommes parlés à leur demande, ils souhaitent nous expliquer leur situation dans leur «front anti-mémorandum», précise à l'issue de la réunion Eric Coquerel. Ils portent la question du programme originel de Syriza, et nous allons les soutenir pour les prochaines élections.» Mais il tient à préciser: «Ce n'est pas un discrédit sur Tsípras»



Pourtant le responsable d'Unité populaire, Panayótis Lafazánis, est particulièrement remonté contre Aléxis Tsípras. Il l'accuse d'avoir décidé «l'organisation d'élections anticipées, ce qui est antidémocratique» et d'avoir flanché devant la pression des créanciers. «Qui gouverne la Grèce, [Jean-Claude] Juncker [président de la Commission européenne, ndlr] ou [Angela] Merkel [la chancelière allemande] ?», a-t-il lancé lors d'une conférence de presse le 21 août.

Dans une interview à Sud-Ouest, parue vendredi, Jean-Luc Mélenchon reproche également à Tsípras d'avoir cédé face aux créanciers : «On vote, c'est bien. La voix du peuple est toujours la solution aux problèmes d'un pays. Mais encore faut-il respecter ses décisions. Les Grecs ont voté non au plan européen, et Tsipras l'a pourtant signé.» Parlant désormais ouvertement de «souveraineté nationale» ou «d'indépendantisme français» face à l'euro, Jean-Luc Mélenchon a également rencontré dimanche, la nouvelle idole de la gauche contestataire, Yánis Varoufákis. Avant que ce dernier ne rejoigne Arnaud Montebourg pour la Fête de la rose à Frangy, ils ont évoqué la tenue d'une conférence européenne du «Plan B», c'est-à-dire une sortie de l'euro en cas d'échec des négociations pour changer la politique européenne.

Le ministre grec démissionnaire critique désormais ouvertement Aléxis Tsípras. Mais dimanche, lors de la Fête de la rose, Yánis Varoufákis a déclaré qu'il ne rejoindrait pas le parti Unité populaire pour les élections législatives prévues le 20 septembre : «Nous partageons de nombreuses similitudes et sympathies. Je les apprécie et je pense qu'ils me veulent avec eux. Mais sur le plan politique, nous sommes éloignés. Ce ne serait pas une combinaison judicieuse.» libération.fr 24.08

Comme à l'accoutumée Mélenchon et ses acolytes ont tenu un double langage ou se sont livrés à un nouveau tour de prestidigitation des plus tordus, consistant à rompre avec Tsipras (tout en le ménageant) qui incarne le maintien de la Grèce dans la zone euro ainsi que la soumission de Syriza et du gouvernement grec à la troïka ou à l'Eurogroupe, en soutenant l'Unité populaire qui envisage la rupture avec l'euro, tout va bien ou presque jusque là, mais c'est après que cela se gâte, tout en s'affichant avec Yánis Varoufáki opposé à la sortie de l'euro et refusant de rejoindre l'Unité populaire.

On retiendra également : «On vote, c'est bien. La voix du peuple est toujours la solution aux problèmes d'un pays. » ou la révolution citoyenne par les urnes cher à ce charlatan, qui dans le passé dans aucun pays du monde ne s'est traduite par un changement de régime.

Or c'est justement la question qui est posée à tous les peuples et au prolétariat principalement, au mouvement ouvrier internationale, à l'avant-garde : sans changement de régime vos conditions de travail et d'existence ne cesseront de se dégrader, le chaos, la guerre et la barbarie de gagner du terrain, c'est le message qu'il faut faire passer à chaque travail ou militant, cela doit être notre axe de combat politique.

Nous n'avons cessé de dénoncer la politique opportuniste qui consistait à mettre l'accent sur la rupture avec l'euro et l'UE, alors que cette rupture ne réglerait rien, et qu'il fallait au contraire axer notre combat contre les institutions de la Ve République qui cautionnent et légitiment à la fois le régime capitaliste et l'UE.

Il est parfaitement clair qu'aucune rupture avec le capitalisme et avec l'UE ne peut avoir lieu dans le cadre de la préservation des institutions de la Ve République, jamais en se plaçant sous le joug de la Ve République il ne sera possible de faire un pas en direction du socialisme.

Le problème pour les dirigeants du mouvement ouvrier et de son avant-garde, c'est qu'adopter cette ligne politique de rupture avec les institutions de la Ve République, implique la rupture avec tous les appareils qui les soutiennent, donc ceux corrompus des syndicats, or ils s'y refusent obstinément.

Les appareils des syndicats ont troqué leur indépendance en échange d'une multitude des liens qu'ils entretiennent avec les institutions et le patronat au sein de dizaines d'organismes, et sont devenus ainsi des rouages de l'Etat qui les subventionnent, les corromp de fait.

Dès lors il est totalement inconcevable qu'un parti ouvrier puisse définir une ligne politique indépendante de l'Etat sans rompre avec ces appareils, et sans vraiment les combattre cela va de soi.

Franchement, il faut être décidément bien naïf pour croire que les appareils syndicaux auraient octroyé des postes de permanents à des dirigeants de partis politiques, s'ils n'avaient pas reçu en échange la garantie que jamais ils ne remettraient en cause leur légitimité qui repose sur une forfaiture. Cela remonte aux années 50. Vous avez vu où cela nous a mené. Absolument rien ne permettait de justifier la collusion avec ces appareils pourris ou le PS pendant de si nombreuses décennies, sinon l'abandon du combat pour le socialisme. On nous l'a présenté comme un levier pour construire le parti et 70 ans plus tard ce parti n'existe pas.

C'est le genre de questions qu'apparemment malheureusement peu de militants se posent. On touche là à l'origine de la dégénérescence du mouvement ouvrier et de son avant-garde qui permet de comprendre pourquoi nous n'avons jamais été capables de construire le parti. La caractérisation politique du PS et des appareils des syndicats et la rupture avec eux est le minimum syndical, tant qu'on ne voudra pas l'admettre, on ne s'en sortira pas. br>

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Israël

##### 1.1- Israël importe du Kurdistan irakien 75% de son pétrole - francophone.sahartv.ir

Le quotidien britannique "Financial Times" a annoncé dimanche que le Kurdistan irakien exporterait d'énormes quantités de brut vers la Palestine occupée. A en croire le Financial Times, durant ces derniers mois, Israël a importé quelque 75% de son brut à partir de la région du Kurdistan.

D'après le rapport du quotidien britannique, qui se base sur les informations du secteur des transports, des sources commerciales et des informations collectées par les satellites sur le déplacement des tankers, les raffineries, les compagnies pétrolières israéliennes ont acheté plus de 19 millions de barils au Kurdistan irakien en l'espace de 3 mois. Pendant cette période, plus d'un tiers de la totalité du brut produit au Kurdistan irakien a été exporté via le port turc Ceyhan.

Cependant, les responsables kurdes démentent ces informations.

Un haut conseiller du chef du gouvernement régional du Kurdistan a réagi à cette nouvelle en ces termes: « Une fois que nous livrons le pétrole aux commerçants, peu importe quelle en sera la destination. Notre priorité est de gagner de l'argent pour soutenir les Peshmergas dans la lutte contre Daech et pour payer les salaires des fonctionnaires ». francophone.sahartv.ir 24.08

##### 1.2- Pétition pour arrêter Netanyahu en Grande-Bretagne - francophone.sahartv.ir

Le nombre des citoyens britanniques qui signent une pétition exigeant l'arrestation du Premier ministre du régime sioniste à Londres, atteint déjà le chiffre de 80.000. Selon l'agence de presse Fars, la pétition, préparée il y a quelques semaines, par les militants anti-guerre et placée sur le site web du Parlement britannique, demande l'arrestation de Benyamin Netanyahu dès son arrivée à Londres. Elle porte la signature de près de 80.000 citoyens. Damin Moran, fondateur de l'initiative, évoquant l'attaque de l'an dernier d'Israël contre la bande de Gaza, a indiqué : « Conformément aux lois internationales, Netanyahu doit être arrêté dès son arrivée en Grande-Bretagne en raison du massacre de plus de 2.000 civils en 2014. Il s'agit des crimes de guerre ». En Grande-Bretagne, la loi oblige le gouvernement de donner suite à toute pétition, signée par plus de 10.000 personnes. Le gouvernement de Londres qui ne s'exprimait pas là-dessus, a finalement réagi et dans un communiqué officiel, il a rejeté la demande des signataires de cette pétition. Le communiqué prétend qu'en respect des lois, les chefs d'Etat et les hauts responsables étrangers sont titulaires de l'immunité, notamment judiciaire, sur le territoire britannique. francophone.sahartv.ir 24.08

#### 2- Liban

##### Au tour du Liban ?

##### 2.1- Liban : nouvelle nuit d'émeutes à Beyrouth euronews.com

Le centre de Beyrouth portait ce matin les marques des affrontements qui ont opposé à nouveau cette nuit des policiers à des manifestants. Les violences ont éclaté à l'issue d'un nouveau rassemblement visant à dénoncer l'incapacité du gouvernement à garantir les services publics, comme l'enlèvement des ordures ménagères. Placée sous le slogan "Vous puez", la manifestation a, comme la veille, dégénéré. Plusieurs dizaines d'individus ont jeté toutes sortes de projectiles dont des pierres et des bouteilles sur les forces de l'ordre qui ont répliqué avec des canons à eau et des gaz lacrymogènes. Des dizaines de personnes ont été blessées dont de nombreux policiers.

Cible des critiques, le Premier ministre Tammam Salam a menacé de démissionner, tout en dénonçant "le dépotoir politique". Le Liban est confronté à une grave crise institutionnelle : privé de chef d'Etat depuis plus d'un an, le pays est dirigé par un gouvernement d'union nationale, qui est tiraillé par de profondes divisions. euronews.com 24.08

##### 2.2- La crise des ordures enfle à Beyrouth, plus de 70 blessés dans de nouveaux heurts - AFP

La crise des déchets s'est aggravée dimanche à Beyrouth où des affrontements ont à nouveau éclaté entre la police et des manifestants, faisant plus de 70 blessés et accentuant la pression sur un gouvernement libanais paralysé par de profondes divisions.

Au lendemain de heurts ayant fait au moins 16 blessés, de nouvelles violences ont eu lieu en fin de journée lors d'un rassemblement dénonçant l'impéritie du gouvernement à trouver une issue à la crise des ordures ménagères qui envahissent les rues depuis des semaines.

Selon le secrétaire général de la Croix-Rouge, Georges Kétané, 43 manifestants ont été hospitalisés pour suffocation ou fractures. Deux cents autres ont été incommodés et pris en charge sur place.

Par ailleurs, 30 membres des forces de l'ordre ont été blessés, dont un grièvement, selon une source de sécurité.

Les échauffourées se poursuivaient vers 20H00 GMT, mais avec moins d'intensité.

Le rassemblement était de nouveau organisé à l'appel du mouvement citoyen "Vous puez", qui s'est désolidarisé des heurts et a insisté sur le caractère pacifique de la protestation.

Les violences, dans l'élégant centre de Beyrouth, ont été déclenchées par quelque 200 jeunes, dont certains avaient le visage couvert. Ils ont jeté des projectiles --pierres et bouteilles remplies de sable-- sur les forces de l'ordre et tenté de retirer les barbelés derrière lesquels étaient massés les policiers. Certains ont mis le feu à une moto et essayé de constituer une mini-barricade avec des tables et panneaux en bois.

La police a alors fait usage de canons à eau et de gaz lacrymogènes. Des tirs ont également été entendus.

"Nous n'avons rien à faire avec ce groupe et cette violence", a affirmé à l'AFP un porte-parole du collectif "Vous puez", Joey Ayoub.

Dans l'après-midi, des milliers de personnes, des jeunes en majorité, s'étaient réunies dans une atmosphère bon enfant près du Sérail, le siège du Premier ministre. Des gens de tous milieux et de toutes confessions, fustigeant l'incompétence du gouvernement, scandaient notamment "Liberté" ou "Le peuple veut la chute du régime", mot d'ordre associé aux manifestations du début de la révolution en Syrie en 2011.

"Nos parents se sont fait la guerre, mais ici nous sommes des Libanais, chrétiens et musulmans, manifestant tous ensemble pacifiquement pour demander nos droits", a déclaré à l'AFP Alexandra al-Hajj, 20 ans.

Les ministres doivent "régler le problème des déchets, de l'eau, de l'électricité. Ce sont nos droits élémentaires", réclamait Gemma Souleimane, une mère de famille de 40 ans d'Abra (sud).

En première ligne dans cette crise, le Premier ministre Tammam Salam avait appelé, plus tôt dimanche, au calme et tendu la main aux manifestants. "Je suis disposé à vous écouter et à m'asseoir avec vous", avait-il lancé lors d'une conférence de presse.

M. Salam a reconnu que le problème des ordures était la goutte d'eau ayant fait déborder la colère de l'opinion. "Mais la question est beaucoup plus importante que cette goutte d'eau. C'est la question des ordures politiques dans ce pays", a lancé le Premier ministre considéré comme un modéré adepte du compromis.

Il a appelé le Conseil des ministres à se réunir rapidement pour trouver une solution à la crise, dénonçant les divisions politiques paralysant les institutions.

M. Salam a par ailleurs estimé qu'une "force excessive contre la société civile et contre le peuple" avait été employée pour disperser la manifestation de samedi et souhaité que les responsables soient "punis".

"Notre demande la plus urgente est que les policiers et les soldats rendent des comptes", avait affirmé pour sa part M. Ayoub.

Samedi soir, la manifestation avait dégénéré quand un groupe de protestataires avait lancé des projectiles sur les forces de sécurité qui avaient fait usage de grenades lacrymogènes et de canons à eau.

Sur des vidéos postées par des manifestants, on voit des membres des forces de sécurité tirer en l'air et battre des protestataires.

Pour la première fois depuis la fin de la guerre civile (1975-1990), le Liban est sans chef de l'Etat depuis plus d'un an. Le Parlement est paralysé par les divisions, elles-mêmes exacerbées par les dissensions sur la guerre en Syrie.

Le pays est écartelé entre la coalition menée par le puissant Hezbollah chiite et soutenue par Damas et Téhéran, et celle dirigée par l'ex-Premier ministre sunnite Saad Hariri, appuyée par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite.

### 2.3- Au Liban, une manifestation populaire pour « la chute du régime » - Réseau Voltaire

Alors que le « communauté internationale » célèbre la prétendue démocratie libanaise, le pays s'enfonce dans le règne des anciens « seigneurs de la guerre ». L'État ne remplit plus aucune de ses fonctions régaliennes, à l'exception de la monnaie. L'économie vit sous la perfusion des subventions étrangères aux partis politiques communautaires, qui eux-mêmes en redistribuent une partie à leur communauté, et avec l'argent sale attiré par ce paradis fiscal. Le 23 août, des dizaines de milliers de manifestants ont appelé à un changement de régime.

par Thierry Meyssan

C'est un phénomène inattendu : le 23 août au soir, des dizaines de milliers de Libanais se sont réunis face au Sérail (résidence du Premier ministre) sans y être appelés par des leaders politiques, confessionnels ou syndicaux. Aucun service de transport n'avait été organisé, contrairement à toutes les autres manifestations depuis une décennie. Les Libanais répondaient spontanément à l'appel de l'association « Vous puez ! », constituée à l'occasion de la crise des déchets.

Le rassemblement qui avait débuté avec des slogans sur la crise des déchets s'est poursuivi par celui du « printemps arabe » : « Le Peuple veut la chute du régime ! ». À l'issue de provocations, les Forces de l'ordre ont réprimé la manifestation faisant 70 blessés.

Depuis un mois, le gouvernement n'est plus en mesure d'assurer le ramassage des ordures. À la suite de divers accords, la capitale et plusieurs villes ont été nettoyées, mais pas toutes. Les solutions d'urgence arrivent à saturation et la crise est sur le point de recommencer à Beyrouth tandis que certains villages sont déjà transformés en décharges publiques. Cette crise s'ajoute à celles de l'électricité et de l'eau. Le gouvernement n'est en mesure d'assurer que 4 heures d'électricité par jour et ne fournit plus d'eau claire. Les Libanais sont contraints de louer des générateurs et de se faire livrer de l'eau dans des cuves à domicile pour pouvoir se laver, alors que leur pays est potentiellement le « château d'eau du Levant ».

Toutes les familles bourgeoises ont des domestiques venus d'Afrique ou d'Inde. La loi organise l'esclavage domestique en faisant obligation au maître de confisquer les papiers d'identité de son « employé ». Jusqu'à il y a deux mois, les domestiques n'avaient pas le droit d'entretenir de relation amoureuse sans l'autorisation de leur maître.

En dix ans, depuis le retrait de la « Force de paix » syrienne accusée d'occuper le pays, l'État se désagrège lentement. Progressivement, chaque Libanais se replie sur sa communauté et ne peut plus en contester ni le leadership, ni la politique. Il n'y a plus de président de la République depuis un an et le précédent, le général Michel Sleiman, avait été élu en violation de la Constitution et intronisé en l'absence de son prédécesseur par l'émir du Qatar. Il n'y a plus non plus de gouvernement, mais juste des réunions épisodiques des ministres qui se chamaillent sans être en mesure de prendre de décision.

Dans tous les cas de conflit, y compris celui des déchets, l'origine réside dans de vastes escroqueries. Les scandales sont quotidiens, mais ne choquent plus et ne sont plus réprimés. De nombreux ministres et parlementaires étalent publiquement leur corruption. Le pays compte le plus grand nombre de milliardaires par habitant, tandis que le petit peuple s'enfonce dans une terrible misère.

Les partis politiques sont presque tous confessionnels, leurs leaders sont héréditaires, et leur financement assuré par des États étrangers. En règle générale, on ne paye pas de cotisation d'adhésion à un parti politique, mais on est rémunéré par lui pour participer à chacun de ses meetings.

L'Armée est la seule institution consensuelle, mais elle ne peut agir qu'avec le soutien des leaders politiques et n'intervient donc que pour réprimer le terrorisme sur le territoire national. La désignation du nouveau chef d'état-major a donné lieu à de vives critiques qui semblent mettre fin à ce statut de l'Armée. La Défense nationale est principalement assurée par une prestigieuse organisation privée, la branche militaire du Hezbollah, qui est parvenue avec une poignée de volontaires à mettre en déroute l'Armée israélienne en 2006, mais dont la branche politique commence à être atteinte par la corruption générale.

Dans le cadre du cessez-le-feu régional découlant des négociations sur le nucléaire iranien, les grandes puissances évoquent un nouveau partage du pays, ce qui assurerait la paix civile mais ne ferait qu'accroître les difficultés quotidiennes des Libanais. D'autres étudient l'option d'un coup d'État militaire, tant la situation paraît sans issue. La seule solution supposerait un vaste changement institutionnel —mettant fin au système confessionnel imposé par les Français— basé sur le principe « un homme, une voix », et garantissant les droits des minorités.

Le Liban, État artificiel créé par les Britanniques et les Français, était considéré jusqu'à la guerre civile (1975-90) comme la « Suisse du Moyen-Orient ». Réseau Voltaire 24.08

[Haut de page ↗](#)

Le 26 août 2015

## CAUSERIE

On a ajouté 11 articles. La causerie plus tard dans la journée.

Pondichéry, 17h16, le boulot est terminé.

### Syriza. La théorisation de l'imposture assumée.

- Sia Anagnostopoulou « En Grèce et en Europe, nous sommes plutôt au début de la lutte qu'à la fin » - legrandsoir.info -25.08

Répetons-le, quand on affirme que Syriza et Tsipras ont trahi le peuple grec ou capitulé face à l'Eurogroupe, il faut préciser que ce constat est incomplet, c'est un raccourci qui ne reflète qu'une partie de la réalité, car en réalité la nature de Syriza et Tsipras ainsi que leurs expériences passées indiquaient clairement qu'ils ne rompraient jamais avec l'euro et l'UE à moins qu'on les y force, parce qu'ils incarnaient les intérêts des classes moyennes et de la petite bourgeoisie dont ils sont issus (y compris la grande bourgeoisie, Varoufakis est issu d'une famille d'industriels) inféodés au capitalisme qui avaient tiré profit de l'euro et avaient été relativement épargnés par l'UE et les gouvernements précédents.

Sia Anagnostopoulou qui est une députée de Syriza, s'est livrée à un exercice dans cet article qui consistait en gros à dire après nous ou sans nous le déluge, comme si le dernier mémorandum accepté par Tsipras et Syriza était autre chose ou n'y conduisait pas. Elle le présente comme un moindre mal inévitable pour le peuple grec avec un cynisme qui rivalise avec celui de l'Eurogroupe. Elle le (le mémorandum) cautionne et le revendique.

Partant de là, il est inutile de commenter davantage son article. Il est préférable de le lire pour prendre la mesure du degré de démagogie auquel ils sont capables de recourir pour tromper les travailleurs, sans faire d'amalgame, à côté Hollande et Sarkozy sont des amateurs, il n'y a que l'extrême droite pour arriver à un tel niveau de populisme. Ils y sont contraints pour demeurer enfermés dans le cadre du régime en place dont la survie et les intérêts dictent dès lors l'attitude infâme qu'ils adoptent, pour refuser de l'affronter et de rompre avec lui.

On retrouve chez Syriza et ses semblables en Allemagne, Espagne et France notamment la même supercherie que celle à laquelle se livrent la social-démocratie dégénérée et leurs acolytes staliniens qui consiste à dire : nous avons de bonnes intentions, mais on ne nous a pas permis de les appliquer, nous sommes désolés, nous n'y sommes pour rien, préparons les conditions qui permettront de les réaliser renvoyées à une date indéterminée qui ne verra jamais le jour, parce qu'ils ne s'en donneront jamais les moyens pour être des agents du régime en place.

Socialisme en parole, impérialiste en acte disions-nous autrefois à propos de la social-démocratie, cela s'applique parfaitement à Syriza, Podemos, Die Linke et le Front de gauche, à ceci près qu'il n'y a plus rien de socialiste dans leur discours. Ce sont des sociaux-démocrates, mais comme le stade de l'impérialisme en putréfaction est incompatible avec le social et la démocratie, leur discours qui peut faire illusion un instant est en réalité totalement vidé de sa substance sociale, c'est un couteau sans lame.

L'article suivante qui a été rédigée par une Athénienne confirme tout ce qui vient d'être dit à sa manière si besoin était.

Sans le soutien de la classe dominante et ses médias, parce que la Nouvelle Démocratie et le Pasok étaient totalement discrédités et n'étaient plus en mesure d'assumer la mise en oeuvre d'un énième mémorandum, jamais Syriza n'aurait réussi à se hisser au premier plan de la scène politique dans le cadre des institutions en vigueur, qui dès lors devrait gouverner pour le compte des oligarques.

Ces gens-là sont les pires ordures qui soient, car ils n'ont jamais eu l'intention d'affronter la classe dominante, et ils savaient qu'en refusant de l'affronter il leur faudrait continuer d'appliquer la politique antisociale de leurs prédécesseurs. Ce sont des gens profondément malhonnêtes, de minables manipulateurs, des falsificateurs ou des faussaires, de vulgaires escrocs qui finalement ne roulent que pour leurs propres intérêts qui se confondent avec ceux des capitalistes. Cela vaut pour les dirigeants de Die Linke, de Podemos et du Front de gauche.

### Syriza, Front de gauche, Podemos, Die Linke ou un "clou dans le cercueil" du mouvement ouvrier.

- Syriza: Le clou dans le cercueil de la gauche ? - Arrêt sur Info 22.08

Article rédigé par Christine qui vit à Athènes, source, le portail grec okeanews.fr : <http://www.okeanews.fr/20150821-syriza-le-clou-dans-le-cercueil-de-la-gauche>



Syriza était la composition de plusieurs tendances mais n'avait jamais atteint les pourcentages électoraux du PC « original ». Pas suffisamment « droit » pour attirer les communistes. Le centre-gauche était occupé par un autre grand de la scène, le Pasok, ou mouvement socialiste panhellénique. Syriza a longtemps « vivoté » sur la scène politique grecque, faisant toujours partie du Parlement, sans faire d'étincelles.

Puis, le Papandréou Junior est arrivé avec le premier mémorandum sous le bras. Les choses ont commencé à bouger. Les gens ont commencé à bouger. À protester. À se mobiliser. Et, là, alors que Syriza aurait pu jouer un rôle de protagoniste, il a quand-même poursuivi sur sa lancée de comparse... pire, encore, il a tout légitimé...

J'ai souvent entendu des gens qui s'étaient trouvés place Syntagma, à l'époque, expliquer comment ceux de Syriza ont joué aux pompiers... ils ont tout fait pour éteindre la flamme qui s'était allumée dans l'âme des indignés. « Attendez un peu, nous viendrons au pouvoir, et tout changera »... Si l'on ajoute la répression par la police, le mouvement s'est essoufflé et s'est retiré (de la place, mais pas du reste de la vie, heureusement...)

(...)

Depuis cinq ans, le pays est déchiré en petits morceaux que l'on s'efforce de monter les uns contre les autres : les employés du privé contre les fonctionnaires, les boulangers contre les supermarchés, les élèves contre les enseignants, les étudiants contre leurs profs... les pauvres contre les riches et vice-versa. Et qu'est-ce que Syriza fait ? Il attend ! Il attend que le pouvoir lui tombe entre les mains comme un fruit mûr tomberait de l'arbre...

(...)

Et voilà que, maintenant, l'Europe est ouvertement néolibérale.

(...)

Et Syriza dans tout ça ? Oh, L'Europe est notre maison commune, l'euro est notre monnaie commune. Bon, elle n'est pas toujours commode l'Europe, mais on finira bien par s'arranger...

En tout cas, Syriza ne perdra pas le temps d'essayer d'expliquer aux gens ce qui se passe. Il n'indiquera pas quel est l'ennemi dans cette guerre que nous vivons. Car il s'agit bien d'une guerre.

(...)

À chaque fois qu'un débat important a lieu au Parlement, à l'occasion d'un énorme projet de loi, je me dis : « Ils ne vont pas rester-là, à participer à ce cirque ! Ils vont sortir de la Vouli et vont rejoindre les gens ! »

Mais, non...Jamais ! Au grand jamais ! On a bien droit à des discours mais c'est si peu de choses face à la tragédie qu'on vit...

Et, puis, arrive le moment fatidique. Les vieux partis ont épuisé leur potentiel. Ils ne pourront plus rien faire passer au Parlement. Les « partenaires » le savent bien. L'élection du nouveau président de la République est l'occasion toute donnée. Puisque Syriza n'est pas d'accord, nous allons aux urnes. Élection nationale, donc, pour un nouveau gouvernement. Les gens en ont marre, sont dépassés, souffrent. Tsipras apparaît comme la solution. Il est jeune, il ne fait pas partie du système politique pourri (?), il a des idées (?), il propose un programme de lutte contre la crise humanitaire qui frappe le pays. Veiller sur les plus démunis, redonner l'électricité et l'eau à tous ces foyers sombres et froids et à sec. Et, puis, merde ! Les Grecs sont un peuple fier ! On ne peut pas accepter que madame Merkel, madame Lagarde, monsieur Schäuble nous disent ce que nous devons faire !!! Nous sommes un État souverain ! Nous allons prendre soin des nôtres !

Mais, voilà, il y a un « hic »... vous ne pouvez pas faire de la politique sociale en DÉPIT de l'Union européenne AVEC le fric de l'Union européenne ! Or, c'est bien ce que répond Tsipras quand on lui demande où il trouvera l'argent pour son programme anticrise humanitaire annoncé à Thessalonique. Il puisera dans les fonds du « Cadre stratégique national de référence » ! Je me dis « c'est pas possible qu'il dise une chose pareille ! » et, surtout « ce n'est pas faisable ! Les « partenaires » ne débloqueront jamais ces fonds ! »

Mais il insiste. Tout comme il insiste sur son intention de « déchirer le mémorandum dans la cour de la Vouli et d'annuler les mémorandums en UNE loi, dans UN article » !

Ah, bon ?!

« Nous négocierons avec nos partenaires européens. Nous formons une famille (qui s'entre-bouffe, oui), ce sont des gens raisonnables (oui : 1 euro + 1 euro = 2 euros), ils comprendront et deviendront plus flexibles. Ils ne pourront pas refuser notre offre ! » Et c'est là que Tsipras dit que « Madame Merkel acceptera notre offre, et elle le fera en plein jour ! » (elle l'aurait fait en pleine nuit que ça n'aurait dérangé personne, j'imagine...)

Et c'est parti pour la campagne électorale. Et ça commence à voyager dans tous les sens : Europe, États-Unis, Texas, participations à des tables rondes un peu partout... Dans le pays, ça a des rencontres avec tout le monde, église, police, pompiers, armée... D'anciens du Pasok commencent à frapper à la porte de Syriza... Et, je me rends compte que tous sont les bienvenus... Mais, bon sang, comment peut-on s'entendre avec des gens qui ont voté tous les mémorandums et dont on sait qu'ils ne peuvent pas décrocher du fauteuil du pouvoir ?!

Et, pourtant, tout est possible. « La politique est l'art du faisable »... c'est mettre la barre bien bas, pour un parti de gauche... Ah, je ris ! Me suis prise au piège... ce n'est pas comme ça, la Gauche !

Mais, voilà, la Gauche européenne est ravie... Podemos en Espagne, Die Linke en Allemagne, la Gauche en France, Sean Fein en Irlande : on embrasse Alexis et on l'encourage... Sauraient-ils quelque chose que moi j'ignore ?

Et, voilà-t-y pas qu'il est également le bienvenu à cette assemblée en Italie, à la Villa d'Este et s'assied à la même table que Baroso, Trichet, Mario Monti et d'autres types du même genre...

Ah ! Je vois ! Il veut ronger le « système » de l'intérieur... y a pas d'autre explication...

(...)

« La gauche radicale » vous dites ?! On parle bien de Syriza, là ?! De ce parti qui a indirectement soutenu tout ce qui se passe dans le pays depuis cinq ans ?! Ah, bon... c'est ÇA, la gauche radicale ?!

OK, j'ai compris, vous vous foutez des Grecs ! Vous savez quelque chose que j'ignore. Vous savez aussi que les « vieux partis » ne peuvent plus rien pour vous. Alors, vous faites semblant de ne pas vouloir de Syriza, d'avoir peur de Syriza, d'avoir en horreur Syriza et les bouleversements qu'il va apporter, pour que les gens ici n'hésitent pas un moment avant de mettre le petit papier dans l'urne. Fins filous que vous êtes !

Ma mère me demande : « On vote quoi, alors ?! » « Ben, on vote Syriza, mais, je te le dis, on les surveille de près ceux-là, je ne leur fait pas confiance ! Pour l'instant, il s'agit de faire partir la peste de la nouvelle démocratie et du pasok ! Après, on verra bien ! » (oh, pour ça, on est servi, maintenant, n'est-ce pas ?).

Syriza est élu ! La joie ! Le bonheur ! « Enfin, notre voix va se faire entendre et pourra changer quelque chose » se disent les gens... bon nombre d'entre eux... « On va aller en Europe et on ne se couchera pas devant la troïka et autres monstres ! » Histoire de renforcer le tout, on va gouverner avec les Hellènes indépendants. Bon, ce sont des conservateurs, un p'tit peu racistes, des fois, mais ce sont des patriotes et ils sont dur comme fer contre les mémorandums et l'austérité. Ça, l'austérité, leur président, connaît pas... puis, il croule sous le fric, lui... mais, il sait parler.... Et puis, il aime bien l'armée... on lui passe le ministère de la défense. Bien fait pour lui... (il passera des accords avec Israël, il achètera des avions de chasse aux USA, il promettra une bonne partie du pétrole de la mer Égée aux américains, et c'est bon ainsi...)

(...)

Mais, voilà... les négociations n'avancent pas comme prévu... tout compte fait, les « institutions » ne sont pas si raisonnables que ça. Il faut poursuivre le même programme. L'austérité est là pour rester...

(...)

Les jours passent... les mois passent... Varoufakis avait dit dans une interview, avant Noël, que si nous osions proposer des changements au mémorandum, les « partenaires » y mettraient le paquet. Ils n'hésiteraient pas à fermer les robinets de la liquidité de la BCE. Ben, c'est chose faite ! On poireaute devant les distributeurs pour le billet quotidien de 50 euros. Le pays est asphyxié. Syriza savait que ça pouvait arriver. Mais il n'avait rien fait pour se préparer, pour préparer le pays, les gens.

« L'Europe c'est notre maison commune. Nous allons en faire une maison meilleure pour les peuples d'Europe, contre les banquiers ! »

Je me sens de plus en plus mal à l'aise, surtout face à toutes celles et ceux avec qui je discute sur Twitter : ils semblent tellement heureux de voir un Varoufakis et un Tsipras se dresser contre les « institutions »... ils se révoltent face aux procédés et

aux mots employés par elles... Je sens bien qu'à travers la Grèce bien d'autres peuples espèrent que l'Europe soit finalement modelée autrement... (mais, depuis combien de décennies, à chaque élection européenne, des partis ne nous promettent-ils pas « une meilleure Europe » ?!)

Ça bloque. Ça ne débloque pas. Nouvelle stratégie. Référendum. Alors, là, on s'en est donné à cœur joie, n'est-ce pas ?! La question est moitié en grec, moitié en anglais. On n'y pige pas grand-chose. Mais, les gens savent. La question est simple : vous voulez l'austérité ou pas ? La réponse est « pas »... enfin... « OXI ». Alexis demande qu'on vote « non ». Ce sera une arme de la plus haute puissance de frappe, dit-il...

Que le ciel leur est tombé sur la tête, c'est clair. Un petit Alexis est sorti le soir même sur nos écrans et, en prestidigitateur averti, nous a transformé le « non » en « oui ». Et il a pris ce « oui » sous le bras, pour s'en aller à Bruxelles... Ce coup-ci, les « partenaires », « institutions », « créanciers » et tutti quanti vont trembler ! Le peuple a parlé... mais on l'a mal traduit...

Oh, il n'est nullement menaçant Alexis. Jean-Claude est tellement content de le retrouver ! Il en a les canines qui poussent... et y a pas que les siennes...

« Si vous avez une alternative à me proposer, faites-le ! », clame-t-il quand il arrive après le calvaire de 19 heures qu'il vient de grimper... (Nous le grimpons depuis cinq ans et demi ce calvaire, mais, ça, c'est une autre histoire, n'est-ce pas ?) C'est donc que lui-même n'a rien d'autre à proposer. Évidemment. Négocier en laissant toutes ses armes fondre l'une après l'autre (pas quitter l'euro, pas quitter l'UE, rembourser le FMI rubis sur ongle, avec un tout pitit-tout pitit retard de rien du tout, après avoir gratté les fonds de tiroir...) on ne représente aucune menace ! Alors, on ne négocie pas. On obéit. C'est tout,

Oh, on a beau s'en fâcher, dans certaines des « composantes » de Syriza. On a beau voter « contre » au Parlement, ça passe avec l'appui de ceux de l'autre bord qui, même à l'opposition, ne pensent qu'à servir leurs maîtres d'antan... dans l'espoir de regagner leurs sièges anciens.

Zoé a beau être outrée, s'insurger contre le gouvernement qui ne s'est pas servi des armes qu'elle lui a si bien et avec tant de peine préparées grâce aux travaux de la commission pour la vérité sur la dette publique. Elle a invité des gens du monde entier pour affûter les armes. Non seulement il ne s'en est pas servi mais il a qualifié l'idée d'illusion.

Alors, Syriza a-t-il menti ? Ou bien était-il vraiment SI naïf ? Je ne me lancerai pas dans des théories de complots. Je regarde les choses et les résultats à l'aide de la Raison : quand on part au combat, on choisit ses armes et on prend celles dont l'ennemi a le plus peur ou celles qui peuvent lui porter le coup le plus dur. Comment appelle-t-on celui qui avertit l'ennemi en lui disant : « OK, je viens combattre, mais je compte sur vous pour que vous ne me frappiez pas trop fort parce que j'ai laissé de plein gré toutes mes armes chez moi » ?

On se demande « mais, aurait-il pu mieux faire face à ces monstres de créanciers ?! » Oh, oui, qu'il aurait pu mieux faire. Dire qu'ils n'avaient pas le temps de se préparer, c'est leur accorder un alibi de bêtise : six mois avant les élections, MOI-même j'étais certaine qu'ils seraient élus. Imaginez, alors, quelles étaient les informations dont eux-mêmes disposaient. Ils devaient arriver aux élections équipés d'un plan B, mais aussi C, et D, et E... En tant que parti de la Gauche ils étaient TENU de disposer d'une ALTERNATIVE, n'est-ce pas ? !

Alors, le 3e mémorandum est là. Il paraît que bientôt nous aurons à nouveau des élections (Syriza ne peut plus continuer à légiférer en comptant sur l'appui des « anciens pourris »...) Une très bonne chose s'est produite dans tout ça : les peuples d'Europe ont pu voir se dérouler devant eux une énorme tragédie (dont ils ne connaissent pas encore la véritable portée) et savent que cette Europe et cette monnaie n'apportent rien de bon. Les masques sont tombés. Une très mauvaise chose s'est produite : les gens, dorénavant, entendront le terme « Gauche » et cracheront par terre, pour montrer leur mépris, ou sur leur poitrine, pour dire « loin de nous, ce mal » !

(La conclusion devait être désabusée, désastreuse car s'éloignant de la lutte des classes. Voilà comment ces salopards des Fronts de gauche ou de la gauche dite radicale en Europe s'emploient à briser les espoirs des travailleurs qu'il est possible de changer la société. Ce sont les pires fossoyeurs de la lutte de classe du prolétariat, leur ennemi n'est pas le capitalisme, mais la révolution socialiste, ils n'en ont jamais eu d'autres, c'est ce qu'il faut se graver dans le cerveau et expliquer aux travailleurs. - LVOG)

Peut-être que, le moment est venu de ne plus réfléchir en termes de Gauche et de Droite. Peut-être que le moment est venu réfléchir en termes d'humanité, d'égalité, de fraternité. En ces termes qui ne permettent pas de tergiverser et de composer dans le genre « centre-droite », « social-démocratie » et autres « fruits mixtes »... On est humain ou on ne l'est pas, on est égal ou on ne l'est pas, on est frères où on ne l'est pas... Arrêt sur Info 22.08

La pauvre femme en perd la tête, c'est terrible !

Et vous voudriez qu'on ménage Mélenchon et le Front de gauche, ceux qui tournent autour ? Ne comptez pas sur nous.

## [Quand Le Monde se fait le porte-voix de G. Soros ou Washington.](#)

On retrouve le duo média-ONG qui ont les mêmes commanditaires ou le triptyque infernal de la réaction.

- François Hollande enterre la diplomatie des droits de l'homme - LeMonde.fr

Parce que cela aurait existé un jour ?

Ce qu'il y a de pratique dans le cas présent en prétendant que Hollande serait devenu pourri, c'est qu'on continuera d'ignorer qu'il l'était déjà avant, cela permettra inconsciemment d'entretenir l'illusion qu'il pourrait bien ne pas l'être dans l'avenir ou si les conditions étaient différentes ou plus favorables, qui sait ?

A l'arrivée on aura évité de remonter à son comportement ou à son engagement originel dans lequel était déjà inscrite ou tracée son évolution future ou ce qu'il ne manquerait pas de devenir, de sorte qu'on ne parviendra pas à comprendre sa véritable nature, est-il de gauche, est-il de droite, l'a-t-il toujours été, le restera-t-il, peut-il le redevenir, etc. toutes les hypothèses se valent, rien n'est tranché, chacun y trouvera son compte, alors que vivent les illusions destinées à lui profiter et à bénéficier au régime en place.

Qui a rédigé cet article ?

Jean-Marie Fardeau, directeur de Human Rights Watch en France.

Qui pilote Human Rights Watch ?

Wikipedia. Le journaliste néerlandais Paul Treanor affirme que HRW est « une entreprise conjointe de George Soros et du Ministère américain des affaires étrangères ». Ainsi, l'organisation elle-même annonçait en 2010 recevoir 100 millions de dollars de George Soros via l'Open Society Institute.

HRW est financé à 75% par le gouvernement américain. Et le rédacteur en chef de la revue Foreign Affairs, James F. Hoge Jr, est le présidente de son conseil d'administration.

Et quel était le contenu de cet article ? Son auteur reprochait à Hollande d'avoir rencontré un certain nombre de chefs d'Etat ou de s'être rendu dans certains pays où des opposants seraient maltraités ou emprisonnés, notamment à Cuba. Mais quand c'est Obama qui se livre à ce genre d'exercice, HRW n'y voit rien à redire.

HRW dans ses oeuvres... de guerre.

- L'attaque du marché de Douma: un prétexte fabriqué pour intervenir en Syrie ? - Arrêt sur Info 23.08

Extrait. Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch, a fait entendre son soutien à une guerre à grande échelle sur la Syrie au nom de l'humanitarisme. Roth a appelé à plusieurs reprises à l'intervention contre le gouvernement légal de la Syrie, ayant récemment tweeté des déclarations telles que: "Comme à Sarajevo, l'attaque du marché de Douma pourrait finalement forcer Assad à cesser de viser les civils?" (@KenRoth, 16 Août). L'insinuation de la déclaration est tout à fait claire: il devrait y avoir une intervention militaire, comme lors de la guerre des États-Unis-OTAN sur la Yougoslavie et plus tard la Serbie, afin d'arrêter le "massacre" de civils. Il convient de noter que ce tweet a été publié dans les heures suivant les nouvelles de l'incident à Douma, longtemps avant toute enquête.

Roth, et par extension son organisation Human Rights Watch, discrédite encore un peu plus les quelques ruines d'impartialité que lui et HRW auraient pu conserver avec des tweets ineptes tels que: "les meurtres du marché de Douma montrent comment Assad choisit de mener cette guerre: délibérément contre des civils" (@KenRoth, 16 Août), une allégation évidemment partial, et tout à fait sans fondement. Roth ne pouvait avoir absolument aucune connaissance des identités des morts ou des motivations du gouvernement syrien quand il a publié ce tweet le jour même de l'attaque. Il se révèle ici comme étant ni plus ni moins un laquais de l'impérialisme, un faucon de guerre se faisant passer pour un défenseur des Droits de l'Homme.

Cette malhonnêteté n'est cependant pas nouvelle pour Roth et HRW. Comme cet auteur l'a fait valoir précédemment, HRW est une organisation totalement discrédité qui a à plusieurs reprises publié ouvertement de fausses allégations au sujet de la guerre en Syrie afin de justifier une intervention des USA et de l'OTAN. On doit évidemment rappeler le risible, et maintenant complètement discrédité rapport 2013 de HRW titré: "Attaques sur Ghouta: analyse de l'utilisation présumée d'armes chimiques en Syrie", lequel rapport prétendait à tort que le gouvernement syrien avait mené l'attaque infâme à l'arme chimique du 21 Août 2013. Arrêt sur Info 23.08

Il ne s'agit pas ici pour nous de ménager Hollande, mais de montrer comment ce genre d'ONG est utilisée par l'oligarchie américaine pour discréditer des chefs d'Etat ou faire pression sur eux pour qu'ils s'alignent totalement ou sans condition sur leur politique. A moins qu'ils aient déjà décidé de se débarrasser de Hollande, mais à notre avis se serait prématuré, car en un an et demi il peut encore faire le sale boulot qu'un autre gouvernement aura bien du mal à faire par la suite.

### [L'enseignement moral et civique sera désormais obligatoire à l'école - Francetv info](#)

- "...nous repoussons toute prétention de nous imposer quelque dogmatisme moral que ce soit comme loi éthique éternelle, définitive, désormais immuable, sous le prétexte que le monde moral a lui aussi ses principes permanents qui sont au-dessus de l'histoire et des différences nationales.

Nous affirmons, au contraire, que toute théorie morale du passé est, en dernière analyse, le produit de la situation économique de la société de son temps.

Et de même que la société a évolué jusqu'ici dans des oppositions de classes, la morale a été constamment une morale de classe ; ou bien elle justifiait la domination et les intérêts de la classe dominante, ou bien elle représentait, dès que la classe opprimée devenait assez puissante, la révolte contre cette domination et les intérêts d'avenir des opprimés.

Qu'avec cela, il se soit en gros effectué un progrès, pour la morale comme pour toutes les autres branches de la connaissance humaine, on n'en doute pas. Mais nous n'avons pas encore dépassé la morale de classe. Une morale réellement humaine, placée au-dessus des oppositions de classe et de leur souvenir, ne devient possible qu'à un niveau de la société où on a non seulement vaincu, mais oublié pour la pratique de la vie, l'opposition des classes." (Friedrich Engels (1878) : Anti-Duhring - Chapitre IX :: La morale et le droit.. Vérités éternelles)

---

### [ACTUALITE EN TITRES](#)

#### [La précarité de l'emploi les emballe.](#)

- L'intérim connaît une belle embellie - Francetv info
- L'intérim continue sa progression - Francetv info
- L'intérim connaît une belle progression - Francetv info

#### [Les représentants de la classe dominante expriment-ils un souhait ou est-ce un constat ou les deux à la fois ?](#)

- Valls comme Hollande seraient éliminés dès le 1er tour de la présidentielle - AFP

#### [Le terrorisme d'Etat par procuration.](#)

- Thalys: "Nous devons nous préparer à d'autres assauts", affirme Hollande - AFP

En semant le chaos et la guerre ils ont réduit à néant l'espoir des peuples d'une vie meilleure, sachant qu'en réaction parmi les éléments les plus vulnérables de la société, un certain nombre d'entre eux seront tentés de recourir à des solutions individuelles, extrêmes ou violentes, qu'ils pourront dénoncer par la suite, ce qui leur fournira un prétexte pour justifier le renforcement de l'arsenal judiciaire et policier, militaire pour les prévenir.

#### [En restaurant la monarchie absolue sous l'égide de l'oligarchie financière.](#)

- Thalys : comment lutter contre "les fourmis" du terrorisme - LePoint.fr

#### [Il suffit de le regarder !](#)

- Claude Guéant: "Il y a des gens qui ont plus une allure de délinquant que d'autres" - L'Express.fr

Par exemple l'ex-secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, que Goldman Sachs vient d'embaucher...



## De la mégalomanie à la mythomanie

- 2017 : Mélenchon se dit plus capable que Hollande d'être au second tour - Liberation.fr

Le second tour ? «Je crois que je peux y être. Mais lui non.» Lui, c'est François Hollande. Selon Mélenchon, le président de la République «ne sera même pas candidat, il ne pourra pas se représenter. Le monde entre en turbulence. Un minimum de bon sens va peut-être pousser les socialistes à penser que cet homme-là n'est pas taillé à la mesure des événements.». Liberation.fr 25.08

On pouvait lire dans cet article, que Libération avait consacré pas moins de "douze pages" à cet entretien.

Quelle tribune ! Gratuite ? Pas vraiment, plus haut on rappelait que c'était la classe dominante et les médias grecs qui avaient fait la courte échelle à Syriza pour le hisser là où il est aujourd'hui, et que ce n'était pas sans arrière-pensées... On en a là la démonstration avec le Front de gauche en France.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### La "neutralisation" du chef de guerre Hollande serait une mesure de salut public.

- Une solution politique en Syrie passe par la "neutralisation" de Bachar Al-Assad, estime François Hollande - Francetv info

"La Russie s'y est associée, un dialogue peut donc être engagé, faut-il en fixer les conditions : la première, c'est la neutralisation de Bachar Al-Assad", a-t-il souligné. La seconde est "d'offrir des garanties solides à toutes les forces de l'opposition modérée, notamment sunnites et kurdes" (Révélateur : Il a "oublié" les chiïtes ! - LVOG). La troisième, a conclu François Hollande, est de "mêler toutes les parties prenantes à la solution", notamment les pays du Golfe et l'Iran. (Selon Hollande, les pays du Golfe, marionnettes de Washington et Tel-Aviv qui recrutent, armes, financent, entraînent les barbares devraient être "parties prenantes à la solution" de la crise syrienne qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer et entretiennent depuis 2011, au moins on sait quelle partie il représente. Au passage il ignore également que la Russie est opposée à toute solution politique impliquant le départ d'Assad et qu'elle vient de constituer une Commission russo-syrienne, lire l'article du Réseau Voltaire.- LVOG)

Les propos du président français «constituent une ingérence flagrante dans les affaires intérieures et montrent que la France contribue à verser le sang syrien», a réagi une source officielle au ministère syrien des Affaires étrangères, citée par l'agence syrienne officielle Sana. «Le gouvernement français doit savoir (..) que tant qu'il maintiendra ces positions, nous n'accepterons aucun rôle de la France dans une solution politique», a-t-on ajouté de même source. Francetv info et Liberation.fr 25.08

- Dupont-Aignan (DLF): pour vaincre Daech il faut "arrêter de combattre Assad" - AFP

Daech et Al-Qaïda font partie de la réponse de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste à la crise du capitalisme. Cela ne coûte rien à Dupont-Aignan et à tous ceux qui adoptent la même position, dans la mesure où ils n'envisageront jamais de rompre avec le capitalisme qui a produit Daech et Al-Qaïda.

### Le gouvernement se range au côté du Medef et annonce la poursuite de son offensive antisociale contre les travailleurs.

Comme c'est étonnant que les droits et acquis des travailleurs n'inspirent pas "confiance" aux patrons et au marché, et qu'ils soient leurs cibles permanentes que relaie le gouvernement, n'est-il pas "pro-business" ?

- Marché du travail: le gouvernement veut "restaurer la confiance" affirme Le Guen - AFP

Le gouvernement souhaite réformer le marché du travail pour "restaurer la confiance entre salariés et entreprises", a déclaré mardi le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen.

L'objectif du gouvernement est de "rendre plus simple, plus lisible, plus transparent (le code du travail), de façon à restaurer la confiance qui doit exister entre les salariés et l'entreprise", a déclaré M. Le Guen sur France Info.

Le secrétaire d'Etat a dit attendre des propositions "audacieuses" de la part de Jean-Denis Combexelle, chargé par Manuel Valls de remettre d'un rapport sur l'articulation entre la loi et les accords collectifs. AFP 25.08

Valls : "l'ampleur du soutien" du gouvernement aux entreprises "ne sera pas remis en cause". On n'en a jamais douté.

- La lettre de Valls au patronat la veille de l'université d'été du Medef - Le Huffington Post

À la veille de l'université d'été du Medef, le premier ministre veut rassurer le patronat tout en lui rappelant ses devoirs. Manuel Valls assure en effet que "l'ampleur du soutien" du gouvernement aux entreprises "ne sera pas remis en cause"

Un autre chantier consiste à "continuer de bâtir notre modèle de 'flexisécurité' à la française", en misant sur le "dialogue social à tous les niveaux, notamment dans l'entreprise". Manuel Valls, qui avait présenté en juin des mesures en faveur des TPE-PME, juge nécessaire de "repenser la façon d'élaborer une réglementation du travail devenu trop complexe". Le Huffington Post 25.08

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Israël

- Israël a déployé "la Boule de cristal" sur les frontières avec le Liban et la Syrie - francophone.sahartv.ir

Le régime sioniste a déployé le système de contrôle et de surveillance "la Boule de cristal" sur les frontières de la Palestine occupée avec le Liban et la Syrie, ont fait par des responsables de ce régime. Les responsables israéliens ont annoncé qu'ils ont débuté les travaux du déploiement du système de contrôle et de surveillance « la Boule de cristal », dans le Nord, sur les frontières de la Palestine occupée avec le Liban et la Syrie, a annoncé Maariv, le quotidien du régime d'Israël.

« Ce système est l'un des systèmes les plus sophistiqués dans le monde, permettant à l'armée israélienne d'améliorer son système de collecte de renseignements et de développer son fonctionnement opérationnel face aux menaces et à la récente tension sur les frontières avec le Liban et la Syrie », ont ajouté les responsables israéliens.

"Le système « la boule cristal » utilise des dispositifs de détection installés dans différents endroits réduisant ainsi le délai nécessaire pour répondre par les forces israéliennes aux menaces diminuant particulièrement les incidents opérationnels", a écrit Maariv.

"Les travaux de l'installation de ce système dans la zone opérationnelle de la 91ème division sur les frontières avec le Liban ont pris fin. Après c'est au tour de la frontière avec la Syrie", a ajouté la même source. francophone.sahartv.ir 25.08

#### 2- Iran

- Téhéran dénonce l'attaque contre les journalistes en Syrie - francophone.sahartv.ir

La porte-parole du ministère iranien des AE a dénoncé l'attaque contre les journalistes et les civils en Syrie. Selon l'agence de presse Tasnim, suite à une attaque contre le journaliste iranien, Mohammad Hassan Hosseini, qui a été blessé par les obus mortiers tirés par les takfiris, dans la région de Lattaquié, Marzieh Afkham, porte-parole de la diplomatie iranienne, a dénoncé les actes des terroristes contre les civils dont les journalistes et émis l'espoir que M. Hosseini, qui se trouve en Syrie depuis longtemps pour assurer la couverture médiatique des événements, retrouve sa santé.

De même Hossein Amirabdollahian, vice-ministre iranien des AE chargé du département arabo-africain, a condamné dans un message l'acte des terroristes qui ont blessé le journaliste de l'IRIB en Syrie. Il a également fustigé le silence des milieux médiatiques internationaux et insisté sur la nécessité du soutien international aux journalistes dans les régions touchées par les crises. francophone.sahartv.ir 25.08

#### 3- Libye

- Le Qatar et la Turquie soutiennent les terroristes en Libye - francophone.sahartv.ir

Le Qatar et la Turquie continuent à soutenir les groupes terroristes extrémistes en Libye, ont annoncé les autorités libyennes. Abdallah al-Tahani, le premier ministre libyen et Khalifa Haftar, le commandant de l'armée libyenne et des forces de l'armée nationale de ce pays ont critiqué la poursuite par le Qatar et la Turquie du soutien aux terroristes.

L'armée libyenne lutte au nom du monde entier contre le terrorisme, a déclaré Haftar, lors d'une conférence de presse à Aman, capitale jordanienne en faisant allusion à l'embargo sur les armes imposé à la Libye. La situation à Syrte, dans le Nord de la Libye, occupé par les daechistes tournera bientôt en faveur de l'armée libyenne, a souligné Haftar. francophone.sahartv.ir 25.08

## ECONOMIE

La crise du capitalisme et la finance.

- La Grande catastrophe financière à venir - francophone.sahartv.ir

A quand l'effondrement du système financier mondial?

Egon Von Greyerz, membre du conseil d'administration de Goldbroker.com - Fondateur de MAM, Matterhorn Asset Management AG (MAM), et de GoldSwitzerland, Egon von Greyerz a rejoint le conseil d'administration de Goldbroker.com, en Novembre 2012.

EvG a débuté sa carrière, en tant que banquier, puis, a passé 17 ans, en tant que directeur financier et vice-président de Dixons Group Plc. Depuis les années 90, il a été impliqué, activement, dans les activités d'investissement financier, dont le conseil en opérations de fusions/acquisitions et en allocation d'actifs pour les fonds familiaux privés. Cela l'a conduit à créer MAM, en 1998, une société de gestion d'actifs basée sur le principe de la préservation du patrimoine. EvG fait, régulièrement, des apparitions médiatiques, (CNBC, BBC...) et participe à des conférences, à travers le monde. EvG avait prévu les problèmes actuels de l'économie mondiale, il y a plus de 10 ans. En 2002, quand le prix de l'once d'or était de 300 \$, MAM a recommandé à ses investisseurs de placer 50% de leurs actifs en or physique, stocké hors du système bancaire.

"La plupart des gens ignorent, totalement, que 2007-2008 n'était qu'un avant-goût de ce que nous allons, bientôt, connaître. Les 60.000 milliards \$ supplémentaires de crédit et de monnaie imprimée depuis, ainsi que la baisse des taux d'intérêt à zéro, ont donné au monde l'impression que tout va pour le mieux, à nouveau.

Je vais être très clair : rien ne va bien. Huit ans après le début de la Grande crise financière, l'économie de la bulle spéculative s'est, maintenant, étendue, jusqu'à la deuxième plus grande économie, la Chine. La Chine a augmenté sa dette, de façon exponentielle, en la faisant passer de 2.000 milliards \$ à 28.000 milliards \$, depuis le début de ce siècle. Une grande partie de cette dette a servi à financer des «éléphants blancs» et des villes fantômes. Il serait surprenant que le total des mauvaises dettes de la Chine soit inférieur à 10.000 milliards \$, lorsque tout cela prendra fin.

Cette bulle a, aussi, infecté la plupart des marchés émergents. Avec une augmentation massive des dettes, un dollar plus fort et les prix des matières premières qui s'effondrent, presque toutes les économies émergentes sont au bord du précipice. Comme Michael Snyder, du Economic Collapse Blog, l'a, récemment, fait remarquer, 23 Bourses mondiales sont, actuellement, en train de s'effondrer. Parmi ces 23, 22 sont des économies émergentes, et la 23ème est la Grèce, qui, définitivement, n'est pas émergente, mais qui s'enlise dans la Méditerranée. Mais ne croyez pas que cette épidémie n'affectera que les économies émergentes... Non, cette contagion s'étend, déjà, vers l'Ouest, et nous verrons, bientôt, des marchés boursiers s'effondrer, ce qui étonnera beaucoup de personnes et provoquera une panique, dans l'économie mondiale. Cet automne pourrait marquer le début de la fin de cette expérience, vieille de cent ans, de manipulation et de répression du système financier, par les banquiers et les banques centrales.

La Grande crise financière de 2007-2009 va se transformer en Grande catastrophe financière. Cela pourrait se traduire par une remise à zéro majeure, mais, plus probablement, par un effondrement de l'économie mondiale, du système financier et du système mondial politique. Et cela ne se fera pas sans heurts. Cela prendra beaucoup de temps et il y aura des faillites de pans majeurs du système financier, même de plusieurs pays.

Cela provoquera, aussi, des troubles sociaux, une hausse des conflits, de la pauvreté et de la famine. Je suis conscient que ces prédictions sont alarmistes et ressemblent à un scénario d'Apocalypse. J'espère sincèrement me tromper. Mais, malheureusement, le risque que cela se réalise, au moins, partiellement, est très grand, après cent ans d'excès, dans un monde bâti sur aucune fondation solide, mais plutôt, sur un océan de dette et de monnaie imprimée. Tous ces prix Nobel d'économie, ces banquiers centraux, et les gens ordinaires se rendront compte, dans la douleur, que les morceaux de papier sans valeur, qu'ils appellent "monnaie", ne peuvent pas créer de richesse véritable et durable.

Pour les quelques privilégiés, qui ont un patrimoine à protéger, il est essentiel de posséder de l'or et de l'argent en-dehors du système bancaire. À la fin de cette remise à zéro, il est à souhaiter que l'on assiste à l'émergence d'un monde fondé sur la récompense du vrai travail et du vrai investissement, ayant de réelles valeurs éthiques et morales, ainsi qu'un système monétaire sain. Mais le chemin pour y arriver sera long et difficile. francophone.sahartv.ir 25.08

Source: GoldSwitzerland

Les faux-monayeurs auraient donc créé 60.000 milliards \$ supplémentaires de monnaie de singe depuis 2007-2008, par prudence pour ne pas passer pour un charlatan, à défaut de chiffres précis et vérifiables je m'étais arrêté modestement à 20 ou 30.000 milliards \$, j'étais donc en-deça de la réalité.

Question : A quelle époque depuis que le capitalisme existe, avant et après que Le Capital eut été rédigé par Marx et Engels, le capitalisme avait-il procédé de la sorte ? Jamais il n'avait créé de la monnaie fiduciaire sans équivalent correspondant en or, en argent ou en biens matériels.

Donc au lieu de s'évertuer en pure perte de temps et d'énergie à vouloir analyser le fonctionnement du système économique capitaliste et sa crise à partir des seuls facteurs qui prévalaient autrefois, avant 1971 qui a marqué le point de départ de la désindexation du dollar de l'économie réelle ou productive, on ferait bien d'intégrer ce facteur, cela nous permettrait peut-être de comprendre pourquoi le capitalisme ne s'est pas encore effondré, et comment il sert de levier à la mise en oeuvre de la stratégie politique de l'oligarchie financière. Il en est le pivot ou la main invisible qui frappe et vole à son secours chaque fois qu'il est menacé d'effondrement, pour finalement permettre à leur plan de franchir une nouvelle étape...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 27 août 2015

## CAUSERIE

On n'a qu'une poignée d'articles à ajouter, on verra cela demain.

### Dossier grec.

Confirmation. Tsipras a perdu son référendum.

- Le blogueur grec Pitsirikos donne sa vision de la situation actuelle concernant Yanis Varoufakis. - okeanews.fr 24.07

J'avoue lorsque j'ai appris la démission de Varoufakis, j'ai pensé que c'était un truc décidé entre Tsipras et lui.

Que vouliez-vous que je pense alors que le lendemain du NON qui gagne avec 61,3%, le premier ministre demande la démission de son ministre de l'économie ?

Je me mets à penser alors que Tsipras a fait le référendum en pensant que le OUI gagnerait et qu'il s'est juste fait avoir !

Et là tout est dévoilé.

Varoufakis est présenté comme un adorateur de la drachme et un traître bien que tout le monde sache que la position de Varoufakis était le maintien dans la zone Euro. Pitsirikos. 24.07

Au passage, on a confirmation que Varoufakis pour lequel s'enflamme Mélenchon, n'a jamais envisagé de rompre avec l'euro, et que son "plan B" s'inscrivait bien dans le cadre du maintien de la Grèce dans la zone euro.

Tsipras avait misé sur la victoire du oui, c'est ce que j'avais affirmé le 1er juillet et je crois bien avoir été le seul à cette date là.

Compte tenu de la situation économique de la Grèce étranglée par une dette illégitime conduisant à sa paralysie et à la banqueroute, face à l'intransigeance de l'Eurogroupe et de la troïka, face au refus du peuple de céder à de nouveaux sacrifices, en présence d'une contestation de plus en plus virulente également de l'aile gauche de son parti qui avait dû lui indiquer clairement qu'elle ne soutiendrait pas le gouvernement si Tsipras endossait un nouveau mémorandum, Tsipras a opté pour un référendum en espérant que le oui l'emporterait, de telle sorte qu'en étant mandaté par le peuple pour signer un nouveau mémorandum avec la troïka, il s'épargnerait l'accusation d'avoir capitulé ou d'avoir trahi le peuple grec qui l'avait porté au pouvoir en janvier dernier, auquel il pourrait faire porter la responsabilité des conséquences de ce mémorandum, ce qui du même coup permettrait de mettre au pas l'aile gauche de Syriza et de renforcer ou de resserrer sa majorité parlementaire pour qu'elle adopte comme un seul homme les mesures dictées par la troïka.

Mais voilà, malgré une campagne médiatique hystérique en faveur du oui et la fermeture des banques orchestrée depuis la BCE, c'est le non qui l'a emporté le 5 juillet, du coup toute la stratégie conçue par Tsipras à partir du référendum s'est écroulée, et il est apparu clairement au peuple grec une semaine plus tard, après l'accord conclu avec l'Eurogroupe, qu'il l'avait trahi ou plutôt que finalement il était fait du même bois que la Nouvelle Démocratie ou le Pasok subordonnés à l'oligarchie financière.

Dès lors la crise au sein de Syriza devait s'amplifier jusqu'à la rupture ou la scission précipitant l'annonce d'élections législatives anticipées, le gouvernement n'ayant plus de majorité à la Vouli (le Parlement grec) ou devant compter sur les voix de la Nouvelle Démocratie, de To Potami et du Pasok pour faire passer le mémorandum que Tsipras avait signé le 13 juillet avec l'Eurogroupe.

Reste maintenant à savoir comment le peuple grec se comportera lors des prochaines élections législatives annoncées provisoirement pour le 20 septembre prochain, va-t-il une nouvelle fois porter ses voix sur Syriza ou au contraire les reporter sur l'Unité populaire, personne ne semble en mesure de le dire aujourd'hui, à moins qu'une grande partie des travailleurs et de la jeunesse se réfugient dans l'abstention qui avait atteint 36% lors des législatives précédentes, là encore un facteur qui a été passé sous silence ou n'a pas été pris en compte dans les analyses.

En jetant un coup d'oeil aux résultats des élections législatives de janvier 2015 et en les comparant à ceux de 2012, on s'aperçoit que Syriza avait amélioré son score de 591042 voix, tandis que le Pasok en avait perdu 466542, le Mouvement des socialistes démocrates (KIDISO) de Geórgios Papandréou issu du Pasok n'en recueillait que 152 230 et la Gauche démocrate (DIMAR) s'écroulait littéralement passant de 384 986 voix à 30 074, autrement dit Syriza avait remporté les élections législatives du 25 janvier grâce aux voix venues de partis qui n'avaient rien de gauche ou liés au capital. Dès lors la suite était prévisible. (source : [https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections\\_l%C3%A9gislatives\\_grecques\\_de\\_janvier\\_2015](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_l%C3%A9gislatives_grecques_de_janvier_2015))

Donc claironner que Syriza, Tsipras et son gouvernement tenaient leur mandat du peuple grec ou des travailleurs ne correspondait pas à la réalité ou relevait d'une interprétation erronée pour ne pas avoir pris en compte tous les facteurs en présence, délibérément il faut préciser.

Là encore en France tous les partis dits ouvriers ont failli lamentablement. Les militants peuvent ou plutôt doivent s'interroger sur les réelles capacités de leurs dirigeants ou leurs véritables intentions et en tirer les leçons qui s'imposent, dont la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Pour rappel, nos analyses et positions

Causerie du 1er juillet 2015

Info de dernières minutes. Alexis Tsipras capitule sur toute la ligne.

- Selon les informations du Financial Times, Alexis Tsipras aurait finalement cédé en envoyant une dernière proposition aux « institutions », FMI, BCE et Commission européenne. Cette dernière mouture d'un accord sur le dossier grec reprendrait l'intégralité de la dernière version proposée par les européens au gouvernement Syriza.

A l'annonce de la proposition formulée par Alexis Tsipras, les bourses européennes ont repris leur marche en avant, voyant ici le signal d'une réelle possibilité d'accord, et l'éloignement d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Atlantico.fr 01.07

Dossier grec.

Le gouvernement grec et Syriza tiennent en permanence un double langage au peuple grec en rejetant les propositions de la troïka tout en refusant d'envisager de rompre avec l'euro et l'UE, ce qui ne peut que favoriser la division des travailleurs et affaiblir le camp du "non", non qui les obligerait s'il sortait vainqueur de ce référendum, d'envisager la sortie de l'euro dans un premier temps ou de rejoindre les 12 pays de l'UE qui ne figurent pas dans la zone euro, ce que refusent d'entrevoir les autorités grecques. Finalement ils jouent le jeu de la troïka.

La Grèce n'exclut pas de suspendre le référendum prévu dimanche sur les propositions de ses créanciers, si les négociations reprennent avec l'Union européenne, a indiqué mardi soir à Bruxelles une source européenne proche des discussions. AFP 30.06

Le gouvernement grec va jouer à ce jeu jusqu'au 5 juillet en espérant que le "oui" l'emporte, ainsi il n'aura pas besoin de justifier sa capitulation devant la troïka. Mais rien n'est joué...

Causerie du 2 juillet



Tsipras a envoyé une lettre aux créanciers de la Grèce dans laquelle il exprimait son accord avec la totalité des nouvelles contre-réformes qu'ils voulaient imposer au peuple grec et que le gouvernement grec avait rejetées précédemment, en les amendant à la marge, ce qui revient à une capitulation totale face à la troïka. Et pour faire bonne mesure, simultanément Tsipras appelle à voter non au référendum, car dit-il la victoire du non signifierait "une forte pression" pour continuer les négociations, alors qu'il a déjà fait savoir à la troïka qu'il acceptait toutes ses conditions.

Autrement dit, Tsipras a voté oui avant le référendum auquel il appelle à voter non, sachant que dans tous les cas de figure il n'affrontera pas la troïka. Il a appelé à ce référendum suite aux pressions exercées par la gauche de Syriza et par les travailleurs qui refusent catégoriquement de nouveaux sacrifices. Fin de l'extrait.

Nous voulions juste montrer à nos lecteurs que nous ne leur racontons pas n'importe quoi ou que nous ne nous livrons pas à une réécriture de nos propres interprétations ou analyses, nous espérons qu'ils apprécieront, mais il est vrai que parfois on se demande s'ils ne s'en fouteraient pas un peu. Qu'ils comparent aussi les moyens et le personnel dont disposent leur parti et les miens avant de se prononcer, et qu'ils ne nous en veuillent pas d'avoir des faiblesses ou de commettre des erreurs qui ne sont jamais intentionnelles.

On peut ajouter qu'il nous arrive de ne pas être toujours en mesure de fournir des analyses en temps voulu ou rapidement, par manque de temps ou en absence de suffisamment d'éléments pour fournir des analyses cohérentes ou sérieuses, mais que dès que les conditions le permettent on s'y emploie, contrairement à nos dirigeants qui répèteront sans cesse les mêmes analyses tronquées et défectueuses, c'est à croire qu'il existe une incompatibilité entre nous qui va bien au-delà de désaccords politiques, nous ne partageons manifestement pas les mêmes principes ou valeurs et nous ne traitons pas les militants ou les travailleurs de la même manière.

Si des militants ne supportent pas cette critique, ils ne peuvent pas m'en vouloir de dire la vérité ou de la rétablir, ce serait le comble, qu'ils s'en prennent plutôt à leurs dirigeants qui n'en sont pas capables, ils en portent seuls la responsabilité. On comprend dès lors que lorsqu'un différent survient entre des dirigeants, ils en viennent rapidement à l'insulte ou à la calomnie entre autres. Cela montre simplement qu'ils ont une étrange conception de leurs responsabilités envers leur parti et leurs militants, que l'on ne partage pas, qu'ils ne respectent pas en somme.

#### Derniers développements

- Grèce : Tsipras exclut de former un gouvernement d'unité nationale - AFP

Le Premier ministre grec sortant Alexis Tsipras, qui a démissionné de ses fonctions, ouvrant la voie à des élections anticipées, a exclu mercredi de former un gouvernement d'unité nationale avec les partis de droite ou de gauche s'il n'obtient pas de majorité lors du scrutin sans doute organisé le 20 septembre.

«Je ne vais pas devenir un Premier ministre qui coopère avec la Nouvelle Démocratie (droite)», le Pasok (socialistes) ou To Potami (centre-gauche)», a-t-il assuré lors d'un entretien à la chaîne de télévision Alpha, le premier depuis sa démission la semaine dernière. «Si nous n'avons pas la majorité (absolue à l'issue des élections), je ne vais pas coopérer avec (les partis) des précédents gouvernements», a-t-il insisté.

«Nous n'allons pas coopérer avec l'ancien système», a-t-il ajouté. «Nous n'allons pas faire revenir ceux que le peuple a fait sortir par la porte» à l'issue des élections législatives du 25 janvier qu'il avait remportées haut la main.

Alexis Tsipras, s'est dit «triste de cette guerre civile» au sein de son parti. «Chacun a droit d'avoir des positions différentes (...), on sera jugé pour nos choix», a-t-il souligné. Le Premier ministre reste populaire en Grèce, mais en l'absence de sondage récent, il est difficile de voir s'il serait en mesure d'obtenir une majorité absolue au prochain scrutin ou s'il devra se trouver un allié gouvernemental.

Il a une nouvelle fois justifié sa décision d'accepter les conditions imposées par les créanciers de la Grèce par la nécessité d'éviter «un conflit civil» à son pays. «La sortie de la zone euro aurait été un désastre économique», a-t-il notamment jugé. liberation.fr et AFP 26.08

- Grèce: le gouvernement Syriza s'engage à faire avancer les privatisations - AFP

Le vaste plan de privatisations, prévu dans l'accord récent entre Athènes et l'UE, sera réalisé "comme convenu", a assuré mercredi le ministre grec de l'Economie sortant Georges Stathakis.

"Les accords convenus sont convenus et seront appliqués", a indiqué le ministre lors d'une conférence de presse portant sur le bilan de son portefeuille.

Les ports du Pirée et de Thessalonique, mais aussi la compagnie de chemin de fer et le gestionnaire du réseau passeront dans le privé.

Mercredi, 53 membres sur les 201 du comité central du Syriza ont quitté le parti pour rejoindre également l'Unité populaire. AFP 26.08

- Alexis Tsipras assouplit sa position sur la dette grecque - Reuters

Le Premier ministre grec sortant, Alexis Tsipras, a dit mercredi qu'il accepterait un allègement de la dette grecque s'il était réélu le mois prochain sans pour autant exiger les effacements qu'il réclamait jusqu'à présent.

Alexis Tsipras, qui espère revenir au pouvoir avec une majorité absolue, a déclaré à la chaîne de télévision Alpha TV qu'il privilégiait l'allongement des échéances de remboursements et la diminution des taux d'intérêt.

Il n'a cependant à aucun moment évoqué l'effacement d'une partie de la dette qu'il avait promis de réclamer lors de sa précédente campagne électorale et à laquelle s'oppose l'Allemagne, principale contributrice aux différents programmes d'aide accordés à la Grèce. Reuters 26.08

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Rouge, pair et perte ou quand la bulle de la spéculation immobilière éclate.](#)

On a lu dans un article que 20% des immeubles construits ces dernières années demeuraient désespérément vides, au point qu'il existait en Chine des villes fantômes qui ont poussé comme des champignons.

- La Bourse de Shanghai dégringole encore de 7,63% - Le Huffington Post

La Bourse de Shanghai dégringolait de plus de 6% mardi à l'ouverture, après s'être déjà effondrée la veille de façon spectaculaire, dans un marché affolé par l'affaiblissement persistant de l'économie chinoise et suspendu à d'éventuelles interventions des autorités.

La place shanghaiënaise avait terminé lundi sur une chute de 8,49%, sa plus forte baisse journalière en plus de huit ans. Et elle avait déjà abandonné plus de 11% la semaine dernière. La Bourse de Shanghai a désormais effacé tous ses gains de l'année, s'enfonçant sous son niveau du 31 décembre 2014.

Après s'être envolés de 150% en l'espace d'un an, les marchés chinois avaient lourdement trébuché à partir de mi-juin, et ils continuent de creuser leurs pertes. Et ce en dépit d'interventions répétées par le gouvernement -notamment via des achats massifs de titres par des organismes publics. Le Huffington Post 26.08

[Leur baromètre, c'est le Medef !](#)

- Un an après son arrivée à Bercy, pourquoi Emmanuel Macron reste populaire - 20minutes.fr

Vraiment ?

- Emmanuel Macron indésirable aux universités d'été du PS - 20minutes.fr

- Macron, indésirable à La Rochelle, espéré au ministère du Travail par le Medef - LeParisien.fr

Macron au ministère du Travail : C'est Vichy !

[Poutine enlève ton masque.](#)

- Une touriste française grièvement blessée par un ours en Russie - Francetv info

En voilà une info, où va se nicher leur propagande de guerre !

[En famille, amen.](#)

- Monseigneur Rey : « On ne peut pas ignorer le Front national » - LeFigaro.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 28 août 2015

## CAUSERIE

Depuis le 1er août il y a eu plus de 4400 connexions à la page d'accueil de notre portail, et vous avez été plus de 900 à télécharger le n°1 de la Tribune des travailleurs de la tendance du POI-CCI.

Nous mettons à disposition de nos lecteurs et des militants tous les documents qu'on nous adresse ou ceux qui sont facilement accessibles sur le Net en rapport avec la crise du POI.

On nous a fait un procès d'intention pour avoir lié à la nécessité d'organiser les travailleurs, celle d'élever leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société ainsi que leur conscience politique, à croire que ce dernier point devrait être réservé à une élite qui jusqu'à preuve du contraire a fait faillite.

Donc qu'il nous soit permis de ne pas tenir compte de ses jugements à l'emporte-pièce, dont les conclusions sont incompatibles avec les enseignements de la révolution russe de 1917, qui comme le précisera Trotsky coïncidaient avec le parti bolchevik ou le léninisme, mais aussi avec le combat inlassable que Lénine mènera dès les toutes premières années du XXI<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1917 sur ces deux axes politiques intrinsèquement liés.

Les extraits de Que faire ? de Lénine rédigé en 1902, donc en dehors de toute situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaires, que nous reproduisons, constituent un démenti cinglant à l'orientation politique adoptée par la majorité du POI-CCI, qui en réalité s'inscrit dans le prolongement de celle appliquée par l'ensemble de ce courant politique depuis la mort de Trotsky en 1940 quand on se penche un peu plus près dessus, et qui a abouti notamment à la liquidation de la FEN et à l'établissement d'un lien organique entre leur appareil et celui de FO...

Le trotskysme n'a fait que servir de caution à des dirigeants qui s'étaient donnés comme (seul) objectif de porter le PS au pouvoir, et auquel finalement leurs activités tant syndicales que politiques étaient subordonnées, conformément au réformisme bourgeois des social-démocrates Bernstein, Dühring et Cie. qui de réforme enrêforme devait contraindre le capitalisme à réaliser le socialisme, en rupture avec le socialisme scientifique de Marx et Engels.

La crise actuelle du POI-CCI, c'est la crise du réformisme qui était condamné à mort et devait entrer en putréfaction dans les années 70, s'accélérer dans les années 80, et annonçait la contre-offensive du capital pour liquider toutes les réformes qu'il avait dû consentir à la classe ouvrière lors de la période précédente, les uns et les autres revendiquant sa dépouille pour tenter de le réanimer ou de le maintenir artificiellement en vie.

Les syndicats incarnant mieux que quiconque le réformisme ou le trade-uniosme, c'est sur la question de leur rôle et des rapports à entretenir entre leur parti avec leurs appareils et leurs diverses instances, dirigeants et cadres, que la crise du POI-CCI se développera, sans qu'aucun n'envisage de rompre avec les appareils syndicaux corrompus.

Les militants de base de ce parti ne se sont jamais rendus compte qu'ils étaient ainsi manipulés par des cadres et dirigeants qui tiraient profit personnellement de la ligne politique qu'il avait adoptée devenus permanents à vie de syndicats vendus ou dans leur parti, comme ils ignoreront jusqu'au bout que Jospin en faisait partie ou que leurs dirigeants côtoyaient des dirigeants ou des ministres du PS, qu'on leur présentait comme des social-traîtres ou leurs pires ennemis.

Pendant que les militants de base non-syndiqués se battaient sur le plan politique, derrière l'appareil raflait la mise et mettait notre parti au service de FO et du PS, s'agissant du PS Lambert le déclarera à L'Express dont je n'invente rien. A aucun moment on ne saura combien de permanents comptait notre parti, combien étaient permanents dans FO ou dans d'autres syndicats, du coup à aucun moment on ne s'interrogera sur leurs relations avec l'appareil de FO notamment, dont rien ne transpirait dans Informations ouvrières ou la Vérité (organe théorique du POI-CCI), à aucun moment on ne se demandera si le temps passé et l'énergie dépensée par ces dirigeants et cadres dans les syndicats ne l'étaient pas au détriment de leur travail politique ou de la construction du parti, plus tard j'en arriverai à la conclusion que ce n'était pas véritablement leur objectif en reliant entre eux tous les matériaux que j'allais rassembler de 2002 à 2005.

Que ce soit un membre du Conseil économique et social et environnemental, Vincent Prémey, qui prenne leur défense relayé par

le groupe La Commune (issue de ce courant politique) par le biais du support Mediapart, est plutôt cocasse à l'heure où le gouvernement envisage à nouveau d'intégrer au Sénat cette institution de collaboration de classes. Qu'un tel média lié au PS et au régime les héberge doit être un honneur pour eux. On abordera peut-être un jour prochain les deux derniers articles de Présumey qui ne présente pas un grand intérêt, hormis qu'on sait dorénavant qu'il est également abonné au Canard enchaîné, on a les chaînes qu'on veut bien se donner...

Il y a un aspect des causes de la crise du POI-CCI que nous n'avons pas encore évoquée et qui à notre avis est déterminante.

On a évoqué un désaccord sur leurs rapports aux syndicats et leurs appareils, l'absence de ligne politique, leur combat politique se réduisant à des slogans, mais on ne s'est pas encore penché sur le troisième facteur qui compose la réalité, la situation économique, l'orientation du capitalisme et son développement depuis l'après-guerre jusqu'à nos jours.

Lambert et Gluckstein avaient avoué à demi-mot que finalement il n'y avait pas grand chose pour être bref. Cela ne les intéressait pas apparemment. Ils devaient considérer que ce facteur était un sous-produit de la lutte des classes ou il ne devait avoir qu'une influence secondaire dessus, alors qu'en réalité il allait s'avérer déterminant, dans la mesure où l'orientation du capitalisme de plus en plus placé sous la tutelle de l'industrie financière allait considérablement influencer et modifier les rapports entre les classes au profit de la classe dominante dès la fin de l'URSS. En fait, ce sera dès le début des années 70 que l'oligarchie financière anglo-saxonne allait mettre en place un dispositif qu'elle allait développer au fil des décennies suivantes, qui était appelé à faire pression sur les Etats, à les étrangler littéralement au moyen de la dette dès lors qu'ils avaient acceptés de se soumettre au marché (1973) et allaient perdre ainsi leur souveraineté, qui allait se solder par leur abdication politique face à la finance devenue toute puissance, dont désormais étape par étape (Maastricht, BCE, euro, demain le traité transatlantique) ils allaient appliquer méticuleusement la politique incarnée par l'offensive contre tous les acquis ou droits sociaux des travailleurs, la mise en place de politiques d'austérité, etc. la marge de manoeuvre des différents gouvernements étant réduite à néant.

Le réformisme qui avait pu faire illusion pendant 30 ans avait vécu, place à la dictature de fer de l'oligarchie financière.

Bien entendu, cela allait s'accompagner de multiples mobilisations du mouvement ouvrier et pratiquement autant de défaites, puis l'affaiblissement des syndicats qui allaient perdre des millions de syndiqués, tandis que les ONG et autres associations financées par l'Etat ou de généreux donateurs allaient pousser comme des champignons, les travailleurs allaient progressivement se détourner du PS et du PCF, tous les partis ouvriers allaient entrer en crise, le PCI allait être liquidé au profit du MPPT, puis du PT et enfin le POI, la LCR allait donner naissance au NPA qui depuis est en voie de dislocation également, de nouveaux partis allaient émerger, le PG notamment, Nouvelle Donne tout récemment, tous les deux issus du PS, sur le plan syndical, Sud et Unsa allait voir le jour, la Fen disparaissait, etc. et tout cela traduisait de profonds bouleversements en cours des rapports entre les classes qui n'allaient pas être analysés comme tels, car toute analyse sérieuse ou remontant aux origines de ces profondes modifications aurait mis en évidence l'attitude opportuniste ou la dérive droitière de tous ces partis liés de près ou de loin à la classe ouvrière ou au mouvement ouvrier au cours de la période précédente, ce qui pour leurs dirigeants étaient inconcevables et on aura compris pourquoi.

Leur stratégie politique s'avèrera erronée parce que leur analyse de l'évolution du capitalisme l'était également. Pourquoi ? Parce qu'ils refuseront obstinément de prendre en compte la stratégie politique de l'oligarchie financière qui reposait sur le développement de facteurs économiques qui ne figuraient pas dans Le Capital, qui allaient fausser le fonctionnement du capitalisme et partant de là toute analyse économique sur laquelle reposait la stratégie et les tâches politiques à adopter et à fixer au prolétariat. En violant les règles de fonctionnement du capitalisme, ils allaient fausser les rapports entre les classes en leur faveur et apparaître tout puissant, à côté l'implosion de l'URSS sera un événement secondaire, qui, comme on l'a souligné plus haut, ils avaient déjà intégré près de deux décennies auparavant.

Pendant près de 40 ans ils soutiendront la théorie de l'imminence de la révolution qui allait s'avérer foireuse, ils affirmeront durant toute cette période que les conditions objectives étaient plus que mûres, pour finalement décréter l'inverse en 2008 (Gluckstein lors de l'oraison funèbre de Lambert), bref, on en est logiquement arrivé à la conclusion qu'on était en présence d'aventuriers ou de gens qui s'étaient pris pour ce qu'ils n'étaient pas à notre insu.

Et rien n'a changé depuis, et la crise du POI-CCI ne changera rien puisque les uns et les autres sont convaincus d'avoir raison, selon eux ils n'ont commis aucune erreur, mais là il ne s'agissait pas d'erreurs, mais de la manifestation de leur incapacité à intégrer le marxisme pour interpréter la situation sous tous ces angles, y compris économique, or c'est l'économie qui détermine la politique, avant tout celle de la classe dominante contre laquelle nous nous brisons les dents parce qu'on n'en comprend ni l'origine ni le développement ni l'objectif politique.

On aurait presque envie de s'excuser d'introduire ce facteur dans notre analyse, mais si on procède autrement on ne peut pas comprendre la situation et les rapports entre les classes, l'état et le niveau de conscience des masses exploitées.

Ils en sont restés au schéma classique de l'économie et de la conception de la lutte des classes, comme si finalement tout s'était déroulé fidèlement à ce qu'ils avaient lu autrefois dans des livres ou leurs expériences passées qui avaient eu lieu dans des conditions totalement différentes. Ils ne pouvaient pas en tirer des leçons puisqu'ils continuent de le nier.

Un tel aveuglement, un tel acharnement à s'écarter de la réalité a de quoi préoccuper sérieusement les militants, car on ne s'en sortira jamais en continuant de la sorte.

On n'a pas le temps de formuler ici un diagnostic sur l'évolution prochaine du capitalisme mondial. Tout ce qu'on peut dire au regard des dernières informations qui nous sont parvenues sur les rapports entre les Etats-Unis et la Russie ou ce qui se passe en Russie, c'est qu'elle va prochainement tomber dans le giron de l'oligarchie financière internationale regroupée autour de l'oligarchie financière anglo-saxonne, c'est une question de quelques années seulement tout au plus, ensuite le tour de la Chine viendra, elle tombera comme un fruit mûr dans le panier de la mariée du gouvernement mondial ou de la dictature mondiale, et si nous ne les avons pas stoppés avant, nous pourrions dire adieu définitivement au socialisme.

Ce qui est étonnant, c'est que des gens aussi intelligents que nos dirigeants et bien des cadres du mouvement ouvrier car cela ne concerne pas seulement le POI, ne parviennent pas à se ressaisir, à admettre qu'ils se sont fourvoyés, on ne veut pas les juger, on ne leur en veut même pas, on ne leur demande aucun compte, la virulence de nos propos fait partie de la polémique ou du combat politique, nous n'exigeons la tête de personne, nous essayons de comprendre pourquoi ils persistent à nier l'évidence.

### Dossier grec.

Il faut avant tout protéger les institutions.

- Une juge nommée Premier ministre de transition en Grèce par Renee Maltezou et Deepa Babington - Reuters

La présidente de la Cour suprême grecque, Vassiliki Thanou, a été nommée jeudi Premier ministre par intérim pour diriger le pays jusqu'aux élections législatives anticipées le mois prochain, après la démission d'Alexis Tsipras.

(Rien de telle qu'une représentante de l'appareil judiciaire des institutions grecques du capital dans le cadre duquel se sont inscrits tous les mémorandums adoptés à ce jour, pour préparer le terrain au prochain gouvernement, qui aura pour mission d'assumer la poursuite de la même politique réactionnaire et d'assurer la stabilité du régime et des institutions auxquelles il se soumettra forcément à défaut de les affronter et de rompre avec elles. - LVOG)

Choisie par le président Prokopis Pavlopoulos, cette magistrate de 65 ans est une opposante affichée aux mesures d'austérité mises en oeuvre ces dernières années. Elle s'était notamment opposée ouvertement à la réduction des salaires des juges et des auxiliaires de justice. Elle avait déjà été la première femme à présider l'union des magistrats et des procureurs avant d'être nommée à la tête de la Cour suprême.

(Une opposante à la Tsipras, quoi. - LVOG)

Le gouvernement qu'elle est chargée de diriger restera en place au moins jusqu'au scrutin du mois prochain, qui pourrait avoir lieu le 20 septembre.

(Est-à dire qu'il pourrait être reconduit par la suite sans tenir compte des résultats de ce scrutin ? C'est ce que suggère l'AFP. - LVOG)

"Je suis particulièrement heureuse de recevoir la première femme Premier ministre de l'histoire de la démocratie grecque, ce qui constitue une étape importante", lui a déclaré Alexis Tsipras lors de la cérémonie de passation de pouvoirs dans la résidence du chef du gouvernement.

(Pendant que le peuple grec pleure, Tsipras est heureux, bref, le cynisme en prime. - LVOG)

La nomination de Vassiliki Thanou clôt une semaine de négociations infructueuses, les dirigeants des principaux partis d'opposition ayant tenté en vain de former une coalition gouvernementale, conformément au droit que leur confère la Constitution en cas de démission d'un Premier ministre durant la première année de son mandat.

Alexis Tsipras, issu du parti de gauche Syriza, a présenté sa démission la semaine passée et ni Nouvelle Démocratie (ND), le principal mouvement de la droite grecque, ni Unité populaire, le nouveau parti créé par des "frondeurs" de Syriza, ne sont parvenus à s'assurer une majorité pour éviter de nouvelles élections.

Le gouvernement qui entrera en fonctions après le scrutin de septembre devra assumer la mise en oeuvre du nouveau plan d'aide négocié avec les créanciers du pays, qui prévoit le versement de 86 milliards d'euros en trois ans en échange de nouvelles réformes.

(On imagine que l'ensemble des médias grecs vont marteler le même message jusqu'au 20 septembre, ce qui devrait



persuader logiquement plus d'un Grec d'aller voter, car après la forfaiture de Syriza et Tsipras nombreux seront ceux qui refuseront d'accorder la moindre confiance à un parti sur la base de promesses. A moins que sous la pression de leur condition qui n'a cessé de se dégrader et se disant que cela ne leur coûtera rien au point ils en sont après l'expérience amère de Syriza, leurs voix se reportent sur les partis qui ont manifesté leur refus d'appliquer le nouveau mémorandum adopté par Tsipras. - LVOG)

La composition du cabinet Thanou doit être annoncée officiellement vendredi. Plusieurs médias ont rapporté que le portefeuille des Finances serait confié à George Chouliarakis, un haut responsable de l'équipe qui a négocié l'accord avec les créanciers.

Aucun sondage majeur n'a été publié au cours des dernières semaines pour évaluer l'état des forces en présence mais il semble qu'Alexis Tsipras demeure populaire dans l'opinion publique.

Dans un entretien à la chaîne de télévision Alpha TV mercredi, le Premier ministre sortant a répété que son parti ne ferait pas alliance avec Nouvelle démocratie ou avec les socialistes du Pasok qui ont, à tour de rôle, gouverné le pays pendant plusieurs décennies.

(Alors qu'il s'est déjà allié avec eux au Parlement pour faire passer son mémorandum... Il ne faut surtout pas se fier à ses déclarations, dans la mesure il est capable de renier sa parole du jour au lendemain, Tsipras est une marionnette entre les mains de la troïka. - LVOG)

Il a également exclu une alliance contraignante avec les centristes de To Potami, qui soutiennent une position pro-européenne.

(Alors que le mémorandum qu'il a accepté est pro-européen. - LVOG)

Alexis Tsipras a estimé que les divergences étaient "très importantes" avec ces trois partis qui incarnent, selon lui, "l'ancien système partisan". Seule la formation d'extrême droite des Grecs indépendants apparaît comme une alliée possible, si elle parvient à avoir des élus.

(Les divergences de Tsipras avec la Nouvelle démocratie, le Pasok et To Potami, portent uniquement sur la meilleure tactique à adopter pour appliquer les mesures préconisées par la troïka, tout en contenant les masses grecques afin de préserver le régime en place. - LVOG)

Ces propos ont suscité de vives critiques dans l'opposition, dont des responsables ont reproché à Tsipras d'exercer un chantage sur les électeurs en leur donnant l'impression qu'ils devaient choisir entre lui et le blocage politique.

(Le mandat de Tsipras et de Syriza que lequel les électeurs auront à se prononcer est clair : Leur donner les moyens d'appliquer à la lettre les exigences de la troïka contenues dans le mémorandum qu'il a adopté le 13 juillet dernier dans le cadre des institutions grecques en place. - LVOG)

"Hier, M. Tsipras s'est livré à une énorme provocation en disant aux citoyens: 'quel que soit votre vote, je ne coopérerai pas'", a déclaré le chef de file de To Potami, Stavros Theodorakis, à la chaîne Mega TV. Reuters 27.08 (Il est vrai que venant d'un collaborateur de la troïka, son discours a forcément les vertus de la vérité absolue ! Syriza gouvernera avec n'importe quel parti de droite ou d'extrême droite hormis Aube Dorée s'il obtient la majorité des voix exprimées le 20 septembre prochain, Tsipras pourra à nouveau expliquer qu'il était contre avant les élections, mais qu'il y est forcé du fait de la situation qui lui impose, car lui il continue d'y être opposé et le tour est joué. - LVOG)

Quand Tsipras reçoit le soutien de Moscovici ou de la Commission européenne.

- Moscovici: Tsipras a fait des "choix courageux", "confiant" dans les électeurs grecs - AFP

Le commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici s'est dit jeudi "confiant" dans le fait que les électeurs grecs "voudront confirmer l'engagement européen du pays et le respect du programme", accepté par Alexis Tsipras au prix de "choix courageux".

"Je n'ai pas à me prononcer sur le fond mais je suis confiant dans le fait que les électeurs grecs vont donner une majorité pour que les réformes se poursuivent, pour que les engagements soient tenus", a déclaré M. Moscovici interrogé par la chaîne française iTélé.

Pour lui, le Premier ministre grec Alexis Tsipras avait "sans aucun doute besoin de ces élections (...) parce qu'il fallait qu'il ait une majorité cohérente avec des choix qu'il a faits qui étaient des choix courageux mais qui n'étaient pas ceux sur lesquels il avait été initialement élu".

"Je n'ai pas de doute que les électeurs grecs voudront confirmer l'engagement européen du pays et le respect du programme", a-t-

il ajouté.

Evoquant les "pas de géants" faits selon lui en Grèce "depuis juin-juillet", il a estimé qu'"une confiance s'est installée" entre les institutions européennes et le gouvernement grec, issu du parti de la gauche radicale Syriza.

Interrogé sur la nouvelle négociation qui va s'ouvrir quant à la soutenabilité de la dette grecque, l'ancien ministre français des Finances a parlé de la période d'"octobre-novembre". Il a répété qu'"aucun Etat membre n'(était) prêt à éliminer, à effacer de la dette grecque".

Citant des "solutions techniques", il a évoqué "l'allongement des maturités" ou "la réduction de la charge de la dette grecque".

Il a surtout dit "souhaiter ardemment que le Fonds monétaire international soit à bord du prochain programme". AFP 27.08

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Casino. Faites chauffer la planche à billets.](#)

- Les marchés se relancent, en mettant de côté les craintes sur la Chine - AFP

Les places financières mondiales ont retrouvé des couleurs jeudi, bénéficiant du soutien des banques centrales, ce qui permettait d'apaiser les inquiétudes nourries par le ralentissement chinois. AFP 27.08

[Quand les droits légitimes des travailleurs sont incompatibles avec le régime en place, il doit disparaître.](#)

- Moscovici : réformer le marché du travail, la "clé" pour l'emploi - LePoint.fr

Les droits des travailleurs qui existent encore constituent des obstacles à leur exploitation effrénée ou illimitée de la part des capitalistes qui les renverrait aux conditions de travail qui prévalaient au début du XXe siècle si ces droits venaient à disparaître.

C'est la raison pour laquelle ils ne sont pas négociables, et nous rejetons toute conciliation, tout "dialogue social" avec le patronat et le gouvernement de la part des syndicats, qui ne sert qu'à brader les droits des travailleurs.

[Hollande est rassuré.](#)

- L'aile gauche du PS prévient qu'elle va "continuer à peser" - AFP

[Jusqu'à présent ils les surexploitaient sans l'assumer, désormais ils peuvent le revendiquer ouvertement.](#)

- Des patrons allemands veulent embaucher les migrants - Francetv info

Ils auront le soutien de la pseudo-gauche et extrême gauche, des gauchistes, des ouvriéristes, des tiers-mondistes, des droitdelhommismes qui tous encouragent l'immigration illégale, bref tout ce que compte de racailles le mouvement ouvrier et les parasites qui sont venus se greffer dessus pour précipiter sa dégénérescence.

[Quand ils prennent leurs désirs pour la réalité, tout peut arriver, le pire seulement.](#)

- Les avertissements anonymes sur un 11-Septembre français se multiplient - Slate.fr

[La cinquième colonne des maîtres du monde qui l'ont conduit là où il en est.](#)

- Francs-maçons: Daniel Keller réélu Grand Maître du Grand Orient de France - AFP

[Le ghetto de l'OTAN.](#)

- L'Estonie va ériger une clôture à sa frontière avec la Russie - LeMonde.fr

## [L'UE, une institution génocidaire.](#)

- Au moins 30 migrants sont morts dans le naufrage d'un bateau au large de la Libye Francetv info avec - AFP

- Migrants : découverte macabre dans un camion en Autriche - Francetv info

Les corps de dizaines de migrants ont été découverts dans un camion abandonné en Autriche. Francetv info 27.08

---

## [ACTUALITÉ DU JOUR](#)

### [Une "preuve d'amour" : Le Medef a son ministère.](#)

- Emmanuel Macron, invité de l'université d'été du Medef - Francetv info

Le ministre de l'Économie a été accueilli sous les applaudissements à l'université d'été du Medef ce jeudi 27 août.

Le ministre de l'Économie a été accueilli à bras ouverts. Ici, ses détracteurs se font rares. L'ancien banquier d'affaires a la cote auprès des chefs d'entreprise, ils apprécient son style et ses premières mesures. "Jeune, dynamique, entreprenant et à l'image des ministres dont la France a besoin", confie l'un d'entre eux au micro de France 3.

Le chouchou des patrons.

Une idylle sur laquelle Emmanuel Macron a bien l'intention de surfer. "Vous avez l'amour, mais vous avez les preuves d'amour", a déclaré le ministre de l'Économie devant un auditoire conquis. Mais quand on aime on se dit tout alors la coqueluche des entrepreneurs n'a pas hésité à les bousculer : "Votre responsabilité, c'est de prendre votre part de ce mouvement de transformation de notre économie parce que nous savons que si nous n'anticipons pas le changement dont je parle, nous le subirons demain". Le ministre demande notamment aux entreprises de ne pas tarder à investir. Pas de quoi contrarier le Medef. Francetv info 27.08

### [Démolition en règle de l'Education nationale. L'école publique gratuite appartient au passé.](#)

- Éducation : les activités périscolaires, un coût pour les familles - Francetv info

Avec la réforme des rythmes scolaires, certaines communes ont choisi de mettre les familles à contribution pour financer les activités périscolaires. À Leers (Nord), les parents de Jean, 7 ans, ont appris au début de l'été qu'ils allaient devoir payer dès la rentrée prochaine pour leurs deux enfants. Les trois heures d'activités périscolaires étaient gratuites jusqu'à présent. Au total, le coût est de 230 euros. "Les 230 euros je préfère les mettre pour que mon fils fasse du foot et de la piscine l'année prochaine plutôt que pour qu'il fasse du coloriage", s'indigne Adeline Rotsaert, au micro de France 3.

Même chose pour Valérie Wyart, mère célibataire de deux enfants. Elle va devoir déboursier 290 euros pour l'année. "C'est une assez grosse somme. À cause de ça, je vais devoir rogner sur d'autres activités entre autres culturelles", déplore-t-elle. Francetv info 27.08

Formater les esclaves de demain soumis aux lois du marché. L'idéologie dominante enseignée à l'école.

La réserve citoyenne va voir le jour à la rentrée - Francetv info

Près de 5 000 personnes ont accepté de transmettre leur expérience et les valeurs de la République aux élèves.

C'est l'une des grandes nouveautés de la rentrée scolaire. Plus de sept mois après les attentats de Paris, une réserve citoyenne a été créée. L'idée ? Que chacun puisse transmettre son expérience et les valeurs de la République directement auprès des élèves dans les écoles, collèges et lycées. Au total, près de 5 000 personnes ont répondu à cet appel.

Avocats, metteurs en scène, directeurs de musée... Ils se sont engagés à donner de leur temps. Comme Guillaume Agullo, directeur d'un musée de la résistance et de la déportation, ils iront parler avec les élèves. "Lorsqu'il y a par exemple, dans les classes, des paroles racistes, des paroles antisémites, on ne peut plus se contenter d'avoir une réaction, d'avoir des réponses qui s'étaleraient durant des semaines ou des mois. Il faut apporter d'autres réponses, apporter d'autres messages, dans la semaine qui a suivi l'incident", souligne Guillaume Agullo.

Manuel Carius, avocat, va également se lancer dans l'aventure. Pour lui, impossible de vivre ensemble sans connaître la loi. Il entend alors partager sa connaissance du droit, fondement de la vie en collectivité. Francetv info 27.08

### En famille à la mangeoire. Un clonage n'est jamais parfait.

- De Rugy, Placé, Lambert : ces écologistes coincés entre EELV et le PS - Francetv info
- De Rugy quitte les Verts: «Les écologistes ont besoin du PS pour exister» - 20minutes.fr
- De Rugy quitte EELV et sa "dérive gauchiste", scission des écologistes enclenchée - AFP

François de Rugy, l'un des leaders d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), a claqué la porte de son parti en l'accusant de "dérive gauchiste", aggravant la crise qui touche un mouvement écologiste profondément divisé sur la participation au gouvernement et l'alliance avec le Front de gauche aux régionales.

"Son positionnement, c'est pas entre gauchisme et écologie, mais entre écologie et François Hollande, et finalement (de Rugy) a choisi", a taclé David Cormand, proche de Cécile Duflot. AFP 27.08

- Crise à EELV : Christophe Cambadélis dénonce la «mélénchonisation rampante des écologistes» - 20minutes.fr

Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, a vu dans ce départ une "conséquence de la mélénchonisation rampante des écologistes", à qui il a solennellement demandé de "revenir sur leur vote d'une alliance avec Jean-Luc Mélenchon dans cinq régions". 20minutes.fr 27.08

[Haut de page ↗](#)

---

Le 30 août 2015

### CAUSERIE

On n'a pas eu le temps d'ajouter certaines infos qu'on intégrera dans la causerie de demain.

On a trois ou quatre sujets de causerie sur le feu qu'on vous soumettra dans les jours à venir. On ajoutera de nouveaux articles demain matin.

A maintes reprises nous avons évoqué ces articles, on pourrait ajouter qu'ils ne servent qu'à justifier les positions ou les idées de leurs auteurs et à leur donner bonne conscience sans finalement avoir d'autres objectifs, c'est la raison pour laquelle ils peuvent en changer si facilement sans que cela les interroge ou les gêne le moins du monde.

En attendant, quelques questions que nos dirigeants ne permettront pas aux militants de débattre, en vain car ils n'ont pas besoin de leur autorisation pour se les poser et dorénavant Internet leur fournit les matériaux dont ils ont besoin pour alimenter leur réflexion pour peu qu'ils en aient la volonté, là c'est une autre question.

- Faudrait-il participer à des actions ponctuelles contre l'UE au côté de Dupont-Aignan, Chevènement et d'autres partis ou personnalité dès lors que le FN n'y serait pas associé ?
- Que faut-il penser du tournant du PG qui envisage dorénavant de rompre avec l'euro ? On sait qu'il est purement opportuniste ou de circonstance suite à la "trahison" de Syriza du 13 juillet dernier, mais est-ce suffisant pour refuser de s'associer ponctuellement au PG et plus largement au Front de gauche s'il adoptait la même position, qui relève de la bonne intention à ce stade il faut le préciser?
- Pourquoi le POI, le NPA et LO ne mettent-ils jamais en débat dans leurs journaux un certain nombre de questions politiques qui intéressent tous les militants ou qu'ils se posent en laissant s'exprimer des avis contradictoires qui permettraient de confronter différentes idées qu'elles soient d'ordre tactique ou stratégique ?

N'auraient-ils pas confiance dans la capacité des militants et des travailleurs à faire preuve de discernement et à adopter les positions qui sont conformes au socialisme ou aux intérêts de leur classe ? Ont-ils au moins confiance en eux-mêmes, leurs

positions sont-elles si vulnérables, indéfendables, craindraient-ils qu'ils échouent si elle étaient livrées à l'épreuve de la libre critique ?

Si les positions que nos dirigeants ont adoptées sont les bonnes ou qu'ils sont convaincus qu'elles correspondent aux intérêts des travailleurs, pourquoi alors sont-ils incapables de les défendre autrement qu'en affirmant qu'ils ont raison ? Pourquoi ne peuvent-ils pas les justifier autrement qu'en recourant à ce moyen qui consiste à empêcher toute réflexion ou à rejeter a priori tout argument qu'ils n'auraient pas retenu sans qu'on sache pourquoi, ce qui revient à interdire toute discussion libre, loyale et sincère ? S'ils sont réellement animés de bonnes intentions et qu'ils sont en mesure de le prouver, que craignent-ils donc ?

Les réponses à ces questions figurent dans leurs énoncés.

---

## ACTUALITÉ EN TITRES

[Quand on est de droite, on ne risque pas de finir à gauche.](#)

- Manuel Valls : "A force d'aller à gauche toute, on finit à droite" - Francetv info

...la preuve : Ce sera à celui qui sera le plus réac.

- Bartolone choqué par la présence de Marion Maréchal-Le Pen à une réunion catholique - AFP

Les francs-maçons préfèrent les réunions avec des patrons, des militaires...

... ou encore...

- Dupont-Aignan tend la main à Chevènement, "la plus gaullienne des personnalités de gauche" - AFP

Non mais sans blague, même le chef des armées est de gauche sous la Ve République...

[Qu'il coule et son équipage avec !](#)

- Valls se pose en commandant du navire socialiste à l'approche de régionales délicates - AFP

Si le PS ne subira pas dans l'immédiat le sort du Pasok qui avoisine les 4% d'intentions de vote, il le doit à Syriza mais pas seulement, les classes moyennes et la petite bourgeoisie française n'ont pas encore subi le même sort que leurs homologues grecs...

Au fait, on nous a toujours dit que le mouvement ouvrier avait absolument besoin du PS, que de toutes manières il était incontournable et qu'il ne disparaîtrait pas... Le Pasok vient de prouver le contraire. Mais alors c'était encore un conte à dormir debout pour justifier la collusion ou le front unique avec le PS des révisionnistes ? Il faut croire. Un de plus et la liste n'est close.

[En famille. Quand on est de droite, il faut l'assumer jusqu'au bout en prenant exemple sur Hollande, Valls, Fabius et Macron.](#)

Tout comme le réformisme, l'écologisme politique est une mystification. Ils ont comme fond commun : la soumission à l'ordre établi à défaut de l'affronter.

Il y a un penchant qui ne "dévie" pas : Celui pour la gamelle des affairistes !

- Jean-Vincent Placé quitte à son tour Europe Ecologie-Les Verts - Reuters

- EELV en plein délitement avec le départ de Placé et Ruggy - AFP

"On voit bien que la dérive qui est à l'oeuvre chez EELV c'est une dérive où l'écologie se perd dans la gauche radicale, etc. Aujourd'hui nous allons pouvoir refonder un mouvement authentiquement écologiste", a encore déclaré M. Placé, promettant de "rassembler". AFP 28.08

Il y a ceux qui assument leur imposture, et il y a ceux qui estiment qu'il faut la pousser encore plus loin en la renouvelant sans cesse.



- EELV: pour Cohn-Bendit, Placé et de Rugy veulent "un strapontin au gouvernement" - AFP

Cela tombe bien, un remaniement devrait intervenir dans les semaines à venir a annoncé Bartonole.

- Mélenchon salue la "clarification de la droite des Verts" - AFP

On nous avait fait le coup de la gauche du PS, Mélenchon nous fait celui de la gauche de la vermine...

Sans la rampe de lancement médiatique dont ont bénéficié Mélenchon et le PG et les tribunes qu'ils lui offrent généreusement, ils n'existeraient pas. Pourquoi ont-ils bénéficié d'un tel traitement ? Devinez, apparemment parce qu'ils ont immédiatement reconnu un des leurs et qu'ils pourraient facilement l'instrumentaliser, non ?

[En famille. L'union des charlatans et des imposteurs où le meilleur plan.](#)

Bien qu'ayant démontré en 1914, puis en 1936 et en 1939 qu'il était un parti inféodé au capital, le PS continuera de se faire passer pour un parti ouvrier ou de gauche et il sera reconnu comme tel par les conciliateurs et les révisionnistes trotskystes jusqu'en mai 2012.

EELV est un parti de droite purement institutionnel qui n'existe que grâce à la volonté du PS, sans lequel il n'aurait aucune représentation parlementaire, aucun député ni sénateur, tout au plus quelques conseillers municipaux comme le POI, le NPA ou LO.

Il est utile au régime dans la mesure où il détourne de la lutte des classes et des questions sociales auxquelles sont confrontés les travailleurs, donc des partis ouvriers, certaines couches supérieures et moyennes du prolétariat ainsi que certains pans des classes moyennes, qui sont appelés à chercher des réponses à leurs préoccupations dans le cadre du régime en place, qui de ce fait ils soutiennent où auquel ils demeurent subordonnés. EELV comme appendice du PS rame pour le régime quelles que soient les divergences qui existent entre ses adhérents.

Leur seul objectif est d'obtenir une amélioration de leur condition de vie sous le régime capitaliste auquel il collabore ouvertement, conformément à l'attitude du petit bourgeois dont les intérêts sont purement individualistes, point commun qu'ils partagent avec les adhérents du PS et le PG ou le FdG.

- Régionales : le Parti de gauche espère s'allier dans cinq régions avec EELV - LeMonde.fr

- Mélenchon : « L'union de l'opposition de gauche va s'accélérer » - LeParisien.fr

Mélenchon n'a pas la même définition que nous de l'opposition de gauche puisqu'il considère que Hollande (et le PS) est de gauche et nous qu'il est de droite.

Pour lui cela signifie figurer dans le même camp que Hollande mais plus à gauche ou réformer le régime pour le rendre plus présentable seulement, puisque plus supportable est devenu impossible, donc le réformer également. Tandis que pour nous cela signifie tout simplement être de gauche ou combattre pour un changement de régime, ce à quoi est opposé Mélenchon.

Quand Trotsky a intitulé son courant politique opposé à Staline l'Opposition de gauche, il n'envisageait pas un changement de régime en Russie, mais de se débarrasser du stalinisme. Mélenchon non plus n'envisage pas un changement de régime, sauf que le régime qui existe en France n'a rien à voir avec celui qui existait en Russie en 1930, donc Mélenchon recourt à cette formulation en déformant son contenu et en la détournant de son objectif.

- Mélenchon en rajoute une couche sur la dissolution de l'Assemblée - Le Huffington Post

Il a sorti que Hollande allait provoquer des élections législatives anticipées au lendemain des élections régionales, et qu'il comptait tirer partie de la cohabitation pour se faire réélire, comme si cela était encore possible, quel tartufe celui-là ! On vit vraiment dans un monde de dingues...

- Le Plan B fait l'unanimité au Parti de gauche - Liberation.fr

A l'occasion de son université d'été qui se tient ce week-end à Toulouse, le Parti de gauche s'est interrogée sur la façon de mener les négociations anti-austérité avec les institutions européennes. Liberation.fr 29.08

Tout un programme : Négocier avec les institutions européennes qui incarnent et ne peuvent incarner que la dictature de

l'oligarchie financière, c'est déjà capituler, c'est refuser de les affronter, car c'est leur attribuer un rôle dans la résolution des questions auxquelles sont confrontés les travailleurs, qui ne peuvent trouver de réponses que sur leur propre terrain de classe, donc en totale contradiction ou opposition avec celui du capital.

Un véritable parti ouvrier (ou un véritable syndicat ouvrier) impose sa politique au capital en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire et l'organisation des travailleurs.

J'ai lu l'article de Libération, aucun des intervenants n'a appelé à rompre avec l'euro. Statis Kouvelaki pour l'Unité populaire aura été le plus loin dans cette voie en affirmant selon le journaliste de Libération : que les institutions européennes à ses yeux (étaient) impossibles à réformer de l'intérieur, ce qui laisse en réalité bien des questions sans réponses. Peut-être espère-t-il les réformer de l'extérieur ?

La lecture d'interviews de plusieurs militants du PG présents dans la salle est aussi instructive.

Tous étaient préoccupés par le meilleur moyen de relancer l'économie pour mieux vivre en régime capitaliste, ce qui n'a rien de surprenant, leur réflexion est motivée par cet unique objectif qui témoigne d'une part qu'ils se situent purement sur un terrain individuel et non politique, d'autre part leur profonde ignorance du stade de développement auquel est parvenu le capitalisme en crise. Ne leur jetons pas la pierre, leur réflexion mûrit lentement...

[En famille quand on se tire dessus c'est avec des balles à blanc, sinon on s'offre mutuellement asile.](#)

- Une majorité politique fragilisée - Francetv info

Après les propos d'Emmanuel Macron qui ont semé le trouble au PS et la famille écologiste qui vole en éclats, la majorité apparaît fragilisée. Francetv info 28.08

Vraiment ?

- Macron corrige le tir sur les 35 heures après le recadrage de Valls - Francetv info

- Gérald Darmanin (LR) offre l'asile à Emmanuel Macron - LeParisien.fr

Il est tout juste bon à être enfermé, assurément ! C'est touchant cet esprit de famille tout de même. Au passage, comme quoi la "majorité" n'est pas si "fragilisée" que cela, c'est une grande famille.

- Jean-Christophe Cambadélis : "Pas de polémique avec Macron (...) l'incident est clos" - Public Sénat

Commentaire d'un interbaute

- "*Dernier sondage en date*

*Sondage : les sympathisants PS préfèrent Macron à Cambadélis (ODOXA )*

*ODOXA la nouvelle venue, Gaël Sliman et Céline Bracq, jusqu'alors respectivement directeur général adjoint et directeur du département opinion de BVA, - BVA : groupe Bolloré et Rothschild.*

*Et oui Rothschild, la banque d'où vient Macron."*

[Vont-ils en faire des indics ou des barbares ?](#)

- A Garges-lès-Gonesse, des jeunes des cités rénovent un commissariat - Francetv info

- Des vacances à la Légion étrangère - Francetv info

Pendant une semaine, dix jeunes Marseillais vivent loin de chez eux et découvrent la rigueur de la Légion étrangère. Francetv info 28.08

[L'Etat policier est en place ou la France militarisée, occupée.](#)

- Billets nominatifs, patrouilles renforcées...: les propositions européennes pour répondre à l'attaque du Thalys - LeFigaro.fr

- Fouilles des bagages et patrouilles armées: la France va renforcer la sécurité des trains - AFP

## Nouvelle extraterrestre.

- Un milliard de terriens sur Facebook - Liberation.fr

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Grèce. Quand les instituts de sondages bourrent les urnes.

- La Grèce aux urnes le 20 septembre, Syriza en tête des sondages - AFP

- Grèce : Syriza est en tête des sondages - latribune.fr

Le parti d'Alexis Tsipras reste en tête des sondages, même si son score se tasse. Les dissidents du parti de gauche radicale qui ont créé leur propre parti recueillent 3,5% des intentions de vote. Nouvelle Démocratie (droite) rassemble 19,5% des votes et réduit l'écart avec Syriza.

Le parti Syriza du Premier ministre grec Alexis Tsipras, qui a présenté sa démission la semaine passée, demeure en tête des intentions de vote pour les élections législatives anticipées du 20 septembre, selon deux sondages rendus publics vendredi.

Syriza perd 3 points dans le sondage ProRata

Une enquête d'opinion de l'institut ProRata pour le journal Efimerida Ton Syntakton crédite la formation de gauche de 23% des intentions de vote devant les conservateurs de Nouvelle Démocratie (19,5%).

Le parti Unité populaire, créé la semaine passée par des frondeurs de Syriza opposés au nouveau plan de renflouement financier de la Grèce, n'est soutenu que par 3,5% des 1.000 personnes interrogées.

Les Grecs indépendants, qui participaient à la coalition conduite par Tsipras, obtiendraient 2% et ne franchiraient pas le seuil des 3% nécessaires pour obtenir des élus au parlement.

La précédente enquête de ProRata, publiée début juillet, montrait une avance plus substantielle pour Syriza avec 26% contre 15% à Nouvelle Démocratie.

Les Grecs veulent rester dans la zone euro

Ce sondage révèle que 64% des personnes interrogées estiment qu'Alexis Tsipras, arrivé au pouvoir à la faveur de la victoire de son parti aux élections de janvier, a eu tort de provoquer une nouvelle échéance électorale.

En revanche, 68% des Grecs sont favorables au maintien de leur pays au sein de la zone euro à tout prix, même si cela signifie plus d'austérité.

"Les réponses à ces deux questions conduisent à la conclusion que ces élections anticipées auront un coût pour l'(ancien) Premier ministre et pour Syriza", estime le journal.

Un tiers des électeurs qui avaient soutenu le parti de gauche lors du scrutin de janvier affirment ne pas être certains de le faire à nouveau le mois prochain.

Le sondage montre enfin que 25,5% des personnes interrogées se disent indécises.

Ecart plus étroit dans un autre sondage

Dans une enquête Metron Analysis, Syriza est crédité de 29% des voix, devant Nouvelle Démocratie à 27,8%, le parti d'extrême droite Aube dorée (8,3%) et les centristes de Potami (6,7%). Unité populaire recueillerait 4,1% des intentions de vote.

Les Indépendants n'atteindraient pas le seuil de 3% et ne seraient pas représentés à la Vouli. latribune.fr 28.08

A retenir.

"25,5% des personnes interrogées se disent indécises", et si ce scrutin ressemble au précédent de janvier dernier où 38,49% s'étaient abstenus ou avaient voté blanc ou nul, dès lors le taux d'abstention pourrait dépasser les 50%. Dors et déjà on peut affirmer que le prochain gouvernement sera minoritaire ou illégitime, il reposera sur une majorité parlementaire hétéroclite de circonstance qui aura pour unique tâche d'empêcher les masses de trouver la voie de la rupture avec l'euro et l'UE ainsi que les institutions grecs.

Syriza est crédité de 23% à 29% alors qu'il avait atteint 36,34 % en janvier 2015, il perdrait donc entre 13,34% et 7,34% qui ne se reporteraient par sur l'Unité populaire, mais dont la moitié ou les trois quart basculeraient sur d'autres partis ou dans l'abstention. Ils manquent de nombreux partis dont le KKE et le Pasok donc on ne peut pas aller plus loin dans notre analyse.

En tout état de cause Syriza n'obtiendra pas la majorité absolue à la Vouli (le parlement grec), donc il se retrouvera dans la même situation qu'aujourd'hui. Les dirigeants de Syriza pourront toujours justifier le recours à l'union nationale, en expliquant qu'en répartissant leurs voix sur différents partis pro-UE les Grecs avaient plébiscité cette forme de gouvernance. Si on s'en tient à ces sondages, cela pourrait correspondre à l'état d'esprit de la majorité de la population dont finalement le niveau de conscience n'a que très peu évolué en 6 ans.

On aura noté également que l'extrême gauche ou l'avant-garde du mouvement ouvrier était plus disloquée que jamais, car à ceux qui composent l'Unité populaire, il faut ajouter le Parti révolutionnaire des travailleurs (EEK), Organisation communiste internationaliste de Grèce OKDE et d'autres organisations, groupes ou groupuscules dont certains avaient participé aux élections de janvier 2015.

Depuis ils ont pondu un nouveau sondage.

- Grèce: le scrutin s'annonce serré entre Syriza et la droite - AFP

A vingt-deux jours des législatives anticipées, l'écart entre le parti de la gauche radicale Syriza et la droite se réduit, le parti d'Alexis Tsipras ne devance que d'un à trois points son adversaire principal, la Nouvelle-Démocratie (ND - droite), selon deux sondages publiés samedi.

Syriza est crédité de 25% des intentions de vote contre 22% pour la ND, selon l'étude de l'Université de Macédoine publiée par le quotidien libéral Kathimerini.

Selon un deuxième sondage publié par le journal centriste Parapolitika et effectué par l'institut Metron Analysis, l'écart entre les deux adversaires n'est que d'un point, 22,2% pour Syriza et 21,2% pour la ND.

Les néonazis d'Aube dorée, dont les dirigeants et cadres sont poursuivis en justice pour des crimes, arrivent en troisième position avec 6,5% dans deux des trois sondages, publiés depuis vendredi.

Celui de Kathimerini montre toutefois que la troisième place pourrait être obtenue par le Parti communiste KKE (6%) ou par To Potami (6%), un parti de centre gauche créé il y a deux ans par un journaliste après l'effondrement des socialistes du Pasok.

Le Pasok n'obtient que 4,1% à 4,5% des intentions de vote alors que le taux des indécis atteint 22% ou 15,5%, selon respectivement Metron Analysis et l'étude universitaire.

Dans les deux sondages de samedi, comme dans celui de vendredi, les Grecs indépendants Anel, parti souverainiste qui s'était allié avec Syriza pour permettre à ce dernier de former un gouvernement en janvier, n'arrive pas à obtenir le plafond obligatoire de 3% pour entrer au Parlement.

En revanche les dissidents du Syriza, le parti eurosceptique L'Unité populaire, est crédité de 5% selon l'étude universitaire et de 3,1%, selon Metron Analysis. AFP 29.08

Commentaire d'un internaute

- "Les sondages. Je rappelle que le référendum était sensé être serré avec léger avantage pour le oui et ce fut à 61% non. Alors les sondages 0 information 100% manipulation.

*Les gérants de Bruxelles se poilent, puisque de toute façon les élus ne seront que les valets de LEUR politique."*

[Haut de page ↗](#)